

Sous la direction de
BERTRAND GALIMARD FLAVIGNY



CEUX QUI ONT FAIT LA FRANCE



200 PERSONNAGES CLÉS DE L'HISTOIRE DE FRANCE

LEDUC.S
EDITIONS

Retrouvez nos prochaines parutions, les ouvrages du catalogue et les événements à ne pas rater sur notre site Internet. Vous pourrez également lire des extraits de tous nos livres, recevoir notre lettre d'information et acheter directement les livres qui vous intéressent, en papier et en numérique !

À bientôt sur www.editionsleduc.com

L'éditeur tient à remercier la revue *Actualité de l'histoire*, ainsi que toute leur équipe rédactionnelle.

Un remerciement tout particulier à Éric Garnier qui, en collaboration avec Bertrand Galimard Flavigny, a supervisé ce travail de sélection des personnages, de préparation des textes et de mise en forme.

www.actualite-histoire.com

Actualité de l'histoire, tous les mois en kiosque

© 2011 YES Éditions

Maquette : Sébastienne Ocampo

© 2012 LEDUC.S Éditions

17, rue du Regard

75006 Paris – France

E-mail : info@editionsleduc.com

ISBN : 978-2-84899-566-3

Sous la direction de
BERTRAND GALIMARD FLAVIGNY

CEUX
QUI ONT FAIT
LA FRANCE

INTRODUCTION

Lorsque l'on m'a demandé de rédiger ce compendium des 200 personnages qui ont fait la France, j'ai d'abord pensé : « Et voilà un digest de plus où vont se succéder tous les rois, les Premiers ministres et autres maréchaux d'empire que la France a comptés. » Et puis, l'éditeur et les auteurs m'ont fait part de leur projet, plus large, plus intéressant. Il reposait sur le fait que, comme beaucoup de sociétés, la société française a été organisée autour de quatre fonctions principales : la défense assurée par le roi guerrier, par les princes ou par le seigneur du lieu ; la religion assumée par le prêtre sous l'inspiration des théologiens – dont de nombreux Français –, qui a fait évoluer la pensée religieuse chrétienne ; la production effectuée par le paysan jusqu'à la révolution industrielle, puis par les ouvriers, puis par les cols blancs et depuis peu par les financiers, ce qui n'est pas sans bouleverser l'ordre établi ; et la création culturelle longtemps articulée autour des mécénats royaux, princiers puis bourgeois.

À travers ce quadruple point de vue, j'ai tenté de rechercher quel a été le rôle des grands héros qui ont fait l'histoire de France.

La liste de 200 noms repose sur un parti pris : celui selon lequel des hommes et des femmes, chacun pour leur part, ont fait que la France, terrienne ou maritime, métropolitaine ou coloniale, pacifique ou guerrière, est devenue une nation égalitaire. Chacun a participé à tous les travaux constitutifs de la nation, qu'ils soient éducatifs, économiques, intellectuels, politiques, militaires, religieux...

À tout seigneur tout honneur, il y a d'abord les rois, et nous décidâmes de commencer par Mérovée et la question sous-jacente : a-t-il existé, est-il à l'origine de tout ? Rien n'est plus palpitant que l'histoire de nos rois, car c'est de l'histoire de la nation qu'il s'agit !

Parmi les souverains qui ont compté et ont imprimé leur marque, rares furent les médiocres. Citer des noms serait d'ailleurs ouvrir la porte à un vif débat. Peut-être, au risque de fâcher, peut-on indiquer : Louis X

le Hutin ou Charles IV le Bel (quoique...) ; Charles IX, qui meurt rongé par la maladie... et le remords ; ou Charles X, sauvé par l'exil. Qu'il soit permis ici d'exclure Louis XVI de cette liste infamante, au seul fait que son règne est inachevé et qu'il ne peut permettre à Turgot – réformateur physiocrate en avance sur son temps – de mener à bien sa politique économique, sans oublier – au plan extérieur – le corps expéditionnaire conduit par l'amiral d'Estaing et par Rochambeau qui se couvre de gloire outre-Atlantique, ni les instructions données à La Pérouse, modèles de respect des peuples et des minorités... Le bilan du monarque décrié n'est pas si « négatif ». Mais, de Clovis à Louis-Philippe I^{er}, la monarchie honnie a produit, somme toute, un résultat fort recevable aux yeux de l'histoire.

Le génie de la monarchie française fut une idée admirable : lier le sort du pouvoir temporel à celui de l'Église et même, au-delà, à Dieu directement, grâce au sacre, rite de passage qui transforme un roi « désigné » par Dieu et par principe héréditaire en un roi oint et « couronné du Seigneur ». La cérémonie du sacre des rois dans la cathédrale de Reims assure donc une continuité du pouvoir. Elle perdure du baptême de Clovis au sacre de Charles X, qui reprit avec enthousiasme la tradition rémoise abandonnée par le roi sceptique qu'était Louis XVIII. Charles X dut toutefois renoncer aux serments, les remplaçant par un bref engagement que l'on doit plus rapprocher de la Charte constitutionnelle. Le roi alla même jusqu'à ajouter aux serments prononcés par les titulaires des ordres royaux... celui des membres de la Légion d'honneur. La France était déjà en marche vers son régime, bien particulier, qu'elle définira quatre-vingts ans plus tard comme « laïc ». Aux attributs de la monarchie de droit divin, la République substitua ses propres symboles. N'est-ce pas au sacre de Reims que songeait Mitterrand en avançant une rose à la main – fleur de lys des temps modernes – vers le Panthéon – église « laïcisée » par la Constituante, parangon de l'édifice républicain abritant la mémoire et l'âme du pays –, en mai 1981, alors que la garde républicaine – comme un sénéchal à l'épée nue – lui rendait les honneurs et que la foule – au premier rang de laquelle les nobles de son parti l'attendaient – le regardait tel un monarque éclairé ? L'image n'est pas si terrible. Et sans doute n'aurait-elle pas déplu à ce Président socialiste pétri de culture et de connaissances historiques.

Mais la grande faute de la monarchie fut de ne pas avoir su évoluer ; de ne pas avoir accepté la mise en place d'une monarchie constitutionnelle – l'option *realpolitik* en quelque sorte –, ce que manqua Louis XVI – mais l'époque était-elle préparée ? –, mais que réussit Louis-Philippe I^{er}, porté au pouvoir par la rue – ce qui change tout dans la démarche – et devenant *de facto* « le roi des Français ».

Mais vous, ami lecteur, vous le savez bien : contrairement à La Varenne qui aimait la monarchie et pas trop les monarques, les Français aiment leurs rois, mais pas la monarchie en tant que régime. Ils aiment débattre des vertus de celui-ci, des défauts de celui-là. Ils ne manqueront pas de se diviser encore et encore, et vous avec eux. Mais qu'importe, ils sont d'accord sur l'essentiel : en cette époque où l'on parle tant de l'appartenance française, de la culture française, de la civilisation française... l'histoire de France pendant quatorze siècles de royauté peut leur rappeler que le courage, l'ambition nationale, la probité (autant que faire se peut, il y eut des malhonnêtes), l'honneur, le sens de l'État, la ténacité, l'esprit d'invention et de création, l'intelligence, sont des vertus que doivent posséder nos dirigeants. Qu'on se le dise !

Puis viennent les présidents de la République, les présidents du Conseil, les grands ministres... et là, c'est exact, rien n'est plus arbitraire que le choix que nous avons effectué parmi tant de personnalités si remarquables.

Elles sont si nombreuses à avoir contribué à l'édification de la puissance française ! Mais, à y regarder de près, il n'y a pas de conseiller principal, de ministre prédominant, de Premier ministre, de président du Conseil (quelle que soit la terminologie utilisée tout au long de l'histoire), sans grand roi ou grand chef de l'État. C'est le mérite de l'homme d'État de savoir s'entourer. Ce qui rassemble les hommes d'exception ainsi sélectionnés : que ce soit Suger, Sully, Richelieu, Mazarin, Fouquet, Colbert, Ferry, Clemenceau, Poincaré, Chaban, Simone Veil, c'est leur dévouement à l'État, leur volonté de le renforcer sans relâche, leur fidélité totale à leur maître. Ensuite, chacun possède ses mérites propres et sans aucun doute des ambitions. Mais le lecteur ne saurait s'étonner de constater que figurent des hommes d'Église dans cette liste des « meilleurs » – car la monarchie ne parvint à s'imposer qu'avec le soutien actif de l'Église. Ni d'ailleurs de prendre

conscience de ce que la plupart de ces grands ministres ont porté attention au développement des activités économiques (même Suger, un précurseur du gothique en son chantier de l'abbaye de Saint-Denis, apporta du travail pour quarante ans...). La sélection des Présidents est plus aléatoire et dépend des circonstances, de leur histoire personnelle, de leur fortune critique. Auriol, de Gaulle, Pompidou – mort avant d'avoir pu achever son œuvre –, Giscard, Mitterrand – et ses quatorze ans de présidence –, Chirac... « Produire des grands hommes, voilà, dit Renan, le but vers lequel tend la nature tout entière » ; mais c'est la définition de Durkheim, dans *Le Rôle des grands hommes dans l'histoire*, en 1883, qui retient toute notre attention : « Il faut donc qu'une élite se forme pour lui faire mépriser cette vie inférieure, pour l'arracher à ce repos mortel, pour la solliciter à marcher en avant. Voilà, Messieurs, à quoi servent les grands hommes. Ils ne sont pas uniquement destinés à être le couronnement, à la fois grandiose et stérile, de l'univers. S'ils ont le privilège d'incarner ici-bas l'idéal, c'est pour le faire voir à tous les yeux sous une forme sensible, c'est pour le faire comprendre et le faire aimer. Si donc il en est parmi eux qui ne daignent pas abaisser leurs regards sur le reste de leurs semblables, qui s'occupent exclusivement à contempler leur grandeur, à jouir dans l'isolement de leur supériorité, condamnons-les sans retour. Mais pour les autres, et c'est le plus grand nombre, pour ceux qui se donnent tout entiers à la foule, pour ceux dont l'unique souci est de partager avec elle leur intelligence et leur cœur, pour ceux-là, en quelque siècle qu'ils aient vécu, qu'ils aient été jadis serviteurs du grand roi, ou qu'ils soient aujourd'hui citoyens dans notre libre République, qu'ils s'appellent Bossuet ou qu'ils se nomment Pasteur, pour ceux-là, je vous en prie, n'ayons jamais que des paroles d'admiration et d'amour. Saluons respectueusement en eux les bienfaiteurs de l'humanité. »

Jaurès, Briand, Blum, Mendès France, Debré, de Gaulle offrent ces destins implacables qui construisent le pays. Ils répondent à cette définition de Hegel dans *La Raison dans l'histoire* : « Il serait vain de résister à ces personnalités historiques parce qu'elles sont irrésistiblement poussées à accomplir leur œuvre. Il apparaît par la suite qu'ils ont eu raison, et que les autres, même s'ils ne croyaient pas que c'était bien ce qu'ils voulaient, s'y attachent et laissent faire. Car l'œuvre du grand homme exerce en eux et sur eux un pouvoir auquel ils ne peuvent pas résister, même s'ils le considèrent comme un pouvoir

extérieur et étranger, même s'il va à l'encontre de ce qu'ils croient être leur volonté. Car l'Esprit en marche vers une nouvelle forme est l'âme interne de tous les individus ; il est leur intériorité inconsciente, que les grands hommes porteront à la conscience. Leur œuvre est donc ce que visait la véritable volonté des autres ; c'est pourquoi elle exerce sur eux un pouvoir qu'ils acceptent malgré les réticences de leur volonté consciente : s'ils suivent ces conducteurs d'âmes, c'est parce qu'ils y sentent la puissance irrésistible de leur propre esprit intérieur venant à leur rencontre. »

La France s'est faite grâce à des grands politiques, certes, mais aussi grâce à de brillants militaires – nous le verrons plus loin –, avec des intellectuels égarés en politique, par l'entremise d'hommes de courage et d'honneur, au milieu de combats et de visions. Ils œuvrèrent jusqu'à la souffrance physique (Mitterrand), la mort (Pompidou), le déshonneur (Pétain), la prison imméritée (Blum), la lâcheté de leur propre camp (Rocard)... Regarder la vie et l'œuvre de ces personnalités, sachant qu'on nous reprochera certainement de grands absents, c'est regarder les bonheurs et les malheurs du pays.

N'oublions pas un long arrêt sur les militaires. Depuis la signature des accords d'Évian, le pays a cessé d'être en guerre. Jusqu'à cette date, le sort de la nation française est rythmé par celui des conflits dans lesquels elle se trouve engagée. Une défaite, et l'on peut entrer pour des siècles sous la domination étrangère. Ah ! comme l'histoire fait des clins d'œil, parfois pour le plus grand bien du pays !

Quelques grandes batailles de l'histoire de France, perdues ou gagnées, parfois « gagnées-perdus », souvent ignorées, demeurent dans nos mémoires ; l'issue se compte toujours au prix du sang des braves, des héros, mais aussi des citoyens enrôlés pour le bien de la nation ou celui des princes qui nous gouvernent. L'histoire est marquée de la couleur de leurs peurs, par leurs souffrances, leurs petites lâchetés ou leur grand courage.

La guerre est liée avec la religion. Après Alésia, la civilisation gauloise disparaît, mais Rome apporte le latin et l'urbanisation. De même, lorsque Clovis anéantit les troupes de Syagrius, le dernier des Romains, ce sont les vaincus, tellement plus nombreux, qui vont transformer les rustres Francs en « chrétiens policés ». Enfin, dernier exemple, en

1429, alors que l'Anglais tient Paris et la couronne de France, un grand élan se crée, venu du fond des âges, qui réaffirme l'union du trône et du divin, par l'intercession d'une jeune fille, Jeanne d'Arc. Par deux fois, à Orléans et à Patay, le sort des armes est favorable au dauphin de France et lui ouvre le chemin sacré de Reims.

Que de grands capitaines et que de victoires dans notre histoire, surtout terrestres, car dans l'art naval, la France brille par intermittence. De l'écrasement des Vénètes par César dans le golfe du Morbihan à la bataille de l'Écluse, premier engagement de la guerre de Cent Ans, de Saint-Vaast-La-Hougue, sous Louis XIV, à Trafalgar, en 1805 ; des Dardanelles (où le Gaulois et le Bouvet s'enfoncent dans les flots) à Toulon, où notre magnifique flotte est contrainte de se saborder, ce n'est qu'une longue suite de désastres. En revanche, les actions individuelles sont comme une vocation et témoignent de l'individualisme forcené du Français : la liste est longue et débute avec Jean Bart, Surcouf, Tourville, Suffren. Ils ont fière allure, nos héros !

En France, où sont les femmes militaires ? Il n'y a point de femmes chefs de guerre, à l'exception de Jeanne d'Arc. À peine peut-on citer sainte Geneviève, défendant Paris contre le père de Clovis, ou Jeanne Hachette engagée, les armes à la main, à Beauvais, face au Téméraire...

La noblesse doit payer – et a payé – l'impôt du sang. Elle fournit les grands chefs de guerre jusqu'à la Révolution. D'abord les rois eux-mêmes, tels Clovis (Tolbiac et Vouillé), Charles Martel (Poitiers), Charlemagne (premier empereur européen), Philippe Auguste (Bouvines), François I^{er} (Marignan)... Puis les grands noms de la noblesse française...

La Révolution permet aux plus courageux – à ceux du « tiers » – des ascensions fulgurantes. Le tiers état prend sa revanche et produit les plus beaux capitaines. Seule contre toute l'Europe, la France résiste avec Dumouriez, Joubert, Kléber, Pichegru, Hoche, Moreau, puis l'emporte avec Bonaparte, Masséna, Davout, Suchet, Berthier et Soult.

Enfin, après la période noire du Second Empire et de la guerre de 1870, où aucun officier supérieur de valeur n'émerge, les deux conflits mondiaux redonnent au pays de grands chefs valeureux, bien souvent des nobles – une curiosité de ces temps républicains –, tels de Gaulle,

d'Espèrey, de Lattre, Hauteclocque, sans oublier le Pétain de 1914, Foch, Joffre...

La France, c'est aussi une culture ! Or, la culture définit l'essence d'un peuple. Mais pas prise seule, sans comparatif. Alors, comment expliquer synthétiquement les spécificités françaises ? Notre pays vit dans un état négatif : tout est perdu ! L'intelligence française n'est plus influencée par des idéologies négatives, mais elle l'a été, et avec de brillantes figures ! Tout le monde serait coupable : les politiques, notre système éducatif, les médias, l'immigration. À y regarder de plus près, les choses sont différentes.

Nos politiques sont conscients du problème, mais sans doute leur vocabulaire n'est-il pas à la hauteur de l'enjeu, et il manque un grand dessein, comme il y en eut avec Louis XIV, Napoléon, sous la II^e République, ou avec le général de Gaulle, la politique étant réduite à une somme de mesurette électorales.

Notre système éducatif est de qualité ; et brisons là le stérile débat sur le niveau qui monte ou qui baisse. Depuis Charlemagne en passant par Jules Ferry, les ministres ont œuvré avec ténacité.

Les médias multiplient les sources culturelles, certes en changeant, par leur prisme déformant, les regards que l'on peut porter sur les sources d'information et de connaissance, et ce surtout en matière d'histoire et de géographie.

Enfin, l'immigration est une chance, sinon nous n'aurions jamais eu des esprits brillants comme Georges Charpak, Albert Schweitzer (né en territoire annexé)...

Afin d'éviter les discours à poncifs, les propos caricaturaux qui entachent notre discours politique, il faut sortir des préjugés culturels. L'histoire nous permet cette démarche. Mieux encore, une approche plus pointue offre un autre regard : celui des prix Nobel français par exemple. Ils sont légion, tous très différents, géniaux le plus souvent, parfois méconnus, quelquefois hauts en couleur. Ils démontrent que notre pays s'est façonné par immigrations successives et assimilation bien comprise, que notre instinct de groupe et notre esprit de révolte peuvent nous offrir une grande confiance nationale pour peu que l'on accepte de croire en nous.

La culture nationale est fondamentalement implicite. Le Français forme un « groupe » grâce à son système éducatif (et qu'on arrête de le décrier pour lui envier celui des États-Unis ; l'Américain, lui, est un être profondément solitaire). La culture française est taraudée par un double antinomique, une sorte de schizophrénie qui l'opprime : d'un côté, le système qui répète : « Fais ce que je te dis ! », et, d'autre part, le même qui lui dit : « Ne fais pas ce que je fais, révolte-toi. » C'est de cette ambivalence apparente que naît sa créativité ! C'est là où elle clame en interne qu'elle est la meilleure. Mais elle n'ose le dire en externe.

Contrairement à la culture anglo-saxonne, elle n'est pas prête à tout pour s'imposer à l'international. Ce sont ses projets individuels, la somme de ses réalisations qui font d'elle une intelligence respectée. Des peintres, des sculpteurs, des penseurs, des chercheurs comme Gérard, Pills, Voltaire, Molière, Corneille, Sartre, Braudel, Camus, Aron, Serres, Casanova, Rémond... ont porté haut et loin la pensée française. Raymond Aron disait : « Nous avons souvent dégringolé après être montés, mais mystérieusement, nous avons toujours réussi à ressusciter. »

C'est aussi cela, l'intelligence française, une éternelle capacité à rebondir ! Nous allons le voir au travers de certaines des biographies proposées.

Quatrième pilier de cette construction nationale : l'Église. Elle a toujours été dans une turbulence théologique, liturgique, spirituelle et morale incroyable. Pendant des siècles, la papauté s'est métamorphosée. Elle a entraîné avec elle l'Église et tous les croyants, mais aussi les monarchies européennes – dont la France – sous forme d'alliances ou de luttes dans un sentiment d'attraction-répulsion. De grandes figures morales, Suger, Richelieu, Mazarin, Bossuet, l'abbé Pierre... forgèrent notre pays jusqu'à lui donner le visage que nous lui connaissons aujourd'hui. Et l'on découvre comment on oscille vite entre sainteté et bannissement moral, entre amour passionnel et haine d'un homme, entre ouverture au monde et repli institutionnel – et donc défensif.

Pour conclure, réfléchissons ensemble à ce qui constitue les fondements d'un héros. Lorsque les éléments essentiels qui ont construit

une nation sont parvenus à constituer un tout vivant et historique dans lequel elle se reconnaît peu ou prou, ce tout devient son idéal, et dans cet idéal se dégagent des figures « héroïques » dont on se doit de protéger la mémoire. Contre quoi doit-on la protéger ? Contre l'injure la pire qui soit, celle du temps qui passe, celle du cruel oubli, celle de la révision, celle de la récupération inepte, celle du mensonge, celle de l'embellissement de la légende. Mais, au fait, pourquoi sont-ils des héros ? Et qu'entend-on par héros ? Il y a pour moi six principes.

Premièrement : le héros porte en lui une volonté qui lui fait affirmer des valeurs authentiques levées contre tous les conformismes. Il a le « panache » de d'Artagnan, il est capable, comme Monte-Cristo, de choisir le chemin des crêtes, alors qu'évadé et riche, il pourrait se contenter des routes simples vers la jouissance. Il oppose le Bien contre le Mal jusqu'à l'intolérance. Il peut aller jusqu'à la mort, jusqu'à l'échec final, mais poussera l'exemplarité et forcera l'admiration. Il est porteur de failles, d'émotions, ce qui le rend si humain : c'est René de Chateaubriand, c'est saint Bernard contre les hérétiques, c'est Valmont s'inclinant devant la parfaite vertu...

Deuxièmement : le héros est porteur des énergies de la nation. Il sublime les plus saines énergies d'un groupe, qui peut être un peuple entier. C'est sans doute Jeanne d'Arc dans son mythe collégialement accepté, ce peut être Henri IV, dont on oublie les aspects velléitaires et dont on ne retient que la force de caractère politique et constructive. Par la force des choses, au fur et à mesure qu'il s'enfonce dans l'histoire, le héros s'élève dans la « Vérité », celle qu'il a portée en lui, par ses actes les plus fondateurs, les plus vaillants.

Troisièmement : le héros sublime une action au service d'une cause. L'héroïsme est aussi un amour passionné de l'action au service d'une cause considérée juste, même si celle-ci peut, par la suite, être remise en cause par l'historien. Repensons à tous ces militaires bravant le champ de bataille : Dunois, Bayard... à tous ces stratèges devenus maréchaux de France par leur génie : le maréchal de Saxe, le maréchal de Luxembourg... et, au ^{xx} siècle, aux Leclerc, de Lattre, Juin... Leur détermination était mûrement réfléchie ; leur courage du moment fut souvent inouï. Leur prudence était « imprudence », elle n'était jamais indécision. Ils avaient le sens de la hardiesse dans l'acte et face à l'obstacle, communiquant à chacun la ferveur pour surmonter la difficulté.

Quatrièmement : avec le héros, l'homme libre se révolte. Il y a également dans la figure du héros une révélation faite aux autres – au monde –, par des exploits éclatants et uniques qu'il doit à la fougue de sa jeunesse, à son insolence ou à l'originalité de sa démarche. C'est celui qui sait dire « Non ». Le mythe gaullois est à ce titre révélateur. Il est une révolte contre l'autorité, fût-elle légale. C'est une révolte au nom d'une idée plus grande que la Loi. Le handicap de cette révolte est qu'elle ne peut être que gagnante. Le héros n'a pas le droit à l'erreur ; et il est, jusqu'à la victoire, incompris. On n'est plus dans le héros tel qu'il devrait être, mais face au héros tel qu'il est ; l'âge du héros importe peu, sa jeunesse vient de sa naissance, quasi extemporanée, à la reconnaissance. Son héroïsme incarne le refus de l'impuissance et la quête de la grandeur. Il est le reflet du tragique d'une époque. C'est ce qu'Alain dans *Mars ou la guerre jugée* traduit par : « L'homme veut, organise, réalise. Continuellement il invente ; il tend là ; tout le reste l'ennuie. Aussi vos molles et ennuyeuses pensées ne le terminent point. Vous ne le tenez point, en aucune manière, ni dans vos doctrines, ni dans vos griffes... »

Cinquièmement : l'héroïsme est une ardeur généreuse. Il est un geste noble, un acte d'amour, jusqu'au sacrifice de sa vie. C'est Jeanne d'Arc, bien sûr, c'est l'abbé Pierre... On en déduit ici que le héros se pose toujours à l'intérieur d'un combat où il découvre – parfois à son corps défendant – une occasion de se dépasser, ses vertus demeurant cependant diverses et même parfois antagonistes.

Sixièmement : il y a toujours un lien entre héroïsme et amour. Dans ce cadre, trois visions de l'héroïsme se sont souvent affrontées :

- une vision rationaliste avec Corneille, Bossuet, Kant, qui positionne l'héroïsme dans la parfaite maîtrise de soi, dans le respect d'une obligation morale contre l'égoïsme, dans l'impératif contrôlé de ses passions ;
- une vision romantique portée par Stendhal, Musset, Hegel ou Marx et ses descendants, qui fait du héros une puissance passionnée par une cause, un homme habité par une mission, une énergie vivante ;

- une vision aventurière portée par Malraux, Saint-Exupéry, qui renonce aux modèles sociaux et politiques dominants, recherchant dans les civilisations anciennes ou « d'ailleurs » une solution aux problèmes de nos sociétés, le tout au profit d'une quête métaphysique. Ce sont des rebelles dont la tendance suicidaire est largement à prendre en compte dans leurs actes héroïques... Il y a cohabitation de ces trois visions qui se synthétisent en une seule et même définition. Le héros est celui qui a le sens du service pour une cause juste ; son héroïsme est une force d'âme et un esprit de sacrifice. Son action est créatrice, son ardeur est généreuse. Pour lui, comme pour Platon (dans le *Cratyle*), la racine du mot héros (*hêrôs*) est de la même origine que celle qui désigne l'amour (*êrôs*).

Être un héros ne signifie donc pas qu'il faille que le sang ait coulé. On peut être un héros par sa pensée, ses écrits, sa fortune critique ; ainsi en va-t-il des artistes et aujourd'hui des sportifs qui portent les couleurs de la nation. Les derniers véritables héros de la nation française ne sont-ils pas : Anquetil, Éric Tabarly, Platini, Zinédine Zidane ?

Le héros est aussi celui qui résiste, se rebelle, se révolte, souffre physiquement, nie jusqu'au tourment moral et psychologique. Le premier acte par lequel on cesse d'être soumis, par lequel on entre en dissidence, en insoumission, consiste à se libérer de la peur des mots, de la peur de la phrase des autres et de la peur de celle que je vais dire. C'est choisir le nom ou le surnom de son adversaire, c'est faire sienne cette phrase d'André Gide : « Le monde ne sera sauvé, s'il peut l'être, que par des insoumis. » C'est Brennus prenant Rome (le général de Gaulle ne commence-t-il pas *La France et son armée*, en 1938, par cette relation ?), c'est Cioran, c'est Laclos, c'est Sade, c'est Drieu La Rochelle, antihéros jusqu'au dénouement suicidaire...

Tout cela nous conduit à dire ici qu'il faut prendre garde à ne pas confondre conduite héroïque, héros et mythe. Dans son ouvrage *Entretiens*, Julien Gracq explique fort bien ce qu'il faut entendre sur le mythe : « Il serait souhaitable que le terme de mythe dont on abuse soit limité à sa vraie signification : récit légendaire des origines ou d'un temps fabuleux, dans lequel se reflètent et se transposent nombre de complexes personnels et de rapports sociaux. Pour la création

d'un mythe, il faut l'œuvre du temps et d'un long processus collectif. L'intention, ou la volonté personnelle, de créer un mythe est la façon la plus sûre de passer à côté. On s'en persuade quand on lit par exemple *Le Vieil Homme et la mer*, de Hemingway, dont la visée mythique est trop claire. » Voilà qui doit nous aider dans l'élucidation de la question présente. L'auteur du *Rivage des Syrtes* veut démythifier et enchanter ; l'histoire est là pour cela aussi, et le héros dans sa posture glorieuse également.

C'est toute l'histoire de notre pays qui revit dans les pages qui suivent avec ses hauts, mais aussi ses bas. Revoir notre histoire et ses figures, ses héros, c'est donc faire œuvre de témoignage, c'est faire œuvre d'intelligence dans la compréhension de ce que nous sommes aujourd'hui.

Bertrand Galimard Flavigny

200 PORTRAITS DE 400 AV. J.-C. À NOS JOURS

400 av. J.-C.

BELLOVÈSE ET SIGOVÈSE

PREMIERS COLONISATEURS D'ENVERGURE

Fiers guerriers, bien moins primitifs que l'histoire n'avait jusqu'ici bien voulu le dire, les Gaulois ont mené au cours de leur histoire de nombreuses conquêtes. La plus connue d'entre elles est sans conteste celle que Tite-Live, l'historien romain, relate dans l'œuvre de sa vie, l'Histoire de Rome en 142 livres : les expéditions de Bellovèse et Sigovèse.

Selon Tite-Live, les Gaëls, ou Gaulois du Centre – les Arvernes, en d'autres termes –, conduits alors par Ambigat, roi des Bituriges, se seraient lancés, vers l'an 587 av. J.-C., dans une campagne de conquêtes sans précédent. Trop à l'étroit dans son royaume où la population s'était accrue outre mesure, le souverain biturige aurait alors envoyé ses deux neveux, Bellovèse et Sigovèse, coloniser, à la tête de puissantes armées, les contrées voisines.

« Les deux expéditions recensent pas moins de 300 000 hommes armés ; plus des femmes et des enfants. Une véritable armada est en marche. »

Tandis que Bellovèse, à la tête d'une armée composée de Bituriges, d'Arvernes, de Sénon, d'Éduens, d'Aulerques, d'Ambarres et de Carnutes, se dirigeait vers l'Italie, Sigovèse, lui, prenait la direction du nord, de la région hercynienne, à la tête d'une partie des Volsques Tectosages. À elles seules, les deux expéditions recensent pas moins de 300 000 hommes, auxquels il faut ajouter femmes et enfants, qui suivent en toutes circonstances. Une véritable armada.

Au sud, l'expédition transalpine de Bellovèse est pour le moins chaotique. Selon Tite-Live : « La Gaule versa sa population sur l'Italie, par les Alpes maritimes, par les Alpes Graïes, par les Alpes Pennines durant soixante-six années. » Plus de six décennies pour s'installer durablement dans la botte et fonder les villes de Milan, Brescia et Vérone. C'est bien plus qu'il n'en aura fallu à Sigovèse pour franchir le Rhin. En quelques mois, il s'implante sur les bords du Rhin, aux sources du Danube, et se fixe au pied des Alpes illyriennes. Là, il jette les bases d'un empire qui deviendra plus tard celui des Galates. Un empire constitué, selon les historiens et les géographes, d'une multitude de peuplades soit galliques, soit gallo-illyriennes, répandues entre le Danube, la mer Adriatique et les frontières de l'Épire, de la Macédoine et de la Thrace.

Parmi elles, on compte les *Carnesi*, habitants des Alpes carniques, les *Tauriskés*, des Gaulois pure souche, les *Lapodes*, des Gallo-romains, ou encore ces *Scordiskés* qui donneront tant de mal aux légionnaires romains.

L'empire durera jusqu'à l'aube de notre ère (63 av. J.-C.) et s'étendra jusqu'au Pont-Euxin. Les Galates traverseront la Macédoine, les Thermopyles, la Grèce, Delphes, Memphis et Carthage. Ce sont eux qui, en 358 av. J.-C., confieront à Alexandre le Grand, venu conclure une alliance avec eux, que leur seule crainte est que le ciel leur tombe sur la tête.

Vers 150 av. J.-C.

LUERN ET BITUIT

RASSEMBLEURS, GÉNÉREUX ET DÉFENSEURS DES ARVERNES

Les deux rois gaulois les plus connus étaient père et fils. Luern et Bituit frappèrent les esprits par leur capacité à rassembler une puissante armée, par leur générosité et leur sens politique.

La nation arverne fut une des plus puissantes de la Gaule, occupant tout le centre de notre pays actuel. Ses terres étaient le centre de gravité de l'espace occupé par les Celtes, et le Puy-de-Dôme en constituait le point d'origine.

Si leur domaine était vaste et riche, les Arvernes ne s'étendirent pas moins dans toutes les directions. C'est ainsi qu'ils parvinrent au sud jusqu'en Gaule narbonnaise, et leur influence se serait étendue jusqu'aux territoires tenus par les Belges. Il semble pourtant que les Éduens aient freiné cette poussée vers le nord. Pour mener à bien ces conquêtes, les Arvernes s'alliaient généralement à d'autres peuples, comme les Salyens ou les Allobroges, plutôt que de leur faire la guerre.

Cette volonté hégémonique semble être la traduction d'un mode de gouvernement très centralisé incarné par les rois arvernes. On ne connaît pas leur mode d'accession au pouvoir, mais l'hérédité semble avoir été déterminante, puisque les deux rois les plus connus étaient père et fils. Cités dans plusieurs chroniques, Luern et Bituit frappèrent les esprits de l'époque tant par leur capacité à rassembler une puissante armée que par les fastes de leur royauté. Strabon rapporte la légendaire histoire de Luern parcourant les campagnes sur son char tout en dispersant au profit des populations de la « monnaie d'or et d'argent ». Il est vrai que les Arvernes ont sans doute été les premiers Gaulois à frapper monnaie.

Dans le même temps, les Romains souhaitent établir une voie de communication terrestre entre l'Italie et leurs possessions ibériques, permettant aussi de protéger Marseille. En 125 av. J.-C., ils défont les Salyens et s'emparent de leur territoire. Bituit intervient, menant en

grande pompe une ambassade auprès des Romains pour que soient épargnés les chefs de ce peuple allié. Sa requête échoue, mais le roi Salyen a trouvé refuge chez les Allobroges, ce qui sert de prétexte aux Romains pour s'attaquer à cet autre peuple allié.

Bituit prend alors la tête d'une armée que Tite-Live estime à 120 000 hommes et franchit le Rhône. Il rencontre les troupes de Fabius au confluent de l'Isère et la bataille qui s'ensuit est une tragédie pour les troupes gauloises. Bituit y est fait prisonnier et, comme tout roi vaincu, est mené à Rome pour y être exposé avec son char recouvert d'argent lors du défilé de triomphe. Il termine ensuite sa vie à Albe. Pour éviter toute possibilité de voir un nouveau roi arverne se dresser contre eux, les Romains s'empare de Cougenat, le fils de Bituit, et le condamne lui aussi à l'exil.

C'en était fini du royaume arverne et de ses « nations » alliées, qui durent reconnaître la domination romaine. Les différentes tribus encore insoumises reprirent leur autonomie. Il faudra attendre un certain Vercingétorix pour les voir se fédérer à nouveau.

80-46 av. J.-C.

VERCINGÉTORIX

LE GLORIEUX CHEF ARVERNE

Le glorieux chef gaulois a choisi son destin. Victorieux à Gergovie, où il impose une cuisante défaite à César, qui perd 8 000 hommes, vaincu à Alésia, on lui doit l'unification des peuples gaulois.

Saisissant le prétexte de l'invasion des Helvètes, César est intervenu en sauveur de la Gaule, à partir de 58 av. J.-C. Puis il l'a débarrassée des menaçants Germains d'Arioviste.

Dès 57 av. J.-C., l'intervention se transforme en conquête. Tous les peuples des Gaules sont successivement écrasés, tout spécialement les Éburons, qui ont osé détruire deux légions. Mais la déroute, antérieure, de la flotte vénète a tourné également au massacre. Seuls

les pays des Carnutes (Orléans) et des Arvernes (Auvergne) ne sont pas encore totalement soumis, en 53 av. J.-C. C'est justement de là que va partir la plus dangereuse révolte à laquelle César devra faire face.

« Vercingétorix unifie les Gaulois, là est son œuvre majeure. »

En 52 av. J.-C., un jeune chef arverne, formé par les Romains, soulève le pays, parvenant à unir les tribus gauloises. Point toutes, car certaines craignent la réaction romaine. Ainsi, les Éduens, alliés traditionnels des Romains, ne s'engagent-ils pas. D'autres refusent d'obéir aux ordres, comme les habitants d'Avaricum (Bourges), qui ont voulu préserver leur cité.

L'incendie part de Cenabum (Orléans) et se propage à une vitesse stupéfiante. César réagit en grand chef de guerre. Face à la stratégie de la terre brûlée, fort efficace, choisie par Vercingétorix, il cherche à impressionner son adversaire. D'abord par une répression impitoyable : Cenabum est assiégée, enlevée et incendiée. Ensuite, en profitant d'une erreur de Vercingétorix, qui n'a pu imposer aux Bituriges de brûler leur capitale d'Avaricum, qui regorge de vivres : il l'assaille et y pénètre, permettant aux troupes de la Louve et à leurs bêtes de trouver vivres et foin.

C'est désormais l'Arverne qui se replie vers sa capitale sur le plateau de Gergovie, à proximité du Clermont-Ferrand actuel. César l'y poursuit avec six légions. Mais son attaque est prise à revers par la cavalerie gauloise. Et, pour la première fois, César en personne subit un revers. Il lui faut interrompre son attaque après avoir perdu de 700 à 800 hommes.

Cependant, le succès gaulois enflamme les esprits. Pour la première fois, la victoire paraît possible. Toutes les tribus se rallient à Vercingétorix, Éduens compris.

Mais César ne perd pas son sang-froid : il remonte vers le nord pour faire la jonction avec les légions de son lieutenant Labienus, qui vient de s'emparer de Lutèce. Puis, après s'être renforcé de contingents de cavalerie germanique, au milieu d'un territoire devenu totalement hostile, il entreprend la retraite vers le sud. Vercingétorix le suit à distance, refusant le combat avec une belle intelligence tactique.

À proximité de Dijon, Vercingétorix croit tenir son heure : il attaque les légions avec sa cavalerie ; les auxiliaires germains de César l'affrontent et l'écrasent. Il faut désormais protéger l'infanterie gauloise : une seule porte de salut, l'imprenable oppidum d'Alésia, sur le mont Auxois, à proximité de l'actuelle Alice-Sainte-Reine (comme le lecteur le sait, le site est contesté, certains historiens voyant la bataille se dérouler dans le Jura).

« Un jeune chef vient s'humilier devant César et capitule, pour épargner la mort à son peuple. »

Avec dix légions, César dispose de plus de 50 000 hommes ; il assiège les troupes gauloises qui rassemblent près de 80 000 hommes, et ordonne des travaux titanesques, entourant l'ensemble de l'oppidum de fortifications et de fossés, souvent doublés. Assiégeants comme assiégés se trouvent rapidement à court de vivres. Une guerre de vitesse est engagée. Lorsque surgit l'armée gauloise de secours, dans les deux camps l'on sait que l'affrontement suprême va s'engager. Mais Vercingétorix interdit toute offensive, ordonnant aux renforts gaulois de couper les approvisionnements des Romains. Une stratégie sans parade pour César. Hélas, le jeune Arverne n'est point écouté : des attaques gauloises, notamment de cavalerie, désordonnée, échouent. Enfin, l'Arverne Vercassivellaunos, avec 60 000 hommes, coordonne son attaque avec une sortie des Gaulois d'Alésia. Au pied du mont Rhéa, la percée gauloise paraît imminente : César, en personne, vient galvaniser ses troupes et parvient à repousser l'assaut gaulois.

Tout est perdu désormais, fors l'honneur d'un jeune chef, qui doit venir s'humilier devant César et capituler, pour épargner la mort à son peuple. Chaque soldat romain se voit remettre un ou plusieurs prisonniers gaulois. César se réserve les Éduens et les Arvernes. En grand politique, il les libère contre leur soumission.

Cependant, Vercingétorix est emmené en captivité à Rome. Enfermé à la Mamertine, il est présenté à la foule romaine lors du triomphe de César en 46 av. J.-C. Le soir même, il est étranglé dans son cachot.

GRATIEN

POÈTE ET CHEF DE GUERRE

En 367, Valentinien I^{er} proclame son fils, Gratien, César. Il se relève à peine d'une sévère maladie et entend assurer sa lignée. Gratien n'a que 8 ans et devient ainsi coempereur d'Occident. Sa vie est particulièrement importante pour comprendre la structure du continent européen.

Élève du brillant poète et notable bordelais Ausone, il se révèle un jeune homme de grande valeur, de grande culture, et un bon chef de guerre. L'Orient est, à cette époque, dirigé par le médiocre Valens, le frère de Valentinien I^{er}. À la mort de son père, Gratien voit les troupes pannoniennes proclamer empereur d'Occident Valentinien II, un autre fils de Valentinien I^{er}. Gratien accepte alors de partager l'Occident et attribue l'Illyrie à Valentinien II.

« Avec Théodose, Gratien parvient à briser l'offensive des Goths en Dalmatie et en Épire en 380. »

En 377, Gratien remporte une belle victoire sur les Alamans puis, l'année suivante, se porte au secours de Valens, agressé par les barbares. Mais il parvient trop tard à Andrinople, Valens ayant décidé d'engager la bataille sans l'attendre et ayant été vaincu.

En 379, Gratien décide d'appuyer son régime sur le remarquable général espagnol Théodose. Il le proclame Auguste. Ensemble, ils parviennent à briser l'offensive des Goths en Dalmatie et en Épire en 380.

Gratien s'installe alors à Milan, abandonnant sa capitale, jusque-là située à Trèves. Pour consolider sa position, il développe une politique d'alliance renforcée avec l'Église catholique, soutenant le pape Damase et refusant, pour la première fois dans l'histoire impériale, de porter le titre de chef de la religion romaine, c'est-à-dire de *Pontifex maximus*. Bien plus, il combat le paganisme, supprime les statuts privilégiés des prêtres de la religion romaine ainsi que celui des Vestales.

En 383, un coup d'État se produit en Bretagne (Grande) sous l'impulsion de Maxime, un général d'origine hispanique. Gratien se porte à sa rencontre : il est vaincu, puis rejoint à Lyon et exécuté. Maxime s'empare de toute la préfecture des Gaules. Théodose le reconnaît et lui confère le titre d'empereur d'Occident, lui-même se réservant l'Orient.

412-457

MÉROVÉE

LE PREMIER ROI A-T-IL EXISTÉ ?

Les origines de la première dynastie royale française se perdent dans les limbes d'une histoire bien incertaine. Une question a longtemps taraudé les historiens : Mérovée est-il le fondateur de la première dynastie royale de France ?

Il est difficile de réunir des éléments sur celui qui est supposé avoir fondé la première dynastie royale. Cela n'est pas très étonnant au vu de la période considérée, le début du v^e siècle, époque qui voit l'Empire romain se déliter sous la pression des tribus venues d'outre-Rhin. La Gaule romaine est traversée par des peuplades guerrières qui cherchent de nouvelles contrées où s'établir, comme les Alains ou les Vandales, qui gagnent la péninsule ibérique. Les Wisigoths s'installent dans le sud de la province romaine. D'autres tribus ne pénètrent en Gaule que pour se livrer au pillage avant de retourner derrière le Rhin avec leur butin. Pour tenter de défendre leur province, les Romains nouent avec certains peuples barbares des alliances en leur offrant des terres à condition qu'ils participent à la protection de la Gaule.

C'est le cas des Francs saliens, établis dans les régions de Cambrai et Tournai. Un de leurs premiers chefs connus, Clodion, aurait eu un fils, Merowig. Rien n'atteste cette filiation entre Clodion et celui que les historiens renommèrent

« Clodion aurait eu un fils, Merowig... et alors ? »

Mérovée, sa date de naissance demeurant inconnue. Celle de son accession à la tête de son peuple est tout aussi incertaine. Selon certaines sources, ce serait en 448, selon d'autres en 451.

Cependant, le sujet sur lequel une majorité de chroniqueurs et d'historiens se retrouvent concerne l'aide apportée par Mérovée et ses combattants francs à Aetius et à son armée romaine.

Une des dernières grandes invasions a lieu peu de temps après son accession au pouvoir. Attila et ses tribus ont quitté les plaines d'Europe centrale. À l'est du Rhin, il renforce ses troupes en ralliant à son projet d'envahir la Gaule d'autres peuplades comme les Ostrogoths et les Francs de Germanie. Avec cette multitude d'hommes de guerre, il pénètre en Gaule, pillant les villes qui se trouvent sur son chemin. Il évite Paris – ce qui vaudra à une certaine Geneviève de devenir la sainte patronne de la ville – et va faire le siège d'Orléans. Mais la ville résiste et le roi des Huns, sachant que les armées romaines approchent, repart vers l'est. Son incursion n'en a pas moins provoqué le ralliement au général romain des tribus établies en Gaule. Sous la conduite de Mérovée, les Francs saliens se mêlent aux Wisigoths et aux Burgondes pour se joindre à Aetius. Attila est rejoint dans les plaines de Champagne. La bataille des champs Catalauniques se révèle sanglante. Elle aurait fait, selon la tradition, entre 150 000 et 300 000 victimes. Théodoric I^{er}, roi des Wisigoths, en fait partie. Attila, vaincu, est obligé de prendre la fuite avec le reste de ses troupes, et c'est Mérovée qui se lance à sa poursuite.

Le roi franc ne survivra pas très longtemps à cette victoire. Il serait mort en 456 ou 457. Là encore, le flou est persistant, d'autant que sa tombe n'a jamais été retrouvée. Ce qui n'est pas le cas de celle de son fils Childéric, dont le tumulus a été fouillé en 1653, permettant de mettre au jour les armes et atours d'un roi mérovingien.

Celui qui passe pour le grand-père de Clovis a donc laissé fort peu de traces. Mais son existence n'a jamais été remise en cause par sa descendance fondatrice du royaume de France.

Et c'est sans doute cette discrétion historique qui permet à certains de remettre en cause son

« Mérovée serait mort en 456 ou 457. Le flou est persistant. Sa tombe n'a jamais été retrouvée. »

existence, d'autant que Jacques de Guise a fait de l'histoire de sa vie une fable totalement irréaliste. Mais ces temps-là n'étaient-ils pas prodigues en légendes ?

466-511

CLOVIS

UN CHEF CRUEL

Clovis est un chef de guerre cruel mais calculateur. Son ambition est démesurée. Il n'hésite pas à faire tuer les siens au service de son pouvoir. Grégoire de Tours cite 9 de ses parents qu'il fait tuer ou exécute de sa main !

Fils du chef d'une tribu installée dans la région de Tournai, Clovis I^{er} est, à 15 ans, en 481, « hissé sur le pavois » – ainsi les Francs désignent-ils le chef qu'ils se sont choisi. Il attaque les Romains de Syagrius, les bat à Soissons en 486, et prend toutes les places qu'ils possèdent en Gaule. En 493, il épouse Clotilde, une chrétienne, fille d'un ancien roi des Bourguignons qui a été massacré avec sa famille, sauf les filles, par son frère. Le cas est alors fréquent ; pour régler les problèmes de succession, on élimine l'adversaire, frère ou proche parent.

L'Église obtient, parfois, que le perdant de ces partages familiaux soit seulement tonsuré et enfermé dans un monastère. Les filles, selon les lois saliques, ne pouvant hériter, risquent moins le poignard. Soit elles sont reléguées dans un couvent, soit elles sont invitées à partager la couche du vainqueur, comme concubines ou épouses.

« À la bataille de Tolbiac, Clovis marchande avec le Très-Haut une victoire contre une conversion. »

Clotilde a-t-elle vraiment poussé son mari au baptême, ou cet opportuniste a-t-il compris qu'en se faisant le défenseur des chrétiens, il pourrait assouvir ses ambitions territoriales avec l'appui des évêques et du peuple gallo-romain ? Les évêques, alors, ne sont pas seulement des chefs religieux, mais aussi des magistrats civils. Ils rendent la justice, entretiennent routes et aqueducs, s'occupent de l'approvisionnement des populations.

Durant la bataille de Tolbiac (près de Cologne), Clovis, dont les troupes piétinent, marchande avec le Très-Haut une victoire contre une conversion : le roi des Alamans est opportunément tué et ses troupes se débandent... Et Clovis, le jour de Noël 496 (la date est contestée), se fait baptiser par saint Rémi. La tradition du sacre à Reims des rois de France, qui reçoivent leur pouvoir de Dieu, vient d'être instituée et perdurera jusqu'à Charles X.

Chrétien sincère ou pas, Clovis est un cynique, un cruel, un impietoyable et un grand roi. Son sceptre est une hache, sa vie une suite de tueries. Il a fait exécuter le patrice romain Syagrius, son premier vaincu. Il tue de ses mains Alaric II, le roi des Wisigoths, qui occupent tout le pays de la rive gauche de la Loire jusqu'aux Pyrénées, en 507, durant la bataille de Vouillé, près de Poitiers, et fait massacrer toute l'armée en fuite, y compris les Gallo-Romains auxquels il doit sa victoire, qui n'ont pas voulu l'affronter, car depuis son baptême il est chrétien, comme eux !

De la Garonne à la Loire, du Rhin à la Seine, Clovis, établi à Paris, est le maître, n'hésitant pas à faire assassiner ou à tuer de sa main ses frères d'armes et les membres de sa famille qui pourraient lui disputer le pouvoir. Sur la fin de sa vie, lors d'un banquet, il se reproche publiquement d'avoir exterminé ses proches et demande s'il lui reste des parents. L'un de ses neveux, ému, se fait reconnaître. Il est tué le soir même ! Clovis meurt à Paris en 511, à 45 ans.

600-638

DAGOBERT

LE TEMPS DES ROIS PAS SI FAINÉANTS !

Leur réputation n'est pas des plus glorieuses. Les rois mérovingiens auraient passé leur temps à parcourir leurs royaumes au rythme calme de chars à bœufs, sans trop se soucier du devenir de leurs possessions. Il semble bien qu'il n'en soit rien.

Dès le III^e siècle apparaissent deux bandes de Francs : les Saliens (du latin *salii*, tribus franques) et les Ripuaires qui campent au bord du Rhin, comme leur nom l'indique (du latin *ripua*, rive). Les Saliens sont plus entreprenants que les Ripuaires. Clodion, personnage mystérieux, puis son fils Mérovée, les emmène jusque dans l'actuel Benelux. Il aurait même participé au côté d'Aetius à la fameuse bataille des champs Catalauniques pour briser l'invasion des Huns. Et, surtout, il va donner son nom à une puissante dynastie qui régnera en France de l'avènement de Clovis à la déposition de Childéric III, soit pendant deux cent vingt ans.

Puis Childéric I^{er}, qui parvient à s'emparer de Paris, lui succède, avant que Clovis ne soit porté sur le pavois. À partir de 481, il se révèle un redoutable conquérant, s'emparant du royaume de Syagrius, de l'Aquitaine wisigothe, rejetant au loin les Alamans à l'est. Il domine ainsi ces territoires qui s'appelleront Austrasie, Neustrie et auxquels s'ajoutera, après la victoire de Vouillé, tout le Sud-Ouest aquitain.

« Ainsi, en 558, Clotaire, seul fils survivant de Clovis, règne sur un royaume mérovingien réunifié et beaucoup plus vaste que la France actuelle puisqu'il s'étend, au-delà du Rhin, en Alémanie et en Bavière. »

À la mort de Clovis, en 511, ses quatre fils se partagent le royaume mérovingien, selon la coutume franque. Clotaire reçoit le royaume de Soissons et une partie de l'Aquitaine. Et il va se montrer impitoyable en tentant de reconstituer le royaume de son père. Après la mort de son frère Clodomir, il tue les enfants de ce dernier et s'attribue ses territoires, les partageant avec un autre de ses frères, Childebart, non sans avoir conquis la Bourgogne et la Provence, puis la Bretagne. À la mort de Thierry, le quatrième de ses frères, il laisse régner son fils Théodobert I^{er}, puis son petit-fils Théodobald, qui meurt sans héritier. Il s'empare aussitôt de son royaume. Enfin, lorsque Childebart complotte contre lui en s'alliant à son propre fils, Chramme, il n'hésite pas. Il les combat féroce-ment. Childebart a tellement peur qu'il en meurt. Puis, Clotaire étouffe Chramme de ses propres mains.

Ainsi, en 558, Clotaire, seul fils survivant de Clovis, règne sur un royaume mérovingien réunifié et beaucoup plus vaste que la France actuelle, puisqu'il s'étend, au-delà du Rhin, en Alémanie et en Bavière.

À sa mort, en 561, il laisse quatre fils : Caribert, Gontran, Sigebert et Chilpéric. Tout est à refaire, le partage franc égalitaire s'imposant à nouveau.

Clotaire II, bien soutenu par sa mère, Frédégonde, l'épouse de Chilpéric, sans doute la plus grande criminelle de l'histoire de France, va parvenir à ses fins. Il est vrai que Frédégonde lui a dégagé le chemin du pouvoir : elle a tué, successivement, Galswinthe, l'épouse de Chilpéric, la remplaçant dans le lit de ce dernier, puis Sigebert, avant d'assassiner son mari, Chilpéric. Clotaire II règne ainsi sur la Neustrie. Il profite de la mort de Thierry II, le petit-fils de Brunehaut et de Sigebert, pour s'emparer tant de l'Austrasie que de la Bourgogne, et pour régler son compte à Brunehaut, sa tante, en la suppliciant d'abominable façon. En 613, il devient roi d'un territoire réunifié, mais dont la Provence s'est détachée. Et il règne seul jusqu'en 629.

« À partir de 639, les rois mérovingiens se trouvent donc largement dépouillés de leurs prérogatives par les maires du palais. »

Fils unique de Clotaire II, Dagobert règne avec intelligence, développant l'artisanat d'art. Ses deux grands conseillers, Ouen et Éloi, tous deux futurs saints, marquent le temps de leur empreinte. Cependant, la Bretagne et l'Aquitaine s'éloignent du royaume mérovingien, désormais réduit à la Neustrie, à l'Austrasie et à la Bourgogne. Des maires du palais, sortes de Premiers ministres, accaparent le pouvoir dans chacun de ces trois territoires. Une famille, les Pippinides, impose peu à peu son autorité, dès 639, avec Pépin de Landen en Austrasie, son fils Grimoald et son petit-fils Pépin de Herstal, qui réunit Austrasie et Neustrie ; Charles Martel, qui reconquiert Aquitaine et Provence ; et enfin Pépin le Bref, qui fondera la dynastie carolingienne.

À partir de 639, les rois mérovingiens se trouvent donc largement dépouillés de leurs prérogatives par les maires du palais. Mais plusieurs d'entre eux refusent le sort qui leur est réservé et tentent, de nouveau, de s'imposer aux maires du palais, purs représentants de la noblesse jalouse de son indépendance.

L'image de rois fainéants traînés par des bœufs avachis est totalement erronée : bien pire, elle est stupide ! Quelques exemples suffisent à le démontrer. Clovis II, le fils de Dagobert I^{er}, a épousé une ancienne

esclave anglaise, Bathilde. À sa mort, en 657, avec l'appui d'Éloi, elle se bat comme une lionne, exerçant la régence pour le compte de ses deux fils. En 680, le maire du palais de Neustrie, Ebroïn, la menace : elle finit par se retirer et fonde l'abbaye de Chelles. Elle sera canonisée.

Thierry III, devenu roi de Neustrie en 673, se bat pour défendre son trône : on le tond, il revient en force en 675. En 680, il vainc les Austrasiens dirigés par Pépin de Herstal, avant d'être battu en 687, à Tertry. Mais son vainqueur, Pépin de Herstal, le maintient en place à la tête d'un royaume unifié regroupant Neustrie, Austrasie et Bourgogne, jusqu'à sa mort en 691...

Comme on le constate, il n'y a pas tellement de mous chez les rois mérovingiens !

Vers 688-741

CHARLES MARTEL

L'ÉTRANGE HÉRITAGE

L'Église poursuivait pour sorcellerie davantage les humbles que les puissants. Mais, lorsque ses évêques en ressentaient la nécessité, ils n'hésitaient pas à accuser de sorcellerie, ou de magie, ceux qu'ils voulaient salir et combattre sans oser les attaquer de front.

Charles Martel, bâtard d'un maire du palais, était un rude guerrier qui, lorsqu'il manquait d'argent, n'hésitait pas à le prendre dans les monastères et les églises. Il octroya même des bénéfices ecclésiastiques à des soldats. Rancunier, le clergé insinua alors que le vainqueur des Sarrasins devait ses victoires à la magie, Dieu, dont il spoliait les serviteurs, ne pouvant l'aider.

Il se trouva même un vénérable évêque d'Orléans, saint Eucher, pour tomber en extase et voir Charles Martel (qui venait de mourir) en enfer. Saint Eucher tenait le renseignement d'un ange, rencontré lors de sa transe. Il lui avait confié que

« Les saints dont Charles Martel avait pillé les églises lui avaient interdit l'accès au paradis. »

les saints dont Charles Martel avait pillé les églises avaient interdit son accès au paradis, chassé son corps même de sa sépulture et l'avaient précipité dans les abîmes infernaux.

Eucher en parla à son collègue Boniface, évêque de Mayence, et à Fulrad, archichapelain de Pépin le Bref, fils de Charles Martel. On finit par ouvrir le tombeau du défunt, mais le corps n'y était plus, la pierre intérieure était noircie et comme brûlée, une fumée infecte s'en exhala et un énorme serpent en sortit ! Boniface adressa à Pépin le Bref le procès-verbal de l'exhumation, en l'invitant à profiter de ce terrible exemple et à respecter les choses saintes...

On peut douter de l'authenticité de l'anecdote. Pépin rendit-il aux évêques les biens saisis par son père ? C'est possible : il s'appuya sur le clergé et son administration pour s'emparer du pouvoir laissé vacant par les pâles héritiers mérovingiens. Il fit d'ailleurs tonsurer et enfermer dans un monastère le dernier représentant de la lignée, Childéric III.

Ce fut saint Boniface – l'ouvreur supposé de la sépulture paternelle – qui couronna Pépin, et grâce à une expédition en Lombardie de ce dernier, le pape put conserver son pouvoir temporel et accroître ses domaines... Lequel pape (qui lui aussi vint couronner Pépin, seul roi de France à l'avoir été deux fois) n'aurait pas voulu offusquer un si puissant allié en le laissant traiter de fils de suppôt de Satan...

720-783

BERTHE AU GRAND PIED

DE PÉPIN À CHARLEMAGNE

Le titre d'honneur de Berthe au grand pied est d'avoir été la mère de Charlemagne. Petit retour sur un personnage dont seul le nom a traversé l'histoire.

Fille du comte de Laon, Berthe « au long pied » a d'abord été la maîtresse de Pépin le Bref (715-768), alors maire du palais, avant de pouvoir l'épouser, après qu'il eut répudié une princesse danubienne. Berthe met au monde le futur Charlemagne en avril 742, et son frère Carloman en 747. Événement nouveau à cette époque, Berthe participe aux expéditions guerrières de son mari ; elle est même souvent sa conseillère. Veuve en 768, Berthe fait élever à la royauté Charles et Carloman sans pour autant leur abandonner totalement le pouvoir. Elle conserve une grande influence sur ses deux fils et empêche la discorde d'éclater entre eux. À la mort de Carloman, Charles s'empare de l'héritage de son frère et indique à sa mère qu'il entend régner seul. Berthe quitte Aix-la-Chapelle pour se retirer à Thionville.

742-814

CHARLEMAGNE

L'EMPEREUR DE FER

Il est l'homme fort de l'Occident, le conquérant possesseur de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et d'une partie de l'Espagne... Grand guerrier, il est celui qui a imposé la religion chrétienne en Occident et, comme administrateur, qui a mis de l'ordre dans les lois dont il a doté l'empire, sillonné par ses missi dominici.

À la mort de Pépin, Charles est proclamé roi d'Occident, et Carloman roi d'Orient. Ils s'associent pour s'emparer de l'Aquitaine en 768. Un différend survenu entre eux est sur le point d'amener une guerre civile, lorsque Carloman meurt en 771.

Charlemagne usurpe les États de son frère au détriment de ses neveux, et entreprend de se tailler un empire par l'épée. Il franchit les Alpes en 773, bat son ancien beau-père Didier, roi des

Lombards. Maître de la péninsule, il renouvelle au pape la donation de Pépin et reçoit du pontife romain la couronne d'Italie en 774.

« Un roi usurpateur
qui taille son empire
au fil de l'épée »

De 772 à 803, Charlemagne fait aux Saxons, ennemis héréditaires des Francs, une guerre acharnée et sanglante. Après trente-trois ans de lutte, leur chef se soumet et reçoit le baptême. Sa fille devient la sixième épouse du grand roi.

Charlemagne bat aussi les Bretons, qui refusent de payer l'impôt. Puis, tournant ses armes contre l'Espagne, il s'empare de Pampelune et de Saragosse. Il en revient lorsque son arrière-garde subit à Roncevaux une défaite où périt le comte Roland (778). Se dirigeant vers l'est, il attaque les Avars (788-796), qui occupent la Pannonie (Hongrie actuelle). Il est alors maître de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et d'une partie de l'Espagne.

Charlemagne est proclamé empereur d'Occident par le pape Léon III et couronné à Rome le jour de Noël 800. Toutes les villes de son empire sont dotées d'écoles où l'on peut s'instruire gratuitement. Charlemagne, qui

« Toutes les villes de son empire sont dotées d'écoles où l'on peut s'instruire gratuitement. »

a imposé la religion chrétienne en Occident, consacre les dernières années de sa vie à mettre en ordre des lois dont il a doté l'empire, sillonné par ses *missi dominici* (commissaires royaux). Il meurt de pleurésie à Aix-la-Chapelle, le 30 janvier 814.

Les limites de l'empire qu'il laisse à ses successeurs sont : à l'ouest, l'océan Atlantique ; au sud, l'Èbre (l'Espagne) et le Vulturne (l'Italie) ; à l'est, la Saxe, la Theiss et l'Oder ; au nord, la Baltique (oui, si haut !), la mer du Nord et la Manche... Un succès atteint ni par Charles Quint, ni par Louis XIV, ni par Napoléon, ni par Hitler...

938-1003

GERBERT

LE PAPE « MAGICIEN DE L'AN 1000 »

L'an 1000 est une période sanglante et troublée au cours de laquelle sont construites un grand nombre d'églises. Un pape français, Gerbert, est élu au trône pontifical le 18 février 999 et est consacré le 2 avril. Il

choisit le nom de Sylvestre II. Mathématicien de génie, érudit remarquable, était-il aussi un magicien ? En tout cas, il fut frappé par une curieuse prophétie.

Né en 938 dans une famille déshéritée, orphelin, Gerbert est recueilli par des moines, à Aurillac. Il revêt très tôt l'habit monastique. Furieusement intelligent, il est particulièrement turbulent et insolent. Pour se débarrasser de lui, son prieur le présente au comte de Barcelone, qui l'emmène en Espagne. En Catalogne, Gerbert étudie le « *quadrivium* » (l'arithmétique, la géométrie, la musique et l'astronomie), il y découvre la civilisation arabe, les mathématiques, l'astrologie, l'architecture et l'alchimie. Or, dans l'univers catholique d'alors, on ne doit étudier que la théologie ! Cette formation, alliée à son tempérament, en fait un personnage à part. Gerbert devient un homme de grande connaissance. À tel point que, rapidement, on le soupçonne de sorcellerie et qu'une question est posée : n'a-t-il pas passé un pacte avec le diable lui permettant des apprentissages si rapides et un tel niveau de connaissance ?

« Gerbert n'a-t-il pas passé un pacte avec le diable lui permettant des apprentissages si rapides et un tel niveau de connaissance ? »

On lui doit, « la réintroduction des tubes optiques, qui apparaissent sur certaines miniatures et qui permettaient, en les pointant sur une étoile déterminée et en les fixant, de la montrer clairement aux élèves. Les Arabes les nommaient *anbûba*. » En mathématiques, Gerbert est l'un des premiers Occidentaux à divulguer l'algèbre et les neuf premiers chiffres arabes (et pas le zéro). Dans la première branche des mathématiques, l'arithmétique, il a voulu, en particulier, perfectionner l'abaque des Anciens ; il rédige un traité : *l'Abacus (Regulae Abaci, Gerberti scholastici Abacus compositus, Regula de abaco computi)*. En parallèle, il réalise deux traités sur les opérations arithmétiques. Dans le premier, sur la division, *Libellus de numerorum divisione, Regulae de divisionibus*, Gerbert invente un procédé de division euclidienne. Un de ses élèves, Bernelin de Paris, s'en fera le spectateur.

L'empereur d'Allemagne, Othon, ne se pose pas de questions sur une éventuelle sorcellerie de la part de ce génie. Il lui propose une abbaye. Malheureusement pour Gerbert, ses détracteurs et les jaloux le poursuivent : son abbaye est pillée. Pis, il est dénoncé auprès du pape, mais aussi de l'empereur protecteur, pour « mœurs sataniques ». Gerbert

devient alors le conseiller de l'archevêque de Reims, où il poursuit ses travaux scientifiques et ouvre une école qui devient célèbre. Parmi ses élèves, Robert, fils d'Hugues Capet et futur roi de France.

Tout en publiant de doctes ouvrages de théologie et de mathématiques (cf. *supra*), dans la troisième branche des mathématiques, la géométrie, il compose un traité : *Isagoge Geometriae, Liber geometriae artis*, dans lequel il établit de manière moderne les axiomes, les théorèmes du point, de la ligne droite, des angles et des triangles.

« Il est élu au trône de Pierre et devient pape sous le nom de Sylvestre II. »

Il poursuit parallèlement sa carrière ecclésiastique. Il prend parti pour Hugues Capet, « l'usurpateur » – dont il devient le secrétaire –, contre le dernier des Carolingiens. Il prépare le concile de juin 991 de l'abbaye de Sainte-Basle de Verzy, près de Reims. Arnoul y sera déposé.

Othon III, dont il fut le précepteur, empereur d'Allemagne, le proclame « le plus grand philosophe de son temps » et le soutient au sein de l'Église. Il lui doit son élection au trône pontifical le 18 février 999 et est consacré le 2 avril. Il choisit le nom de Sylvestre II en référence à Sylvestre I^{er}, pape sous l'empereur Constantin, celui qui reconnut le christianisme... comme religion d'État. Il instaure la Trêve (ou Paix) de Dieu, interdisant que l'on blesse ou tue les femmes et les enfants, les clercs et les voyageurs pendant les batailles engageant les soldats. Il interdit toute bataille pendant le Carême, l'Avent, la fête de Pâques, et du mercredi soir au lundi matin tout le reste de l'année. Ces prescriptions sont telles qu'il se fait nombre d'ennemis parmi les gens d'armes et la noblesse.

Il tente de remettre de l'ordre dans la situation politique en Europe. Il prêche la croisade contre les musulmans. Rappelons-nous qu'il a pourtant beaucoup appris d'eux ! Mais il s'agit d'aller délivrer les lieux saints.

Un astrologue a prédit qu'il ne mourra qu'à Jérusalem ! Il ne peut donc pas quitter Rome. Ainsi, le pape est assuré de vivre longtemps... Et pourtant, il meurt en 1003, quatre ans après avoir été élu au trône de saint Pierre, après avoir célébré une messe dans une chapelle nommée... Jérusalem. La prophétie était presque juste !

La légende du pape magicien débute. À l'annonce de sa mort, on raconte que le diable en personne serait venu prendre livraison de son âme, qu'il avait achetée alors qu'il étudiait l'algèbre chez les Arabes d'Espagne...

1002-1054

LÉON IX

LE PAPE DU GRAND SCHISME

Mort quelques semaines avant l'irréversible rupture de juillet 1054, Léon IX apparaît aux yeux de l'histoire comme le pape du grand schisme orthodoxe. Depuis la querelle des images du VIII^e siècle, les griefs et les accusations entre les deux pôles de la chrétienté se sont multipliés. Qui est ce personnage né en 1002 à Eguisheim en Alsace (France) et devenu pape ? Quelle est son œuvre ?

Au XI^e siècle, le Rubicon est définitivement franchi. Tout s'emballe à la faveur de l'usage eucharistique du pain azyme. En juillet 1054, malgré l'envoi d'une ambassade pontificale à Constantinople, la robe sans couture de Rome se déchire. On s'excom-
munie mutuellement et l'Église d'Orient s'affranchit de la tutelle romaine. Une crise longue de neuf siècles dont le point culminant sera le sac de Constantinople en 1204 par les croisés.

« Léon IX est le pape de la restauration de l'autorité pontificale. »

Il faut attendre le pontificat de Paul VI pour refermer la parenthèse du grand schisme...

De son vrai nom Bruno d'Eguisheim-Dagsburg, le cent cinquante-deuxième pape défraye la chronique chrétienne à plus d'un titre. Intronisé le 1^{er} février 1049, le successeur de l'éphémère Damase II* se pose immédiatement en héritier de Léon le Grand. Entendant ainsi réaffirmer la primauté de l'évêque de Rome sur son homologue oriental, le nouveau souverain pontife aspire à rompre avec

* L'un des pontificats les plus courts de l'Histoire : 12 jours.

l'absence de moralité existant dans l'Église depuis plusieurs décennies, et surtout à unifier le monde chrétien sous la tiare romaine. Au contraire de ses prédécesseurs, Léon IX n'a pas été placé sur le trône de saint Pierre avec la bénédiction de Henri III, l'empereur germanique.

Minée par la luxure, la corruption et la violence, la chrétienté se doit de se réformer. À peine arrivé à Rome, Léon IX lutte à la fois contre les maux qui pervertissent la société ecclésiastique, à savoir en particulier la simonie et le nicolaïsme ; autrement dit, le pape se prononce contre l'achat ou la vente des biens ecclésiastiques et s'insurge contre le concubinage des prêtres. Dans le même état d'esprit, il demande à ses évêques de se comporter plus en hommes de foi qu'en représentants administratifs et impose la « trêve de Dieu » dès l'année 1050*. Soixante ans après la « paix de Dieu** », instaurée pour protéger les lieux saints, l'Église romaine interdit aux seigneurs de guerroyer du mercredi soir au lundi suivant sous peine d'excommunication. La plupart des hommes d'Église ont aussi une conduite peu vertueuse ; ils se marient, ont des enfants, et n'hésitent pas à prendre les armes. Dans ce climat de piété exacerbée, la crainte du lendemain doit se conjuguer avec celle du châtement divin. Reste la question de l'Orient. Depuis les années troubles de l'iconoclasme, du monophysisme et du schisme de Photius, les tensions entre les deux parties de la chrétienté ne cessent de grandir. Qui plus est, depuis la fin des guerres gothiques en 552, les Byzantins se sont durablement installés au sud de Naples. Partagée entre les Lombards, les musulmans, les Normands*** et les Byzantins, la partie méridionale de l'Italie échappe complètement à l'autorité pontificale. Désirant remédier à cet état de fait et rêvant d'extirper l'influence byzantine au sud de Naples, Léon IX n'hésite pas à mener une expédition punitive contre les enclaves sudistes, mais il est défait par les Normands et fait prisonnier en 1053. Pendant ce temps, les griefs byzantins à l'encontre de l'Église de Rome s'accumulent. Sous l'impulsion

« La chrétienté est de plus en plus bicéphale. »

* Dès l'année 1041, le concile d'Arles prône l'arrêt des violences entre les guerriers chrétiens.

** Instituée en 989 au concile de Charroux.

*** Les musulmans sont implantés en Sardaigne et les Normands apparaissent menaçants en Sicile.

de Michel Cérulaire, le nouveau patriarche de Constantinople depuis 1043, les querelles tournent en véritable réquisitoire contre les us et coutumes romains.

Certes, nous ne sommes plus au temps des schismes, le dernier remonte à l'année 870, mais le fossé entre l'Orient et l'Occident chrétiens ne cesse de grandir.

À n'en pas douter, la chrétienté est bicéphale. Rome et Constantinople s'érigent en capitales du christianisme. De part et d'autre de la Méditerranée, les rivalités entre Latins et Grecs s'accroissent et s'exacerbent au fil des siècles. Chacun des deux patriarcats prétend à l'universalité, à l'œcuménicité. Sans compter le sempiternel problème de la Trinité : les Grecs reprochent pêle-mêle aux Latins de manger la chair saignante des animaux, d'observer le sabbat (le jeûne du samedi pendant le carême), d'imposer le célibat des prêtres et surtout d'utiliser le pain azyme pendant l'eucharistie. De leur côté, les Byzantins utilisent du pain levé. À n'en pas douter, les différends liturgiques et théologiques mènent la chrétienté dans une impasse. Toujours placé en résidence surveillée à Bénévent par les Normands, le pape Léon IX envoie une ambassade de trois hommes à Constantinople. Il leur faut trancher le nœud gordien byzantin, un défi véritablement prométhéen.

Le cardinal Humbert de Moyenmoûtier, Frédéric de Lorraine (futur pape Étienne IX) et l'archevêque Pierre d'Amalfi partent en mission diplomatique à Constantinople. La confrontation avec la partie adverse tourne au fiasco. D'emblée, le patriarche de Constantinople doute de la validité du mandat des légats pontificaux. Loin de faire preuve de diplomatie, les deux camps affirment leurs positions de manière péremptoire. Humbert et Michel Cérulaire campent sur leurs positions. Entre-temps, Léon IX meurt le 9 avril 1054 sans que ses légats en soient informés. Porteur d'une bulle écrite par le défunt pape, Humbert de Moyenmoûtier outrepassa ses prérogatives en prononçant l'excommunication du patriarche de Constantinople. La bulle pontificale est ainsi déposée sur l'autel de la cathédrale Sainte-Sophie. Pour seule réponse, les Byzantins répliquent en jetant à leur tour l'anathème sur les légats.

Ce 16 juillet 1054, la rupture est donc consommée entre Rome et Constantinople.

1061-1100

GODEFROI DE BOUILLON

L'AVOUÉ DU SAINT-SÉPULCRE

L'histoire a conservé le nom de ce duc de Basse-Lorraine parce qu'il fut l'un des chefs de l'expédition qui permit de prendre Jérusalem lors de la première croisade, le vendredi 15 juillet 1099.

Il avait quitté l'Europe occidentale trois ans plus tôt. Il n'est un livre d'histoire pour écolier ou collégien qui ne le cite. Qui est-il et quelle est son œuvre ?

De son vrai nom Godefroi IV de Boulogne, fils d'Eustache de Boulogne et neveu de Godefroi le Bossu, duc de Bouillon, il descend directement de Charlemagne. Nommé duc de Bouillon par l'empereur Henri IV, il va combattre à ses côtés contre le pape Grégoire VI. Il entrera dans Rome les armes à la main. Après cette expédition, il va tomber gravement malade et attribuera cette maladie à sa révolte contre le pape. Il fera donc vœu de réparer ses torts et d'aller défendre les chrétiens d'Orient. Il va donc vendre son duché de Bouillon à l'évêque de Liège afin de financer son expédition en Terre sainte.

« Il pénètre dans Jérusalem en 1099 après un combat qui aurait fait 100 000 morts, juifs et musulmans. »

En 1096, il est l'un des premiers à prendre la croix lors des prédications de Pierre l'Ermite. Des nobles wallons, flamands, rhénans le suivent. Ils sont rejoints par les armées du comte de Toulouse, du duc de Normandie et par les troupes de Bohémond de Tarente. Au total, 5 000 chevaliers et 30 000 fantassins.

Son voyage vers la Terre sainte va être entrecoupé de combats contre les troupes de l'empereur de Constantinople, Alexis I^{er}. Il s'empare d'abord de Nicée, bat les Turcs à Dorylée, puis il prend Antioche.

Il pénètre dans Jérusalem en 1099 après un combat qui aurait fait 100 000 morts, juifs et musulmans. Il faudra une certaine technologie (la construction de sortes de beffrois à roulettes pour passer par-dessus les remparts) et du courage, montré par leur chef. Guillaume de Tyr raconte le 15 juillet 1099 : « Vers midi, par une échelle jetée entre une machine [les fameux beffrois] et le sommet des remparts, deux hommes de Tournai, Godefroi de Bouillon lui-même et son frère, Eustache de Boulogne, suivis de leurs compagnons, réussirent à rentrer dans la place... »

Après cette victoire, on lui propose le titre de « roi de Jérusalem ». Il le refuse, et se contente de celui « d'avoué du Saint-Sépulcre » (l'avoué étant le protecteur laïc d'une institution religieuse d'importance, en l'occurrence le Saint-Sépulcre), considérant que la cité appartient à l'Église. Il répondra de ce titre de défenseur en repoussant, en juillet 1099, l'attaque des Fatimides devant Ascalon, en août. Cette attitude demeure ce que René Grousset nommera, en comparaison de l'œuvre de son frère Baudouin I^{er}, « une pâle avouerie » (*Bilan de l'histoire*, Plon). Toutefois, il jettera les bases d'un État destiné à durer, sous la forme d'une théocratie.

Godefroi de Bouillon meurt en 1100 en revenant de cette dernière bataille. La légende voudrait qu'il ait été empoisonné par des fruits offerts par l'émir de Césarée. Une fois décédé, la saga historique puis le mythe vont s'emparer de Godefroi de Bouillon, d'autant que les causes de sa mort sont restées mystérieuses, comme le rappelle Bernard Baudouin (*La Fantastique Épopée des Croisades*) : « certains chroniqueurs, évoquant la mort de Godefroi, parlent de peste, d'autres d'une flèche musulmane, ou encore d'un empoisonnement par son médecin. »

Il va inspirer les chansons de geste, Dante, Le Tasse, Chateaubriand. On prétend même que son épée accompagnera Jeanne d'Arc dans ses campagnes.

1080-1151

SUGER

AUX SOURCES DE LA NATION

Personnage clé de l'histoire d'une France en train de naître, qui se souvient aujourd'hui de Suger, cet ecclésiastique talentueux du XI^e siècle ? Nommé abbé de Saint-Denis en 1122, Suger influencera à partir de ce centre politique et religieux tous les grands domaines d'un État français en devenir. Il y a en effet plusieurs hommes en lui, un diplomate, un bâtisseur, un théoricien de l'art, un politique, un historien, un faiseur de rois et parangon du pouvoir royal en tant que conseiller des rois Louis VI et Louis VII.

Politique, Suger met au pas les principaux féodaux qui s'agitent dans le domaine royal et pose les bases d'une monarchie centralisée. À bien des égards, son action reste diplomatique, car il préféra toujours la discussion et la négociation à la force. En 1147, il devient régent de France, le temps de la deuxième croisade.

« Diplomate, administrateur remarquable, homme de la fusion entre le temporel et le spirituel... »

D'abord en opposition avec Bernard de Clairvaux, il suscita par sa mesure l'admiration de celui-ci et donna libre cours à une collaboration fructueuse, qui débouchera sur la mise en place de la deuxième croisade. Homme de conciliation, Suger montrera une fois encore toute son habileté de diplomate, tout comme lors de son séjour comme ambassadeur auprès du pape Calixte II.

Son appartenance à l'Église ne fut certainement pas étrangère à la bonne entente entre domaine temporel et domaine spirituel, voire parfois à la fusion harmonieuse entre les deux. Grâce à son action, en 1124, quand la guerre est aux portes du royaume et que la coalition germano-anglaise menace l'intégrité du royaume, les évêques des territoires directement menacés par une éventuelle invasion font bloc derrière le pouvoir royal. Plus symboliquement, Suger remet à Louis VI l'oriflamme de Saint-Denis, qui deviendra bannière royale et symbole français par excellence pour des décennies. Historien, Suger

pose les bases de la conservation des archives, initiative d'une étonnante modernité.

« Son œuvre la plus connue demeure les modifications définitives qu'il apporta à l'abbatiale de Saint-Denis. »

Suger s'appuie sur l'église carolingienne déjà existante. Toutefois, il la remodèle et lui donne une ampleur exceptionnelle. Le 9 juin 1140, la nouvelle façade est dédiée à la Sainte-Trinité. Quatre ans plus tard, le 11 juin 1144, les reliques de Saint-Denis seront présentées en grande pompe par le roi Louis VII en personne lors de la consécration du chevet. Théoricien de l'art et iconographe, Suger fait de la nef elle-même un gigantesque reliquaire et transfigure le monument en un hymne à la lumière éternelle.

Nécropole royale, Saint-Denis deviendra pour des siècles le monument emblématique de la monarchie française. En faisant s'y déployer les fastes du gothique, l'abbé Suger transfigure le lieu comme si désormais l'influence divine irradiait et protégeait à tout jamais le royaume de France. Ce n'est pas le moindre aspect d'une œuvre par ailleurs considérable.

1090-1153

SAINT BERNARD

« LA CONSCIENCE DE L'OCCIDENT »

Saint Bernard est un noble bourguignon attiré très jeune par la vie monastique. Il entre à l'abbaye de Cîteaux. Ce docteur de l'Église rappellera sans cesse l'humanité du Christ et la dévotion à la Vierge Marie. Son œuvre est considérable et il joua un rôle d'importance lors de la deuxième croisade ainsi que dans la codification de la règle de l'ordre du Temple.

Bernard est né en 1090 au château de Fontaine-Lès-Dijon. « Dès sa jeunesse, écrit Dom Jean Leclercq dans *Saint Bernard et l'esprit cistercien* (Seuil, 1975), peut-être même dès son enfance, il réalise un étonnant alliage du tempérament et de la grâce. Il est généreux, mais son ardeur le porte tour à tour vers les réalités de ce monde et vers les

exigences de Dieu. » Sa vocation est rapide. Sa formation plus littéraire que scolastique. Sa dévotion à la Vierge lui viendrait d'une apparition qu'il aurait eue jeune en l'église de Saint-Vorles à Châtillon-sur-Seine. Le monastère influent du temps de sa jeunesse est Cluny.

« La réforme cistercienne prône une vie austère et un culte dépouillé. »

L'influence politique et spirituelle de Cluny est indéniable. Le monastère regroupe environ 400 moines en 1100. Il s'est doté d'une troisième abbatale de 187 mètres de long, à 5 mètres près la longueur de Saint-Pierre de Rome. Cluny a essaimé en France et dans toute l'Europe, et a constitué le premier réseau d'abbayes de l'Occident médiéval, soit en réformant des abbayes qui existaient, soit en fondant de nouveaux lieux.

En 1098, l'aventure spirituelle cistercienne commence, modifiant le rapport de l'homme à Dieu, à la nature, à la société et à l'art. Une volonté de réforme mystique et intérieure, de refus du système seigneurial, pousse vers l'invocation poétique de saint Bernard : *O beata solitudo, O sola beatitudo.*

C'est un abbé clunisien, Robert de Molesmes, qui fonde, en 1098, l'abbaye de Cîteaux, avec le consentement du duc de Bourgogne. La réforme cistercienne prône une vie austère et un culte dépouillé. À partir de La Ferté, Pontigny, Clairvaux et Morimond, Cîteaux se déploie en France et en Europe. En 1112, Bernard de Fontaine – futur saint Bernard donc – fonde Clairvaux, emmenant avec lui une trentaine de compagnons dont son oncle, André de Montbard, qui sera d'ailleurs plus tard l'un des neuf chevaliers fondateurs de l'ordre du Temple.

Sa réputation sera telle que l'on confondra, et que l'on confond encore, cisterciens et bernardins. Tous ces monastères cisterciens, qui se développent de façon autarcique, deviennent des centres de production agricole importants. Ils ont joué un rôle essentiel dans le défrichement des terres tout au long du Moyen Âge.

Bernard devient le premier abbé de Clairvaux. Au sein de l'ordre cistercien, il est le réformateur de la tradition bénédictine, imposant un retour drastique à la rigueur, à la pureté, à la prière, à la simplicité et à l'austérité.

Il s'oppose ainsi à l'opulence et à la richesse de Cluny et va jusqu'à imposer à ses moines un mode de vie austère né autour de l'an mil proche de celui des « hérétiques ». Il veut une foi dépouillée et confiante. Il s'oppose violemment à Abélard – obtenant sa condamnation au concile de Sens, en 1140 – et pourfend également les théories « néomanichéennes » de Pierre de Bruys et de Henri de Lausanne. Bien que lui-même érudit, il craint les prétentions de la raison et commande qu'elle reste soumise à la foi.

Il devient un ardent conseiller des papes et des rois. Fougueux prédicateur, il est rédacteur de la règle de l'ordre des Templiers. Le pape Eugène III le charge de convertir les nouveaux sectaires. Dans l'affaire cathare, en 1145, l'abbé de Clairvaux se rend en pays hérétique. Il y déploie force éloquence. Il prêche en la cathédrale Sainte-Cécile d'Albi, d'où le nom d'Albigeois pour les « Cathares méridionaux ». Rien n'y fait. « Les sectateurs du moine Henri ont refusé les débats contradictoires, redoutant, avec raison, l'éloquence de l'ermite de Clairvaux. À Verfeil, il a voulu prêcher au milieu d'une centaine de chevaliers, coupables d'hérésie : à peine a-t-il prononcé quelques mots que tous sont sortis de l'église. À Albi, les habitants l'ont injurié », raconte Pierre Ripert. Il renonce à sa mission. À Pâques 1146, Bernard prêche la deuxième croisade à Vézelay dans une volonté absolue d'unité et de paix. Cette croisade est conduite par Louis VII, roi de France, et Conrad III, empereur germanique.

« Fougueux
prédicateur, il est
rédacteur de la
règle de l'ordre
des Templiers. »

Les textes et l'iconographie traditionnelle le décrivent juché sur une estrade dressée au milieu d'un champ, lisant à la foule la bulle du pape et exhortant les chrétiens à partir pour la Terre sainte. La foule l'écoute avec la plus grande vigilance. Paysans, clercs et barons sont rassemblés à Vézelay. La basilique de la Madeleine est trop petite, le prêche se fait donc en plein air, signe d'un réel succès. Le roi, accompagné de son épouse Aliénor, est ceint de la croix du « croisé » que lui a remise le pape. Chacun sait que le pouvoir des Francs en Orient est vacillant. Antioche est menacée. Bernard est fougueux et convaincant, la foule s'enthousiasme et se précipite pour répondre à son appel. « Des croix sont prêtes pour être distribuées à ceux qui veulent devenir croisés. »

Mais Vézelay n'est qu'une première étape. Bernard de Clairvaux multiplie les déplacements. Il écrit son enthousiasme au pape : « Les bourgs et les villages deviennent déserts, vous trouveriez difficilement un homme contre sept femmes. On ne voit partout que des veuves, dont les maris sont encore vivants. »

Bernard de Clairvaux se déplace ensuite en terre allemande. Objectif : rallier les féodaux germaniques à la deuxième croisade. Mais, en novembre 1146, il échoue une première fois face à l'empereur Conrad III Hohenstaufen, qui refuse. Ce dernier vient d'installer une nouvelle dynastie sur le trône. Il n'est pas prêt à l'aventure d'Orient. L'évêque de Constance souhaite rencontrer le cistercien ; celui-ci s'y rend. À Noël, l'empereur convoque une assemblée à Spire. En chemin, Bernard de Clairvaux rencontre triomphalement des foules allemandes qui le saluent comme le « sauveur de l'Occident ». À Spire, pendant l'office, il prend la parole. Fort inspiré, en seconde intention, il exhorte Conrad III et trouve les mots justes. Il convainc l'empereur germanique. Ce dernier participera à la croisade. Bernard de Clairvaux qualifie cet épisode de : « miracle des miracles ». Malheureusement, les croisés ne parviennent pas à reprendre Damas et Édesse. La croisade est un échec.

Spectateur d'un véritable schisme lors de la prise de pouvoir d'Anaclet II, Bernard de Clairvaux considère que seul un groupe spirituel et militaire peut remettre de l'ordre dans une Église en perdition. À l'occasion du concile de Troyes (1129), saint Bernard codifie les premiers statuts de la règle templière. Il ne les achève que trois ans plus tard et les transcrit dans le traité *De laude novae militiae*.

La mission de la chevalerie chrétienne est ainsi précisée. Le moine, dans son texte à « la louange de la nouvelle chevalerie », avait écrit : « Allez donc en sûreté. Allez et repoussez les ennemis de la Croix avec un courage inébranlable, forts de cette certitude que ni la vie, ni la mort ne pourront vous séparer de la charité de Dieu qui est en Jésus-Christ. » Cette nouvelle chevalerie à qui on conseille de « Porter les armes... du moins ceux qui ont reçu leur mission d'en Haut » a même trouvé un nom qui aura une formidable fortune critique : la « Milice de Dieu ». Dante explique dans La Divine Comédie les rapports étroits entre le fondateur de Cîteaux, le rédacteur de la règle templière et les Templiers eux-mêmes : « Et le saint vieillard me dit : “Afin que

tu conduises parfaitement à son terme le voyage où l'on m'envoie t'aider [...], parcours des yeux ce jardin, car de le voir te prépare à mieux monter par le rayon divin.

Et la reine du ciel, pour qui je me consume tout entier d'amour, nous obtiendra toute grâce, car je suis son fidèle Bernard." » Il est bien le guide !

À sa mort, Bernard laisse derrière lui plus de 160 moines à Clairvaux. La famille cistercienne, bien que récente, est fort active et compte près de 350 abbayes. Son père spirituel n'est pas son fondateur Robert... mais saint Bernard.

1164-1218

SIMON DE MONTFORT

LE CROISÉ DE L'ALBIGEOIS

Bras armé de l'Église contre l'hérésie cathare, Simon est une des personnalités les plus sombres du Moyen Âge. Militaire de valeur, mystique et sans pitié pour ses ennemis, il a laissé un triste souvenir.

Le moine-chroniqueur Pierre de Vaulx-Cernay décrit Simon de Montfort comme « pourfendeur d'hérétiques ». Il ne sera pourtant pas choisi par le légat du pape en première intention, certains grands – comme le comte de Nevers – ayant refusé la fonction. Il s'exprime ainsi : « Le comte de Montfort était digne de sa nouvelle fortune. Issu de race illustre, doué d'un courage indomptable et merveilleusement exercé dans les armes, il avait une haute stature, une chevelure abondante, une belle figure, de fortes épaules, une large poitrine, un aspect remarquable ; il était gracieux de corps, agile et ferme en tous ses mouvements, vif et léger. Nul, fût-il un ennemi ou un envieux, n'aurait rien trouvé à reprendre en sa personne. Il était enfin disert en paroles, affable et doux, chaste et modeste, doué de sagesse, ferme

en ses desseins, prévoyant, dans le conseil, équitable dans le jugement, constant dans les affaires guerrières, circonspect dans ses actions, ardent pour entreprendre, infatigable pour achever et tout dévoué au service de Dieu. »

1165-1223

PHILIPPE AUGUSTE

UNE AMBITION ROYALE

Homme de combat, mais aussi fin politique et administrateur d'un pays en devenir, Philippe Auguste a commencé très tôt une carrière qui allait permettre de poser certains fondements de notre nation.

Comme son père Louis VII, Philippe II Auguste va régner quarante-trois ans. À 15 ans, il montre déjà une belle maîtrise de l'art politique et épouse Isabelle de Hainaut, qui va lui donner un fils, le futur Louis VIII, et surtout lui apporter les terres du Vermandois, de l'Amiénois et de l'Artois. Il doit repousser l'offensive du comte de Flandre, Philippe d'Alsace, puis mater plusieurs grands, dont Eudes III de Bourgogne.

En 1185, il a brisé toutes les résistances et on le craint dans tout le royaume.

La prise de Jérusalem par Saladin en 1187 a un retentissement considérable dans toute la chrétienté. En 1189 a lieu la troisième croisade, dite « des trois rois », puisque, outre Philippe

« Philippe Auguste rentre seul sain et sauf de la troisième croisade. »

Auguste, y participent : Richard Cœur de Lion le roi d'Angleterre et l'empereur allemand Frédéric Barberousse. La prise de Saint-Jean-d'Acre s'effectue dans un bain de sang, et la mésentente entre souverains les conduit à se contenter d'un arrangement avec Saladin, plus favorable aux pèlerins chrétiens. Philippe Auguste rentre seul sain et sauf, alors que Frédéric Barberousse se noie dans le Sélef et que Richard Cœur de Lion est retenu prisonnier par le duc d'Autriche, puis par Henri VI d'Allemagne.

Avec une intelligence remarquable, le roi n'engage pas les forces du pays dans la quatrième croisade, totalement dévoyée, qui aboutit au pillage de Constantinople en 1204. Bien pire, il a profité de l'absence de Richard Cœur de Lion pour pousser les ardeurs illégitimes de son frère, Jean sans Terre. À peine libéré, Richard Cœur de Lion cherche à se venger et bat l'armée royale à Fréteval (1194) et à Courcelles, près de Gisors (1198), mais il meurt devant Châlus, dans le Limousin, l'année suivante. Philippe II se retourne alors contre Jean sans Terre, qui refuse de venir répondre devant lui d'accusations de meurtre et d'enlèvement. Il le déchoit alors de toutes ses possessions françaises : Anjou, Maine et Touraine. Puis il attaque la Normandie, enlève Évreux, Conches et Château Gaillard l'inexpugnable après un difficile siège de huit mois ; enfin, Rouen lui ouvre ses portes en 1204. Le Poitou et la Saintonge tombent également dans l'escarcelle de l'ambitieux roi de France.

Jean sans Terre ne reste pas sans réaction et organise une coalition avec l'empereur d'Allemagne Othon IV et le comte de Flandre, Ferrand. Le mois de juillet 1214 lui est fatal. Le dauphin Louis le bat tout d'abord le 2 à La Roche-aux-Moines, puis l'armée des coalisés est sévèrement vaincue à Bouvines le 27.

Sur le chemin du retour vers Paris, au passage de l'armée royale victorieuse, un enthousiasme indescriptible saisit les populations, prémices de la naissance d'un véritable sentiment national. La tentative du dauphin, le futur Louis VIII, de conquérir l'Angleterre, à l'appel des barons anglais révoltés contre Jean sans Terre, échoue en 1217.

Mais le règne est traversé par un grand drame : en 1208, l'assassinat de Pierre de Castelnau, son légat, conduit Innocent III à lancer la sanglante croisade contre les Cathares. Le massacre de Béziers, la prise de Carcassonne, la victoire sur le comte de Toulouse et son allié aragonais à Muret font de Simon de Montfort le maître du Midi. Mais il est tué en 1218 durant le siège de Toulouse.

Si la vie politique et militaire du roi a été agitée, il en est de même de sa vie privée. Après le décès d'Isabelle de Hainaut en 1190, Philippe II s'est remarié en 1193 avec Ingeborg de Danemark, qu'il déteste aussitôt. Il la renvoie – en pleine illégalité – au bout de trois mois et tombe amoureux d'Agnès de Méranie, qu'il épouse en 1196. Après trois

ans de conflit, le pape Innocent III finit par jeter l'anathème sur le royaume, mais le roi ne cède pas. À la mort d'Agnès de Méranie en 1201, il rétablit Ingeborg, qui n'est toutefois autorisée à revenir à la cour qu'en 1213.

Le règne de Philippe Auguste est marqué par de gigantesques travaux à Paris qui modifient fondamentalement l'aspect de la capitale. Au Mont-Saint-Michel, le roman cède devant le gothique (« la Merveille »). Dans le domaine de la structuration administrative du royaume s'affirment les premières tendances jacobines par la création des bailliages et des sénéchaussées, dirigés par de véritables agents du pouvoir royal, dotés des délégations les plus larges dans les domaines judiciaire, fiscal, militaire, policier et économique.

À la mort du roi, la France a triplé de superficie aux dépens de l'Angleterre, dont les territoires se sont singulièrement réduits.

« À la mort du roi, la France a triplé de superficie. »

1214-1270

LOUIS IX

DIT SAINT LOUIS

Louis IX n'a que 10 ans à la mort de son père, Louis VIII. C'est donc sa mère, Blanche de Castille, qui assure la régence jusqu'en 1226. Nous ne reviendrons pas sur les exploits de celui qui va devenir Saint Louis, le sire de Joinville s'en est chargé.

L'imagerie populaire a voulu faire de Louis IX un roi bon, un homme s'habillant de la façon la plus simple et entendant s'occuper lui-même des domaines où sa compassion peut s'exercer. Ainsi rend-il personnellement la justice (cf. les jouvenceaux pendus par Enguerrand de Coucy). Ainsi donne-t-il lui-même à manger aux lépreux, lave-t-il de ses mains les pieds des pauvres. Rien n'est trop difficile pour ce modèle du prince chrétien !

Mais il est aussi un roi particulièrement cruel. Il se montre spécialement barbare avec les Cathares. Il initie deux croisades qui seront de véritables désastres militaires : ainsi est-il très répressif à l'égard des juifs et des Cathares. Il organise des autodafés avec les livres saints juifs, leur interdit l'usure, puis les chasse du royaume avant de leur imposer, en 1269, le port de l'infâme rouelle. Quant aux Cathares, qui ont, il est vrai, assassiné les inquisiteurs d'Avignonnet en mai 1242, ils sont exterminés dans leur ultime refuge de Montségur, du moins ceux qui n'abjurent point, en mars 1244.

« Saint Louis est, par sa politique de commandes royales, un "keynésien" avant l'âge. »

En 1248, il part avec sa femme, Marguerite de Provence, attaquer l'Égypte, pour remonter ensuite vers les lieux saints. Après une première victoire à Damiette en 1249, son armée est anéantie en 1250, et il est fait prisonnier à Mansourah. Libéré contre une forte rançon, il demeure en Syrie jusqu'en 1254, année où il retourne en France.

En juillet 1270, c'est le début de la tragique et dernière croisade, la huitième.

Carthage est prise, mais il doit attendre les troupes de Charles d'Anjou pour prendre Tunis. En août, il meurt du typhus devant les murs de cette ville. C'est son fils, Philippe III le Hardi, qui rapportera sa dépouille à Paris en mai 1271. Vingt-six ans plus tard, il est canonisé par le pape Boniface VIII.

Les croisades ont donné lieu à de multiples récits et épopées, à de véritables sagas d'où chacun en ressortait plus héroïque et sanctifié, ou plus odieux et sanguinaire, selon le code de lecture utilisé. Depuis Raymond d'Aguilers avec son *Histoire des Francs qui ont pris Jérusalem* (rédigé en Latin) et Jean de Joinville et la *Vie de Saint Louis*, jusqu'au *Croisades vues par les Arabes* (présenté par A. Maalouf, Jean-Claude Lattès, 1986), en passant par René Grousset, *L'Épopée des croisades* (nouvelle édition Tempus/Perrin), F. Gabrielli, *Chroniques arabes des croisades* (Actes Sud, 1996), Philippe Lamarque et Claire Constans, *Les Salles des croisades au château de Versailles* (éd. du Guy, 2002), Jean Fiori, *Pierre l'Ermite et la première croisade* (Fayard, 1999), etc., que d'encre utilisée sur ce thème passionnant ! En attendant, les moins érudits raillent les croisades, leur « niaiserie », leur « violence »,

leur « inutilité », la religion catholique « barbare »... Mais sur quoi s'appuie-t-on pour ainsi décréter que le monde est si radicalement binaire, neuf cents ans après ? Il est peut-être intéressant de s'arrêter un peu plus sur le contexte ; et, dans celui-ci, sur les hommes qui les firent, sur leurs objectifs. Et ce n'est qu'une première approche...

Sous son règne, les exigences de la fonction royale sont respectées. Le roi travaille sans relâche. Il conduit plusieurs réformes indispensables. Il dote le pays d'un écu d'or en 1266. Il renforce le contrôle administratif de la monarchie sur les seigneurs en doublant baillis et sénéchaux de *missi dominici* chargés de lui rendre compte. Il encourage la construction des abbayes cisterciennes de Royaumont et de Maubuisson. Il fait édifier, pour y abriter la couronne d'épines du Christ, la Sainte-Chapelle, un écrin gothique des plus merveilleux, où vitraux et dentelles de pierre rivalisent de légèreté et de beauté.

Partout dans le royaume, les cathédrales s'édifient. Il suscite la fondation d'un collège pour étudiants pauvres en 1257 par un certain Robert de Sorbon : la Sorbonne. Les auteurs prestigieux sont légion : le sire de Joinville, Villehardouin, Rutebeuf et les deux auteurs du *Roman de la Rose*, qui sort vers 1236 et 1275. Le règne de Saint Louis semble marqué par une certaine prospérité économique et par une politique quasi « keynésienne » avant l'heure de soutien – par la commande – royal. Un règne bien rempli, et sur lequel il est bon de se pencher avec un œil aiguisé, et critique.

1243-1314

JACQUES DE MOLAY

DERNIER GRAND MAÎTRE DU TEMPLE

Le royaume franc de Jérusalem disparaît totalement en 1291, avec la chute de Saint-Jean-d'Acre, et l'ordre des Templiers disparaît, comme entité constituée et reconnue, le 18 mars 1314, avec la condamnation de Jacques de Molay, brûlé sur le bûcher érigé sur l'îlot aux Juifs, à la pointe de l'île de la Cité.

Le royaume franc de Jérusalem disparaît totalement en 1291 avec la chute de Saint-Jean-d'Acre, malgré l'héroïque défense du grand maître Guillaume de Beaujeu, qui y périt avec 500 chevaliers. L'ordre de chevalerie, dit des Templiers, fondé en 1119 à Jérusalem par Hugues de Payns se replie alors à Chypre, puis rembarque pour l'Europe. Environ 2 000 chevaliers viennent s'installer en France.

Philippe le Bel est inquiet de l'arrivée massive de chevaliers armés soumis à la seule autorité papale sur le sol français. Depuis le début de son règne, il ne cesse de combattre l'autorité du pape, pratiquant un gallicanisme avant la lettre. Avec son habileté coutumière, il tente

« Si le roi Philippe IV ne souhaite pas encore la perte du Temple, Guillaume de Nogaret, son conseiller, a juré sa destruction. »

de s'allier avec ceux qui sont devenus les banquiers de la monarchie française. En 1304, il octroie de nouveaux avantages à l'ordre, puis tente de s'y faire admettre, espérant ainsi en devenir le grand maître et mettre la main sur le trésor. Les Templiers refusent. Alors, le roi propose au pape Clément V, son obligé, de fondre en un ordre unique et nouveau ceux des chevaliers de Jérusalem, Templiers et Hospitaliers. Jacques de Molay, grand maître de l'ordre du Temple depuis 1298, refuse obstinément.

Un scandale, sans doute largement suscité, éclate à ce moment. Un commandeur de l'ordre, Esquin de Floyran, emprisonné pour meurtre à Toulouse, révèle que les Templiers accomplissent les pires rituels au cours de leur initiation : adoration des idoles, crachat sur la croix, baisement des parties charnues des officiants, engagement de pratiquer la sodomie... Le roi s'empare de l'affaire, qui acquiert ainsi quelque crédit. Il sait pouvoir compter sur l'impopularité des Templiers, dont la richesse sans cesse exposée indispose. Méprisés depuis la fin du royaume latin d'Orient, ils sont enfin calomniés en raison de leurs hypothétiques rites secrets.

Convoqué pour explication par Clément V, Jacques de Molay s'embarque de Chypre et se rend à Avignon pour demander une enquête au pape. Il entend faire taire cette calomnieuse campagne. Son superbe équipage suscite des réactions de colère de la population. Le grand maître n'est nullement conscient des menaces qui pèsent sur lui. Sa morgue, sa naïveté, son manque de courage (sauf à la fin) vont le perdre, et l'ordre avec lui.

Le 22 septembre 1307, Philippe IV confie les sceaux à Guillaume de Nogaret. Le 13 octobre, le roi fait arrêter tous les templiers de France en les accusant d'hérésie, d'idolâtrie et de sodomie. Très peu parviennent à s'échapper. Ceux qui réussissent sont souvent massacrés par la population, comme le rappelle Henri Béraud dans son inoubliable roman *Le Bois du Templier pendu*. Jacques de Molay avoue alors spontanément, selon les informations dont on dispose, les erreurs de l'ordre et même ses péchés en matière de foi et de morale.

Torturés, la plupart des chevaliers confessent ce qu'on exige d'eux.

Clément V, que ces aveux multiples ont ébranlé, ne peut être satisfait de voir la justice royale s'appliquer à un ordre qui dépend de lui. Dès le début de l'année 1308, il ordonne que l'affaire des Templiers soit évoquée devant son tribunal.

« Ils montent au bûcher en hurlant : "Les corps sont au roi de France et les âmes sont à Dieu !" »

Les Templiers se mettent de nouveau à espérer. Sentant le danger, Nogaret, un homme brutal, menace le pape. Un compromis sauve les apparences : les templiers emprisonnés sont remis au pape, qui les confiera au roi « au nom de l'Église romaine ». Un concile est convoqué pour abolir l'ordre, à Vienne.

En 1310, de nombreux templiers reviennent sur leurs aveux. L'archevêque Philippe de Marigny (le frère d'Enguerrand, l'un des principaux conseillers de Philippe IV), sur les ordres du roi, convoque un synode à Paris qui condamne à mort en représailles 54 templiers. Ils sont aussitôt brûlés vifs ; beaucoup d'entre eux, craignant le même sort, cessent de protester.

Le concile de Vienne, réuni en 1312, refuse de reconnaître la culpabilité des Templiers. Le pape n'en a cure et, par la bulle « Vox in excelso », décide la suspension de l'ordre. Pour montrer son indépendance, bien théorique, à l'égard du roi de France et suivant le droit canonique, il ordonne la dévolution des biens des Templiers aux Hospitaliers. Toutefois, le roi obtient un large dédommagement de 260 000 livres.

On libère les templiers qui persistent dans leurs aveux. Le grand maître et ses proches sont jugés par un tribunal ecclésiastique et condamnés en mars 1314 à la prison à vie. Le 18 mars 1314, Jacques de Molay, Geoffroy de Charnay, Hugues de Pairaud et Geoffroy de

Gonneville sont conduits sur le parvis de Notre-Dame. La sentence leur est alors annoncée. Soudain, de Molay et Charnay s'avancent vers le peuple assemblé et crient leur innocence et la parfaite justice du Temple.

Le peuple, ébahi, commence à prendre parti pour les accusés ; les hommes d'armes du roi les arrêtent. Le tribunal s'est donné la nuit pour débattre mais le roi ordonne qu'ils soient brûlés en représailles.

Quelques templiers dont les aveux ont été jugés trop mous sont également exécutés. Conduits à l'îlot aux Juifs, à la pointe de l'île de la Cité (à l'emplacement actuel de la statue de Henri IV), ils montent au bûcher en hurlant : « Les corps sont au roi de France et les âmes sont à Dieu ! » On raconte que Jacques de Molay aurait alors cité le roi et le pape à comparaître devant Dieu sous quarante jours. Ce qui est faux, mais qui a acquis une très forte crédibilité dans l'opinion, Philippe IV et Clément V étant tous les deux morts avant la fin de l'année 1314.

Quant à la prétendue culpabilité des Templiers, elle est, aujourd'hui, totalement rejetée par les historiens.

1268-1314

PHILIPPE IV LE BEL

UN MONARQUE AUTORITAIRE ET COMPLEXE

Le roi Philippe IV le Bel est un personnage complexe. Son comportement fait plus penser à Louis XI qu'à Saint Louis, celui qu'il s'est pourtant fixé pour modèle. Il est vrai que les apparences sont contre lui. Peut-on se faire un avis éclairé en peu de lignes sur ce monarque éclairé, autoritaire et apprêté ?

Philippe IV le Bel est frustré de ne pas pouvoir contrôler les Templiers, l'ordre freinant, selon lui, l'affirmation croissante du pouvoir royal. Qui plus est, en conflit avec la papauté, le roi de France, personnage

autoritaire et ambigu, peut-il supporter que dans son royaume une entité et ses hommes, des chevaliers de surcroît, riches et autonomes, ne dépendent que de l'autorité du pape ?

Et, jaloux, blessé, voire offensé, d'avoir essuyé un rejet à sa demande de se faire nommer grand maître de l'ordre, il rentre en lutte contre l'ordre des Templiers. Mais qui est cet homme, quelle est son œuvre ?

C'est un retors qui ne recule devant aucune vilénie pour parvenir à ses fins, déterminées, il faut le reconnaître, par un sens supérieur du devoir d'État. Philippe IV le Bel n'hésite guère à expulser les juifs et les banquiers lombards après les avoir dépouillés. De même détruit-il l'ordre du Temple pour s'assurer de son trésor sur la base d'accusations totalement imaginaires. Le faux monnayage trouve son origine dans les difficultés financières du royaume. La violence exercée contre le pape résulte d'une volonté gallicane, si fréquente chez les souverains français. Quant au « supplice » de ses brus et surtout de leurs amants, il s'explique par le crime de lèse-majesté alors commis. Car le roi n'effectue rien avec haine, pénétré qu'il est de son devoir de monarque.

« Un roi retors ne reculant devant aucune vilénie pour parvenir à ses fins, et mû par un sens supérieur du devoir d'État. »

D'ailleurs, nul n'est plus pieux que lui, ni même plus fidèle. Il éprouve une véritable admiration pour son épouse Jeanne de Navarre, une femme remarquable à la vérité, une lettrée qui va créer le fameux collège de Navarre. Ils auront sept enfants, dont quatre vont régner, un record jamais égalé : les futurs Louis X, Philippe V, Charles IV et Isabelle de France, devenue reine d'Angleterre. À la mort de son épouse, en 1305 – elle n'a que 32 ans –, le roi est inconsolable ; il ne s'en remettra jamais.

Philippe VI s'entoure de personnalités compétentes, quelle que soit leur extraction : Enguerrand de Marigny, Guillaume de Nogaret, Pierre Flotte. Des légistes qui entendent imposer la suprématie de la justice royale, de l'administration royale (les baillis), des textes de lois royaux (on possède le témoignage de Philippe de Beaumanoir, bailli en Beauvaisis, qui a compilé un recueil des textes applicables dans lequel il met bon ordre), sur les justices seigneuriale et ecclésiastique concurrentes. D'ailleurs, lorsque

les besoins financiers de la monarchie sont trop importants, le roi convoque les vieux états où siègent les représentants des trois ordres pour voter l'impôt.

Enfin, une véritable chambre des comptes exerce le contrôle financier.

Pas question non plus d'accepter la supériorité du pape dans le royaume. Philippe IV entre donc en conflit avec Boniface VIII, qui refuse l'imposition à l'Église de France d'un décime nouveau. Finalement, le pape finit par céder et accepte même une canonisation très rapide de Saint Louis, dès 1297. Une aubaine pour le Capétien, qui voit ainsi son image rehaussée. Mais la querelle rebondit lorsque le roi fait arrêter l'évêque de Pamiers pour hérésie. Boniface VIII s'affirme seul compétent en cette matière et menace Philippe IV d'excommunication (bulle « Unam sanctam »). S'appuyant sur la famille romaine des Colonna, ennemie jurée des Orsini, les parents du pape, il le fait déposer par la force. C'est le fameux attentat d'Agnani, mené de concert par Guillaume de Nogaret et Sciarra Colonna. Brisé, le pape se laisse mourir.

Benoît XI, son successeur, cherche l'apaisement. Il entend cependant faire condamner Nogaret. Il meurt rapidement, beaucoup prétendent qu'il fut empoisonné sur ordre du roi. Philippe IV fait élire un candidat à sa botte, le vieux cardinal de Bordeaux, Bertrand de Goth, qui devient pape sous le nom de Clément V. Le nouveau pape s'installe en Avignon, à la fureur des prélats italiens devenus minoritaires (une vague opportune de nomination de cardinaux français vient d'intervenir). La papauté est alors sous influence française.

Dès 1293, le roi est en mal de ressources financières. Il a recours à tous les expédients : dévaluations déguisées consistant à rogner la teneur en or de l'écu et le poids d'argent du gros tournoi, création de monnaies dévalorisées comme l'agnel d'or, confiscation des biens des juifs et des Lombards en 1311. En 1307, il tente un coup de poker en faisant arrêter les Templiers dans tout le royaume.

Il les accuse des pires comportements : sodomie, hérésie... Son objectif est simple : s'emparer de leur trésor. Il est vrai que l'ordre du Temple a été imprudent en acceptant de gérer le trésor royal. Depuis qu'il a

dû quitter la Terre sainte, l'ordre est devenu vulnérable ; sa richesse attire les convoitises alors que son utilité est moins assurée. Torturés, de nombreux templiers avouent des crimes imaginaires.

Le pape tente de prendre leur défense et résiste aux pressions de Philippe IV. Mais Clément V est l'obligé du roi de France, qui l'a fait élire : en 1312, il finit par céder et supprime l'ordre, malgré l'avis des pères du concile de Vienne. Le grand maître des Templiers, Jacques de Molay, n'est pas à la hauteur. Il ne tient pas suffisamment compte du rapport de force dans la curieuse négociation qui s'est ouverte. Son obstination – bien pire, sa rétractation – cause sa perte et celle de l'ordre. En 1314, il périt sur le bûcher. La duplicité du roi éclate au grand jour lorsqu'il prélève une bonne part des biens du Temple, dévolue aux Hospitaliers.

Si le roi paraît avoir partout triomphé, il subit des revers dans le domaine extérieur : il doit recéder la Guyenne à l'Angleterre par le traité de Montreuil de 1299. En échange, le dauphin Édouard II est fiancé à Isabelle de France, la fille de Philippe IV. Une bien mauvaise idée, à l'origine de la guerre de Cent Ans. En Flandre, si essentielle au plan économique, la révolte de Bruges, en 1302, contre le gouverneur français Guy de Châtillon entraîne une intervention militaire qui tourne au désastre. Les troupes royales sont étrillées par les milices flamandes à Tournai. Il faut attendre 1304 pour que Philippe IV prenne sa revanche à Mons-en-Pévèle. En 1305, un mauvais traité entre Flamands et Français met provisoirement fin au conflit, qui continue de couver. La France conserve cependant Lille, Douai et Béthune.

Dans le domaine privé, la détestable affaire de la Tour de Nesle salit la monarchie, en 1314. Les trois brus de France se révèlent adultères. Le roi ne peut supporter le risque de voir les futurs rois pères de bâtards. Il prend des sanctions exemplaires contre les coupables : les frères d'Aulnay, suppliciés et exécutés, et les futures reines, dont deux sont immédiatement écartées.

« Le bilan du règne est contrasté. Le royaume ne s'est pas agrandi, mais il est mieux structuré. »

Quel bilan ? La France est devenue un État moderne qui dispose de la double maîtrise de la fiscalité et de la justice. Mais l'effroyable fin

des Templiers, l'odieuse affaire de la Tour de Nesle jettent une lumière bien cruelle sur les dernières années du monarque.

La dureté des agents du pouvoir (baillis, sénéchaux, prévôts) entraîne des révoltes populaires. Le règne s'achève dans un bain de sang. Paralysé, le roi semble expirer des suites de la malédiction templière.

1320-1380

BERTRAND DU GUESCLIN

LA RUSE COMME PRINCIPE MILITAIRE

Bertrand Du Guesclin fut l'un de ces capitaines français qui usèrent avec intelligence du harcèlement des troupes par ruses et subterfuges, comme de l'intox par principe. Il combattit l'ennemi sous forme de guérilla. Terreur de l'occupant, le « Dogue noir de Brocéliande » était le mage de la manipulation.

Le roi Charles V s'entoure d'hommes de premier plan tant dans le domaine militaire (les connétables Bertrand Du Guesclin, Olivier de Clisson, Louis de Sancerre et l'amiral Jean de Vienne), que sur le plan politique (le chambellan Jean Bureau de la Rivière, le chancelier Dormans, Hugues Aubriot, le prévôt de Paris, et le chapelain Nicole Auresme). Du Guesclin (1320-1380, natif du château de la Motte-Broons près de Dinan) érige l'intox, la duplicité, la hâblerie et la ruse en méthodes de guerre. Quelques épisodes mythiques de ce roi du bluff.

« Bertrand Du Guesclin se rend célèbre en s'emparant de la place forte de Fougeray, tenue par deux cents Anglais. »

Lors de la guerre de succession de Bretagne, Bertrand Du Guesclin se rend célèbre en s'emparant de la place forte de Fougeray, tenue par deux cents Anglais sous le commandement de Bembro. Informé, il apprend que ce dernier vient de quitter Le Grand-Fougeray pour une expédition militaire.

Avec ses hommes déguisés en bûcherons, il trompe la vigilance des soldats anglais et pénètre facilement dans l'enceinte du château. Il doit faire face à quelques soldats restés à l'intérieur. Il en vient facilement à bout. Lorsque Bembro revient le soir, il tombe dans une embuscade tendue par Bertrand Du Guesclin et sa troupe à la Hay du Châtelet. La tour du château, vestige de l'époque, a gardé le nom de celui qui fut à l'origine d'une des premières ruses du natif de la Motte-Broons, et des plus célèbres ruses de l'histoire.

Atout du dauphin (futur Charles V), régent alors que son père, le roi Jean le Bon, est retenu prisonnier à Londres par l'ennemi anglais, Du Guesclin est accusé de trahison par l'ennemi, qui demande réparation sous la forme d'un duel, « pour le soumettre au jugement de Dieu ». L'objectif réel est de prouver au peuple que ce petit Breton trapu n'est pas invincible. Tout doit se dérouler à Dinan. La place du Marché est transformée en champs clos où Du Guesclin doit affronter le redoutable Thomas de Canterbury, célèbre pour sa puissance au combat. Rien ne semble gagné d'avance !

Du Guesclin, aigle noir à deux têtes sur fond blanc barré d'une diagonale rouge, se lance au combat. Le bruit féroce des épées contre les armures et les écus résonne sur la place. La foule est tendue. Le combat est âpre. Le Breton est désarçonné ; un cri retentit dans la foule. Canterbury voit la victoire ; aveuglé par la haine, il veut en finir et, bestialement, il charge l'homme à terre. Du Guesclin, avec une rapidité stupéfiante, se dévêt et, gagnant en agilité, saute sur le côté, désarçonne l'adversaire, lui retire son heaume et l'assomme brutalement de ses mains gantées de métal. La foule est en délire. Une fois encore, le héros breton a trouvé la faille et n'a pas réagi comme un chevalier l'aurait fait. Mais il a gagné !

Le 16 mai 1364, lors de la bataille de Cocherel, le capitaine rusé et vaillant va réaliser une belle intox. Ce matin-là, l'armée de Du Guesclin campe au bord de l'Eure, à Cocherel. Le terrain est défavorable. Face aux troupes militaires françaises : la vallée et, au loin, les collines qui la bordent. En cet endroit précis, les troupes anglo-navarraises attendent les Français,

« Lors de la bataille de Cocherel, Du Guesclin réalise une belle intox. »

en bonne position au-dessus de la vallée, sur une colline fortifiée. Le commandant Jean de Grailly est assisté par Jean Jouël. Toutes les conditions stratégiques et tactiques de la défaite sont réunies.

Inspiré, Du Guesclin a une idée. Il demande à son armée de se replier. Les Anglais sont perplexes. Qu'est-ce que cela signifie ? Les Français prennent-ils la fuite ? La cavalerie anglaise décide de se lancer à la poursuite des Français. Il lui faut combattre. Les chevaux caparaçonnés dévalent la colline à vive allure. Mais où sont les Français ? Entre-temps, profitant de l'aveuglement ennemi, Du Guesclin avait fait faire demi-tour à ses troupes pour revenir par les côtés. La cavalerie se retrouve nez à nez avec les forces françaises. Le combat s'engage. Les Anglo-Navarrais sont déséquilibrés par l'effet de surprise. Il n'empêche, les pertes sont lourdes dans chaque camp. Ce que les Anglais ignorent, c'est que le capitaine français n'est pas revenu avec l'ensemble de ses forces. Il a gardé en réserve plus de deux cents cavaliers bretons. Alors que les combattants des deux camps sont épuisés, il appelle la cavalerie bretonne : redoutable, solide, courageuse et têtue. Ces forces fraîches s'engagent dans le champ de bataille en fin de journée seulement. Elles emportent la victoire sans coup férir. L'armée anglaise est en déroute. Son chef, Jean de Grailly, est fait prisonnier. Cette victoire est décisive dans la guerre de Cent Ans !

Du Guesclin gagne le sud du royaume. Charles V a comme volonté de se débarrasser des Grandes Compagnies (bandes de mercenaires), qui se trouvent sans emploi en raison du ralentissement des affrontements franco-anglais depuis la bataille de Poitiers. Du Guesclin négocie avec leurs chefs et parvient à les engager dans la guerre de succession au trône de Castille aux côtés du prince Henri de Trastamare, qui combat Pierre le Cruel.

Le 3 avril 1367, le petit Breton et Henri de Trastamare sont battus par Pierre le Cruel et son puissant allié le Prince Noir, alors gouverneur de Guyenne, à la bataille de Najera. Du Guesclin est capturé et emmené, par les Anglais, en captivité à Bordeaux. Le 17 janvier 1367, il est libéré et s'en retourne en Espagne. Le Prince Noir rompt l'alliance et abandonne Pierre le Cruel. Le 14 mars 1369, c'est la bataille de Montiel et la victoire en Espagne de Du Guesclin sur les armées du roi de Castille.

Réfugié dans la forteresse de Montiel, Pierre le Cruel est attiré par une ruse sous l'étendard de Du Guesclin. Sous une fausse promesse de libération, Pierre est emmené dans la tente du futur connétable, en présence de Henri de Trastamare. Les deux demi-frères se battent. Henri (futur Henri II) a raison de Pierre. Il le tue, nous sommes le 23 mars 1369. Henri peut monter sur le trône de Castille. Le rusé Breton y a contribué.

Le combattant français a servi son roi. Il a délivré Rennes, Melun, Ploërmel. Il a été nommé gouverneur de Pontorson. Il est capitaine souverain pour le duché de Normandie, vassal et ami personnel du duc de Bretagne. Il aime Tiphaine Ragueneil. Il peut convoler en juste paix. À une semaine du mariage, les Anglais – toujours eux – le reçoivent en otage. Son suzerain, en gage d'une trêve, l'a donné à l'ennemi ! Du Guesclin accepte... mais pour un mois seulement. Le mariage l'emportant, à ses yeux, sur tout le reste. Le mois s'écoule mais son geôlier, Guillaume Felton, refuse de le libérer. Il profite de la promenade quotidienne pour s'enfuir à cheval au triple galop. Libre, il retrouve la douce Tiphaine. Les noces, fastueuses, se tiennent à Dinan.

La guerre contre les Anglais ayant repris (à partir de 1368), Du Guesclin conduit contre eux une véritable guerre d'usure. Elle est victorieuse pendant environ dix ans. Il leur reprend le Limousin, le Poitou, la Saintonge, l'Aunis. À sa mort (année où le roi décède également), les Anglais ne possèdent plus que les ports de la façade occidentale du pays. Le 13 juillet 1380, le « Dogue noir de Brocéliande » meurt emporté par la maladie pendant le siège de Châteauneuf-de-Randon, en Auvergne. À l'expiration de la trêve, le gouverneur de la ville vient symboliquement déposer les clefs de la cité sur son cercueil. Le royaume mais aussi les ennemis du connétable reconnaissent son courage et sa valeur.

1332-1387

CHARLES LE MAUVAIS

LIBÉRÉ PAR UN SIMULACRE D'ÉVASION

Fils de Philippe d'Évreux et surtout descendant par sa mère de Philippe IV le Bel, le jeune Charles devint roi de Navarre en 1349. Marié à une fille de Jean II le Bon, il passa l'essentiel de sa jeunesse à fomenter des complots dans l'espoir d'accéder au trône de France, sur lequel il avait des droits. Est-ce pour cette raison qu'il se vit affubler par un chroniqueur de son époque du surnom de Charles le Mauvais ?

Averti du complot ourdi par son gendre, le roi de France, Jean II le Bon, n'hésita pas à mettre hors d'état de nuire l'époux de sa fille. Conscient que l'homme allait se méfier, il dut, pour ce faire, adjoindre la ruse à la force et mit au point un plan machiavélique.

« Après un simulacre d'évasion, Charles peut alors entamer sa remontée triomphale vers Paris... »

Sûr de la fidélité de son fils le dauphin de France et du duc de Normandie, il fit organiser le 5 avril 1356, au château de Rouen, une mémorable fête à laquelle toute la noblesse était invitée, le comte d'Évreux y compris. Sans se méfier, Charles le Mauvais prit donc part à cet événement mondain et mit même quelque temps à réagir lorsqu'il vit, alors que la fête battait son plein, le roi de France entrer les armes à la main en compagnie d'une solide escorte composée de son frère Philippe d'Orléans, du duc d'Anjou et de l'essentiel de la maison d'Artois. Il faut dire que le plan était on ne peut mieux ficelé, puisque l'on pouvait même rencontrer aux abords du château une centaine de cavaliers en armure prêts à intervenir en cas de difficulté.

Sûr de sa victoire, Jean agrippe donc violemment le roi de Navarre en lui criant qu'« il n'est pas digne de s'asseoir à la table de son fils » et, sur ces mots, le fait emmener au Louvre, où l'imposante et surprenante troupe arrive deux jours plus tard. Cependant, Charles le Mauvais est un prisonnier de marque et la capitale n'est alors pas très sûre. Aussi,

après avoir déménagé le prisonnier du Louvre au Châtelet, décision est prise de le transférer une bonne fois pour toutes à la citadelle d'Arleux, à Douai.

Cette arrestation, dont le but, rappelons-le, était d'éviter le partage de la France entre la Navarre et l'Angleterre, se révèle finalement contre-productive. Personne ne semble croire en la véracité du complot. Contre toute attente, Charles le Mauvais gagne derrière les barreaux une popularité qui lui était jusqu'ici inconnue. En fait, non seulement la Normandie dans son intégralité se retourne contre son souverain pour se ranger derrière le roi de Navarre et comte d'Évreux, mais nombre de barons hexagonaux semblent prêts à suivre le même chemin. Le royaume de France est plus en danger que jamais. Des seigneurs quittent le giron de la couronne pour se rallier au roi d'Angleterre grâce auquel ils espèrent obtenir gain de cause.

Le 28 mai 1356, Philippe, le frère du roi de Navarre, défie Jean II le Bon et plonge l'ouest de l'Europe dans une guerre sans merci. Le 19 septembre, la supériorité anglaise ne fait plus aucun doute. Jean II le Bon en fait directement les frais, puisqu'il est fait prisonnier par ces derniers.

Non seulement la France est mise à mal par les Anglais, mais surtout elle est privée de son autorité. Les soldats démobilisés s'en donnent à cœur joie. Ils pillent villes et campagnes et le malheureux dauphin a toutes les peines du monde à endiguer ce phénomène.

Seule solution : mettre un terme à la captivité du roi de Navarre pour tenter d'apaiser les esprits. Les diplomates des deux camps œuvrent alors pour tenter de trouver une sortie honorable au conflit pour les deux parties. On organise donc un simulacre d'évasion et Charles peut alors entamer sa remontée triomphale vers Paris.

Il est accueilli dans chaque ville par une foule en liesse et se permet même de haranguer, en rentrant dans la capitale, quelque 10 000 personnes réunies par le bourgeois Étienne Marcel, son allié d'alors. Comme à son habitude, Charles le Mauvais manœuvre tant qu'il peut pour assurer ses intérêts personnels et tenter encore une fois de s'emparer de la couronne de France. Mais ce sera peine perdue puisque c'est bel et bien le dauphin de France, futur Charles V, qui aura finalement le dernier mot.

1338-1380

CHARLES V LE SAGE

OU L'ART DE LA RESTAURATION

Charles V est un roi lettré et courageux, dans un contexte heurté et violent. Il a lutté contre la fin des ambitions françaises. Son grand amour est Jeanne, la fille d'Isabelle de Valois ; il ne saurait gouverner sans elle.

C'est un jeune homme malingre qui, le 19 mai 1364, succède à de calamiteuses décennies parsemées de défaites, de honte, d'épidémies, de révoltes... Philippe VI de Valois, qui avait « inventé » la loi salique (« femme ne succède pas à la couronne de France ») pour succéder au fils de Philippe le Bel, avait bien mal inauguré cette époque : naufrage de la flotte à l'Écluse (24 juin 1340), déroute de la chevalerie française à Crécy (26 août 1341), reddition de Calais (4 août 1347), peste noire (1347-1348)...

Jean II le Bon avait épousé le mouvement : la défaite de Poitiers (19 mars 1356 ! Qui ne connaît le fameux « Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! ») prive le royaume de son roi et le plonge dans l'abîme.

Étienne Marcel et la Jacquerie agitent le pays. Et pour finir vient le tragique traité de Brétigny... où l'on voit poindre le futur souverain. Édouard III exige une monstrueuse rançon de 4 millions d'écus d'or et la cession de nombreuses régions : la Guyenne, le Poitou, le Limousin, le Périgord, la Touraine, l'Anjou, le Maine, la Normandie et la souveraineté sur la Bretagne, entre autres. Autant d'exigences inacceptables auxquelles le jeune régent, de 18 ans en 1356, Charles, entend résister.

« Charles est un roi solennel. Il régit et administre, cultive l'image du souverain éclairé. »

Il se révèle dans l'épreuve. Il refuse les exigences, laisse venir l'ennemi qui, agacé, débarque, en 1359 à Calais. Le dauphin mène alors une intelligente stratégie de refus du combat frontal et amène Édouard III à accepter de réduire ses prétentions : 3 millions de rançon, l'Aquitaine, Calais, Guînes, et une renonciation réciproque à la condition

que les terres cédées soient remises aux Anglais le 30 novembre 1361. C'est encore trop, et il est inutile de dire que la France n'exécutera pas totalement le traité.

Jean II, libéré, retourne à Londres pour se constituer prisonnier. Il y meurt, après que son fils, Philippe II le Hardi, l'eut quitté. Charles est sacré roi de France. Il est un roi solennel. Il régit et administre, cultive l'image du souverain éclairé dans sa bibliothèque du Louvre, assure l'avenir en fortifiant les règles de succession et les symboles du lys et de l'oriflamme, règne à Vincennes, protège les arts et les lettres, bâtit une nouvelle enceinte de Paris, construit la Bastille, renforce le fort Vincennes...

Il s'entoure de célèbres collaborateurs, tels Jean de Vienne (grand amiral qui réussira si bien dans sa tâche qu'il s'offrira le luxe de défaire la flotte anglaise en 1372 à La Rochelle pour la harceler sur ses côtes), Bertrand Du Guesclin (connétable), Jean Bureau de La Rivière (chambellan), d'Orgemont (chancelier), élu par le Grand Conseil afin de créer l'adhésion et de s'interdire l'arbitraire. Souverain éclairé, il a mobilisé, accordé sa confiance, pour reconquérir peu à peu le royaume et asseoir son autorité. La tâche était immense : chasser l'Anglais (il y parviendra), éliminer la nuisance politique que représentait Charles le Navarrais (un succès consacré à Cocherel : triomphe militaire), installer Charles de Blois en Bretagne (il y connaît l'échec, après une méchante défaite à Auray), éliminer les Grandes Compagnies...

Encourageant un franc fort (monnaie créée le 5 décembre 1360 pour payer la rançon de Jean II) et une lourde fiscalité, il simplifie la comptabilité publique en distinguant les dépenses de l'État de celles de la couronne, ainsi que les impôts et revenus des domaines. C'était là un tour de force !

Par un jeu d'alliances diplomatiques souvent subtil, et aux conséquences parfois lourdes (il marie, aux fins d'un renversement d'alliance de la Flandre, son frère Philippe II le Hardi de Bourgogne à Marguerite de Flandre, parents de Jean sans Peur), il s'efforce de rallier à sa cause les Grandes Compagnies qui avaient accablé le royaume jusqu'à battre son armée à Brignais, en 1362. Sous la bannière de Du Guesclin, elles lui permettront de triompher en Castille. Il sut aussi user d'arguties juridiques. En écho à un appel de seigneurs et villes de

Gascogne refusant certaines mesures du Prince Noir, il cite ce dernier à comparaître devant le parlement de Paris ! Le prince anglais se fâche, déboule, chevauche, cherche l'ennemi dans une guerre d'évitement dont Charles V avait le secret. Il épuise son adversaire.

Il meurt le 16 septembre 1380, à 43 ans, suivant de quelques semaines son fidèle connétable dans la tombe, ainsi que Jeanne de Bourbon, morte en couches de son neuvième enfant, et laissant un royaume convalescent, financièrement affaibli mais recomposé, entre les mains d'un jeune roi de 12 ans, Charles VI qui, après des débuts prometteurs, sombrera dans la folie. Le jour de sa mort, en un dernier effort, il abolit, dans un geste magnanime mais politiquement dangereux pour le dauphin, les fouages (impôt par feu qui survivra sous le nom de « taille » jusqu'à la Révolution), donne ordre de régler ses dettes, et prie Dieu de lui pardonner d'avoir pris le parti de Clément VII, pape élu après Urbain VI, contribuant au grand schisme d'Occident. Le royaume est épuisé, saigné par l'impôt et la guerre d'évitement, mais il a résisté, survécu et s'est recomposé sous l'autorité d'un roi que l'histoire a oublié, rayon d'espoir entre deux prédécesseurs à l'héritage critique, et un successeur qui connaîtra la honte d'Azincourt. Qui dit mieux ?

« Un roi que l'histoire a oublié, rayon d'espoir entre deux prédécesseurs à l'héritage critique, et un successeur qui connaîtra la honte d'Azincourt. »

1368-1422

CHARLES VI

PERDU PAR LA DÉMENCE

Devenu roi à 12 ans, le fils de Charles V le Sage et de Jeanne de Bourbon connaît une enfance difficile, émaillée de crises sociales et de conflits politiques. Sur fond de guerre de Cent Ans, Charles VI reste plus de quarante-deux ans sur le trône de France ; l'un des règnes les plus longs, mais aussi l'un des plus tourmentés de l'histoire du royaume.

Sa vie est en effet rythmée par des crises de démence à répétition qui le privent progressivement de toute autorité. À compter de l'année 1400, ses accès de folie gagnent en intensité et en durée. La France a-t-elle encore un roi ? Le pouvoir réel va être en fait assuré par le duc de Bourgogne

Jean sans Peur, fidèle allié des Anglais... Après avoir été jusqu'en 1388 sous la dépendance de ses oncles, Charles entend régner seul en rappelant les Marmousets, autrement dit les anciens conseillers de son père. Mais c'est sans compter une douloureuse maladie mentale qui le frappe en plein été au cours de la traversée d'une forêt. Le roi est alors âgé de 24 ans. Loin d'être constante, sa démence se manifeste par intermittence. Elle s'aggrave au fil des ans. Même si le roi est plus souvent lucide qu'en proie au délire, la récurrence de son mal discrédite considérablement la fonction royale, réveillant ainsi les factions féodales et les ambitions seigneuriales. À compter de l'année 1408, le Conseil du roi passe sous le contrôle du duc de Bourgogne. Dans les dernières années de son règne, Charles VI devient un roi fantoche.

« Quand il reprend ses esprits, Charles VI est littéralement abasourdi par son geste et implore le pardon du Seigneur. »

Le 4 août 1382, Charles VI s'apprête à mener une expédition punitive contre le duc de Bretagne, Jean IV, allié des Anglais.

Pour la circonstance, le roi est tout vêtu de noir et coiffé d'un chaperon de velours rouge. Il sort à peine d'une fièvre typhoïde. La chaleur est accablante et la petite troupe royale s'enfonce dans la forêt du Mans quand un lépreux, couvert de haillons, vient directement à la rencontre du roi en montrant ostensiblement ses moignons : Charles VI est impressionné par son visage tuméfié. « Ne va pas plus loin, noble roi, lui crie l'inconnu, car on te trahit ». Malgré les remontrances et les avertissements des soldats, le lépreux ne recule pas. Pendant près d'une demi-heure, il ne cesse d'interpeller le roi au sujet des menaces qui pèsent sur lui.

Curieusement, Charles VI l'écoute. Soudain, un incident met le feu aux poudres. Le porteur de la lance royale fait tomber accidentellement son arme sur un casque, provoquant immédiatement chez le roi un accès de folie lourd de conséquences. Pendant plus d'une heure, le roi,

qui est de forte corpulence, s'acharne sur ses propres hommes en les frappant de son épée. Quatre d'entre eux sont occis. Son propre frère, à savoir Louis d'Orléans, échappe de peu à ce délire royal. D'aucuns parlent de psychose maniaco-dépressive. Quand il reprend ses esprits, Charles VI est littéralement abasourdi par son geste et implore le pardon du Seigneur. Six mois plus tard, en janvier 1393, le Bal des Ardents le plonge dans une nouvelle crise de démence, beaucoup plus longue. Au cours d'une mascarade chère à l'esprit de l'époque, le roi et quelques princes se déguisent en bêtes sauvages. Leurs vêtements sont couverts de poix et d'étoupe de lin. La fête tourne brutalement au drame quand une torche s'approche de l'un des « sauvages ». On dénombre plusieurs morts. Ce bal tragique plonge durablement Charles VI dans un nouvel état de démence...

« La maladie mentale chronique du roi entretient les divisions et encourage les opposants. »

Pendant ses accès de démence, le roi ne reconnaît plus personne, passe d'une phase de jeûne à une crise de boulimie, prétend s'appeler Georges et se laisse pousser les cheveux. Quand Charles VI recouvre la raison, il ne se souvient généralement pas de ce qui s'est passé. Il vit reclus derrière les murs du château Saint-Pol.

La maladie mentale chronique du roi entretient les divisions et encourage les opposants. À compter du début du xv^e siècle, la lutte est désormais ouverte entre les partisans de Louis d'Orléans (assassiné en 1407) et ceux du Bourguignon Jean sans Peur. À la lutte nationale menée contre l'occupant anglais se superpose une terrible guerre civile opposant les Armagnacs aux Bourguignons.

Après le désastre de la bataille d'Azincourt (1415), où la piétaille anglaise met en déroute le fleuron de la chevalerie française, Paris tombe aux mains du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, et la Normandie subit le joug de la perfide Albion. Pour couronner le tout, le traité de Troyes (1420) consacre la prépondérance anglaise en faisant d'Henri V de Lancastre l'héritier du trône et le régent du royaume. Charles VI n'est plus qu'un roi fantoche affaibli par la maladie et définitivement exclu de l'échiquier politique...

1395-1456

JACQUES CŒUR

N'EST PAS MADOFF !

C'est dans le commerce des fourrures que la famille Cœur assure sa fortune, dans sa région natale du Berry. Jacques Cœur prend la succession de son père. Il deviendra puissant et une triste affaire le fera chuter.

En 1418, Jacques épouse la fille du prévôt de Bourges, Macée de Léodepart. Par sa belle-famille, il pénètre le milieu des fondateurs de monnaie royale. Trop pressé, il manipule sans doute les teneurs en métal. On l'accuse du crime le plus sérieux : celui de fabricant de fausse monnaie. Il s'en tire – une première fois – avec une simple amende.

« Banquier de la monarchie, il prête au roi 200 000 écus d'or ! Le danger rôde. »

Cette affaire le rend un peu plus prudent. Il se lance dans le commerce en France, comme en Méditerranée. Il s'installe à Montpellier, gagne Marseille à partir de 1432. Son négoce d'épices est en pleine croissance. La richesse est à ses pieds. Il s'associe avec les frères Godart et s'engage dans le commerce maritime international vers l'Italie et l'Afrique. Il transporte tout, marchandises, esclaves, pèlerins, matières premières. Sa réputation est internationale...

Charles VII reconquiert son royaume ; Jacques Cœur investit alors dans les régions que l'ost royal vient de libérer de l'occupation anglaise : Touraine, Normandie, Île-de-France... Il est l'homme d'affaires de grandes villes de négoce, comme à Rouen ou à Lyon. Il investit beaucoup. Il devient un homme proche du roi et accède même – lui, homme de la « société civile » – au poste prestigieux et exceptionnel d'argentier du roi en 1439. Il s'occupe de la gestion du Trésor royal, de l'administration et du développement économique des domaines de la couronne, de l'approvisionnement de la cour en denrées de luxe. Peu à peu, son influence s'étend à la gestion des émissions monétaires, domaine qu'il connaît bien.

À Bourges, il fait construire un palais luxueux, trop luxueux ; royalement impertinent ! C'est le premier hôtel particulier édifié en France par un bourgeois. Il obtient la protection d'Agnès Sorel. Le roi l'anoblit en 1440. Il prend comme devise : « À cœur vaillant, rien d'impossible. » Quelle arrogance ! Il va le payer cher. Ses ennemis se multiplient. En effet, son succès porte ombrage. Il devient – chose dangereuse – le banquier de la monarchie en prêtant au roi 200 000 écus d'or. Il s'attire, par sa richesse et peut-être pour des questions de rivalité amoureuse, la jalousie d'un roi peu reconnaissant. Celle-ci virera à la haine.

Le roi le fait arrêter et emprisonner le 31 juillet 1451. Un procès inique se déroule. Il n'a pas d'avocat pour se défendre. Torturé, il avoue tout : création de fausse monnaie (facile, on l'avait déjà condamné !), conspiration avec le dauphin Louis (le futur Louis XI) et empoisonnement d'Agnès Sorel.

Le jury, évidemment aux ordres du roi, le condamne à la peine capitale. Il n'est pas retenu contre lui le motif d'assassinat de la favorite royale. Le dossier ne serait-il pas si solide que cela ? Jacques Cœur est banni et condamné à une amende démesurée.

Le brillant homme d'affaires est maintenu en prison jusqu'au terme du paiement. Il s'échappe à l'aide de complices, en 1454. Le pape Nicolas V – qui est son ami – l'accueille à Rome. Avec l'accord de Calixte III, le successeur de Nicolas V, Jacques Cœur organise une croisade contre les infidèles en 1455. Il trouve la mort sur l'île de Chio.

Mais l'affaire était vide, les griefs étaient inexistantes, à tel point qu'en 1457, la famille de Jacques Cœur est partiellement réhabilitée par Charles VII. En effet, le roi lui restitue l'hôtel de Bourges et les mines du Beaujolais. Comme quoi, la condamnation n'était due qu'à l'insolent succès d'un homme trop pressé et imprudent, sans doute.

1403-1461

CHARLES VII

LE ROI DE TOUS LES CONTRASTES

Peu de rois de France peuvent prétendre avoir régné aussi longtemps que Charles VII. Et pourtant, peu de souverains ont été, comme lui, aussi décriés et traînés dans la boue de la mémoire. Des centaines d'ouvrages lui ont été consacrés où les concerts de louanges font écho aux stigmatisations les plus amères.

Que faut-il dès lors retenir de la personnalité du fils de Charles VI et d'Isabeau de Bavière ? Mérite-t-il l'étiquette de « Charles le Victorieux » qu'on lui attribue parfois, ou faut-il se cantonner à ne voir en lui qu'une personnalité falote ballottée par les circonstances ? Charles VII a-t-il été ce personnage tortueux, contrasté, sans scrupule, machiavélique et manipulateur, ou a-t-il eu – au contraire – la chance exceptionnelle qu'ont connue certains souverains d'être entouré par des hommes providentiels lui permettant de gouverner par procuration ?

À propos de Charles VII, il apparaît d'ailleurs bien difficile de ne pas évoquer aussi l'influence des femmes, et tout particulièrement celle de Jeanne d'Arc. Mais le parcours de la Pucelle d'Orléans fut trop fulgurant pour pouvoir s'inscrire dans la durée d'un règne de trente-neuf années. C'est au contraire dans cette dernière que s'inscrit l'influence discrète, mais sans doute déterminante, de la belle-mère de Charles VII : Yolande d'Aragon, duchesse d'Anjou et reine de Sicile.

La part d'ombre est cependant trop forte pour que son rôle apparaisse pleinement. À cela, il faut ajouter la présence des hommes talentueux qui entourent le roi : Jouvencel des Ursins, le chancelier, pendant masculin de Yolande en matière de politique ; après la disparition de Jeanne d'Arc, Dunois, bâtard de Louis d'Orléans, s'affirma comme grand capitaine. Avec Jacques Cœur, son grand argentier, Charles VII posa enfin les bases d'un État moderne. En imposant un impôt permanent, ils dotèrent la France d'une structure financière solide. Désormais, le droit monarchique prenait la place du droit coutumier et le roi avait l'assurance d'une force militaire permanente.

Dans le domaine religieux, Charles VII suscita en 1438, à Bourges, la réunion du clergé français afin d'examiner les canons du concile de Bâle. Les amendements publiés par la suite firent du roi de France la « première personne ecclésiastique du royaume ».

« Avec Jacques Cœur, son grand argentier, Charles VII posa enfin les bases d'un État moderne. »

Quoique toujours très influençable, Charles VII maintiendra le cap jusqu'à la fin, malgré la révolte ouverte du dauphin, futur Louis XI. Son « triomphe », doit sans doute beaucoup à cette convergence vers son trône d'influences et de personnalités.

1404-1440

GILLES DE RAIS

MONSTRE OU SORCIER ?

En cette première moitié du xv^e siècle, Gilles de Rais a laissé l'image d'un homme sanguinaire ayant perpétré de nombreux meurtres pour assouvir ses plaisirs, mais aussi pour accroître sa fortune. Et si les faits étaient accompagnés d'une hypothèse très proche des réalités du temps ?

Ce compagnon de Jeanne d'Arc était un des tout premiers barons de France, en tout cas le plus riche de Bretagne. L'histoire veut qu'après une vie de combats, il se soit retiré dans ses nombreux châteaux pour y mener une vie de luxe et de luxure. Son immense fortune ne suffisant pas à assumer ses dépenses, il se serait alors plongé dans les sciences occultes et ésotériques pour y trouver de nouvelles ressources. Gilles de Rais a pratiqué l'alchimie et la sorcellerie !

En ce qui concerne l'alchimie, alors très répandue en Europe où elle est arrivée d'Orient et d'Espagne pendant la période des croisades, raisonnons un peu. Il y a deux sortes d'alchimistes, les souffleurs et les vrais chercheurs. Les souffleurs se contentent de faire un peu n'importe quoi avec tout ce qu'ils peuvent avoir sous la main pour procéder à la transmutation du plomb en or. Ils n'y voient qu'un but avide d'enrichissement.

Les vrais alchimistes, eux, cherchaient à comprendre les principes essentiels de la nature. Pour eux, transmuter le plomb en or n'aurait été que la preuve de leur compréhension totale du mécanisme de la nature et non pas un gain financier.

Gilles de Rais a certainement été un souffleur. Il n'a cherché dans l'art alchimique que la transmutation du plomb en or. On sait qu'il avait été aidé par des alchimistes italiens. Ces pratiques n'étaient pas vraiment condamnables par l'Église. Celle-ci avait vu, au début, la science alchimique d'un bon œil. La plupart des alchimistes étaient ou avaient été religieux, ou du moins avaient été élevés dans des écoles tenues par l'Église.

La seconde pratique de Gilles de Rais, bien plus condamnable aux yeux de l'Église – et de la société –, est d'avoir pratiqué la sorcellerie. Il semble qu'il ait surtout invoqué le diable. Ayant raté sa quête alchimique, le maréchal de France veut entrer en contact avec celui-ci. Il est aidé en cela par son âme damnée (c'est le cas de le dire), nommée Prelati. Ce sorcier, qui l'avait déjà assisté dans ses travaux alchimiques, l'aide à pratiquer les différents moyens d'invocations et de cultes rendus au diable (latrie, dulia, hyperdulia...).

Les séances n'apportèrent pas le résultat escompté, malgré quelques signes diaboliques (vision d'un léopard, coups reçus...), Gilles de Rais en arrive donc, pour plaire au prince des Ténèbres, à des sacrifices humains. La légende ou la vraie histoire commence avec le massacre de centaines d'enfants. Le livre de Huysmans, *Là-bas*, raconte des scènes de meurtres particulièrement effrayantes et sadiques, d'après les témoignages du procès.

« Pour plaire au prince des Ténèbres, Gilles de Rais s'adonne à des sacrifices humains. La légende ou la vraie histoire commence avec le massacre de centaines d'enfants. »

Par ces invocations, Gilles de Rais a vraiment pratiqué la sorcellerie. Il sera d'ailleurs jugé comme sorcier et condamné par l'Église et le pouvoir séculier.

1412-1431

JEANNE D'ARC

DE SES ORIGINES... AU MYTHE

Comment une jeune adolescente de 19 ans, fille de laboureur lorrain et de surcroît analphabète, a-t-elle pu à ce point devenir une figure emblématique de l'histoire de France ? Son épopée est aussi brève qu'extraordinaire. Face à ce prodige, d'aucuns en viennent à nier ses visions et ses guérisons miraculeuses. Loin de lui attribuer une origine modeste, on lui prête une ascendance royale...

La France de ce premier tiers du xv^e siècle est un pays exsangue, occupé par les Anglais et affaibli par ses divisions internes. Au meurtre de Louis d'Orléans en 1407 répond celui du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, douze ans plus tard. En 1420, le traité de Troyes referme le deuxième grand chapitre de la guerre de Cent Ans. Vaincue à Azincourt, la noblesse française fait désormais pâle figure. En d'autres termes, le traité en question subordonne la France à la volonté des Lancastre. Après le succès de ses archers, Henri V* se pose en héritier du royaume et dauphin

Charles se réfugie à Bourges. Pour les Valois, l'avenir apparaît bien sombre. C'est dans ce contexte que naît et grandit Jeanne. Apparemment, rien ne laisse augurer une ascendance royale. Originaire de Lorraine, la future libératrice d'Orléans est fille de Jacques d'Arc et d'Isabelle Romée**.

Dès l'âge de 14 ans, elle entend des voix, en l'occurrence celles de l'archange saint Michel et des saintes Catherine et Marguerite.

« Une jeune Lorraine invulnérable, devineresse et particulièrement à l'aise ? »

Leurs messages ont une étrange connotation politique. Elles demandent ni plus ni moins à une simple jeune fille dépourvue

* Étrange concours de circonstances, Henri V et Charles VI meurent la même année, en 1422. En attendant la majorité du jeune Henri VI, la régence est confiée à Jean de Bedford.

** Contrairement à une opinion largement répandue, son père est un riche laboureur. Le nom de sa mère, Romée, fait référence à un pèlerinage à Rome.

d'instruction de libérer la France de l'occupation anglaise et de faire couronner le « roi de Bourges » dans la cathédrale de Reims. Les nouvelles ne tardent pas à faire le tour de la campagne barroise.

La simplicité et l'humilité de Jeanne n'ont d'égal que son esprit de charité et son extrême piété. On lui attribue aussi des dons de guérisseuse et de devineresse. Elle s'habille comme un garçon et a les cheveux taillés en rond à la hauteur des oreilles. En mars 1429, elle n'hésite pas à se présenter au sire de Baudricourt, capitaine de la petite place de Vaucouleurs. On lui fait part de ses visions et du message du « roi des Cieux ». Dans cette France meurtrie en proie aux doutes, les prophéties vont bon train. Mais Baudricourt ne se fait pas prier : il accepte de conduire la jeune fille au château de Chinon, lieu de résidence du « roi de Bourges », l'infortuné dauphin. Il ne s'agit pas d'une simple randonnée. Pas moins de cinq cents kilomètres séparent Vaucouleurs de la résidence royale construite par Henri Plantagenêt. Le parcours est particulièrement difficile. En d'autres termes, les forêts et les chemins sont infestés de routiers anglais et bourguignons. Mais Jeanne n'en a que faire. Elle est déterminée à transmettre son message et à se battre. « Messire Dieu me fraiera la voie jusqu'au gentil dauphin... »

Après onze jours de marche sans histoires, elle arrive au Grand Carroi en tenant son cheval par la bride. Nous sommes le 6 mars 1429. Dans un premier temps, Charles se méfie et fait patienter « l'élue de Dieu » pendant quarante-huit heures avant de la recevoir dans la grande salle d'audience. Éclairée par cinquante torches, la pièce en question est noire de monde : outre les incontournables huissiers et les dames de la cour, plus de 300 gentilshommes se sont pressés pour apercevoir cette curieuse petite Lorraine travestie en homme. Charles décide alors de la soumettre à plusieurs épreuves*. Si elle est vraiment l'élue du « roi des Cieux », elle n'aura nulle peine à le reconnaître au milieu de ses invités, celui-ci fût-il déguisé en simple gentilhomme. Mais Jeanne n'est pas dupe.

Elle ignore littéralement le comte de Clermont, lequel est censé jouer le rôle du roi.

* Outre celle de reconnaissance du roi au milieu de ses convives, il y a aussi l'interrogatoire des théologiens de Poitiers et celle de la vérification de son pucelage.

« Je reconnus le roi sans l'avoir jamais vu parmi ceux qui l'entournaient, au moyen d'une vision que j'eus à ce moment, accompagnée d'une clarté. » S'agenouillant au pied du vrai Charles, elle déclare : « Dieu vous donne longue vie, gentil dauphin », avant d'ajouter : « Vous recouvrirez votre royaume avec l'aide de Dieu et par mon labeur. De la part de Dieu, je vous dis que vous êtes vrai héritier de France et fils du roi* ». »

Mais les détracteurs du surnaturel et du merveilleux ne peuvent adhérer à cette version. Les questions sont en effet légion. À commencer par son voyage. Sans compter son escorte (trop d'honneur pour une petite paysanne !), comment une simple jeune fille de 17 ans, fût-elle animée de nobles sentiments, a-t-elle pu franchir tant de contrées hostiles sans être occise par les bandes bourguignonnes ? Par ailleurs, la vitesse avec laquelle Charles VII a souscrit aux dires de la « première venue » apparaît étonnante. En l'espace de quelques bribes, Jeanne a su trouver les mots justes et apaiser les doutes du dauphin à propos de sa filiation. Pour les partisans d'une histoire révisée, une seule thèse est possible : Jeanne et le dauphin ont forcément un lien de parenté. Aussi l'enfance de Jeanne et ses voix auraient-elles été inventées de toutes pièces...

Unique, insolite, fabuleux, le destin de la Pucelle de Domrémy a de quoi surprendre. Loin de la considérer comme une Bernadette Soubirous en armure, ses détracteurs lui octroient une ascendance princière. D'aucuns s'étonnent en effet du sens aigu de l'art militaire de Jeanne, de sa familiarité avec l'entourage royal ou encore de son affection particulière pour le bâtard d'Orléans, Dunois. En d'autres termes, on la soupçonne d'être la fille du duc d'Orléans et d'Isabeau de Bavière (en bref, la demi-sœur du roi). Mais admettre cette thèse royale serait faire fi de l'âge réel de Jeanne. Sur ce point, tous les témoignages concordent. À son arrivée à Chinon, Jeanne n'affiche pas plus de 17 ans ! (Elle est née en 1412.) Or, son père supposé, à savoir le duc d'Orléans, a été assassiné en 1407, soit cinq ans plus tôt. Cette année-là, Isabeau de Bavière aurait même accouché d'un enfant mort-né.

Le mystère de Jeanne d'Arc demeure donc entier. Ce qui rend son épopée d'autant plus belle...

* Charles VII est en effet obsédé par le problème de sa filiation. Selon Jeanne, il est bien le fils de Charles VI le Fou.

1423-1483

LOUIS XI

TOUJOURS EN GUERRE CONTRE CHARLES LE TÉMÉRAIRE

Louis XI avait comme ennemi intime Charles le Téméraire. Pourtant, à regarder de plus près, on s'aperçoit que le Téméraire s'est perdu seul, plus que le roi de France ne l'a vraiment harcelé. On peut dire que le caractère violent et impulsif de Charles sera à l'origine de sa perte. Louis XI n'aura plus alors qu'à « se baisser pour ramasser son triomphe » !

Devenu roi à un âge avancé – 38 ans –, Louis XI est un homme à la santé fragile, comme son père. Très secret, il s'entoure de conseillers qui sont ses amis, tels Olivier le Daim, Philippe de Commines ou Jean Bourré. C'est un homme sans pitié qui n'hésite pas à abandonner ses alliés s'il se sent lui-même menacé (par exemple les malheureux Liégeois), voire à sanctionner les traîtres par les peines les plus sévères (ainsi en sera-t-il du connétable de Saint-Pol, que Charles le Téméraire a imposé à la tête de l'armée royale en 1465, et qui sera décapité, ou du cardinal Balue, accusé d'avoir trahi le roi au profit de Charles le Téméraire, enfermé onze longues années à Loches, à Plessis-Lès-Tours et enfin à la Bastille). Très malin, redoutable calculateur, prenant en compte la mesure du temps, il se révèle un redoutable adversaire pour le Téméraire, dont la situation n'est pas si favorable. Son royaume est en effet totalement éclaté entre une partie septentrionale comprenant le nord de la France et le Benelux actuel, et une partie méridionale incluant la Franche-Comté et la Bourgogne.

« Sous Louis XI, l'état de l'économie s'améliore grandement pour la première fois depuis la fin de la guerre de Cent Ans. »

Il ne peut donc survivre sans s'assurer d'une libre circulation entre les deux au travers du duché de Lorraine.

Le roi ne cesse de chercher à imposer l'autorité royale et appelle la plupart des grands procès. Il poursuit la réorganisation de l'armée royale (en particulier les corps de francs-archers) et trace de nombreuses routes. Il fait preuve d'une grande dureté dans la

perception des impôts, tant le besoin de financement est important. Aussi n'est-il guère populaire, ce qu'il peut constater lors de ses fréquents déplacements.

En revanche, Louis XI est très attentif à l'état de l'économie. Celle-ci s'améliore depuis la fin de la guerre de Cent Ans. Il favorise le développement de la bourgeoisie des villes (toujours sa haine de la noblesse), la foire de Lyon, l'installation d'une industrie de la soie encore à Lyon, l'établissement de la première imprimerie parisienne à la Sorbonne. Il encourage la culture du blé, interdit la saisie des matériels agricoles pour dette et fait enfin venir d'Espagne et d'Italie des paysans pour repeupler le pays.

Sur le plan politique, la partie commence mal pour Louis XI. De même qu'il avait conduit les féodaux contre son père, ces derniers se révoltent contre lui à l'instigation de Charles le Téméraire.

En 1452, alors qu'il n'est que comte de Charolais, Charles le Téméraire réprime avec une violence et une brutalité extrêmes le soulèvement des Flamands. Ce sera l'origine de sa première brouille avec Louis XI. Le ton est donné. Les deux adversaires ne se feront plus de concessions. Mais Louis XI laisse venir ! Dans sa fougue, Charles le Téméraire n'hésitera pas à défier le roi de France dans le cadre de la ligue du Bien public, en lui livrant bataille à Montlhéry (1465) et en faisant le siège de Paris. Ainsi contraint-il le roi à signer les traités de Saint-Maur-des-Fossés et de Conflans, par lesquels il récupère la Picardie et la ville de Boulogne.

Il devient duc de Bourgogne en 1467 et n'a qu'un objectif : conquérir la rive gauche du Rhin afin de faire la jonction entre ses terres de Bourgogne et ses terres de Flandres. Il continue à harceler Louis XI, et même l'humilie lorsqu'il l'oblige en 1468, après l'entrevue de Péronne, à signer un traité où le roi lui cède la Champagne et la Brie. Il va jusqu'à le contraindre à assister à la répression des révoltés liégeois.

Or, le roi avait lui-même incité ce soulèvement. En fait, Charles le Téméraire n'a qu'un but : faire trébucher Louis XI pour tenter de lui voler le pouvoir.

Il sait que, tôt ou tard, le Bourguignon, à force de faire des alliances et de les défaire, finira par avoir des revers. Louis XI a raison. Les échecs commencent. Ce sera d'abord le siège de Beauvais (1472), puis ensuite celui de la ville rhénane de Ness, que le Téméraire est obligé d'abandonner à l'empereur Frédéric III après dix mois de siège. Tout va mal ! Les Alsaciens se soulèvent. Puis c'est au tour des Bernois. Il part en guerre contre eux, mais est battu à Grandson et à Morat, où son armée est exterminée (1476).

L'année suivante, avec une nouvelle armée, il envahit la Lorraine et fait le siège de Nancy. Louis XI l'a suivi de loin ; il est à Lyon et aide les Lorrains à résister à Charles. Ceux-ci, associés aux Suisses, vont tailler en pièces les Bourguignons à Bouxières-aux-Dames, près de Metz. Charles le Téméraire trouvera la mort au cours de ces batailles lors de la sortie de la garnison suisse de Nancy.

Selon la légende, on a retrouvé le corps du « Téméraire » trois jours après la bataille, à moitié dévoré par les loups. Louis XI avait gagné. Il n'avait fait que laisser Charles le Téméraire se lancer à corps perdu dans des batailles sans fin destinées à satisfaire son orgueil, en espérant qu'il fasse une faute. Il la fit et en mourut.

« Charles le Téméraire n'a qu'un but : faire trébucher Louis XI pour tenter de lui voler le pouvoir. »

Définitivement vainqueur, Louis XI traite en 1482 avec l'empereur Maximilien d'Autriche, qui a épousé dès 1477 la fille du Téméraire, Marie de Bourgogne, et qui l'a vaincu militairement à la bataille de Guinegatte en 1479. Le traité d'Arras reconnaît la souveraineté française sur la Bourgogne et la Picardie. L'année précédente, la France s'est agrandie non seulement de l'Anjou, mais également du Maine et de la Provence. C'est donc un pays considérablement élargi que laisse Louis XI à son successeur. La fin du roi, perclus de douleur (il souffre d'hydropisie), est difficile. Il vit enfermé en son château de Plessis-Lès-Tours, attendant la mort avec appréhension. Son fils, le dauphin Charles, n'étant âgé que de 13 ans, c'est Anne de Beaujeu, sa fille, qui assure la régence.

1431-1463

FRANÇOIS VILLON

BAUDELAIRE OU PRÉVERT DU MOYEN ÂGE ?

François de Montcorbier, dit Villon, né en 1431 à Paris, mort en 1463, est « le » poète français de la fin du Moyen Âge, probablement l'auteur de La Ballade des pendus. Sa vie est remplie de zones d'ombre. Mais est-il vraiment le précurseur des « poètes maudits » ?

De tous les poètes du Moyen Âge, François Villon est sans conteste le plus emblématique. Il n'est peut-être pas le plus doué, mais il est celui dont la vie a été la plus mouvementée. Contestataire, aventurier, brigand, révolutionnaire et assassin, Villon est une légende du Moyen Âge, dont même la mort prématurée, en 1463, contribue à la construction du mythe.

Né François de Montcorbier, fils d'une famille d'origine modeste, il est très vite recueilli par le chanoine Guillaume de Villon, celui qu'il qualifiera, dans *Le Grand Testament*, de « plus que père ». Sous la coupe de ce dernier, François est un élève doué et appliqué. Maître ès arts dès 1452, il se tourne alors vers la théologie. Mais les grèves estudiantines du milieu du xv^e siècle le détourneront de ses études. Il rencontre à cette occasion le milieu criminel de Paris. Il va même jusqu'à s'acoquiner avec les « coquillards », une bande de malfrats tristement célèbre à l'époque. Il entame auprès d'eux une carrière de bandit qui le mènera à plusieurs reprises en prison.

Ce sont sans doute ces expériences judiciaires et la chance d'avoir été gracié, par Charles d'Orléans et Louis XI, qui ont donné à François Villon un attrait particulier pour les *Testaments*.

Que ce soit dans *Le Lais* ou dans *Le Grand Testament*, il publie ses dernières volontés, ses regrets et de nombreux legs de propriétés imaginaires. François Villon est sans aucun doute « le premier poète à la moderne » (Suarès).

« L'homme est donc bien foi et infâme. »

Son expérience et sa sincérité lui permettent d'éviter les conventions de ses contemporains. Décrite par Marot (1533), son œuvre ne connaîtra le succès que bien plus tard. Au XIX^e siècle, Rimbaud, Gautier ou Nerval, puis plus tard Brecht, Cendrars ou même Brassens, lui redonneront ses lettres de noblesse.

1454-/

JEANNE HACHETTE

UN MYTHE DE LA FRANCE QUI GAGNE

En 1472, la contre-offensive bourguignonne est bloquée devant Beauvais, où se distingue Jeanne Hachette, qui est secourue par les troupes royales commandées par Antoine de Chabannes, l'un des plus proches compagnons de Louis XI. Mais qui est cette femme leader de la révolte des Beauvaisiens, symbole de la France qui résiste et qui gagne ?

Fils de Philippe le Bon (1396-1467), Charles le Téméraire avait l'amour du pouvoir et voulait réunir en un ensemble continu ses terres du Nord, la Flandre, la Hollande, l'Artois, le Hainaut, le Brabant, le Luxembourg, avec celles du Sud, la puissante Bourgogne, le Nivernais, la Franche-Comté... Ses ambitions étaient grandes et il songeait également à la Lorraine, à l'Alsace et aux cantons suisses. Il se voulait roi des Alpes à la mer du Nord... Louis XI (1423-1483) fut son adversaire constant et puissant*, refusant sans cesse la constitution d'un État bourguignon fort dont l'alliance avec l'Angleterre serait désastreuse, d'autant que la mère de Charles le Téméraire, Isabelle du Portugal**, était issue des Lancastre. Le contexte était réuni pour que les Beauvaisiens, le 27 juin 1472, commencent une résistance héroïque face aux attaques de l'armée du Téméraire.

* Le roi Louis XI était le lointain cousin de Charles le Téméraire ; leur ancêtre commun étant Jean II le Bon (1319-1364).

** Isabelle du Portugal aimait tendrement son fils Charles et trouvait que le surnom de « Téméraire » lui allait mal. En effet, elle le savait fragile et vulnérable.

En cette ville résidait Jeanne Laisné, née vers 1454, fille de paysans. Pierre* et sa mère la Maroie sont venus vivre à la ville ; Jeanne y travaillait comme briseresse de laine. D'autres auteurs supposent qu'elle serait la fille de Jean Fourquet – un bourgeois de la ville, ancien officier supérieur des gardes du palais de Louis XI, mort à la bataille de Montlhéry en 1465 – et qu'elle aurait été adoptée par dame Laisné.

« Avec les femmes de Beauvais, braves, crânes, hardies, Jeanne soutenait les combattants ; puis les rejoignit en jetant des pierres et de l'huile bouillante sur les soldats du Téméraire. »

Le siège de Beauvais effraya la jeune Jeanne, qui savait que les armées du Téméraire ne faisaient pas de quartiers. Affolée, elle alla demander à la patronne de Beauvais, sainte Angadrême, de protéger la ville. Elle trouva dans la prière la force et le cran d'entraîner ses compagnes à repousser l'ennemi. Avec les femmes de Beauvais, braves, crânes, hardies, Jeanne soutenait les combattants ; puis les rejoignit en jetant des pierres et de l'huile bouillante sur les soldats du Téméraire. Jeanne Laisné, « sans arme, ni bâton », réussit à enlever un étendard à un Bourguignon...

Le tout sans aucune hachette. Mais, alors, d'où vient le mythe de la hachette ? « C'est un historien du XVII^e siècle, qui avait la tête pleine de mythologies grecque et latine, qui a fait de Jeanne une amazone (femme guerrière armée d'une petite hache à double tranchant) et l'a carrément appelée Hachette**... » Le surnom traversa les âges.

Le siège fut levé le 22 juillet et les troupes de Charles le Téméraire se dirigèrent vers la ville d'Aumale, détruisant tout sur leur passage. Beauvais et ses femmes guerrières ne tombèrent pas pour autant dans l'oubli. Louis XI, reconnaissant, insistera sur l'action « de si grant audace, constance et vertu de force des femmes de la ville ». Il décidera, en 1473, que chaque année, le jour de la sainte Angadrême, aurait lieu une procession solennelle, dite de l'Assaut, et que ce jour-là les femmes auraient le pas sur les hommes et auraient le droit de « se parer, vestir et aourner comme bon leur semble*** ».

* Pierre portait le surnom de « Fourquet ». Ouvrier lainier, il travaillait avec des forces (ciseaux servant à tondre les moutons), qui se dit *fourques* en patois picard.

** Explications du Beauvaisien Henri Fromage, président de la Société française de mythologie.

*** Lettres patentes adressées par Louis XI en juin et août 1473.

Jeanne épousa Colin Pilon et eut cinq enfants : Ysandre, Chrétien, François, Emma et Anne. Une lettre patente de Louis XI leur accorda diverses exemptions d'impôts et de charges pour sa conduite durant l'assaut. On ne connaît pas la date de sa mort. C'est à partir du XVII^e siècle que les historiens lui donnent le nom de « Hachette », la parent du fameux étendard arraché à un Bourguignon et la célèbrent comme une héroïne française.

1476-1524

BAYARD

FIGURE POUR LES ÉCOLIERS FRANÇAIS

Il y eut Roland à Roncevaux, sainte Geneviève à Paris, Charles Martel à Poitiers, Jeanne d'Arc à Orléans, Du Guesclin en Espagne, Surcouf et les Anglais, Bonaparte au pont d'Arcole... Il y a Bayard au pont de Garigliano. Une galerie de légendes, c'est l'histoire de France qu'apprenaient autrefois les écoliers de la laïque comme de la catholique.

Cette histoire était enjolivée de faits d'armes, de dévouement, de sacrifices frappés du sceau du courage et de l'honneur (même si étaient tues les atrocités guerrières et la litanie des souffrances...), de panache et d'audace, qualités qu'on prête de nos jours aux seuls sportifs, mais que l'histoire moderne a tendance à brouiller. Perdre de vue ces héros, c'est un peu se séparer (pour emprunter à la sémantique sportive) de quelques « fondamentaux » de notre société.

Né en 1476, de petite noblesse, au château de Bayard, dans le Dauphiné, Pierre Terrail entre au service du duc Charles I^{er} de Savoie à l'adolescence, avant de rejoindre les rangs militaires de Charles VIII, dont les appétits italiens offrirent au valeureux soldat l'occasion de s'illustrer. Pareil destin n'eût peut-être pas fleuri en temps de paix. Remarqué dès la campagne de Naples, en 1494, il se distingue à Fornoue le 8 juillet 1495, au point d'y être adoubé chevalier. On lui accorde une vaillante résistance face à cinquante ennemis, déséquilibre réglementaire pour passer à la postérité des manuels d'histoire.

La campagne dans le Milanais de 1499 en fait un prisonnier, événement plutôt bienvenu dans une enluminure biographique. Libéré sans s'évader, il rejoint Louis XII et combat les Sforza ; il participe ensuite à la difficile campagne en Pouilles (1501), puis à celle de Naples. Entre-temps, c'est l'épisode épique du pont de Garigliano : ils ne sont plus cinquante, mais deux cents, pas italiens mais espagnols et, n'en doutons pas, certainement aussi farouches. Capoue est prise, Naples investie, le traité signé. L'illustre chevalier poursuit son aventure italienne : Gênes (1507),

Agnadel (1509), Bologne, puis la prise de Brescia (1512) aux côtés de Gaston de Foix. C'est à Ravenne que meurt ce dernier – son compagnon –, au champ d'honneur.

Puis vint Marignan (1515) où l'on voit, depuis cinq siècles, un roi, à genoux, vainqueur inespéré des Suisses, adoubé chevalier par le plus célèbre de ses guerriers, immortalisant à jamais la soumission du pouvoir à la valeur militaire et au courage. Il sera encore honoré bien plus tard, devenant chevalier de l'ordre de Saint-Michel, patron du royaume de France. En 1521, dépourvu de moyens, il lutte contre les Impériaux. Il se retire puis, de nouveau appelé par le devoir, meurt au champ d'honneur le 30 avril 1524.

Il sut mourir avec panache. Ayant contenu l'invasion dans la région de Mézières, il avait prêté main-forte à Bonnivet, contraint d'évacuer l'Italie après la défaite de la Sésia. Alors que le connétable de Bourbon le réconfortait de ses blessures, il lui répondit :

« N'ayez pas pitié de moi, Monseigneur ; moi, j'ai pitié de vous qui servez contre votre prince, votre patrie, votre serment... »

C'est ainsi qu'il naquit dans notre légende commune et passa à la postérité. Blessé en 1512 et en 1521, prisonnier, valeureux, le plus souvent vainqueur, il serait – selon certains – l'exemple de l'éthique guerrière. Mais la guerre reste la guerre, un champ d'atrocités. Il marqua son temps, mais aussi le nôtre. Il a sans doute été un guerrier cruel, comme l'étaient ceux de son époque. Il reste encore de nos jours une stature dont nous cherchons avec peine un équivalent...

1476-1531

LOUISE DE SAVOIE

PREMIER SOUTIEN DE FRANÇOIS I^{ER}

Formée par Anne de Beaujeu, Louise de Savoie n'a pas froid aux yeux. Son rêve de voir son fils couronné roi de France se réalise miraculeusement, Louis XII étant mort sans héritier mâle.

Le nouveau roi François I^{er} décide de s'engager dans les guerres d'Italie, il confie la régence à sa mère Louise. Elle s'en acquitte avec autorité. Rien ne lui résiste : elle fait déshériter le connétable de Bourbon qui repousse ses avances et exécuter le premier trésorier de France, Jacques de Semblançay, qui a refusé d'accroître ses contributions.

Après la capture du roi, à l'issue du désastre de Pavie, elle reprend seule les rênes du pouvoir. Elle parvient à le faire libérer contre rançon (traité de Madrid de 1526), tout en reconstituant l'armée. La guerre ayant repris entre Charles Quint et François I^{er}, elle réussit à signer la « paix des Dames », la paix de Cambrai, en 1529.

Elle meurt en 1531, non sans être à l'origine du mariage très politique de François I^{er} et d'Éléonore de Habsbourg, la sœur de Charles Quint. Son fils, qui lui doit tant, ne se dérange pas pour la veiller.

1477-1514

ANNE DE BRETAGNE

DU DUCHÉ AU ROYAUME

Duchesse à 11 ans et reine à 14 ans, Anne de Bretagne use de tous les moyens politiques et militaires pour préserver son duché de l'annexion française. Mariée successivement à deux rois de France, elle reste avant tout bretonne. D'une certaine façon, elle sacrifie sa vie de femme sur l'autel de son duché. Quand elle meurt en 1514, son corps est inhumé à la basilique Saint-Denis, mais son cœur est transféré à Nantes...

Disgracieuse et boiteuse, un nez trop long et des yeux trop bridés, Anne de Bretagne est aux antipodes de la beauté. Et pourtant, la fille de François II et de Marguerite de Foix ne manque pas de succès. Reconnue héritière du duché dès l'année 1486 par les états de Bretagne, son histoire est inextricablement liée à la fin de l'indépendance bretonne. Quand son père meurt en 1488, Paris et Vienne se tournent vers Nantes. Au-delà de la personnalité même de la fille de François II, c'est bien sûr le duché de Bretagne qui est l'objet de toutes les convoitises...

« De l'impasse militaire à la carte autrichienne, ou la guerre des deux Anne. »

Face aux ambitions exprimées par les Valois, son père n'hésite pas à jouer la carte de la contre-alliance en se rapprochant de l'Angleterre, mais aussi de la Bourgogne de Charles le Téméraire et du Saint Empire de Maximilien. Au lendemain de la mort de Louis XI, François II défie ouvertement Paris et la régente Anne de Beaujeu* en se compromettant dans la Guerre folle. On peut sans ambages parler de seconde guerre de succession de Bretagne. Malgré le soutien de Louis d'Orléans**, le conflit tourne rapidement en faveur des troupes loyalistes de Charles VIII, alors tout juste âgé de 18 ans.

Le 27 juillet 1488, la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier consacre la déroute des forces coalisées (bretonnes et orléanistes) devant les Français de Louis de la Trémoille. Louis d'Orléans est emprisonné. Pour couronner le tout, le traité du Verger, signé moins d'un mois plus tard, engage le duc de Bretagne à renoncer à marier ses filles sans l'assentiment du roi de France. Quand François II décède quelques semaines plus tard, Anne de Bretagne est alors âgée de 11 ans. Elle ne peut rêver de pires conditions de succession. L'armée bretonne défaite, ses tuteurs espèrent encore sauver le duché de l'emprise française en tendant la main à Maximilien d'Autriche. En décembre 1490, elle épouse le roi des Romains par procuration. Mais c'est sans compter la détermination de Charles VIII. Intervenant au-devant de son armée, le successeur et fils de Louis XI assiège la duchesse de Bretagne devant Rennes.

* Madame la Grande, la surnomme-t-on. « La moins folle femme du monde, car de sage je n'en sais point », disait d'elle son père Louis XI.

** Futur Louis XII, lequel appuie les nobles contre le pouvoir autoritaire de sa cousine Anne de Beaujeu.

Devant le soutien symbolique de l'Angleterre et de la Castille à la Bretagne, l'issue du conflit ne fait pas de doute. Après avoir capitulé devant les forces royales, la jeune femme est obligée de renoncer à son union avec Maximilien, avec l'assentiment du pape. Résultat : le 6 décembre 1491, Anne de Bretagne se voit contrainte d'épouser Charles VIII au château royal de Langeais.

Pour l'Autriche, c'est un véritable camouflet ; Maximilien n'hésite pas à parler d'enlèvement. Les jours du duché de Bretagne sont désormais comptés...

La double humiliation politique et militaire de la fin de l'année 1491 porte en germes la future annexion de la Bretagne par François I^{er} (1532). Avec le mariage forcé de Langeais, une union personnelle entre le duché et le royaume est scellée. Sous couvert d'assurer la paix entre les deux entités dynastiques, le contrat de mariage place la Bretagne sous la menace d'une absorption par le royaume limitrophe. La monarchie française a désormais des droits sur la Bretagne, comme l'atteste la formule du mutuel abandon, laquelle autorise le dernier survivant du couple à hériter du duché. Il est aussi stipulé qu'en cas de décès du roi sans héritier, Anne de Bretagne doit rester veuve ou épouser le successeur de Charles VIII. La malédiction s'abat alors sur le couple royal. Des quatre enfants qui naissent de l'union de 1491, pas un ne survit*. Charles VIII lui-même disparaît à l'âge de 27 ans**. Une mort non digne d'un roi et qui flirte avec le ridicule. Loin de périr les armes à la main au cours d'une vaillante campagne d'Italie, le successeur de Louis XI est victime d'un terrible accident au château d'Amboise. Aux dires des témoins, il serait décédé après avoir heurté violemment le linteau d'une porte basse. Quoi qu'il en soit, la période de veuvage de la reine est de courte durée. Dès le mois de janvier 1499, Anne de Bretagne se remarie à Nantes avec le roi Louis XII, l'ancien allié du duché lors de la Guerre folle de 1488***. « Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans », lui prête-t-on comme propos. Loin de chercher à inquiéter l'entourage d'Anne de

* Le moins malchanceux meurt à l'âge de 3 ans.

** Charles VIII est de sept ans l'aîné d'Anne de Bretagne.

***Après la fin de la régence d'Anne de Beaujeu et la victoire du fils de Louis XI dans la Guerre folle, Louis d'Orléans (Louis XII) est libéré de prison. Il s'ensuit une réconciliation avec son cousin.

Beaujeu, le nouveau roi, surnommé « le Père de son Peuple », entend respecter la continuité monarchique. L'un de ses soucis est assurément de préserver les liens entre le duché et le royaume. Après avoir fait annuler son premier mariage avec Jeanne de Valois, Louis XII épouse la veuve de Charles VIII.

Les conditions de ce second mariage sont plus favorables à la fille de François II. Anne redevient ainsi l'héritière de son duché, lequel bénéficie désormais d'une certaine autonomie. Qui plus est, Louis XII s'engage à ne pas réviser les institutions dudit duché. Après huit ans d'éclipse, Anne peut ainsi s'enorgueillir de redevenir duchesse de Bretagne tout en conservant le titre de reine de France*.

De cette seconde union naissent huit enfants, dont deux seulement survivent. Il s'agit de deux filles, répondant aux noms de Claude et de Renée de France. Anne reste cependant bretonne avant tout. Pire encore, elle lorgne toujours du côté de l'Autriche pour préserver l'indépendance de son duché. Preuve en est le seul traité de Blois. Conclu en 1504, il confie sa fille Claude à Charles de Luxembourg, le futur Charles Quint. La réaction de Louis XII ne se fait pas attendre. Annulant ledit traité, il rédige un testament où il exige clairement le mariage de sa fille Claude** avec François d'Angoulême, le futur François I^{er}. Pour entériner ses décisions, Louis XII convoque les états généraux. Par dépit, Anne entreprend un pèlerinage dans son propre duché. Malgré tous ses efforts et son influence manifeste sur son mari, elle ne réussit pas à faire fléchir Louis XII.

« Duchesse avant
d'être reine :
Bretonne avant
d'être Française. »

Anne de Bretagne pense alors à sa seconde fille, Renée. Elle espère la marier rapidement et lui donner le duché en dot.

* Elle se doit de soutenir la politique de la France, laquelle s'engage en Italie. De son côté, Louis XII est également affublé du titre de duc de Bretagne.

** Elle hérite du duché à la mort de sa mère en 1514. Louis XII meurt un an plus tard.

Mais la duchesse de Bretagne n'a pas le temps de mettre ses projets à exécution. Rattrapée par la maladie, elle meurt à l'âge de 37 ans. Le duché de Bretagne ne devait lui survivre que dix-huit ans*...

1483-1553

RABELAIS

L'IMPERTINENCE ET LA RAISON

« [...] Mille aultres petites joyeusetez toutes véritables. Ce sont belles besoignes » (Pantagruel), promettait le « savant et gentil Rabelais » (Guillaume Budé). Tel est Rabelais : gai et sage ; excessif et mesuré ; docte et libre. Son écriture est novatrice, son imagination fleurie. Il reste pour tous et chacun un modèle littéraire longtemps mis à l'index.

Ce géant du verbe haut a une pensée aussi dérisoire et insolite que profonde et réfléchie, l'un n'allant souvent pas sans l'autre. Il est né fils d'avocat à la Devinière, près de Chinon. Selon certains auteurs, c'était en 1483 (selon un « épitaphier » de l'église Saint-Paul à Paris, en laquelle furent célébrées ses funérailles), selon d'autres (comme Abel Lefranc), ce fut en 1490, voire en 1494. Il entre en 1511 chez les Franciscains d'Angers. Il rejoint Fontenay-le-Comte (que fréquentèrent Érasme et Calvin) afin d'y étudier le droit et d'exceller en grec (il traduira Hérodote). Membre d'une petite société, essentiellement masculine, de savants et d'érudits maniant le droit, la morale et la philosophie, il y fréquente André Tiraqueau, juriste célèbre auquel il dédiera certains écrits. Rabelais y échange avec Guillaume Budé, helléniste de haute qualité, à la grande désolation de son autorité hiérarchique, qui lui retirera ses ouvrages jugés licencieux : il est temps de quitter les Franciscains !

Accueilli en 1524 par les Bénédictins, sur autorisation du pape Clément VII, il entame une longue série de voyages (Bordeaux,

* Rattachée au royaume de France en 1532, la Bretagne jouit encore d'une relative autonomie. Elle conserve ainsi son parlement, ses États et ses institutions judiciaires.

Toulouse, Orléans), prenant les habits de prêtre séculier à Paris pour s'inscrire le 17 septembre 1530 à l'université de médecine de Montpellier.

Il devient bachelier le 1^{er} novembre et, dès 1531, assure l'enseignement d'Hippocrate et de Galien. Stupéfiante promotion qui en dit long sur les connaissances universelles de l'homme.

Médecin en 1532 à l'hôtel-Dieu à Lyon, il en sera exclu en 1535... en raison d'absences répétées révélatrices d'une négligence des intérêts du service, selon la direction, tout autant que des ambitions des nombreux impétrants qui se livrent querelle pour la succession. On récompense toujours mal l'indépendance et la curiosité.

« Mieux est de ris que de larmes escrire, pour ce que rire est le propre de l'homme. » (« Aux lecteurs », *Gargantua*)

Cet esprit génial et encyclopédique s'adonne à l'écriture et, sans doute pour les foires d'automne de Lyon en 1532, il publie *Pantagruel* sous l'anagramme d'Alcofibas Nasier. On n'est jamais trop prudent. À juste raison puisque le roman sera condamné comme « obscène » par la Sorbonne en 1533, et l'édition définitive de 1542 expurgée des propos désagréables à l'adresse des rois et des Écritures. Il publie au début de l'année 1535 un *Almanach* dans lequel il conteste la possibilité de la divination.

Le premier roman sera suivi, entre 1534 et 1535, de *Gargantua* (père de Pantagruel, premier héros !), fils de Grandgousier, lequel est si admiratif de l'intelligence de son fils qu'il veut pour celui-ci la meilleure éducation (thème permanent). Rabelais

« Condamné pour *Pantagruel*, absous par le pape Paul III. »

livre son talent après avoir averti le lecteur : « Amis lecteurs, qui ce livre lisez / Despouillez vous de toute affection / Et, le lisant, ne vous scandalisez ». Satire de l'éducation de l'homme, farce réformatrice de la guerre, c'est un chef-d'œuvre. Le récit des combats de Gargantua et Picrochole est savoureux, l'armée pléthorique. La tactique obéit à des considérations à faire blêmir – à travers le temps – Napoléon et Clausewitz : « La nature et la constitution des Français est telle qu'ils n'ont de valeur qu'au premier assaut. Ils sont alors pires que des diables ; mais s'ils temporisent, ils valent moins que des femmes. » Reconnaisant en la bravoure du fidèle frère Jean, moine batailleur

et frondeur, Gargantua propose à celui-ci de bâtir une abbaye et de l'entretenir à Thélème... sans murailles, mixte, sans ordre ni louanges des heures...

La publication de *Pantagruel* vaut à Rabelais la condamnation tandis que la protection (accordée à l'écrivain ou au médecin ?) de l'évêque, bientôt cardinal, Jean Du Bellay, lui vaut en 1536, sous l'autorité du pape Paul III, d'être absous d'avoir défroqué, d'être autorisé à reprendre sa place dans tel monastère qui l'accepterait et d'être admis à exercer la médecine. Docteur en médecine, diplômé de Montpellier en 1537, sa réputation traverse le royaume, lui valant reconnaissance et protection. Père d'un enfant, Théodule, mort à l'âge de deux ans, ses enfants François et Junie, bâtards, sont légitimés par Paul III en 1540. Il deviendra maître des requêtes du roi en 1543, profitant toujours de ses hautes protections, nonobstant son indépendance... littéraire.

En 1545, François I^{er} lui accorde le privilège et le monopole (sous peine de confiscation des ouvrages) d'imprimer librement ses livres pendant dix ans. Cela n'a pas de prix et, légitimement inquiet à la mort du roi, il en obtient la reconduction par Henri II en 1550. Le souverain savait ce qu'il faisait, évoquant la requête de « notre cher et bien aymé » Rabelais, ses publications en grec, latin, français et protégeant « mesmement certains volumes des faits et dictz héroïques de Pantagruel non moins utiles que délectables ».

Il faut imaginer ce qu'en ce temps signifie une si auguste protection accordée par un roi ô combien catholique, qui en fut bien loué. Le *Quart Livre* débute par un envoi au cardinal de Chastillon, autre puissant protecteur, vantant le « souvenir éternel » du défunt roi François et les qualités de son fils Henri « si bon, si vertueux, si béni des cieus (veuille Dieu nous le garder longtemps) ». Pas moins, et ça ne coûte pas cher... Exilé à Metz en 1546, il publie, enfin sous son nom en tête du roman, le *Tiers Livre*, enquête sur le bien-fondé du mariage de Panurge, inapte au dialogue et à l'échange généreux, que les théologiens qualifieront de « farci d'hérésie ». On y découvre de sages conseils matrimoniaux que Panurge n'entend pas faire siens : « Il convient de s'y engager au hasard, les yeux bandés, baissant la tête, baisant la terre, et pour le reste recommandant son âme à Dieu, à partir du moment où l'on veut s'y engager. »

Sur ce, Panurge va consulter. Rabelais y décrit le Pantagruélion, plante vantée par l'auteur pour ses infinies vertus : médicinales, fortifiantes, euphorisantes, ressemblant au chanvre, mais empruntant aux qualités calorifuges de l'amiante, tant et si bien qu'il le surnomme aussi « asbeston ».

En 1552 est édité le *Quart Livre*, dont les premiers chapitres avaient été écrits et publiés à Grenoble dès 1548 (longue gestation, souvent commune aux grands écrivains). Ce dernier ouvrage est la translation de voyages extraordinaires et comiques (« Voir le Monde ? Exactement. Joyeusement ? Exactement. ») entamés à Thalasse, localité proche de Saint-Malo (Saint-Cast ? Cancale ?), à bord d'un navire amiral baptisé *Thalamège*, dont l'enseigne n'était autre qu'une bouteille. On y trouve : la découverte des échanges généreux, la détection du commerce du même type, l'expression de l'égoïsme (la pleurnicherie de Panurge – pourtant audacieux dans le *Tiers Livre* – dans la tempête, résistant aux injonctions de frère Jean, est un instant unique du roman...), la vraie foi des humbles face à l'idolâtrie. Ce sera là son dernier roman à la paternité incontestée. Trois textes paraîtront : en 1562 ce sera *L'Isle sonante*, en 1564 *Cinquième Livre*, et en 1564 *Comment furent les dames lanternes servies à soupper*, manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale. Depuis toujours, l'attribution du *Cinquième Livre* est contestée à l'auteur.

Titulaire des cures de Meudon et de Saint-Christophe-du-Jambet, il les résigne en 1552 et meurt à Paris en 1553, rue des Jardins. Ronsard écrira :

« Mais la mort qui ne boivoit pas
Tira le beuveur de ce monde
Et ores le fait boire en l'onde
Qui fuit trouble dans le giron
Du large fleuve d'Achéron. »

Qui est-il vraiment ? Esprit curieux et universel, docte médecin, subtil linguiste, il est l'antithèse du monde moderne célébrant le spécialiste, sacralisant la compétence ciblée qui serait l'apanage de la réussite.

Protégé des uns (les papes Paul III et Clément VII, le cardinal Du Bellay, Guise, François I^{er}, Henri II...) certainement pour son talent, il est l'ennemi de bien d'autres qui ne perdront jamais une occasion de l'éreinter.

Il s'emploie, dans son œuvre, à prêcher un évangélisme fondé sur la lecture, en grec, des textes sacrés, détaché des institutions ecclésiastiques qu'il connaissait bien, mais dont il a su, à la vérité, souvent profiter. Notamment par ses suppliques au Saint-Père ou avec le bénéfice de la cure de Meudon. Il prône l'éducation alternant l'activité physique et les devoirs de l'âme (méthode promise à un grand avenir au moins théoriquement). Il loue aussi la pratique du droit romain.

Il ne faut pas se complaire à voir Rabelais comme un miroir « gaulois ». Cette vision est réductrice et dévalorisante de l'œuvre. Si le propos est souvent osé et grivois, il n'est pas vulgarité au XVI^e siècle. Il constitue une césure dans la littérature française (comme le sera Céline). Il faut le lire ; et souvent. Sans *a priori*, ni jugement de valeur. Il faut le goûter doucement pour son impertinence et sa raison. Il faut le penser et le savourer sans modération. En une sentence : Rabelais doit être lu comme un bon vin.

Vers 1484-1568

JEAN PARISOT DE LA VALETTE

GRAND MAÎTRE DE L'ORDRE DE MALTE

Surnommé « Parisot », du nom d'un fief dans le Quercy entré dans sa maison au XIV^e siècle, il était en 1557 général des galères de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dit de Malte, lorsqu'il fut élu à l'unanimité grand maître de cet ordre qui avait éprouvé le besoin d'avoir un homme de caractère à sa tête.

Il avait reçu la croix de Malte à 19 ans, et il passa toute sa vie à se battre sur terre et en mer. Depuis l'installation de l'ordre dans l'île de Malte en 1530, après la prise de l'île de Rhodes en 1522, le nouveau souverain savait que le pire était à craindre de la part des Ottomans. Il le savait d'autant mieux qu'il avait été fait prisonnier par eux et mis à la chiourme avant d'être racheté contre rançon.

Face à la menace des Turcs, le grand maître lança une citation à tous les chevaliers dispersés en Europe. Il put alors s'entourer de près de 800 chevaliers, 100 servants d'armes, 1 350 soldats, 500 esclaves des galères et près de 9 000 civils susceptibles d'être armés. La Valette réussit à galvaniser les Hospitaliers et ceux qui les entouraient pour supporter l'énorme choc provoqué par ce que l'on a appelé depuis le « grand siège ». L'escadre turque se présenta devant Malte le 18 mai 1565. Elle était composée de 160 galères ayant embarqué plus de 3 000 janissaires, trois bâtiments-écuries et onze naves de charge. Cette flotte comptait parmi les plus importantes jamais armées par la Sublime-Porte. Le siège dura un peu plus de trois mois et fut ponctué des pires atrocités, faisant dire aujourd'hui que le « grand siège » fut le « Verdun du XVI^e siècle ». Au cours de cette bataille, La Valette força le courage de tous. L'Europe entière suivit l'évolution de ce siège qui se déroulait loin de ses côtes, mais dont le sort pouvait bouleverser l'équilibre du monde chrétien. Après un premier « Petit Secours », en juin, le « Grand Secours », composé de 9 000 hommes et commandé par l'amiral don Alvaro de Bazan, marquis de Santa Cruz, qui débarqua le 7 septembre. Le grand maître de La Valette, à l'extrême limite de sa résistance, venait de se confier à la Vierge Marie et avait dit : « Attendez après le 8, et je vous satisferay. » Après de nouvelles et violentes attaques, les Turcs décrochèrent le lendemain. Victorieux, le grand maître put faire chanter un *Te Deum*. C'était le jour de la Nativité de la Vierge.

Le 8 septembre devint jour de fête nationale de l'ordre durant sa période maltaise, et la république de Malte a conservé cette date.

« Je dis avec tout un monde que monsieur le grand maître Parisot a été un très grand capitaine ; il en avait toutes les qualités. Outre sa vaillance et sa capacité, il était très bel homme, grand, de haute taille, et de très belle apparence et belle façon, point ému, parlant très bien en plusieurs langues comme bon français, italien, espagnol, grec, arabe et turc... », devait à son sujet écrire, dans *Les Vies des hommes illustres et grands capitaines*, Brantôme, qui avait été du « Petit Secours ».

Le grand maître La Valette posa, le 28 mars 1566, la première pierre d'une nouvelle cité qui avait déjà été dessinée en 1558, mais que l'on n'avait pas eu le temps de bâtir. C'est à ce chef-d'œuvre d'architecture militaire achevé en 1571 que l'on donna le nom de « Lavalette ».

Jean Parisot de La Valette s'éteignit, épuisé, le 15 août 1568. Sa dépouille fut embarquée sur une capitane désarmée et sans arbre (mât), ornée de draps noirs qui traînaient dans l'eau, d'enseignes et de bannières ottomanes et d'autres « infidèles » qu'il avait vaincus. Elle était tirée par deux autres galères armées et suivie par deux autres ainsi parées. Une pompe grandiose et inhabituelle.

1491-1557

JACQUES CARTIER

L'HOMME DU CANADA

Jacques Cartier découvre le Canada en 1535. Issu d'une famille de marins de Saint-Malo, il effectue trois grands voyages vers les Amériques.

Hormis ses origines malouines, l'histoire a retenu peu de chose de la jeunesse de Jacques Cartier. Qualifié d'interprète en langue portugaise, il est possible qu'il ait accompli un voyage au Brésil. Nous ignorons de la même manière s'il était l'adjoint de Verrazzano lors de l'expédition de ce dernier vers le Nouveau Monde, et les dates soulignées par les historiens évoquant leurs voyages respectifs manquent trop de fiabilité pour en donner une idée précise. Quoi qu'il en soit, Jacques Cartier fut chargé par François I^{er} de rechercher le passage vers la Chine et de découvrir les richesses éventuelles des régions traversées.

Cette première expédition, partie de Saint-Malo le 20 avril 1534, consista essentiellement à reconnaître Terre-Neuve et ses environs. À Gaspé, il prit possession du territoire au nom du roi de France, avant de rentrer le 5 septembre, emmenant avec lui deux Indiens qui influencèrent par leur récit le deuxième voyage du navigateur. L'évocation du Saguenay, royaume aux fabuleuses richesses, incita en effet Cartier à tenter de nouveau l'aventure en 1536. Sous la houlette de ses guides indigènes, il ne manqua pas, cette fois-ci, l'embouchure du Saint-Laurent, dont il entreprit de remonter le cours.

Après une première halte à Stadaconé (actuelle ville de Québec), Cartier, accompagné de quelques hommes seulement, gagna Hochelaga (Montréal) à bord de petites embarcations.

Contraint d'hiverner à Stadaconé dans des conditions difficiles, il regagna la France au printemps.

Sans être un franc succès, cette deuxième expédition permit toutefois à Cartier de remonter le Saint-Laurent sur une grande partie de son cours et de s'apercevoir que Terre-Neuve était une île.

Le royaume de Saguenay, but principal de l'expédition, gardait cependant tout son mystère et son attrait. François I^{er} décida donc de financer une troisième expédition et d'en confier le commandement à Cartier le 17 octobre 1540, avant de le placer sous les ordres de Jean-François La Roche de Roberval, le 15 janvier. Mais ce dernier fut retenu en France pour d'impérieuses raisons. Cartier partit seul et s'installa de nouveau à Stadaconé, où il trouva peu après de l'or et des diamants à profusion. Mais, rentré en France, le trésor se révéla être faux : des « diamants du Canada ». La fièvre de l'aventure abandonna, elle aussi, Cartier, qui coula alors des jours paisibles jusqu'à sa mort.

1494-1547

FRANÇOIS I^{ER}

GÉANT PASSIONNÉ ET TROP FOUGUEUX

Né à Cognac en 1494, mort à Rambouillet en 1547, François I^{er} est roi de France de 1515 à 1547 ; il succède à son cousin et beau-père Louis XII. Homme d'une grande bravoure et assez cultivé, il fut un passionné des arts.

François I^{er}, avide de renommée, veut, aussitôt installé sur le trône, poursuivre la politique de revendications en Italie. La bataille de Marignan, qui dure deux jours (1515), lui vaut le Milanais. Il fait avec les Suisses une paix dite perpétuelle à Fribourg pour 700 000 écus d'or (1516). François I^{er} pourrait se croire maître de l'Occident quand surgit Charles Quint.

Pour parvenir à la tête de l'Empire romano-germanique, François I^{er} tente tout ; il veut même séduire Henri VIII d'Angleterre au camp du Drap d'Or, mais ne réussit qu'à le froisser. C'est Charles qui est élu empereur d'Allemagne par la diète de Francfort, tandis que la Réforme éclate en Allemagne.

La rivalité des deux monarques va être sanglante. En 1521, les Français, obligés de repasser leurs frontières, sont défaits par les Impériaux en Champagne. En Italie, Lautrec perd la bataille de la Bicoque, le 22 avril 1522, et avec elle le Milanais. Henri VIII d'Angleterre s'allie avec Charles Quint contre François I^{er}, qui doit combattre trois invasions en 1523 et les brise. François I^{er} fait le siège de Pavie, où il est battu, par sa folle témérité, le 25 février 1525, et fait prisonnier. Conduit à Madrid, il y signe, le 14 janvier 1526, un traité que les notables de France déclarent nul. La guerre reprend jusqu'à la paix de Cambrai, le 3 août 1529. François I^{er} épouse Éléonore, veuve du roi du Portugal et sœur aînée de Charles Quint qui, de son côté, renonce à la Bourgogne. Cette paix dure jusqu'en 1536. François, qui s'est acquis l'alliance des protestants d'Allemagne, d'Henri VIII d'Angleterre et même des Turcs de Soliman, s'empare de la Savoie et du Piémont, et pénètre dans le Milanais, tandis que Charles Quint attaque en Provence et en Picardie.

François I^{er} meurt au château de Rambouillet, le 31 mars 1547, à 52 ans. Il a protégé les lettres, les sciences et les arts, attiré en France des artistes italiens dont le plus célèbre est Léonard de Vinci, fondé le Collège de France, l'Imprimerie royale, la ville du Havre, imposé l'usage du français dans les documents publiés par l'ordonnance de Villiers-Cotterêts (1539). Ses brillantes qualités chevaleresques ont été amoindries par la faiblesse de sa réflexion, puis par la fâcheuse maladie honteuse qu'il a attrapée, en fin de règne.

« François I^{er} contre Charles Quint, une rivalité sanglante. »

1510-1575

RENÉE DE FRANCE

DUCHESSE DE SOUFFRANCE

Renée de France, deuxième fille du roi Louis XII, épouse du duc de Ferrare, Hercule d'Este, a protégé les réformés tant à Ferrare que dans sa retraite française. Sa vie est remarquable.

Le grand chagrin d'Anne de Bretagne (1477-1514), deux fois reine de France, fut de n'avoir pu donner un héritier à la couronne : de Charles VIII (1470-1498), elle eut quatre enfants qui, tous, moururent jeunes et, de Louis XII (1462-1515), elle en eut trois, un fils qui ne vécut pas et deux filles : Claude et Renée.

Renée de France naquit le 25 octobre 1510 au château de Blois. À cinq ans, elle était orpheline. Élevée par Michel de Soubise, elle apprit le grec, le latin, la philosophie, les sciences, les arts et même l'astrologie. Sa sœur Claude (1499-1524) devint reine de France en épousant en 1514 François d'Angoulême, proclamé roi en 1515 à la mort de Louis XII, sous le nom de François I^{er} (1494-1547). Le roi aimait beaucoup sa belle-sœur. Il songea pour elle à l'archiduc Charles, le futur Charles Quint, puis au margrave de Brandebourg et aussi à Henri VIII d'Angleterre. Finalement, il lui proposa un Italien : Hercule d'Este (1508-1559), fils d'Alphonse I^{er} (1476-1534), duc de Ferrare, et de la célèbre Lucrece Borgia. Le duché de Ferrare avait aux yeux de François I^{er} l'avantage de n'être pas assez puissant pour lui disputer la part d'héritage breton de Renée, mais assez puissant toutefois pour l'aider à reconquérir le Milanais*. Le mariage fut célébré le 30 juillet 1528. Renée se plut tout de suite en Italie.

Elle y vécut heureuse avec le duc Hercule, à qui elle donna cinq enfants : Anne (1531-1607), qui se maria avec François de Guise, le premier Balafre ; Alphonse (1533-1597), l'héritier du titre ; Lucrece (1535-1598), dont l'époux sera le duc d'Urbino ; Léonore (1537-1581), aimée du poète italien le Tasse (1544-1595), qui la célébrera dans

* De 1499 à 1547, les rois de France Louis XII et François I^{er} voulurent récupérer le Milanais, sur lequel ils estimaient avoir des droits.

ses vers ; et Louis (1538-1586), futur cardinal d'Este. Renée était une femme aimante. Elle fut réputée être une mère vertueuse et une duchesse loyale envers sa nouvelle patrie. Lettrée, on l'a vu, elle accueillait et protégeait les écrivains, les humanistes, mais également les réformés, comme Clément Marot (1496-1544), qui se réfugia à Ferrare en 1535, ainsi que Jean Calvin (1509-1564), qui y arriva l'année suivante. Craignant l'ascendant que ces derniers pourraient avoir sur son épouse, le duc la contraignit à les chasser, ainsi que Michelle de Soubise qui, selon lui, avait sur elle trop d'influence. Mais c'était trop tard. Renée était déjà gagnée à la Réforme.

« Renée de France gagnée à la Réforme... »

La fureur d'Hercule II ne connut alors plus de bornes. En 1550, il fit appel à Mathieu Ory, le chef de l'Inquisition en France, afin qu'il tente d'obtenir le retour de la duchesse au catholicisme. Renée le prit de très haut. Que lui reprochait-on ? D'avoir donné asile à des hommes inquiétés pour une affaire de conscience ? En prenant fait et cause pour des rebelles, ceux-ci la conduisaient tout droit à l'hérésie, lui répondit Ory. Il devait donc se résigner à employer des mesures de rigueur.

Renée, duchesse de Ferrare, fut condamnée à la prison et enfermée dans son propre château. Elle, fille d'un roi de France, enfermée, menacée. Elle ne pouvait y croire. Elle en voulut à la couardise de son époux, qui ne fit rien pour la défendre.

Il semble qu'Henri II (1519-1559), son neveu, qui régnait alors sur la France, et sans doute le pape Jules III (1487-1555), intervinrent. Elle fit cinq mois de détention. Le 21 septembre 1554, on la libéra, mais on la tint à l'écart. Hercule, qui la fuyait, mourut en 1559, non sans que Renée lui eût juré de renoncer à la Réforme.

Leur fils aîné était maintenant le duc Alphonse II de Ferrare. Tout comme son père, il n'aimait pas les protestants. Alors, craignant son ressentiment, Renée décida de revenir en France en 1560. Elle s'installa à Montargis, étant par sa naissance duchesse de Chartres et de Montargis.

Malheureusement, la France était divisée et les guerres de Religion s'annonçaient. En relation avec Calvin, elle fut déliée par ce dernier du

serment fait à son mari de revenir à la foi romaine. Toujours solidaire des persécutés, la duchesse les accueille. Cette aide aux protestants lui valut de nombreux assauts de la part des catholiques, dont ceux des troupes de François de Guise (son gendre), que malgré tout elle aimait et qu'elle pleura à sa mort.

Renée se dévoua jusqu'au bout, et corps et âme, aux malheureux et aux proscrits, dépensant sa fortune au mieux, nourrissant les pauvres, faisant paver les rues de la ville et construire un collège. Restée fidèle au calvinisme, elle mourut le 12 juin 1575 à l'âge de 65 ans sous le règne de son petit-neveu Henri III (1551-1589). Elle eut des funérailles dignes d'une fille de France.

1519-1589

CATHERINE DE MÉDICIS

DE LA PAIX À LA GUERRE RELIGIEUSE

On la surnomma la « reine diabolique » ; on l'a assimilée aux guerres de Religion et plus précisément au massacre de la Saint-Barthélemy, mais elle tenta autant que faire se peut de pacifier les esprits et d'établir la paix, coûte que coûte.

Dès la mort du roi, la régente entend prendre sa revanche. Cette femme au physique ingrat est intelligente et cultivée. Elle souhaite au plus haut point rétablir la paix religieuse.

Après l'épisode de la régence de François II, où elle contient les Guise (qui s'appuient sur la reine Marie Stuart), elle exerce le pouvoir au nom de Charles IX. Soucieuse de conforter la monarchie et son pouvoir rassembleur, elle tente d'unir le royaume et de réconcilier

« En 1572, elle pense trouver enfin le compromis idéal : elle organise l'union entre sa fille Marguerite de Valois, la reine Margot, qui est catholique, et Henri de Navarre, protestant. »

catholiques et protestants. En 1560, l'édit de Romorantin interdit les condamnations à mort pour hérésie ; en 1561, le colloque de Poissy permet une rencontre théologique où sont réunies les deux factions religieuses, présidée par le Conseil de Charles IX. Cette réunion est un échec, les deux parties ne pouvant s'entendre. En 1562, elle accorde la liberté de conscience et d'exercice de leur culte aux protestants par l'édit de Saint-Germain. Mais c'est un nouvel échec. Le 1^{er} mars 1562 a lieu le massacre de Wassy, organisé par le duc de Guise contre des réformés qui assistaient à une messe. En 1563 c'est l'édit d'Amboise ; en 1568 l'édit de Longjumeau ; en 1570 le second édit de Saint-Germain-en-Laye...

De 1564 à 1565, le grand voyage qu'elle entreprend en compagnie de son fils démontre la popularité de la royauté.

En 1572, elle pense trouver enfin le compromis dont la France a besoin : elle organise l'union entre sa fille Marguerite de Valois, dite la reine Margot, qui est catholique, et Henri de Navarre, protestant. Hélas, tout dérape. Parce qu'elle a perdu son sang-froid, la reine mère ne s'oppose pas aux affreux massacres de la Saint-Barthélemy, voire les encourage.

En arrivant sur le trône, Henri III (en 1574), qui entend gouverner seul, estime que sa mère s'est déconsidérée en abandonnant son rôle d'arbitre. Il écarte Catherine de Médicis du pouvoir, un pouvoir qu'elle exerce seule depuis quinze ans. Catherine de Médicis mourra le 5 janvier 1589, au château de Blois, sans doute d'une pneumonie, sans être regrettée par quiconque. Elle ne voit pas l'éclatement du royaume, ni l'alliance d'Henri de Navarre et Henri III, ni bien sûr l'assassinat de son fils, le 1^{er} août 1589.

1551-1589

HENRI III

ROI DE POLOGNE

Troisième fils de Henri II et de Catherine de Médicis, le futur Henri III, d'abord baptisé Alexandre, n'avait que peu de chances de monter un jour sur le trône de France. Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que son intrigante de mère ait manœuvré en sous-main pour qu'il accède à la couronne polonaise.

Afin de favoriser la paix du royaume de France et de faciliter la succession de son mari, le roi Henri II, Catherine de Médicis diligente auprès de la diète polono-lituanienne un ambassadeur extraordinaire en la personne de Jean de Montluc, évêque de Valence. Son but : appuyer la candidature du jeune Alexandre, prince de France et duc d'Angoulême, au trône de Pologne.

« Il s'ennuie en Pologne, se plaint de n'avoir que peu de pouvoir et surtout se languit de retrouver la France et ses fastes. »

À force de talent, le diplomate parvient à ses fins et fait élire le jeune homme roi de la république des Deux Nations par l'Assemblée polono-lituanienne. Le 15 août 1573, une majestueuse délégation polonaise composée d'une dizaine de diplomates et de quelques centaines de représentants de la noblesse et de la bourgeoisie se rend en France pour aller y chercher son nouveau souverain en grande pompe.

Pas très heureux de son élection, le jeune homme fait alors traîner son départ et repousse sans cesse la date de la présentation de ses adieux au roi Charles son frère. Contraint par sa mère, dont l'autorité n'est plus à prouver, le futur roi de Pologne quitte Fontainebleau pour gagner son royaume en décembre 1573, et parvient à rejoindre Cracovie à la mi-février de l'année suivante après un voyage pour le moins difficile.

Sacré le 21 février 1574, il prend alors le nom de Henri IV de Valois et promet de respecter les lois de la république des Deux Nations en apposant sa signature sur la *Pacta Conventa*. Il est le premier roi de

Pologne à sacrifier à ce qui deviendra par la suite un rituel, raison pour laquelle cette convention sera par la suite appelée « Article du Roi Henry ».

A priori les choses semblent aller pour le mieux, les Polono-Litvaniens sont absolument ravis de cette alliance de fait avec le puissant royaume de France et du mariage qui se prépare entre le roi Henri IV de Valois et Anna Jagellon, la sœur de Sigismond II de Pologne.

Malheureusement, le jeune roi, qui décidément n'est pas prêt à faire des efforts, refuse tout simplement cette union sous prétexte que sa promise, de vingt-quatre ans son aînée, est laide. Mal reçue par ses sujets, cette décision déstabilise quelque peu le jeune monarque, mais en définitive, il semble n'en avoir cure. Il s'ennuie en Pologne, se plaint de n'avoir que peu de pouvoir et surtout se languit de retrouver la

« En France, il promeut l'idée de tolérance civile entre protestants et catholiques en s'appuyant sur les modérés. »

France et ses fastes. Le 14 juin 1574, la mort de son frère Charles IX lui en donne l'occasion. Il brave l'interdiction de la diète, qui refuse de le voir partir, pour regagner l'Hexagone et monter sur le trône de France, qu'il juge plus à sa mesure.

À son arrivée, le 4 septembre 1574, il trouve le pays dans un état de décadence. En 1575, Henri de Guise remporte une nouvelle victoire à Dormans ; il y reçoit la blessure qui lui vaudra le surnom de Balafre. Henri III est un homme d'une grande subtilité, d'une intelligence remarquable et d'une vaste culture. Ses contemporains le jugeaient précieux (il établit l'étiquette de cour et préfère le bilboquet à la chasse), sans doute efféminé (il adore les bijoux, les étoffes, l'apparat), et on met en doute ses mœurs. Mais ses mignons ne sont nullement ses amants. Non, ce sont de redoutables bretteurs qui constituent sa garde personnelle : Anne de Joyeuse sera tué à Coutras en combattant les calvinistes, et le duc d'Épernon se révélera un homme politique de qualité en appuyant la régente Marie de Médicis après 1610. Chef de guerre, puis défenseur de l'intérêt national quand les Guise trahiront la France, Henri III fera preuve de caractère.

Il promeut l'idée de tolérance civile entre protestants et catholiques en s'appuyant sur les modérés ; il soutient la publication de *La République* de Jean Bodin, des *Essais* de Montaigne ou encore de la

Satire Ménippée, vive critique de la Ligue. Il défend la primauté de la royauté, et non les prérogatives de la couronne. Il lutte pour l'unité nationale.

En 1576, Henri III promulgue l'édit de Beaulieu, qui instaure la liberté de culte pour les huguenots, confirmé deux fois en 1577 par la paix de Bergerac et l'édit de Poitiers. Mais le conflit ne cesse point.

En 1578, le roi crée l'ordre du Saint-Esprit, destiné à supplanter l'ordre de Saint-Michel de Louis XI, par trop distribué. L'ordre avait pour destination de défendre la foi catholique et de fidéliser autour de sa personne l'élite du royaume.

En juillet 1585, les Guise se sentent raisonnablement puissants pour imposer au roi le traité de Nemours, qui interdit le culte protestant, alors que le pape excommunie Henri de Navarre.

Débute la guerre dite « des trois Henri », entre Henri de Navarre, Henri III et Henri de Guise. Otage des Guise, Henri III doit conduire l'armée catholique. Le duc de Joyeuse est vaincu et tué à Coutras par Henri de Navarre en 1587. En 1588, pensant leur temps venu, les Guise entrent dans Paris, puis organisent la journée des Barricades (12 mai), qui contraint Henri III à s'enfuir. Le roi doit céder aux exigences des Guise : édit d'union reconnaissant la Ligue et déclarant les protestants hors la loi, nomination d'Henri de Guise comme lieutenant général des armées. Henri III saisit que le pouvoir lui échappe. Bonnes nouvelles pour lui : en Angleterre, l'Armada espagnole a été dispersée et Marie Stuart exécutée. Convoqués à Blois, les états généraux exigent la poursuite de la guerre. Le roi est décidé à frapper à la tête. Il fête Noël en faisant assassiner Henri de Guise puis son frère François, le cardinal de Lorraine. L'espoir a changé de camp, bien que Charles de Mayenne, le dernier des Guise, demeure à la tête de la Ligue. Le clergé et la Sainte Ligue soulèvent le pays ; celui-ci est profondément divisé, contre l'autorité royale. Henri III, réfugié à Tours, s'allie à Henri de Navarre, qui vient le rejoindre à Plessis-Lès-Tours. Leurs deux armées se dirigent alors vers Paris et en font le siège.

Toutefois, les choses finirent mal et curieusement. Catherine de Médicis était-elle sorcière, comme le prétendait la rumeur ? En tout cas, elle faisait volontiers appel à des astrologues, dont Nostradamus,

et son fils Charles IX consultait des nécromants. Henri III, pour sa part, entretenait un sorcier-magicien, nommé Trois-Échelles, qu'il dut, pour ses méfaits répétés, envoyer à la potence.

Lorsque la Ligue des catholiques fanatiques eut juré la mort de Henri III pour son alliance avec le parpaillot Henri de Navarre, elle eut recours aux envoûtements de la magie noire.

L'image en cire du roi était placée sur les autels où les ligueurs disaient la messe, et on perçait cette représentation avec un canif en prononçant des oraisons de malédiction et d'anathème. Comme le roi ne mourait pas assez vite, on en conclut qu'il était sorcier.

Des pamphlets coururent où Henri III était représenté tenant des conventicules où se pratiquaient les crimes de Sodome et Gomorrhe. Le roi, disait-on, avait parmi ses mignons un personnage inconnu qui était le diable en personne ; on enlevait de jeunes vierges que ce prince prostituait à Belzébuth ; le peuple croyait à ces fables, et il se trouva enfin un fanatique pour exécuter les menaces de l'envoûtement. Le moine Jacques Clément eut des visions et entendit des voix impérieuses qui lui commandaient de tuer le roi. Ce qu'il fit le 1^{er} août 1589, « persuadé d'avoir ainsi tué le diable... », d'après Éliphas Lévi. Sur son lit de mort, Henri III, le dernier des Valois, désigne Henri de Navarre, prince Bourbon, comme son successeur. Un protestant va-t-il devenir roi de France ?

1553-1610

HENRI IV

ET LA DOUBLE CONTRAINTE

Plus attaché à la France qu'à ses convictions religieuses, le Navarrais succède au dernier des Valois au lendemain du geste de Jacques Clément. Roi sans royaume, il finit par abjurer le protestantisme et par se faire couronner dans la cathédrale de Chartres. Conséquence de ce double événement : Henri IV entre triomphalement à Paris en mars 1594 au terme de cinq longues années de siège. L'ancien « bâtard d'Albret » s'est

lentement métamorphosé en « renard du Béarn » accepté par tous les Français. Protecteur, pacificateur et unificateur, il raffermi l'autorité royale, guerroya victorieusement contre l'Espagne, guérit les écouelles et assainit les finances aux côtés de l'incontournable Sully. Soucieux avant tout de préserver l'unité et la sécurité du royaume, il promulgue l'édit de Nantes et n'hésite pas à contracter des alliances avec les princes allemands du Saint Empire pour mieux contrecarrer les ambitions autrichiennes. Après avoir conclu la paix de Vervins en 1598, Henri IV s'apprête à repartir en guerre douze ans plus tard contre les Habsbourg, quand le poignard d'un certain Ravaillac interrompt brutalement son destin en plein Paris...

Henri IV, l'un des plus grands rois que la France ait connus, sera aussi un souverain pétri de contradictions dans un pays éclaté. Seul héritier désigné par le roi Henri III assassiné, Henri de Navarre dispose d'atouts. Son armée est entraînée et organisée. Il est un véritable chef de guerre, pragmatique et connaisseur de l'art militaire. Il bénéficie de l'absence de personnalités d'envergure en face de lui, le parti des Guise étant décapité, à l'exception de Charles de Mayenne.

Le quart du pays, où dominant les huguenots, le soutient.

Et puis, réel bénéfice pour lui, après des années de troubles, le parti catholique modéré, dit « des Politiques », souhaite la paix.

« Henri IV l'excommunié est devenu le restaurateur du royaume de France. »

Hésitant, il est comme le pays : oscillant entre protestantisme et catholicisme. « Les liens féodaux ne sont nullement remplacés et seul le compagnonnage militaire parvient encore à maintenir des fidélités. Curés et pasteurs rivalisent dans l'intransigeance et l'intolérance énergique », nous explique Philippe Valode ; « la France est coupée en deux clans rivaux, extrémismes religieux de part et d'autre... », ajoute-t-il. On comprend mieux les hésitations qui encore aujourd'hui donnent lieu à force littérature et à débats. Henri de Navarre bataillera pour le trône contre vents et marées ; chef de guerre inspiré, il remportera de brillantes victoires (Arques en 1589 et Ivry un an plus tard). Séducteur, l'histoire le reconnaîtra à tout jamais comme le « Vert galant ». Enfin, homme d'État avisé, il posera les bases de l'absolutisme français. Le règne d'Henri IV est aussi lié à quelques dates de références de l'histoire de France : le 24 août 1572, la Saint-Barthélemy ; le 13 avril

1598, la proclamation de l'édit de Nantes ; le 14 mai 1610, son assassinat par Ravailiac, dont on ne sait encore aujourd'hui s'il ne s'agit pas d'un complot ; et à quelques images d'Épinal : la « poule au pot » et « labourage et pâturage, les deux mamelles de la France ».

« Grâce à Henri IV, la France est devenue une pièce maîtresse de l'échiquier européen. »

Né en 1553, fils du versatile Antoine de Bourbon et de la très politique Jeanne d'Albret, le futur Henri IV passera son adolescence à batailler aux côtés de ses parents. Marié le 18 août 1572 à Marguerite de Valois, il se retrouve prisonnier d'une cour qui lui est hostile et dont il s'échappera en 1576. Désormais chef du parti protestant, Henri de Bourbon deviendra virtuellement huit ans plus tard l'héritier du trône de France à la mort du duc d'Alençon (1584). Mais, après le décès de Henri III en 1589, il doit encore s'imposer aux factions et abjurer le 25 juillet 1593 pour être enfin couronné l'année suivante. L'édit de Nantes confirmera son emprise sur le pays.

Henri IV régnera désormais de manière effective en maintenant un subtil équilibre entre les forces catholiques chargées de la politique étrangère et les protestants qui accaparent l'économie et les finances. En 1600, le mariage en secondes noces avec Marie de Médicis donne une inflexion plus catholique au règne ainsi qu'un important soutien financier. Militairement, le roi libère la France de la pression espagnole par le traité de Lyon (1601) tandis qu'à l'intérieur Sully rééquilibre les finances et développe l'industrie. Peu à peu, l'autorité royale se renforce. Les conseillers voient leur influence diminuer. Henri IV entreprend une politique de grands travaux qui assureront sa postérité. La place Royale, la place Dauphine, le pont Neuf agrémentent la capitale. Cette recherche d'équilibre et d'affirmation de soi n'est pas sans revers, car elle favorise les mécontents et ce roi qui dérange finira brutalement sous le couteau de Ravailiac. Mais, par-delà les hésitations, l'histoire se souviendra du caractère décisif du règne dans l'instauration de la monarchie absolue et l'unification politique de la France.

Unificateur et pacificateur, Henri IV fut aussi un réformateur. Il mit à profit la première décennie du nouveau siècle pour centraliser, reconstruire et moderniser le royaume de France. Sous l'impulsion de son surintendant Sully, l'industrie, l'artisanat et l'agriculture connaissent

un certain essor. En l'espace de dix ans, il assainit les finances de la France en menant une politique de grands travaux, en augmentant la surface des champs cultivés et en fortifiant les frontières. Il n'hésite pas par ailleurs à s'attaquer aux abus du fisc tout en élargissant le nombre des contribuables et en instituant des impôts nouveaux à l'exemple de la paulette.

Cette croissance économique est inséparable de l'affermissement de la royauté aux dépens des grands. La lutte menée par Henri IV contre les excès nobiliaires lui vaut de profondes inimitiés.

La conspiration de son ancien compagnon d'armes Biron et la tentative de « sécession » du maréchal de Bouillon sont ici pour en témoigner. Dénonçant la conversion d'Henri IV au catholicisme, l'ancien héros de Ham tente de soulever les huguenots du Sud-Ouest contre le Bourbon. La réaction de Henri IV est immédiate. Le roi fait occuper la vicomté de Turenne et saisir tous les biens du maréchal de Bouillon (1606). Devant cette démonstration de force, le conjuré décide de se soumettre...

Au printemps 1610, à la veille de l'assassinat de Henri IV, la France est devenue une pièce maîtresse de l'échiquier européen. Forte de sa double victoire sur la Savoie et sur l'Espagne, elle s'est agrandie du Bugey, de la Bresse, du Valromey et du pays de Gex. Sous Henri IV, unificateur du royaume, la France s'érige en principale force antagoniste de la puissance des Habsbourg...

1559-1641

SULLY

LA SAGESSE, L'EFFICACITÉ, LE SENS DE L'ÉTAT

À l'oubli de l'abbé Suger, quel contraste plus éclatant que d'opposer la figure inoubliable de Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully. Les titres sont ronflants et pourraient masquer ce patronyme si familier de la mémoire populaire, celui du fameux ministre d'Henri IV, Sully et sa célèbre formule : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France. »

Ce cadet de famille aristocrate devra sans nul doute sa fortune politique exceptionnelle à sa confession protestante, qui le plaça très jeune dans l'orbite guerrière du futur Henri IV. La protection de la belle Gabrielle d'Estrées ne serait pas non plus étrangère à son irrésistible ascension. La prise du pouvoir étant achevée, Sully va bénéficier des largesses du nouveau souverain. En 1596, il devient directeur et surintendant général des Finances.

Si sa politique financière manque parfois d'audace, sa prudence permettra à la France de connaître des excédents budgétaires importants à partir de 1600. Pour y parvenir, Sully va augmenter les impôts indirects et instituer, à partir de 1604, une nouvelle taxe, la paulette, inspirée du financier Paulet, qui va légaliser l'hérédité des charges et augmenter de manière notable les subsides royaux.

Son appartenance à la noblesse terrienne fait de Sully un ministre proche des choses de la terre. L'amélioration de l'agriculture est pour lui un moyen d'augmenter la prospérité du royaume. Il suivra dans ce domaine les conseils de l'agronome Olivier de Serres et favorisera un élevage du ver à soie plus ambitieux qu'auparavant. Pour encourager le commerce et faciliter les échanges, Sully va faire supprimer de nombreux octrois et péages, et pratiquer une politique de construction de routes et de ponts.

Son influence ne se limite pas aux seuls domaines agricoles et financiers puisqu'il sera nommé, en 1599, grand maître de l'artillerie et des fortifications puis surintendant des Bâtiments en 1604. Gouverneur de la province du Poitou, il reçoit enfin le titre de duc et devient pair de France en 1606.

Après la mort du roi auquel il doit tout, Sully conservera une aura non négligeable. Pendant la minorité de Louis XIII, il fera en effet partie du conseil de Régence, et siègera dans cette instance jusqu'en 1616. Les nouvelles inflexions de la politique religieuse interne de la France ne modifieront en rien l'attitude de Sully, qui n'acceptera jamais d'abjurer sa foi protestante, tout en refusant de s'impliquer dans les mouvements séditieux liés à ces conditions.

La fin de son existence le verra se consacrer à la grande œuvre littéraire de sa vie, la rédaction des *Mémoires des sages et royales*

oeconomies d'Etat, domestiques, politiques et militaires, de Henry le Grand. Même si Sully exagère en s'y donnant un rôle que l'histoire refuse de lui accorder, il n'en reste pas moins l'une des figures les plus représentatives des grands serviteurs de l'État français.

1567-1622

FRANÇOIS DE SALES

HUMANISTE RIGOREUX ET MÉDIATEUR

Ce prélat et théologien catholique français naquit à Thorens, à une vingtaine de kilomètres d'Annecy, au sein d'une famille de vieille noblesse savoyarde. quelle fut son œuvre ?

Après des études à Paris, au collège jésuite de Clermont, le jeune français s'en va étudier à l'université de Padoue, où il obtient le titre de docteur en droit en 1591. Il est ordonné prêtre en 1593. Un an plus tard, il est dans le Chablais (ancienne région du duché de Savoie), employé à convertir les calvinistes... récalcitrants. Il est nommé évêque du diocèse de Genève en résidence à Annecy de 1602 à 1622. Pendant cette période il participe, avec sainte Jeanne de Chantal, à la fondation de l'ordre de la Visitation, consacré aux personnes qui, du fait de leur handicap physique, ne pouvaient entrer dans les ordres.

Homme de relations, prédicateur de grand renom dans le royaume et hors des frontières, humaniste rigoureux, médiateur écouté des princes, conseiller de qualité dans les discussions théologiques, il est aussi le rédacteur d'ouvrages dont : *Introduction à la vie dévote* (1609), *Traité de l'amour de Dieu* (1616) et *Entretiens spirituels* (publication posthume, en 1629). Il y trace à chaque fois un message pour aider les chrétiens à se comporter en tout instant comme des disciples de Dieu, certes, mais des disciples vivants et inscrits dans le monde. Il meurt à Lyon en 1622. Très vite il est canonisé... en 1665 ! Il est proclamé docteur de l'Église en 1877. François de Sales est le saint patron des écrivains.

1567-1635

SAMUEL DE CHAMPLAIN

PÈRE DE LA FRANCOPHONIE ?

Né en Saintonge dans une famille de marins, Samuel de Champlain navigua vraisemblablement dès son plus jeune âge. Formé par son père, capitaine de navire, et par son oncle, lui aussi dans la marine, il accomplira un premier voyage en Amérique qui se révélera déterminant pour son avenir. Et après ?

C'est sans doute en comparant les richesses extraites par les Espagnols des Indes occidentales avec le développement du commerce français au Canada que lui viendra l'idée de constituer un empire colonial pour la France en Amérique du Nord. L'absence d'engagement de la royauté obligea Champlain à susciter le soutien du titulaire du monopole commercial au Canada, le marchand Aymar de Chaste. En 1603, toujours à la recherche d'un passage vers la Chine, il explora une partie du réseau hydrographique du Saint-Laurent. L'année suivante, il poussa Dugua de Mons, le successeur de Chaste, à installer une colonie en Acadie. À cause du froid et du scorbut, l'initiative se révéla désastreuse, mais n'entama nullement la détermination de Champlain, qui explora la côte atlantique en établissant des cartes de 1605 à 1607.

En 1608, une nouvelle expédition lui permit de fonder la ville de Québec. L'impulsion définitive était enfin donnée. Malgré l'hostilité des Indiens iroquois, Champlain continua son œuvre exploratrice et posa les bases d'une colonisation plus ambitieuse.

À partir de 1612, il devint le représentant des grands du royaume, qui portèrent successivement le titre de vice-roi de la Nouvelle-France. En 1620, sans en avoir véritablement le titre, il tint le rôle de gouverneur et organisa le poste de Québec.

« En 1608, Samuel de Champlain fonde la ville de Québec. »

Les efforts de Champlain furent définitivement récompensés lorsque le cardinal de Richelieu décida de créer la Compagnie des Cent-Associés,

impliquant définitivement l'État dans la démarche colonisatrice. Malgré un conflit avec les Anglais en 1629 et un exil en France, la restitution de Québec à la France par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1632) lui permet de regagner la région où il devait mourir en 1635.

Doué d'un sens de l'organisation hors du commun et d'une grande profondeur de vue, Champlain constitua pour la France un immense domaine qui s'étendait des montagnes Rocheuses aux côtes de Terre-Neuve et de la baie de Hudson au golfe du Mexique. En raison de cette œuvre gigantesque, il a largement mérité le titre de « père de la Nouvelle-France » qu'on lui attribue parfois.

1577-1638

LE PÈRE JOSEPH

ESPION DU CARDINAL

François Leclerc du Tremblay, dit « le père Joseph », est passé à la postérité comme le modèle de « l'éminence grise », avec tout le soufre et le mystère que peut contenir une telle réputation.

Après de brillantes études, François Leclerc du Tremblay entre chez les Capucins (ordre issu de l'ordre de Saint-François), dont il devient rapidement un dignitaire écouté. Il envoie, notamment, des missions évangélisatrices au Canada et en Turquie.

Ayant été chargé de diverses négociations par la cour, il devient l'intime de Richelieu. A-t-il été aussi servile et dévoué que le prétend sa sombre légende de maître-espion du cardinal ? Ou a-t-il, lui aussi, cherché à trahir un supérieur aussi retors que lui ? Jouant l'humilité, avec ses sandales, sa robe de bure et sa ceinture de corde, il n'en est pas moins ambitieux. Lui aussi voudrait être cardinal pour, éventuellement, supplanter l'autre... Richelieu, qui l'apprécie autant qu'il s'en défie, ne l'ignore pas. Ainsi, pour freiner ses ambitions, veut-il le faire nommer évêque de La Rochelle. Le capucin, qui pressent là une mise à l'écart déguisée, décline la promotion ; plutôt rester sous la capuche de robe de bure que de porter la mitre !

Premier agent diplomatique de Richelieu, et précieux auxiliaire de ses manœuvres, il utilise les réseaux des Capucins pour mener à bien ses espionnages, et doit à son caractère enjoué, malgré sa réputation équivoque, d'avoir des amis partout, y compris dans les cours européennes. Véritable ministre occulte des Affaires étrangères, ne rendant compte qu'à Richelieu, il mène de nombreuses négociations.

Louis XIII finit par récompenser son dévouement à la couronne en lui obtenant ce chapeau de cardinal si convoité. Mais le père Joseph meurt avant d'avoir pu le porter. La cour lui fait des funérailles solennelles, au cours desquelles Richelieu, pourtant avare de sentiments, affiche un chagrin sincère. Cet homme seul vient de perdre le meilleur de ses confidents.

1585-1642

RICHELIEU

L'HOMME DE FER

Armand Jean du Plessis, cardinal-duc de Richelieu et de Fronsac, ecclésiastique et homme d'État français, vit son œuvre reconnue par la postérité. Elle est une étape importante dans la construction de l'appareil d'État français et dans l'essor d'un rayonnement international de la nation.

Troisième fils du capitaine des gardes de Henri IV, le jeune Armand se voit attribuer les bénéfices de l'évêché de Luçon à la suite du renoncement de son frère. Dès 1606, à l'âge de 21 ans, le pape lui confère la dignité épiscopale (il lui faut tricher sur son âge pour l'obtenir !). Avec une fébrilité qui ne le quittera plus de sa vie, du Plessis travaille jour et nuit à développer son diocèse, principalement – la chose est peu connue – à soulager la misère des pauvres gens et à convertir par la douceur les protestants. D'ailleurs, Richelieu possède un esprit très profondément religieux, état parfaitement courant à l'époque. Il va donc accomplir ses devoirs de prélat avec une grande attention.

Mais le jeune homme a d'autres ambitions. Homme pressé, il choisit de se lier au clan Concini contre l'avis des anciens conseillers d'Henri IV.

Député de Poitiers aux états généraux, il se fait remarquer par la régente Marie de Médicis. Deux ans plus tard, le voilà nommé secrétaire d'État à la Guerre et aux Affaires étrangères (1616).

Après un échec grave dans les négociations avec Venise (où il s'est à nouveau montré trop ardent), il lui faut survivre politiquement à l'assassinat de Concini (intervenu sur ordre du roi Louis XIII, en 1617). D'abord exilé en Avignon, il est aidé par la chance. Le roi, désireux de se réconcilier avec sa mère, se souvient soudain des excellents liens tissés avec elle par Richelieu. Il l'envoie négocier ; celui-ci s'en tire parfaitement : c'est la paix d'Angers de 1620. Pour récompense, en septembre 1622, le pape Grégoire XV le nomme cardinal. En avril 1624, il entre au Conseil du roi et en prend la tête trois mois plus tard.

L'action de Richelieu auprès du roi se caractérise par une fidélité absolue. Tous deux doivent bien constater l'état de délabrement dans lequel se trouve le pays, après une dizaine d'années de désordre.

Louis XIII essaye, en politique extérieure, de maintenir un équilibre entre la Maison d'Autriche des Habsbourg et les États protestants suisse et allemand. Il sait que la France n'est pas prête, au plan militaire, à un conflit ouvert avec l'empire, que sa mère désapprouverait. À l'intérieur, il n'est pas douteux que les protestants, profitant de l'édit de Nantes qui leur a laissé 144 places fortes, complotent contre l'unité nationale. Soutenus par l'Espagne, les chefs huguenots Soubise et Rohan soulèvent le sud du pays. En 1626, Richelieu les brise en envoyant des troupes dirigées par le futur maréchal Toiras. Un traité est signé avec les Espagnols sur la Valteline, vallée alpine qui permet la jonction entre les possessions de l'empire, c'est-à-dire entre les Pays-Bas et l'Italie. En 1625, le mariage de Charles I^{er} avec Henriette de France, la sœur de Louis XIII, permet d'espérer une alliance catholique anglaise. Toujours cette politique de bascule assez périlleuse et peu productive de succès. L'échec est patent : Henriette n'exerce aucune influence sur son époux et le favori de Charles I^{er}, Buckingham, commet les pires folies en soutenant une nouvelle révolte protestante en France. Cette fois, le cardinal réagit avec brutalité. Toiras résiste à la flotte anglaise sur l'île de Ré (1627). Puis Richelieu assiège personnellement La Rochelle, qui doit capituler en 1628 (20 000 Rochelais trouvent la mort). Les troupes royales poursuivent Rohan et s'emparent

de Privas en 1629. Le parti huguenot est ainsi totalement anéanti : c'est la sanction de la trahison. Louis XIII impose l'édit de grâce d'Alès qui confirme l'édit de Nantes, mais supprime la totalité des places fortes protestantes.

« Personne ne peut contester à Richelieu la volonté de servir son roi et d'imposer son pouvoir absolu, avec un grand souci du bien public. »

Le cardinal a dû également faire face à une révolte des grands, qui profitent des désordres intérieurs pour tenter de regagner de l'influence face à cette monarchie qui s'affirme.

Ils bénéficient de la complicité active et continue du frère du roi, Gaston d'Orléans, ce qui n'empêche pas l'adoption des sanctions les plus lourdes. Ainsi, le comte François de Montmorency-Bouteville (le père du futur maréchal de Luxembourg) est-il exécuté, en 1627, pour avoir bravé l'édit sur l'interdiction des duels qui déciment la noblesse française. Le comte des Chapelles subit le même sort. De même, dès 1626, un édit ordonne la destruction de tous les châteaux qui ne servent pas à la défense du pays. Enfin, les comploteurs sont punis de mort, comme Chalais, décapité à Nantes en 1626.

Ne cachant plus son hostilité à l'Espagne, Richelieu engage le pays dans l'affaire du Montferrat et du Mantouan, en Italie du Nord. Enthousiastes, le roi et le maréchal François-Annibal d'Estrées remportent des victoires contre les Espagnols au pas de Suse, à Pignerol et à Saluce, en 1629.

La reine mère, perçant enfin la duplicité du cardinal, son ancien protégé, tente de l'abattre avec l'aide de Gaston d'Orléans, des maréchaux Louis de Marillac et François de Bassompierre, du garde des Sceaux Michel de Marillac, du duc Henri II de Montmorency (gouverneur du Languedoc) et même de la reine en titre, Anne d'Autriche. C'est la fameuse journée des Dupes du 11 novembre 1630. La reine mère croit l'avoir emporté ; Louis XIII confirme sa confiance absolue en son principal ministre. Après l'écrasement d'une nouvelle révolte nobiliaire, la répression s'abat, terrible et excessive : Louis de Marillac et Montmorency sont condamnés à mort, la reine mère est chassée, Anne d'Autriche tenue en suspicion, Bassompierre embastillé, Michel de Marillac emprisonné en province.

D'autres complots suivront, impitoyablement réprimés, car leurs auteurs se sont mis au service des ennemis de la France (les Espagnols), en particulier celui de Cinq-Mars, le favori du roi (1642). Quant à Louis de Bourbon-Soissons, il a opportunément trouvé la mort (a-t-il été assassiné sur ordre ?) en 1636.

Les années 1635-1639 sont spécialement difficiles en raison d'une série de mauvaises récoltes ; les jacqueries se multiplient : croquants dans le Sud, va-nu-pieds en Normandie, révoltes impitoyablement réprimées, le royaume ne pouvant se permettre des désordres intérieurs alors qu'il affronte l'empire.

Ayant toujours maîtrisé le maintien de l'ordre intérieur, peu avant la surprise et la joie de voir la dynastie assurée par la naissance, en 1638, du petit Louis (l'enfant du miracle), le roi et son cardinal ne peuvent plus longtemps différer l'entrée de la France dans la guerre de Trente Ans, en raison des victoires de l'empereur Ferdinand II sur les Suédois (Gustave Adolphe est mort en 1632 et Wallenstein en 1634) et les princes allemands. En effet, la France se trouve enserrée dans le puissant étau des possessions Habsbourg, qui court tout le long de ses frontières. En 1635, la France déclare la guerre à l'Espagne. Elle reçoit naturellement l'alliance des protestants européens. La prise de Corbie par les Espagnols menace Paris. Il faut deux années pour obtenir enfin de vrais succès militaires : la prise de Brisach par le duc de Saxe-Weimar passé au service des Français puis, en 1640, le siège et la prise d'Arras, les prises d'Aire, de La Bassée et de Bapaume en 1641 par Châtillon, le duc de La Meilleraye et Chaulnes. D'autant que, en 1640, les Impériaux ont été vaincus à Kempen par les princes allemands et que la Catalogne se soulève (livrant le Roussillon à la France), de même que les Piémontais.

Lorsque le cardinal meurt, le 4 décembre 1642, la France se trouve en position de force : elle concrétisera ces avantages au traité de Westphalie, six ans plus tard. Mais la guerre a coûté et coûtera encore cher : les campagnes du Nord sont ravagées, le Trésor public est épuisé, la pression fiscale excessive...

Le roi, après avoir suivi le conseil avisé de Richelieu – s'appuyer sur Mazarin –, ne survit guère à son grand ministre : il meurt dès 1643.

Personne ne peut contester à Richelieu la volonté de servir son roi et d'imposer son pouvoir absolu, avec un grand souci du bien public. Outre le fait qu'il fut toujours un travailleur acharné, méprisant les grandes douleurs physiques qu'il endura une grande partie de sa vie, le cardinal de Richelieu se préoccupa toujours de renforcer la marine et l'armée de terre françaises, de développer les courants d'échanges maritimes en encourageant le grand commerce (occupation de la Martinique, de la Guadeloupe, fondation de Fort-Dauphin à Madagascar, d'un poste sur l'îlot de Gorée à l'embouchure du Sénégal, renforcement de la défense de Québec et implantation de Trois-Rivières), d'assurer la défense des côtes françaises en fortifiant Toulon, Les Sables-d'Olonne... Plusieurs compagnies de navigation créées à cette époque témoignent de cet effort : Compagnie du Morbihan, Compagnie royale du Levant, Compagnie des Isles d'Amérique, Cent-Associés de la Nouvelle-France.

En 1642, Louis XIII, désireux de se passer des intermédiaires et de favoriser les négociants nationaux, autorise la traite des Noirs pour la mise en valeur des Antilles. De même, Richelieu engage l'État dans l'aide à la création de manufactures : soieries, tapisseries...

Dans le domaine des lettres et des arts, le cardinal crée en 1635 l'Académie française (très vite confrontée au problème du *Cid*), avec l'aide de son fidèle ami Conrart. Il soutient la naissance, en 1631, du premier journal français, *La Gazette de France* de Renaudot, dont l'heure de gloire est l'annonce qu'Anne d'Autriche se trouve enceinte. Nul n'ignore ses constructions parisiennes, comme la Sorbonne et le Palais-Cardinal (devenu Palais-Royal, actuellement occupé par le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel).

Enfin, le cardinal, on l'a dit, est très sensibilisé au problème de la pauvreté et observe avec bienveillance les initiatives qui ne cessent de se développer : l'ordre des Lazaristes fondé par saint Vincent de Paul, très actif en faveur des forçats et des enfants trouvés, la congrégation des Filles de la Charité créée par Louise de Marillac pour tous les déshérités...

Finalement, Richelieu fut, avec son roi, un monarque intelligent et volontaire, le fondateur de l'État monarchique moderne.

1595-1632

HENRI DE MONTMORENCY

FAIT PRISONNIER, MAIS TOUJOURS FIDÈLE

Henri II, duc de Montmorency et de Damville, naquit le 20 août 1595 à Chantilly. Proche de la famille royale, il va avoir comme parrain Henri IV. Par héritage de son père, le maréchal-duc de Damville, il devient à son tour connétable et gouverneur du Languedoc.

Louis XIII, fidèle à son père en amitié, fait de Henri de Montmorency un amiral âgé de 17 ans. Il faut dire que le jeune Henri a tout pour lui ; il est beau, aimable, cultivé, et c'est un militaire vaillant et courageux. Cette vaillance et ce courage lui valent d'être promu maréchal en 1629, pour le récompenser de ses exploits en Piémont, lors de la guerre de Trente Ans. Le roi lui offre son bâton de maréchal en lui disant : « Acceptez-le, mon cousin, vous l'honorez plus qu'il ne vous honore. »

Tout va venir de Gaston d'Orléans, qui va entrer en conflit avec son frère le roi Louis XIII. Non seulement il lui en veut parce qu'il le trouve trop mou, mais surtout il en veut à Richelieu qu'il nomme « perturbateur du repos public, ennemi du roi et de la maison royale, dissipateur de l'État, usurpateur de toutes les meilleures places du royaume, tyran d'un grand nombre de personnes de qualité qu'il a opprimées ».

Proche de Gaston d'Orléans, donc, Henri de Montmorency va accorder son soutien à ce dernier contre le roi, d'autant plus que Richelieu vient de lever de nouveaux impôts dans le Languedoc.

Ses conseillers tentent de l'influencer pour qu'il se dégage de sa parole à l'égard de Gaston. Rien n'y fait ! Le 22 juillet 1632, il fait voter aux états généraux du Languedoc le soutien à Monsieur, frère du roi. C'est le début de la guerre civile.

« Louis XIII insista pour qu'on ne le laisse pas mourir, mais plutôt qu'il soit soigné, afin d'être jugé. »

Hélas pour Henri de Montmorency, où sont les renforts prévus par Gaston ? Il va se retrouver avec seulement 12 000 hommes face aux armées royales commandées par le maréchal de Schomberg, qui comptent près de 25 000 hommes. La bataille décisive eut lieu le 1^{er} septembre 1632 à Castelnaudary. Durant cette bataille, Henri de Montmorency fut blessé puis fait prisonnier.

Louis XIII insista pour qu'on ne le laisse pas mourir de ses blessures, mais plutôt qu'il soit soigné, afin d'être jugé. Après avoir été jugé au Capitole de Toulouse, il sera finalement décapité le 30 octobre 1632.

Ce jour-là, Richelieu augmentait son pouvoir, Louis XIII poursuivait sa partie d'échecs et Monsieur s'enfuyait en Hollande sans un regard en arrière pour un homme qui fut exécuté parce qu'il lui fut fidèle.

1602-1661

MAZARIN

DIPLOMATE, POLITIQUE... ET CARDINAL AU SERVICE DE L'ABSOLUTISME

Ce prélat et homme d'État français d'origine italienne dirigea le pays d'une main de fer. Il dut faire face à de nombreuses oppositions : la cabale des Importants (1643), la Fronde (1648-1653), ainsi que les célèbres « mazarinades », pamphlets virulents et orduriers qui le visaient. Il rétablit l'autorité royale, participa à l'éducation de son filleul Louis XIV, régla la guerre de Trente Ans...

Né à Pescina dans les Abruzzes, Giulio Mazarini (Jules Mazarin) est fils d'un intendant au service des princes Colonna. Il est élevé par les jésuites, puis part pour l'Espagne avec l'un des princes Colonna. Il entreprend très tôt une brève carrière militaire.

Fort intelligent, madré, parlant efficacement l'espagnol comme le français, il entre dans le corps diplomatique pontifical. Il négocie la succession de Mantoue et du Montferrat. Secrètement, le pape

Urbain VIII lui ordonne de faire adopter une trêve entre les Espagnols du Milanais et les Français (octobre 1631). Il négocie la paix de Cherasco, la France obtenant la possession de Pignerol.

Il est considéré comme un efficace soutien au parti français, après avoir été protégé des milieux favorables à l'Espagne. Déjà, l'homme est double et mal aimé.

Mazarin est nommé nonce extraordinaire à Paris en août 1634. Ses liens avec Richelieu se renforcent. Il rentre à Rome en 1636. En 1639, Richelieu fait revenir Mazarin à Paris, le chargeant de négocier la paix avec la Savoie. Il lui fait accorder ses lettres de naturalisation. Le 16 décembre 1641, Mazarin est élevé à la pourpre cardinalice.

Richelieu fait alors appel à lui officiellement comme principal collaborateur. Il succède au père Joseph. Le cardinal de Richelieu, alors agonisant, le recommande à son souverain, Louis XIII.

Le 5 décembre 1642, il est nommé président du Conseil du roi. À la mort de Louis XIII, Anne d'Autriche – la veuve du roi – choisit, par affinité élective, Mazarin comme ministre, puis comme tuteur du jeune Louis XIV. Ce dernier est âgé de 5 ans.

La minorité du monarque est une période de flottement ; la monarchie souffre. Mazarin n'est pas aimé de la cour... ni du peuple. N'est-il pas étranger ? N'est-il pas trop proche de la reine ? Il doit déjouer de nombreuses conjurations et des complots, comme la cabale des Importants. Mais qu'importe la haine, il poursuit la politique absolutiste de Richelieu.

« Mazarin n'est pas aimé de la cour... ni du peuple. N'est-il pas étranger ? N'est-il pas trop proche de la reine ? »

Après la victoire de Rocroi (1643), la France de Mazarin enchaîne les victoires : Fribourg, Nördlingen (1645), Lens (1648)... Les troupes françaises occupent Lérida, sur la frontière d'Aragon. Les traités de Westphalie, conclus en 1648, apportent à la France la Haute et la Basse-Alsace. Cependant, ces victoires de la France n'empêchent pas les mécontentements de sourdre et aboutissent au déclenchement de la Fronde. La poursuite de la guerre a contraint le surintendant Particelli d'Émery à lever de nouvelles taxes (en vertu de l'édit du Toisé et de la taxe des « aisés », pris en 1644, et

de l'édit du Tarif, pris en 1646). Le peuple n'accepte pas cet impôt ! La multiplication des offices ainsi que la réduction des gages et des rentes atteignent la noblesse et la bourgeoisie de robe dans leurs privilèges.

Les grands, que Mazarin avait protégés – trop sans doute –, étaient conscients qu'à la majorité du roi leurs avantages se réduiraient.

En août 1648, Mazarin croit pouvoir profiter de la victoire de Condé, à Lens, pour faire arrêter le conseiller Broussel, meneur de la révolte. Le parlement de Paris s'opposait déjà au Premier ministre depuis plusieurs mois en refusant l'enregistrement de sept nouveaux édits fiscaux. La ville se révolte et se couvre de barricades. Après un mois de troubles, Mazarin doit accepter les conclusions des conférences de Saint-Germain. Plus que jamais allié à la reine, Mazarin est bien décidé à rétablir l'ordre. Le Premier ministre, la reine et le jeune roi quittent clandestinement Paris dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649. Ils s'installent à Saint-Germain. Condé commence le siège de la capitale. Opposé à eux : le frère et la sœur de Condé, le prince de Conti, la duchesse de Longueville – alliés au cardinal de Retz –, le duc de Longueville...

Un nouveau compromis, la paix de Saint-Germain est signée le 1^{er} avril 1649. On croit alors à une pacification nationale. Mais Condé veut monnayer au prix fort son soutien au pouvoir en fuite. Il est arrêté en janvier 1650, comme Conti et de Longueville. Une fronde des princes enflamme les provinces. En janvier 1651, Gaston d'Orléans rallie les princes frondeurs. Mazarin doit fuir à Brühl, près de Cologne. Il continue toutefois de s'occuper des affaires du pays en entretenant une correspondance fournie avec la reine.

Mazarin peut regagner la France en décembre 1651. Habile et fin politique, il s'éloigne une seconde fois, jusqu'à ce que l'opinion s'apaise, plus par lassitude de la rébellion, d'ailleurs, que par acceptation de sa politique. Pendant dix mois, il s'installe à Bouillon (avril 1652-février 1653). À son retour, il est plus puissant que jamais. L'essentiel de son œuvre est alors l'éducation du roi. Celui-ci le laisse exercer le pouvoir jusqu'à sa mort. Il s'appuie sur des administrateurs de qualité : Lionne, Servien, Le Tellier, Fouquet et Colbert, son intendant particulier. Il redresse les finances du pays. Il tente de

faire élire Louis XIV au trône impérial. Mais Léopold I^{er} est préféré au jeune roi de France. Il s'allie avec Cromwell et reprend Dunkerque aux Espagnols, en 1657.

En 1658, il met sur pied – aidé par les protestants – la ligue du Rhin. L'objectif est d'isoler l'empereur.

Mais le couronnement de sa carrière est, indubitablement, le traité des Pyrénées. Signé en 1659, ce traité met fin à la guerre avec l'Espagne. Il donne l'Artois et le Roussillon à la France et organise le mariage de Louis XIV avec une princesse espagnole, Marie-Thérèse.

La politique étrangère continue d'être le lieu de toutes les décisions pour Mazarin. Peu avant de mourir, il réalise l'union de Philippe d'Orléans – frère du roi – avec Henriette d'Angleterre – sœur de Charles II. L'objectif ? Renforcer l'alliance franco-anglaise, évidemment.

Mazarin meurt le 9 mars 1661, au château de Vincennes. Sa fortune est colossale. Elle est alors estimée à 39 millions de livres tournois. Il était également un collectionneur d'art et un mécène dont on connaît encore aujourd'hui, dans Paris, le collège des Quatre-Nations qui deviendra le siège de l'Institut de France et de l'Académie française, et la bibliothèque Mazarine. Son influence sur les arts musicaux est importante. Il permit à Ménage comme à Lully d'exercer leurs talents. On lui doit, sur ce plan-là, l'introduction de l'opéra italien en France. La haine que lui vouèrent ses contemporains aussi bien que des générations d'historiens et de penseurs n'a pas permis à Mazarin de retrouver la place qu'il mérite – sans aucun doute –, c'est-à-dire celle d'un politique astucieux, connaisseur des hommes, fin stratège et visionnaire. Et puis, n'est-ce pas lui qui forma le roi dont la France demeure la plus fière : Louis XIV ?

1606-1684

CORNEILLE

LE TRAGÉDIEN FRANÇAIS

Celui qui s'imposa avec Le Cid en janvier 1637 rencontra un grand succès public, mais fut assailli par la jalousie de plusieurs auteurs dramatiques de son époque et de la postérité. Et Racine l'a trop vite remplacé dans le cœur du public... Bérénice ne lui donnant pas sa chance. Il demeure pourtant le Grand Corneille !

La vaillance de Pierre Corneille, né dans un milieu aisé de magistrats rouennais, n'attend pas le nombre des années ! Un chagrin amoureux lui donne l'envie d'écrire *Mélite*, sa première comédie. Il a 23 ans... De 1631 à 1636, il produit six pièces, des comédies, des tragédies et même une tragicomédie, d'un genre nouveau.

Les plus célèbres, *La Place royale*, *Médée* et *L'Illusion comique*, le font remarquer en haut lieu. Le cardinal de Richelieu le promeut au rang de poète officiel du régime de Louis XIII.

Plusieurs événements décisifs se succèdent alors dans la vie de l'auteur le plus célèbre de France. En 1636, il compose *Le Cid*, puis *Horace* en 1640, et *Cinna ou la Clémence d'Auguste* l'année suivante, délaissant la société contemporaine dans laquelle, jusqu'alors, ses pièces se déroulaient. Il veut atteindre à l'universel et à l'éternel, peignant les hommes tels qu'ils devraient être. Non sans allusion à la monarchie dans laquelle il vit. Son *Cid* exalte la noblesse, alors que son *Horace* rappelle que les hommes politiques doivent se soumettre aux lois. Quant à son *Cinna*, il démontre combien la clémence favorise l'accession au pouvoir et même l'amplifie. En 1641, il épouse Marie de Lampérière, avec laquelle il aura six enfants. En 1647, l'Académie française l'accueille, officialisant son talent.

« Source délicieuse, en misères féconde, Que voulez-vous de moi, flatteuses voluptés ? Honteux attachements de la chair et du monde, Que ne me quittez-vous, quand je vous ai quittés ? » Polyeucte

Cependant, à la mort de Richelieu, la Fronde des nobles, puis des parlementaires, se développe. Corneille, nullement favorable à la monarchie absolue, ne la soutient pas véritablement. Après le très

particulier *Polyeucte* paraissent, de 1644 à 1650, plusieurs pièces sur la guerre civile, le roi caché, la nature même du pouvoir royal (si fragile) soumis à la vicissitude des temps. Citons *La Mort de Pompée*, *Rodogune*, *Héraclius*, *Don Sanche*, et même *Pertharite*...

Dès ce moment, dans les années 1650, le succès des pièces du grand homme commence à s'estomper. Jean Racine l'emporte auprès du public avec ses personnages plus humains, que l'auteur montre dans toute leur fragilité, tels qu'ils sont. Pourtant, le vieux Corneille innove : avec *La Toison d'or*, il donne une large place à des mises en scène spectaculaires, puis se lance avec *Agésilas* dans le théâtre musical. Mais, en 1670, Corneille et Racine publient une pièce sur le même sujet, *Bérénice*. Le *Tite et Bérénice* de Corneille ne supporte pas la comparaison avec le *Bérénice* de Racine. Et la situation financière de Corneille se détériore, au point que Boileau doit lui obtenir une pension de Louis XIV.

Faut-il alors conclure avec le mot cruel de Sainte-Beuve sur Corneille, concernant la production des dernières années de vie (il meurt en 1684) : « *L'Agésilas*, hélas ! Mais après *l'Attila*, holà ! », ou bien paraphraser le mot de Gide sur Victor Hugo en affirmant que Corneille est « le plus grand des écrivains de théâtre français, hélas ! » ? Une chose est sûre : trois siècles et demi après leur création, les pièces de Corneille continuent de se jouer sur scène. Sans doute un peu moins qu'auparavant...

Vers 1613-1673

D'ARTAGNAN

IL A EXISTÉ

De mars 1844 au mois de juillet de la même année, le journal Le Siècle, créé par Armand Dutac, publie sous forme de feuilletons la vie, fort roman-cée, de Charles de Batz de Castelmor, écrite par Alexandre Dumas. On ne prête qu'aux riches, et s'il n'a pas vécu toutes ces aventures, ni eu tous ces amis, il a existé et a été un fidèle mousquetaire aux ordres du roi.

Né vers 1613, sous le règne de Louis XIII, à Castelmoré, Charles de Batz de Castelmoré est chevalier d'Artagnan par sa mère, du nom d'une seigneurie de Gascogne, toute proche de Vic-en-Bigorre. Le jeune homme va suivre la carrière des armes, comme tous les nobles de son époque qui doivent le service du sang, devenant comte à la suite de la mort de son frère aîné.

Il entre dans les gardes à la compagnie des Essarts et participe à la campagne du Roussillon (qui sera définitivement annexé à la France par le traité des Pyrénées de 1659).

En 1664, il devient mousquetaire, un corps d'élite. Après avoir accompli des missions pour le cardinal Mazarin, qui dirige le pays avec la reine Anne d'Autriche, il est placé sous les ordres du vicomte de Turenne. Il devient capitaine des gardes en 1656.

En 1660, il est chargé de la protection du roi Louis XIV, qui se rend à Saint-Jean-de-Luz pour accueillir sa future épouse, la reine Marie-Thérèse d'Autriche. En 1661, il doit procéder lui-même à l'arrestation de Nicolas Fouquet, le brillant surintendant des Finances qui s'est rendu insupportable au jeune monarque. Il l'a, en effet, invité dans son château de Vaux, déployant un faste inouï que la monarchie française n'est pas encore en mesure d'assurer pour elle-même. Au-delà de l'anecdote, le roi entend reprendre en mains la gestion des finances du royaume, qu'il confie à son fidèle Colbert, lequel ne sera plus que contrôleur général...

D'Artagnan convoie Fouquet, à l'issue de son procès en 1664, jusqu'à Pignerol (actuellement en Piémont italien), une forteresse où il demeurera enfermé jusqu'à sa mort. De la même façon, il y conduira le duc de Lauzun en 1671, enfermé sur ordre du roi parce qu'il a osé prétendre à la main de M^{lle} de Montpensier, la fameuse Grande Mademoiselle, la plus grande fortune de France, que lorgne la proche famille de Louis XIV.

Nommé capitaine-lieutenant de la première compagnie de mousquetaires, puis brigadier de cavalerie, d'Artagnan participe aux combats de la guerre de Dévolution. Il obtient le grade de maréchal de camp, puis devient gouverneur de Lille en 1672.

Destinée à punir la Hollande, qui s'est dressée contre la France, la campagne de Hollande débute à Tolhuys, puis se poursuit par le siège de Maastricht. Capitale du Limbourg, Maastricht est l'un des enjeux majeurs de la guerre, en raison de sa position stratégique. Le siège commence le 18 juin 1673. Le 1^{er} juillet, Vauban l'achève brillamment. Mais d'Artagnan y a été tué d'une balle en pleine gorge.

Lorsque Alexandre Dumas lit les mémoires apocryphes de d'Artagnan écrites par Gatien Courtils de Sandras, il en fait le héros de son roman *Les Trois Mousquetaires*, paru en 1844, en huit volumes. Trois mousquetaires, Athos, Porthos et Aramis, le quatrième n'étant autre que d'Artagnan, tous quatre au service de la reine contre Richelieu... Un roman qui va faire le tour du monde et la célébrité de son auteur.

1613-1700

LE NÔTRE

LE MYSTÈRE DES JARDINS PAYSAGERS

Le nom de Le Nôtre reste à jamais associé à l'art du paysage français. Créateur inspiré du « jardin à la française », la postérité de Versailles lui revient en grande partie. Sa technique était alors très mystérieuse. Depuis, elle a donné lieu à force littérature.

André Le Nôtre commence à étudier la peinture dans l'atelier de Simon Vouet. Puis il aborde l'architecture, sans doute auprès de François Mansart. Cette double filiation en fait un dessinateur raffiné et précis, grand connaisseur de la perspective et de l'utilisation de l'espace, du sens du grandiose, rigoureuse idée d'un ensemble qui se doit d'être harmonieux, répondant aux lois de l'optique et de la physique. Fouquet le remarque. Encore un ! Il lui confie l'aménagement du parc de son château de Vaux-le-Vicomte. Nommé contrôleur des bâtiments du roi en 1656, Le Nôtre travaille sur le vaste domaine de Versailles. Louis XIV lui voue une grande estime et l'anoblit en 1675.

Pendant toute sa vie, il conjuguera dans un même art : art végétal, sculpture, agencement de parterres, utilisation de toutes les matières

– pierre, bronze, eau... Son approche correspond tant au cartésianisme intellectuel qu'à l'idée du Grand Siècle de Louis XIV. Mais il ne fait pas que le jardin de Versailles.

« Fils et petit-fils de jardinier, André Le Nôtre est un artiste achevé, total. »

Le premier grand jardin français portant la marque distinctive de Le Nôtre fut le jardin du château de Wattignies. Il commettra aussi les jardins de Meudon, Marly, Sceaux... Persuadé dans l'esprit de « l'âge classique » que « la nature n'est belle qu'achevée par l'homme », Le Nôtre fait appel à la sculpture et à l'architecture, à l'eau et au ciel se mélangeant ; ce qui permet de créer un rythme de la perspective en jouant notamment sur les terrasses, les escaliers, qu'enrichissent souvent des constructions importantes : cascades de Vaux (1656-1661), colonnades de Versailles (1689-1698), par exemple.

L'art de Le Nôtre consiste essentiellement en un jeu délicat de perspectives interdépendantes les unes des autres.

1615-1680

FOUQUET

IL S'EST CRU L'ÉGAL DU ROI

Nicolas Fouquet, qui suscita la constitution de Vaux-le-Vicomte, est issu d'une lignée de ces parlementaires fortunés et entrepreneurs. Son ambition fut telle qu'elle le fit chuter. Il connut une disgrâce épouvantable après la célèbre fête de Vaux-le-Vicomte.

Jusqu'à sa mort, en juin 1661, Mazarin va s'efforcer de former le jeune roi Louis XIV. Après que Condé a été battu à Arras en 1654, puis aux Dunes en 1658, Mazarin souhaite établir la paix avec l'Espagne. Il prépare en secret le mariage du roi avec l'héritière espagnole, Marie-Thérèse d'Autriche. En 1659, le traité des Pyrénées est signé avec l'Espagne et, en 1660, le mariage célébré à Saint-Jean-de-Luz. À sa mort, Mazarin a su entourer le roi d'hommes de grande valeur : Colbert, Fouquet, Séguier, de Lionne... S'ouvre alors le véritable règne de Louis XIV, monarque absolu. Fouquet est le premier des grands serviteurs directs.

Le surintendant des Finances est toujours resté fidèle à ses rois, et Louis XIV le sait. Il a servi Richelieu et est parvenu à financer les guerres de Mazarin. Certes, il a su s'enrichir, sans doute trop, et surtout de façon trop ostentatoire. Il dépense des sommes folles dans son château de Vaux-le-Vicomte et sait découvrir les talents, puisque l'équipe qui construira Versailles est celle qui a œuvré à Vaux. Il ne prend pas conscience que, à la mort de Mazarin, Louis XIV a décidé d'assumer le pouvoir.

Le 17 août 1661, il donne une fête superbe qui indispose Louis XIV. Le roi prête une oreille attentive aux dénonciations de prévarication émises par Colbert, qui souhaite remplacer le surintendant. Louis XIV a surtout peur de

« Louis XIV ne supporte pas le luxe de son ministre des Finances, Nicolas Fouquet. »

son excès de puissance et le fait arrêter le 5 septembre 1661. Il est condamné, à l'issue d'un long procès, au bannissement et à la confiscation de ses biens. Louis XIV, déçu de la légèreté de la peine, la commue en détention perpétuelle. Fouquet restera enfermé à Pignerol jusqu'à sa mort, en 1680, en des conditions mal éclaircies. Il est vrai également que, outre sa jalousie « esthétique », Louis XIV entend reprendre personnellement le contrôle des finances publiques ; Colbert n'est nommé que contrôleur général des Finances, en 1665...

1619-1683

COLBERT

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE QUI FIT LONGTEMPS RÉFÉRENCE

Membre du Conseil d'en-haut, Jean-Baptiste Colbert va exercer le rôle de ministre principal pendant vingt-deux ans, de 1661 à 1683, et imprimer une marque profonde dans les activités économiques du pays. N'est-il pas à la fois contrôleur général des Finances, surintendant des Bâtiments, secrétaire d'État à la Maison du roi, mais aussi à la Marine ? En vérité, il n'y a que la Guerre (Louvois) et les Affaires étrangères qui lui échappent. Quelle est son œuvre ?

Jean-Baptiste Colbert fut pendant près de vingt-deux ans le ministre principal du roi et ses domaines de compétences étaient ahurissants : contrôle général des Finances, Marine, Maison du roi, Bâtiments... Ce travailleur obstiné est un ambitieux. Mais c'est également un homme d'État qui impose ses idées : développement de la flotte de guerre et de commerce, des grandes compagnies, des échanges coloniaux, rôle d'incitation industrielle actif de l'État, unification des prélèvements fiscaux, application stricte de réglementations très nombreuses dans tous les domaines pour garantir la qualité... La guerre l'a privé de moyens financiers, et encore, ne il meurt en 1683, c'est-à-dire avant la période la plus délicate du règne... Ses méthodes ont marqué profondément la pensée économique française. Son œuvre en est le symbole.

Entre 1648 et 1652, la France connaît des « années noires ». Ces cinq années de crise économique sont gravissimes pour le pays, doublées d'une famine et de son corollaire, la peste. De 1653 à 1661, la France revient à ses fondamentaux : la paix, l'agrandissement du royaume et une agriculture stable. À la majorité du jeune roi, avec l'arrivée de Colbert, débute une autre ère. Dirigiste et protectionniste, une politique de réponse aux crises antérieures se met en place. Elle sera également une réponse aux crises qui secoueront le règne du Roi-Soleil : plusieurs guerres, trois famines de grande ampleur, la révolte du papier timbré de 1675, la guerre des tarifs...

Colbert est un homme froid et méthodique, détesté par la cour. Il commence d'abord par doter le pays d'une administration centralisée, puissante et rigide. Il réorganise l'état civil avec le double registre, généralise les intendants (nos préfets actuels en quelque sorte), s'efforce de mieux percevoir les données démographiques et statistiques du pays (cf. le futur rapport du duc de Beauvillier sur l'état de la France), dote enfin la France d'une administration financière digne de ce nom – l'état de prévoyance, c'est-à-dire le budget prévisionnel annuel ; la tenue des trois livres : recettes, dépenses et fonds ; et enfin le Conseil royal des finances, gestionnaire du Trésor.

Ensuite, il faut faire face à des besoins financiers très lourds en raison de la guerre permanente, de la construction de Versailles, de la reconstitution d'une marine de guerre et de commerce, des dotations aux manufactures...

Pour ce motif, il cherche à se doter d'un outil de perception fiscal plus efficace. Une administration nouvelle, la Ferme générale, est chargée de percevoir les impôts indirects, aides et gabelle. L'impôt direct, la taille, est abaissé pour favoriser la production agricole. Enfin, des droits de douane sont imposés. En raison des besoins, de nouvelles recettes de poche apparaissent, en particulier la taxe sur le tabac, devenue monopole d'État (dès cette époque), et l'impôt sur le timbre.

L'idée principale de Colbert est de créer une économie dirigée, par hypothèse prospère, reposant sur les commandes de l'État protectionniste et permettant de conserver le numéraire, à cette époque où l'on en manque, en raison de l'épuisement des mines d'or et d'argent du Mexique et du Pérou. Seul le grand commerce colonial est favorisé, car il accroît la masse monétaire. Un système fermé sur lui-même et qui n'intègre absolument pas la notion de fluidité de l'économie et de vitesse de circulation de la monnaie (seul compte le volume de métal). De toute évidence une erreur d'analyse, sclérosante et poussant à la guerre entre les États européens. Ce n'est plus la guerre du feu, mais celle de l'or !

De toutes les activités économiques, celle qui retient le moins l'attention de Colbert est l'agriculture, pourtant, et de loin, la principale, puisque la taille est la première ressource du Trésor et qu'elle emploie plus de 80 % de la population. Le rôle fixé à l'agriculture est de nourrir les villes. Aussi Colbert s'attache-t-il à amoindrir les entraves pesant sur le système productif : saisies de bétail et des instruments interdites, protection des forêts, lutte contre les brigands. Il favorise l'implantation de nouvelles cultures industrielles : chanvre, lin, safran, garance, pastel, soie (mûrier)... En revanche, il encourage l'arrachage de la vigne – qui s'est démesurément étendue – au profit du blé. Enfin, les haras se développent en liaison avec les besoins de l'armée.

« La politique économique interventionniste mise en place par Colbert va marquer durablement l'action des pouvoirs publics français. »

L'époque reste marquée par de graves famines en 1662-1664, à nouveau en 1693-1694, et enfin pendant le terrible hiver de 1709.

C'est dans le domaine industriel, activité qui seule peut développer le stock de monnaie – avec le grand commerce –, que Colbert donne sa pleine mesure. Il encourage, en vain, la noblesse à investir et impose des règlements à toutes les productions industrielles, en un système de corporations protecteur, mais paralysant. L'État décide des normes et qualités, freinant la diffusion du progrès technique. Il crée des maisons royales tournées vers le marché intérieur et les productions de prestige, propriétés d'État bénéficiant du privilège royal (exonération du contrôle corporatif, monopole de fabrication...), telles que les manufactures des Gobelins, la Savonnerie à Chaillot, les tapisseries d'Aubusson, les ateliers de Saint-Germain et de Saint-Marcel.

Ce planificateur institue également des ateliers royaux dans toute la France, tournés vers l'exportation, bénéficiant de subventions et de commandes directes, mais rigoureusement surveillés par un système d'inspecteurs. On peut citer, en particulier, les ateliers textiles d'Abbeville, d'Alençon, d'Amiens, de Sedan, de Lyon et du Puy ; les verreries de la compagnie de Saint-Gobain ; les faïenceries de Nevers ; les fonderies de la région lyonnaise. On aura garde d'omettre les arsenaux de Rochefort, de Brest, de Cherbourg, de Dunkerque, de Nantes et de Marseille, qui construisent une puissante flotte de guerre (elle atteint environ 270 vaisseaux à la mort de Colbert). Le ministre est également conscient de la nécessité de faciliter les transports, très lents, par le creusement de canaux (Orléans, Midi) et la remise en état du réseau routier.

Enfin, Colbert s'efforce de développer le grand commerce d'exportation, non sans freiner les importations par la création de tarifs douaniers élevés. L'idée de Colbert est, en effet, de déployer la flotte française pour reprendre à la Hollande (les Provinces-Unies) une partie du trafic maritime entre la France, les colonies et l'Europe du Nord.

La construction d'une marine marchande est encouragée par un système de primes à l'investissement et par la multiplication des ports d'attache, favorisant ainsi l'extension du pavillon national.

Des compagnies commerciales d'État, à monopoles et privilèges, sont instituées, promettant de gros dividendes : en 1664 la Compagnie des Indes orientales et celle des Indes occidentales, en 1669 la Compagnie

du Nord et en 1670 la Compagnie du Levant. Ces entreprises étatiques auront, à l'exception de la Compagnie des Indes orientales, un succès très limité. Entrepreneurs privés, les armateurs nantais, malouins, bordelais, marseillais, rochelais préfèrent travailler pour leur compte. Les colonies sont alors exploitées pour le seul bénéfice de la métropole, en particulier la Martinique et la Guadeloupe, mais aussi Haïti, Saint-Domingue et Pondichéry. Le Sénégal est reconnu par André Brué. La traite des Nègres entre l'Afrique et les Antilles fait la fortune de tous les négociants français, de même que le transport et la vente du sucre (les plantations de canne se développent rapidement) et des épices. Le domaine colonial s'accroît en Amérique, où le père Marquette découvre les Grands Lacs et Cavalier de la Salle conquiert la Louisiane.

Le colbertisme soutint le négoce international, et surtout la production industrielle intérieure. Mais il ne favorisa aucun progrès en agriculture et sclérosa l'économie. Le corporatisme entrava le progrès technologique, alors que l'imposition de barrières douanières ne préparait nullement l'industrie à la confrontation internationale qui surviendrait au siècle suivant. Spécialisés dans le luxe, les manufacturiers français avaient une fragilité évidente en période de difficultés économiques. Au fond, l'économie du pays bénéficia : de la guerre (colorants, filatures, fonderies, armements, construction navale...), des commandes de prestige, de la construction de Versailles et de nombreux monuments parisiens, ainsi que des débuts de l'expansion du commerce colonial. À la mort de Colbert, la situation est assez bonne, mais l'avenir n'est pas préparé, le dirigisme n'ayant jamais constitué en économie qu'une solution provisoire, tout au plus l'amorce d'une expansion. Sans relais de l'initiative privée, il ne peut y avoir de progrès durable.

1621-1695

JEAN DE LA FONTAINE

UNE VIE SI VOLAGE

Baptisé le 8 juillet 1621 à l'église Saint-Crépin de Château-Thierry (Aisne), Jean de La Fontaine était issu de la moyenne bourgeoisie provinciale.

Jean fréquenta le collège de sa ville natale et termina ses études à Paris. À 20 ans, il entra à l'Oratoire, mais n'y resta que dix-huit mois, passant plus de temps à lire les auteurs galants que les théologiens... Partageant ensuite sa vie entre Paris et Château-Thierry, La Fontaine hésitait quant au choix d'une carrière et, entre 1645 et 1647, il fit des études de droit. Il fréquenta aussi une petite académie littéraire, dite « de la Table Ronde ». Beau et amène, Jean avait de nombreuses aventures galantes. Il eut une liaison avec la femme d'un lieutenant du roi. Son père le sermonna. Il devait songer à se marier et à prendre sa charge de maître des Eaux et Forêts, qu'il exerçait depuis trente ans et que son père et son grand-père détenaient avant lui. Jean ne voulait ni de la charge, ni d'une épouse. Son père insista. Il devait épouser la fille de Louis Héricart, lieutenant civil et criminel de La Ferté-Milon, et nièce de Jacques Jannart, substitut de Messire Nicolas Fouquet, procureur général au parlement de Paris. Marie – tel était son prénom – avait quatorze ans et demi, de belles manières et 32 000 livres de dot... Point belle mais gracieuse, elle était un bon parti. Jean, de guerre lasse, accepta de la rencontrer et consentit à l'épouser. Leur mariage eut lieu en novembre 1647.

Reçu au barreau en 1649, La Fontaine plaidera très peu. En 1652, il acheta une charge de maître des Eaux et Forêts. Il ne fit pas fortune.

Marie mit au monde un garçon, prénommé Charles, en octobre 1653. Jean ne sera pas un bon père. Plus : en 1654, il publia son premier ouvrage, *L'Eunuque* (une comédie adaptée de Térence), qui passera totalement inaperçu.

M^{me} de La Fontaine n'était guère une femme d'intérieur. Elle préférait de beaucoup faire salon ; elle aimait les lettres et la poésie. Elle aimait aussi lire des romans. Son mari était volage. La jeune femme décida de se venger. Son cousin Poignant, devenu capitaine de dragons, vint s'installer à Château-Thierry. Marie décida de rendre son mari jaloux. Le mari bafoué provoqua le cousin en duel. Le jour du duel, l'offensé lettré – qui n'avait jamais tenu une épée de sa vie – eut plus de peur que de mal. Il fut désarmé et la querelle brisa là.

À la mort de son père, Jean toucha l'héritage et, pour mieux répartir ses biens, il refit son contrat de mariage. Jean reprit ses aventures amoureuses. Les époux vivaient toujours ensemble malgré de fréquentes scènes de ménage, dues principalement aux soucis d'argent.

La Fontaine entra alors au service de Nicolas Fouquet, le surintendant général des Finances. En échange d'un traitement correct, il fournissait : sonnets, ballades et madrigaux ; il commença *Le Songe de Vaux*.

En août 1661, le surintendant donna à Vaux une fête somptueuse en l'honneur de Louis XIV, accompagné de toute la famille royale. La Fontaine y assista. Pour avoir voulu éblouir le roi, le ministre fut arrêté en septembre et emprisonné. Jean ne se départira jamais de sa fidélité envers lui et il prendra courageusement sa défense.

Cette arrestation exila son oncle Jacques Jannart à Limoges, et il l'accompagna. Cela sera son plus long voyage et il en fera une *Relation d'un voyage de Paris en Limousin*, sous la forme de six lettres, envoyées à sa femme (elles seront publiées à titre posthume). De retour à la fin de l'année 1663, il fit de fréquentes allées et venues entre Paris et Château-Thierry, et courtisa Marie-Anne Mancini, qui avait épousé Maurice-Godefroy de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, seigneur de Château-Thierry. Férue de poésie, malicieuse et ardente, la duchesse imposa le poète à sa famille, et son talent fut enfin reconnu.

En 1664, au palais du Luxembourg, La Fontaine devint « gentilhomme servant » de la duchesse d'Orléans. Il fit une entrée remarquée sur la scène littéraire en composant des *Contes et nouvelles en vers* (1665-1674), récits galants qui firent scandale ; il devint célèbre. Ses *Fables* (1668-1693) firent sa gloire. Considéré comme rêveur et doux, il était en réalité un gros travailleur. Ses *Fables* représentaient un immense

sens de l'observation ainsi qu'un grand amour de la nature et des animaux. Sa femme repartit vivre, en 1671, en province. La Fontaine reprit sa vie amoureuse agitée. À la mort de la duchesse d'Orléans en 1672, il s'installa rue Neuve-des-Petits-Champs, chez son amie M^{me} de La Sablière.

En 1671, il avait quitté ses charges de maître des Eaux et Forêts. La même année, il vendit sa maison natale de la rue des Cordeliers. L'ensemble lui permit de s'acquitter de ses dettes.

Élu à l'Académie française en novembre 1683, La Fontaine dut attendre presque six mois pour y être reçu. Racine et Boileau lui demandèrent une faveur : se réconcilier avec Marie. Il accepta et partit pour Château-Thierry plein de souvenirs : ceux des années passées en ce lieu avec sa jeune épouse. Le cœur battant, il frappa à la porte. Une servante inconnue de lui vint lui ouvrir. Marie n'était pas là, mais à l'église. Il ne put s'y rendre ; fin de l'aventure maritale.

En 1692, La Fontaine tomba gravement malade. Son confesseur, l'abbé Pouget – jeune vicaire de Saint-Roch –, le ramena à la religion. En 1693, après la disparition de M^{me} de La Sablière, le fabuliste alla demeurer rue de la Plâtrière chez un conseiller au parlement de Paris, Anne d'Hervart, rencontré chez Fouquet, un homme extrêmement riche, marié à Françoise de Bretonvilliers. C'est chez eux qu'il s'éteignit, le 13 avril 1695, à l'âge de 74 ans.

1622-1673

MOLIÈRE

L'IMPERTINENCE ET LA JUSTESSE DU TRAIT

Né en 1622 à Paris, Molière, de son vrai nom Jean-Baptiste Poquelin, fils d'un tapissier du roi, est acteur, dramaturge et metteur en scène français... Il est l'auteur des ouvrages français les plus connus : Dom Juan, Le Bourgeois gentilhomme, L'Avare, Tartuffe...

Il est sans conteste l'auteur le plus joué du théâtre français. Son influence sur la dramaturgie est sans commune mesure avec celle de n'importe quel autre auteur. Molière est acteur, auteur et metteur en scène, et voue sa vie au théâtre et à sa troupe. Résolument avant-gardiste, il est le chef de file du renouvellement de l'art théâtral en France. Bien sûr, il n'a pas connu les honneurs de la Comédie française, mais son travail aura, c'est une certitude, contribué à la création de cette dernière.

Rien ne prédispose le jeune Jean-Baptiste, fils de Jean Poquelin, à embrasser une carrière théâtrale. Son père, peu enclin à la fantaisie, occupe la charge de tapissier et valet de chambre à la Maison du roi. Lui poursuit au côté du Prince de Conti, son futur protecteur, de brillantes études au collège de Clermont (aujourd'hui Louis-le-Grand). À partir de 1640, il part pour Orléans, où il suit des études de droit pour devenir avocat, titre qui permet alors l'achat d'une charge dans la justice ou l'administration. Parallèlement à cela, son père lui offre la sécurité en lui transmettant sa charge à la Maison du roi. Les portes de la promotion sociale et de la réussite lui sont ouvertes, et pourtant le jeune Poquelin refuse de suivre la voie qu'on lui a tracée. Il ne sera ni valet ni avocat, Jean-Baptiste veut être comédien. Malgré l'incompréhension de son entourage, il fonde avec sa maîtresse, Madeleine Béjart, la famille de cette dernière et quelques autres comédiens, la compagnie de l'Illustre Théâtre. Pourtant, cette entreprise semble vouée à l'échec. La concurrence des deux grandes troupes que sont l'Hôtel de Bourgogne et Le Marais est inégale, et l'envoie en prison pour dettes. Libéré grâce à l'intervention de son père, il s'intègre dans la troupe de Charles Dufresne. Jean-Baptiste prend alors le pseudonyme de Molière, sans que personne sache réellement pourquoi. Dans le même temps, la petite troupe part en tournée. Ces quelques années (treize ans) passées à sillonner la province sont des plus formatrices pour ce jeune homme de théâtre. Molière n'a alors écrit que de simples farces aujourd'hui disparues, à l'exception de quelques-unes peu significatives de son travail. Pourtant, il reçoit la protection de certains grands du royaume, dont le frère du roi. Ce dernier lui permet de jouer à Paris une de ses farces devant le roi, qui se montre alors plus réceptif au *Docteur amoureux* de Molière qu'aux drames de l'illustre Corneille. En 1659, la pièce des *Précieuses ridicules*, jouée au Petit-Bourbon, marque un tournant dans la vie du jeune auteur. On y retrouve cette alliance

de tradition et de satire qui marque l'ensemble de son œuvre. Molière obtient son premier succès et commence à trouver un public, son public. Dès lors, ses créations s'enchaînent : *Sganarelle ou le Cocu imaginaire* (1660), *L'École des maris* et *Les Fâcheux* (1661). Avec *Don Garcie de Navarre* en 1661, Molière tente sans succès de prouver à ses détracteurs qu'il n'est pas qu'un simple farceur.

Il compte désormais parmi les grands et obtient la jouissance du théâtre du Palais-Royal. Il y assume de front toutes les fonctions : directeur de théâtre, auteur, acteur, metteur en scène et chef de troupe. Insouciant, Molière n'hésite pas à se mettre à la merci du danger et du qu'en dira-t-on. En effet, il épouse l'année suivante Armande Béjart, la fille de sa propre maîtresse. Cette union lui vaut les pires quolibets. Ses ennemis ne tardent pas à se servir de cela pour le discréditer.

L'année suivante est celle de la maturité. Avec *L'École des femmes*, Molière trouve son genre. En soulevant le débat sur le mariage, l'éducation et l'infidélité, il donne une nouvelle dimension à son œuvre. Évidemment, cette critique de la société irrite, mais elle obtient un succès retentissant. Molière en profite pour répondre par *La Critique de l'École des femmes* et *L'Impromptu de Versailles*, dans lesquelles il humilie ses détracteurs (petits marquis, faux vertueux, troupe rivale de l'Hôtel de Bourgogne...).

En 1664, Molière jouit d'une fabuleuse popularité, et surtout de la protection du roi. Soucieux de plaire à ce dernier, il invente la comédie-ballet. Puis il donne en représentation son *Tartuffe*. Malheureusement, la pièce est interdite à la demande de l'archevêque de Paris. En effet, la dénonciation de l'hypocrisie religieuse faite dans cette œuvre ne peut que desservir la cause des bien-pensants. La bataille de *Tartuffe* dure pendant près de cinq longues années. Pour protéger l'auteur, le roi Louis XIV honore Molière et ses amis du titre de « troupe du roi ». Enhardi par tant d'honneurs, Molière persiste et propose avec *Dom Juan ou le Festin de pierre* un personnage complexe opposé à toute forme d'autorité. La pièce connaît un grand succès, puis est retirée de l'affiche avant même d'affronter la charge d'opposants persuadés alors d'y voir une apologie de l'athéisme.

Toutefois, malgré ses écarts par rapport à la morale de l'époque, Molière connaît toujours la spirale du succès. Les pièces s'enchaînent :

Le Misanthrope, salué pour son aspect moral, *Le Médecin malgré lui*, qui reste son plus grand succès populaire, *L'Avare*, *Le Bourgeois gentilhomme*, *Les Fourberies de Scapin* et *Les Femmes savantes*. On l'autorise même à jouer son *Tartuffe*.

Malheureusement, la protection du roi n'est pas chose acquise. Le penchant de ce dernier pour la danse le pousse à lui préférer Lully, qui avait participé à l'écriture des ballets du *Bourgeois gentilhomme*. Privé de ses privilèges royaux, Molière conserve tout de même l'affection du public.

En 1673 il crée *Le Malade imaginaire*. Il est pris d'un malaise sur scène lors de la quatrième représentation. Il s'éteint chez lui d'une hémorragie peu de temps après.

« Molière meurt quelques heures après la quatrième représentation du *Malade imaginaire* (1673). »

Une fois mort, Molière fait moins peur, et le réveil de ses plus grands détracteurs l'empêche de recevoir les derniers sacrements. Il faut l'intervention du roi lui-même pour lui éviter la fosse commune. Molière est enterré de nuit avec pour seule cérémonie la foule de ses amis et admirateurs qui suivent le cercueil en cette nuit de février.

1626-1696

M^{ME} DE SÉVIGNÉ

EXQUIS TÉMOIN DU SIÈCLE DE LOUIS XIV

Marie de Rabutin-Chantal, née le 5 février 1626 d'un père de très ancienne famille bourguignonne (sa grand-mère Jeanne de Chantal est canonisée) et d'une mère de noblesse plus récente, fut éprouvée dès sa plus tendre jeunesse par la perte de ses parents. Orpheline, élevée entre Paris et le château de Sucy-en-Brie par son oncle maternel Philippe de Coulanges, elle reçoit une éducation choisie.

Dès ses 18 ans, Marie fréquente le monde et les salons (y rencontrant chez Scarron la jeune épouse au destin royal Françoise d'Aubigné, future M^{me} de Maintenon). Elle est mariée le 4 août 1644 au baron

Henri de Sévigné, bel homme, volage (amant de Ninon de Lenclos), dépensier (employant partie de la dot de la jeune Marie en vue d'acquérir la charge de gouverneur de Fougères) et insouciant, lui donnant deux enfants adorés (l'amour filial étant la plus constante de ses vertus) : Françoise-Marguerite, née le 10 octobre 1646, et Charles, né le 12 mars 1648. L'inconséquence téméraire de son époux l'ayant poussé à un duel fatal pour une question d'honneur l'opposant au chevalier d'Albret, elle est veuve à 24 ans.

Elle consacre ses soins et son attention à ses enfants, ne négligeant jamais les contingences de la vie mondaine.

Elle fréquente la Bretagne et son parlement, comme en témoigne la Lettre aux Rochers à M^{me} de Grignan du 5 août 1671 : « Les états ne doivent pas être longs ; il n'y a qu'à demander ce que veut le roi ; on ne dit pas mot : voilà qui est fait... Une infinité d'autres présents, de pensions, de réparations de chemins et de villes, quinze ou vingt grandes tables, un jeu continu, des bals éternels, des comédies trois fois la semaine, une grande braverie : voilà les états. J'oublie quatre cents pipes de vin qu'on y boit. »

Elle réside parfois en son ravissant château des Rochers-Sévigné (château du xv^e siècle), à proximité de Vitré, qui aujourd'hui encore porte la marque de sa présence. Certaines allées du beau jardin à la française, conçu en 1689 par son fils Charles, ont été baptisées par la marquise « L'humeur de ma fille » (et elle parlait en connaissance de cause...) ou encore « La Sainte horreur »...

Elle y écrit de fort jolies lettres aux préoccupations pas seulement courtisanes : « Que pensez-vous donc que ce soit que la couleur des arbres depuis huit jours ? Répondez. Vous allez dire : du "vert" ? Point du tout, c'est du rouge. Ce sont de petits boutons, tout prêts à partir, qui font un vrai rouge, et puis ils poussent tous une petite feuille, et comme c'est inégalement, cela fait un mélange trop joli de vert et de rouge. » Charmant et presque enfantin !

Dès 1651, sa vie est essentiellement parisienne, même si elle a pu subrepticement égarer sa plume : « Je ne sais ce que je vais faire à Paris ; rien ne m'y attire, je n'y ai point de

« Une exquise femme de lettres, un caractère unique au sens de l'observation peu commun, une maîtresse femme de la littérature épistolaire. »

contenance » (Lettre du 2 novembre 1679). Elle est du Marais et de la place des Vosges, occupant un temps l'hôtel Carnavalet, fréquentant le « monde » et l'élite raffinée de son temps. Elle donne son amitié à M^{me} de Lafayette (auteur de *La Princesse de Clèves* qu'elle qualifiera d'« une des plus charmantes choses que j'aie jamais lues »... Comprenne qui pourra !) et à La Rochefoucauld, qu'elle pleurera avec émotion. Elle se lie aux poètes Ménage et Chapelain, se rapproche spirituellement de Port-Royal. Elle offre son admiration à « notre vieil ami Corneille » (Lettre du 16 mars 1672 à M^{me} de Grignan), ainsi qu'à « Baptiste » (comprenez J.-B. Lully), la refusant, un temps, à l'infortuné Racine qui n'en méritait pas tant.

Fidèle en amitié, elle ne craint pas les réprouvés, soutenant hardiment Fouquet. La Lettre à M. de Pomponne du 9 décembre 1664 comporte la définition du crime d'État par Fouquet : « Un crime d'État, c'est quand on est dans une charge principale, qu'on a le secret du Prince, et que tout d'un coup on se met à la tête du conseil de ses ennemis ; qu'on engage toute sa famille dans les mêmes intérêts ; qu'on fait ouvrir les portes des villes dont on est gouverneur à l'armée des ennemis et qu'on les ferme à son véritable maître ; qu'on porte dans le parti tous les secrets de l'État. » Elle lui écrit des lettres que le roi lira avec plaisir, dit-on. Elle soutient Simon de Pomponne, disgracié, ou le cardinal de Retz (« cet homme si aimable et si illustre que l'on ne pouvait connaître sans l'aimer »). Elle évoque délicatement la période frondeuse du Grand Condé : « Tous les beaux esprits se sont épuisés à faire valoir tout ce qu'a fait ce grand prince, et tout ce qu'il a été », dans la Lettre du 10 mars 1687 au comte de Bussy Rabutin, son cousin. A-t-elle encore des illusions ? « [...] Enfin le tourbillon, la dissipation, les demandes sans réponses, les compliments sans savoir ce que l'on dit, les civilités sans savoir à qui l'on parle, les pieds entortillés dans les queues » (Lettre sur les noces de M^{lle} de Louvois) ; un vrai cocktail mondain !

La jolie marquise, égérie des Précieuses et amie de la marquise de Rambouillet au salon prestigieux, reste dans nos mémoires :

- une exquise femme de lettres (qui appréciait Molière, La Fontaine et Corneille) ;
- un caractère unique au sens de l'observation peu commun ;

- une maîtresse femme de la littérature épistolaire avec sa fille exilée, en 1671, à Grignan, près de son vieux mari lieutenant général de Provence, parfois son fils auquel elle avait acheté une charge de guidon des gendarmes-dauphins, et bien d'autres encore.

Style merveilleux, espièglerie, humour, œil acéré, vie sociale, médecine (qui la passionne et lui suggère des lettres épiques) :

« J'ai commencé aujourd'hui la douche : c'est une assez bonne répétition du purgatoire » (28 mai 1676) sont complétés par des suggestions amusantes comme celle d'administrer le « remède de l'Anglais », qui aurait dû être administré au cardinal de Retz par des « radoteriers », ou des commentaires sur la politique ou la justice...

C'est un tableau puissant de l'élite du siècle du Grand Roi et de sa cour qu'elle nous livre. La Lettre du 15 décembre 1670 à Coulanges sur le mariage de la grande Mademoiselle décrit « la plus merveilleuse, la plus miraculeuse, la plus triomphante, la plus étourdissante... » des choses. Ses lettres sont savoureuses, à la manière d'une petite gourmandise littéraire. Ses préoccupations et réflexions demeurent consignées dans ses célèbres lettres (un bon millier) à lire pour la langue tantôt précieuse et tantôt bonhomme, comme pour la liberté de ton, l'esprit français... En une phrase c'est : un concentré de la belle écriture.

Elle a des avis sur tout et même sur la guerre. La Lettre du 27 avril 1672 sur la guerre de Hollande et les préséances entre M. de Turenne et le maréchal de Créquy est une merveilleuse façon féminine de croquer les petites ambitions humaines. Elle écrit le 1^{er} août 1667 :

« Le roi s'amuse à prendre la Flandre... malgré toutes nos prospérités, il y a toujours quelque blessé ou quelque tué. Pour moi qui espère y avoir quelque gendre, je souhaite en général la conservation de toute la chevalerie. » Il y a des légèretés de ton et d'analyse : « Enfin, c'est fait, la Brinvilliers est en l'air : son pauvre petit corps a été jeté, après l'exécution, dans un fort grand feu, et les cendres au vent ; de sorte que nous la respirerons, et par la communication des petits esprits, il nous prendra quelque humeur empoisonnante, dont nous serons tous étonnés. » Qui aujourd'hui oserait écrire ainsi, aujourd'hui, à moins qu'il ne s'agisse d'une élégance de plume masquant une réelle gravité ?

Elle décrit la cour avec finesse (Lettre du 29 juillet 1676). Elle ne craint pas la philosophie et son approche de la mort est éloquente : « Vous me demandez, ma chère enfant, si j'aime toujours bien la vie. Je vous avoue que j'y trouve des chagrins cuisants ; mais je suis encore plus dégoûtée de la mort : je me trouve si malheureuse d'avoir à finir tout ceci par elle, que si je pouvais retourner en arrière, je ne demanderais pas mieux. Je me trouve dans un engagement qui m'embarrasse : je suis embarquée dans la vie sans mon consentement ; il faut que j'en sorte, cela m'assomme ; et comment en sortirai-je ? Par où ? Par quelle porte ? Quand sera-ce ? En quelle disposition ? Souffrirai-je mille et mille douleurs qui me feront mourir désespérée ? Comment serai-je avec Dieu ? Suis-je digne du Paradis ? Suis-je digne de l'Enfer ? Quelle alternative ! Quel embarras ! » (Lettre du 16 mars 1672 à M^{me} de Grignan). C'est toute la métaphysique du croyant. Elle meurt à Grignan, auprès de sa chère fille, le 17 avril 1696.

« Je vous le donne en quatre, je vous le donne en dix, je vous le donne en cent... ma foi jurée ! » Sa lecture est instructive et distrayante, et ravive la joie de la correspondance.

1627-1704

BOSSUET

ET LES RAPPORTS ENTRE FOI ET RAISON

Jacques-Bénigne Bossuet, fils d'un conseiller au parlement de Bourgogne, a rédigé plus de 17 000 pages de textes et a traversé les débats du Grand Siècle, laissant une trace indélébile – aujourd'hui encore – dans le débat intellectuel européen.

Après des études chez les jésuites, ce Dijonnais est ordonné prêtre. Chanoine de Metz, il se consacre, par vocation et par une croyance indéfectible en Dieu, à son sacerdoce. C'est en 1659, lorsqu'il s'installe à Paris, que débute son « succès » comme prédicateur. Il fréquente tous les grands personnages de son temps.

Influencé par saint Vincent de Paul, il tend vers une épure stylistique et conceptuelle. En 1669, il est nommé évêque, et un an plus tard précepteur du fils de Louis XIV, le Grand Dauphin. Son œuvre littéraire et ses fougueux débats, assez persuasifs – car il est « hostile à la persécution » –, posent la question sur les rapports entre foi et raison. Pour cela, comme pour son influence « dans les débats politiques, intellectuels et religieux de son temps », il entre en 1671 à l'Académie française. En 1681, il devient évêque de Meaux (d'où son surnom de « l'Aigle de Meaux »).

« Bossuet a prononcé plus de 200 sermons dont le fameux "Sermon sur la mort". »

Il polémique contre les protestants, contre les jésuites – qui l'ont formé et à qui il exprimera toutefois une reconnaissance « discrète » malgré la virulence du débat –, contre l'autorité excessive du pape, contre les « quiétistes » comme Fénelon... Son œuvre est monumentale : *Les Sermons* – il en a prononcé plus de 200, dont le fameux « Sermon sur la mort » –, *Les Panégyriques*, dont le plus célèbre est le « Panégyrique de saint Paul », *Les Oraisons funèbres*, le *Discours sur l'histoire universelle*, publié en 1681, *L'Histoire des variations des Églises protestantes* de 1688 et, dix ans plus tard, une *Relation sur le quiétisme*, qui fait date... La question protestante est l'une des préoccupations majeures de l'Aigle de Meaux. « Alors que le quiétisme est l'objet d'une question brève et violente, le protestantisme est pour lui une douleur endémique », explique Georges Minois dans sa biographie de Bossuet.

La langue de cet écrivain si français est pure, le raisonnement limpide, la poésie présente. L'anthropologie est « fondée sur le péché universel ».

Il est réputé également pour avoir de « mauvaises fréquentations » (l'abbé de Rancé), pour ses relations amoureuses – sujettes à débats –, pour ses dénégations et controverses, pour avoir fait de mauvaises études bibliques, pour ses entretiens avec M^{me} de Montespan, avec qui la relation houleuse au départ devint avec le temps confiante et « confidente » –, et aussi pour son autoritarisme, pour sa « dent dure » et son orgueil, double antinomique de son talent. N'est-il pas un héros oublié de la littérature et de la philosophie françaises ?

1635-1719

M^{ME} DE MAINTENON

UNE REINE ÉPOUSÉE SECRÈTEMENT

En 1676, le roi tombe amoureux. L'affaire devient officielle en 1679. À la mort de la reine, M^{me} de Maintenon régentera tout, de la maison royale aux affaires de l'État.

Françoise d'Aubigné, la petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, compagnon du roi Henri IV, orpheline, convertie au catholicisme, est bien aise d'épouser le poète Scarron en 1652, à l'âge de 17 ans. Certes, l'homme est paralysé, mais il est la coqueluche du « Tout-Paris » et lui fait connaître celles qui deviendront ses grandes amies : M^{mes} de Sévigné et de La Fayette.

Devenue veuve, elle entre, grâce à Ninon de Lenclos, dans l'environnement de la favorite de Louis XIV, M^{me} de Montespan, et devient la préceptrice de ses enfants. Elle parvient à séduire Louis XIV et, lors de la déchéance de la favorite après l'affaire des Poisons, remplace cette dernière. Après la mort de Marie-Thérèse, le roi l'épouse secrètement, dès 1683. Son influence s'exerce alors tant sur la vie privée du roi que sur la vie politique, à un degré moindre toutefois. N'est-elle pas opposée à la révocation de l'édit de Nantes de même qu'à la guerre de Succession d'Espagne ? Elle meurt en 1719, non sans avoir mis en place le fameux internat de jeunes filles pauvres de Saint-Cyr. La Maintenon, après une jeunesse libérée, était devenue un parangon de vertu. Il en fallait pour bâtir cet institut en pleine zone de marécages devenue Saint-Cyr-l'École.

1638-1715

LOUIS XIV

LA GLOIRE D'UN ROI SACRÉ

Pendant un règne personnel de cinquante-quatre ans, Louis XIV a apporté à la France un immense prestige au sein de l'Europe. Malgré les guerres et les crises, son règne fut créateur, fastueux et esthétique.

Louis XIV succède à son père en 1643 ; il n'a pas 5 ans. Richelieu a légué Mazarin à Louis XIII. Louis XIII a laissé, par testament, la régence à la reine Anne d'Autriche, qui se fait attribuer, par le parlement de Paris, un pouvoir absolu et nomme Mazarin Premier ministre. Les Espagnols envahissent la Champagne et assiègent Rocroy. Condé et Turenne les battent. L'empire renonce à ses droits sur Metz, Toul, Verdun, Pignerol et Vieux-Brisach. L'Alsace est cédée, à l'exception de Strasbourg. Pressé d'avoir de l'argent pour faire face à la guerre, Mazarin veut imposer des édits fiscaux au Parlement, qui résiste. Paris se couvre de barricades (26 août 1648). Condé bat les frondeurs, mais se rend insupportable par ses exigences. Mazarin le fait emprisonner. Le Parlement obtient de la régente sa mise en liberté et le renvoi du cardinal, qui se retire à Cologne en février 1651. Condé, qui espérait le remplacer, gagne le Midi pour se mettre au service des troupes espagnoles. Mazarin, rappelé en 1652, confie à Turenne l'armée royale pour battre Condé. Vaincu à Étampes, Condé va cependant assiéger Paris et parvenir à y entrer grâce à Mademoiselle, fille de Gaston d'Orléans, qui fait tirer le canon de la Bastille contre l'armée de Turenne.

« Son orgueil le fait parfois trébucher. »

Condé, à la suite des massacres auxquels se livrent ses soldats, se fait chasser de la capitale (la cour s'est réfugiée à Pontoise, et Mazarin s'est exilé une seconde fois) et retrouve les rangs espagnols, tandis que Louis XIV, déclaré majeur, rentre dans Paris, puis rappelle Mazarin. La Fronde s'éteint (1653). La guerre fomentée par Philippe IV d'Espagne se poursuit. Turenne bat encore Condé. L'Espagne doit signer la paix des Pyrénées, le 7 novembre 1659. Mazarin obtient, pour Louis XIV, la main de l'infante Marie-Thérèse, donnant ainsi aux Bourbon de France des droits au trône d'Espagne. Il meurt le 9 mars 1661 à Vincennes. Le règne personnel de Louis XIV commence.

Il se met à l'œuvre avec ses ministres Séguier, Le Tellier, Louvois et Colbert. Philippe IV, roi d'Espagne, étant mort, il réclame une partie des Pays-Bas, en vertu du droit de dévolution.

Les Espagnols sont vaincus par les troupes françaises et perdent la Flandre en 1667 (la Franche-Comté est conquise en dix-sept jours). L'Angleterre, la Hollande et la Suède, inquiètes, forment la triple alliance et contraignent Louis XIV à interrompre la guerre. Le 2 mai 1668, le traité d'Aix-la-Chapelle laisse au roi tout ce qu'il a acquis, sauf la Franche-Comté.

Louis XIV ne pardonne pas à la Hollande d'avoir adhéré à la triple alliance. Il s'allie à l'Angleterre, détache la Suède en l'achetant et envahit la Hollande en 1672. Les Hollandais percent leurs digues et inondent le pays. L'Europe s'émeut. Grâce aux victoires de Condé, de Turenne, de Créqui, de Luxembourg et de Duquesne, en mer, Louis XIV reste maître de la situation. Grâce au traité de Nimègue en 1678, la France garde la Franche-Comté, et des places en Flandre et sur les bords du Rhin. Louis XIV domine l'Europe occidentale. L'orgueil ne va pas tarder à le faire trébucher. Ses prétentions sur le Palatinat suscitent la formation de la ligue d'Augsbourg. Louis XIV vient de perdre Colbert (1683) et de révoquer l'édit de Nantes (1685). À la paix de Ryswick (1697), le roi de France rend ses nouvelles conquêtes, à l'exception de Strasbourg, Landau, Longwy, Sarrelouis, reconnaît Guillaume II d'Orange comme souverain d'Angleterre et restitue la Lorraine, occupée militairement depuis Richelieu. Cette campagne a vu la défaite de la marine française.

Le roi d'Espagne, Charles II, se meurt sans postérité. Son héritage se compose de l'Espagne, des Deux-Siciles, du Milanais, des Pays-Bas et des immenses colonies d'Amérique. Par testament, il a institué pour hériter le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV (1709), qui est proclamé roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Mais Louis XIV réserve à Philippe V ses droits éventuels au trône de France, ce qui provoque la grande ligue de La Haye, le 7 septembre 1701, les États d'Europe redoutant un grand royaume franco-espagnol. Dans les premières années de la guerre de Succession d'Espagne, succès et insuccès s'équilibrent en Italie, en Espagne, en Allemagne et dans les Pays-Bas.

En France, les protestants des Cévennes (camisards) se révoltent avec le secours de l'Angleterre et du duc de Savoie. Puis vient le temps des revers.

Les conquêtes en Allemagne sont perdues, comme celles de Flandre et de la Haute-Italie. En Espagne, l'archiduc Charles, compétiteur de Philippe V, est finalement battu, et le jeune roi affermi sur son trône d'Espagne. Peu après, Marlborough et le prince Eugène, réunis, forcent Lille à capituler en octobre 1708. La France se trouve ainsi entamée dans le Nord. Louis XIV demande la paix, mais ses ennemis exigent qu'il chasse son petit-fils de la péninsule ibérique. Louis refuse et reprend la campagne. Villars bat le prince Eugène à Denain le 24 juillet 1712. Cette victoire hâte la paix d'Utrecht (11 avril 1713). Philippe V conserve le trône d'Espagne, mais renonce à la couronne de France ; Louis XIV garde Strasbourg et Landau, la Flandre et la Franche-Comté, les Antilles, la Guyane et le Sénégal.

Le roi a le désir de symboliser la réussite de son règne par un geste architectural immortel : le château de Versailles. Il fait diriger cette gigantesque entreprise par les auteurs du château et des jardins de Vaux : Le Vau pour la construction, Le Nôtre pour le parc, Le Brun pour la décoration. Jules Hardouin-Mansart vient compléter cette équipe d'exception. Les travaux débutent en 1662. Le chantier est gigantesque : on y comptera jusqu'à 30 000 personnes œuvrant de concert et plus de 5 000 chevaux. Une entreprise fort délicate à maîtriser. À partir de 1682, ils sont suffisamment avancés pour que le roi puisse venir s'y installer. Ils ne s'achèveront qu'en 1701.

L'hiver 1709 est terrible : la guerre de Succession d'Espagne, la série de mauvaises récoltes, le départ des protestants entraînant le chômage. En effet, tout concourt à créer les conditions d'une grave crise économique. Celle-ci devient particulièrement lourde à partir de janvier 1709. L'hiver est en effet terrible, avec des températures de - 20 °C. Saint Simon écrit que le vin gèle à Versailles, Vauban qu'un Français sur dix en est réduit à mendier, tandis que les oliviers se fendent dans le sud du pays.

« Les arts et les lettres suscitent un grand intérêt chez le roi : il sait combien leurs talents multiples et conjugués peuvent servir son image. »

Les prix du blé s'envolent, la révolte gronde et l'on tire sur la foule à Paris. Le roi et les courtisans offrent leurs services en or et la course en mer permet de capturer des vaisseaux de commerce anglais chargés de céréales. Le pire est évité, mais il faudra attendre la fin de la guerre, en 1713, pour retrouver une certaine prospérité.

Louis XIV meurt le 1^{er} septembre 1715, à 77 ans, après avoir vu disparaître la plus grande partie de sa famille. Son règne a été le plus brillant (et le plus long) de la monarchie française. Il se présente, depuis Versailles, à la postérité entouré de maréchaux, d'amiraux, de poètes, d'historiens, de philosophes, d'orateurs, de peintres et de ministres illustres. Mais il a commis une faute politique en révoquant l'édit de Nantes – bien que les protestants ne représentent plus que 5 % de la population, la révocation entraîne le départ de 300 000 d'entre eux, le plus souvent des hommes de qualité – et a épuisé la France à force de guerres et de dépenses excessives.

1642-1701

COMTE DE TOURVILLE

LE SEUL AMIRAL MARÉCHAL DE FRANCE

Son père, premier gentilhomme de la Chambre du prince de Condé, était conseiller d'État ; sa mère, née Lucie de La Rochefoucauld-Montendre, était dame d'honneur de la princesse de Condé.

Troisième fils du couple, le jeune Anne Hilarion fut destiné à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dit de Malte, et, son dossier accepté, il y entra en tant que chevalier de minorité à l'âge de 14 ans.

Il prononça ses vœux de religion à l'âge adulte et servit sur « les galères de la religion », où il se distingua rapidement lors des combats contre les Barbaresques et les Ottomans. On raconte qu'il livra bataille contre trente-six de leurs galères durant neuf heures sans discontinuer

et qu'ils perdirent cinq cents hommes. Comme il était d'usage pour les chevaliers de Malte, Tourville rejoignit les escadres de la marine du roi de France, notamment celle du maréchal d'Estrées, en 1672, au large de la Hollande. Lors du tremblement de terre de Messine de 1675, il intervint avec l'Ordre au secours des sinistrés.

Ses deux frères aînés étant morts sans laisser de postérité, il demanda à être relevé de ses vœux et se maria pour assurer la continuité de sa maison ; il ne quitta jamais néanmoins la croix de Malte, qu'il portait toujours au côté gauche de ses habits. Chef d'escadre en 1677, puis lieutenant général des armées navales en 1682, il participa au bombardement d'Alger puis, deux ans plus tard, à celui de Gênes.

Nommé vice-amiral du Levant, mais jouissant des prérogatives de l'amiral (alors le comte de Toulouse, âgé de cinq ans), il rejoignit Brest à la tête de vingt vaisseaux et affronta, en 1690, la flotte anglo-hollandaise. Deux ans plus tard, alors qu'il commandait l'escadre blanche, ce fut hélas le désastre de la Hougue, au large du Cotentin, ses propres terres. Le vice-amiral avait reçu cet ordre de Louis XIV : « Sa Majesté veut absolument qu'il parte de Brest ledit jour 25 avril, quand même il aurait avis que les ennemis seraient dehors avec un nombre de vaisseaux supérieurs à ceux qui seraient en état de le suivre. [...] En cas qu'il les rencontre en allant à la Hougue, Sa Majesté veut qu'il les combatte en quelque nombre qu'ils soient [...] et s'il a du désavantage, Sa Majesté se remet à lui de sauver l'armée le mieux qu'il pourra. » Il lui obéit malgré l'importance de la flotte ennemie : 87 vaisseaux, 18 brûlots, 5 846 canons et 35 600 hommes. Le double de ce qu'il pouvait lui opposer. Tourville, qui n'avait pas démérité, reçut néanmoins en 1693 le bâton de maréchal de France. Conseiller écouté de Colbert, il est à l'origine de notre marine moderne. Tacticien et bon architecte naval, il est l'auteur du premier grand traité de tactique navale : *L'Art des armées navales*, (1687).

L'« amiral-maréchal » intervint encore au large de Cadix, à Palamós, puis commanda le pays d'Aunis avant de se retirer.

Saint-Simon devait dire de lui : « Cet amiral possède en perfection toutes les parties de sa profession. Il est plein de ressources pour tout ce qui peut arriver en mer.

1646-1708

MANSART

L'EXCEPTION ESTHÉTIQUE FRANÇAISE

Colbert a fonctionné en pleine collaboration avec Jules Hardouin-Mansart en faisant de lui un maître architectural des princes, puis du roi. Il est le Michel-Ange de l'architecture française.

La formation de Mansart débuta auprès de son grand-oncle François Mansart et sous l'aile de Libéral Bruant. Favori de Louis XIV, il devient l'architecte en chef pour les bâtiments royaux. Après avoir agrandi le château royal de Saint-Germain-en-Laye, il entreprend le travail au palais de Versailles ; parmi ses accomplissements : l'impressionnante galerie des Glaces (décorée par Le Brun), le Grand Trianon, la chapelle du palais, les Petites Écuries, l'aile du Midi... et la vaste et poétique Orangerie.

En tant qu'urbaniste, il conçoit à Paris la place des Victoires (1684-86) et la superbe place Vendôme (1699). L'impressionnant dôme des Invalides (1706) est considéré comme son « accomplissement le plus splendide ». L'hôtel des Invalides est un

« L'homme des grandes masses harmonieusement équilibrées, ou celui de la légèreté et de l'élégance du rococo. »

monument de la capitale dont la construction fut ordonnée par le Roi-Soleil, par l'ordonnance du 24 février 1670. Aujourd'hui, il accueille toujours des invalides, mais également plusieurs musées et un panthéon militaire. On y retrouve la trace de Mansart.

Mansart a beaucoup travaillé dans le modèle baroque romain massif. Mais certaines de ses conceptions à Versailles sont dirigées soit vers les grandes masses harmonieusement équilibrées, soit vers la légèreté et l'élégance du rococo.

Il était fort proche du roi et forgea une partie de son goût pour le monumental. Le duc de Saint-Simon, historiographe de la cour, parlait des relations entre le maître et le souverain en termes ironiques : « L'adresse de Mansart était d'engager le roi par des riens en apparence, en des entreprises fortes ou longues, et de lui montrer des plans

imparfaits, surtout pour ses jardins, qui tout seuls lui missent le doigt sur la lettre. Alors Mansart s'écriait qu'il n'aurait jamais trouvé ce que le roi proposait : il éclatait en admiration, protestait qu'auprès de lui il n'était qu'un écolier, et il le faisait tomber de la sorte où il voulait, sans que le roi s'en doutât le moins du monde. » Mais, il n'empêche : le testament esthétique est là et forme un héritage artistique.

1650-1702

JEAN BART

L'AUDACE MARITIME FRANÇAISE

Au panthéon des gloires maritimes du Grand Siècle, entre Duquesne, vainqueur de l'indomptable Ruyter, le malicieux et (parfois) fourbe Forbin, Tourville, valeureux et héroïque, ou bien encore Duguay-Trouin, détrousseur de l'or de Rio de Janeiro, il y a Jean Bart, enluminé de légendes, auréolé d'anecdotes invérifiables, mais certainement pourvu d'un puissant caractère, audacieux et courageux.

Né français – grâce au Grand Condé –, d'une famille flamande de Dunkerque (il y sera fidèle jusqu'à sa mort, marié deux fois, père de treize filles et garçons dont six meurent avant lui), il commence sa carrière sous pavillon hollandais jusqu'à ce qu'il rejoigne, à la faveur des hostilités et des humeurs du Roi-Soleil, sa patrie native. On le retrouve, en 1672, simple matelot (notre pays est bien souvent ingrat avec ses fils !) sous le pavillon royal... alors qu'il avait participé sous Ruyter à son célèbre raid sur la Tamise et avait déjà commandé, à 16 ans, un bâtiment corsaire pour son propre compte.

Mais enfin, la valeur n'attend pas le nombre des années et, dès la fin de l'année 1673, il commande un premier bâtiment : le *Roi David*, pas moins. Après quelques hésitations, il enchaîne les succès, jusqu'à ce qu'un jour, pris en chasse, il se réfugie à Hambourg pour y être saisi. Fortune de mer qui ne retarde point ses appétits.

Son plus fidèle ennemi sera son administration, tatillonne et revêche, que Vauban, son protecteur, tâchera de contrôler. J. Merrien évoque

81 prises à titre personnel en cinq années de course avant la paix de Nimègue, ce qui suscite évidemment quelques tracasseries administratives. Lorsque survient la guerre de la Ligue d'Augsbourg, lui est confiée une frégate royale, *La Railleuse*, avec laquelle il est fait prisonnier en compagnie de l'inénarrable Forbin. Une évasion de Plymouth, à l'aviron – scénario idéal d'un film de cape et d'épée –, le ramène au pays. À l'aide de complices, il parvient à écarter les barreaux de sa fenêtre, préalablement limés, à aider son compagnon d'infortune à s'évader, et laisse derrière lui le troisième larron, Vaux-Minars, trop amateur de bonne chère pour se faufiler. Ils montent tous deux à bord d'une barque, Forbin tient le gouvernail et notre héros, assisté des mousses, prend les avirons. Deux jours de traversée et ils abordent Erquy. Il reçoit son brevet de capitaine de vaisseau et, sous les ordres de Tourville à la bataille de Lagos, fait merveille et détruit à lui seul six vaisseaux ennemis.

Après Béveziers, il obtient la petite escadre du Nord et y supporte encore et toujours Forbin... Ils triomphent. Il devient le sauveur de la France, s'emparant et protégeant des transports de blé en Baltique. En juin 1694, il se présente au Texel sur *Le Maure*, épaulé de cinq frégates, d'une corvette et de deux flûtes, pour s'emparer de cent vaisseaux marchands escortés de onze vaisseaux (dont huit hollandais). À chaque assaillant sa cible. Au chef le navire-amiral *Prince de Frise*. Trois prises, la fuite du vaincu. Il rejoint Dunkerque avec ses trois « trophées » et trente navires. Le roi l'anoblit aussitôt (ce qui ne lui coûte pas cher, mais peut faire plaisir), le voilà chevalier, de ceux qui honorent une nation, décoré de la croix de Saint-Louis et autorisé à porter des fleurs de lys sur ses armoiries.

Encore un succès qu'il réédite en 1695, sauvant Dunkerque un peu plus tard et combattant au Dogger Bank, bataille fameuse qui lui vaut d'être nommé chef d'escadre de la province de Flandre (1^{er} avril 1697). La paix l'immerge dans les fonctions administratives qu'il exècre et qui l'ennuient. Tout à sa joie d'armer un nouveau bateau, il meurt en 1702 au début de la guerre de Succession sans avoir de nouveau croisé le fer avec l'Espagne. Il y aurait encore brillé.

Guerrier, stratège, il est fin manœuvrier. Il déjoue les pièges, comme en ce jour de septembre 1697 où il parvient, sans coup férir, à traverser le blocus

« Guerrier et stratège, il est fin manœuvrier. »

hollandais pour déposer en Pologne le prince de Conti, ce qui n'était pas mince affaire, mais restera vaine tentative puisque le prince renoncera au trône de Pologne. Ainsi va la vie, les héros s'épuisent parfois en démarches futiles. Même Jean Bart.

1683-1764

JEAN-PHILIPPE RAMEAU

THÉORICIEN DE LA MUSIQUE FRANÇAISE

Ce Bourguignon fut le plus grand musicien français de son temps et le premier théoricien de l'harmonie classique.

À l'âge de 18 ans, Jean-Philippe Rameau se rendit en Italie afin de parfaire son éducation musicale. L'année suivante, en 1702, il obtenait la charge de Maître de chapelle à la cathédrale d'Avignon, puis celle de Clermont-Ferrand ; il y composa ses premières cantates. À Paris, en 1708, il étudia l'orgue avec Louis Marchand, le rival de François Couperin et obtint le poste d'organiste du couvent des Jésuites, rue Saint-Jacques et de celui des Pères de la Merci. Rameau publia alors son *Premier livre de clavecin*. Il succéda à son père à Dijon, organiste à Dijon, puis séjourna à Lyon et à Montpellier, revenant à Clermont-Ferrand. Durant cette période, (1709-1720), il composa plusieurs motets et des cantates profanes. Son *Traité de l'harmonie réduite à ses principes naturels*, publié en 1722, restera durant deux siècles la référence des musiciens. Son œuvre lyrique forme, toutefois, la plus grande partie de sa contribution musicale et marque l'apogée du classicisme français. Sa création la plus célèbre reste l'opéra-ballet *Les Indes galantes* (1735), l'une des œuvres du genre parmi les plus réjouissantes.

1689-1755

CHARLES DE SECONDAT

BARON DE LA BRÈDE ET DE MONTESQUIEU

Né en 1689 d'une famille de magistrat et de bonne noblesse, fin juriste, grand lettré, il sut peindre et analyser la société. Il critiqua l'absolutisme et ses travers sociaux et proposa un système constitutionnel et juridique.

D'abord magistrat, pour se distraire, il composa son premier ouvrage, *Les Lettres persanes* qui parurent en 1721. L'orient était alors fort à la mode, en France, ceci depuis une cinquantaine d'années. Souvenons-nous des « turqueries » du *Bourgeois gentilhomme* de Molière, joué en 1670. Tavernier et Chardin avaient fait paraître quelques années plus tôt le récit de leur voyage en Perse, notamment. Galland avait traduit les *Contes des Mille et une nuits* (1704-1717). Montesquieu imagina deux Persans, Usbek et Rica, visitant l'Europe et surtout la France. Adoptant le genre épistolier, Montesquieu réussit une peinture anonyme et critique de la société de son temps, à travers des portraits de personnages typés. Cet exercice influença la société philosophique de son époque. Cette œuvre achevée, M. de la Brède voyagea en Europe, rencontrant les meilleurs esprits. À son retour d'Angleterre, il composa les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734) puis ce qu'il considérait être sa grande œuvre, *L'Esprit des Lois* (1748). Quoiqu'un peu touffu, cet ouvrage le désigna comme un penseur libéral avide de réformes, souhaitant la séparation des pouvoirs. S'il acceptait le réel, il se montrait rebelle aux traditions imposées. Il développa néanmoins l'idée nouvelle du respect de la personne humaine. Il fut sans nul doute un des fondateurs de notre justice actuelle et une des références intellectuelles de notre époque.

1694-1778

VOLTAIRE

AVOCAT DES INNOCENTS

Calas, Sirven, le chevalier de La Barre et Lally-Tollendal réhabilités par Voltaire. Se souvient-on de cette œuvre de défenseur du grand écrivain ? Une autre façon de concevoir l'œuvre de celui qui entreprit un monumental travail d'écriture dans tous les genres littéraires, dont 56 pièces de théâtre, des dialogues, des ouvrages historiques, des romans, des contes, de la poésie, des essais, des articles scientifiques et culturels, des pamphlets et plus de 20 000 lettres. On se souvient de lui comme de l'auteur de Zadig, de Micromégas, de Candide, de La Pucelle d'Orléans, du Traité sur la tolérance...

C'est l'honneur du grand philosophe Voltaire de s'être battu en faveur de la réhabilitation de nombreux innocents, victimes du terrible système judiciaire français, dont les dysfonctionnements sont, hélas, fort anciens.

Ainsi Voltaire dénonce-t-il la condamnation à mort du chevalier de La Barre, décapité parce qu'il n'a pas ôté son chapeau lors du passage d'une procession ! Voltaire pointe du doigt ce qu'il appelle un assassinat légal, mais il faudra attendre le 25 brumaire an II pour que la Convention annule le jugement et réhabilite la mémoire de La Barre, victime de l'ignorance et de la superstition.

Pour ce qui est du protestant Jean Calas, roué place Saint-Georges à Toulouse, il n'a tout simplement pas tué son fils qui voulait, prétendument, se convertir au catholicisme. Voltaire obtient sa réhabilitation dès 1765. De même que le huguenot Pierre-Paul Sirven n'a pas noyé sa fille qui, maltraitée par le couvent des Dames-Noires, ne voulait certainement pas se convertir à la « vraie religion ». En 1771, Voltaire obtient la cassation, mais la ville de Castres, condamnée, refuse de verser l'indemnité à la famille Sirven.

« Il combattit les athées et les fanatiques. Il inspira la tolérance, il réclama les droits de l'homme contre la servitude de la féodalité. Poète, historien, philosophe, il agrandit l'esprit humain, et lui apprit à être libre. » *Épitaphe*

Quant à de Lally, baron de Tollendal, il n'a certes pas pu conserver, faute de troupes, les Indes à la France. Il est vrai, aussi, qu'il a montré peu de clairvoyance dans son commandement. Mais, en 1764, il est condamné à mort, sans avocat, dans le cadre d'une procédure inique. En vérité, c'est parce qu'il a critiqué la politique du gouvernement qu'on veut le faire taire. Il a le col tranché par son ami Sanson, en mai 1766. Voltaire dénonce le jugement, en 1773, et le fils du baron Lally-Tollendal obtient la cassation.

On comprend mieux pourquoi et comment Voltaire, dans son œuvre, dénonce la guerre, l'intolérance religieuse et l'arbitraire politique et social. Ses écrits ont eu une grande autorité sur la Révolution française, en 1789, mais aussi sur la révolution américaine de 1776.

1707-1788

BUFFON

PÈRE DE L'HISTOIRE NATURELLE FRANÇAISE

Il aura fallu attendre le tricentenaire de la naissance de Georges Louis Leclerc, comte de Buffon – alias Buffon –, en 2007, pour que, enfin, l'on reconnaisse son immense apport en tant que théoricien de l'évolution et qu'on le réintègre au sein du club très fermé des grands écrivains français. Aujourd'hui, le mal est réparé. La majeure partie de son œuvre ressortit alors à nouveau en librairie.

Né à Montbard d'un père député au parlement de Bourgogne, Buffon se montre, dès son plus jeune âge, complexe, ambitieux, solitaire, voire méditatif. Très rebelle, il choisit les sciences, et plus particulièrement les mathématiques, pour rompre avec la tradition familiale, même s'il doit son entrée à l'académie de Dijon aux accointances de son père plus qu'à ses propres résultats. Le jeune Georges Louis Leclerc est un élève assez médiocre. Ses lacunes sont telles qu'il se voit très vite contraint de s'orienter vers le droit. Pourtant, ce sont bien les sciences qui l'intéressent. Et si les mathématiques se refusent à lui, il ne désespère pas de faire carrière dans les sciences naturelles. Une

fois son diplôme de droit en poche, il obtient de son père la permission de s'inscrire à la faculté de médecine, où il découvre, pendant six ans, la botanique et la zoologie avant de se rendre à Paris pour y lancer sa carrière.

À Paris, il fréquente les salons et les cercles scientifiques. Malgré ses illustres fréquentations, il est très proche de Voltaire. Ses connaissances en sciences naturelles sont par trop faibles pour prétendre faire carrière dans le domaine, et plus encore pour entrer à l'Académie des sciences.

Pour parvenir à ses fins, il se voit contraint de revenir à ses anciennes amours et doit publier quelques mémoires sur les mathématiques.

La manœuvre est réussie puisqu'il est remarqué pour une contribution consacrée aux calculs de probabilités et qu'il entre à l'Institut en 1734. Il a 27 ans.

À partir de cet instant, Buffon se consacre quasi intégralement à la sylviculture et à la zoologie. De forêts en bibliothèques, il devient très vite un spécialiste. En 1737, il présente les conclusions de ses travaux devant les cercles scientifiques parisiens. Il obtient, deux ans plus tard, une place au sein de la section botanique de l'Académie des sciences, et surtout la très convoitée place d'intendant du Jardin du roi, futur Muséum d'histoire naturelle. Il y lance son « grand projet » : la rédaction de son *Histoire naturelle*.

« C'est par ses qualités littéraires, plus que par son contenu scientifique, que l'*histoire naturelle* de Buffon devient – dès sa parution – un "best-seller". »

Nous sommes en 1738. Buffon va consacrer le restant de sa vie, c'est-à-dire près de cinquante années, à cette rédaction.

Répartie en trente-six volumes, l'*Histoire naturelle* est consacrée aux planètes, aux roches, aux animaux et aux hommes. Ce puits de science, cet ouvrage majeur et colossal est également un modèle du genre en termes de qualité d'écriture. Buffon fait de ce dernier point une véritable obsession. Pour lui, le style est d'une importance capitale. C'est selon lui la condition *sine qua non* pour se faire comprendre de tous. La suite des événements lui donne raison puisque c'est bien par ses qualités littéraires, plus que par son contenu scientifique, que l'*Histoire naturelle*

de Buffon devient – dès sa parution – un « best-seller ». Tout le monde se l'arrache et, tandis que les universitaires la commentent, les grands de ce monde se targuent de la posséder et de la maîtriser.

En quelques mois, Georges Louis Leclerc, comte de Buffon, devient non seulement l'un des plus grands scientifiques de son temps, considéré par beaucoup comme le premier naturaliste moderne, mais aussi l'un des plus grands écrivains de sa génération. La qualité littéraire de ses travaux le place alors au niveau de ses amis Voltaire et Rousseau, selon les spécialistes de l'époque.

Ses théories, considérées aujourd'hui comme fantaisistes, seront mises à mal et même invalidées par la suite. Pourtant, son œuvre, certes imprécise, demeure essentielle. Buffon fut un précurseur en matière d'histoire naturelle, et contribua grandement à son évolution et à sa diffusion grâce à ses qualités de vulgarisateur. Pour toutes ces raisons, il fut jaloué. Le mal que se sont donné les érudits de la Sorbonne pour envoyer Buffon au purgatoire est bien la preuve de son importance dans le domaine.

Pour toutes ces raisons, il est temps – même si c'est toujours difficile – de lui reconnaître sa place de précurseur. Encore une fois, Buffon fut un avant-gardiste. Sa théorie fondée essentiellement sur la séparation entre la science et la religion est remise au goût du jour, à une époque où fait rage le débat avec les extrémistes créationnistes prêts à tout pour remettre en cause le travail de Buffon, certes, comme celui de ses « successeurs », Darwin et Gould, pour ne citer qu'eux.

1710-1774

LOUIS XV

UN ROI INJUSTEMENT DÉCRIÉ

Louis XV est une figure attachante : délicat, intelligent, sensible et magnanime. Malheureusement il est velléitaire et faible ; on lui reproche de n'avoir pas su moderniser le pays, et de n'avoir pas su écouter les Français. Quelle est la vérité ?

Louis XV, dit le « Bien-Aimé », arrière-petit-fils de Louis XIV, est proclamé roi à 5 ans. La régence a été confiée par Louis XIV à son neveu, Philippe, duc d'Orléans. Louis XIV a laissé les finances dans le plus triste état ; la banqueroute est imminente.

« Inconstant, il renvoie tour à tour ses ministres, comme Maurepas, d'Argenson, Choiseul, Machault d'Arnouville... »

L'Écossais Law, pour les relever, substitue aux espèces monnayées un papier auquel on donne la valeur de l'or et de l'argent ; il obtient ensuite le privilège exclusif du commerce dans la vallée du Mississippi et crée la Compagnie des Indes occidentales. La spéculation enflamme Paris jusqu'à ce que le système de Law s'effondre, provoquant certes une crise financière, mais encourageant les investisseurs, c'est-à-dire les créateurs de richesses.

Louis XV, déclaré majeur le 16 février 1723, laisse le duc d'Orléans diriger les affaires ; mais l'ancien régent meurt subitement le 2 décembre 1723. Le cardinal Dubois puis le duc de Bourbon le remplacent et précipitent, en 1725, le mariage du roi avec Marie Leczinska, fille de l'ancien roi de Pologne. Lequel, après une guerre franco-espagnole contre l'Autriche, qui est finalement battue, obtient les duchés de Bar et de Lorraine, à condition qu'après sa mort ils soient réunis à la France (1738).

L'empereur Charles VI meurt en 1740, en laissant l'empire d'Autriche à sa fille Marie-Thérèse. La guerre commence. La France s'y trouve engagée contre l'Autriche et l'Angleterre, alors qu'elle n'a rien à en espérer. Le maréchal de Saxe, le 11 mai 1745, remporte la victoire de Fontenoy, qui suit la conquête des Pays-Bas ; mais ces succès terrestres n'empêchent pas Marie-Thérèse de faire couronner son mari sous le nom impérial de François I^{er}. Une nouvelle maison d'Autriche occupe le trône impérial d'Allemagne, avec laquelle Louis XV, changeant de politique, fait alliance pour affronter les Anglais qui s'emparent des possessions françaises aux Indes et au Canada.

Choiseul, Premier ministre, négocie la paix de Paris du 10 février 1763. Sous son ministère, la Corse et la Lorraine sont réunies à la France ; mais une cabale à la tête de laquelle se trouve la comtesse du Barry, nouvelle maîtresse du roi à la mort de la Pompadour, le renverse et

le remplace par le duc d'Aiguillon. Louis XV tente, avec succès, une ultime réforme avec Maupeou, qui abaisse les parlements et institue l'impôt unique. Il meurt le 10 mai 1774.

1713-1784

DENIS DIDEROT

ET L'ENCYCLOPÉDIE VIT LE JOUR...

Grand philosophe des Lumières, Denis Diderot a apporté son érudition abondante et ses qualités novatrices à la littérature scientifique, au roman, aux essais...

Né à Langres en 1713, Denis Diderot est issu de la grande bourgeoisie. Destiné à la prêtrise, il fait ses études chez les jésuites. Mais le jeune Denis ne se voit pas endosser l'habit de curé et s'en va poursuivre ses études à Paris. Philosophie, droit, Diderot est finalement diplômé maître ès arts en 1732.

Il entame alors une vie bohème, vivant de divers travaux.

Cette liberté lui permet en parallèle de poursuivre des études d'anglais et de sciences, contribuant ainsi à satisfaire son insatiable désir de connaissance. Diderot tombe amoureux d'Antoinette Champion, une blanchisseuse, et l'épouse. S'ensuit une importante dispute avec ses parents, ce qui provoque de grands changements dans la vie de l'auteur. Contraint de faire des traductions pour subvenir aux besoins de sa jeune famille, il trouve tout de même le temps d'écrire.

En 1745, il publie sa traduction de *L'Essai sur le mérite et la vertu*, de Shaftesbury. L'année suivante, il présente son premier ouvrage philosophique, *Les Pensées philosophiques*, dans lequel il ne cache pas ses idées anticonventionnelles en matière de religion. Ami de longue date de Rousseau et d'Alembert, il se voit confier avec ce dernier la rédaction de l'*Encyclopédie* en 1747. Ce travail monumental les occupe

« Jugé subversif à l'époque, Diderot apporta une grande contribution aux écrivains des Lumières... »

jusqu'en 1772 ; mais Diderot n'est pas homme à se suffire de cette vaste entreprise. Il veut continuer à écrire, partager avec autrui ses propres réflexions, son savoir ou même ses interrogations. Il s'intéresse à tout, passe d'un sujet à un autre.

Il publie un roman libertin anonyme, *Les Bijoux indiscrets*, en 1748, ou encore des essais à caractère scientifique. Il écrit également sa *Lettre aux aveugles*, qui l'emmène droit en prison parce que jugée mécréante. Que ses écrits soient publiés ou pas, Diderot s'en moque pourvu qu'on le laisse s'exprimer.

Beaucoup de ses plus beaux ouvrages sont d'ailleurs publiés après sa mort, en 1784. Ainsi *Le Neveu de Rameau* ou *Jacques le Fataliste* ne connaîtront le succès que bien des années plus tard. Jugé subversif à l'époque, Diderot apporta une grande contribution aux écrivains des Lumières dont il fut un des chefs de file.

1714-1792

MAUPEOU

L'HOMME DE LA RÉFORME DE LA DERNIÈRE CHANCE

La réforme fiscale de Maupeou, lancée sous Louis XV, était une première atteinte aux privilèges. Son renvoi par Louis XVI et la remise en cause d'une fiscalité plus juste allaient aboutir à la nuit du 4 août.

Grâce à Louis XI, le premier roi à avoir développé la vénalité des offices, puis à Sully et à sa pauvette, qui les rend héréditaires, la monarchie, toujours à la recherche de subsides, s'est livrée d'elle-même aux mains de ceux qui vont l'éliminer. Détenant le pouvoir de l'argent, tous ces prévôts, ces baillis, ces parlementaires, ces membres des cours souveraines, tous ces détenteurs d'une parcelle du pouvoir de police, de justice, de finance, sont déterminés à assumer le pouvoir politique. Un seul obstacle s'y oppose : le caractère absolu de la monarchie.

Sous Louis XIV, deux phénomènes se produisent. Le roi veut tout régenter avec Colbert et multiplie donc les engagements de l'État et son besoin d'investissement.

« L'édit du 21 février 1771 impose une profonde réforme judiciaire avec l'abolition de la vénalité et de l'hérédité des charges, la disparition des épices permettant la gratuité de la justice, la création d'un nouveau Parlement... »

Dans le même temps, il conduit une suite incessante de campagnes militaires qui déséquilibrent gravement le budget. La multiplication des offices, source de profits pour le trône, entraîne la baisse de leur valeur, notamment en raison de la politique de dédoublement. Dès lors, les officiers (nobles comme roturiers) se constituent en compagnies solidaires, souvent très structurées, toujours antimonarchistes, ce qui aboutit à un grave conflit d'autorité. Ayant laissé filer une large part de ses pouvoirs, la royauté tente de rattraper ses erreurs en confiant les principales responsabilités aux commissaires départis, puis aux intendants (créés par Henri IV). Dès ce moment, le conflit est inévitable entre les titulaires d'offices et le roi.

Car le souverain ne cherche rien moins que de vider la substance des offices. Ce qui explique la violence des relations entre Louis XV et les parlementaires, porte-parole de l'ensemble des titulaires d'offices.

Nombreux sont les parlementaires venus de la noblesse, alors que les mariages entre riches bourgeois et jeunes filles nobles permettent d'estomper peu à peu les différences entre les ordres. Entre gens de robe et gens de finance, la particule se négocie grâce aux enfants... Et bien malin qui peut différencier noblesse de robe et bourgeoisie d'office.

Louis XIV a privé les parlements du droit de remontrance (avant enregistrement) des lois du royaume. Les parlementaires profitent de la faiblesse de la Régence, en 1715, pour le récupérer puis, poussant leur avantage, tentent d'imposer au débonnaire Philippe d'Orléans la polysynodie, une sorte de cogestion du pays associant nobles et parlementaires. En 1718, la limitation du droit de remontrance puis la suppression de la vénalité des charges déclenchent une véritable révolte parlementaire contre Louis XV. Une lutte qui oppose, en réalité, à la monarchie des privilégiés qui refuseront toujours de payer

l'impôt. Cette attitude intolérable en fera les fossoyeurs de l'Ancien Régime, donc de leurs propres intérêts puisque la Révolution les condamnera à contribuer enfin au budget de la nation.

Curieusement, la guerre se déclenche d'abord dans le domaine religieux, car Louis XIV a contraint le Parlement à enregistrer la bulle papale « Unigenitus », laquelle condamne le jansénisme. En mars 1730, Louis XV la fait déclarer loi du royaume.

Et il lui faut exiler certains parlementaires. Par chance, l'affaire des convulsionnaires de Saint-Médard et du diacre Pâris ridiculise les jansénistes. Les parlementaires devront trouver un autre terrain d'attaque.

L'offensive suivante s'exerce dans le domaine fiscal : tous les privilégiés sont opposés à une réforme pourtant indispensable. En effet, le système est doublement injuste puisque c'est le paysan qui subit toute la charge (capitation, dixième, taille), alors que les impôts indirects, qui pèsent de la même façon sur tous, sont prépondérants.

Le contrôleur Machault d'Arnouville obtient du roi un édit imposant le « vingtième », qui frappe tous les Français. Il impose de 5 % tous les revenus, de la terre comme des offices, ainsi que ceux du commerce et de l'industrie. Pour éviter d'être imposés, les parlementaires prétendent, honteusement, défendre les us et coutumes du royaume. Finalement, le clergé obtient d'être exonéré de ce vingtième. Mais ainsi Louis XV, roi injustement décrié, réussit la réforme fiscale la plus juste et la plus intelligente depuis deux ou trois siècles.

À la guerre fiscale succède une guerre politique. En 1753, les parlementaires sont exilés à Pontoise. Ils sont rappelés en septembre 1754. En 1756, ils démissionnent en masse pour entraver le cours normal de la justice. C'est le renvoi de l'excellent Machault d'Arnouville qui permet leur rétablissement. En 1759, le roi doit à nouveau céder et se séparer d'Étienne de Silhouette, qui a défendu une réforme globale de l'impôt en remplaçant l'existant par une contribution directe unique *per capita*, la subvention territoriale. Un projet sans doute trop ambitieux !

L'opposition entre la monarchie et les parlements devient frontale en 1764, lors de l'affaire La Chalotais-d'Aiguillon. En effet, le procureur général auprès du parlement de Bretagne, Louis René de Caradeuc

de La Chalotais, défend les privilèges de la noblesse bretonne contre le duc d'Aiguillon, commandant en chef de la Bretagne. Cette fois, Louis XV est excédé : il appelle Maupeou à la tête d'un ministère de combat à la fin de 1770.

René Nicolas de Maupeou appartient à une vieille famille de robe. Il est lui-même ancien président du parlement de Paris, devenant chancelier et garde des Sceaux en 1768. Soucieux de se séparer de Choiseul, qui est hostile à la Du Barry et a soutenu en sous-main La Chalotais, Louis XV le nomme à la tête d'un triumvirat combatif qui comprend, en outre, l'abbé Terray, contrôleur général des Finances, et le duc d'Aiguillon, en charge des Affaires étrangères. Maupeou, qui connaît bien – et pour cause – le milieu parlementaire, réproouve l'opposition systématique des gens de robe, y compris contre les édits fiscaux les plus justifiés.

Il veut moderniser le système judiciaire, réformer les finances royales, imposer la paix à l'extérieur.

Depuis le 7 décembre 1770 et l'édit imposé de force par le roi (par un lit de justice), condamnant la prétendue unité des parlements, le parlement de Paris s'est mis en grève. Après la destitution de Choiseul le 24 décembre, Maupeou, soutenu par Louis XV, riposte par un véritable coup de force, un « coup de majesté », dans la nuit du 19 au 20 janvier 1771. Deux mousquetaires se rendent au domicile de chaque parlementaire et le somment de reprendre son activité. En cas de refus, c'est l'exil en province. Ainsi sont traités 130 parlementaires...

L'édit du 21 février 1771 impose une profonde réforme judiciaire avec l'abolition de la vénalité et de l'hérédité des charges (Maupeou les fait évaluer pour les rembourser), la disparition des épices permettant la gratuité de la justice, la création d'un nouveau Parlement composé de magistrats appointés et révocables, la subdivision du ressort du trop puissant parlement de Paris en cinq conseils supérieurs à Blois, Clermont-Ferrand, Châlons, Lyon et Poitiers, la création de cours d'appel accessibles aux justiciables, la simplification des procédures, enfin, plusieurs réorganisations de la carte judiciaire en province.

Les cours spécialisées, en particulier celles des Aides, des Comptes, des Monnaies, de l'Amirauté, mais aussi la Table de marbre, s'opposent à cette véritable révolution. Mal leur en prend : Maupeou les supprime.

Naturellement, la protestation des privilégiés est vigoureuse, et Choiseul n'est pas le dernier à favoriser une campagne de pamphlets qui traite Maupeou de « laid petit homme noir » et de scélérat « bon à écarteler ». Impassible, le ministre qui connaît son monde est soutenu par l'opinion, en particulier par les philosophes, Voltaire en tête (lire sa tragédie *Les Lois de Minos*).

Maupeou trouve des partisans prêts à jouer le jeu de la réforme : conseillers d'État à Paris, magistrats provinciaux souvent ralliés, enfin, membres des cours spécialisées en mal d'emploi.

Dès 1772, la nouvelle justice fonctionne et les justiciables n'en croient pas leur porte-monnaie...

Et Maupeou, point avare de réformes, se lance alors dans la rédaction d'un code unique, le rêve de tout garde des Sceaux.

Cependant, l'abbé Terray s'est mis au travail avec autant de force que son chef de file. Il met en place l'impôt des deux vingtièmes, pesant sur l'ensemble des assujettis, en fonction de leurs revenus. Cette fiscalité territoriale s'appliquera après l'adoption d'un nouveau cadastre.

Le 10 mai 1774, la mort de Louis XV va mettre fin à la réforme Maupeou. Le naïf Louis XVI, plein de bonne volonté et nullement préparé à une fonction de cette ampleur (Louis XV, qui porte un jugement dubitatif sur ses qualités, ne l'a jamais associé à rien), croit pouvoir désarmer l'opposition des privilégiés en rappelant le Parlement. Une décision adoptée sur les conseils d'un vieil homme, Maurepas, ancien ministre superficiel et frivole, éloigné des affaires depuis vingt-cinq ans, et sans doute également en prêtant l'oreille aux récriminations d'une Marie-Antoinette qui déteste le clan de la Du Barry, dont Maupeou fait partie. Le 24 août 1774, Maupeou et Terray sont renvoyés.

Maupeou tire lui-même la conclusion de l'aventure : « J'avais fait gagner au roi un procès qui durait depuis trois siècles. S'il veut le perdre encore, il est bien le maître ! » Et le ministre se retire en Normandie, après s'être entretenu avec Maurepas, sans même saluer le roi... Louis XVI appelle alors un bon ministre (quoique fort maladroit et bien trop théorique) en la personne de Turgot.

1719-1792

JACQUES CAZOTTE

LE FANTASTIQUE ET LES ILLUMINISTES

*Surtout connu pour avoir écrit **Le Diable amoureux** (1772), qui fait de lui l'un des – pour ne pas dire « le » – pères du roman fantastique français, Jacques Cazotte est une des figures les plus atypiques de la littérature hexagonale.*

Grand pourfendeur de la pensée des Lumières, ennemi attitré du grand Voltaire, membre de l'ordre des Martinistes – un groupuscule d'illuministes convaincus par une théorie fumeuse explicitant que le monde, ayant oublié les distinctions fondamentales entre la lettre et l'esprit, n'est plus en mesure de séparer la vérité de l'erreur –, Jacques Cazotte se prononce violemment contre la Révolution française. Il n'y voit « qu'une gigantesque incarnation de Satan ». En 1792, sa correspondance mystique est saisie aux Tuileries, après la journée du 10 août. Il est condamné pour royalisme et illuminisme, et meurt sur l'échafaud le 25 septembre. Pourtant, si son œuvre – en analyse rapide – et, surtout, sa fin tragique font apparemment de lui un « illuministe » convaincu, il semble que l'homme n'ait eu pour cette forme de pensée mystique que de simples penchants. Essayons de comprendre.

« Il traite du rapport entre l'ombre et la lumière, ou entre les mondes matériel et spirituel. »

Cazotte, à l'époque où il rédige son *Diable amoureux*, n'entretient encore aucune relation avec les Illuminés. Certes, quelques-uns des thèmes chers à ce courant de pensée, tels que le rapport entre l'ombre et la lumière ou entre les mondes matériel et spirituel, sont bien présents dans son ouvrage.

Mais rien n'indique qu'ils sont le signe d'un quelconque enrôlement de l'auteur au sein de l'une des confréries des Illuminés, et encore moins qu'il se présente comme un auteur illuministe se servant de son œuvre à des fins de propagande. Au contraire, il existe dans les œuvres de Cazotte, et notamment dans son ouvrage le plus connu, *Le Diable amoureux*, quelques éléments qui tendraient à prouver que non, il n'était pas un véritable « illuminé ».

Il aurait plutôt été un homme ayant des pouvoirs prophétiques. Ainsi, on lui connaît deux grandes prédictions :

- en 1788, il aurait, lors d'un dîner réunissant des académiciens, annoncé la Révolution française. Ne s'agissait-il pas plutôt d'une fine analyse politique ?
- le 1^{er} septembre 1792, il aurait écrit à Robespierre pour lui annoncer sa chute, puis son exécution sur l'échafaud. Le maître de la Révolution aurait répondu qu'il ferait « face à son destin ».

D'abord, Jacques Cazotte, en tant que fidèle représentant de l'École lyonnaise, ne s'est jamais départi d'une certaine animosité à l'égard des Lumières. Par ailleurs, il faut prendre en compte dans cette approche sa propension naturelle à développer lui-même une certaine forme de pensée mystique très proche de l'illuminisme sans en être inspiré. À cet égard, les multiples références aux hallucinations prophétiques dont il serait la proie font plutôt de lui un illuminé au sens propre du terme.

Enfin, il paraît évident que, même s'il a effectivement fait partie intégrante des Martinistes à partir de 1781 – soit neuf ans après l'écriture du *Diable amoureux* –, Jacques Cazotte n'en a jamais été l'un des fers de lance. Comme on l'a déjà dit, à aucun moment de sa vie ou de son œuvre on ne l'a vu faire du prosélytisme pour ce courant de pensée.

Ensuite, contrairement à ce que l'on pourrait penser, une grande partie de ses choix furent diamétralement opposés à la doctrine illuministe. Ainsi, en défendant ouvertement Louis XVI contre les « sataniques révolutionnaires », il s'opposa clairement à ses amis martinistes, qui lui en tinrent tant rigueur que c'est précisément l'un d'eux qui l'envoya à l'échafaud.

Tout porte à croire que Jacques Cazotte n'a jamais réellement adhéré à la cause illuministe, au contraire. Il fut un personnage particulier, pour ne pas dire étrange, fixant lui-même ses propres règles, quelles qu'elles fussent.

1721-1764

M^{ME} DE POMPADOUR

L'AMBITIEUSE ET INFLUENTE « MAÎTRESSE RÉGNANTE »

Femme point sage et mystérieuse, respectée par le roi, elle symbolise l'art de vivre généreux, léger, raffiné et élégant du siècle de Louis XV. Elle sera le grand soutien des arts et des lettres pendant le règne.

La petite Françoise Poisson connaît une élévation sociale remarquable en épousant le fermier général richissime Le Normant d'Étiolles en 1741, à l'âge de 20 ans. Présentée au roi en 1745, elle devient sa maîtresse puis l'organisatrice de ses plaisirs, sa confidente et sa complice, pratiquement jusqu'à sa mort précoce en 1764. Louis XV lui témoignera toujours son respect.

Elle dépense follement tout en soutenant les arts et les lettres (en particulier les encyclopédistes). Sur le plan architectural, on lui doit notamment l'École militaire, les Champs-Élysées et la place Louis XV (l'actuelle place de la Concorde).

Grand soutien de Choiseul, elle n'est pas toujours heureuse dans le choix des hommes, ainsi que le prouve la nomination du détestable maréchal de Soubise. En revanche, elle appuiera les réformes fiscales de Machault d'Arnouville.

Elle meurt de tuberculose à Versailles, palais dont elle se plaignait pour ses mauvaises conditions, après de grandes souffrances, mais faisant preuve de beaucoup de courage.

1722-1794

LE MARÉCHAL LUCKNER

DE « LA MARSEILLAISE » AU TRIBUNAL
RÉVOLUTIONNAIRE

Né à Cham, dans la Bavière, en 1722 et mort à Paris en 1794, Nicolas Luckner est un véritable militaire français, même s'il a tout d'abord servi dans les armées bavaroise et hollandaise. Il passa en 1763 au service de la France, avec le grade de lieutenant général. Il reçut le bâton de maréchal de France en 1791.

Il se vit confier le commandement de l'armée du Nord en 1792 et, après quelques succès, battit en retraite vers Lille. Il fut arrêté. Dans une lettre datée du 27 septembre 1792, le comte Nicolas Luckner, alors âgé de 70 ans, s'adresse à la Convention pour se défendre des accusations de trahison portées contre lui : « Messieurs, appelé à Paris par le Conseil exécutif provisoire, pour examiner avec lui les opérations de cette campagne, je m'y suis rendu aussitôt, où j'ai vu Messieurs les ministres. Je m'empressai cependant de comparaître à la Convention nationale, assemblée en qui réside toute puissance et le véritable pouvoir.

» Je ne viens pas, Messieurs, pour vous faire des compliments sur vos lois. Vous avez érigé le royaume en République ; fort bien, j'obéirai à la nation ; mais s'il est du devoir du soldat de veiller à son poste, son poste ne doit-il pas être stable et désigné, son poste ne doit-il pas être honorable ? Je ne veux pas vous le taire, Messieurs, la calomnie s'élève sur ma tête, et peu à peu m'environne. J'ai dit, il y a longtemps, que je n'avais pas l'usage de la langue française ; mais j'ai le cœur français. Je ne connais pas l'art de bien parler ; mais je sais me battre, quoi qu'il en soit.

« Le comte Nicolas Luckner, alors âgé de 70 ans, s'adresse à la Convention par une belle lettre. »

» L'on parle contre quelques expressions de mes lettres ; mais on sait que je ne les fais pas, et on oublie que je n'ai jamais abandonné et que je n'ai pas souffert que personne abandonnât le poste que la patrie

m'a confié. On oublie ma conduite à Courtrai, mes débats avec un mauvais ministre et avec Lafayette, vis-à-vis duquel j'étais dans une telle position que j'ai toujours craint qu'il ne me mît dans le plus cruel embarras. On ne parle pas de ma conduite relative à l'événement du 10 août, et de ma constance à faire taire toute opposition, en attendant l'arrivée des commissaires de l'Assemblée nationale, qui, j'ose le dire, n'ont rien fait autre chose que d'accélérer mon ouvrage. On tait mes voyages continuels et ma constante vigilance ; mais on parle contre moi de l'événement du 10 août. J'ai, dit-on, fait faire des logements pour marcher vers Paris ; et ce soupçon fut suffisant pour me destituer. Messieurs les commissaires de l'Assemblée nationale arrivent, le jour luit, et je me suis vu généralissime ; mais est-ce pour commander, pour diriger les armées vers le point du milieu de l'action ? Non, c'est pour aider les généraux de mes conseils.

» On m'avait jeté dans Châlons, j'ai obéi ; mais tantôt ce sont les volontaires que je renvoyais qui s'élèvent contre moi, comme si j'avais fait autre chose que ce que font tous les généraux, qui est de renvoyer les volontaires pour les former, et de les éloigner de l'ennemi jusqu'à ce qu'ils soient formés ; tantôt on assure que je n'avais pas la confiance des soldats, comme si en criant contre moi auprès des nouveaux venus, on pouvait m'enlever l'amour de ceux qui m'ont vu avec eux au feu. On dit que j'ai un fils au service de l'empereur, tandis que mes deux fils sont au service du Danemark. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils n'ont jamais donné occasion de plainte à la France. En général, un mal suit l'autre ; on perd la bonne opinion qu'on a de moi, on m'appelle à Paris et l'ennemi prend les frontières. Je remercie le ministère de ce qu'il ne s'est pas appesanti sur les soupçons que mes lettres pouvaient lui donner. C'est une marque de son patriotisme ; car il est temps, j'en conviens, que tous les hommes douteux soient éloignés ; mais il est temps aussi que la confiance renaisse envers ceux qui se prononcent de manière à ne plus pouvoir être rangés parmi les douteux. [...] »

Luckner sera arrêté à Metz à la fin de 1793, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire et exécuté en 1794, guillotiné. Rouget de Lisle lui dédia son célèbre *Chant de guerre...* autrement nommé *La Marseillaise*. S'en souvient-on ? Georges Poisson le présente ainsi : « C'était une bête brute, mais qui avait par moments le génie de la manœuvre, [...] un soudard inculte. »

1728-1810

LE CHEVALIER D'ÉON

QUI SE CACHE DERRIÈRE ?

Charles-Geneviève-Louis-Auguste-André-Timothée d'Éon de Beaumont fut sans conteste l'un des plus singuliers personnages de l'histoire de France. Brillant diplomate, écrivain à succès, capitaine des dragons et membre des services secrets de Louis XV, celui que l'histoire retient comme le chevalier d'Éon s'est fait connaître pour de tout autres raisons. En effet, tout au long de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, l'Europe entière n'avait qu'une phrase à la bouche : « Le chevalier d'Éon est-il un homme ou une femme ? »

Charles-Geneviève-Louis d'Éon de Beaumont est né le 5 octobre 1728 à Tonnerre, dans l'Yonne. Fils de Louis de Beaumont, directeur des domaines royaux, et de Françoise de Charenton, il est promis à un bel et brillant avenir. Diplômé en droit civil et en droit canon durant l'année 1749, Charles s'inscrit au barreau du parlement de Paris. Pourtant, ses centres d'intérêt dépassent bien vite les tribunaux. En 1750, il s'essaye à l'écriture et publie de nombreux pamphlets consacrés à l'histoire et surtout à la politique. Très vite, il connaît le succès et pense alors avoir trouvé sa voie lorsque Louis XV, qui l'a remarqué, l'appelle auprès de lui. Toutefois, c'est un tout autre destin qui s'offre à lui.

« Le chevalier d'Éon tombe en disgrâce, pis encore, une rumeur enfle dans la capitale britannique : "il" serait une femme. »

Le roi l'engage dans ses services de diplomatie parallèle, autrement nommés « Secrets du Roi », et lui confie une mission d'envergure. Le roi lui-même charge le jeune Charles d'Éon de Beaumont d'aller en Russie afin d'obtenir de la tsarine Élisabeth un accord en vue d'une alliance franco-russe.

Arrivé sur place, d'Éon trouve porte close. La tsarine est indisponible, surtout pour un Français. Le jeune diplomate ne se laisse pas faire pour autant. Bien décidé à remplir sa mission, il n'hésite pas à se

déguiser pour entrer au palais. Sous les traits d'une femme, répondant au pseudonyme de Lia de Beaumont, le jeune Charles parvient enfin à approcher Élisabeth de Russie, et même à s'en faire une amie. D'Éon obtient gain de cause et rapporte au roi de France l'alliance tant attendue. Tout naturellement, il est aussitôt récompensé et obtient le grade de capitaine des dragons en 1760. Militaire émérite, il se couvre de gloire sur tous les champs de bataille, mais quitte l'armée dès 1762 pour réintégrer les services secrets.

Affecté à Londres, il y obtient de nouveaux succès, dont la préparation du traité de Paris (1763), qui lui vaut d'être décoré de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

Malheureusement, toutes les bonnes choses ont une fin. En 1770, le chevalier d'Éon se fâche avec Guerchy, alors ambassadeur de France en Angleterre. Cette dispute, apparemment sans conséquence pour ce proche du roi Louis XV, lui vaut de graves ennuis à la mort de ce dernier, en 1774. Le chevalier d'Éon tombe en disgrâce, pis encore, une rumeur enfle dans la capitale britannique : « il » serait une femme.

Louis XVI envoie alors à Londres un émissaire, Pierre Augustin Carron de Beaumarchais, avec comme mission de faire taire à jamais ce ressortissant gênant. Nul ne sait quels sont les tenants et les aboutissants de l'accord passé entre les deux hommes, mais une chose est sûre : le chevalier d'Éon doit se transformer en femme, faute de quoi il sera embastillé. Il, ou elle, remet aux autorités françaises l'ensemble de la correspondance entretenue pendant des années avec le roi défunt, en échange de quoi il reçoit une rente viagère tout à fait conséquente et l'assurance de ne plus être inquiété.

Pourtant, de retour de Londres, c'est bien le chevalier d'Éon qui se présente en grand uniforme des dragons à la cour en ce mois d'août 1777. La colère du roi est telle qu'une ordonnance est aussitôt prise afin d'empêcher cette « femme » de porter à nouveau l'uniforme des prestigieux soldats royaux.

Une garde-robe digne de sa nouvelle identité lui est même offerte. C'est donc une ressortissante française qui rejoint quelque temps plus tard l'Angleterre pour y finir paisiblement ses jours loin des tracas de la cour du roi de France.

Ruinée par la Révolution, la « chevalière d'Éon » se voit alors contrainte de s'exhiber lors de duels de foires et, trop endettée, connaît même la prison. D'Éon meurt habillé en femme le 21 mai 1810. Deux jours plus tard, lors de son autopsie, le médecin légiste déclare, stupéfait, dans l'acte de décès : « J'ai examiné et disséqué le corps de la chevalière d'Éon et ai trouvé sur ce corps les organes mâles parfaitement formés. »

1729-1788

PIERRE ANDRÉ DE SUFFREN

L'IMPORTANCE CAPITALE DES INDES

Vice-amiral de France et bailli de l'ordre de Malte, gentilhomme provençal, Pierre André de Suffren, entré dans la marine en 1743, a compris très tôt l'importance des Indes.

Tacticien hors pair, fils du marquis de Saint-Tropez, Suffren naît à Saint-Connat en 1729. Il embarque jeune comme garde de marine et participe au célèbre combat du cap Sicié, sous Court de La Bruyère. Fait prisonnier des Anglais un peu plus tard, comme tout un chacun dans le petit monde de la Royale de l'époque, il s'en va faire ses caravanes à Malte, puis s'engage pour servir aux côtés de l'amiral d'Estaing aux Antilles. Il s'y illustre sur le *Fantasque*, mettant en fuite, à l'embouchure de la Delaware, six vaisseaux ennemis sans tirer au canon ni partir à l'abordage.

Héroïque devant Grenade, il porte, seul, un coup fatal au commerce anglais en saccageant ses plantations jusqu'à la Jamaïque... De retour en France, il reçoit pour mission de préserver les établissements français aux Indes. Ce bon vivant part avec quinze navires dont huit transports, et provoque une première sensation.

« Suffren fut un réformateur et mit en place les premières formules d'avancement au mérite. »

Le 16 avril 1781, à La Praya (cap Vert), en détachement avec un vaisseau d'appoint, il attaque l'escadre du commodore Johnstone au mouillage. Effet de surprise qu'il ne parachève pas, par la faute, selon lui, d'un de ses capitaines.

Homme de coups et d'estoc, il attaque Madras, y débarque, prend en chasse l'escadre Hugues, qui fuit. Il se rallie au sultan de Mysore. Désobéissant à l'ordre parisien de rejoindre l'île Maurice pour y escorter ses renforts, il pratique la course et affronte, le 6 août 1682, l'ennemi à Nagopatam. Il prend la place abandonnée par Hugues, puis s'en prend à Trincomalay (côte orientale de Ceylan), baie fortifiée qu'il prend. Aussitôt attaqué par Hugues, bien qu'en supériorité, il fait fuir celui-ci.

Gondelon le voit encore et toujours triompher, grâce à son artillerie supérieure et entraînée. Le traité de Versailles lui coupe les ailes.

Il rentre en France. Fait lieutenant général, vice-amiral, chevalier du Saint-Esprit, il avait compris l'importance capitale de l'Inde : « Ce serait ravir la source des richesses de nos ennemis et les forcer à la paix » que de se mesurer à l'adversaire de ce temps.

1732-1804

NECKER

L'INCOMPRIS

Jacques Necker est né à Genève en 1732. Après un passage dans la banque, il est nommé syndic de la Compagnie des Indes. À 40 ans, il entre en politique. Opposé à Turgot, il affirme qu'« il est nécessaire de contrôler le commerce pour protéger les plus pauvres ».

Nommé directeur du Trésor en 1776, puis directeur général des Finances en 1777, Necker tente de rétablir les finances du pays et se lance dans une politique d'économies généralisée. Mais sa politique d'emprunt aggrave l'état de déliquescence de l'économie française. Intuitif et bon analyste de l'état politique du pays, il souhaite

associer les notables provinciaux à l'administration locale, et il crée les Assemblées provinciales en 1777. Il cherche alors l'adhésion de l'opinion publique et abolit la mainmorte et la question préparatoire (torture). Léonard Burnand a analysé les malentendus entre Necker, les hommes de son temps et le peuple. Il les explique avec pertinence : « Necker insère la notion d'opinion publique dans un champ lexical nébuleux, où l'on trouve aussi les expressions d'«esprit public», de «voix publique» ou encore de «bruit public».

Cet entremêlement est parfois déroutant... »

Toutefois, il est l'un des promoteurs d'une démocratie qui, si elle n'est pas encore participative, est partagée et donne la parole au local. Une grande première !

En 1781, Necker rédige un compte-rendu qu'il rend au roi, présentant un excédent financier de dix millions... Or, il a négligé toutes les charges extraordinaires, notamment celles de

la guerre d'Indépendance américaine, ainsi que des sommes variées et importantes versées aux courtisans. Devant le scandale que cela provoque, le roi lui demande de se retirer.

Louis XVI le rappelle le 25 août 1788. Le natif de Genève parvient à décider le roi de convoquer les états généraux et à donner au tiers état un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis. Que ceux qui lui reprochent sa politique économique le sachent gré de cette avancée politique. Mieux encore, sans respecter les votes, il ordonne le doublement du tiers état, qui se proclame Assemblée nationale le 17 juin 1789.

Necker est renvoyé le 11 juin 1789. Cette nouvelle avanie dans sa carrière déclenche le mouvement populaire qui aboutit à la prise de la Bastille le 14 juillet. Le 15 juillet, il est une nouvelle fois rappelé.

Il s'oppose alors à la confiscation des biens du clergé et à l'émission d'assignats. Ne parvenant pas à mener sa politique, c'est lui qui cette fois-ci démissionne. En 1790, Necker se retire à Coppet, en Suisse, où il finit sa vie en écrivant des ouvrages justifiant sa gestion et exposant ses théories.

« Résident de Genève à la cour de France en 1768-1776, puis directeur général des Finances en 1777-1781 et 1788-1790, il tenta d'apporter des solutions originales aux problèmes financiers du pays. »

1736-1793

JEAN SYLVAIN BAILLY

ENTRE ASTRONOMIE ET RÉVOLUTION

Curieux destin que celui de ce scientifique qui fut le premier maire républicain de Paris. Né dans une famille d'artistes, il aurait dû à son tour se lancer dans une carrière de peintre, mais il était plus attiré par les sciences et la littérature.

Il se tint pourtant proche du monde des arts et fut nommé au Louvre garde des tableaux du roi. La première partie de sa carrière l'amène sur les bancs de l'Académie des inscriptions, puis sur ceux de l'Académie française, malgré l'opposition affirmée de d'Alembert. L'homme, curieux de tout, est un ami de Buffon, dont il se séparera une fois élu à l'Académie et reçu par Condorcet.

Sa passion principale demeure celle des sciences, et en particulier des mathématiques et de l'astronomie. C'est ainsi qu'il fait installer un observatoire sur le toit du Louvre. Ses travaux se sont soldés par une publication qui n'eut pas de grands échos.

Sa trace va devenir beaucoup plus marquante à l'occasion de la Révolution. Élu député de Paris aux états généraux au titre du tiers état en mai 1789, il devient ensuite président du groupe du tiers avant de devenir président de l'Assemblée. Lors du serment du Jeu de paume, il est, semble-t-il, le premier à adhérer au mouvement qui rend les députés du tiers solidaires.

Au lendemain de la prise de la Bastille, il est élu maire de Paris et c'est lui qui, deux jours plus tard, impose à Louis XVI le port de la cocarde tricolore quand celui-ci vient à l'Hôtel de Ville.

Pourtant, Jean Sylvain Bailly n'est pas un ultra, et c'est sans doute ce qui va le conduire à sa perte.

Quand, en juin 1791, la famille royale prend la fuite, il est de ceux qui tentent de calmer la fureur populaire. Puis, lors de la fête de la

Fédération du 17 juillet suivant, il est de ceux qui ordonnent avec La Fayette de tirer sur la foule au Champ-de-Mars. Il devient dès lors très impopulaire, abandonne tous ses mandats et se réfugie à Nantes. Comme beaucoup d'autres acteurs de la Révolution, il cherche l'éloignement et le repos. Mais, comme eux, il est rattrapé par le mouvement. Refusant de témoigner contre la famille royale, et en particulier contre Marie-Antoinette, il finit par témoigner en faveur de la reine. Or, il a été arrêté à Melun en juillet 1793 et placé en détention. Malgré cette pression, il reste sur ses positions et devient dès lors à contre-courant d'une Révolution qui s'accélère. Son procès s'ouvre le 11 novembre et dure moins d'une journée. Dès le lendemain, la guillotine est déplacée au Champ-de-Mars, à l'endroit même où les gardes nationaux avaient tiré sur la foule. À 57 ans, l'ancien scientifique qui a connu les foudres de Camille Desmoulins passe sur l'échafaud.

1739-1811

CHALGRIN

LE PLUS PUR NÉOCLASSICISME

Jean-François-Thérèse Chalgrin est un architecte français né à Paris en 1739 et mort dans la même ville le 21 janvier 1811.

Architecte français, il est une figure exemplaire du néoclassicisme qui se développa sur le territoire national sous le règne de Louis XVI. Après un long séjour romain, on lui doit la restauration de l'église Saint-Sulpice, sans doute inspirée de l'architecture palladienne. Il est l'auteur des dessins du Grand Trianon et du Petit Trianon. Il reçoit en 1806 la commande de l'Arc de Triomphe des mains de Napoléon Bonaparte, quelques semaines après la victoire d'Austerlitz. Il en dessina les plans. Les autres architectes qui travaillèrent à ce monument furent tous « maçons » : François Rude, auteur du groupe colossal du *Départ des volontaires de 1792*, Jean-Pierre Cortot, auteur de *L'Apothéose de Napoléon...*

Édifié à partir de 1806 par ordre de Napoléon I^{er} en l'honneur des armées françaises, achevé trente ans plus tard sous le règne de Louis-Philippe, l'Arc de Triomphe consigne la mémoire et le symbole de la France unie et victorieuse.

1741-1788

JEAN-FRANÇOIS DE GALAUP

COMTE DE LA PÉROUSE

L'expédition maritime autour du monde qu'il commandait a disparu. Sans cesse Louis XVI demandait s'il y avait des nouvelles de M. de La Pérouse... Qui est cet homme qui préoccupait tant le roi ?

Entré très tôt dans la marine, Jean-François de La Pérouse est en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763). Il participe ensuite à la guerre d'Indépendance américaine, où il s'illustre en détruisant les établissements anglais de la baie de Hudson qu'il attaque lors d'un coup de main audacieux en 1782.

De retour en France, il est chargé par Louis XVI d'une expédition lointaine sur les traces de Bougainville et de Cook. La Pérouse avait pour mission de reconnaître les régions du Pacifique nord et de l'Océanie, et d'étudier les moyens de commercer avec la Chine et le Japon. En plus de l'aspect exploratoire, l'expédition présentait un caractère scientifique très marqué. Les deux navires mis à la disposition de La Pérouse, *La Boussole* et *L'Astrolabe*, furent spécialement préparés pour accueillir livres, documents et instruments de travail. Une place fut également organisée pour la constitution de collections. Enfin, le navigateur emmenait avec lui un groupe de savants, parmi lesquels il faut remarquer Fleuriot de Langle, le directeur de l'Académie de marine, chargé du commandement du second bateau.

« En 1791, il est de ceux qui tentent de calmer la fureur populaire. »

Parti de Brest le 1^{er} août 1785, La Pérouse atteint l'île de Pâques le 9 avril 1786 avant de rejoindre Hawaii le 29 mai. Il remonte ensuite vers les côtes nord de l'Amérique, entre l'Alaska et la Californie.

Après avoir traversé le Pacifique, il fait escale à Macao afin d'étudier les opportunités de commerce avec la Chine. L'expédition fait alors voile vers les Philippines avant de remonter plein nord sur le Japon. Le 2 août 1787, La Pérouse pénètre dans un détroit qui porte aujourd'hui son nom, situé entre les îles Sakhaline et Hokkaido. Au mois de septembre, il relâche à Petropavlovsk-Kamtchatski, d'où il adresse ses journaux de bord au roi par l'intermédiaire de son interprète Jean-Baptiste de Lesseps. Il se dirige alors plein sud et rejoint, en décembre, les îles Samoa où son second, de Langle, est massacré par les habitants. Le 26 janvier 1788, à Botany Bay, La Pérouse rencontre l'escadre britannique chargée d'installer des colons en Australie et adresse son dernier message pour la France avant de disparaître à tout jamais. Malgré plusieurs expéditions lancées à sa recherche, il faudra attendre 1827 pour retrouver sa trace aux Nouvelles-Hébrides, dans les récifs de Vanikoro. Prévoyant et discipliné, La Pérouse avait envoyé en France suffisamment d'éléments pour permettre la parution du *Voyage autour du monde* qui contribua très largement à sa postérité.

« La Pérouse emmenait avec lui un groupe de savants remarquables. »

1743-1793

MARAT

LE RÉVOLUTIONNAIRE EXALTÉ

Son assassinat par Charlotte Corday en a fait une figure de la Révolution. Extrémiste intransigeant, il fut aussi un des principaux acteurs des batailles idéologiques de l'époque.

« Né avec une âme sensible, une imagination de feu, un caractère bouillant, franc, tenace, un esprit droit, un cœur ouvert à toutes les passions exaltées et surtout à l'annonce de la gloire, je n'ai jamais rien

fait pour altérer ou détruire ces dons de la nature ; j'ai tout fait pour les cultiver... La seule passion qui dévorait mon âme (étant tout jeune) était l'amour de la gloire ; mais ce n'était encore qu'un feu couvant sous la cendre... », ainsi se présentait Jean-Paul Marat le 14 janvier 1793, dans son journal *L'Ami du peuple*.

Ce natif de Boudry (canton de Neuchâtel, en Suisse) – 1743 – fait des études de médecine puis s'établit en Angleterre. Il publie des ouvrages philosophico-politiques. En 1774, il s'affilie à la franc-maçonnerie et travaille sur les idées de liberté et d'égalité. Il publie un *Philosophical*

« Pour enchaîner les peuples, on commence par les endormir. »
Jean-Paul Marat

Essay on Man. Il s'attaque à *Chains of Slavery* en 1774. En France, il publiera cette étude pamphlétaire en 1792 sous le titre *Les Chaînes de l'esclavage*. Il y anticipe le régicide, n'hésitant pas à écrire : « Le meurtre d'un prince n'est qu'un simple assassinat. » Il rentre en France et s'établit à Paris comme médecin des gardes du corps du comte d'Artois, de 1777 à 1783. Il publie des mémoires sur des sujets scientifiques, et des livres et brochures où il développe ses théories sur l'insolence des riches et sur le despotisme de l'État. Albert Soboul (in *La Révolution française*, Arthaud) explique : « La lutte des classes se réduisait le plus souvent pour Marat en lutte des pauvres contre les riches, des plébéiens contre les patriciens. »

Sous la Révolution, le 12 septembre 1789, il lance son journal, *L'Ami du peuple* – l'un des journaux révolutionnaires les plus lus –, où il dénonce avec une très grande violence les trahisons contre le peuple.

Membre du club des Cordeliers, il retourne à Londres en 1790 pour s'y réfugier. Revenu à Paris, il attaque le roi en 1791, après la tentative de fuite avortée à Varennes. Il doit encore se réfugier en Angleterre de décembre 1791 à mai 1792. Membre de la Commune du 10 août, les Girondins le tiennent pour responsable, en raison de ses appels à la violence, des massacres de septembre. Il est élu député de Paris à la Convention. Le 25 septembre 1792, Vergniaud demande son expulsion. Marat assume les accusations qui sont portées contre lui : « Je crois être le seul écrivain politique, et peut-être le seul en France depuis la Révolution, qui ait proposé un tribun militaire, un dictateur, des triumvirats comme le seul moyen d'écraser les traîtres et les conspirateurs. »

Devenu Montagnard extrémiste, il vote la mort du roi. Marat réclame une dictature révolutionnaire et s'oppose aux Girondins, qui chutent le 2 juin 1793, notamment grâce à son action. La réaction lui sera fatale. Le 13 juillet 1793, alors qu'il prend un des bains qui apaisent la maladie de peau le démangeant, il reçoit une jeune Normande qui vient lui « dénoncer un complot ». Charlotte Corday l'assassine, qui fait de lui un martyr de la liberté et, par là même, le fait passer à la postérité comme la figure mythique des sans-culottes parisiens. Les historiographes du XIX^e siècle n'en feront jamais un portrait flatteur : « Caligula de Carrefour » (Chateaubriand), « roi des Huns » (Louis Blanc), « fonctionnaire de la ruine » (Victor Hugo), même si de plus fins analystes lui reconnaîtront deux qualités importantes pendant la Révolution. Selon Jaurès, il fut un théoricien de la lutte des classes : « C'est grâce à Marat que le prolétariat prend conscience jusqu'à un certain point de former une classe. » En outre, Marat a compris le pouvoir de la parole. François Furet l'a fort bien expliqué (in *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion) : « Marat s'est inventé un rôle promis à un bel avenir – celui du journaliste redresseur et formateur de l'opinion – et s'est identifié à son journal, au point que sa vie pendant la Révolution se confond avec sa feuille : publique quand il est publié, souterraine quand il est interdit. Et pour cet *Ami du peuple* qui est sa vie, il s'est inventé un langage : là est son originalité. »

1743-1803

TOUSSAINT LOUVERTURE

AU NOM DE LA LIBERTÉ

Homme d'État, homme politique et révolutionnaire français, François Dominique Toussaint tenta de concilier les espoirs d'indépendance du peuple haïtien et un état d'esprit : celui de la tolérance et du respect.

Né sur l'île de Saint-Domingue en 1743, Toussaint Louverture fut, selon Michaud, « l'un des hommes les plus extraordinaires d'un temps où tant d'hommes extraordinaires ont paru ». Il faut dire que son parcours et son action ne furent pas banals. Esclave affranchi, il fit fortune dans le café avant de se lancer dans la politique. Porté à la tête de l'insurrection qui, à la faveur de la Révolution de 1789, tente de se battre contre la tutelle française, Toussaint Louverture prend le titre de « gouverneur général à vie » de son île natale après avoir proclamé la liberté de celle-ci. Malheureusement pour lui, la France ne prit pas acte de cette décision. Toussaint, arrêté par les hommes de Bonaparte, est incarcéré au bagne du fort de Joux dans le Jura, où il meurt en 1803.

« Nommé "gouverneur général à vie" de son île natale, il fut arrêté par l'armée napoléonienne. »

Il n'aura pas, à quelques mois près, la joie de voir son rêve s'accomplir. En 1804, Saint-Domingue devient, sous le nom de Haïti, la première république noire de l'histoire du monde.

1747-1793

PHILIPPE ÉGALITÉ

LE SANG ROYAL FÉLON

Le personnage est controversé. Et pour cause ! Ce prince de sang va prendre le parti des révolutionnaires de 1789. Devenu auparavant Grand Maître du Grand Orient de France, il n'en votera pas moins la mort de son cousin Louis XVI. Cela ne lui évitera pas de finir sur l'échafaud.

Louis-Philippe II d'Orléans est un descendant direct du Régent et de Louis XIII. Né au château de Saint-Cloud en 1747, il est le fils de Louis-Philippe I^{er} d'Orléans et de Louise-Henriette de Bourbon-Conti. Duc de Montpensier, puis duc de Chartres à la mort de son grand-père, enfin duc d'Orléans à la mort de son père, il est premier prince de sang.

« Il voue une puissante haine aux Bourbons. »

Il se marie, en 1769, à Louise Marie Adélaïde de Bourbon, M^{lle} de Penthièvre, qui lui apporte la fabuleuse fortune des Penthièvre. La dot s'élève à 6 millions de livres, du jamais vu. De son épouse, il a six enfants, dont cinq vivent : Louis-Philippe d'Orléans, le futur roi de France en 1830 ; Louis-Antoine, le duc de Montpensier ; M^{lle} de Chartres ; sa jumelle M^{lle} d'Orléans ; enfin, Louis-Charles, le comte de Beaujolais. Louis-Philippe d'Orléans aura, également, deux bâtards : une fille avec M^{me} de Genlis (la gouvernante de ses enfants) et un fils, le bien connu chevalier de Saint-Paul, avec la comtesse de Buffon. Ses deux fils puînés, enfermés sous la Révolution mourront, l'un en Angleterre, l'autre à Malte, des suites de la tuberculose contractée lors de leur incarcération à Marseille.

Il n'est pas sans intérêt de souligner les liens de sang existant entre la famille d'Orléans et M^{me} de Montespan : par sa mère, Louis-Philippe II descend de M^{lle} de Nantes, la fille de la favorite de Louis XIV, et l'une des arrière-grands-mères paternelles du duc est une autre bâtarde de M^{me} de Montespan, M^{lle} de Blois. À noter, par ailleurs, que l'épouse du duc est la petite-fille du comte de Toulouse, bâtard légitimé de M^{me} de Montespan et de Louis XIV. Comme quoi tout ce beau monde ne sort guère de son milieu...

Le duc d'Orléans a la vocation maritime et souhaite conduire une carrière dans la Royale. Il est nommé garde-marine en 1772, c'est-à-dire aspirant, puis contre-amiral en 1776. Durant la guerre contre les Anglais, il sert dans l'escadre dirigée par l'amiral d'Orvilliers, couvrant l'arrière. Le 27 juillet 1778, c'est la bataille navale d'Ouessant. Celui qui n'est encore que le duc de Chartres se trouve, sur ordre, porté à l'avant de l'affrontement. Mais sa manœuvre, trop lente, permet aux Anglais d'échapper.

On en apprend bientôt le fin mot. Le capitaine du navire sur lequel se trouve le duc de Chartres, de peur d'exposer la vie du prince et d'être rendu responsable d'une blessure ou d'une mort, met en panne et se fait confirmer l'ordre en envoyant un canot. Les navires anglais ont déjà filé lorsqu'il remet les voiles. Cette histoire, colportée dans Paris, affecte beaucoup le duc.

Tout comme l'obligation qu'il a d'abandonner la marine parce que son beau-père croit qu'il veut s'emparer de sa charge de grand amiral. De

cette époque date sans doute la grande haine qu'il conçoit envers les Bourbons de la branche aînée, et qui ne sera pas sans compter dans son engagement révolutionnaire.

Comme tous les princes de la branche cadette, il ne peut exister qu'en s'opposant. Mais il le fait avec une grande résolution, s'engageant en faveur des parlements et pesant de tout son poids pour faire échouer l'excellente réforme de Maupeou à la fin du règne de Louis XV.

Devenu, en 1771, Grand Maître du Grand Orient de France, il s'affirme comme un adepte des idées nouvelles, proclamant l'excellence du modèle constitutionnel britannique. Dès 1785, il devient un point de ralliement à l'opposition au roi Louis XVI. Versailles doit désormais compter avec le Palais-Royal.

Deux ans plus tard, il occupe le poste clé de chef du troisième bureau à l'Assemblée des notables, convoquée par le roi en raison de la situation financière catastrophique de la monarchie. L'Assemblée, siégeant de février à mai 1787, consent au roi de payer désormais le droit de timbre, l'impôt territorial et accepte de supprimer les corvées. Mais le Parlement refuse d'enregistrer, au prétexte que seuls les états généraux ont le droit de créer des impôts. Le duc d'Orléans se porte à la pointe du combat des parlementaires contre le roi, protestant contre les édits dits « bursaux », c'est-à-dire qui créent de nouveaux prélèvements fiscaux. À telle enseigne qu'il est exilé par Louis XVI !

Vivant tout aussi bien en Angleterre, où il possède sans doute l'essentiel de sa fortune, qu'en France, dans ce Palais-Royal autour duquel il a réalisé une immense opération immobilière, le duc d'Orléans est élu député de la noblesse aux états généraux de 1789.

Il se prononce alors pour la réunion des trois ordres. Beaucoup ont parlé d'une faction d'Orléans pour désigner le groupe de ses partisans. Cette expression nous semble très exagérée. Certes, il reçoit beaucoup, tant à Paris que dans ses propriétés du Raincy et de Monceau. Sans doute laisse-t-il courir le bruit qu'il pourrait être désigné lieutenant général du royaume ou même régent par l'Assemblée constituante. Il le démentira en 1791, à une époque où la question n'est, évidemment, plus d'actualité. Globalement toutefois, à l'exception de Mirabeau, rares sont les révolutionnaires modérés à s'afficher avec lui.

Et, contrairement à ce qui est souvent affirmé, les Girondins ne le fréquentent pas. Seuls ceux qui espèrent une restauration monarchique libérale par le truchement des Orléans font partie de son clan : citons Laclos, Clarke ou encore Lauzun.

« Philippe Égalité adopte une position dure, votant la mort. »

C'est que l'homme demeure suspect : sa fortune est immense, il l'affiche tant à Paris qu'à Londres, où il vit dans un immense palais à Portland Place. Son opération immobilière de grande ampleur effectuée au Palais-Royal, consistant à édifier des immeubles comportant en rez-de-chaussée des galeries commerciales, sans compter une vaste salle de théâtre, aboutit à réduire la dimension des jardins que le public fréquente librement.

Ce qui entraîne un vif mécontentement des Parisiens ! Par ailleurs, l'affaire se révèle financièrement difficile. En raison de son incroyable train de vie qui fait le bonheur des gazettes, il emprunte beaucoup. Et doit vendre les collections de tableaux et de bijoux familiaux pour faire face à ses créanciers, puis exiger de son épouse qu'elle engage son immense héritage (ce qui provoquera sa demande de divorce). Bien plus, il est à l'affût de toutes les spéculations et se laisse manipuler par les Anglais. Il effectue des achats de blé qui participent à l'assèchement du marché français alors que les prix ont beaucoup augmenté en raison d'une mauvaise récolte en juillet 1789. Ce blé est livré à l'Angleterre. Aussi ne faut-il guère s'étonner de la réaction de la populace parisienne qui vient chercher le roi à Versailles au début d'octobre 1789.

Pour éviter d'être impliqué dans l'instruction qui cherche à établir les responsabilités de ces journées révolutionnaires, le duc d'Orléans préfère s'éclipser et gagne Londres.

On voit que les soupçons qui ne cesseront de peser sur la véritable conviction de Philippe d'Orléans ne sont pas dénués de motifs...

Revenu en France en 1790, le duc d'Orléans décide d'abandonner toute action politique. Il ne participe plus aux réunions du club des Jacobins dont il est membre fondateur. Mais il est élu député de la Convention par le département de la Seine en octobre 1792, et se fait désormais appeler Philippe Égalité.

Lors du procès du roi, il adopte une position dure, votant la mort. Sans doute pense-t-il, ainsi, donner un gage aux révolutionnaires. C'est le contraire qui se produit : il indigne jusqu'à ses adversaires. Robespierre aurait même déclaré, dégoûté de le voir condamner ainsi son cousin : « C'est le seul qui pouvait se permettre de ne pas voter la mort. » Cette lâcheté, il en fait preuve, également, en abandonnant sa fonction de Grand Maître du Grand Orient de France, en février 1793, de façon publique, en invoquant qu'il n'est pas convenable de tenir des assemblées secrètes sous une république. Attitude que l'ensemble des maçons de conviction condamnent...

La défection du général Dumouriez, au printemps 1793, lui cause un immense tort, d'autant plus sévère que son fils Louis-Philippe, jeune officier, en profite pour suivre son chef et passer à l'ennemi autrichien. Il devient vraiment suspect. Rappelé du front, il est rapidement privé de liberté. Arrêté le 7 avril 1793, il est transféré à Marseille. Il y retrouve ses deux autres fils, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais.

Détenu au fort Saint-Jean, il est ramené à Paris au bout de six mois et conduit à la Conciergerie. Au début de novembre, il est jugé par le Tribunal révolutionnaire et condamné sans acte d'accusation ni débat. Son sort a été tranché d'avance par Fouquier-Tinville.

Le 6 novembre 1793, il est guillotiné avec quatre autres condamnés : le général Cousteau, Gondier, Brousse et le colonel comte de La Roque. En le reconnaissant, La Roque – qui avait rejoint Louis XVI aux Tuileries et fait le coup de feu pour défendre le roi le 10 août 1792 avant d'être capturé – lui lance, avec indignation : « Je ne regrette plus la vie puisque celui qui a perdu mon pays reçoit la même peine de ses crimes, mais je suis, je vous l'avoue, Monseigneur, bien humilié d'être obligé de mourir sur le même échafaud que vous ! » Le duc d'Orléans n'ose pas lui répondre.

Vers 16 heures, le cortège quitte la Conciergerie. Très calme, Louis-Philippe affiche un grand dédain et même du dégoût pour ce qui se passe. Lorsque l'escorte s'arrête, volontairement, devant sa demeure du Palais-Royal, sur laquelle on peut lire un panneau portant « propriété nationale » en grosses lettres, à peine esquisse-t-il une réaction.

La Roque monte le premier sur l'échafaud. Le duc est exécuté le dernier. On le dépouille de son habit. Mais il refuse que ses bottes lui soient ôtées. Et, écartant les aides du bourreau, il se dirige vers la sinistre planche en disant : « C'est du temps perdu, vous me débotterez bien plus aisément mort, dépêchons-nous. »

« Avec le passage de Louis-Philippe chez l'ennemi autrichien, il devient vraiment suspect. »

Ainsi meurt en grand seigneur celui qui a toujours pensé qu'il était possible de vivre au-delà des conventions.

1748-1836

SIEYÈS

DU TIERS ÉTAT AU CODE CIVIL

L'abbé Sieyès est une figure déterminante des premières années la Révolution française et de la mise à mort de celle-ci. Ce théoricien de la politique et du droit est aussi un métaphysicien méconnu.

Les dernières années de la monarchie sont pitoyables, le roi ne parvenant jamais à anticiper les événements, alors qu'à plusieurs reprises la nation lui tend les bras. C'est dans ce contexte que l'abbé Sieyès apportera deux pierres décisives à la Révolution française : à son début, avec *Qu'est-ce que le Tiers État ?*, et à son achèvement lors du coup d'État du 18 Brumaire.

« Théoricien, homme habile et manipulateur, manque de courage politique. »

Entré dans les ordres sans réelle conviction, le natif de Fréjus (3 mai 1749) Emmanuel Joseph Sieyès devient vicaire général de Chartres en 1787. Il s'intéresse aux problèmes sociaux et à la misère des paysans. Il décide de se rendre à Paris en 1788. Il publie plusieurs brochures où il expose ses théories et ses espoirs pour l'avenir : *Vues sur les moyens d'exécution dont les représentants de la France pourront disposer en 1789*, puis un *Essai sur les privilèges*. Il y critique en profondeur les deux ordres privilégiés : la noblesse et le clergé.

Puis, en 1788, il rédige son œuvre la plus célèbre : *Qu'est-ce que le Tiers État ?*, au moment où se préparent les états généraux.

Le dernier chapitre expose l'idée clé de la pensée de l'abbé Sieyès : le tiers état doit constituer une Assemblée nationale, en dehors des états généraux, et sans les deux ordres privilégiés que sont la noblesse et le clergé, considérés comme extérieurs à la nation. Ces idées « révolutionnaires » font grand bruit. Le monde politique et la bourgeoisie sont secoués.

La cour est en émoi. Au début de janvier 1789, le livre est édité et largement diffusé. Des dizaines de milliers d'exemplaires vont être vendus. Le succès est phénoménal !

L'éditeur commande quatre éditions !

En réalité, l'essentiel des nobles éclairés et des parlementaires rêvent d'une monarchie constitutionnelle à l'anglaise. Après que le tiers état a obtenu en décembre 1788 le doublement de ses députés, on décide, à l'issue d'une discussion passionnée où l'abbé Sieyès répète sa fameuse formule « Qu'est-ce que le tiers état ? », que les trois ordres voteront par tête.

Puis sont rédigés les cahiers de doléances, environ 150 000, qui manifestent une très large fidélité à la monarchie, mais contestent avec fermeté les droits féodaux, demandent l'égalité devant l'impôt, l'impartialité de la justice et souhaitent la garantie des libertés individuelles, y compris des droits politiques.

L'abbé Sieyès, écarté par le clergé, est finalement élu député du tiers état pour les états généraux qui débutent le 5 mai 1789. Le 17 mai, à son instigation, les représentants du Tiers, rejoints par le bas clergé et par quelques nobles libéraux, s'autoproclament Assemblée nationale, seule habilitée à voter l'impôt. Le 20 juin, les députés de l'Assemblée nationale, par le serment du Jeu de paume, jurent de doter le pays d'une Constitution. Ce deuxième acte révolutionnaire est suivi d'un troisième le 23 juin : Mirabeau, en une proverbiale repartie, rejette l'ordre royal de dissolution. Le roi cède et ordonne aux députés de la noblesse et du clergé, qui lui sont restés en majorité fidèles, de rejoindre le Tiers. Le 9 juillet 1789, l'Assemblée nationale se transforme en Assemblée constituante.

Sieyès devient, avec le comte Mirabeau, un des fers de lance de son ordre, le tiers état (il est notable que le premier est issu du clergé et le second issu de la noblesse, contrairement à ce que souhaitait Sieyès lui-même dans son texte), étant à l'origine de la réunion des trois ordres aux états généraux, de la constitution d'une Assemblée nationale le 17 juin 1789 et du serment du Jeu de paume, dont il a rédigé le texte.

Il travaille à la rédaction du texte de la Constitution puis, élu à la Convention, vote la mort du roi. Il abandonne alors sa charge de prêtre selon les modalités en vigueur de la Constitution civile du clergé.

Son insuffisante éloquence et sa grande prudence l'amènent à ne pas jouer les premiers rôles dans les années suivant 1789. Paradoxalement, cela lui permet de passer à travers les gouttes de sang des années sombres. En 1792, il est élu au Conseil de Constitution et rédige un plan d'instruction publique que rejette l'Assemblée. La gauche le soupçonne d'être un contre-révolutionnaire. Sous la Terreur, il se fait oublier... En 1795, il prononce un célèbre discours où il propose de mettre en place un jury constitutionnaire, « premier projet d'un contrôle étendu de la constitutionnalité des actes des organes de l'État ».

Pierre-Yves Quiviger, dans *Le Principe d'immanence. Métaphysique et droit administratif chez Sieyès* (Honoré Champion, 2008), explique qu'un des points forts de l'œuvre de Sieyès est qu'il mit en place une véritable « sociologie » comme fondement de la superstructure institutionnelle.

Adversaire de la Constitution de l'an III, il refuse de siéger au Directoire, mais il accepte de devenir président des Cinq-Cents. Puis il devient Directeur en 1799 et organise la mise à mort de la période révolutionnaire, appelant Napoléon Bonaparte : « Je cherche une épée. » Il l'aide pour le coup d'État du 18 brumaire. Alors que Bonaparte débarque en France, il parvient à Paris le 16 octobre. Une rencontre est organisée entre le général « égyptien » et Sieyès pour modifier la Constitution et le régime. Cela aboutit très rapidement à un accord et à un complot. Le 18 brumaire (9 novembre), les deux Conseils ayant été transférés à Saint-Cloud, Bonaparte est nommé commandant en chef des troupes de Paris. Il obtient la démission des

cinq Directeurs par la persuasion. Mais le 19 brumaire, les choses se gâtent : certes, Bonaparte parvient à convaincre les Anciens, mais il doit se retirer sous la huée des Cinq-Cents et la protection de la troupe. Le sang-froid de son frère Lucien, qui préside le Conseil des Cinq-Cents, le sauve. Murat et Leclerc font évacuer l'Orangerie, où se trouvent les députés, qui fuient en désordre.

Dans la nuit, les représentants que l'on a pu rassembler de force adoptent l'instauration d'un consulat provisoire de trois membres : Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos. Après le coup d'État, voici venu le temps de la dictature armée du Consulat.

En récompense, Sieyès est nommé consul provisoire. Il s'attaque alors à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Le nouveau maître s'empresse de transformer le texte. Sieyès est désenchanté, désabusé, il comprend qu'il doit s'effacer. Mais cette aigreur a des limites. Il accepte le titre de sénateur avec le domaine de Crosne et devient comte d'Empire. Il sera exilé sous la Restauration comme régicide. Il revient en 1830 et meurt à Paris le 20 juin 1836.

Claude Manceron, dans *L'État de la France pendant la Révolution* (éditions La Découverte), dépeint ainsi l'homme : « beaucoup de hauteur et de quant-à-soi, une indifférence chronique à l'égard des femmes, un grand appétit d'érudition, politique et philosophique, qu'il rêve d'utiliser pour remodeler la société ». Théoricien, homme habile et manipulateur, son manque de courage ne lui permet pas d'atteindre le pouvoir suprême que son esprit supérieur lui permettait.

1749-1791

MIRABEAU

ET LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

L'homme a laissé un souvenir pour le moins controversé. Il n'en fut pas moins un des principaux acteurs d'une Révolution encore balbutiante. Porté au Panthéon, puis déchu au-delà de sa mort, il demeure pourtant une figure emblématique de cette époque.

Honoré Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau, naît le 9 mars 1749 au Bignon-Mirabeau (Loiret), du marquis de Mirabeau, un économiste de renom de l'école des physiocrates, auteur de *L'Ami des hommes ou Traité sur la population* (1756) et de *Philosophie rurale ou Économie générale et politique de l'agriculture, réduite à l'ordre immuable des lois physiques et morales qui assurent la prospérité des empires* (1763), et de Marie-Geneviève de Vassan. Il appartient à la moyenne noblesse provençale. Son père l'élève avec une extrême dureté. Chateaubriand écrira : « Son père avait gardé, comme le mien, l'inflexible tradition de l'autorité paternelle absolue. »

Mais voilà que celui qui fut écrivain, agent secret, diplomate, journaliste et, *in fine*, homme politique naquit avec un pied tordu et une tête énorme, celle d'un hydrocéphale.

Et, pour ne rien arranger, à l'âge de 3 ans, une petite vérole mal soignée vint achever un physique fort curieux que rehaussera une voix de stentor.

Pendant une jeunesse tumultueuse, il amoncelle les dettes et les conquêtes féminines. Il épouse Émilie, fille du puissant marquis de Marignane. Son père doit le faire enfermer au fort de Vincennes, puis au château de Joux, dans le Jura, notamment pour le soustraire à ses créanciers. Il s'enfuit alors en Hollande avec Sophie de Ruffey, épouse du marquis de Monnier, le président de la cour des comptes de Dole. Mirabeau est condamné à mort par contumace, puis extradé et emprisonné au donjon de Vincennes de 1777 à 1780. Il y rédigera quelques ouvrages libertins, des *Lettres à Sophie* – de Ruffey –, des pamphlets et des études historiques, ainsi que des ouvrages sur les Juifs et sur l'organisation de la production du sel. Sa libération passe par une catharsis sur sa relation paternelle, menée avec Pierre Samuel Dupont, le futur Dupont de Nemours. C'est là qu'il puise son sentiment de révolte et son exaltation politique. Il lit et relit Rousseau, Montesquieu et de Raynal.

En sortant de Vincennes, il se présente aux élections des états généraux, en Provence. Il se montre près du peuple en veillant à ce que cela soit connu. Repoussé par la noblesse menée par les Marignane et où l'on trouve Jean Étienne Marie Portalis, il publie un discours véhément adressé aux nobles provençaux. Il est alors nommé par le Tiers, à Aix et à Marseille.

Est-ce de cette époque que naît la controverse qui fit écrire à Jacques De Cock : « Mirabeau fut un génial contre-révolutionnaire », ou qui le fit rejeter par Gaxotte, Bainville, Soboul et Mathiez – pour une fois alliés –, en raison de ses combinaisons malheureuses ou de ses turpitudes supposées ?

Il devient très vite l'un des plus énergiques orateurs de l'Assemblée nationale. La déchéance de la monarchie conduit son évolution politique. Il se montre un très grand orateur. Le 17 juin 1789, député à la Constituante, il concourt avec l'abbé Sieyès à la conversion des états généraux en « Assemblée générale constituante » où il prête serment, contre le roi, dans la salle du Jeu de paume, le 23 juin.

Au marquis Henri-Évrard de Dreux-Brézé, qui ordonnait à l'Assemblée de se dissoudre, Mirabeau fit répondre par cette phrase célèbre : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes... »

Membre d'une loge maçonnique, il défend les droits de liberté de la presse, participe à la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et soutient la réquisition des biens du clergé. Fin politique, il sait que la réalité rattrape les volontés pieuses les plus fortes. Partisan d'une monarchie constitutionnelle, il essaye de concilier ses théories avec les principes révolutionnaires.

Il est devenu un appui de Louis XVI, quand il meurt presque subitement. On dit qu'il a été empoisonné. Lorsqu'il décède à Paris, le 2 avril 1791, son corps est transporté au Panthéon, où il restera jusqu'en 1793. « Cette mort est une commotion, le rare moment dans l'histoire de France d'un deuil partagé dans l'angoisse » (Jean-Paul Desprat, *Mirabeau*, Perrin). Mais on découvre l'armoire de fer et sa correspondance. Mirabeau a pris clandestinement contact avec le roi et la cour. Sa sépulture est alors profanée. Joseph Chénier propose de le retirer du Panthéon. Il est transféré au cimetière de Clamart, dans une fosse commune sise le long du Jardin des plantes. La déchéance l'a atteint par-delà la mort !

Chateaubriand dira de lui : « Mirabeau a déjà subi la métamorphose qui s'opère parmi ceux dont la mémoire demeure : porté du Panthéon à l'égout et reporté de l'égout au Panthéon, il s'est élevé de toute la hauteur du temps qui lui sert aujourd'hui de piédestal. Il lui est resté l'odeur du Panthéon et non de l'égout. »

Les idées de Mirabeau ont traversé les régimes et passé les décennies. Cela parle encore aujourd'hui : « [...] la souveraineté populaire dévolue au Parlement qui vote les lois et détermine l'inclination du gouvernement avec, à ses côtés, à un même niveau, un exécutif fort » (Jean-Paul Desprat, op. cit.).

1750-1794

FABRE D'ÉGLANTINE

UN GIGOLO EN POLITIQUE

Philippe François Nazaire Fabre est né le 28 juillet 1750 à Carcassonne, dans l'arrière-boutique d'un marchand-drapier. Très intelligent, il fit de bonnes études à Limoux, puis à Toulouse, et se trouva bientôt pourvu d'une chaire de professeur au collège de cette ville. Sa carrière est étonnante !

Clémence Isaure avait fondé en 1323 les Jeux floraux, concours de poésie dont les prix étaient des fleurs d'orfèvrerie d'or ou d'argent – rose, lis, violette, églantine. Fabre concourut et son *Sonnet à la Vierge* lui valut une « églantine d'or ». Il se fera alors appeler Fabre d'Églantine.

Croyant avoir l'étoffe d'un homme de théâtre, il décide de devenir comédien et quitte sa chaire sans regret, et son père et sa mère sans remords. Fabre suit une troupe de comédiens ambulants, puis réussit à se faire engager à l'opéra-bouffe de Versailles. Pour vivre, il exerce, à côté, plusieurs petits métiers. Pastelliste, journaliste, juriste...

Il plaît aux femmes. Il eut de nombreuses aventures, principalement avec une certaine M^{lle} Ravary, dont il fit le portrait.

Il séduit Sophie Proudhon, mais lorsque la mère parle mariage il s'éclipse sous prétexte d'un engagement à Beauvais. Il récidive et manque être pendu. À Namur, en 1777, il tombe amoureux d'une jeunesse de... 15 ans, Catherine Deresmond. Il l'enlève. Rattrapé près

de Liège, il passe en justice et est condamné à la peine de mort pour « rapt et séduction de mineure ». Le gouverneur, Charles de Lorraine, homme indulgent, commue sa peine en bannissement de territoire à perpétuité.

À Strasbourg, il rencontre Nicole Godin, arrière-petite-fille d'Alain René Lesage, l'auteur de *Gil Blas de Santillane*. Il l'épouse le 9 novembre 1778. Nicole attend bientôt un enfant, qui naît le 12 octobre 1779. Fabre est alors enfin heureux. Son premier opéra est donné... le texte traversera les âges :

« Il pleut, il pleut, bergère,
 Presse tes blancs moutons,
 Allons sous ma chaumière,
 Bergère, vite allons.
 J'entends sur le feuillage
 L'eau qui tombe à grand bruit,
 Voici venir l'orage,
 Voilà l'éclair qui luit... »

Ambitieux, il fonde sa propre compagnie. Échec et dettes ! Nicole a des doutes. D'autant qu'elle a découvert, dans les poches de son gigolo de mari, un billet doux destiné à une autre. Elle enquête ; les billets se succèdent. Elle creuse et surprend de galantes rencontres. Elle le quitte et part avec l'enfant. Fabre enchaîne les échecs à Paris ainsi que les conquêtes. Une de ses pièces, *Le Présomptueux ou l'Heureux imaginaire*, est créée le 7 janvier 1789. Fouquet du Lomboy, l'un de ses rivaux, a orchestré la cohue. Échec encore !

Caroline Rémy entre dans sa vie, pacifiant l'homme et lui donnant deux enfants. Le succès est au rendez-vous. Sa pièce *Le Philinte de Molière ou la Suite du Misanthrope* – d'où Célimène a disparu, et qui oppose un Alceste charitable et sensible à un Philinte transformé en un aristocrate abject – est fort appréciée.

Il fréquente les hommes politiques, devient l'ami de Camille Desmoulins et de Danton, entre au club des Cordeliers. En 1792, Fabre se fait élire député de Paris à la Convention. La Convention décide de changer de calendrier. Fabre est désigné pour en réaliser un autre. De manière poétique, il renomme les mois de l'année en mettant à

l'honneur les vendanges, la brume, les frimas, la neige, la pluie, le vent, la germination, les fleurs, les prairies, les moissons, la chaleur et les fruits, et voici : vendémiaire, brumaire, frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse, germinal, floréal, prairial, messidor, thermidor et fructidor.

Il s'engage politiquement, dénonce la « conspiration de l'étranger » pour perdre la République, lance des attaques contre les compagnies et sociétés par actions, notamment la Compagnie des Indes. En réalité, il s'agit de fausses barbes, car l'homme est compromis dans des spéculations où il joue à la baisse sur les actions de ces sociétés. Le scandale éclata lors de la découverte de la falsification de la minute du décret de liquidation de la Compagnie des Indes. Il en a été complice !

Robespierre l'attaque indirectement, en ces termes, à la Convention : « Je demande que cet homme, qu'on ne voit jamais qu'une lorgnette à la main et qui sait si bien exposer les intrigues au théâtre, veuille bien s'expliquer ici. » Fabre déclare qu'il est prêt à répondre, mais que Robespierre doit préciser ses charges. Des cris s'élevèrent : « Fabre, à la guillotine ! »

Arrêté peu après, il fut conduit à la prison du Luxembourg. Lors de son procès, il se défendit mal ou point. À l'annonce de sa condamnation à mort, il se lève et s'écrie : « Fouquier-Tinville peut faire tomber ma tête, mais pas mon Philinte ! Mort aux tyrans ! » Quelques restes de l'homme de théâtre... « Il pleut, il pleut, bergère/Presse tes blancs moutons... »

Le 16 germinal de l'an II (5 avril 1794), il est guillotiné. Avec lui mouraient Camille Desmoulins et Danton.

1753-1824

CAMBACÉRÈS

HABILETÉ ET INTELLIGENCE

Jean-Jacques Régis Cambacérès, personnage remarquablement important dans l'histoire de la fin du XVIII^e siècle, demeure méconnu, voire calomnié par ses détracteurs politiques. Né à Montpellier, le 18 octobre 1753, il est le dixième enfant de Jean-Antoine et de Rose Vassal, dans une famille qui avait dû abjurer le protestantisme au siècle précédent. Ses titres et fonctions sont multiples.

Il fréquente le milieu des philosophes des Lumières, dans une famille ouverte aux choses de l'esprit. Avant l'âge de 20 ans, il est initié à la franc-maçonnerie. En 1772, on le trouve inscrit sur les tableaux de la loge anglaise Saint-Jean du Secret et de l'Harmonie, à Montpellier. Il côtoie financiers, magistrats et entrepreneurs. Il s'intéresse à l'organisation de la société. Il voyage également beaucoup dans tout le royaume et dans les villes qui comptent : Paris, Marseille, Bordeaux... Il mène ainsi une vie à la fois studieuse et mondaine. Fervent partisan de la Révolution en 1789, il y participe énergiquement comme conseiller municipal de Montpellier, puis comme procureur syndic du district et président du tribunal criminel de l'Hérault. En 1792, il est élu à la Convention.

L'homme est assez habile pour voter la mort du roi sans exécution immédiate, pour dénoncer les Girondins sans se compromettre dans la Terreur, pour éviter même de se mêler aux assassins de Robespierre...

Très grand juriste, il devient président des Cinq-Cents sous le Directoire, puis ministre de la Justice. Favorable au coup d'État de Bonaparte, il sera l'un des trois consuls.

Bonaparte, Cambacérès et Lebrun sont installés officiellement au palais du Luxembourg.

En s'entourant d'un régicide, Cambacérès, et d'un royaliste, Lebrun, Bonaparte réconcilie symboliquement la Révolution et la royauté. La Constitution de l'an VIII établit un suffrage universel indirect (listes de notabilités soumises au pouvoir). Le pouvoir législatif est

partagé entre Tribunat et Corps législatif, le Sénat ayant charge de veiller au respect de la Constitution. Trois consuls se partagent le pouvoir exécutif, en réalité dans les mains du Premier, qui dispose de l'initiative des lois, choisit les ministres, dirige les relations extérieures. Immédiatement, Bonaparte crée une quatrième assemblée, le Conseil d'État, sur lequel il s'appuiera largement pour la préparation des textes législatifs.

Il est indéniablement le pivot de la rédaction du Code civil, ce dont Napoléon le récompense, en 1804, en le nommant archichancelier, président du Sénat, duc de Parme.

Couvert d'honneurs, il ne cesse de mettre en garde l'Empereur contre les dangers de la guerre perpétuelle, notamment celle de Russie, en 1812. Proche de Napoléon I^{er}, il ne le trahit point, reprenant le portefeuille de la Justice pendant les Cent-Jours. Ce qui lui vaut un exil de trois années...

1754-1793

LOUIS XVI

COURAGEUX ET DÉPASSÉ PAR LES ÉVÉNEMENTS

Né en 1754, Louis XVI, la future victime du régicide révolutionnaire, est une personnalité controversée et souvent caricaturée. Il a près de 20 ans lorsqu'il succède à Louis XV. Mais qui est-il vraiment ?

L'homme est cultivé, notamment en littérature, parle plusieurs langues, et fait preuve de connaissances assez remarquables en astronomie et en géographie. Il connaît également bien la navigation.

Il a du bon sens, de la bonne volonté, mais son physique assez fort traduit un caractère débonnaire. Son beau-frère Joseph II, empereur d'Autriche, qui a dû venir à Versailles pour le déniaiser et le faire opérer parce qu'il n'arrive pas à avoir de relations sexuelles normales avec sa sœur Marie-Antoinette, le juge très sévèrement. Il le trouve épais, apathique, grossier, et même de manières quelquefois brutales.

Trop jeune, mal formé au pouvoir, il commet de lourdes erreurs, laissant son épouse dépenser sans compter et s'épuiser en frivolités. Cette « étrangère » devient ainsi si impopulaire qu'elle menace l'existence même de la monarchie. Il se laisse dicter sa conduite par un vieux serviteur, Maurepas, âgé de 73 ans et éloigné depuis des années du pouvoir. Mais en se séparant, dès 1774, de Maupeou et de Terray, qui sont parvenus à briser les parlements, Louis XVI condamne son régime à une lente asphyxie.

Il appelle certes Turgot, totalement isolé au sein de son Conseil, où s'affrontent novateurs et conservateurs, paralysant totalement l'action du gouvernement. Et Turgot, homme des Lumières, commet une bourde épouvantable : il libéralise le commerce du grain au moment où l'on en manque : les prix s'envolent ! Il faudra le renvoyer...

Ne faisant aucun choix, Louis XVI récolte la tempête. Le choix de Necker, en 1777, est catastrophique, car l'homme n'a aucune idée hormis celle de favoriser son image auprès du peuple.

Il accroît encore l'endettement considérable du royaume et trahit son maître en dénonçant les dépenses ostentatoires de la cour dans le mensonger *Compte-rendu au roi*, rendu public sans autorisation.

« Il se laisse dicter sa conduite par un vieux serviteur, Maurepas. »

Calonne sera courageux et voudra imposer l'impôt pour tous, la subvention territoriale. Sans soutien, il devra fuir en 1787. Son successeur, Loménie de Brienne, cherchera, avec l'appui de son garde des Sceaux, Lamoignon, à refaire le coup de force de Maupeou. Mais il est trop tard. Le pays, à l'appel des parlements, s'enflamme, la révolte en Dauphiné montrant ce qu'il pourrait advenir à une plus grande échelle. À nouveau, Louis XVI cède sur tous les plans. Le retour de Necker se conjugue avec la convocation des états généraux.

À la fin de 1788, enfin, le roi paraît retrouver quelque initiative : il décide de doubler la représentation du Tiers au sein des états généraux. Sa popularité remonte... Mais il n'est prêt à céder sur rien d'essentiel, ni sur le vote par tête qui donne la majorité au tiers état, ni sur l'élaboration d'une Constitution. Sans doute le roi n'est-il pas encore conscient de la réalité de la situation.

D'ailleurs, il fait preuve de morgue à l'endroit du Tiers, cherche à temporiser, subit les états comme une épreuve à surmonter. Les députés acceptent l'épreuve de force et le contraignent à céder sur tout, allant même jusqu'à se proclamer Assemblée nationale et constituante. La souveraineté nationale s'est ainsi, dès juin 1789, substituée à l'absolutisme de la monarchie.

Lorsqu'il renvoie Necker le 11 juillet et nomme à sa place un réactionnaire notoire en la personne du baron de Breteuil, la démonstration est apportée de l'aveuglement du roi. En deux mois, la messe est dite : prise de la Bastille, rappel de Necker, abolition des privilèges, Déclaration des droits de l'homme, obligation de se couvrir des couleurs de Paris.

Partout, le roi a dû concéder. Totalement dépassé par la rapidité de la succession des événements, il ne maîtrise désormais plus rien...

On a du mal à comprendre comment il laisse les choses dériver de la sorte, sans jamais réfléchir à une initiative capable de lui redonner la maîtrise du jeu. Alors que les députés sont encore craintifs et ne pensent nullement à le renverser...

« Totalement dépassé par la rapidité de la succession des événements, il ne maîtrise désormais plus rien... »

La Convention (dont l'autorité morale et même légale est imaginaire, puisque seulement un électeur inscrit sur dix a voté) décide, le premier jour où elle siège, le 21 septembre 1792, l'abolition de la royauté. Le 25, Danton fait proclamer la Première République. À la Convention, l'affrontement de deux factions minoritaires, Montagnards et Girondins, est brutal sur la question du procès du roi. Faut-il d'ailleurs faire un procès ? Au départ assez opposée, la Convention se constitue en tribunal lorsque, le 20 novembre, l'armoire de fer (qui comprend la correspondance secrète du roi avec les cours étrangères) est découverte dans les ruines des Tuileries.

Malgré les propos ardents de Robespierre et de Saint-Just, qui réclament une exécution immédiate, un procès est organisé à partir du 11 décembre 1792. Les défenseurs du roi, Tronchet, Desèze et Lamoignon de Malesherbes (qui sera guillotiné), plaident, avec un

grand courage, l'inconstitutionnalité du débat, puisque selon la Constitution de 1791, la personne du roi est inviolable et que, par ailleurs, la Convention n'a aucune compétence en cette matière.

À l'issue de trois votes publics, qui se déroulent dans des conditions détestables, sous les cris hostiles du bas peuple qui menace les modérés, le roi est condamné à mort le 17 janvier 1793 par 361 voix contre 360 (dont 26 pour la peine de mort avec sursis).

En raison de cette quasi-égalité des votes, tous conviennent de la nécessité d'un nouveau vote pour le sursis, qui cette fois est rejeté par 380 voix contre 310.

Le 21 janvier 1793, à 10 heures, le roi meurt dignement place de la République. Il a affronté son destin avec dignité !

1754-1793

BRISSOT

PLUME PROLIXE DE LA RÉVOLUTION

« *Il a reçu les clefs de la Bastille, demandé la déchéance du roi, mais froissé Robespierre. Cela lui a valu la mort.* »

Fils d'un riche traiteur de Chartres, il suit des études de droit, tout en montrant une curiosité d'esprit exceptionnelle dans tous les domaines.

Linguiste distingué, il prend parti pour la réforme et les Lumières, tentant de vivre par ses moyens, sa famille l'ayant rejeté. Il écrit beaucoup, notamment une *Théorie des lois criminelles* en deux tomes, puis compose des articles pour *Le Mercure* avant de participer à la rédaction et à la traduction du *Courrier de l'Europe*, une feuille soutenant les insurgés américains.

« Brissot s'oppose aux désordres de la rue et à la mise à mort du roi, qu'il estime sans aucun intérêt politique »

Devenu avocat, il publie un *Traité de la vérité* et une *Théorie et sa bibliothèque des lois criminelles*, une compilation de tous les ouvrages ayant traité ce sujet. Puis il poursuit en écrivant des pamphlets sur

l'inégalité sociale. On l'accuse d'avoir composé un pamphlet contre la reine, ce qui est probablement faux. Ce qui lui vaut cependant la Bastille, en 1784.

Ainsi Brissot apparaî-t-il comme l'une des plumes les plus prolixes en cette veille de Révolution, qu'il appelle de tous ses vœux.

En 1788, il fonde – avec Clavière, Mirabeau, l'abbé Grégoire et La Fayette – la Société des amis des Noirs qui, sans réclamer la fin de l'esclavage, exige celle de la traite. Il s'est déplacé à l'étranger, tant en Angleterre qu'aux États-Unis et aux Pays-Bas, observant leurs systèmes politiques. En 1789, il ne parvient pas à être élu député aux états généraux de Versailles, mais il fonde un journal, *Le Patriote français*. Et c'est à lui que la foule vient apporter les clés de la Bastille au soir du 14 juillet 1789 !

Élu à l'Assemblée nationale, puis à la Législative, il se distingue par son opposition au roi. Après la fuite à Varennes, il rédige la pétition demandant la déchéance de Louis XVI. Devenu le leader d'une partie des députés girondins, il s'oppose aux désordres de la rue et à la mise à mort du roi, qu'il estime sans aucun intérêt politique. Il vote pourtant la mort à condition que la sentence soit ratifiée par le peuple. Il a soutenu la guerre contre l'Autriche en avril 1792 et a préconisé les déclarations de guerre à l'Angleterre et aux Provinces-Unies, elles aussi adoptées, en février 1793.

S'étant attiré la haine de Robespierre, il est arrêté au début de juin avec une vingtaine de députés girondins. Ils seront tous guillotines le dernier jour d'octobre 1793.

1754-1838

TALLEYRAND

UN ESPRIT AU SERVICE D'UNE CERTAINE IDÉE
DE LA FRANCE

« Dans les temps de révolutions, on ne trouve d'habileté que dans la hardiesse, et de grandeur que dans l'exagération. » Ainsi s'exprimait Charles Maurice de Talleyrand lorsqu'il écrivit ses mémoires. Mais qui est ce personnage singulier ?

Né le 2 février 1754 à Paris, il est le type même du cynique. Ordonné prêtre en 1779, il mène une vie dissolue, ne s'intéressant qu'à l'argent et aux femmes... Devenu évêque d'Autun en 1788, il est élu député du clergé en 1789.

Devenu un homme politique de premier plan, il propose le 2 novembre 1789, pour combler les caisses vides de l'État, la mise à disposition de la nation des biens du clergé. Ces biens nationaux, mis aux enchères, sont acquis par la bourgeoisie. Des assignats gagés sur ces biens sont émis pour financer le budget.

Élu président de l'Assemblée en 1790, il célèbre la messe de la Fédération le 14 juillet au Champ-de-Mars. La cérémonie est présidée par La Fayette. En décembre, Talleyrand prête serment à la Constitution civile du clergé. Il démissionne de son diocèse un mois plus tard. Toutefois, toujours évêque, il sacre les premiers évêques « jureurs ».

« En politique, ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai. »
Charles Maurice de Talleyrand

La loi sur la Constitution civile du clergé est votée le 12 juillet 1790 par l'Assemblée nationale constituante. Elle doit remplacer le Concordat de 1516. Elle réorganise l'Église de France selon les modalités suivantes : les prêtres paroissiaux deviennent des « fonctionnaires publics » ; les vœux monastiques sont abolis ; les ordres réguliers hors éducation et œuvres de charité, « sans charge d'âme », sont supprimés.

Les diocèses et paroisses sont profondément retouchés.

Les évêques et les prêtres sont élus par les fidèles constitués en corps électoraux locaux : assemblée de département pour les premiers et de district pour les seconds. Les clercs sont payés par l'État. Le pape est représenté en France par un évêque qui lui adresse une lettre en gage d'unité de foi et de communion dans le sein de l'Église catholique.

La France est profondément coupée en deux par cette réforme qui n'est pas que religieuse...

Dès 1792, Talleyrand entame une exceptionnelle carrière de diplomate qui, après un exil américain, le mène à la tête des Affaires

étrangères du Directoire en 1797. Se rapprochant de Bonaparte, il devient le patron de la diplomatie française à la fin de 1799. La paix d'Amiens de 1802 avec l'Angleterre constitue un grand succès personnel. Napoléon le couvre d'honneurs : prince de Bénévent, Grand Chambellan.

En 1805 il négocie la paix de Presbourg ; elle est signée le 26 décembre et voit l'Autriche céder la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie au royaume d'Italie et accepter les prémices de l'organisation de la Confédération du Rhin.

Fidèle à l'Empereur jusqu'au traité de Tilsit avec la Russie, en 1807, il refuse de suivre les visées hégémoniques de Napoléon, à savoir l'invasion de l'Espagne et la guerre autrichienne de 1809. Il trahit celui-ci dès 1808 à l'entrevue d'Erfurt, livrant au tsar son opposition aux visées impérialistes de Napoléon I^{er} en Europe. Il défend la conception d'une Europe équilibrée, où aucune puissance n'imposerait sa loi. Napoléon l'apprend et le renvoie.

En 1814, avec une grande habileté, il se rallie aux Bourbons, proclame la déchéance de Napoléon et obtient le portefeuille des Affaires étrangères. Au congrès de Vienne, il parvient à sauvegarder, avec beaucoup d'intelligence, les frontières de la France d'avant la Révolution et même au-delà. Les Cent-Jours détruisent toute cette belle construction...

Sa carrière se poursuivra jusqu'en 1834, date à laquelle il quitte l'ambassade de Londres, âgé de 80 ans. « En politique, ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai », disait Charles Maurice de Talleyrand. Toute sa vie aura été construite à l'aulne de cette sentence.

1757-1834

LA FAYETTE

UN MARQUIS INSURGÉ

Héros de la guerre d'Indépendance américaine, La Fayette fut aussi une des grandes figures de la Révolution française. Porte-parole de l'aristocratie libérale, député de la noblesse d'Auvergne aux états généraux, il fut jusqu'à la chute de la monarchie l'un des personnages les plus influents de la Révolution.

Quand son père, un colonel des Grenadiers de France, meurt au champ d'honneur, Marie Joseph Paul Yves Roch Gilbert de Motier n'a que 2 ans. Sa mère, malade, le laisse orphelin dix ans plus tard. Le jeune homme devient à 13 ans marquis avant l'heure. Il est alors recueilli par son arrière-grand-père maternel, le comte de La Rivière, qui lui laissera, à défaut d'une bonne éducation, une fortune colossale.

Devenu l'un des plus beaux partis de France, le jeune marquis épouse l'année de ses 17 ans la fille du duc d'Ayen. Cette union lui ouvre les portes de la cour du roi Louis XVI, mais ses mauvaises manières les lui referment aussitôt.

Qu'importe, La Fayette n'a de penchant que pour l'indépendance et la liberté, et seule l'armée semble avoir grâce à ses yeux. D'ailleurs, il fait au sein de la Maison militaire du Roi une carrière émérite. Il n'a pas 20 ans qu'il est déjà capitaine de dragons.

En 1775, la guerre d'Indépendance éclate aux Amériques et, alors que la France hésite à s'engager dans le conflit, La Fayette, lui, ne se pose pas de questions. Il finance son voyage de ses propres deniers et part offrir ses services aux insurgés. Son argent, mais aussi sa prudence, son courage et son génie militaire y font des miracles. Il parvient non seulement à convaincre Louis XVI de s'engager militairement, mais il est l'un des grands artisans des victoires franco-américaines de Chesapeake Bay et de Yorktown.

C'est donc en véritable héros qu'il rentre en France après la signature du traité de Versailles, qui met fin à la guerre d'Indépendance américaine.

Mais le jeune marquis a bien du mal à trouver sa place au sein de la noblesse française. Le vent de liberté qui souffle désormais aux États-Unis l'a littéralement emporté, et il ne rêve désormais que d'une chose : appliquer ses idées à la France. Aussi n'est-il pas étonnant de le voir jouer un rôle important dès les premières heures de la Révolution. C'est lui qui, au sein de l'Assemblée constituée après le serment du Jeu de paume, s'inspire de la Déclaration américaine pour rédiger un projet de Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui ne sera pas retenu. C'est lui aussi qui fait décréter la mise en responsabilité des ministres et la création de la garde nationale.

Mais, en se faisant nommer à la tête de celle-ci et en prenant la responsabilité du maintien de l'ordre dans la capitale, le marquis se met dans une situation intenable qu'il semble pouvoir assumer.

Le 16 juillet, il prend la décision de détruire la Bastille. Le 26 du même mois, il présente à la foule les nouvelles couleurs nationales : la cocarde tricolore. Son influence est alors respectée et son autorité n'est jamais bafouée. Non seulement il parvient à sauver moult personnes de la vindicte populaire, mais surtout il empêche les d'Orléans de réorganiser les anciennes gardes françaises.

Mais le 5 octobre 1789, alors que le peuple affamé se presse devant les grilles du château de Versailles, La Fayette commet l'irréparable. Non seulement il laisse la foule entrer dans le château pour y massacrer ses occupants, mais surtout il paraît au balcon en compagnie de Marie-Antoinette, après l'avoir sauvée *in extremis* des griffes des insurgés. Pour lui, marquis de La Fayette, la situation est désormais insoluble. Ses errements entre parti révolutionnaire et parti monarchiste sont de moins en moins tolérés, et son influence s'estompe. Il tente avec son ami Bailly de s'opposer à l'influence des Jacobins en créant le club des Feuillants, mais rien n'y fait.

Le 14 juillet 1790, il organise la fête de la Fédération, au cours de laquelle le roi est censé se réconcilier avec la Révolution, et essuie un nouvel échec.

Après la fuite à Varenne, il parvient un temps à sauver le roi en faisant avaler à tout le monde la théorie de l'enlèvement. La fin est pourtant

proche. D'autant plus proche qu'il perd le peu de popularité qui lui reste en ouvrant le feu sur les manifestants le 17 juillet 1791, au Champ-de-Mars.

En 1792, la déclaration de guerre avec l'Autriche lui vaut le commandement de l'armée du Centre. Malgré cela, il pactise avec l'ennemi et menace de marcher sur Paris si l'on s'en prend à la famille royale. Son sort est désormais scellé. Il doit passer dans le camp autrichien, où il est placé en détention. Libéré en 1797, il se voit écarté de toute responsabilité par Napoléon et se retire dans son Auvergne natale.

En 1814, il se joint aux Bourbons, retrouve durant les Cent-Jours son poste de député et participe même à la déchéance de l'Empereur. La Fayette ne semble pourtant plus avoir envie de jouer les premiers rôles.

« Ses errements entre parti révolutionnaire et parti monarchiste furent souvent incompris. »

Après un voyage triomphal aux États-Unis, il retrouve comme par miracle sa popularité d'antan. Il est même pressenti pour occuper le poste de président de la République, mais préfère soutenir les orléanistes en intronisant Louis-Philippe au balcon de l'Hôtel de Ville, le 31 juillet 1830. Après ce dernier coup d'éclat qui se révèle décevant, il se retire sur ses terres auvergnates et y meurt le 20 mai 1834.

1758-1794

MAXIMILIEN DE ROBESPIERRE

LA PURETÉ DICTATORIALE

Fils d'avocat au Conseil d'Artois, Robespierre devient avocat lui-même dans sa ville d'Arras. Élu par le tiers état de l'Artois aux états généraux, il commence une carrière politique.

Il s'impose à la Constituante par sa force de persuasion au travers de ses multiples discours et devient le principal animateur du club des Jacobins.

Parce qu'il est intransigeant, on le surnomme « l'Incorruptible ». Il devient – ce qui marquera la conscience populaire et brouillera son image par ailleurs – « accusateur public » jusqu'en avril 1792 au Tribunal criminel de Paris. Il sera membre de la Commune insurrectionnelle en août 1792. Le 5 septembre, il est élu à la tête de la députation parisienne, à la Convention. Accusé de dérive dictatoriale, Robespierre se défend aux côtés de Danton et de Marat, et devient l'un des leaders de la Montagne.

À l'occasion du procès de Louis XVI, il conserve son « incorruptibilité » et vote la mort sans sursis, ni appel : « La clémence qui compose avec la tyrannie est barbare. »

Il s'attaque ensuite aux Girondins et devient, en juin 1793, leur principal accusateur. Il gagne et entre au Comité de salut public. Le 13 juillet, l'assassinat de Marat par Charlotte Corday cause un grand émoi dans la capitale. Le 27 juillet, Robespierre fait son entrée au Comité de salut public, qu'il domine entièrement de sa personnalité. Il est entouré de ses amis : Jean Bon Saint-André, Barère, Gasparin, Couthon, Héroult de Séchelles, Thuriot, Prieur de la Marne et Saint-Just. Carnot, Prieur de la Côte-d'Or, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne le rejoindront rapidement, portant le nombre de membres à douze. Robespierre se donne un double objectif : sauver la République, avec l'aide d'un Comité de sûreté générale, d'un Tribunal révolutionnaire (condamnant ses adversaires) et de représentants en mission chargés d'appliquer la politique répressive en province ; et, d'autre part, instaurer une idéologie laïque pure et égalitaire.

Son travail d'élimination se poursuit. Après les Girondins, il élimine, avec Danton à ses côtés, les Hébertistes. Danton est aussi populaire que lui. Il se retourne contre lui et contre les « indulgents », et Danton est guillotiné. Robespierre assoit son pouvoir en instituant le régime de la Terreur. D'un point de vue spirituel, en faisant reconnaître le culte de l'Être suprême par la Convention, il insiste sur sa conception de l'homme et sa place dans la société. Ses ennemis sont de plus en plus nombreux.

Le 10 août 1793, il fait organiser autour d'une immense statue d'Isis, d'où jaillit un jet d'eau régénérant, une gigantesque fête ! Au même moment, l'économie est en crise et, l'on ne peut le cacher, le peuple a faim. Le 23 août, il faut décréter la levée en masse en raison des menaces extérieures. La trahison des royalistes de Toulon, qui livrent le port aux Anglais, permet l'adoption, le 27 septembre 1793, de la loi des Suspects. Les prisons ne désempliront plus. Le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) institue la Terreur légale comme moyen de gouvernement : « Le gouvernement révolutionnaire, dont le seul but est le salut du peuple, est seul légitime », explique Robespierre.

Devenu dictateur, il utilise tous les pouvoirs avec violence, aveuglé par l'idéologie, la quête de pureté et sans doute la haine.

En Vendée, la plus grande cruauté est appliquée. Kléber mate sévèrement l'armée catholique et royale au Mans et à Savenay le 23 décembre 1793. Stofflet, La Rochejaquelein, Charrette, continuent la résistance. Les colonnes infernales massacrent la population civile... On estime, même si les chiffres aujourd'hui donnent lieu à de sévères batailles entre spécialistes, qu'environ 120 000 Vendéens furent victimes de la Terreur, dont une petite minorité de combattants.

Le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), Robespierre et ses partisans sont déchus et, malgré une tentative insurrectionnelle de la Commune de Paris, ils seront exécutés le lendemain. Robespierre, homme sincère, vaniteux et courageux, suscita et mit en place une monstruosité politique.

Son bilan est effroyable, hors les terribles chiffres de la guerre de Vendée : pendant neuf mois de dictature, près de 16 500 Français sont sacrifiés sur l'autel de la pureté idéologique et de l'abandon des anciennes idéologies, philosophies et religions.

Tout a une fin. Robespierre disparaît lui aussi dans la violence. Les lois liberticides de ventôse et de prairial sont abolies, les prêtres réfractaires à nouveau admis à leurs ministères. Soixante-seize députés girondins – survivants aux différents massacres – retrouvent leur siège. La loi du Maximum est effacée, le club des Jacobins est fermé. En réaction à toutes les exactions « robespierriennes » et dictatoriales, les thermidoriens élaborent alors une Constitution libérale partageant les pouvoirs pour éviter tout retour de la dictature.

1759-1794

DANTON

« PÈRE » DE LA RÉPUBLIQUE ?

Le 31 mars 1794, le peuple de Paris apprend l'incroyable nouvelle : l'homme de la prise de la Bastille et de la chute des Tuileries est emprisonné ! En condamnant à mort Danton et ses partisans, Robespierre et le Comité du salut public perdent toute légitimité. Quand le grand tribun monte sur l'échafaud, le 6 avril 1794, c'est l'âme même de la République qu'on assassine.

« Georges Jacques Danton, 34 ans, né à Arcis, avocat, député à la Convention. Mon domicile ? Bientôt ma demeure sera dans le néant et mon nom au Panthéon de l'histoire. Le peuple respectera ma tête, oui, ma tête guillotinée ! », ainsi s'exprime l'homme qui a osé défier Robespierre en ce 1^{er} avril 1794. Danton répond aux questions de l'accusateur public Fouquier-Tinville, homme qu'il a lui-même placé à la présidence du Tribunal révolutionnaire. Moins de deux ans après son triomphe aux Tuileries, l'homme du 10 août fait l'objet d'une campagne de diffamation.

Détracteur acharné de la monarchie, il n'en est pas moins un adversaire invétéré de l'extrémisme montagnard.

Sous l'impulsion de Saint-Just, la jeune République se retourne contre l'un de ses principaux acteurs. On l'accuse pêle-mêle d'avoir touché des fonds des Anglais, d'avoir sympathisé avec le traître Dumouriez, d'œuvrer en secret au rétablissement de la royauté. Pour couronner le tout, Danton manifeste ouvertement son hostilité à la poursuite de la Terreur...

Danton, c'est à la fois un mufle, une gueule et un tempérament ; son nom reste indissociable des grandes heures de la Révolution française. Indiscutablement, son action pendant la journée décisive du 10 août 1792 a précipité la fin de la monarchie et engagé la France sur la voie de la République.

Fondateur du club des Cordeliers en 1790, Danton est aussi membre du département de Paris en janvier 1791. La fuite du roi à Varennes achève de le convaincre de la nécessité d'en finir avec l'Ancien Régime. Dès le 16 juillet, il réclame la déchéance et le procès de Louis XVI. Après une courte éclipse en Angleterre, il revient en France dès le mois de décembre 1791 pour être élu substitut du procureur de la Commune de Paris. Danton devient alors l'un des acteurs incontournables de la Révolution.

« Danton manifeste ouvertement son hostilité à la poursuite de la Terreur... »

Le 10 août 1792, à la suite de la découverte du manifeste de Brunswick*, les sections de Paris organisent la « Commune insurrectionnelle » et montent à l'assaut des Tuileries. Sous la pression populaire, l'Assemblée est obligée de proclamer la déchéance et l'arrestation du roi. Incontestablement, Danton est le principal instigateur de cette journée décisive. L'expérience de la monarchie constitutionnelle est désormais close.

Nommé ministre de la Justice dès le lendemain de la chute des Tuileries, l'avocat d'Arcis fait figure de véritable père de la République. Au début du mois de septembre, les armées prussiennes menacent l'existence même de la Révolution. Il est temps de réagir. Danton donne alors un nouveau souffle. Tout en empêchant le gouvernement de quitter Paris pour la Loire, il fait arrêter 3 000 suspects et redonne confiance aux troupes.

Danton s'efforce ainsi de galvaniser l'ardeur révolutionnaire en s'écriant : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France sera sauvée ! » (2 septembre). La rumeur court selon laquelle un complot se trame contre la Révolution à l'intérieur même des prisons.

« De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France sera sauvée ! »

Il s'ensuit les fameux massacres de septembre, au cours desquels plusieurs centaines de prêtres réfractaires (accusés de trahison) sont exécutés. La Législative est cependant déconsidérée, elle doit se

* Le 25 juillet 1792, le duc de Brunswick, chef des armées prussiennes, rédige un manifeste à l'attention de Marie-Antoinette et des émigrés. Il avertit qu'il détruira Paris s'il est fait « *le moindre outrage* » à la famille royale.

séparer le 20 septembre 1792, le jour même de la victoire des forces révolutionnaires à Valmy.

Dès l'épisode des Tuileries, il est décidé que les électeurs se rendent aux urnes pour nommer une nouvelle Assemblée appelée Convention nationale (le mot est pris aux *Insurgents* d'Amérique). Censées se dérouler au suffrage universel, les premières élections républicaines ne réunissent que 10 % des Français. Avec 235 voix*, le Girondin Pétion devient le premier président de cette nouvelle Assemblée. Le 21 septembre 1792, les députés proclament que « la République est une et indivisible »...

1759-1802

CLOTILDE DE FRANCE

FILLE DE FRANCE ET REINE DE SARDAIGNE

Clotilde de France, née le 23 septembre 1759 à Versailles, était la fille du dauphin Louis (fils de Louis XV) et de Marie-Josèphe de Saxe. Sa vie est méconnue et remarquable. Clotilde, qui es-tu ?

Veuf de l'infante Marie-Thérèse, le dauphin avait épousé Marie-Josèphe (fille d'Auguste III, roi de Pologne et Grand Électeur de Saxe). La dauphine eut huit enfants : Marie-Zéphirine (1750) ; Louis-Joseph, duc de Bourgogne (1751) ; François-Xavier, duc d'Aquitaine (1753) ; Louis-Auguste, duc de Berry, futur Louis XVI (1754) ; Louis-Stanislas, comte de Provence, futur Louis XVIII (1755) ; Charles, comte d'Artois, futur Charles X (1757) ; Clotilde (1759) ; et Élisabeth (1764).

Le dauphin et la dauphine créèrent un esprit familial. Mais en 1765, le dauphin disparut, atteint par la tuberculose, et la dauphine le suivit un an plus tard. Les enfants de France étaient orphelins.

* Contre seulement 6 à Robespierre.

M^{me} Clotilde avait alors 8 ans ; son enfance fut solitaire et triste. Elle se retrouva avec sa cadette Élisabeth, et son éducation fut confiée entièrement à M^{me} de Marsan et à l'abbé de Montaignut.

Louis XV aimait ses petits-enfants, mais il s'en souciait assez peu. Pourtant, il pensa très tôt à les marier. En 1770, M^{mes} Clotilde et Élisabeth virent arriver leur grand-père dans leurs appartements. Il venait leur présenter une ravissante adolescente : Marie-Antoinette d'Autriche, la future dauphine. Le 15 mai 1770, dans la chapelle du château de Versailles, eut lieu le mariage de Louis-Auguste avec l'élégante et éblouissante Autrichienne.

Clotilde et Marie-Antoinette ne s'entendirent pas.

Les années passaient sans joie pour Clotilde. On la surnommait « Gros-Madame » à cause d'un embonpoint. On craignait pour le mariage... et pour la maternité, en raison de son « obésité ». Le 10 mai 1774, Louis XV meurt. Clotilde en est affectée. Louis XVI est couronné le 11 juin 1775. Clotilde tient enfin sa chance. Le 16 août 1775, elle se fiance avec Charles-Emmanuel. Le 20 août, on célèbre à Versailles son mariage par procuration. Le cardinal de La Roche-Aymon était l'officiant et le comte de Provence représentait l'époux. Elle part très vite le rejoindre. Le 6 septembre 1775, le mariage est célébré par l'archevêque de Turin dans la Sainte-Chapelle du château de Chambéry. Charles-Emmanuel de Savoie (l'aîné des douze enfants – dont cinq fils – de Victor-Amédée III de Sardaigne et de Maria-Antonia de Bourbon, fille de Philippe V, roi d'Espagne) était né le 24 mai 1751 à Turin. Pas très beau, il ne manque pas d'esprit ; il est timide, sombre et épileptique.

« Clotilde de France a aidé son époux, tout au long de sa vie, à assumer ses responsabilités, et l'a soutenu contre ses ennemis politiques. »

Charles-Emmanuel et Clotilde s'installèrent à la cour du roi, dans le château de Moncalieri, près de Turin. La vie y était morne et sans éclat.

Victor-Amédée III était cultivé, mais austère. Charles-Emmanuel était un homme attentionné ; Clotilde s'y attacha. De son côté, le prince tomba amoureux de son épouse douce, affectueuse, d'une piété solide et d'une foi sincère.

La Révolution française atteignit le Piémont, qui devint le refuge de nombreux émigrés français, dont le comte d'Artois. L'atmosphère triste de Moncalieri déplut fort au prince, qui retrouva sa sœur sans joie. À 30 ans, la princesse était fort atteinte, moralement et physiquement. Inquiète, Clotilde suivait de près les tragiques événements qui se déroulaient en France ; elle envoya des lettres à sa sœur pour la supplier d'émigrer, à l'exemple de leurs frères, les comtes de Provence et d'Artois. Mais M^{me} Élisabeth refusera toujours de quitter Louis XVI.

Victor-Amédée III fut attaqué dès 1792 par la France. Les troupes piémontaises résistèrent durant quatre ans. Mais, vaincu par Napoléon Bonaparte, le roi dut signer l'armistice de Cherasco (28 avril 1796) ; il abandonna le comté de Nice et la Savoie à la France. Il mourut six mois plus tard. Charles-Emmanuel et Clotilde montent alors sur le trône de Sardaigne. Ils héritent d'un royaume fort appauvri, et dont l'armée est face à un ennemi vainqueur : Bonaparte, dont la campagne d'Italie est triomphale.

Charles-Emmanuel IV n'était pas porté à la guerre. Il était obsédé par le funeste destin de son beau-frère Louis XVI.

Le 8 décembre 1798, il capitule. Le lendemain soir, escortés par des dragons piémontais et français, le roi, la reine et la famille royale quittent Turin en direction de Florence, où Ferdinand III de Toscane leur a conseillé de se rendre.

Ils y restent peu de temps. Le grand-duc est contraint, pour ne pas mécontenter les Français, de les renvoyer. Le 24 février 1799, le roi et sa suite s'embarquent à Livourne sur une frégate en direction de la Sardaigne ; ils arrivent à Cagliari le 3 mars. Accueilli avec enthousiasme, Charles-Emmanuel, sitôt débarqué, fit une proclamation : il avait dû renoncer à tous ses pouvoirs et à son armée, et il dénonça le comportement déloyal de certains généraux français.

Le monarque s'aperçoit rapidement que la Sardaigne n'est pas sûre. Outre le fait que les Barbaresques infestaient les côtes, il y avait aussi les menaces d'attaque de la flotte française. Les Austro-Russes étant entrés dans Turin, le général Alexandre Souvorov (1729-1800) l'incite à revenir. Mais, en seconde intention, il apprend que le tsar Paul I^{er} (1754-1801), devant se plier aux volontés de l'Autriche, ne souhaite pas

son retour. Finalement, Charles-Emmanuel décide de rentrer tout de même en Italie. Avec sa famille, il s'embarque le 18 septembre 1799 pour Livourne sur le vaisseau anglais *Thunderer* et s'installe de nouveau à Florence. La victoire de Marengo en juin 1800 ouvre totalement les portes de l'Italie aux armées françaises. Il doit une nouvelle fois fuir Florence. Il refuse de retourner en Sardaigne et décide de s'installer tout d'abord à Rome, au palais Doria, puis à Frascati.

À Rome, des désaccords politiques opposent le roi à son frère Victor-Emmanuel, le duc d'Aoste. Clotilde sert de conciliatrice et soutient son mari.

Le 19 novembre 1800, les souverains partent précipitamment pour Naples en raison de l'avancée des Français. Quelques jours plus tard, le duc Victor-Emmanuel arrive en compagnie de la duchesse née Maria-Térésia de Habsbourg. Clotilde écrira, elle aussi, à Charles-Félix pour se plaindre de la mésentente qui existe entre son mari et le duc d'Aoste.

Le 23 mars 1801, le roi et la reine peuvent revenir à Rome. Ils sont les hôtes du prince Colonna. Ils doivent repartir pour Naples le 19 mai car, cette fois, des bruits courent que les Français veulent se saisir de « la personne sacrée de Sa Majesté ».

Ce séjour napolitain sera dramatique. Charles-Emmanuel et Clotilde n'ont plus d'argent. Après quinze jours à Caserte, ils doivent se loger dans une auberge à Naples. Plus aucune famille princière ne veut les recevoir. La peur des Français ! Le 2 mars 1802, Clotilde fut atteinte de douleurs et de fièvre. Elle mourut cinq jours plus tard. Elle avait tout de suite été consciente de la gravité de son mal. Le père Mariano Pastiglione lui apporte les secours de la religion.

La dépouille de Clotilde est apportée par les frères de l'ordre de Saint-François à l'église Sainte-Catherine, à Chiaia, et déposée dans la seconde chapelle, à gauche, dite du Bon-Pasteur. Une modeste tombe rappelle le souvenir de la reine de Sardaigne.

Son mari est effondré tandis que le duc d'Aoste et Charles-Félix sont soulagés, persuadés qu'ils étaient que leur frère subissait l'influence de sa femme et que la méfiance qu'il avait à leur égard lui était due... Après la disparition de Clotilde – qui ne lui avait pas donné d'enfant –,

rien ne s'y opposait plus. Et, le 4 juin 1802, Charles-Emmanuel IV, devant quatre témoins, lut l'acte solennel d'abdication en faveur de son frère le duc d'Aoste (Victor-Emmanuel I^{er}) dans la salle d'audience du palais du prince Colonna, Grand Connétable du royaume de Naples.

Dès cet instant, il ne s'occupe plus de politique et, plus tard, il sera contraint d'accepter une pension de Napoléon, son frère étant dans l'impossibilité de lui verser quelque argent. Triste fin d'un couple qui vécut dignement dans l'errance !

Très pieuse et dévouée, Clotilde a été proclamée vénérable en 1808 par le pape Pie VII. Elle avait trouvé sa voie auprès d'un époux qu'elle avait aidé à assumer ses responsabilités, soutenu contre ses ennemis politiques et réconforté dans sa pénible maladie. Son nom n'en sera pourtant pas moins méconnu de la postérité, qui consacra toute son attention sur le destin de ses frères, devenus tous trois rois de France, et de sa sœur, victime de la Révolution.

Oubliée, Clotilde de France, reine de Sardaigne, mérite pourtant d'avoir une place dans l'histoire.

1759-1820

JOSEPH FOUCHÉ

UNE VIE CRIMINELLE À TROMPER SON MONDE

Entre destitution et restitution de ses fonctions, entre équivoque et affirmation de loyauté, entre coup tordu et service de l'État, Joseph Fouché a trahi ses mandataires, trompé la France et corrompu son âme. Il a érigé la trahison au rang d'art suprême.

Fouché n'a ni la fidélité de Cambacérès, ni le sens de l'État de Talleyrand. Ce professeur de province, ancien ecclésiastique, s'attache rapidement à Robespierre. Élu à la Convention, il se montre sans pitié comme représentant en mission, commettant les pires exactions à

Nantes, dans la Nièvre, dans l'Aube et à Lyon (Fouché le « mitrailleur de Lyon »). Robespierre lui-même est effaré des horreurs qu'on lui raconte et le rappelle à Paris. Il signe ainsi son arrêt de mort...

Remarqué par Barras, qui n'a guère plus de scrupules que lui, il entreprend une carrière diplomatique, puis occupe le poste de ministre de la Police, en 1799. Abandonnant son protecteur, il se rallie à Bonaparte au soir du 19 brumaire...

« Joseph Fouché, le duc d'Otrante, n'a qu'un maître : son intérêt personnel. »

Celui qu'il faut bien appeler une fripouille conserve son poste. Chef de la police, il se montre si efficace que Napoléon lui-même non seulement s'en méfie, mais en a peur. Ainsi se maintient-il jusqu'en 1810. Il a déjà trahi l'Empereur, prenant contact avec les émigrés, rejoignant le camp de Talleyrand, qui négocie en secret avec le tsar et l'Autriche... Nommé duc d'Otrante, il est alors exilé à Aix-en-Provence, puis nommé gouverneur des Provinces illyriennes, en 1813.

Napoléon ne peut s'en passer et le rappelle pendant les Cent-Jours à son poste.

Louis XVIII l'écarte, malgré ses protestations de fidélité, et l'exile comme régicide. Il meurt à Trieste en 1820.

1760-1794

CAMILLE DESMOULINS

CHANTRE DE LA RÉVOLUTION

Cette grande figure de la Révolution va, comme beaucoup d'autres, devenir à 34 ans victime de la machine qu'il a contribué à mettre en place.

Né à Guise et fils d'un officier de justice, il fait ses études au lycée Louis-le-Grand grâce à une bourse. Il y fait des études brillantes en compagnie de Robespierre. Devenu avocat au parlement de Paris, il plaide

assez rarement, peut-être gêné par le bégaiement dont il est atteint. Quand les états généraux sont convoqués, il est élu comme délégué de Guise. C'est son entrée en politique. Il se lance aussi dans l'écriture en écrivant une *Ode aux états généraux* qui ne connaît pas un grand succès. Mais il prépare un autre ouvrage plus politique. Dans le même temps, il devient, malgré son handicap, un orateur de plus en plus écouté. Devenu proche de Mirabeau, il participe au serment du Jeu de paume.

Le renvoi de Necker lui offre l'occasion d'étendre sa popularité. Le Palais-Royal est devenu un véritable forum où les orateurs se succèdent pour haranguer la foule parisienne. Le 12 juillet, Camille Desmoulins y prend la parole pour annoncer le renvoi du ministre et appeler les Parisiens à prendre les armes. Cela l'amène à prendre une part active dans la prise de la Bastille.

« Il lance un journal, Le Vieux Cordelier, dans lequel il s'attaque aux ultra-révolutionnaires, lançant des appels à la modération. »

Il publie alors l'ouvrage sur lequel il travaille depuis plusieurs mois. *La France libre* a un grand retentissement et fait même l'objet d'un autodafé à Toulouse. Il faut dire que Desmoulins y pose la question d'une Constitution à établir, fait référence à la Grèce et aux États-Unis, remettant en cause la royauté. Il souhaite aussi que la nation soit « Une », faisant fi des régionalismes.

Il publie ensuite *Le Discours de la lanterne*, appel à la chasse aux ennemis de la Révolution, mais aussi présentation de la République heureuse qu'il souhaite. Sa popularité et ses écrits ne l'ont pas sorti de la gêne financière dans laquelle il se trouve. Il décide alors de lancer un journal. À la fin de 1789 paraît le premier numéro des *Révolutions de France et de Brabant*. Cet hebdomadaire, dans lequel il expose ses thèses, va faire l'objet de 86 numéros, le dernier paraissant en juillet 1792. Ce journal, qui connaît un grand succès, lui offre de nouveaux moyens financiers et il peut épouser une jeune femme qu'il convoite depuis plusieurs années : Lucile Duplessis. Membre fondateur du club des Cordeliers, il y côtoie Danton, Marat, Hébert et bien d'autres. Ce club est un chaudron révolutionnaire ouvert à tous qui se distingue du rigorisme de celui des Jacobins. Et c'est en son sein que naît la devise qui demeure celle de notre République. La fuite du roi arrêté à Varennes pousse le journaliste qu'il est à se joindre à ceux qui demandent la déchéance du monarque. Il s'attaque aussi à

La Fayette, qui fait tirer sur la foule lors de la fête de la Fédération de juillet 1791. Ensuite, il participe à l'organisation de la journée du 10 août 1792, qui conduit à la chute de la monarchie, puis à la mort du roi, qu'il va voter. Danton, principal artisan de cette nouvelle étape de la Révolution, est nommé au ministère de la Justice, dont Desmoulins devient le secrétaire général.

Élu à la Convention, il participe grâce à sa plume à la mise à bas des Girondins, qui finiront sur l'échafaud. Prenant conscience avec cette exécution collective de l'horreur à laquelle il contribue, il lance un nouveau journal, *Le Vieux Cordelier*, dans lequel il s'attaque aux ultra-révolutionnaires, lançant des appels à la modération. Danton lui-même en fait autant au sein du club des Jacobins, mais il y a perdu son influence au profit de Robespierre.

Quand celui-ci décide de se débarrasser de ceux qui sont devenus des modérés, Camille Desmoulins est arrêté et jugé en même temps que le colosse de la Révolution et ses amis. Il est exécuté le même jour qu'eux, le 5 avril 1794. Son épouse Lucile l'est à son tour une semaine plus tard. Celui qui déclarait « J'avais rêvé d'une République que tout le monde eût aimée » fut victime de ce rêve.

1760-1836

ROUGET DE LISLE

OU LA FOLIE DE LA MARSEILLAISE

En 1792, le pays était en pleine effervescence : la France déclarait la guerre à l'Autriche, les faubourgs se soulevaient contre le roi, un décret proclamait la patrie en danger. Un homme trouva le temps d'écrire un chant qui fit fortune...

En cette année 1792, Claude-Joseph Rouget de Lisle, jeune capitaine de génie de 32 ans, se trouvait en garnison à Strasbourg. Aîné d'une famille de huit enfants, il était né à Lons-le-Saunier, où son père

exerçait la fonction d'avocat au bailliage de cette ville ; le garçon y avait fait ses études, où l'on avait remarqué ses dons pour la poésie et la musique.

Un soir où il avait été invité à dîner par le maire de Strasbourg, M. Frédéric de Dietrich, celui-ci lui suggéra de composer un hymne à la gloire des soldats combattant sur le Rhin. « Monsieur de Lisle, faites-nous quelque beau chant pour ce peuple soldat qui surgit à l'appel de la patrie en danger et vous aurez bien mérité de la nation ! » Le jeune homme, flatté, ne se fit pas prier et, rentré tard dans la nuit à son domicile, écrivit les paroles et la musique d'un « chant de guerre pour l'armée du Rhin ».

Dès le lendemain, il s'en fut le chanter devant Dietrich, la main sur le cœur, tel que le représente un tableau conservé au musée des Arts de Strasbourg.

Sur sa lancée, il composa un autre hymne intitulé *Roland à Roncevaux*, dont le refrain proclamait : « Mourir pour la patrie, il n'est rien de plus beau, de plus digne d'envie. » Mais ce fut sa première œuvre qui lui valut le succès.

Quelques mois plus tard, il cessait d'être en faveur. Ce modéré avait en effet osé désapprouver l'emprisonnement au Temple de Louis XVI et de sa famille. Cette attitude incongrue lui valut d'être destitué de sa fonction de capitaine du génie. Il devait bientôt se retrouver lui-même en prison. Au mois de thermidor an II (juillet 1793), Robespierre était déclaré hors la loi et guillotiné avec 71 comparses. Rouget de Lisle, arrêté sur ordre du citoyen Carnot, membre du Comité de salut public, en raison de la loi des Suspects, fut incarcéré à la prison de Saint-Germain-en-Laye, où il en profita pour composer un *Chant du 9 Thermidor*.

Libéré, il reprit la baïonnette pour combattre sous les ordres du général Hoche, qui lançait ses troupes au chant vibrant de *La Marseillaise*. Car, au gré des événements, Rouget de Lisle avait jugé opportun de changer le titre de son hymne : le *Chant pour l'armée du Rhin* était devenu le *Chant des Marseillais*, en hommage aux volontaires marseillais entrés en guerre contre l'ennemi, avant de devenir définitivement *La Marseillaise*.

Le succès de *La Marseillaise* devait à l'époque susciter un déferlement de chants patriotiques. La musique s'était démocratisée, tout en restant lyrique, et des auteurs qui avaient autrefois paradé à la cour de Versailles composaient maintenant des hymnes patriotiques, tel Gossec, ancien maître de musique à l'Opéra, qui écrivait un *Chant du 14 juillet* et aussi le *Triomphe de la République*.

De son côté, Méhul, jusque-là auteur d'agréables romances, composait un *Chant du retour*, tandis que Cherubini, le Florentin devenu Parisien, multipliait les *Hymnes à la victoire et à la fraternité*. Le poète Marie-Joseph Chénier (frère du poète André Chénier) écrivait les paroles de nombreuses chansons, tandis que des paroliers peu scrupuleux utilisaient l'air de *La Marseillaise* pour harmoniser leurs strophes. Les productions étaient si nombreuses qu'un « *Magasin de la musique* » s'était ouvert pour imprimer et diffuser les nombreux succès.

Au fil des événements de plus en plus dramatiques, les chants devenaient plus violents, et le *Ça ira*, composé par un certain citoyen Ladré, concurrença un temps *La Marseillaise* :

« Ah, ça ira, ça ira, ça ira
Les aristocrates à la lanterne,
Ah, ça ira, ça ira, ça ira
Les aristocrates on les pendra. »

Rouget de Lisle participa à plusieurs campagnes sans cesser de composer des chants de guerre. En juillet 1795, il fut très fier de voir sa *Marseillaise* déclarée « chant national ». Deux ans plus tard, pour célébrer le triomphe des troupes françaises sur plusieurs fronts, il composa le *Chant de la vengeance*. Blessé à Quiberon, il démissionne de l'armée en 1795.

Revenu à la vie civile, il se trouva dans une situation matérielle précaire. Il ne reçut aucune aide de Napoléon Bonaparte, qui avait bien d'autres choses à faire que de s'occuper d'un poète passé de mode. Tout au plus obtint-il de s'occuper d'une entreprise de fournitures de vivres pour l'armée. Ce ne fut que bien plus tard, sous le règne de Louis-Philippe, qu'une pension lui fut accordée.

D'autres épreuves l'attendaient. Sous la Restauration, il eut l'amère déception de voir interdire *La Marseillaise*, dont les accents

belliqueux ne convenaient plus à une France qui se voulait régénérée. Opportuniste à l'occasion, il composa sous la Restauration un hymne, *Vive le roi*, qui laissa indifférent Louis XVIII.

Rouget de Lisle ne quitta pas pour autant sa plume d'oie. Pour gagner sa vie, il rédigea des préfaces, fit des traductions, et pour son plaisir composa des odes qui ne devaient guère laisser de trace dans l'histoire de la littérature.

Rouget de Lisle mourut en 1836, âgé de 76 ans, et fut enterré à Choisy-le-Roi, où sa tombe resta longtemps anonyme.

Il fallut attendre la Troisième République pour que, en 1879, *La Marseillaise* redevienne l'hymne national et soit chantée dans le monde entier. Les accents en avaient déjà été repris par Tchaïkovski pour célébrer la victoire russe sur les troupes napoléoniennes, les Bolcheviks l'avaient adoptée avant *L'Internationale*, la Seconde République espagnole l'avait chantée, ainsi que les étudiants chinois sur la place Tian'an-men. En France, des versions étaient interprétées dans les music-halls et les salles de concerts, par Serge Gainsbourg, Mireille Mathieu, Édith Piaf, Mouloudji, Michel Sardou. Jean Renoir lui consacrait un film.

Ce fut seulement en 1915 que les cendres de Rouget de Lisle furent transportées aux Invalides. Sa statue, sculptée par Bartholdi (créateur de la célèbre statue de la Liberté), a été élevée à Lons-le-Saunier.

« 1879, La Marseillaise de nouveau hymne national. »

Beaucoup plus tard, en janvier 2003, un amendement proposé par Nicolas Sarkozy suggérait d'infliger une peine de prison aux auteurs de trouble qui osaient, dans les stades, siffler l'hymne national. En 2002, Jacques Chirac, indigné, avait sévi contre eux, lors du match du Sporting Club de Bastia. À la rentrée 2005, la loi Fillon rendait obligatoire l'apprentissage de *La Marseillaise* dans les écoles publiques.

Pour Rouget de Lisle, le « jour de gloire » était arrivé...

1761-1793

ANTOINE BARNAVE

POUR UNE MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

Un vrai révolutionnaire qui sera broyé par sa propre machine. L'homme qui ramène Louis XVI et Marie-Antoinette de Varennes va, comme eux, finir sur l'échafaud.

Ce Grenoblois, né en 1761, appartient à la haute bourgeoisie protestante. Avocat, il s'engage lors de la journée des Tuiles en faveur du parlement de Grenoble et réunit, avec l'appui de Mounier, les trois ordres à l'assemblée de Vizille, le 21 juillet 1788. Au début de 1789, Barnave est élu député, représentant le tiers état.

Il fait preuve d'une vraie conviction révolutionnaire, reprochant à l'Assemblée constituante son émotion après les assassinats de Berthier de Sauvigny et de l'intendant Foullon. Classé à gauche, il s'oppose au veto absolu du roi et obtient qu'il ne soit que suspensif ; il va se trouver à l'origine de la fondation du club des Jacobins.

En octobre 1790, il est porté à la présidence de l'Assemblée constituante, mais ne parvient pas à s'y maintenir. Malgré des positions dures sur la question du serment des prêtres à la Constitution civile du clergé, il est rejeté à droite, notamment sur la question des droits des gens de couleur...

Envoyé par l'Assemblée pour ramener à Paris le roi qui a fui et a été rattrapé à Varennes en juin 1791, il est attendri par les malheurs de Marie-Antoinette, durant les trois jours que dure le voyage de retour. Et il entreprend avec elle une correspondance secrète avant de devenir l'un des principaux conseillers du roi et de la reine. Aussi rejoint-il le club des Feuillants, qui regroupe les monarchistes constitutionnalistes. Il parvient ainsi, au sein de la Constituante, à sauver la monarchie, qu'il presse de reconnaître la Constitution et, aussi, à laquelle il recommande de s'opposer aux décrets contre les émigrés et contre les prêtres réfractaires.

« Il entreprend avec Marie-Antoinette une correspondance secrète avant de devenir l'un des principaux conseillers du roi et de la reine. »

À partir de janvier 1792, il se retire à Grenoble. Mais, peu après la prise des Tuileries, le 10 août 1792, une correspondance très compromettante le concernant est découverte dans le cabinet du roi. Il est arrêté, incarcéré à la Bastille puis à la Conciergerie, avant d'être condamné à mort en novembre 1793 et exécuté.

1762-1825

STÉPHANIE-LOUISE DE BOURBON-CONTI

MUSE DE GOETHE

Louise-Jeanne de Durfort-Duras (1735-1781), duchesse de Mazarin, et Louis de Bourbon-Conti (1717-1776), eurent une fille naturelle le 26 décembre 1762, prénommée Stéphanie-Louise, qui reçut le titre de comtesse de Montcairzain (anagramme de Mazarin-Conti). Sa vie est remarquable !

Élevée en princesse au palais abbatial du Temple, on lui donna pour précepteur Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). Il lui enseigna le dessin, les mathématiques, la musique, le grec, le latin et l'italien. Dans les *Mémoires historiques* qu'elle publiera en 1798, elle en donne grâce.

Jolie et intelligente, elle était la fierté de ses parents. Le prince la promenait à Versailles, à Fontainebleau. Elle rencontra la comtesse du Barry, qui fit sur elle une grande impression. Souhaitant obtenir pour sa fille des lettres de légitimité, le prince de Bourbon-Conti adressa des suppliques au roi qui firent deux mécontents : la mère, la duchesse de Mazarin, dont la faute se trouvait ainsi étalée au grand jour, et Louis-François de Bourbon-Conti, le fils légitime du prince, qui serait lésé d'une part de son héritage.

Un complot se trama alors contre la petite fille, comme le montrent les *Mémoires historiques*.

« Une invraisemblable épopée pour retrouver son nom et sa dignité. »

Un certain nombre d'historiens le contestent. D'autres considèrent qu'il s'agit de l'œuvre d'une intrigante voulant se faire passer pour la princesse, officiellement décédée en 1773. Tout commença le dimanche de La Trinité 1773. Ce jour-là, Stéphanie-Louise était heureuse. Louis XV l'attendait dans un de ses châteaux pour lui remettre ses lettres de légitimité et l'occasion lui serait donnée d'embrasser sa mère, que les liens du mariage retenaient loin d'elle. Fin prête, l'enfant prit place dans un carrosse armorié. Allait-on à Versailles ? Elle le croyait. Mais la voiture prit une tout autre direction et se trouva bientôt en rase campagne. Là, la gouvernante poussa la petite fille dans une berline occulte tandis que le carrosse repartait à vide vers la capitale.

Stéphanie-Louise se mit à crier, hurler, mais rien n'y fit. Plusieurs heures de route, et le convoi arrive à Lons-le-Saunier dans le Jura, en l'auberge du Palais-Royal. M^{me} Delorme, sa dame de compagnie, s'explique alors. Elle dit obéir aux ordres du roi. Le prince, son père, avait été exilé sur ses terres pour avoir mécontenté Sa Majesté. Pour son bien, elle ne devait révéler à personne le secret de sa naissance et demeurer cachée ici. Stéphanie interroge : que doit-elle faire ? Elle a le choix entre le mariage et le couvent...

Parallèlement, on fait croire au prince de Bourbon-Conti que sa fille vient de mourir d'une chute de cheval lors d'une partie de chasse et qu'elle a été enterrée le 7 juin 1773 à Viroflay (Yvelines). Un acte de décès fait foi.

Stéphanie-Louise, pour sa part, est conduite à Cousance, près de Lons-le-Saunier, chez un cousin de M^{me} Delorme, Antoine Billet, procureur du roi et fils d'un greffier de la baronnie de Chevreaux. Voilà le mari qu'on lui destine ! Il a plus de 40 ans, il est laid, doté d'un bec-de-lièvre, et est fort sale. Était-ce un époux pour une princesse royale ?

Toutefois, elle ne peut que signer un contrat de mariage en janvier 1774. Elle y figurait sous le nom d'Anne-Louise-Françoise Delorme. On falsifie sa date de naissance en la vieillissant de quelques années. Antoine Billet est ravi, d'autant que Stéphanie-Louise lui plaît, tout autant que sa dot : 20 000 livres et deux rentes viagères, créées à son profit par deux « bienfaiteurs » anonymes.

Le mariage est célébré à Viroflay à l'autel, devant Dieu. Le ménage n'est pas heureux. Séquestrée, Stéphanie-Louise s'échappa à plusieurs reprises. Elle est rattrapée. Cette vie diabolique dura douze ans.

Un jour, la jeune femme reçut une lettre d'un certain Jacquet, ancien amant de M^{me} Delorme, lui annonçant la mort de cette dernière. Il lui révèle toute la machination.

Prise de remords, M^{me} Delorme avait mandé un notaire pour lui dicter sa confession, mais ce dernier était malheureusement arrivé trop tard et la dame Delorme était morte avant d'avoir pu coucher ses aveux. M^{me} Billet (Stéphanie !) décida de partir et s'enfuit en Suisse ; puis elle demanda l'hospitalité à des religieuses à Gray (Haute-Saône), puis à Meaux (Seine-et-Marne) et enfin à Paris, à l'abbaye Saint-Antoine (actuellement l'hôpital Saint-Antoine).

Mais comment retrouver sa véritable identité ? Tous les témoins étaient morts : son père, sa mère, Louis XV, Jean-Jacques Rousseau, M^{me} Delorme... Elle décide de s'adresser à son « cousin » Louis XVI. Assez sceptique, la famille royale hésite. Seul le comte de Provence, le frère du roi, s'engage ; il l'assure de sa protection et paye son loyer à l'abbaye du Val-de-Grâce, où il la fait entrer. Stéphanie peut alors vivre en paix. Peut-elle demeurer résignée ? La Révolution vint tout bouleverser. Monsieur partit en exil, elle perdit là son premier et seul soutien.

La royauté est en danger, pense-t-elle. Stéphanie-Louise décide de l'aider. Elle acquiert un équipement militaire et, le 20 juin 1792, au cours de l'insurrection, elle fait le coup de feu au milieu de la garde nationale... Elle refuse de mourir sous le nom roturier de Billet. Elle se souvint alors de M. Jacquet – l'ancien amant de sa gouvernante – qui habitait le château des Ruées, près d'Orléans. Elle s'y rend accompagnée d'un serviteur, le fidèle Aly. Mais point de châtelain ; il se trouve à Paris.

Intriguées par cette femme mystérieuse, les autorités l'arrêtent, puis la relâchent. Elle décide de regagner Paris pour partager sa captivité, et elle présente requête sur requête pour arriver à ses fins. Hélas ! La Convention n'accorda aucun crédit aux dires de cette femme, épouse légitime d'un citoyen Billet...

Elle décide alors de se séparer légalement de son mari et s'en retourne, pour ce faire, à Lons-le-Saunier. En 1791, elle demanda l'annulation de son mariage et choisit pour avocat Jean-Charles Thilorier, du barreau de Paris. L'infortune s'acharne contre elle. Le tribunal, composé de partisans de la Révolution, trouve là un moyen d'humilier un membre qui se dit de la famille royale. Il donne raison à Billet.

Stéphanie-Louise ne désarme pas. En 1793, elle engage un nouveau procès. Elle gagne. Le mariage est annulé, elle retrouve sa véritable identité, et son époux doit lui rembourser une partie de sa dot. Pour vivre, car elle est démunie, elle ouvre une échoppe d'écrivain public.

Seule rescapée de la tourmente révolutionnaire, M^{me} Royale était encore emprisonnée au Temple. La jeune princesse avait droit aux visites ; Stéphanie-Louise, revenue à Paris, se procure les autorisations nécessaires. Elle se présente devant sa « cousine ». Dénoncée par M^{me} de Chanterenne, désignée par le Comité de salut public pour servir de compagne à la prisonnière, Stéphanie-Louise se voit interdire l'accès du Temple. Et pour discréditer ses propos dans l'esprit de la princesse, on arrêta une fille publique un peu folle, nommée Manon-Rosine Mornan, et on l'écroua à la prison de Sainte-Pélagie sous le nom de Stéphanie-Louise de Bourbon-Conti...

Informée que Louis-François de Bourbon-Conti avait été arrêté en 1793 comme monarchiste et conduit au fort Saint-Jean à Marseille, Stéphanie-Louise vendit ses maigres biens et lui envoya de l'argent. Le prince l'accepta, mais ne la remercia pas.

Stéphanie-Louise se retrouve dans la misère. Dépourvue de tout, elle fréquente les soupes populaires. Elle envoie des suppliques à la Convention, puis à Joseph Fouché, alors ministre de la Police. Ce dernier prend des mesures... et la fait enfermer à Charenton au motif qu'elle exhibait pour quelques sous une urne contenant, disait-elle, les cendres du roi et de la reine. Elle racontait que, déguisée en garde national, elle s'était emparée, le soir du 21 janvier 1793, au cimetière de la Madeleine, de la tête, des pieds et des mains du roi. Quant aux restes de Marie-Antoinette, elle les aurait reçus d'un officier municipal...

Elle ne fut pas reconnue folle. On la libère et on l'expédie à Orléans, en résidence surveillée. Elle ouvrit un bureau de tabac, place du Martroi. Sur l'enseigne, Stéphanie-Louise fit inscrire « Bourbon-Conti Tabac ». À la Restauration, elle est atteinte d'un vif espoir. Le comte de Provence – celui qui l'avait aidée naguère – régnait sous le nom de Louis XVIII, et près de lui se trouvait M^{me} Royale, l'orpheline du Temple.

Elle fuit Orléans, regagne Paris et demande audience. La famille royale ne veut pas la recevoir et déclare n'avoir aucun souvenir de l'avoir connue...

Tous les espoirs de Stéphanie-Louise s'écroulèrent alors et elle ne lutta plus. Elle survécut grâce aux secours accordés aux pauvres et on la retrouva, le 29 mars 1825, morte de faim et de froid au pied d'une borne, face au palais des Tuileries. Sous ses haillons, la police retrouva le grand cordon fané de l'ordre du Saint-Esprit.

L'incroyable destinée, l'in vraisemblable épopée de cette malheureuse princesse inspira Goethe. Il en fit un drame, intitulé *La Fille naturelle*, qu'il fit jouer au théâtre.

1763-1814

JOSÉPHINE

ELLE AIMAIT LA VIE ET LES HOMMES

Joséphine de Beauharnais naît en 1763 et meurt en 1814. Sa vie fut courte. Elle aimait la vie et les hommes. Épouse d'Alexandre de Beauharnais dont elle eut deux enfants, elle fut la première femme de Napoléon I^{er}, qui la répudia en 1809. De son vrai nom Marie-Josèphe de Tascher de La Pagerie, la voluptueuse Joséphine venue de Martinique n'avait-elle pas son destin écrit dans les astres ? Une lecture particulière de l'histoire d'une femme d'amour et de pouvoir.

Marie-Josèphe Rose de Tascher de La Pagerie est la fille de Joseph Gaspard de Tascher, seigneur de la Pagerie, et de Rose-Claire des Vergers de Sannois. La petite Créole, c'est-à-dire née à la Martinique, aux Trois-Îlets, épouse, on le sait, Alexandre-François-Marie de Beauharnais, si l'on ose dire par défaut, en décembre 1779, l'officier français acceptant de la prendre pour femme à la place de sa sœur, Catherine Désirée, qui vient de mourir.

Elle en a deux enfants, Eugène, futur vice-roi d'Italie, et Hortense, future épouse de Louis Bonaparte et mère de Napoléon III. En 1794, le vicomte de Beauharnais périt sur la guillotine pour n'avoir pas su défendre Mayence. Devenue l'épouse civile de Bonaparte en mars, elle est sacrée impératrice des Français le 2 décembre 1804, après avoir épousé, religieusement cette fois, l'empereur Napoléon I^{er}.

Elle savait tout depuis longtemps. En effet, alors qu'elle n'est encore qu'une toute jeune fille, Joséphine, accompagnée de sa cousine Aimée du Buc de Ribéry, est tentée de se faire prédire l'avenir. Elle se rend chez Euphémia, la métisse, alors entourée d'un groupe de Noirs. Elle a pris soin d'emporter les présents habituels : un sac de café et un pain de sucre de canne.

Elle les dépose devant la mulâtresse. Telle une pythie, celle-ci regarde intensément Joséphine : il n'y a aucun doute, elle a percé le monde de l'invisible, et celui-ci lui découvre une incroyable destinée. Inquiète, elle s'empare des mains de la petite, en examine les lignes avec une attention toujours plus soutenue, pour vérifier la véracité du futur qu'elle vient de découvrir. Alors, elle lui annonce qu'elle épousera un homme blond destiné à une personne de sa famille, puis qu'elle fera deux mariages... Enfin, Euphémia s'interrompt et prononce les fameuses paroles passées à la postérité : « Tu seras reine, non pas reine..., plus qu'une reine. »

« Napoléon ne cesse de l'aimer, mais décide de la répudier en 1809. Au nom de la raison d'État. »

Joséphine est devenue plus rigide que le pain de sucre qui gît aux pieds de la métisse, tandis que sa cousine s'approche à son tour, demandant que l'avenir, le sien, lui soit révélé. Euphémia prononce alors des mots inimaginables, lui annonçant qu'elle sera « reine et recluse ». De fait,

Aimée, enlevée par les pirates barbaresques, deviendra la favorite d'Abdoul Hamid I^{er}, le sultan de la Sublime Porte, à qui elle a été offerte, et la mère de Mahmoud II.

Après une vie trépidante, Joséphine décède dans son château de la Malmaison, le 29 mai 1814, à la suite d'une soirée où elle prit froid. Elle y avait invité le tsar Alexandre. Il demeurera à son chevet...

1768-1797

LAZARE HOCHÉ

UN SIMPLE SOLDAT DEVENU GÉNÉRAL

Né en 1768, Lazare Hoche est le fils d'un garde-chenil à Versailles. Il occupe un poste subalterne, sous Louis XVI, d'aide-palefrenier dans les écuries royales, puis s'engage dans l'armée, en 1784. L'aventure est lancée !

Le voilà simple soldat dans les gardes françaises. En 1789, son régiment est dissous : il entre alors dans la garde nationale parisienne comme sergent. Comme la République a besoin de soldats professionnels, Lazare Hoche est promu capitaine, en 1792, dans l'infanterie. Son bref et glorieux destin commence...

Comme tant d'autres – Jourdan, Moreau, Marceau, Kléber, Dugommier, Desaix, Dampierre, Davout, Masséna, Augereau –, il va résister à l'Europe coalisée contre la Première République. Très tôt distingué par le patron de l'armée révolutionnaire française, Lazare Carnot, il participe au siège de Thionville, puis devient aide de camp du général Leveneur, qui dirige l'armée des Ardennes. Alors qu'il défend Dunkerque face au duc d'York, il effectue une belle sortie, au lendemain de la victoire de Hondschoote du 8 septembre 1793, en enlevant une cinquantaine de canons aux Anglais. Le voilà général dès le mois de mai, puis nommé à la tête de l'armée de Moselle : il n'a que 25 ans ! Bien que battu par les Prussiens à Kaiserslautern, il vainc les Autrichiens de Wurmser et, occupant Landau, les expulse d'Alsace. Mais le tout-puissant Saint-Just, l'âme damnée de Robespierre, ne

l'aime guère. Il est interné à la Conciergerie où, malgré son mariage récent, il tombe dans les rets charmeurs de la peu farouche Joséphine de Beauharnais.

Plus chanceux que son collègue Beauharnais, raccourci cinq jours avant le 9 thermidor, Hoche est libéré par les Directeurs au lendemain du coup de force de Barras.

Hoche est aussitôt chargé de rétablir l'ordre en Vendée, ce qu'il accomplit avec une certaine humanité. Toutefois, en juin 1795, il écrase l'armée des émigrés débarquée à Quiberon. Après deux tentatives de sortie sanglantes, les royalistes fuient en désordre : Puisaye parvient à rembarquer sur la flotte anglaise, mais Sombreuil se rend, sur promesse reçue du général Humbert que ses hommes auront la vie sauve. Mais Hoche, sur ordre de la Convention, fait exécuter les émigrés qui ont combattu sous l'uniforme anglais, capturés les armes à la main : 750 hommes sont ainsi passés par les armes, contrairement à la parole donnée.

Après avoir dispersé les bandes de Stofflet et de Charette (tous deux seront capturés et fusillés), Hoche échoue totalement dans l'expédition d'Irlande organisée à la demande du Directoire.

En 1797, il reçoit le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il conduit une brillante campagne contre les Autrichiens, les battant à plusieurs reprises, en particulier à Neuwied, Altenkirchen et Dierdorff. Gravement atteint par une affection respiratoire, il meurt au mois de septembre. Une cérémonie nationale est organisée au Champ-de-Mars, en son honneur, le 1^{er} octobre.

« Hoche laisse le souvenir d'un révolutionnaire fidèle et capable. Il se montra humain et... impitoyable. »

1769-1815

NEY

LE BRAVE DES BRAVES

Fils d'un tonnelier, Ney s'engage à 19 ans dans l'armée. Son intrépidité le fait distinguer : lieutenant en 1792, capitaine en 1794, général de brigade en 1796. Il deviendra un des maréchaux d'empire les plus braves !

En 1799, ce jeune général de brigade devient général de division lors de la prise de Mannheim : il n'a que 30 ans. Il se rallie à Bonaparte après le 18 Brumaire. Mais c'est dans l'armée d'Allemagne commandée par Moreau qu'il s'illustre à Hohenlinden, le 3 décembre 1800. Après avoir épousé Aglaé Auguié, une grande amie d'Hortense de Beauharnais, il est nommé maréchal dans la première promotion de 1804.

En 1805, il conduit une campagne brillante : vainqueur à Elchingen (ce qui lui vaudra le titre de duc d'Elchingen en 1808), véritable vainqueur des Autrichiens à Ulm, il occupe le Tyrol. Partout présent, il se distingue à Iéna et surtout à Friedland. Ses limites apparaissent rapidement dès lors qu'on lui laisse trop d'initiative : ainsi, en Espagne, il s'oppose à Masséna, beaucoup plus stratège que lui. La guérilla le lasse et l'Empereur le rappelle en 1811.

À la fin de juillet 1812, le maréchal Ney bat les Russes à Ostrowno, le premier (petit) engagement de la campagne de Russie. Il joue un rôle déterminant à La Moskowa (ce qui lui vaudra le titre de prince de La Moskowa) et tente, en vain, d'obtenir (avec l'appui de Davout) l'engagement de la garde pour poursuivre et anéantir l'armée russe qui se retire. Durant la retraite, il commande l'arrière-garde, parvenant à sauver les débris de l'armée, notamment lors du passage de la Bérézina.

Il participe à la campagne d'Allemagne de 1813, mais il est battu à Dennewitz par Bulöw, le 6 septembre, alors qu'il se dirige vers Berlin. Il est tombé dans une embuscade qu'il n'a pas su éviter. Cet échec très grave compromet la victoire finale de Napoléon, qui vient d'écraser ses ennemis à Dresde.

« Il joue un rôle déterminant à La Moskowa et tente, en vain, d'obtenir de l'Empereur l'engagement de la garde pour poursuivre et anéantir l'armée russe. »

Lassé de la guerre, il est pourtant de tous les affrontements durant la campagne de France. Le 4 avril 1815, à Fontainebleau, il est le plus déterminé à obtenir l'abdication de l'Empereur. Puis il se rallie à Louis XVIII, qui le nomme pair de France. Dès l'annonce du débarquement de l'Empereur à Golfe-Juan, le roi Louis XVIII le charge de l'arrêter. Le maréchal Ney promet de le ramener dans une cage de fer. À Lons-le-Saunier, où son armée s'est réunie, il ne parvient pas à se faire entendre : ses hommes ne veulent pas marcher contre Napoléon. Finalement, il se porte à la rencontre de l'Empereur à Auxerre et tombe dans ses bras.

Le 14 mars, il déclare même que « la cause des Bourbons est à jamais perdue ».

Hélas, le brave combattant est devenu incompetent : il manœuvre fort mal aux Quatre-Bras et effectue des charges désordonnées à Waterloo qui déciment sa cavalerie. La mort ne veut pas de lui, mais il refuse de fuir lors de la seconde Restauration. Il est arrêté en août et traduit devant un conseil de guerre. En dépit de l'opposition de son avocat, le très remarquable Berryer, il exige, en tant que pair de France, d'être jugé par la Chambre haute. Le 6 décembre 1815, le maréchal est condamné à mort par 129 voix contre 161. Le roi refuse la grâce. Les yeux ouverts, il tombe le lendemain, place de l'Observatoire. Son exécution soulève une vive émotion et le roi juge habile d'accorder une pension à sa veuve.

1769-1821

NAPOLÉON I^{ER}

TELLEMENT FRANÇAIS ET AMBITIEUX

Napoléon poursuit avec une constance remarquable trois objectifs, qui reçurent l'approbation de la très large majorité de la nation : la réconciliation religieuse ; la paix en Europe et l'expansion continentale de la France ; la poursuite de la réforme intérieure visant à l'instauration d'une France moderne.

Militaire et homme politique français, il naît en corse en 1769. Cadet de Brienne, élève artilleur, il s'imprègne très tôt des idées de Voltaire, Rousseau et Montesquieu. général de brigade à l'âge de 24 ans, il est nommé à 26 ans commandant en chef de l'armée d'intérieur. C'est à lui qu'est confiée l'expédition d'Égypte durant laquelle il parcourt la Méditerranée, bat les Ottomans et conquiert le pays du Nil. Il entreprend sur place un premier travail institutionnel et réforme le droit égyptien.

De retour en France, il prend le pouvoir lors d'un coup d'État les 18 et 19 brumaire, c'est-à-dire les 9 et 10 novembre 1799, pendant lequel son frère jouera un rôle éminent. Avec ce coup d'État brutal, il instaure un nouveau régime : le Consulat. En 1802, Napoléon est nommé consul à vie. En 1804, il se fait couronner empereur par le pape Pie VII.

Il réforme en profondeur le pays : il installe à la tête de chaque département un préfet, met en place une politique de centralisation au service du rayonnement de la France, renforce les pouvoirs de la police (tout le monde connaît les personnages policiers célèbres que sont Fouché et Vidocq), crée la Légion d'honneur. Après un long et important travail de réflexion, il instaure le Code civil, qui assure les principes d'égalité devant la loi. Il œuvre pour l'abolition des privilèges (réminiscence de sa jeunesse révolutionnaire), la liberté religieuse, la défense de la propriété. Ce travail juridique est ainsi résumé par F.-X. Gosselin : « Le triomphe de l'individualisme libéral et de la société bourgeoise. »

Protecteur des arts, sous son « règne » de grands noms émergent, au premier lieu desquels : le peintre David, mais aussi Canova, Géricault, Gros, Girodet, Guérin, les architectes Brongniart, Perciet et Fontaine, Vignon... Les grands travaux se multiplient : arc de triomphe du Carrousel, église de la Madeleine, palais de la Bourse, ponts d'Iéna et d'Austerlitz, Arc de Triomphe... Les arts industriels prennent leur essor.

L'agriculture conserve des rendements médiocres, « faute d'engrais et de plantes fourragères », comme le rappelle Philippe Valode (*Histoire de France de Clovis au ^{xxx} siècle*, OVE).

C'est une agriculture de substitution due au blocus continental et à l'invasion des Antilles françaises par l'Angleterre en 1809. On

développe les cultures de la betterave, du tabac, de la chicorée... La vigne perdure comme un secteur protégé et rentable. Industriellement, quelques grands noms ressortent de la politique économique sans génie de l'époque. Ils sont dans la lignée des développements économiques lancés sous la monarchie : industrie chimique (eau de javel, chlorate de sodium), industrie textile (tissage du lin avec de Girard, tissage de la soie avec Jacquard, filature du coton avec Richard et Lenoir...).

En métallurgie, Wendel rachète Hayange, Creutzwald et Moyeuvre, imposant déjà une politique de rachat et de fusion avec un modèle industriel structuré. L'urbanisation provinciale se met en œuvre avec la création dans le même temps de Pontivy et de La Roche-sur-Yon.

C'est au plan militaire que Napoléon est passé à la postérité. De la campagne d'Égypte à Waterloo, il a tout connu, succès retentissants, victoires sur le rasoir, défaites et déroutes. À chaque fois, il a su rebondir. Très tôt, il s'est entouré de militaires dont on peut contester parfois le génie ou, pis, la fidélité, mais chacun apporta une pierre à l'édifice. Six noms émergent parmi tous ces hommes dont il fit des maréchaux : Davout, Masséna, Soult, Ney, Murat, Lanne.

De la bataille de Marengo, Bonaparte retiendra la leçon suivante : « Toujours disposer de réserves avant d'engager une bataille. »

Toutes les victoires de Bonaparte puis de Napoléon reposent sur quelques principes stratégiques simples : rapidité de déplacement des troupes ; effet de surprise ; anticiper pour toujours occuper les positions de terrain favorables ; ne pas attendre et exécuter immédiatement les manœuvres audacieuses ; charges massives de cavalerie pour percer au plus vite le front adverse ; concentrer l'artillerie en pilonnant l'adversaire ; cibler l'attaque sur un point précis du front adverse, l'affaiblissant ainsi d'un coup. Austerlitz restera une bataille remarquable en tout point.

« Napoléon restera l'homme qui a changé à la fois le monde, le militaire qui a imposé à la nation quinze ans de dictature personnelle, un acteur de la vie nationale qui a façonné une certaine idée de la grandeur de la France. »

Le tribut humain est lourd. Il est de l'ordre de 1 million de Français tués entre 1805 et 1815. L'épuisante guérilla espagnole éloignera la France de la péninsule ibérique pour longtemps et favorisera le *caudillaje*. La déroute fiscale est cuisante en 1813, allant même jusqu'à une révolte des contribuables. On ne paye plus l'impôt, ou avec du retard. Les défaites maritimes sont lourdes. L'Angleterre gagne la bataille de la mer commencée 125 ans plus tôt. Le congrès de Vienne réduit la France à ses dimensions de 1792.

Au plan personnel, le tribut est terrible aussi : le divorce d'avec Joséphine, qu'il aimait jusqu'à la jalousie, mais qui ne lui avait pas donné d'enfant, les « félonneries » de certains de sa famille, le remariage avec Marie-Louise (était-ce le bon choix ?), l'exil à l'île d'Elbe où il s'ennuyait, la triste vieillesse à Sainte-Hélène.

Dans la conscience de tout un peuple, Napoléon restera à la fois l'homme qui a changé le monde, le militaire qui a imposé à la nation quinze ans de dictature personnelle, un acteur de la vie nationale qui a façonné une certaine idée de la grandeur de la France, un homme qui a sans cesse rappelé à un pays tout entier que l'orgueil sauve de la médiocrité...

1770-1837

GÉRARD

PORTRAITISTE DE COUR

La carrière de Gérard, élève de David, portraitiste, peintre d'histoire, député de Bayeux, s'étend de la Révolution à la Restauration.

Il naît à Rome et arrive à Paris à l'âge de 12 ans. Il étudie chez Pajou et Brenet, peintres d'histoire, puis entre à l'atelier de David en 1785. Il y apprend la peinture d'histoire ou d'allégorie et le portrait. Ses débuts sont difficiles. En 1794 il s'inscrit au concours organisé par le Comité de salut public. Il doit représenter « les époques les plus glorieuses de la Révolution ». Il remporte le concours avec le dessin

du *Peuple français demandant la destitution du tyran à la journée du 10 août*, dessin préparatoire à une toile qu'il n'achèvera jamais. Sa carrière est lancée.

Sous l'Empire, il devient le portraitiste de la cour. Il développe une technique reposant sur la brillance de la matière, la lumière claire et les glacis.

On lui doit notamment un remarquable *Madame Récamier*, un exquis *Talleyrand*, un beau *Portrait de Napoléon I^{er}*, un fin *Portrait du tsar Alexandre I^{er} de Russie...* Puis il s'attaque aux sujets historiques impériaux (*Austerlitz* ; *Portrait de l'empereur Napoléon I^{er} en robe de sacre* ou encore *L'Entrée d'Henri IV à Paris le 22 mars 1594*). Sa carrière de portraitiste perdure après l'Empire.

Il révèle dans toutes leurs personnalités et leur psychologie de grandes personnalités : *Louis-Philippe*, *Thomaso Sgricci*, *Lamartine*. Il meurt à Paris le 11 janvier 1837 et est enterré au cimetière du Montparnasse.

1770-1842

CAMBRONNE

HÉROÏQUE ET HONORABLE

Né à Saint-Sébastien-sur-Loire, à proximité de Nantes, à la fin de l'année 1770, Pierre Cambronne s'engage à 22 ans dans un bataillon de volontaires nantais. Il n'est pas que l'homme d'un mot.

Comme tous les généraux d'Empire, il fera ses classes dans les armées de la Révolution. Il y est d'abord grenadier, combattant les Chouans, puis il est versé dans l'armée de Dumouriez, qui combat en Belgique. De retour en Vendée, il sert sous Hoche et participe au massacre des émigrés à Quiberon. Devenu capitaine, il suit Hoche dans sa tentative de débarquement en Irlande en 1796. Cette tentative, qui avait pour objectif de créer un second front contre les Anglais, est un échec.

Puis le voilà affecté à l'armée des Alpes sous les ordres de Masséna. Il y dirige, avec brio, une compagnie, participant aux victoires de Zurich contre les Autrichiens, puis contre les Russes, en 1799. En 1800, c'est au sein de l'armée du Rhin qu'il voit mourir La Tour d'Auvergne, celui auquel Bonaparte a donné le nom de « Premier Grenadier de la République ». Aussitôt, ses soldats veulent lui conférer cette distinction qui n'a, désormais, plus de titulaire.

C'est comme colonel que, en 1806, il s'illustre à la bataille d'Iéna, qui voit l'effondrement de la Prusse. Pour sa bravoure, il est promu commandant du 3^e régiment de voltigeurs de la Garde, en 1810. Napoléon I^{er} le nomme baron d'Empire et l'envoie combattre en Espagne, où les affrontements sont féroces. En 1812, il rejoint la Grande Armée, qui a passé le Niémen et s'apprête à attaquer la Russie... Il parvient à survivre à la terrible retraite.

En 1813, à la tête du 3^e régiment de voltigeurs, il est de toutes les batailles de la campagne d'Allemagne, connaissant des victoires comme à Bautzen et Dresde et, naturellement, la défaite finale de Leipzig, la fameuse bataille des Nations. Blessé à plusieurs reprises en 1814 durant la campagne de France, à Bar-sur-Aube et à Craonne, il accompagne l'Empereur à l'île d'Elbe. Ce fidèle parmi les fidèles assure le commandement militaire de l'île d'Elbe : il dirige la garde impériale de près d'un millier d'hommes et la place de Portoferraio. Il accompagne le vol de l'Aigle en 1815. Dès son arrivée à Paris, Napoléon le nomme comte. L'Empereur le décore du grand cordon de grand officier de la Légion d'honneur et lui confère le grade de lieutenant-général, qu'il refuse.

Il est naturellement auprès de l'Empereur à Waterloo, le 18 juin 1815. En fin de journée, commandant le dernier carré de la Vieille Garde, cerné de toutes parts, il est sommé de se rendre par le général anglais Colville. Mais il refuse avec vigueur : « La Garde meurt mais ne se rend pas », hurle-t-il avec emphase ! Devant l'insistance anglaise, il lance son fameux mot, fort bien compris de l'autre côté de la Manche : « Merde ! »

Cambronne niera toute sa vie l'avoir prononcé. Il est vrai que le malheureux général ne savait plus à quel saint se vouer. Car voici ce qui lui était arrivé : luttant jusqu'au bout, grièvement blessé, capturé à la fin des combats à Waterloo, il est soigné par une infirmière écossaise, Mary Osburn.

Le voilà amoureux : il survit, puis se rétablit et l'épouse. Comment avouer un tel gros mot à une sujette de sa Gracieuse Majesté ? *Shocking!* Aussi, pour couper court à toute rumeur, il affirme ne jamais avoir prononcé la première phrase : « La Garde meurt et ne se rend pas. » Pour preuve, elle s'est rendue et il a été fait prisonnier ! Quelque cent vingt ans plus tard, Sacha Guitry ne laissera pas passer l'occasion : il se saisira du « mot de Cambronne » dont il fera une comédie.

Pressé par son épouse d'avouer ce fameux mot, Cambronne tergiverse. Impossible d'avouer un tel gros mot devant une dame, qui plus est à une « Anglaise même mâtinée d'Écossaise ».

Il faut l'intervention de la bonne qui sert le déjeuner et renverse un plat... Ça y est, le mot est parti !

Cambronne a été conduit en Angleterre après sa blessure et sa capture. Il sollicite de Louis XVIII son retour en France, mais il a trahi la monarchie en s'engageant dans l'armée napoléonienne durant les Cent-Jours. Exaspéré de ne pas obtenir de réponse, il revient au pays. Il y est arrêté, conduit à Paris, et traduit devant un conseil de guerre, lequel l'acquitte. Mais il faut aussi répondre de trahison à l'égard de la France. Un second procès se déroule alors. Défendu magnifiquement par Berryer, le plus grand avocat de l'époque, pourtant royaliste, il est déclaré non coupable en avril 1816. Après quatre ans de purgatoire, Louis XVIII le nomme commandant de la place de Lille : le voilà maréchal de camp, puis vicomte. Mis à la retraite, il s'en revient près de Nantes et meurt en 1842. Louis-Philippe autorise cette année-là l'érection d'une statue à Nantes en son honneur, qui sera inaugurée en 1848.

1773-1827

SURCOUF

HÉROS DES MERS

Né dans les environs de Saint-Malo, en 1773, dans une famille de commerçants, il descend de Duguay-Trouin par sa mère, une Truchot de la Chesnais. Un atavisme qui va très vite parler dans ses veines...

Alors que ses parents le destinent à la prêtrise, il s'engage comme volontaire, à quinze ans, sur un navire en partance pour les Indes. Cinq ans plus tard, il est déjà capitaine d'un vaisseau, la *Créole*, mêlé au trafic d'esclaves pour le compte des planteurs de l'île Bourbon.

En 1795, il prend le commandement d'un navire corsaire, l'*Émilie*, abandonnant les activités trop tranquilles de commerce. Il s'en prend alors aux navires anglais dans l'océan Indien, les pourchassant jusque dans le golfe du Bengale. Mais il n'est toujours pas parvenu à obtenir ses lettres de marque. Lorsqu'il rentre à l'île Bourbon, les autorités françaises lui confisquent ses prises.

Pourtant, avec un navire n'ayant que deux canons, il parvient à s'emparer du *Triton*, un vaisseau anglais de la Compagnie des Indes monté par 150 hommes et armé de 26 canons. Il a usé d'une manœuvre pour approcher son adversaire, se faisant passer pour un pilote : il a pu ainsi coller sa coque au bâtiment et sauter à bord.

Officiellement reconnu, il multiplie les attaques à bord de navires de plus en plus puissants. Avec la *Clarisse*, il s'empare du *Kent*, un navire de la Compagnie des Indes disposant de 38 canons et défendu par environ 400 hommes. Puis, c'est sur la *Confiance* qu'il conduit ses exploits. Ainsi, en 1799, il s'empare de six navires anglais.

En 1801, sa fortune, entièrement bâtie sur les prises de mer, est estimée à deux millions de livres. Il regagne alors sa terre natale, Saint-Malo et se marie. La paix d'Amiens étant signée avec l'Angleterre, il reste à terre ; mais la guerre reprend un an plus tard.

« Il refuse l'appui de Napoléon I^{er}. »

Napoléon I^{er} offre alors à Surcouf deux frégates pour courir sus aux Anglais en mer des Indes : le corsaire refuse. Il préfère armer lui-même ses navires. En 1807, sur le *Revenant*, il capture de nombreux vaisseaux britanniques. Puis il retourne en France, se contentant d'armer des navires, sans participer lui-même aux attaques.

Au total, il semble qu'il se soit emparé, ou pour le moins ait attaqué, une cinquantaine de vaisseaux, anglais pour la plupart, mais également portugais, le Portugal étant l'allié de l'Angleterre.

À la chute de l'Empire, Saint-Malo étant occupée par les Prussiens, il défie les officiers d'un régiment : la légende prétend qu'il les combat au sabre. Il tue ou blesse les quinze premiers. Et il laisse aller le dernier indemne pour qu'il puisse témoigner que tout s'est passé selon les règles. Toutefois, il préfère se cacher quelque temps, avant de regagner son domicile, une fois les Prussiens partis. Sous la Restauration, il se lance dans l'armement de vaisseaux de commerce et arrondit encore sa fortune.

Il meurt en 1827, d'un cancer, en sa propriété de Saint-Servan.

1778-1850

GAY-LUSSAC

UNE GRANDE VARIÉTÉ DE RECHERCHES

Originaire de Saint-Léonard-de-Noblat, ce chimiste et physicien français est connu pour ses nombreux travaux scientifiques. Jeune, il se prépare à une carrière d'ingénieur, mais il se fait vite remarquer par le chimiste Berthollet.

Gay-Lussac se formera aux sciences expérimentales et aux mathématiques. Il est engagé comme assistant de laboratoire avant d'entrer dans la prestigieuse École polytechnique. Il y fut professeur trente ans, jusqu'en 1839. On lui doit la loi de dilatation des gaz (« Tous les gaz exposés à des températures égales, sous la même pression, se dilatent exactement de la même façon »), ainsi que des lois sur les volumes.

Dès 1804, il entreprend des ascensions en ballon pour étudier les variations du magnétisme terrestre et la composition de l'atmosphère sous différentes altitudes. Sa première ascension se fit à 4 000 m, la seconde à 7 000 m.

Ses autres travaux le menèrent à la préparation du potassium et du sodium. Il fit aussi des études sur le chlore et montra qu'il était un corps simple. Grâce à lui, la chimie industrielle se développa, car il sut améliorer les procédés de fabrication des acides sulfurique et oxalique.

1779-1793

JOSEPH BARA

UN MEURTRE SORDIDE

Joseph Bara est le neuvième enfant d'un garde-chasse du prince de Condé. Il est né en 1779 et se trouve affecté, en 1793, à Bressuire (dans les Deux-Sèvres) comme domestique d'un officier, Desmarres. Alors que le 7 décembre il promène deux chevaux dans la campagne, afin de leur donner de l'exercice, il est attaqué par des voleurs. Sans pitié, ceux-ci le tuent et volent les deux animaux.

Desmarres parle de la disparition tragique de cet enfant de 13 ans dans son rapport au ministre de la Guerre. Il sollicite, en effet, une pension pour la mère du petit Joseph. Tels sont les faits dans leur sécheresse, et pourtant Bara va devenir un héros national...

Cette histoire émeut Robespierre, et plus encore Barère. Tous deux vont inventer un récit sans aucun lien avec la réalité, transformant Bara en héros révolutionnaire, le posant en modèle pour les jeunes générations. Naturellement, ce merveilleux enfant nourrissait sa mère, servait comme tambour dans l'armée républicaine, était pétri d'idéaux révolutionnaires. Tueur de brigands, il est mort assailli par des royalistes. Sous le feu ennemi, il a eu le courage, avant de tomber frappé à mort, de crier : « Vive la République ! »

« Un modèle de vertu républicaine proposé à la France tout entière. »

Dans un discours rapporté par *Le Moniteur universel* du 28 décembre 1793, Robespierre propose ce modèle de vertu républicaine à la France tout entière : « Je veux parler de Bara. Ce jeune homme de 13 ans a fait des prodiges de valeur, en Vendée. Entouré de brigands, qui d'un côté lui présentaient la mort, et de l'autre lui demandaient de crier "Vive le roi", il est mort en criant "Vive la République !" Ce jeune enfant nourrissait sa mère avec sa paie, partageant ses soins entre l'amour filial et l'amour de la patrie. Il n'est pas possible de choisir un plus bel exemple, un plus parfait modèle pour exciter dans les jeunes cœurs l'amour de la gloire, de la patrie et de la vertu et pour préparer les prodiges qu'opérera la génération naissante. En décernant des honneurs au jeune Bara, vous les décernez à toutes les vertus, à l'héroïsme, au courage, à l'amour filial, à l'amour de la patrie... »

Robespierre demande que ce héros imaginaire, sorti de sa seule volonté propagandiste, se voie décerner les honneurs du Panthéon, au cours d'une cérémonie officielle dont le peintre David organisera les détails.

Et Barère de commander une toile à David, qui devra être reproduite pour les élèves dans toutes les écoles primaires... Alors que la guerre de Vendée se poursuit dans toute sa cruauté, tournant au génocide des populations civiles, Robespierre propose à la France ce modèle de fanatisme juvénile dans une manipulation éhontée d'un meurtre bien banal.

Le petit Bara, héros de l'école de Jules Ferry, est, en vérité, un personnage totalement fictif...

1781-1826

RENÉ LAENNEC

LA RÉVOLUTION DU STÉTHOSCOPE

*Le stéthoscope est une avancée considérable pour le diagnostic médical...
Son inventeur est un certain M. René Laennec...*

René Théophile Hyacinthe Laennec voit le jour le 17 février 1781 à Quimper. Son père, lieutenant de marine, se trouve dans l'impossibilité de s'occuper de son fils après la mort prématurée de son épouse en 1787.

Le jeune René est alors confié à son oncle, le médecin Guillaume-François Laennec (1748-1822), qui habite à Nantes. Mais le jeune Laennec doit faire face non seulement à ses difficultés familiales, mais aussi aux affres de la Révolution. La République tarde à se mettre en place. Il hésite à se mettre au service des révolutionnaires ou tout simplement à profiter de sa jeunesse. Pendant la Terreur, son oncle est suspecté et incarcéré. Le jeune René retourne donc à Quimper, où il découvre les joies de la fête et de la luxure. Choqué, son père voit en cela les mauvaises influences du milieu médical et lui déconseille d'épouser la carrière de médecin.

Après une longue période d'indécision pendant laquelle René hésite entre la vie d'artiste ou les professions d'ingénieur ou de médecin, il finit par trancher. Dès septembre 1794, à l'âge de 13 ans, il choisit de suivre l'exemple de son oncle en devenant médecin. Son sérieux, son intelligence extraordinaire et sa volonté lui permettent d'achever ses études brillamment. Diplômé en 1816, il est nommé à l'hôpital Necker la même année.

Quelques jours après avoir pris son premier poste, Laennec fait une découverte qui révolutionne la méthode du diagnostic clinique. En fait, il se sert tout d'abord d'un cahier de papier roulé, serré et ficelé. Il perfectionne par la suite son instrument, qu'il nomme « stéthoscope ». Évidemment, l'auscultation fait partie des bases de la médecine, et ce depuis Hippocrate, mais son application était rendue difficile voire gênante par l'application directe de l'oreille du médecin sur le corps du, ou de la, malade. L'invention de Laennec constitue donc une avancée considérable dans l'efficacité du diagnostic médical.

Parallèlement à son travail sur l'auscultation, Laennec se distingue grâce à l'emploi de son invention auprès des grandes sociétés de médecine.

Son important travail sur l'appendicite, et plus particulièrement sa description de la péritonite, est récompensé par les prix de chirurgie et de médecine. Toujours grâce à cette nouvelle technique, il se spécialise dans les affections pulmonaires et cardiaques.

Ainsi, il isole la lésion fondamentale de la tuberculose, qu'il nomme le *tuberculum*. Il en fait de même avec la gangrène pulmonaire et la bronchectasie. Ses travaux sont décisifs dans le traitement de ces affections, d'autant qu'il s'agit des premières descriptions en la matière.

Breton dans l'âme, Laennec s'intéresse depuis toujours à cette culture et multiplie les occasions de s'en rapprocher. Il apprend la langue, collectionne les ouvrages celtes, et surtout restaure sa propriété de Kerlouanec. C'est là qu'il se retire définitivement en 1825. Malade de longue date, il ne parvient plus à lutter contre son affection. René Laennec décède chez lui à l'âge de 45 ans.

1785-1795

LOUIS XVII

Y A-T-IL UN MYSTÈRE ?

Le duc de Normandie devint Dauphin à la mort de son frère aîné le 4 juin 1789. Le « petit capet » fut emprisonné au Temple. Y mourut-il ? Fut-il maltraité puis exfiltré ? Le retrouve-t-on sous le nom de Naundorff ?

Le couple royal, Louis XVI et Marie-Antoinette, a mis de longues années avant d'avoir des enfants, tout comme d'ailleurs Louis XIII et Anne d'Autriche. La première naissance eut lieu en 1778 avec Marie-Thérèse, future duchesse d'Angoulême. Naquirent ensuite trois autres enfants : une fille, Sophie, qui mourut très tôt, et deux garçons, Louis-Joseph (1781-1789) et Louis-Charles (1785-1795), qui devinrent tour à tour Dauphin.

Louis XVII fut donc le deuxième des fils de Louis XVI. Il devient roi immédiatement après l'exécution de son père (21 janvier 1793). Si l'on considère qu'il est mort réellement au Temple en 1795, il a donc régné deux ans. Le problème, jusqu'en 2000, a été de prouver qu'il était bien mort en prison. En effet, plusieurs éléments sont étonnants dans cette histoire.

Le fait le plus troublant de sa vie au Temple, après la mort de sa mère (16 octobre 1793), fut son enfermement total pendant six mois dans un étroit réduit. Personne ne l'a plus vu. Et lorsque la porte de son petit cachot est rouverte, les témoins qui le connaissaient ont du mal à le reconnaître.

Il a grandi, lui qui était petit. Amaigri, il souffre d'affections qu'on ne lui connaissait pas encore, en particulier d'apathie. On lui donne de nombreux soins d'urgence, mais cela ne suffit pas pour le jeune enfant (10 ans), qui meurt de tuberculose osseuse le 8 juin 1795. La même mort que son frère ! La tuberculose osseuse, que l'on appelait aussi « écrouelles », cette maladie que les rois de France étaient censés soigner en touchant les malades le jour de leur sacre.

Beaucoup d'historiens ont pensé que le jeune roi était décédé avant 1795, précisément en janvier 1794. Son état de santé était assez mauvais en raison des déplorables conditions d'incarcération et du trouble que lui apporta la mort de sa mère. Cependant, le gouvernement révolutionnaire de Robespierre considérait qu'il était extrêmement intéressant de posséder un otage royal, à une époque où l'armée des émigrés, jointe à celle des alliés, menaçait de fragiles frontières. De là vint l'hypothèse de faux dauphins. On ne peut vraiment pas se prononcer sur ce point.

Le corps fut enterré, après autopsie, dans le plus grand secret. On pense que Louis XVII fut inhumé à côté de l'église Sainte-Marguerite. Louis XVIII refusa toujours de se faire sacrer, ayant peut-être quelques doutes sur la mort de son neveu. La sœur du jeune roi s'intéressa de près à certains prétendants comme Naundorff, sans qu'on sût jamais ce qu'elle pensait de cette affaire. Une vingtaine de personnes « plus ou moins loufoques » prétendirent au début du XIX^e siècle être le jeune roi évadé du Temple. Les plus connus furent Naundorff, déjà cité, et Richemont.

La plupart de ces usurpateurs ne prirent même pas la peine de se rendre compte qu'ils n'avaient pas les yeux bleus et les cheveux blonds de celui que la reine appelait « Chou d'amour » !

Naundorff, s'il présenta quelques caractères troublants d'authenticité, ne pouvait décemment pas être le jeune roi. Cela n'empêcha pas le

royaume de Hollande de lui reconnaître une affiliation royale, qui fait qu'aujourd'hui il existe une branche des « Bourbon-Naundorff ». Un pont d'or lui avait été fait par les Pays-Bas, alors que les relations avec la France de Louis-Philippe étaient fort mauvaises. Certainement pour causer un désagrément à son supposé parent.

En 1846, une autorisation fut donnée afin d'exhumer le corps supposé de « l'Enfant du Temple ». L'autopsie et les fouilles du cimetière Sainte-Marguerite à Paris semblent prouver que cet enfant n'était pas le dauphin, mais un garçon substitué. Les traces d'autopsie et les caries osseuses attestent pourtant que la mort a eu lieu à la suite d'une tuberculose osseuse.

Dès lors, l'histoire de « l'Enfant du Temple » devient extrêmement compliquée, en raison du dédale constitué par les études et les pistes trouvées par des chercheurs plus ou moins sérieux. Les cheveux seront analysés (présence d'une excentration du canal médullaire chez le vrai dauphin) et, tout récemment, l'analyse du cœur sera effectuée sur son ADN mitochondrial.

Le morceau de cœur sur lequel les analyses ont été pratiquées a, lui-même, connu une aventure extraordinaire. Prélevé par le médecin Pelletan en 1795, il est caché après avoir été desséché dans de l'esprit-de-vin, dans un tiroir du bureau du docteur. Un des élèves le vole et s'enfuit avec. Quelques années plus tard, à l'article de la mort, il lègue ce bout de cœur à celui à qui il l'avait dérobé. Entre-temps, le médecin Pelletan est décédé. Sa famille, ne sachant que faire du cœur, le confie à l'évêché de Paris, qui brûle pendant la révolution de 1830. Dans les monceaux de ruines des bâtiments épiscopaux, on réussit à retrouver le petit morceau d'organe ! Ce petit morceau est ensuite emmené en Espagne, y passe entre plusieurs mains et finalement revient à la basilique de Saint-Denis en 1975.

Les analyses d'ADN prouveront, par le biais d'une comparaison avec l'ADN mitochondrial des cheveux de la reine et d'une de ses sœurs, que le petit garçon mort au Temple en 1795 était bien le fils de Marie-Antoinette.

Cette conclusion, bien scientifique, déplâit fortement à tous ceux qui pensaient que le jeune roi avait pu s'échapper. On a parlé de

différents complots montés par Barras, Joséphine de Beauharnais ou Robespierre... pour délivrer l'enfant. La science coupe court à tout récit rocambolesque. Mais n'oublions pas qu'il y avait eu un premier dauphin, Louis-Joseph. Le morceau du cœur ne pourrait-il pas être le sien ? Ce petit bout d'organe pétrifié a connu tellement de péripéties que, après tout, rien n'est vraiment impossible dans cette affaire.

Un épisode de plus dans cette étonnante « affaire Louis XVII » est celui de l'agriculteur Martin Galardon. Simple laboureur près de Chartres, il frappe un jour à la porte du préfet, le comte de Breteuil. Ce dernier l'autorisant à parler, il lui raconte une histoire tellement étonnante que le comte, interloqué, réussit à organiser une entrevue entre Galardon et le roi Louis XVIII.

« Le corps fut enterré, après autopsie, dans le plus grand secret. On pense que Louis XVII fut inhumé à côté de l'église Sainte-Marguerite. »

Celui-ci n'était pas sacré et pensait certainement le faire lorsqu'il reçut le laboureur. L'entrevue dura plus d'une heure, et l'on dit que le roi en sortit en larmes. Il fit donner une rente à Galardon et annuler les préparatifs de son couronnement. Il est impossible de savoir ce qui a été réellement dit, mais l'épisode est très étonnant, surtout si l'on connaît la personnalité du frère de Louis XVI. Ce laboureur devait à nouveau interférer dans l'histoire des rois de France en 1830. Charles X, ayant entendu parler des propos et des talents prophétiques du laboureur, le fit venir alors que son trône vacillait. La réponse de Galardon fut claire (et connue) : « Une main vous repousse ! » Charles X abdiqua et fit abdiquer son fils Louis XIX quelque temps après cet entretien.

On peut imaginer ou supposer que le laboureur avait quelque secret à transmettre au roi sur la survivance de Louis XVII. S'il était vivant, Louis XVIII ne pouvait se faire sacrer. Charles X, s'il fut tenu au courant, eut moins de scrupules et d'intelligence, mais se souvint en son temps de Martin Galardon.

1788-1856

CHARLES STEUBEN

L'HISTOIRE COMME SUJET

Charles Steuben est un peintre français né à Bauerbach en 1788. On lui doit une peinture historique aujourd'hui oubliée dans son ensemble, mais dont une partie a marqué les Isaac et Malet de notre jeunesse.

Steuben apprit le dessin et la peinture au contact des meilleurs, puisqu'il fut l'élève de Gérard, de Robert Lefèvre et de Prud'hon.

Très célèbre de son temps – il est soutenu dès ses débuts par M^{me} de Staël et par Schiller –, il expose avec une grande constance aux Salons de 1812 à sa mort, au milieu du siècle. Il tombera en désuétude peu après et tardera à être reconnu.

Peintre de scènes historiques, dont les plus célèbres sont : *Épisode de la vie de Pierre le Grand (Amiens)*, *Mercury endormant Argus (Louvre)*, *Bataille de Poitiers, en octobre 732 (Versailles)*, ou encore *Mort de Napoléon à Sainte-Hélène (Versailles)*, Steuben peignit également, pour Versailles, une importante série de portraits de rois et de reines de France. On lui commanda, en 1833, pour le Louvre, un plafond représentant la *Clémence d'Henri IV après la bataille d'Ivry*. Il reçut les plus grands honneurs de son vivant. En France, il est médaillé au Salon, fait chevalier de la Légion d'honneur, nommé membre de la commission chargée d'examiner les modifications à apporter à l'École des beaux-arts, titulaire de la chaire de dessin à l'École polytechnique. À l'étranger, il est fait chevalier de l'Aigle rouge, puis nommé membre d'honneur de l'Académie de Saint-Petersbourg. Il meurt à Paris en 1856, en pleine gloire et dans une totale reconnaissance de ses contemporains.

La trajectoire fulgurante – et exceptionnelle de son vivant – de ce peintre, et le destin posthume noir de l'artiste et totalement oublié de son œuvre questionnent sur les conditions de la postérité artistique, d'autant que sa peinture ne mérite pas d'être traitée comme mineure.

1797-1877

ADOLPHE THIERS

PATRIOTE RÉALISTE

Adolphe Thiers, historien, avocat, journaliste, homme d'État, est aussi un grand historien... Son œuvre est celle d'un patriote réaliste.

Né à Marseille en 1797, Thiers est un fort en thème. Avocat, journaliste, il favorise l'accession de Louis-Philippe en 1830. Le voilà député, académicien, ministre dès 1832 (à l'Intérieur).

Il a épousé en 1833 Élise Dosne, une jeunesse de 15 ans, dont les mauvaises langues diront qu'elle est sa fille...

Il goûte aux Affaires étrangères avant de devenir président du Conseil en 1840, quatre ans après un premier passage à cette fonction. Mais Guizot le remplace et voici Thiers dans l'opposition. Ayant achevé son énorme somme sur *L'histoire du Consulat et de l'Empire*, il combat Napoléon III. Député de Paris en 1863, il est le seul à s'opposer à la guerre franco-prussienne en 1870.

« Homme froid, il mate la révolte communarde avec une grande vigueur. »

Cette lucidité lui vaut d'être nommé chef du pouvoir exécutif de la République française en février 1871. Il cumule donc les fonctions de chef de l'État et de président du Conseil, dans un régime dont la nature demeure flottante. La décision de rétablir la République n'est, en effet, pas prise.

Cet homme froid mate la révolte communarde avec une grande vigueur. Après avoir évacué Paris, il nomme Mac Mahon à la tête des Versaillais. À la fin de mai 1871, toute résistance a cessé.

Remboursant par anticipation les 5 milliards de francs-or qu'ont imposés les Prussiens, il est salué comme le libérateur du territoire. Mais, devenu républicain, il déclare : « La République est le régime qui nous divise le moins. » Les députés royalistes ne le lui pardonnent pas et le poussent vers la sortie. Le 24 mars, il fait l'objet d'un vote de défiance. Mac Mahon le remplace à la présidence. Sénateur en 1876, il meurt en 1877.

Ce docteur en droit a rédigé deux ouvrages majeurs dont *L'Histoire du Consulat et de l'Empire*, certes, mais aussi une *Histoire de la Révolution française* qui fait date.

1799-1850

BALZAC

L'INSPIRATION PERMANENTE

Dans la vallée de l'Indre, on trouve à six kilomètres d'Azay-le-Rideau un petit château Renaissance : c'est Saché, que certains nomment aujourd'hui fièrement Saché-Balzac, car le souvenir de l'auteur de La Comédie humaine y a éclipsé celui des obscurs bâtisseurs de la demeure. Qui est cet homme dont l'œuvre est monumentale ?

Né à Tours le 20 mai 1799 d'un père, Bernard François Balssa, originaire du Tarn et d'une mère issue de la bourgeoisie parisienne, repoussé pour une raison inconnue par sa génitrice, le jeune Honoré est très vite mis à l'écart de sa famille et grandit dans le chagrin.

Pensionnaire au collège des Oratoriens de Vendôme de 1807 à 1813, le jeune Balzac en tire une expérience qu'il racontera plus tard dans *Louis Lambert*. En 1814, après cinq ans de silence, il est appelé à rejoindre sa famille. Celle-ci s'installe à Paris à la suite de la nomination de son père à la direction des vivres pour la 1^{re} division militaire. Il y termine ses études au lycée Charlemagne, avant d'intégrer la faculté de droit de Paris.

Étudiant brillant, il découvre la vie active au sein du cabinet d'avoué de Maître Guyonnet de Merville, un homme cultivé, amoureux des belles-lettres, qui servira de modèle au Derville de ses romans.

Malgré cette expérience, le jeune Balzac se refuse à épouser la profession d'avocat. Il est certain de son talent littéraire ; il décide de se lancer. Il s'installe dans une mansarde rue Lesdiguières pour y écrire. *Cromwell*, fruit de ce premier travail, ne sera pas à la hauteur de ses espérances et encore moins au goût des lecteurs.

Des débuts âpres qu'il prêtera par la suite à nombre de ses personnages. De retour chez ses parents, à Villeparisis, Honoré ne désarme pas et ce malgré les conseils négatifs de l'académicien François Andrieux. Il publie coup sur coup un certain nombre de romans faciles, historiques ou populaires. Il refuse de les signer de son vrai nom. Des tentatives qu'il qualifie dans une lettre à sa sœur Laure datée de 1822, de « cochonneries littéraires ».

Quelque temps plus tard, il fait la connaissance de Laure de Berny, de vingt-deux ans son aînée : influence décisive sur son avenir. Balzac l'appelle « la Dilecta ». Elle est pour lui une mère, une maîtresse et surtout une très généreuse amie. Balzac profite de ce soutien non pas pour se consacrer à son travail, mais pour tenter d'assurer sa fortune. Il s'improvise tour à tour éditeur, imprimeur puis fondateur de caractères. Autant de tentatives que d'échecs cuisants. Il met en péril les ressources de sa famille et même la fortune de M^{me} de Berny. Un fardeau qu'il devra assumer jusqu'à son dernier souffle.

« Je viens, de m'établir dans ma petite chambre, cette petite chambre où je vous ai tant écrit, où j'ai tant pensé à vous et mon premier souci est de vous écrire encore... » Lettre à Éveline Hanska

De retour à ses premières amours, Balzac rencontre enfin le succès. En 1829, il signe *Les Chouans*, avant de ressortir de ses tiroirs *La Physiologie du mariage*, qu'il avait en grande partie écrite au temps de ses déboires. Deux ouvrages qui lui ouvrent les portes des salons parisiens, des salles de rédaction et ouvrent une longue période (vingt-cinq ans) durant laquelle Balzac compose, remanie, précise et publie quelque quatre-vingt-cinq romans. Une incroyable production littéraire ! Il mène en parallèle une vie mondaine fort active. Il est de tous les salons : M^{me} Récamier, la princesse Bagration et le baron Gérard. Il collabore aux journaux d'Émile de Girardin et notamment à *La Caricature*, dont il devient le principal rédacteur.

À partir de 1830, ses œuvres se succèdent à un rythme effréné. Il publie *Les Scènes de la vie privée*, premier opus de *La Comédie humaine* qui fait de lui un écrivain à succès. Une estime confirmée les années

suivantes par les publications, en autres, de : *Peau de chagrin* (1831), *Louis Lambert* (1832), *Le colonel Chabert* (1832), *Eugénie Grandet* (1833), *La Recherche de l'absolu* (1834), *Séraphita* (1835).

Côté vie privée, Balzac est du genre inconstant. Enivré par le succès, il est soudain pris de dandysme. Il se promène dans Paris à bord d'un tilbury du dernier chic, se paye une loge à l'Opéra et change l'ameublement de son appartement au gré des modes qui se succèdent. Il travaille la nuit et sort beaucoup le reste du temps. Il va d'aventures en aventures. La marquise de Castries se joue de lui ? Il se venge en écrivant *La Duchesse de Langeais* (1833). Qu'importe, la seule relation qui l'intéresse n'est alors qu'épistolaire. Elle le lie à une jeune comtesse polonaise qui lui avait mandé en 1832 toute l'admiration qu'elle avait pour ses écrits. Les deux correspondants se rencontrent pour la première fois en 1833, puis passent quelques jours ensemble à Genève l'année suivante. Mais Évelyne Hanska est mariée et Balzac a à Paris une vie bien trop agitée. Il y entretient une relation avec la comtesse Guiboni Visconti et bien d'autres femmes.

Malgré cette vie pour le moins agitée, Balzac est toujours aussi prolige sur le plan littéraire. *Le Père Goriot*, *Le Lys dans la vallée* sortent coup sur coup. Il fonde même sa revue : *La Chronique de Paris*. Malheureusement, cette dernière lubie est un échec. Sa situation financière se dégrade ; mais l'homme ne semble en avoir cure. Il conserve son train de vie dispendieux, allant même jusqu'à acheter et faire refaire entièrement la villa des Jardies à Ville d'Avray.

Après 1837, il profite des succès de *César Birotteau*, des premières parties des *Illusions perdues* et de *Splendeurs et Misères des courtisanes* pour se refaire une santé. L'homme n'apprend manifestement pas de ses erreurs. Il fonde une nouvelle revue : *La Revue parisienne* ; elle ne dépassera pas le troisième numéro, mais restera célèbre pour avoir contenu dans ses colonnes deux articles passés à la postérité : la critique assassine du *Port-Royal* de Sainte-Beuve, et le fabuleux éloge de *La Chartreuse de Parme*.

À nouveau à terre, il vend la maison des Jardies et se remet au travail. Il organise *La Comédie humaine* et se lie avec quatre éditeurs prêts à soutenir le projet. Il rédige *L'Avant-propos*, un véritable manifeste de ses ambitions littéraires qui figurera en tête du premier opus de la série.

En 1841, la mort du comte de Hanski, le légitime époux de celle qu'il appelle « l'étrangère », bouleverse ses plans. Balzac veut épouser cette correspondante qu'il chérit depuis tant d'années. Il la rejoint une première fois en 1843, puis la ramène enfin à Paris deux ans plus tard. En 1846, la mort en couches de leur enfant, Victor Honoré, porte un coup terrible à Balzac, qui ne s'en remettra pas. Il achève à grand-peine *La Cousine Bette* et *Le Cousin Pons*, avant de partir pour l'Ukraine rencontrer la famille de M^{me} Hanska, qui refuse l'idée du mariage. Balzac, quoique malade, a de la suite dans les idées et parvient, contre vents et marées, à épouser sa promise le 14 mars 1850. Un entêtement qui ne lui aura cependant pas permis de remporter les élections législatives auxquelles il se présente par deux fois à la fin de sa vie, ni d'entrer à l'Académie française, où il n'obtient que les voix de Hugo et Lamartine.

Épuisé, il meurt le 18 août 1850, quelques heures après avoir reçu une dernière fois son ami Victor Hugo, qui racontera par la suite ce dernier rendez-vous dans *Choses vues*.

1802-1885

VICTOR HUGO

ÉCRIVAIN INCONTESTÉ ET POLITIQUE VELLÉITAIRE

« Je veux être Chateaubriand ou rien », disait le jeune Victor Hugo. Il sera plus. Écrire devient son seul objectif. Son œuvre passera à la postérité dans le monde entier. Ce siècle avait deux ans quand Victor Hugo vit le jour à Besançon. Troisième fils d'un général et comte d'Empire, Hugo passe sa jeunesse à voyager. Trois ans à Paris, deux ans à Naples, un an en Espagne, ces voyages qui forment la jeunesse laissent d'impérissables souvenirs au jeune Hugo. Malheureusement, le couple que forment ses parents ne résiste pas à tant de changements et, en 1815, ils se séparent.

Le jeune Victor est divisé entre un monde paradisiaque créé aux jardins des « feuellantines » (immense parc où Hugo découvre les beautés de la nature et de la littérature) par sa mère, et ses rêves d'héroïsme et de victoires liés à son père absent. Très affecté par la mésentente de ses parents, il est envoyé en pension au lycée Louis-le-Grand. Là, il se révèle être un garçon extrêmement brillant. Il y développe un goût prononcé pour la littérature. Dès l'âge de 14 ans, il affirme : « Je veux être Chateaubriand ou rien. » Il lui faut cependant obtenir diverses récompenses, comme celle de l'Académie française (1817) ou de l'académie des Jeux floraux de Toulouse (1819), pour convaincre son père de renoncer au droit ou à Polytechnique. Victor a 17 ans, son enfance s'achève, nourrie par la guerre, les voyages, le divorce et l'abandon, autant de sentiments que l'on retrouvera dans les personnages de Gavroche, Cosette et bien d'autres.

Hugo le sait, il a trouvé sa voie. Écrire devient son seul objectif. Seule sa romance avec son amie d'enfance, Adèle Foucher, le distrait. Pourtant, cette liaison est très mal acceptée par sa mère, qui s'oppose à cette union, et par son frère Eugène, qui se révèle d'une jalousie malade. Mais Victor ne désarme pas et épouse Adèle un an à peine après la mort de sa mère. La situation du couple est plus que précaire, fragilisée par l'opposition du père de Victor à ce mariage. Seule la combativité du jeune écrivain et sa foi en sa propre réussite leur permettent de continuer leur chemin. Cette même année, Hugo fonde *Le Conservateur littéraire* en référence à son modèle, Chateaubriand. Grâce à cette revue, et surtout à une *Ode sur la mort du duc de Berry*, il est récompensé par Louis XVIII et se voit gratifié d'une petite pension. Victor Hugo n'est plus un jeune écrivain bohème et sans le sou, il a une famille, et surtout une situation. Pour l'heure, Hugo est un écrivain reconnu et apprécié. Ses poèmes font merveille et sa préface de *Cromwell* (1827) est un succès éclatant. Avec ses amis Vigny et Lamartine, il se présente comme le chef de file de cette nouvelle vague que l'on qualifie de romantique. Il s'oppose au classicisme, se rapproche autant qu'il peut du pouvoir royal et paie de ses odes les grâces qui lui sont faites. Hugo endosse petit à petit le rôle de poète officiel de la cour.

« Hugo est un contestataire, engagé et anticonformiste. »

Il se lance également dans l'écriture de ses premiers romans avec *Han d'Islande* et *Bug Jargal*.

Pourtant, la mort de son père révèle très vite un autre aspect de sa personnalité. Hugo est un contestataire, engagé et anticonformiste. Ce décès lui fait prendre conscience de ses véritables attaches et le détourne de ses convictions royalistes. Il se targue désormais de son titre de baron d'Empire et ne cache plus dans ses textes ses réelles convictions politiques et son humanisme. Ainsi, *Le Dernier Jour d'un condamné* se révèle être un véritable plaidoyer contre la peine de mort, mais également une critique très acerbe de la société de l'époque. Hugo a passé un cap. De son statut de poète de la cour, il ne reste rien. Son engagement l'écarte des faveurs royales et fait de lui un éminent contestataire.

« *Hernani* force les portes de la Comédie française, citadelle des classiques. »

Victor Hugo engage alors une nouvelle bataille. Le théâtre est encore en proie au classicisme et à la censure. Hugo le romantique ne peut l'accepter et se fait fort de changer cela. Il écrit *Marion de Lorme*, qui est interdit pour offense au roi, et *Hernani*, dont le succès auprès de ses fidèles n'a d'égal que l'outrage fait à la noblesse. *Hernani* force les portes de la Comédie française, citadelle des classiques. Le soir de la première, les étudiants romantiques et anticonformistes mènent l'assaut contre les « perruques » et assurent le triomphe de la pièce. La révolution théâtrale est en marche, contrairement à celle de juillet, qui change le régime mais pas ses pratiques.

Hugo est révolté, ses convictions s'écroulent en même temps que son couple. Adèle, comme sa mère, le trompe avec l'ami de la famille. Victor est désabusé et se réfugie dans l'écriture. Il enchaîne les textes et les scandales. *Le Roi s'amuse* est interdit. Pourtant, l'écrivain ne désarme pas. En 1833, il entame avec *Lucrèce Borgia* une série de succès parmi lesquels on retrouve *Ruy Blas*, *Angelo*, *Marie Tudor* ainsi que la reprise de *Marion de Lorme*. Hugo s'adonne de nouveau à la poésie et publie de nombreux recueils.

Il change. Il succombe à la passion pour une jeune courtisane répondant au nom de Juliette Drouet et découvre avec elle une nouvelle raison de vivre.

Il est maintenant en quête de notoriété et de respectabilité. Il veut entrer à l'Académie française. Cela ne se fait pas sans peine, puisqu'il met plus de cinq ans à se faire accepter de ses pairs. En 1841, Hugo entre enfin à l'Académie.

La mort de sa fille, en 1843, marque un nouveau tournant dans sa vie. Il ne peut plus se résoudre à écrire de peur de laisser transparaître l'immense chagrin qu'il éprouve. Il se réfugie alors dans l'action politique. Pair de France, il se met d'abord au service du duc d'Orléans, puis se ravise. Élu député à la Constituante puis à l'Assemblée législative, il participe à l'accession au pouvoir de Louis-Napoléon. Mais, encore une fois, il change d'opinion et prend parti pour la gauche. Il combat alors l'action du « Prince-Président » en fondant le journal *L'Événement*. Sa tentative de soulèvement du 2 décembre 1850 se révèle être un échec et le mène vers l'exil.

Cette période, quoique douloureuse, est un bienfait pour Hugo. Il y retrouve le goût de l'écriture. À Bruxelles tout d'abord, puis à Jersey, il rédige *L'histoire d'un crime* puis *Les Châtiments*. Tombé amoureux de l'île de Guernesey, il s'y installe pour se consacrer à la description de différentes facettes de la nature humaine. Il écrit alors : *Les Misérables* en 1862, *Les Travailleurs de la mer* et *L'Homme qui rit*.

La guerre de 1870 éclate. Dès la proclamation de la République, il retourne à Paris. Son retour à la vie politique est un échec, alors qu'il est pourtant un des leaders incontestés de la gauche française. Mais il demeure avant tout un écrivain respecté et très apprécié des Français. Lorsqu'il meurt, en 1885, tout un peuple vient lui rendre hommage et l'accompagner lors de funérailles nationales, des Champs-Élysées à sa dernière demeure : le Panthéon.

1804-1857

EUGÈNE SUE

DE PARIS À L'EXIL EN SAVOIE

Eugène Sue, l'auteur des Mystères de Paris et du Juif errant, romancier populaire, vécut ses dernières années à Annecy-le-Vieux. Sa vie est un roman !

Né en 1804, Eugène Sue est le fils d'un chirurgien de la garde de l'Empereur. Sa marraine est Joséphine de Beauharnais et son parrain Eugène. Il est un turbulent adolescent. À 26 ans, il hérite de la fortune de son père. Le « beau Sue » se consacre à sa vie de rentier libéré et de dandy. L'argent lui file entre les doigts. Eugène se lance alors dans l'écriture et rédige des romans exotiques, dit-on, et d'autres, historiques, qui plaisent. En 1842 paraissent *Les Mystères de Paris*. Il se lance en politique. Redevenu riche, socialiste engagé, Eugène Sue est élu député en 1849. Il est emprisonné à la suite du coup d'État du 2 décembre 1851.

D'autres écrivains ne se remettent pas de cette étape brutale dans la politique française : Lamartine, George Sand, Victor Hugo.

Libéré, il s'exile en Savoie et n'obtiendra jamais la permission de rentrer en France. Il poursuit la rédaction des *Mystères du peuple*, commencée en 1849 et achevée en 1856. Ce livre lui vaut un procès pour atteinte aux fondements de l'Empire ; 60 000 exemplaires du livre sont saisis. Il reçoit de nombreuses visites, dont celle de Marie de Solms, la cousine de Napoléon III. Il souffre tout autant de son interdiction de séjour en France que de ses violentes affections névralgiques. Il décède aux Barattes, en 1857. Sa sépulture est conservée au cimetière de Loverchy, à Annecy.

1808-1873

NAPOLÉON III

N'EST PAS DICTATEUR QUI VEUT !

Où l'on comprend que le Second Empire est un régime qui débute mal (un coup d'État) et finit mal (la funeste capitulation de Sedan)... Entre les deux, ce fut comme le disait Maurice Chevallier au jeune Jean-Philippe Smet : « Soigne ton entrée, soigne ta sortie... entre les deux fais ce que tu peux. »

Napoléon III est le fils de Louis Bonaparte, frère de Napoléon I^{er}, et d'Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine ; il devient l'héritier légitime du trône impérial à la mort du duc de Reichstadt. La Restauration puis la monarchie de Juillet n'avaient pas effacé le souvenir glorieux du Premier Empire.

Profitant du regain de popularité du mythe impérial suscité par le retour des cendres de Napoléon, le neveu tente, en 1840, un coup de force à Boulogne, mais la garnison de la ville refuse de le suivre.

« Le Second Empire : un remarquable essor économique. »

Arrêté et incarcéré au fort de Ham, il parvient à s'en échapper cinq ans plus tard et se réfugie en Angleterre. Durant toutes ces années, il élabore dans divers ouvrages les fondements de son programme politique, qui associe autoritarisme et humanitarisme. Son programme social et économique, développé dans *L'Extinction du paupérisme*, lui vaut des amitiés dans les milieux socialistes qui faciliteront son retour sur la scène politique lors de la révolution de 1848.

Élu député, il est choisi comme candidat à la présidence de la République par les notables, qui voient en lui le garant de l'ordre, tandis qu'il est perçu par le peuple comme le sauveur de la Révolution. Devançant largement tous ses concurrents grâce au prestige de son nom, le prince-président applique la politique répressive et conservatrice du parti de l'Ordre, majoritaire à l'assemblée, mais entre vite en conflit avec elle.

N'ayant pu obtenir la révision de la Constitution qui autoriserait la réélection du Président, il opère un coup d'État le 2 décembre 1851 et invite le peuple à un plébiscite. Celui-ci dissout l'Assemblée, déconsidérée par ses mesures réactionnaires, rétablit le suffrage universel, et une nouvelle Constitution renforce considérablement les pouvoirs présidentiels. Par un nouveau plébiscite, Louis-Napoléon Bonaparte devient l'empereur Napoléon III, le 2 décembre 1852, jour anniversaire du couronnement de Napoléon I^{er} et de la victoire d'Austerlitz. Il se marie en 1853 avec Eugénie de Montijo, avec qui il s'emploiera à ressusciter le faste de la vie de cour.

Régime de pouvoir personnel soutenu par la bourgeoisie, le Second Empire s'efforça de dépolitiser le pays.

L'administration, et en particulier les préfets et la police, exerce une surveillance continue tandis que la presse est étroitement contrôlée. Pour faire oublier la perte des libertés, l'Empire voulut donner à la France la gloire militaire et la prospérité économique. La guerre victorieuse de Crimée (1854-1856) permit à la France de restaurer son rang et son influence en Europe. Héritier de la politique des nationalités de son oncle, l'empereur se fit le champion de l'indépendance italienne et, après ses victoires de Solférino et de Magenta, annexa Nice et la Savoie au traité de Turin (1860).

« 1870 est une «mauvaise» guerre mal préparée et mal gérée. »

Il envoya une expédition en Chine et une autre au Liban dans le cadre de la politique française traditionnelle de protection des chrétiens du Levant. L'expansion coloniale se poursuivit : en Algérie, où une politique plus libérale envers les musulmans fut tentée sans succès, ainsi qu'au Sénégal et en Indochine. L'ouverture du canal de Suez, initiative française, contribua également à rehausser le prestige du régime.

Le Second Empire fut aussi une époque de grand essor économique. Celle-ci vit la fondation des premières grandes banques et compagnies de navigation françaises, tandis que les ports, le réseau de chemin de fer et l'industrie – surtout la sidérurgie – firent des progrès considérables. Mais la réalisation la plus spectaculaire du Second Empire fut, sans conteste, la transformation de Paris menée sous la direction du baron Haussmann.

Les oppositions au régime commencèrent néanmoins à se multiplier : opposition des catholiques mécontents de la politique italienne contraire aux intérêts du pape ; ou de la bourgeoisie capitaliste, hostile au libéralisme économique que Napoléon III met en place à partir du traité de commerce franco-anglais de 1860. Ces difficultés ainsi que les échecs extérieurs, notamment l'expédition au Mexique, entraînèrent le passage en 1864 de l'empire autoritaire à l'empire libéral. Des libertés sociales (droit de grève) puis politiques (lois sur la liberté de la presse et le droit de réunion) sont octroyées. Puis, en avril, une nouvelle Constitution, approuvée par plébiscite, institue un régime parlementaire.

Mais, alors que le Second Empire paraît consolidé, il déclare « d'un cœur léger » la guerre à la Prusse en juillet 1870, à la suite d'une provocation habilement orchestrée par Bismarck. Cette guerre souhaitée par le chancelier de fer pour sceller l'unité des Allemands n'aurait pas éclaté sans l'aveuglement des dirigeants français, qui méconnaissaient la puissance de l'armée prussienne et l'impréparation de l'armée française. Les défaites se multiplient et contraignent l'empereur, malade, à capituler à Sedan, le 2 septembre. Le 4 septembre, la République est proclamée et l'impératrice se réfugie en Angleterre où Napoléon III, libéré de sa captivité, vient la rejoindre.

Le nouveau gouvernement républicain tente en vain de poursuivre la résistance avec des armées improvisées. Désigné comme chef du pouvoir exécutif, Thiers, qui avait essayé lucidement d'empêcher la guerre, fait ratifier le traité de paix de Francfort : la France perd l'Alsace-Lorraine et se voit imposer le paiement d'une indemnité de guerre de 5 milliards de francs-or, somme considérable pour l'époque.

1811-1888

BAZAINE

INCOMPÉTENCE ET SUFFISANCE

Bazaine, « le traître de Metz », refuse de se battre, au grand désespoir de quelques officiers de son armée. Il capitule le 27 octobre 1870, avec l'ordre de rendre « les forts, les armes, les munitions, les drapeaux et les hommes... ». Bazaine s'exécute et entreprend de discuter avec l'ennemi sans mandat politique. Il trompe la France et ne remplit pas sa mission.

Né à Versailles en février 1811, François Achille Bazaine se destine à une carrière militaire. Après avoir échoué au concours de Polytechnique en 1830, il s'engage au 37^e régiment d'infanterie de ligne.

En 1831, Bazaine incorpore la Légion étrangère, avec laquelle il part combattre en Algérie. Sa grande bravoure lui vaut la Légion d'honneur. En 1835, il poursuit sa carrière exemplaire en allant affronter les carlistes en Espagne. Il y devient capitaine et est renvoyé en Algérie. Il prend la direction des bureaux arabes d'Oran et participe à la victoire sur Abd el Kader. Bazaine est considéré comme un soldat exemplaire et gravit les échelons de la hiérarchie militaire à une telle vitesse qu'il est promu colonel à 39 ans.

« Bazaine est un homme déçu et éloigné du terrain. »

Ainsi porté à la tête du 1^{er} régiment de Légion étrangère, il prend en charge la très difficile subdivision de Sidi bel Abbès où, encore une fois, il fait ses preuves.

Son ascension semble ne jamais devoir s'arrêter. C'est presque sans surprise qu'il apprend, en 1854, sa promotion au grade de général de brigade. Envoyé en Crimée, il fait des prouesses et est placé par ses supérieurs à la tête de la forteresse de Sébastopol. De retour en France, il occupe différents postes au sommet, mais montre vite son envie de terrain. Il participe à la campagne d'Italie puis est envoyé au Mexique, où il ne tarde pas à faire des étincelles.

Il remporte la bataille de Puebla en avril 1863 et entre dans Mexico dès le mois de juin. Napoléon III, impressionné par le parcours de Bazaine, le nomme maréchal et lui confie la tête du corps expéditionnaire.

Malheureusement, Bazaine a pris goût au pouvoir. Ses nouvelles prérogatives lui donnent des ailes. Il se voit à la tête du Mexique qu'il imagine, une fois Maximilien éliminé, en protectorat français. Napoléon III ne l'entend pas de cette oreille. Non pas qu'il rechigne à confier à Bazaine un tel poste. Au contraire ! Mais ses priorités sont désormais ailleurs : l'empereur décide de se retirer du borborygme mexicain. Les rêves de grandeur du jeune maréchal s'envolent. Devenu veuf, sa femme s'étant suicidée, Bazaine se remarie en 1865 avec une Mexicaine. Cette jeune femme est issue d'une riche famille proche du Président déchu. Tout cela l'incite à conspirer contre l'empereur Maximilien de Habsbourg. Mais, face à l'intervention américaine, le corps expéditionnaire français doit se retirer. Bazaine, fidèle à son caractère, jusque-là reconnu, demeure avec ses hommes jusqu'au terme du rembarquement à Vera Cruz en 1867.

Déçu, Bazaine doit en plus affronter le désintérêt momentané de Napoléon III à son égard. Finalement, il est nommé commandant de la garde impériale en 1869. Il aborde la guerre de 1870 dans une situation inconfortable. Non seulement le poste ne lui permettra pas d'être au cœur des combats, place qu'il affectionne tout particulièrement, mais surtout ce type de mission ne fait pas partie de ses compétences.

Le maréchal Bazaine n'est plus que l'ombre de lui-même. Lorsque la hiérarchie finit par lui confier la tête de l'armée du Rhin, il n'est absolument pas préparé. Il y fait preuve d'une incompétence que l'on ne lui connaissait pas auparavant. Il enchaîne les erreurs. Par sa faute, Frossard est littéralement écrasé à Forbach. Le 12 août, l'empereur Napoléon III lui confie le commandement suprême. Il est sévèrement battu dans les batailles de Borny (14 août), de Vionville (15 août), de Rezonville et de Gravelotte (16 août), et de Saint-Privat (18 août). Lui-même se fait enfermer avec ses 180 000 hommes dans la ville de Metz.

La tentative de Mac Mahon de les sauver se solde par une cinglante défaite et surtout par la capture de l'empereur à Sedan !

Pas déstabilisé pour deux sous par la situation, Bazaine s'imagine alors dans une position idéale. Seul à disposer encore d'une armée intacte quoique assiégée, il méprise tout simplement le gouvernement de Défense nationale à peine mis en place et se lance dans ses propres

négociations avec l'ennemi. Comme au Mexique, il se voit au sommet de l'État. Il entame des négociations avec l'impératrice. Il ambitionne de restaurer l'empire déchu depuis la chute de Sedan en faisant valoir auprès des Allemands la nécessité d'empêcher la poussée républicaine qui enflamme alors la France.

Malheureusement, ces tractations n'ont pour effet que de donner l'avantage aux troupes ennemies. Lorsque Bazaine, désespéré à l'idée de se battre pour une république (4 septembre) qui ne lui convient pas, décide de renoncer à poursuivre les combats et à capituler, la partie semble perdue.

Heureusement, Léon Gambetta, parti à Tours avec le gouvernement, réussit à organiser la révolte. Il entame une contre-offensive à la tête de l'armée républicaine. Destitué, Bazaine est alors traîné devant les tribunaux et devient « Le » responsable de la défaite. Jugé, il est condamné à mort et gracié par Mac Mahon devenu Président, quoique lui-même coresponsable de la défaite de Sedan. Grâce à des complicités impérialistes, Bazaine parvient à s'échapper en 1874 et à se réfugier en Espagne.

Il y vécut jusqu'à sa mort, malgré une tentative d'assassinat perpétrée par un voyageur de commerce français répondant au nom de Louis Hillairaud, qui ne le blessa finalement qu'au visage.

1815-1892

MÜLLER

ET L'ATTENTION AUX VISAGES

La peinture de Müller est aujourd'hui considérée comme l'incomparable représentation de scènes de prison sous la Terreur, meilleures que celles d'Hubert Robert, notamment l'Appel des dernières victimes de la Terreur à la prison Saint-Lazare.

Né en 1815 à Paris, il sera élève de Gros et de Cogniet. Après s'être concentré sur des scènes de genre et sur le portrait, ce sont les

compositions historiques qui lui assurent le succès, notamment par l'attention qu'il porte aux visages. Il obtient plusieurs médailles aux Salons. Il meurt en 1892. On lui doit également d'avoir décoré le plafond du salon Denon, ainsi que la salle des États, ou encore un très beau dessin pour la *Réception de la reine Victoria par Napoléon III à Saint-Cloud...* et le fabuleux *Appel des dernières victimes de la Terreur à la prison Saint-Lazare*, du musée de Vizille.

1822-1895

LOUIS PASTEUR

UNE VIE DE DÉCOUVERTES

Scientifique français, chimiste et physicien, pionnier de la microbiologie, Louis Pasteur est devenu « La » grande figure scientifique nationale.

Alors qu'il a 5 ans, la famille de Louis Pasteur s'installe dans la ville d'Arbois. Il y passe son enfance. Il est repéré par ses professeurs. Il intègre un collège de Besançon puis monte à Paris, où il fait l'École normale supérieure. La chimie et la physique sont ses matières fétiches. Il fait sa thèse sur la cristallographie et fonde les bases de la stéréochimie. Sa thèse passée, il part enseigner à Dijon, à Strasbourg, puis à Lille comme doyen de la faculté et titulaire de la chaire de chimie. Sa première grande découverte concerne la fermentation : il prouve que les levures sont des micro-organismes causant le phénomène. Puis il prouve que l'acidité du vin est causée par certaines bactéries. En 1857, il est nommé à Paris. Il poursuit ses recherches et prouve un autre phénomène : la théorie de génération spontanée ne peut s'appliquer au phénomène de fermentation ; il le démontre de manière magistrale. Puis il met au point la méthode de pasteurisation.

En raison de son caractère, il est muté en 1865 à Alès. Pour lui, « il ne suffit pas de connaître la vérité, il faut encore la proclamer ». Il y étudie les fondements de la maladie des vers à soie. Il lui faut 4 ans pour découvrir le caractère héréditaire de la maladie et trouver une méthode curative. Il en arrive alors à travailler sur les maladies infectieuses.

Il publie son ouvrage *Études sur la bière et les conseils aux brasseurs*. Il étudie ensuite les travaux de Robert Koch. Pour lui, les maladies infectieuses prennent leurs origines dans des micro-organismes distinctifs. Il étudie, dans ce sens, les infections animales : charbon des moutons, choléra des poules, etc. Il découvre – avec Roux : le vaccin du choléra aux poules, puis celui du charbon des moutons... La rage est une épidémie importante à l'époque. Pasteur décide de l'étudier. Pour lui, après analyse et observations, la maladie se situe dans le système nerveux. Dans un premier temps, il arrive à vacciner des animaux. Un concours de circonstances le met en présence d'un jeune alsacien mordu par un chien enragé. Pasteur décide de tenter son vaccin, même si... Succès ! L'enfant est guéri. En 1888, est créé l'Institut Pasteur – l'homme est alors reconnu comme un grand chercheur. Il est consacré aux recherches contre la rage et autres maladies. Il le dirigera jusqu'à sa mort, le 28 septembre 1895. Sa philosophie peut être résumé dans cette citation : « Guérir parfois, soulager souvent, écouter toujours. »

« Quand on est arrivé à la certitude, on éprouve l'une des plus grandes joies que puisse ressentir l'âme humaine. »

1828-1905

JULES VERNE

ET LES CONQUÊTES DE L'IMAGINATION

Il y a chez Jules Verne des vérités successives. « Ce que j'invente restera toujours au-dessous de la vérité, parce qu'il viendra un moment où les créations de la science dépasseront celles de l'imagination. »

« Cette histoire n'est pas fantastique, elle n'est que romanesque. Faut-il en conclure qu'elle ne soit pas vraie, étant donné son invraisemblance ? Ce serait une erreur. Nous sommes d'un temps où tout arrive, on a presque le droit de dire où tout est arrivé. Si notre récit n'est point vraisemblable aujourd'hui, il peut l'être demain, grâce aux ressources scientifiques qui sont le lot de l'avenir, et personne ne s'aviserait de le mettre au rang des légendes. » Le Château des Carpathes. Allons y voir de plus près.

Jules Verne est à la littérature ce que les Expositions universelles furent à la technique et à l'image de la France. Il faut lire Jules Verne deux fois dans sa vie. La première fois avec l'esprit enfantin qui s'émerveille de mille et une choses, de tout et de rien. La deuxième fois, en chercheur. L'œuvre de Verne n'est pas qu'une suite parfois monotone de noms et de vocabulaires techniques ou biologiques, voire de faits historiques. Elle est surtout la peinture de la société idéale. Le but de l'auteur n'est pas tant de décrire le futur que de dresser l'inventaire de ce qui améliorerait le présent.

« Lorsque, à la bataille de Pavie, François premier perdit tout fors l'honneur, Madame Aldégonde des Tilleuls se laissait aimer par un jouvenceau et perdit encore un peu plus que le roi de France... »

Chaque voyage extraordinaire peut être vu comme la description d'un manque (une aventure non accomplie, une recherche à faire, un but non atteint...), qui doit être comblé par tous les moyens. Le résultat du voyage est toujours la réussite, même si, de temps en temps, elle se paie très cher.

Jules Verne naît à Nantes le 8 février 1828, chez sa grand-mère maternelle. Les parents emménageront, après la naissance de l'aîné, au 2, quai Jean-Bart. Jules est l'aîné des cinq enfants Verne : naîtront après lui Paul, Anne, Mathilde puis Marie. La mère de cette nombreuse progéniture s'appelle, de son nom de jeune fille, Sophie Allotte de la Fuÿe. Ses ancêtres, d'origine écossaise, possèdent un titre de noblesse depuis Louis XI. Le père, Pierre Verne, voit le jour à Provins ; après d'excellentes études de droit, il devient un avocat parisien renommé. Il se fixe définitivement à Nantes comme avoué (dans *Les 500 millions de la Béguine*, Jules Verne dépeindra un avoué et expliquera en quoi le métier consiste).

La prime jeunesse de Jules se passe sans heurts et sans bonheurs excessifs. Il prend ses premiers cours chez une jeune veuve nommée Sambin.

Alors qu'il est jeune adolescent, ses parents l'envoient poursuivre ses études dans une école religieuse, Saint-Stanislas, très courue par les notables nantais. Jules y étudie sans enthousiasme et sans génie. Son cursus scolaire se contente d'être assez honorable. Disposant d'une fortune honorable, son père acquiert une maison dans la

banlieue de Nantes, à Chantenay. Là, Jules peut rêvasser dans un décor agréable et naturel. Il s'y éprend de celle qui sera son premier amour, Caroline, sa cousine. Dans ce cadre agréable et boisé, qui n'est pas sans rappeler, dans l'imaginaire de l'enfant, les îles perdues des différents Robinson, il goûte le calme et la joie que sa mère apporte à tout instant. Pour elle, il écrira les premiers mots d'un futur auteur, en voici quelques-uns :

« Pour te donner la vie, elle a tout supporté
Et neuf mois dans son sein ta mère t'a porté. »

Il occupe ses loisirs d'adolescent à de longues lectures, ainsi le *Robinson Crusoé* et *Robinson suisse* renforceront son imaginaire, que la vision du port de Nantes avait déjà éveillé.

Parmi ses nombreux livres, Jules Verne écrira plusieurs récits inspirés par les aventures de ces Robinson. Ses flâneries le long des quais de Nantes lui font côtoyer les trois-mâts, goélettes, yachts et toutes sortes de navires. Entre autres joies provoquées par ces promenades, il apprécia particulièrement les différentes senteurs émanant des cales de ces bateaux. Goudron ou épices sont pour son nez les plus doux des parfums. Dans *Paris au vingtième siècle*, œuvre proche encore de l'âme d'enfant, il nous décrit un port de mer (Paris !), nettement inspiré par les souvenirs de l'enfant nantais.

Par ses récits, un ancien armateur, l'oncle Prudent, confirmera Jules dans son goût pour l'aventure. Dynamique, le jeune garçon apprécie l'escrime et se veut un amateur de musique : il joue du piano.

Son père, à l'opposé de sa mère toujours riante, possédait un caractère strict. Il apporta à l'éducation de Jules un grand soin, tout particulièrement en ce qui concerne les grandes vertus, l'honnêteté et la morale. Le but de Pierre Verne était que son fils aîné reprenne sa charge d'avoué. À la fin de 1847, voyant que les fiançailles du premier amour de Jules – Caroline – se précisent sans lui, le père, point aussi sévère qu'on l'a dit, tente de distraire son fils.

Pour cela, il l'invite à passer à Paris les quelques mois précédant son premier examen de droit. Au printemps, le jeune homme se retrouve chez une de ses nombreuses relations avunculaires, la grand-tante Charruel. Le résultat de ce séjour parisien est l'obtention de son

diplôme. Grisé par son succès, le jeune étudiant demande à habiter de façon permanente, le temps de ses études, dans cette ville qui semble lui porter chance.

En juillet 1848, Jules arrive pour s'installer en célibataire dans une ville fraîchement marquée par les durs combats de juin. Le spectacle de la capitale, dont les murs attestent encore de la violence des combats qui se sont déroulés depuis peu, frappe le nouvel arrivé. Il n'a alors que 20 ans. Il s'installe au 24, rue de l'Ancienne-Comédie. Sa vie parisienne, agréable, n'est troublée que par quelques problèmes d'argent dont il se plaint à son père, dût-il rimer pour faire passer la note. La réponse du père, point si intransigeant, sera de la même facture, en vers mais favorable. Voici quelques exemples :

« Mon cher papa, ma chère maman
 Je suis en plein déménagement
 Que de frais, que d'embêtements
 Mais je ne peux faire autrement.
 Mon cher papa, ma chère maman,
 J'ai d'une soixantaine de francs
 Un besoin vraiment très pressant
 Faites-moi ce prêt sans grognement,
 Mon cher papa, ma chère maman,
 Autorisez-moi promptement
 À les toucher immédiatement. »
 Signé : Jules Verne qui n'a pas d'argent.

La réponse du père qui, répétons-le, ne fut pas aussi sévère qu'on l'a dit, est la suivante :

« Tes vers ont bien de l'agrément
 Mais ils seraient bien plus charmants
 S'ils ne coûtaient soixante francs.
 Je m'exécuterai pourtant... »

D'ailleurs, la somme allouée par l'avoué pour que Jules puisse payer son loyer et manger passera rapidement de 100 à 150 francs (de 450 à 700 €).

Son oncle Chateaubourg introduit Jules Verne dans les salons parisiens. Ces soirées mondaines, où Jules est de l'avis de tout le monde

charmant – « Comment ne pas me trouver charmant, quand, en particulier, je me range toujours de l'avis de celui qui me parle ? » – lui permettent de faire des rencontres fort intéressantes. Alexandre Dumas fils, par exemple, lui ouvrira les portes du théâtre et l'assistera dans la rédaction des *Pailles rompues*, première pièce du jeune auteur à être jouée. En échange, Jules rendra de menus services à l'auteur de *La Dame aux camélias*.

La première représentation des *Pailles rompues* eut lieu sur la scène du Théâtre-Lyrique, le 12 juin 1850. Quelque temps après ce qui n'est qu'un demi-succès, Jules Verne obtient le poste de secrétaire du directeur de ce même théâtre. Ce qui devait au départ se présenter comme une place intéressante à 100 francs par mois se révèle rapidement un bénévolat dont les seuls intérêts pourraient être, de temps en temps, les représentations de certaines pièces du jeune auteur. Pierre Verne, bien que persuadé de la nécessité de la réussite de Jules aux examens de droit, afin qu'il devienne avoué, lâche peu à peu du lest. Il feint plus ou moins au cours des années de s'intéresser aux productions littéraires de son fils, sans lui apporter cependant le soutien financier nécessaire à la parfaite réalisation de ses projets. Il veut lui faire sentir la dureté et la précarité du métier que Jules veut embrasser. Peine perdue, après un moment de désespoir, le jeune auteur ne recherchera, après ses premiers succès, aucune autre voie que celle de la littérature.

Cependant, avant la rencontre avec Hetzel, l'éditeur qui le rendra célèbre, le destin du jeune homme connaît plusieurs étapes. D'abord, des étapes littéraires que l'on peut analyser sous deux formes bien précises : les nouvelles et les écrits théâtraux. Bien qu'écrits en même temps, il convient de les analyser de façon séparée.

Jules Verne a écrit plus de trente nouvelles, dont dix avant la période Hetzel. Lorsqu'un contrat fut établi avec l'éditeur, ce dernier, intransigeant, n'autorisait qu'une seule nouvelle par an éditée en dehors de sa maison d'édition.

Au cours des années, le style de l'auteur s'infléchira, deviendra plus pessimiste et de temps en temps trop apprêté et imagé pour un lecteur moyen (ainsi les fort étranges *Aventures de la famille Raton*, ou bien des œuvres pessimistes telle *Fritt-Flaccé*).

Avant Hetzel (1862), on compte parmi les écrits du jeune écrivain des œuvres encore marquées du sceau étudiantin. Il s'y trouve des hâbleries grivoises. Jules Verne prêche une certaine misogynie bien dans le goût de l'époque. Une certaine scatologie à la mode plaît beaucoup ; Verne s'y délecte (le pétomane est une grande vedette de l'époque...). On ne saurait citer ici des sonnets qui ont pour vedettes les parties les plus privées des dames, à côté desquels *Les Bijoux indiscrets* de Diderot sont un chef-d'œuvre d'élégance.

Malgré ce goût scatologique et grivois (qui deviendra eschatologique avec les années...), et dont *Le Mariage de Monsieur Anselme des Tilleuls* est un chef-d'œuvre, la production vernienne donne naissance à des nouveaux textes fort intéressants. Ainsi *Maître Zaccharius ou l'horloger qui avait perdu son âme*, *Les Premiers Navires de la marine mexicaine* (1851), *Un hivernage dans les glaces* (1855). Hetzel en reprendra la plupart, non sans les corriger lui-même.

L'Œuvre de nouvelliste semble indiquer une transition entre le théâtre et le roman. Olivier Dumas cite avec propos : « La quinzaine d'années qui précède la rencontre avec Hetzel demeure une période féconde et certainement nécessaire à l'éclosion littéraire car, si l'on naît doué, seul le travail incessant développe les dons. »

« Travail incessant », cette formulation s'applique bien à Jules Verne, il n'arrête pas de travailler sur plusieurs sujets à la fois. Le demi-succès des *Pailles rompues* l'a enivré, et il ne cesse dès lors de s'améliorer, dans des pièces qui, selon lui, devraient avoir encore plus de succès. Il décide de s'associer avec un « pays » : Hignard de Nantes. Ils logent boulevard Bonne-Nouvelle, l'un à côté de l'autre. Nécessiteux, ils ne possèdent à eux deux qu'un habit de soirée. Ils l'utilisent donc à tour de rôle, un soir sur deux.

« L'extraordinaire des nombreuses œuvres de Verne se fonde sur la science, un mot difficile à expliquer, et dont l'étymologie latine signifie "savoir". »

Malheureusement pour Jules, l'osmose de l'amitié n'est pas celle du travail. La collaboration entre le librettiste et le musicien n'amène que des demi-échecs.

Toutefois, succès ou ratés, Jules Vernes n'en démordra pas : sa passion, c'est le théâtre. On la retrouvera dans ses *Voyages extraordinaires*,

dans lesquels l'action se trouve digne de la mise en scène théâtrale. On remarquera que les œuvres romanesques de Jules Verne s'adaptent facilement en pièces. Ses plus grands succès financiers se sont réalisés sur les scènes de théâtre parisiennes, ainsi *Le Tour du monde en quatre-vingts jours* ou *Michel Strogoff*. La rencontre avec Hetzel va pendant plusieurs années l'éloigner de ce milieu (pour l'y faire mieux revenir).

Depuis 1852, Jules Verne mène une activité surhumaine et écrit à tour de bras.

En 1854, il quitte la place non rémunérée de secrétaire du directeur du Théâtre-Lyrique, le directeur Jules Seveste venant de mourir. Plus désargenté que jamais, Jules mène pourtant une vie agréable dans le Paris des boulevards. Feignant un certain dédain envers la gent féminine, il crée un club, les « Onze sans femme », avec dix amis célibataires.

Tous les membres du club des « Onze sans femme » se marieront et Verne, bon dernier, attendra 1857 pour convoler. En fait, il demandait depuis des années à sa mère de lui trouver une femme, dont la qualité principale se résumerait à une belle dot.

Il tombera amoureux d'une jeune veuve aperçue lors d'un mariage : Honorine de Viane, âgée de 26 ans, mère de deux petites filles, Valentine et Suzanne, ayant respectivement 2 et 4 ans. Le 10 janvier 1857, à Paris, le mariage est célébré. Le jeune couple s'installe au 8, boulevard Poissonnière. Les deux filles d'Honorine les rejoindront dans leur logis quelques mois plus tard. Finie, la vie de bohème. Jules doit maintenant faire face à des charges familiales. Il se « range » et demande à son père une somme de 50 000 francs-or (250 000 € environ), afin d'entrer comme agent de change dans un cabinet. Pierre Verne accepte. Une nouvelle vie commence alors. Le matin, il se lève tôt, vers 5 heures, et écrit, car il veut toujours réussir dans le monde littéraire. Puis il part travailler. Il fut souvent considéré comme un mauvais père et un mauvais mari. Cela semble exagéré. Il est vrai, cependant, que le calme lui est indispensable pour pouvoir mener à bien ses nombreuses recherches, souvent complexes.

Au départ, Honorine, dotée d'un caractère assez enjoué, se formalisera du train de vie de son mari. Train de vie d'ancien célibataire

attardé, ne laissant pas assez de place à la vie familiale et sociale. Elle ne tardera pas non plus à déchanter devant la situation sociale et financière d'un époux dont elle n'apprécie pas trop l'œuvre littéraire (au début du moins), et qui ne rapporte pas les somptueux bénéfices nécessaires pour entretenir le ménage. Pendant cinq années, de 1857 à 1862, le couple vit donc plus ou moins bien.

Pendant quatorze ans, de 1848 à 1862, Jules Verne rédigea plusieurs dizaines de nouvelles et de pièces de théâtre, avec plus ou moins de succès et de talent. La rencontre primordiale pour son avenir littéraire s'opère par le biais de relations mondaines. Durant l'été de 1862, grâce à l'intermédiaire du célèbre Nadar, l'éditeur Hetzel prend connaissance de ce qui sera le futur *Cinq semaines en ballon*. *Un voyage en ballon* est le titre du premier roman manuscrit de Jules Verne. Il l'a proposé à nombreuses maisons d'édition, toutes l'ont refusé. Hetzel l'acceptera, non sans de nombreuses modifications ; le titre, par exemple, deviendra *Cinq semaines en ballon*. Il eut tout de suite un immense succès. Hetzel, heureux à tous les points de vue, s'attache un Jules Verne qui n'en revient pas de se voir ainsi apprécié, tant par les lecteurs que par ce prestigieux éditeur.

Très vite, il est décidé que Verne écrira trois romans par an. L'éditeur s'engage à les lui acheter 1 925 franc-or (c'est-à-dire 9 150 € environ) le volume. Les six contrats consécutifs signés entre l'auteur et l'éditeur deviendront de plus en plus avantageux au fur et à mesure des années, car Hetzel (comme tout éditeur soucieux de la bonne santé de sa maison) négocie les contrats de la façon la plus serrée possible. Jules Verne se verra d'abord mensualisé à 500 francs (2 500 € environ), puis 833 francs, et enfin 1 000 francs en 1871. En 1875, il touchera enfin de 5 à 10 % du prix de vente des livres. Ces contrats, sans être ahurissants, feront tout de même sa fortune. L'éditeur Hetzel s'appropriera des droits outranciers, il ne versait aucun droit d'auteur sur les collections d'étrennes, les plus connues avec leurs belles couvertures rouges, un tirage de luxe. L'auteur ne reçut des émoluments que sur les collections populaires et sans illustrations.

Le fils de Verne, Michel, fera un procès en 1905 à la maison d'édition Hetzel, lorsque la mort de son père lui laissera l'accès aux comptes paternels.

En quoi consiste exactement le contenu des romans que Jules Verne doit fournir trois puis deux fois par an à Hetzel ? On les appela des romans scientifiques.

L'extraordinaire des nombreuses œuvres de Verne se fonde sur la science, un mot difficile à expliquer, et dont l'étymologie latine signifie « savoir ». Mais le dictionnaire ne donne pas la définition d'une science, mais des sciences. Or, par lesquelles Jules Verne est-il intéressé ? Les sciences occultes, ésotériques ou les sciences techniques ? Il s'agit bien évidemment des sciences techniques, sans qu'il y ait pour autant une opposition avec les sciences occultes.

Il apparaît à l'évidence que l'auteur des *Voyages extraordinaires* veut traiter de cet extraordinaire, dont un des synonymes est surnaturel. Le surnaturel de Verne se présente dans la réalisation de machines qui semblent surgies d'une autre planète et qui ne peuvent absolument pas être appréhendées par des gens de l'époque. En effet, comme les paysans qui, les premiers, virent Pilâtre de Rozier atterrir dans leur champ, les lecteurs des *Voyages extraordinaires* ne peuvent que s'émerveiller, voire s'inquiéter, devant les réalisations verniennes. Pour ces raisons, Jules Verne apparaît comme le précurseur de la science-fiction. Cela ne concerne cependant qu'une partie de ses œuvres, les romans avec machines. Le surnaturel et l'extraordinaire jaillissent également d'ailleurs, de sa poésie et de son théâtre.

Installé à Amiens, il s'implique dans la vie de la cité. En 1897, le décès de son frère Paul l'affecte profondément. En 1900, le couple Verne déménage boulevard de Longueville. C'est là que mourra Jules Verne, foudroyé par une crise de diabète.

Le dernier roman de l'écrivain est un récit sombre. *Le Phare du bout du monde* a été remis à Hetzel fils, peu de temps avant la mort de l'écrivain, de sorte que ce sera le premier des romans posthumes. Son fils Michel le retouchera, certes moins que les cinq autres romans non parus du vivant de l'écrivain. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Jules Verne meurt le 25 mars 1905.

Il a 77 ans. Sa mémoire demeure à jamais dans l'inconscient collectif de plusieurs dizaines de générations à travers le monde.

1830-1905

LOUISE MICHEL

ET LES VALEURS DE FRATERNITÉ

La vierge rouge, la femme fraternelle, l'héroïne républicaine de la Commune, la déportée en Nouvelle-Calédonie, l'enseignante remarquable... autant de qualificatifs pour une femme dont le destin a marqué l'histoire de France.

Différentes raisons ont amené les élus municipaux du XVIII^e arrondissement de Paris à rebaptiser le square Adolphe-Willette, adossé à la basilique du Sacré-Cœur, en square Louise-Michel. Au premier rang de ces motivations, la volonté de la municipalité de mettre à l'honneur l'héroïne de la Commune. Lors de l'inauguration du square, Daniel Vaillant, alors maire du XVIII^e arrondissement, se félicitait « qu'un square sur la butte Montmartre porte enfin le nom de Louise Michel ». Cette femme, figure légendaire des mouvements anarchiste et féministe français, mène de nombreuses batailles tout au long de sa vie.

Institutrice à Paris elle n'hésite pas à s'engager dans l'opposition républicaine. Elle rejoint très vite la première Internationale et s'illustre à l'époque de la Commune : Louise Michel est de tous les combats. Déportée en Nouvelle-Calédonie dès la fin de la Commune, elle y partage la situation des Canaques et des Kabyles, également déportés après l'échec de leur insurrection contre la France coloniale.

De retour en France après avoir été amnistiée, Louise Michel reprend sa lutte acharnée contre les inégalités, et surtout pour le droit des femmes. Voilà autant de raisons qui peuvent à elles seules justifier l'association du nom de Louise Michel avec l'un des plus beaux jardins parisiens.

Mais la volonté d'honorer cette femme d'exception n'est pas l'unique raison de ce changement. En effet, Adolphe Willette, qui a autrefois prêté son patronyme au square, n'est pas le héros parisien par excellence. Grand caricaturiste de la fin du siècle dernier, il est aussi le père des héros de bande dessinée Pierrot et Colombine. Willette est également l'architecte du Moulin Rouge, lieu mythique de la butte

Montmartre, dont notre homme est à l'époque une des figures les plus marquantes. Malheureusement, Adolphe Willette fait preuve, tant par son travail que par ses agissements, d'un antisémitisme sans bornes qui le pousse même jusqu'à se présenter comme le seul candidat antisémite aux élections de 1899. C'est donc un geste fort que celui de rebaptiser ce square du nom d'une révolutionnaire anarchiste. Le maire de Paris, lors de l'inauguration, se réjouissait « d'arracher le nom du philosophe-dessinateur antisémite pour mettre le nom d'une femme porteuse des valeurs de fraternité qui sont les nôtres ». Qu'on se souvienne – et que Pierrot et Colombine nous pardonnent et soient associés à cet hommage – de ce cri de Louise Michel qui souleva tant d'émotions : « Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame une part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance... Si vous n'êtes pas lâches, tuez-moi ! »

1832-1893

JULES FERRY

IL N'Y A PAS QUE L'ÉCOLE LAÏQUE ET OBLIGATOIRE

À lui tout seul, Jules Ferry symbolise toute la démarche politique qui a mené à l'enseignement laïc, gratuit et obligatoire. Il ne fut certes pas le seul artisan de cette longue démarche. Il en demeure pourtant la figure emblématique, même si son œuvre a été plus large.

Jules Ferry, né à Saint-Dié en 1832, fut avocat, puis rédacteur au *Temps*, avant de se lancer en politique. Il se signale par sa virulence à la fin du Second Empire, en publiant des brochures qui dénoncent les excès financiers du régime. Et notamment les opérations de rénovation urbaine de Paris au travers des *Comptes fantastiques d'Hausmann*, par allusion à une œuvre célèbre et contemporaine du compositeur Offenbach, *Les Contes d'Hoffmann*. Élu député au Corps législatif en 1869, il est nommé, après la fin de l'Empire et la proclamation de la Troisième République, le 4 septembre 1870, secrétaire du gouvernement de la Défense nationale.

L'administration du département de la Seine lui est alors confiée. L'insurrection populaire du 31 octobre le retient prisonnier à l'Hôtel de Ville. Il s'enfuit avant de revenir délivrer ses collègues. Devenu maire de Paris lorsque les Prussiens mettent le siège autour de la capitale, il s'y montre particulièrement sévère, rationnant, à juste titre, les maigres ressources alimentaires dont il dispose. Il y gagne une réputation détestable au point d'être surnommé « Ferry-Famine ».

Élu député en 1871, il est l'un des derniers membres du gouvernement à quitter la capitale investie par la Commune, ne s'opposant pas à l'assaut décidé par Thiers et Mac Mahon.

Dès le 24 mai, la victoire des Versaillais assurée, il devient préfet de la Seine. Face à l'hostilité de l'Assemblée, il démissionne, ne conservant que son siège de député des Vosges.

En mai 1872, il est nommé ministre plénipotentiaire en Grèce, où il demeure une année. Ferme partisan du régime républicain, il est à la pointe du combat contre Mac Mahon, signant le fameux appel des 363 en mai 1877. Après la démission de Mac Mahon, il accède au ministère grâce au soutien de son ami Jules Grévy, nouveau président de la République.

Dès février 1879, il reçoit le maroquin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qu'il occupe jusqu'en novembre 1881, puis de nouveau de janvier à août 1882, enfin de février à novembre 1883.

Il devient président du Conseil en septembre 1880 jusqu'en novembre 1881, puis de nouveau de février 1883 à mars 1885. De novembre 1883 à mars 1885, il est également ministre des Affaires étrangères. Ainsi apparaissent clairement ses deux priorités, l'Instruction et la colonisation, puisqu'il s'en réserve les deux portefeuilles lorsque le président de la République lui confie le soin de constituer le cabinet. Sa connivence avec Jules Grévy est si forte que l'on parlera de la « République des deux Jules » pour désigner cette grande période réformatrice que furent les années 1880-1885.

Dès qu'il accède à la présidence du Conseil, Jules Ferry multiplie les mesures destinées à assurer l'enseignement primaire gratuit, laïc et obligatoire, tout en menant une campagne vigoureuse contre les congrégations religieuses qui tiennent l'enseignement privé. Car

Jules Ferry est fortement anticléric. Après avoir dissous trois cents congrégations, il fait voter des lois autorisant le travail le dimanche et les jours de fêtes religieuses (à l'époque uniquement catholiques).

C'est avec le soutien constant et puissant de Camille Sées et de Ferdinand Buisson qu'il fait adopter les grandes lois qui rendent l'enseignement primaire gratuit (juin 1881), laïc et obligatoire (mars 1882) pour les filles et les garçons. À partir de 1883, il amplifie les mesures antireligieuses, d'abord symboliques, en supprimant les prières publiques à l'ouverture des séances du Parlement, puis plus fondamentales en établissant le divorce (loi préparée par Alfred Naquet), mais aussi celles qui sont destinées à renforcer l'assise républicaine dans le pays. Ainsi en est-il de l'abolition de l'inamovibilité de certains sièges sénatoriaux, de l'interdiction de mettre en cause le régime républicain et, plus encore, d'une mesure contestable prohibant de porter à la présidence de la République un membre des ex-familles impériales ou royales.

Mais beaucoup moins connues sont les autres lois que Ferry fait adopter et dont l'importance est, de notre point de vue, infiniment supérieure. Car la première grande réforme de l'enseignement en France ne date pas de la Troisième République mais bien du Second Empire, avec la loi Victor Duruy de 1867, que Ferry ne fait qu'amplifier.

Après la réforme des institutions judiciaires, Ferry fait voter en mars 1884 la grande loi sur les associations, préparée par Waldeck-Rousseau, qui ouvre la voie aux libertés syndicales. De même sont établies les libertés de réunion et de presse, alors que l'administration locale est réformée, les maires étant désormais élus par les conseillers municipaux, à la seule exception de Paris.

Il est largement reproché à Jules Ferry d'être devenu le chantre de la colonisation à la française, notamment par les historiens de gauche. À l'époque, l'opposition provient surtout de Clemenceau, qui provoquera sa chute, député radical alors très extrémiste qui se scandalise de voir les meilleures troupes (légion et marine) détournées de la défense du territoire vers des terres lointaines. Car le tribun républicain estime que la France doit

« À la présidence du Conseil, Jules Ferry multiplie les mesures destinées à assurer l'enseignement primaire gratuit, laïc et obligatoire. »

mobiliser toute son armée pour préparer la reconquête de l'Alsace-Lorraine, perdue en 1871. Ainsi Jules Ferry, dès 1881, signe le traité du Bardo avec le bey de Tunis, ainsi placé sous protectorat français. Puis, en 1883, la France s'empare de Diego Suarez et Tamatave à Madagascar, en 1884, du Bas-Congo (avec Savorgnan de Brazza). Alors débute la conquête du Tonkin en Indochine et du Niger en Afrique.

Un incident, scandaleusement grossi, survenu à Lang-Son, près de la frontière chinoise, en mars 1885, va entraîner la chute de Jules Ferry. L'abandon absurde, pratiquement sans pertes, de la position de Lang-Son, par le lieutenant-colonel Herbinger, paniqué par la grave blessure de son chef, le général de Négrier, est transformé en lourde défaite française par le télégramme qui parvient à la fin de mars 1885 en France. Aussitôt insulté, Ferry doit démissionner. Le voilà désormais traité de « Ferry-Tonkin ».

Il ne reviendra plus jamais au pouvoir. Il livre un dernier combat le 2 décembre 1887, lors de la présidentielle qui suit la démission forcée de Jules Grévy, emporté par le scandale des décorations dans lequel son gendre se trouve empêtré. Favori de l'élection, Jules Ferry se trouve en face de quatre concurrents républicains : Saulces de Freycinet, Buisson, Sadi Carnot et Floquet. Le général Saussier, candidat de la droite, n'a aucune chance.

Au premier tour, Sadi Carnot, soutenu par Clemenceau, l'emporte de peu sur Ferry, tenu de se retirer. Réélu au sénat en 1891, Jules Ferry en devient président deux années plus tard, juste avant sa mort.

1832-1883

ÉDOUARD MANET

AU SERVICE DES SUJETS DE SON TEMPS

Manet est l'inventeur de la modernité en peinture ; il se situe entre l'héritage d'un certain romantisme, l'influence de ses contemporains (picturale, littéraire, sociale), le flux médiatique de son époque et un génie qui lui est propre : séducteur, sensuel et provocateur.

Né à Paris en 1832, Édouard Manet est le fils d'une grande famille bourgeoise. Issu de la magistrature par son père et de la diplomatie par sa mère, Édouard conserve toute sa vie cette allure propre à la haute bourgeoisie, malgré ses idées révolutionnaires.

« Olympia est véritablement la chair et le sang du peintre. »
Émile Zola

Ce penchant contestataire, il l'applique aussi bien à ses comportements politiques qu'à sa peinture. Très attiré par une carrière dans la marine, il est également tirillé par son goût prononcé pour les métiers de l'art. Il échoue en 1848 au concours d'entrée à l'École navale, mais n'abandonne pas ses rêves de voyage pour autant. Il parvient tout de même à s'engager comme pilotin sur un navire-école à destination de l'Amérique du Sud. Ce voyage censé faire de lui un marin aguerri n'a pour effet que de le rapprocher de son instinct artistique.

À son retour du Brésil, Manet ne rapporte que les esquisses inspirées par les paysages extraordinaires qu'il a vus là-bas.

Son choix est fait, Manet abandonne ses rêves de marin ainsi que ceux de ses parents pour se tourner vers la peinture. Il passe de longues heures au Louvre à copier les œuvres de Titien ou de Murillo. Face à cette vocation, ses parents cèdent et l'encouragent à suivre une formation. C'est chose faite lorsque le jeune Édouard entre comme apprenti aux beaux-arts dans l'atelier de Thomas Couture. Ce peintre aujourd'hui oublié malgré une toile encore exposée au Louvre, *Les Romains de la décadence*, lui assure une formation des plus sérieuses. Entré chez son maître pour six années, Manet garde un respect indéfectible pour celui-ci malgré un apprentissage qui laisse peu de place à la liberté.

Pourtant cette liberté se révèle très importante pour le jeune artiste. « Je peins ce que je vois, et non ce qu'il plaît aux autres de voir », affirme-t-il pour se libérer des règles en vigueur à l'époque. Aidé par la facilité financière de ses parents, Manet voyage énormément. Il commence son périple par la Hollande où il se passionne pour les travaux de Frans Hals. Puis il parcourt l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie. Mais c'est surtout la découverte de l'Espagne qui marque le jeune peintre. Sur place, il découvre et admire les toiles de Velázquez et de Goya. Ses premières œuvres connues sont d'ailleurs empreintes de l'influence de ces grands maîtres.

En 1859, Manet présente au Salon *Le Buveur d'absinthe*. Cette toile empreinte de l'influence espagnole est rejetée malgré le soutien enthousiaste d'Eugène Delacroix. La raison officielle est l'utilisation du portrait en pied, qui ne peut convenir pour représenter un être aussi marginal.

À partir de cet instant la vie de Manet bascule. Il a trouvé son style. Une façon d'associer la technique picturale traditionnelle avec la réalité de l'époque. Il cherche, comme les impressionnistes le feront plus tard, à mettre les moyens picturaux au service des sujets de son temps.

Par ailleurs, Édouard Manet vit une terrible contradiction. Lui, le nanti, l'enfant de bonne famille qui a reçu la meilleure éducation, est considéré par les critiques comme un garçon bohème, révolté et ignare.

Manet ne s'en formalise pas pour autant et, libéré de son appartenance sociale, il poursuit son œuvre avec d'autant plus de détermination.

L'essentiel de son travail consiste en la mise en exergue des beautés de ce monde. *Le Déjeuner sur l'herbe* ou *La Musique aux Tuileries* l'illustrent très bien. Pourtant, il ne rencontre toujours pas le succès. Les salons parisiens ne cessent de critiquer ce bourgeois qui peint de si sombres horreurs. *L'Olympia* en est le parfait exemple. Son réalisme provoque un véritable scandale.

Face à cette incompréhension, le peintre ne se décourage pas. Entouré de ses amis Baudelaire, Zola et Mallarmé, il poursuit patiemment son travail. Il connaît un fugace succès en 1873 avec *Le Bon Bock*, et retrouve aussi vite son statut de peintre maudit. Sa rencontre avec

Monet et Renoir lui permet de faire évoluer sa technique et d'éclaircir sa palette. De ce travail ressortent d'éblouissants chefs-d'œuvre. *Nana*, *Le Déjeuner chez le père Lathuile* et *Le Bar des Folies-Bergère* en sont les plus beaux exemples.

Manet connaît alors son heure de gloire. Jamais son œuvre n'avait été aussi respectée. Pourtant, le public continue à bouder le réalisme de son travail. Malgré cette reconnaissance tardive, Manet laisse quelque quatre cents œuvres, dont la majorité reste inconnue du grand public. Invité à participer au premier Salon des impressionnistes, il refuse, considérant ne pas appartenir à cette famille.

Malade depuis longtemps, il ne survit pas à une amputation de la jambe et s'éteint le 30 avril 1883. Édouard Manet n'a jamais connu le succès ; pourtant dix ans plus tard, *l'Olympia*, qui fit tant scandale, entre au Louvre en grande pompe.

1837-1891

BOULANGER

A VOULU DISSOUDRE LA RÉPUBLIQUE

Après l'écrasement de la Commune de 1871, la Troisième République s'est dotée d'une forte armature institutionnelle et a bravement affronté les affres de l'expansion coloniale. Ceci étant, la France ne s'est jamais complètement remise de la défaite de 1870. Tout est prêt pour l'arrivée d'un homme fort.

Vers la fin des années 1880, l'irrésistible ascension du général Boulanger traduit à elle seule l'état de frustration de la population française. On le surnomme sans complexe « le général Revanche ». Personnage ô combien charismatique, il incarne les valeurs retrouvées de la patrie, de l'honneur et de la gloire. S'érigeant en « Comité républicain de protestation nationale », le parti des boulangistes a pour slogan « Dissolution, Révision, Constituante ». Loin de vouloir restaurer la monarchie, le boulangisme entend rendre la France plus digne de sa République...

Mouvement éphémère sous la présidence de Sadi Carnot (pas plus de deux ans !), le boulangisme connaît paradoxalement son apogée et son reflux après sa victoire aux élections de 1889. Ragaillardis par leur succès, les partisans de Boulanger demandent à leur favori de tenter le coup d'État. Mais le général entend respecter la légalité. Plus républicain que la République, Boulanger refuse de marcher sur l'Élysée. Deux ans après sa reculade, l'homme qui a fait trembler la République se suicide sur la tombe de sa bien-aimée. Selon le mot célèbre de Clemenceau, « ce général mourut, comme il vécut, en sous-lieutenant »...

Dès sa nomination au ministère de la Guerre en 1886, Boulanger défraye la chronique. Le teint hâlé, la barbe blonde, la taille svelte, cet élégant saint-cyrien recueille les suffrages des hommes pour ses hauts faits d'armes* et ceux des femmes pour sa prestance. Il est l'antithèse du Président Carnot, lequel affiche un physique austère et rigide. En l'espace de quelques mois, il entend transformer l'armée en véritable école de la République.

Se heurtant sans complexes au front des conservateurs, il renforce sa popularité** en réformant la loi de 1872. Loi inégalitaire par excellence, celle-ci dispensait de service militaire les cadres, les enseignants et les séminaristes. Moyennant une certaine somme d'argent (1 500 francs), on pouvait réduire sensiblement la durée du service (un an au lieu de cinq !).

Tout en s'attaquant aux privilèges, aux dispenses et au système du volontariat, le nouveau ministre de la Guerre modernise l'appareil militaire***, écarte les officiers réactionnaires et fait rayer des cadres

« Quand l'exil transforme Boulanger en martyr républicain. »

* Blessé à cinq reprises, Boulanger s'illustre dès 1870 pendant le siège de Paris, refuse de prendre part à la répression sanglante du mouvement communal et devient général de brigade à la tête du 1^{er} régiment de Valence en 1870. Quatre ans plus tard, il commande les troupes françaises en Tunisie en tant que général de division.

** Ses origines modestes et son refus d'employer la force dans la terrible grève des mineurs de Decazeville en 1882 ont sensiblement accru son influence auprès des masses populaires.

*** Les innovations techniques sont nombreuses à l'exemple de l'adoption du fusil Lebel (fusil à répétition), de l'aérostat ou encore de la bicyclette.

les descendants des anciennes familles régnautes. Le prince Murat, les fils de Louis-Philippe, y compris le duc d'Aumale, font partie du train des expulsés. Le 14 juillet 1886, à l'occasion du retour des troupes du Tonkin, le général Boulanger peut mesurer toute sa popularité : chevauchant un magnifique cheval noir répondant au nom de « Tunis », le ministre de la Guerre est ovationné à Longchamp par une foule de 3 000 Parisiens nostalgiques de la grandeur passée de la France. Dès cet instant, le nouveau héros de la République devient l'homme providentiel, le « général Revanche », qui saura faire table rase de la défaite de 1870 et rendre l'honneur au drapeau français...

On peut parler de véritable culte de la personnalité. Rares sont les boutiques qui n'affichent pas ses portraits, et rares sont les journaux qui n'encensent pas la nouvelle coqueluche des Français. Des liqueurs aux foulards en passant par les pipes et les paniers, on ne compte plus le nombre d'objets vendus à son effigie. Ce culte sans précédent ne tarde pas à susciter l'inquiétude du milieu politique. Jules Ferry n'hésite pas à le qualifier de « Saint-Arnaud de café-concert ». Au mois de mai 1887, le nouveau président du Conseil, Maurice Rouvier, écarte l'idole républicaine au profit d'un certain général Ferron. Le « général Revanche » est quant à lui nommé commandant du 13^e corps de Clermont-Ferrand.

Loin de briser l'élan boulangiste, l'exil en Auvergne transforme l'ancien ministre en « martyr républicain ». La manifestation populaire du 8 juillet 1887 en témoigne : plusieurs milliers de Parisiens se pressent à la gare de Lyon pour empêcher le départ de leur idole. « Pas de Clermont ! crie la foule. À l'Élysée ! À l'Élysée ! »

« Boulanger n'a pas plus l'âme d'un putschiste que celle d'un dictateur. »

Huit mois plus tard, en mars 1888, les détracteurs de Boulanger commettent un second faux pas. En le mettant à la retraite d'office, le gouvernement Tirard et Sadi Carnot le transforme en adversaire politique. Le général Boulanger est désormais éligible...

Le programme du général éconduit s'articule essentiellement autour de la dissolution de la Chambre et de la révision de la Constitution. Ses partisans arborent l'œillet rouge. De *L'Intransigeant* à *La Cocarde*, la presse le soutient activement. Après avoir remporté plusieurs élections partielles dans le Nord, en Dordogne et dans la Somme, Boulanger décide de s'attaquer à la capitale. Bastion radical par excellence, cette forteresse rouge est un véritable test pour son avenir politique*. La détérioration du climat social pendant l'été 1888** favorise incontestablement la propagation de ses idées. Le 27 janvier 1889, la bataille de Paris est remportée. Contrairement aux pronostics opportunistes, les « révolutionnaires » parisiens ne résistent pas à la vague boulangiste. Avec plus de 80 000 voix d'avance sur son adversaire Édouard Jacques, Boulanger devient député de Paris. En apprenant cette nouvelle, ses partisans rêvent d'une marche sur l'Élysée, d'un coup d'État qui mettrait fin à dix-huit ans d'expérience républicaine. Le soir même des élections, la foule boulangiste assiège littéralement le restaurant Durand de la place de la Madeleine, où sont retranchés le général et son état-major politique. « À l'Élysée ! À l'Élysée ! », crie-t-elle comme à la gare de Lyon un an et demi plus tôt. Mais Boulanger est républicain avant d'être boulangiste.

Résistant aux sirènes du pouvoir, le vainqueur de Paris reste loyaliste. « Je n'aspire qu'à une chose, déclare-t-il, contribuer à la consolidation de la République, que je ne sépare pas, que je ne séparerai jamais de la patrie. »

Persuadé d'accéder à l'Élysée par la voie légale, il refuse de réitérer l'épisode bonapartiste. Loin d'aspirer au coup d'État cher au cœur de ses partisans, il entend respecter les 160 000 voix de son adversaire Jacques.

* Le 13 juillet 1888, l'échec de son duel au fleuret avec le président du Conseil Floquet a passagèrement terni sa réputation (à Neuilly). Le général est grièvement blessé au cou.

** La grève des terrassiers au mois de juillet ne tarde pas à être suivie par celle des menuisiers et des garçons coiffeurs.

« Je ne ferai rien en dehors des élections », déclare-t-il avec fermeté ; et il ajoute, face à ses admirateurs antisémites : « Je suis trop partisan de l'égalité de tous les Français. » Sitôt porté en triomphe, Boulanger connaît sa chute. « Minuit cinq ! crie l'agent électoral Thiébaud. Depuis cinq minutes, le boulangisme est en baisse ! »

Boulanger n'a pas plus l'âme d'un putschiste que celle d'un dictateur. Franchir le Rubicon ? De formation militaire, il se révèle trop respectueux des traditions pour transgresser les lois de la République. L'indécision de Boulanger permet au gouvernement de réagir. Refusant dans un premier temps de jeter Boulanger en prison, Carnot et ses disciples optent pour la réforme électorale. Avec le rétablissement du scrutin uninominal d'arrondissement et l'interdiction des candidatures multiples, le boulangisme amorce son reflux...

À l'apogée éphémère du 27 janvier succèdent rapidement l'exil et le suicide. Après la démission de Floquet et le retour de Tirard à la tête du gouvernement, le nouveau ministre de l'Intérieur, Constans, accuse l'état-major boulangiste de fomenter un complot contre la sûreté de l'État. Au mois d'août 1889, les événements prennent une tournure inattendue. Condamné par la Haute Cour, Boulanger choisit la fuite à l'étranger. Après sa reculade du 27 janvier, son exil accentue son déclin. S'il n'est pas l'héritier de César, il est encore moins le disciple de Bonaparte. « Trop humain pour un grand homme », Boulanger préfère rejoindre sa bien-aimée Marguerite de Bonnemains, la femme qu'il aime au-dessus de la République. Pendant près de deux ans, les amoureux font la navette entre l'Angleterre et la Belgique. Après la mort de Marguerite, au mois de juillet 1891, l'inconsolable général se suicide sur la tombe même de sa bien-aimée, deux mois plus tard...

1837-1894

SADI CARNOT

PREMIER CHEF D'ÉTAT FRANÇAIS ASSASSINÉ DEPUIS HENRI IV

Marie François Sadi Carnot est né le 11 août 1837 à Limoges. Il est le fils d'un avocat et homme politique et le petit-fils de Lazare Carnot. Homme intègre, il hérite d'une présidence en crise ; il est le premier chef d'État français à être assassiné depuis Henri IV.

À la fin de l'année 1881, au bout d'un mois de protestations, atermoiements, chicanes, le président Jules Grévy s'était résigné le 2 décembre, anniversaire redoutable, à signer sa lettre de démission. Il avait peut-être méconnu les malversations de son gendre Wilson, menées depuis le palais de l'Élysée lui-même, mais le scandale avait rejailli sur lui et il n'avait pu s'accrocher. Mais quel nom proposer pour le remplacer, aux députés et aux sénateurs devant se réunir le lendemain à Versailles ? Qui prendre ? Il fallait avant tout, pour faire oublier les magouilles du règne précédent, un homme intègre, au-dessus de tout soupçon. Il fallait faire vite, car on craignait un coup d'État de Boulanger. Et ce fut le petit-fils du grand Lazare Carnot.

Sadi Carnot est un intellectuel brillant, diplômé de Polytechnique et des Ponts et Chaussées. Ce grand républicain va devoir surmonter trois lourdes crises : le scandale de Panamá, la montée du boulangisme et la crise anarchiste.

Le général Boulanger, soutenu par les royalistes, se croit un destin national. Sa lutte contre le parlementarisme corrompu trouve un écho indéniable dans l'opinion. Le soir du 27 janvier 1889, facilement élu député de Paris, il tient la République à sa merci. Mais le personnage n'a pas l'étoffe d'un chef. Il craint de marcher sur l'Élysée. Sa chance passe. Ses adversaires s'organisent : on le condamne à la déportation. Il fuit, s'amourache et périt de façon tragicomique en se suicidant à Bruxelles sur la tombe de sa maîtresse, M^{me} de Bonnemains.

La République s'est à peine remise qu'une nouvelle épreuve l'attend. Le scandale du canal de Panamá ruine 800 000 petits porteurs.

Surtout, il révèle que des détournements de fonds politiques (104 députés sont compromis) sont à l'origine de l'échec du creusement du canal. L'épilogue en est scandaleux : hors de Lesseps, un seul parlementaire sera condamné par ses pairs.

Le rapprochement entre la République et le pape Léon XIII, la poursuite d'une politique expansionniste en Afrique, la négociation d'une alliance avec la Russie sont fermement soutenus par Sadi Carnot. À partir de 1892 se développe une crise anarchiste dont les tristes héros multiplient les attentats aveugles et meurtriers : Ravachol, Vaillant, Henri, jusqu'à l'attentat de Lyon.

Le 24 juin 1894, le Président Sadi Carnot, en visite officielle à Lyon, se rend à l'issue du banquet officiel offert par le maire, le docteur Antoine Gailleton, au Grand Théâtre. Il est 21 h 15 lorsque, à hauteur du palais de la Bourse, il est frappé d'un violent coup de poignard par un anarchiste italien, Caserio. Les sommités de la médecine lyonnaise, le docteur Gailleton bien sûr, mais également le professeur Ollier et le docteur Antonin Poncet, tentent en vain de le sauver. Il meurt alors que minuit vient de sonner. Condamné à mort, Caserio est exécuté le 16 août 1894. Après ce coup d'éclat, il n'y aura plus d'attentat anarchiste.

1841-1899

FÉLIX FAURE

BELLÂTRE ET PRINCE DE L'ÉTIQUETTE

On ne se souvient de lui que de sa mort heureuse. Mais ce député républicain modéré, élu de Seine-Maritime, a laissé une trace dans l'expansion coloniale française.

C'est une sorte d'anti-Casimir-Perier qui devient président de la République en 1895. Ce Havrais d'origine modeste, spécialiste du commerce du cuir, est surnommé « le Roi-Soleil », tant est prononcé son goût de la vie mondaine, de l'étiquette, du faste et des réceptions. Cette caricature d'homme politique va mourir de façon pitoyable,

à l'Élysée, dans les bras d'une hétaïre sulfureuse, la trop célèbre M^{me} Steinheil. Le 16 février 1899, Félix Faure s'effondre terrassé par une hémorragie cérébrale alors qu'il se trouve en pleine action amoureuse. En hâte, on fait venir un prêtre qui, avant de pénétrer dans la pièce où le Président agonise, aurait posé la fameuse question : « Le Président a-t-il encore sa connaissance ? » Il lui aurait alors été répondu : « Rassurez-vous, elle est sortie par l'escalier de service. » Les chansonniers en rajoutent et déclament : « Il voulut être César, mais il ne fut que pompé. » L'histoire s'est arrêtée à cette seule anecdote.

Il est un antidreyfusard notoire. Mais le bilan du Président n'est pas vraiment négatif : il est le grand promoteur de l'alliance avec la Russie et effectue un déplacement d'importance à Kronstadt, en 1897. Sa politique coloniale est contrariée, et il doit accepter de voir l'ambition française d'établir une liaison directe de la Côte d'Ivoire à Djibouti, contrecarrée par les Anglais à Fachoda.

En 1898, vengeant Gordon Pacha, Kitchener s'est emparé du Soudan. Il entend assurer une continuité territoriale des possessions anglaises en Afrique, du Caire au Cap. En février 1897, le capitaine Marchand cherche à assurer une liaison horizontale entre la Côte d'Ivoire et Djibouti. Parti du Congo, il atteint Fachoda sur le Nil le 10 juillet 1898. Le 19 novembre, Kitchener y parvient à son tour, à la tête de 20 000 hommes. La France doit accepter l'exigence présentée par Lord Salisbury, le ministre anglais des Affaires étrangères, et ordonne à Marchand de se retirer. Il est vrai qu'il ne dispose que de 160 hommes épaulés par 152 tirailleurs sénégalais ; et que l'on ne peut pas déclencher une guerre entre les deux nations. Une vague de xénophobie anti-britannique submerge alors la France. En mars 1899, une convention ajuste les intérêts des deux pays en Afrique. Triste affaire !

Ses funérailles s'accompagnent d'une tentative de coup d'État de la Ligue des patriotes et de Déroulède et son nationaliste anti-Loubet.

1841-1929

CLEMENCEAU

LA DÉTERMINATION ABSOLUE

Il était fait pour devenir président de la République et il échoua de peu en 1920. Le « Père la Victoire », au parcours politique riche en succès et incidents multiples, montra toutes ses capacités à... 76 ans, pendant la Première Guerre mondiale.

Né à Mouilleron-en-Pareds en Vendée, le 28 septembre 1841, Georges Clemenceau est le fils d'un « bleu », un républicain convaincu qui, politiquement, influencera énormément son fils.

Très doué pour les études, Clemenceau opte pour la médecine, obtient son diplôme en 1870 et s'installe dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Pourtant, seule la politique l'intéresse, et il semble bien décidé à en faire sa vie. Il devient donc maire de son arrondissement et même député de la Seine. En 1871, il se charge des missions entre la toute jeune Commune de Paris et le gouvernement provisoire exilé à Versailles. Toutefois, il n'obtient à ce poste aucun résultat, tant les divergences entre les deux partis sont grandes. Leader du Parti radical, placé à l'extrême gauche de l'échiquier politique, il devient le chef de ceux que l'on appelle « les intransigeants », surnom qu'il conservera pendant une grande partie de sa vie. Il entame alors une carrière de « tombeur de ministères ». Par ses revendications et ses critiques acerbes, il obtient, coup sur coup, la chute du ministère Gambetta en 1882, puis la démission de Jules Ferry trois ans plus tard. En 1885, une mauvaise inspiration va jusqu'à lui faire imposer au ministère de la Guerre le général Boulanger.

« Clemenceau fonde le journal *L'Aurore* et obtient la consécration en prenant fait et cause pour le capitaine Dreyfus. »

Pourtant, malgré ses faits de gloire, Clemenceau connaît en 1893 une traversée du désert. Destabilisé par le scandale de Panamá, et ce malgré son célèbre « Où sont les millions ? », lancé à Salernes, il perd son siège à la Chambre. En réalité, il n'est pas véritablement impliqué dans ce scandale. Mais le leader de la droite, Déroulède, s'empare de cette occasion pour le destabiliser. L'affaire entre les deux

hommes prend une telle importance qu'elle ne se règle que par un duel, dont les deux sortent... vivants, le 22 décembre.

« L'opération
Arquebuse
aura bien lieu. »

Contraint de s'éloigner de la scène politique, il se consacre à sa seconde passion, le journalisme. Déjà, étant jeune, il s'était illustré dans le domaine en décrivant les travaux de Louis Pasteur... avant de se rétracter. Cette fois, il fonde le journal *L'Aurore* et obtient la consécration en prenant fait et cause pour le capitaine Dreyfus, dont les déboires judiciaires défrayent alors la chronique. De cette prise de position, il retire une certaine gloire, qui lui permet de reprendre pied dans le monde politique.

Élu sénateur du Var en 1902, il prend une part importante dans le vote de la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905). En 1905, ses attaques, alliées à celles de Waldeck Rousseau, après la démission d'André et le décès de Seyvteon, obligent Combes à démissionner. L'année suivante, Clemenceau accède pour la première fois au gouvernement en tant que ministre de l'Intérieur – où il obtient le surnom de « Tigre » en s'illustrant contre les mouvements sociaux, notamment la grande révolte viticole de 1907, qu'il mate par des méthodes honteuses –, puis au poste de président du Conseil la même année. Mais la nouvelle situation ne lui sied guère. Opposant de génie, il apparaît encombré par le pouvoir et perd peu à peu le soutien populaire qui faisait sa force. Réélu au Sénat en janvier 1909, il ne parvient pas à sauver son poste à la tête du Conseil, qu'il quitte durant l'été.

De retour dans l'opposition, il se fait à nouveau remarquer pour sa virulence à l'égard du pouvoir en place. Il crée à cet effet de nouvelles parutions intitulées *L'Homme libre* et *L'Homme enchaîné*, qui obtiennent chacune un franc succès.

Il y apparaît comme un « va-t-en guerre » en signant, dès 1913, un article dont le titre évocateur « Vivre ou mourir » ne laisse aucune place au doute quant à ses positions sur la question des relations avec le voisin allemand. Quelques années plus tard, il s'élèvera contre une proposition de paix qu'il trouve inacceptable et demande la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire totale.

En 1917, malgré sa place dans l'opposition, c'est en ultime recours que Poincaré, un ennemi politique, mais un homme d'une rare intelligence et de grande droiture, l'appelle à la présidence du Conseil. Sa détermination et sa force de persuasion parviennent à redonner le moral à une France exsangue. Pour le « père la victoire », les poilus reprennent l'ascendant sur les soldats allemands et arrachent enfin celle-ci. Clemenceau poursuit Caillaux et Malvy pour intelligence avec l'ennemi. En effet, ces derniers expriment leur volonté de rechercher une paix immédiate avec l'Allemagne. Il obtiendra leur condamnation, en une époque où la justice n'est guère sereine. Le 11 novembre, c'est l'armistice de Rethondes. Clemenceau est follement acclamé à la Chambre, convoquée pour l'occasion, quand il annonce le retour de l'Alsace et de la Lorraine au sein de la patrie.

Mais, comme l'écrit Philippe Valode dans son *Histoire de France*, c'est « un extrémiste opportuniste qui n'a guère de vision globale ». Revanchard, il impose dans le traité de Versailles des conditions impossibles à tenir pour les vaincus et provoque l'éclatement de l'Empire. Ce sont ces dispositions et cette nouvelle donne géopolitique qui constitueront le terreau des idées fascistes défendues vingt ans plus tard par Hitler. En 1919, il est victime d'un attentat auquel il survit malgré les trois balles qu'il reçoit. L'année suivante, il brigue tout naturellement la présidence de la République. Pourtant, trop sûr de lui peut-être, il n'est pas élu au cours du congrès de Versailles, qui voit la consécration de Paul Deschanel. Ainsi se termine la carrière politique de Georges Clemenceau. Il meurt le 24 novembre 1929, à Paris, après avoir consacré sa retraite à l'écriture.

1843-1918

LOUIS RENAULT

JURISTE DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

Fils d'un libraire d'Autun, né en 1843, diplômé en droit et en lettres, il devient enseignant à l'université de Dijon. Mais c'est comme juriste international que son nom est rentré dans l'histoire.

Diplômé en droit et en lettres, il devient enseignant à l'université de Dijon puis il accepte d'occuper la chaire de droit international à l'université de Paris. Avec le grand Charles Lyon-Caen, il rédige un ouvrage qui fera date, en neuf tomes, un *Traité de droit commercial*. Jurisconsulte, c'est-à-dire consultant du ministère des Affaires étrangères, à partir de 1890, il participe à toute l'activité diplomatique internationale. Lors des deux conférences de La Haye consacrées à la paix en Europe, il représente la France. Il participe au règlement de quantité de litiges. Sa réputation est telle qu'il est désigné président de l'Académie de la loi internationale créée à La Haye en 1914. Dix-neuf nations le décorent ou l'honorent du titre de docteur *honoris causa*... La distinction (prix Nobel) qu'accorde le jury de Stockholm, en 1907, à ce soldat chevronné de la paix n'est que justice. Il meurt à Barbizon en février 1918.

1851-1925

LÉON BOURGEOIS

PAIX ET JUSTICE

Théoricien du radicalisme et du solidarisme, souhaitant conjuguer socialisme et libéralisme, Léon Bourgeois veut édifier un monde nouveau, plus juste, plus solidaire.

Docteur en droit, avocat à la cour d'appel, il entre à partir de 1877 dans la préfectorale, devient préfet à deux reprises, avant d'occuper la préfecture de police de Paris en 1887. Élu député radical de la Marne en 1888, il va conduire une superbe carrière politique, devenant ministre à de nombreuses reprises à partir de 1890 : Intérieur, Justice, Instruction publique, Travail. Il devient président du Conseil en 1895-1896, puis préside la Chambre des députés en 1902. Il veut l'édification d'un monde plus juste. Très engagé en maçonnerie, au sein du Grand Orient, il conduit une action courageuse en faveur de la paix, qui l'amène à présider la délégation française à la première conférence de La Haye, en 1899.

Il obtient que tout conflit soit soumis à l'arbitrage international, sans toutefois que son caractère obligatoire ne figure dans le texte final. Il est encore présent à la seconde conférence de 1907 et même aux réunions préparatoires de la troisième, en 1914 qui, bien sûr, n'aura finalement pas lieu... Après la Première Guerre mondiale, Léon Bourgeois combat pour la création de la Société des nations : il en prend la tête dès 1919, ce qui lui vaut le prix Nobel l'année suivante. Il meurt le 25 septembre 1925.

1856-1924

NIVELLE

L'HOMME QUI TROMPA SON MONDE

Militaire brillant au début de sa carrière, engagé sur les théâtres d'opérations coloniaux du début du XX^e siècle, Nivelle n'a pourtant laissé qu'un triste souvenir.

Le 16 avril 1917, à 6 heures du matin, 850 000 hommes composant trois armées françaises se lancent sous une pluie battante et après une intense préparation d'artillerie dans une offensive qui se veut décisive. Elle restera dans les mémoires sous le nom de « bataille du chemin des Dames ». Cette éminence d'une vingtaine de kilomètres a été transformée en véritable forteresse par l'armée allemande.

Le planificateur de cette offensive n'est autre que le général Robert Georges Nivelle, qui a succédé au général Joffre comme commandant en chef des armées. Entré dans le conflit avec le grade de colonel, cet artilleur de formation est réputé pour son audace, qu'il a prouvée en Indochine, en Algérie et même en Chine. Cette réputation lui vaudra une ascension rapide durant les premières années de la guerre. En 1916, il succède à Pétain sur le front de Verdun et reprend les forts de Douaumont et de Vaux au prix de très lourdes pertes. Cette conquête limitée démontre le peu de cas que fait le nouveau général de la vie de ses hommes. Pourtant, en décembre de la même année, il est nommé à la tête des armées et reprend un

plan établi précédemment par Joffre. Mais les Allemands ont réduit la ligne de front, ce qui rend le plan caduc. Nivelle décide alors de faire jouer à l'armée anglaise un rôle de diversion qui les mènera à de beaux succès vers Bapaume et Vimy. Mais l'impérieuse assurance du général ne manque pas avant la bataille d'inquiéter politiques et même militaires de haut rang comme Pétain. Il est même décidé d'organiser un conseil de guerre à Compiègne pour étudier la viabilité du plan Nivelle. Face au manque de confiance de son ministre et des membres de l'État-Major, celui-ci met sa démission dans la balance. Il gagne cette bataille, mais perdra la suivante. Devant les conditions météorologiques épouvantables, le Commandant en chef décide de retarder le déclenchement de l'offensive française. Entre-temps, un officier français aurait été fait prisonnier alors qu'il portait les plans de l'attaque. Cela n'empêche pas que le signal de l'attaque soit donné sur un front d'une quarantaine de kilomètres. L'objectif est d'ouvrir une brèche dans le dispositif allemand pour lancer d'autres forces dans celle-ci, permettant de disperser et de contourner les armées adverses.

Mais les premières lignes à peine atteintes, la résistance des forces allemandes, solidement retranchées dans leurs abris, brise l'assaut des troupes françaises. À l'est du front, et pour la première fois, les chars d'assaut participent au combat. Lourds et patauds, englués par un terrain détrempe, ils sont soit détruits, soit en panne. L'opération blindée est un échec. Il en est de même de l'offensive, qui se révèle extrêmement meurtrière. Mais Nivelle refuse cette défaite et ne cesse de relancer ses troupes à l'assaut des lignes allemandes. Suspendue une première fois le 21 avril, l'offensive sera reprise en mai sans plus de résultats.

Le seul résultat notable de ce qui va s'avérer être une immense boucherie – qui a provoqué, selon les divers bilans, de 110 000 à 200 000 hommes tués ou blessés côté français, et plus de 80 000 côté allemand. Une telle hémorragie pour effectuer de ridicules conquêtes de terrain conduit à la constitution d'une commission d'enquête, qui mène au remplacement de Nivelle par Pétain à la tête des armées françaises et à la destitution de plusieurs gradés de haut-rang.

Mais la conséquence la plus grave est sans doute la démoralisation des soldats, qui va mener nombre d'entre eux dans le cycle des mutineries

que Pétain réprimera avec rigueur. Comme quoi, les certitudes d'un général et surtout son incompétence constatée à un tel niveau peuvent mener à la tragédie.

1856-1951

PHILIPPE PÉTAIN

UNE CARRIÈRE POLITIQUE ENTRE 80 ET 95 ANS

Le maréchal Pétain est sans doute une des personnalités les plus contestées de notre histoire récente. Celui qui fut adulé comme vainqueur de Verdun fut aussi le cautionnaire de la collaboration de la guerre suivante. Il a alors servi l'occupant jusque dans ses pires excès.

Né le 24 avril 1856 à Cauchy-à-la-Tour, dans le Pas-de-Calais, il embrasse très jeune la carrière militaire. Frais émoulu de Saint-Cyr, en 1876, à l'âge de 20 ans, il part en poste dans différentes garnisons, mais ne collabore à aucune des campagnes coloniales.

En 1904, il est nommé professeur adjoint à l'École de guerre où « il se distingue par des idées tactiques originales qui déplaisent à Foch ». Alors que l'état-major, revancharde à la suite de la défaite de 1870, développe la thèse de la guerre à outrance, Pétain recommande la prudence, la défensive et la guerre de position.

Dix ans plus tard, en 1914, lors de la déclaration de guerre, il est colonel dans l'infanterie. Il se distingue en Belgique. Nommé général de corps d'armée, il réalise des coups d'éclat sans pour autant dépenser la vie de ses hommes sans compter.

À ce titre, il gagne leur reconnaissance et demeure apprécié de la troupe. Ces débuts plus que flatteurs dans le premier conflit mondial lui permettront de passer général et de commander différents corps d'armée.

Chargé de protéger la région de Verdun en 1916, Pétain peut mettre en pratique les conceptions défensives qui sont les siennes et sera définitivement associé au succès des armes françaises. La réputation de

compétence qu'il en tire poussera le gouvernement Ribot à lui confier le problème des mutineries qui agitent la troupe l'année suivante. Tout en restant très ferme, Pétain fait preuve selon certains d'humanité et termine la guerre à la tête de l'armée française.

Après la victoire, le général Pétain est élevé, le 19 novembre 1918, à la dignité de maréchal de France. Il reçoit son bâton de maréchal le 8 décembre 1918. L'année suivante, Pétain est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Il se marie civilement, le 14 septembre 1920 avec Eugénie Hardon qu'il a longuement courtisée. Il l'avait demandée en mariage en... 1901. Tenace, l'homme ! À cette époque, tout lui réussit.

Une seconde carrière commence désormais pour lui. Elle le conduira, en juin 1929, à l'Académie française : il est élu, à l'unanimité, au 18^e fauteuil où il succède au... maréchal Foch. Auparavant, il avait rétabli la situation lors de la guerre du Rif au Maroc en 1925. Après différentes missions, Gaston Doumergue fait de Pétain son ministre de la Guerre, à la suite des événements de février 1934. Il préside par la suite le Conseil supérieur de la guerre, où il développe sa thèse d'une politique militaire tendue vers une guerre défensive. Il rejette les propositions de guerre offensive et notamment l'idée de concentration de blindés développée par le colonel de Gaulle. Le destin politique de Philippe Pétain s'accélère et ne s'arrêtera plus. Le 2 mars 1939, Pétain est nommé ambassadeur de France en Espagne. Le 20 mars 1939, il présente ses lettres de créance au général Franco, le nouveau chef de l'État espagnol, en résidence à Burgos. Le 18 mai 1940, Paul Reynaud fait de lui le vice-président du Conseil.

Après la débâcle des troupes françaises, survenue en suivant ses propres théories, le partisan de l'armistice apparaît comme l'homme providentiel, seul capable de sauver l'honneur de la France. Il en deviendra le fossoyeur. On encourage Pétain à poursuivre le combat avec la flotte de Toulon et à passer la Méditerranée pour résister en Afrique. Il refuse, déterminé à épargner à la France le sort de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie. Le 22 juin, à Rethondes, lieu symbolique, mémoire du 11 novembre 1918, le général français Huntziger signe l'armistice. Le 24 juin, l'Italie signe un second armistice. Une zone libre est préservée. La flotte de Toulon demeure à quai, sans tomber dans l'escarcelle allemande, et l'amiral Darlan – le successeur

désigné du maréchal – donne l'ordre de sabordement en cas d'opération commando conduite par les Allemands. Comme l'écrivit Guy Les Baux : « Le maréchal rassure par sa personne ; sa politique inquiète par les personnages qui la font : Darlan, dont Herriot dira "cet amiral sait nager", Marquet, maire de Bordeaux, passé du PSdF pour finir à Sigmaringen, Laval opportuniste venu de la SFIO, revanchard et intrigant, qui dira de la nomination du maréchal "Qu'est-ce qu'on lui demandera ? D'être un dessus de cheminée, une statue sur un socle", Weygand, brillant, amoureux de la France, mal aimé des Allemands qui iront jusqu'à l'emprisonner, Baudouin, Peyrouton, Marcel Déat, Jacques Doriot, transfuge du communisme, et bien d'autres encore. » Sans oublier Pucheu, Bousquet, Brinon, Esteva, etc. Installé à Vichy, le nouveau gouvernement promulgue une nouvelle Constitution pour le pays. Investi des pleins pouvoirs, Pétain met progressivement en place un « fascisme à la française » dont la devise sera « Travail, Famille, Patrie ».

Dès l'automne 1940 et la prise de fonction du maréchal Pétain à la tête du régime de Vichy, l'accent est mis sur la « création » d'un pouvoir autoritaire, à vocation sociale et nationale.

Le maréchal Pétain et son gouvernement n'hésitent pas à lancer une politique ouvertement nationaliste et participent à l'élimination des juifs, des francs-maçons et des communistes. Dans cette optique, de nombreuses lois d'exception sont promulguées, toutes plus odieuses les unes que les autres. Elles sont mises en place extrêmement rapidement.

L'été 1940 est consacré à l'adoption de lois xénophobes visant à exclure les étrangers en révisant leur naturalisation ou, tout du moins, à limiter leurs libertés notamment concernant le travail. La fin de la période estivale annonce la promulgation de lois bien plus dures encore. À la fin d'août, Vichy dissout les sociétés secrètes et va même jusqu'à publier une liste exhaustive des francs-maçons français. Le 27 août, le gouvernement de l'État français abroge l'interdiction de l'antisémitisme, entamant ainsi une longue série de mesures à l'encontre des juifs.

Dès le mois d'octobre, quiconque a des origines juives est considéré comme juif et – de fait – est interdit d'exercer dans la fonction publique,

de travailler en profession libérale ou dans les métiers d'art. Quelques mois plus tard, 40 000 personnes d'origine juive sont internées dans des camps de transit.

En fait, Vichy adopte près de 60 lois à l'encontre des juifs avant le mois de juin 1941. Cela va bien au-delà des conditions exigées par le texte d'armistice. Pétain subordonne son gouvernement à celui de l'occupant – aidé en cela par Pierre Laval –, et adopte des lois aussi dures à l'égard des juifs, des communistes et des francs-maçons que celles de l'occupant.

Par sa ligne de conduite et son zèle à devancer les attentes de l'ennemi, la France de Vichy se serait comportée comme une dictature... Regarder les faits en face et faire un examen de conscience nationale, est-ce encore possible aujourd'hui ?

En 1942, Philippe Pétain laissera passer sa dernière chance de rédemption. Après le débarquement allié en Afrique du Nord et l'occupation du sud de la France par les Allemands, il aurait pu gagner Alger et se poser en sauveur de l'Empire. Au lieu de cela, il croit faire don de sa personne au pays et cautionne toutes les initiatives indignes du collaborationnisme. Lors de la débâcle allemande, il est conduit au château de Sigmaringen, où il refusera désormais de participer à une quelconque action politique.

Après la guerre, traduit devant la Haute Cour, Pétain est condamné à mort. La peine sera commuée en prison à vie à cause de son grand âge.

Comme l'indique Sébastien Landemont : « Pétain reste la parfaite expression de ces hommes dont l'aura facilite une entrée tardive en politique et qui s'accrochera au pouvoir jusqu'à la fin sans être capable d'apprécier le tragique de sa propre situation. Sa vraie carrière politique commence à plus de quatre-vingts ans et s'achève à plus de quatre-vingt-quinze. On peut légitimement s'interroger sur les motivations de ce qu'il faut bien appeler un vieillard. Ambition démesurée, sens du sacrifice ou inconscience sénile ? L'histoire n'est pas à une extravagance près. »

La santé du maréchal Pétain déclina à partir du début de l'année 1951. Le Conseil supérieur de la magistrature, présidé par Vincent Auriol, alors président de la République, en vue d'adoucir les derniers

jours du vieillard, autorisa le 8 juin 1951 l'« élargissement » et la mise en résidence « dans un établissement hospitalier ou tout autre lieu pouvant avoir ce caractère ». Il fut transféré dans une maison privée de Port-Joinville le 29 juin 1951, où il s'éteignit le 23 juillet 1951. Il fut enterré le 25 juillet dans le cimetière marin de l'île d'Yeu.

1859-1941

HENRI BERGSON

LE PHILOSOPHE AU STYLE ÉBLOUISSANT

Voilà un surdoué (normalien et agrégé de philosophie) est un esprit lumineux, une intelligence hors normes. Un auteur français fondamental.

Agrégé de philosophie de l'École normale supérieure en 1881, Henri Bergson devient maître de conférence en philosophie grecque et latine au Collège de France en 1900. Il est reçu en 1914 à l'Académie française.

Philosophe mondialement connu, opposé au scientisme et au positivisme, favorable à l'écoute de l'intuition, Bergson sait que « sans supplément d'âme l'homme n'est Rien ». *Matière et mémoire, Le Rire, L'Évolution créatrice, L'Énergie spirituelle*, constituent ses quatre œuvres majeures.

Homme d'honneur, il refuse l'exemption des lois antisémites imposées par Vichy ; il meurt à Paris en 1941. Le grand écrivain joua un rôle non négligeable en politique internationale en participant à la création de la Commission internationale de la coopération intellectuelle, l'ancêtre de l'UNESCO. Il devint prix Nobel de littérature en 1927.

1859-1914

JEAN JAURÈS

LE RÉPUBLICAIN DEVENU UN SOCIALISTE CONVAINCU

« Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? » demandait le poète. Dans cette formule, c'est le « ils » au pluriel qui est important. Comment Jean Jaurès, homme du consensus et de la synthèse, avait-il attisé tant de haines pour qu'elles lui coûtent la vie à la veille de la grande conflagration européenne ? L'homme n'était par naissance certainement pas déterminé à tomber sous les balles d'un exalté belliciste, ni à devenir un des ténors d'une gauche avec laquelle il évolua tout d'abord républicain, puis résolument socialiste.

Issu d'une famille paysanne possédant « un peu de bien », autant dire d'une toute petite bourgeoisie locale, il naît à Castres en 1859. La modestie de ses origines ne l'empêche pas de faire de brillantes études, qui le mènent jusqu'à l'École normale supérieure et à l'agrégation de philosophie. Séduit par les grands républicains que sont Gambetta et Ferry, il entre en politique tout en faisant carrière à la faculté de Toulouse. Il est élu député du Tarn en 1885. Cette première intrusion à la Chambre ne dure que quatre ans. Il est battu en 1889 lors de la mise en place du scrutin d'arrondissement. Il reprend alors ses activités universitaires et obtient son doctorat en philosophie. Les activités politiques n'en sont pas abandonnées pour autant, et Toulouse peut s'enorgueillir aujourd'hui d'avoir eu un adjoint au maire du nom de Jean Jaurès. Il collabore également à *La Dépêche*, d'obédience radicale.

La grève des mineurs de Carmaux va l'amener en 1893 à devenir le député local, et surtout à s'impliquer dans le mouvement socialiste.

Deux ans plus tard, il soutient et conseille les verriers de Carmaux en grève contre un patron intransigeant. Il fait de ce combat un exemple repris dans la presse et discuté à l'Assemblée. Jaurès élabore la solution qui permettra de mettre fin au conflit « dans l'honneur » avec la création de la Verrerie

« De l'Internationale ouvrière à la fondation de *L'Humanité* : quel parcours ! »

ouvrière qui est implantée à Albi. L'homme fait une fois de plus la preuve de son désintéressement personnel, y compris sur le plan électoral.

L'affaire Dreyfus va lui en donner encore l'occasion. Si celle-ci débute avec la condamnation du capitaine en 1894, elle ne prend une tournure nationale qu'en 1898, avec la publication par Clemenceau, alors directeur du *Figaro*, du fameux « J'accuse » de Zola. Jaurès apporte sa pierre à l'édifice en publiant une série d'articles qui, regroupés sous le titre « La Preuve », démontent l'accusation et surtout dénoncent les mensonges dont s'est rendu coupable l'état-major, « la forgerie des faux ».

En 1896, il avait participé pour la première fois à un congrès de l'Internationale ouvrière, deuxième du nom. Il y a rencontré des délégués de tous les pays et s'ouvre alors à l'internationalisme.

En 1900, le congrès a lieu à Paris, et Jaurès en dirige une bonne part des travaux, principalement sur la question de la réforme de la République ou de sa disparition. Dans le même temps, les mouvements socialistes français se déchirent alors que dans d'autres pays, et en particulier en Allemagne, ils s'unissent, faisant ainsi de leur mouvement une véritable force de changement. En 1904, le congrès de l'Internationale a lieu à Amsterdam. Il s'achève sur un véritable appel aux socialistes français à faire l'unité dans leur propre pays.

Jean Jaurès vient de fonder *L'Humanité*. Le 18 avril 1904 paraissait le premier exemplaire d'un quotidien dont l'éditorial qu'il écrit expose que « le titre même de ce journal en son ampleur marque exactement ce que notre parti se propose. C'est en effet à la réalisation de l'humanité que travaillent tous les socialistes ».

Il va maintenant se consacrer à l'unité du mouvement socialiste et à la création d'un parti rassemblant toutes les tendances. C'est ainsi que naît la SFIO en 1905.

C'est le fameux congrès de la salle du Globe. Jaurès, qui apparaît comme vaincu depuis Amsterdam par la tendance très radicale, au sens moderne du terme, de Jules Guesde, a su en quelque sorte « mettre son mouchoir sur ses convictions » pour que l'unité puisse se réaliser.

Celle-ci, malgré toutes les fractures qui la travaillent, permet un développement important de la gauche socialiste. En 1906, celle-ci ne dispose que de 52 députés. En 1910, ils sont 76, et 103 en 1914. Dans le même temps, le jeune parti est mis à l'épreuve des conflits coloniaux et de la montée des nationalismes qui en sont parfois la conséquence, et plus souvent la cause. La SFIO – et Jaurès y est au premier rang – prône l'internationalisme et le pacifisme. Jaurès est souvent en conflit avec certains membres de son propre parti et les tensions ne font que s'accroître avec la perspective de plus en plus réaliste d'une guerre sur le sol européen. Il appelle dès 1906 à utiliser tous les moyens dont disposent les parlementaires, les syndicats et les partis pour s'opposer à la guerre. S'il le faut, il faut recourir à la grève générale.

Cette ligne de conduite, qui lui permet de protéger les avancées sociales au sein de la nation, notion qu'il ne remet pas en cause, lui vaut une campagne de presse dénonçant ce que les milieux nationalistes perçoivent comme une trahison. En juillet 1914, la SFIO se réunit en congrès extraordinaire pour déterminer sa position face à la guerre. Jaurès et Vaillant imposent leur motion, appelant à la grève générale dans tous les pays concernés en cas de conflit. Le lendemain du congrès, de grandes manifestations pacifistes ont lieu dans trente départements, et à Paris des dizaines de milliers de personnes défilent pour la paix sur les grands boulevards. Nous sommes alors le 27 juillet 1914.

Le 31 juillet, Jean Jaurès dîne au café du Croissant à Paris avec quelques amis et collaborateurs. Alors que le dîner s'achève, une main passe entre les rideaux.

« Assassiné par Raoul Villain : la guerre peut éclater. »

Elle tient un revolver et fait feu deux fois de suite. Jean Jaurès s'écroule et meurt quelques minutes plus tard. Raoul Villain, son assassin, qui a pris la fuite, est vite rattrapé par le metteur en pages de *L'Humanité*, qui l'assomme d'un coup de canne. Villain sera libéré à la fin de la guerre et quelques millions de morts plus tard. Il a levé par son geste le dernier obstacle à un conflit annoncé, celui qui proclamait sans cesse : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie. Beaucoup d'internationalisme en rapproche. »

1859-1943

MILLERAND

ET LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Personnalité atypique de la Troisième République, Alexandre Millerand, deux fois ministre de la Guerre, fait figure d'homme politique avant-gardiste sur le plan institutionnel. Il est en effet le premier à professer le renforcement du pouvoir exécutif, annonçant avec près de trente ans d'avance la Constitution de 1958...

Successivement député de la Seine en 1885, ministre du Commerce et de l'Industrie en 1899 et ministre de la Guerre à deux reprises en 1912 et 1914, ce socialiste ne tarde pas à trahir ses idéaux pour embrasser ceux du Bloc national au lendemain de la Grande Guerre. Son programme est alors clair : il s'inscrit dans l'esprit du temps, à savoir l'absence de réconciliation avec l'Allemagne vaincue, le maintien de l'Union sacrée et le respect du droit de propriété. Les démocraties occidentales s'effrayent en effet des nouvelles en provenance de la Russie bolchevique.

« Gaulliste avant la lettre, il est le précurseur de la Constitution de la Cinquième République. »

Loin de renforcer ses convictions socialistes, la guerre a donc transformé Alexandre Millerand en apôtre du conservatisme. Tout au moins sur le plan de la politique extérieure. Nommé président du Conseil sous la présidence de Raymond Poincaré, Millerand est démis de ses fonctions à la faveur de l'arrivée à l'Élysée d'un certain Paul Deschanel.

Une présidence bien éphémère : pas plus de neuf mois ! En septembre 1920, le tout nouvel élu de l'Élysée est contraint à la démission en raison de sa santé mentale.

Les amis de Millerand poussent alors l'ancien président du Conseil à briguer la plus haute marche de la République. Mais Millerand hésite : à la différence des futurs successeurs de de Gaulle, le locataire de

l'Élysée ne joue qu'un rôle subalterne. Qu'à cela ne tienne, s'il est élu président, Millerand entend élargir les prérogatives de la présidence de la République...

Élu triomphalement Président le 23 septembre 1920 par 695 voix contre 69 au socialiste Delory, Alexandre Millerand ne tarde pas à manifester son tempérament de feu. Décidé à faire prévaloir ses vues, à savoir le renforcement du pouvoir exécutif, le nouveau locataire de l'Élysée entend agir en véritable chef de l'État. Il dirige les affaires de la nation comme un super-président du Conseil. Selon lui, seule la prééminence de l'exécutif sur le législatif peut éviter l'instabilité politique. Désirant s'affranchir du poids des députés, il désire réduire les prérogatives du Parlement et empiète sur les responsabilités du locataire de l'hôtel de Matignon. Ses ambitions constitutionnelles ne tardent pas à se heurter à celles de son président du Conseil, Aristide Briand.

Leur antagonisme est particulièrement criant en matière de politique étrangère. Nullement favorable à un apaisement avec l'Allemagne (notamment sur le plan des réparations de guerre), Millerand s'oppose catégoriquement à la politique d'ouverture préconisée par Briand. Ce bras de fer aboutit finalement à la démission du président du Conseil à l'orée de l'année 1922. Quoi qu'il en soit, Alexandre Millerand ne peut mener à bien son projet de réforme constitutionnelle. Moins de deux ans et demi après la démission de Briand, aux élections de 1924, la victoire du Cartel des gauches contraint Millerand à abandonner la présidence...

« En 1926, il crée un cabinet d'union nationale et, légiférant par décrets-lois, il crée la Caisse d'amortissements, stabilise le franc, assure le redémarrage de l'économie. »

1860-1934

RAYMOND POINCARÉ

LE GRAND HOMME DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Raymond Poincaré est évidemment le grand homme de la Troisième République : président de la République pendant toute la guerre de 1914-1918, puis à plusieurs reprises président du Conseil après la guerre (grossièrement de 1922 à 1929).

Ce Lorrain, fils d'un ingénieur, né à Bar-le-Duc en 1860, est évidemment élevé dans le culte de la patrie. Élève particulièrement brillant, il devient avocat à Paris. Puis il est élu conseiller général de la Meuse et député de ce département en 1887, à 27 ans. En 1893, il occupe son premier poste ministériel (d'une longue série) : l'Instruction publique dans le cabinet Dupuy.

Très vite, il se spécialise dans les Finances : il en devient deux fois ministre en 1894 et 1895.

Modéré, n'entrant pas dans les deux grands débats qui agitent l'opinion, la séparation de l'Église et de l'État, et l'affaire Dreyfus, il acquiert une grande réputation de sagesse.

Devenu sénateur, toujours de la Meuse, en 1903, Poincaré redevient ministre des Finances en 1906, dans le cabinet Sarrien. En 1912, il accède, enfin, à la présidence du Conseil. Ce centriste est un patriote qui montre de la fermeté à l'égard de l'Allemagne, notamment dans l'affaire marocaine. Ce stratège comprend l'importance du renforcement des alliances : la Triple-Entente avec la Russie et l'Angleterre fait l'objet de tous ses soins.

Le 13 janvier 1913, malgré la campagne haineuse de Clemenceau et de Caillaux, il est naturellement élu président de la République, par 483 voix sur 870.

Il fait voter la loi de trois ans de service militaire, effectue des voyages à Londres et à Saint-Petersbourg : la France est prête pour

l'affrontement général qui se prépare. Naturellement, son rôle personnel ne cesse de s'affirmer, la nation ayant besoin d'un homme à poigne en ces temps difficiles. On comprend bien alors pourquoi nos meilleurs hommes politiques s'affrontent pour devenir Président.

Pendant la Première Guerre mondiale, Poincaré ne cesse de présider le Comité de la guerre, mais les limites constitutionnelles de sa fonction l'empêchent souvent d'imposer ses points de vue. En novembre 1917, devant les rumeurs de paix séparée avec l'Autriche, la persistance de la crise militaire et politique le conduit à désigner son ennemi intime, Clemenceau, à la présidence du Conseil.

Le nouveau président du Conseil s'oppose à tout interventionnisme de Poincaré et entend conduire seul la direction des opérations militaires. À Versailles, les deux hommes s'affrontent, Poincaré se montrant encore plus ferme que Clemenceau à l'égard de l'Allemagne. En janvier 1920, Clemenceau quitte l'Élysée et refuse de se représenter. Poincaré n'est pas mécontent de l'échec de son ennemi à la présidence de la République. À nouveau sénateur de la Meuse, il préside avec sévérité la Commission des réparations.

En 1922, il est appelé à la présidence du Conseil (poste qu'il va occuper presque sans interruption jusqu'en 1929) et applique sa politique de fermeté envers l'Allemagne. Devant l'insuffisance des paiements allemands, il envahit la Ruhr en janvier 1923.

En 1924, face à l'ampleur de la crise financière en France, il ne peut s'opposer plus longtemps à ses alliés anglo-saxons et accepte l'internationalisation du problème des réparations. Après la victoire électorale de la gauche en 1924, il doit démissionner, mais on le rappelle en 1926, en raison de la dégringolade de la monnaie. Il faut sauver le franc et rétablir les équilibres.

Habilement, Poincaré constitue un cabinet d'union nationale dans lequel figurent Herriot, Painlevé, Barthou, Tardieu et Briand. Légiférant par décrets-lois, il crée la Caisse d'amortissements, stabilise le franc, assure le redémarrage de l'économie. En 1928, le 25 juin, il constate la perte de valeur du franc (pour ne pas nuire aux exportations) et crée le franc Poincaré, toujours défini par rapport à son poids en or. Une dévaluation des quatre cinquièmes, puisque le franc

de Germinal vaut 4,92 francs Poincaré. Le poids d'or du franc est ajusté à 65,5 mg d'or fin. Les exportations, dopées, reprennent, mais le 24 octobre 1929, c'est le Jeudi noir à Wall Street. La crise mondiale vient d'éclater.

Malade, épuisé, Poincaré, qui a laissé Briand signer le Pacte avec Kellogg en 1928, puis accepté le plan Young sur les réparations (elles sont diminuées de 70 %) en 1929, démissionne le 27 juillet 1929. Il vit désormais retiré et refuse toute intervention politique. Il décline la présidence du Conseil en 1930. Il se consacre alors à la rédaction de ses Mémoires, *Au service de la France*, qui seront publiées jusqu'en 1934, année de sa mort.

1862-1932

ARISTIDE BRIAND

ORATEUR, HABILE STRATÈGE ET FIN MANŒUVRIER

L'œuvre de Briand est triple : religieuse avec la loi de séparation ; sociale, puisque, lorsque le 24 juillet 1909 Fallières l'appelle, il fait adopter le congé de maternité de huit semaines, ou accorde la retraite à 60 ans aux paysans et aux ouvriers ; et européenne, avec une politique fondée sur la réconciliation franco-allemande d'après la Première Guerre mondiale. L'homme est injustement oublié.

Né de Nantes le 26 mars 1862, ce fils de cafetier fait des études de droit et s'inscrit, à 28 ans, au barreau de Saint-Nazaire. Victime d'un scandale adultérin et champêtre, il est obligé de quitter la ville en 1892. Celui qui deviendra ministre de la Justice est poursuivi devant le tribunal de Redon : il est condamné à un mois de prison et 200 francs d'amende. La cour d'appel confirme le jugement, mais la Cour de cassation annule l'arrêt de Rennes et renvoie l'affaire au tribunal de Poitiers. Après plusieurs coups de théâtre, il est acquitté. Il s'installe à Paris et travaille à *La Lanterne*, journal populiste et anticlérical. 1902 : il est élu député. Sa carrière est enfin lancée. En 1901, il avait cofondé avec Jaurès le Parti socialiste français.

Ses qualités font merveille en politique : orateur de caractère, habile stratège, fin manœuvrier, c'est lui qui sera le rapporteur du projet de loi de séparation de l'Église et de l'État.

« Le "pacte Kellogg-Briand" et le Mouvement paneuropéen Coudenhove-Kalergi : les prémices de l'Europe. »

La loi est votée en 1905. Il occupera successivement de nombreuses fonctions politiques : onze fois président du Conseil, vingt-cinq fois ministre...

Son œuvre politique sera longue et variée : en 1921, concomitamment, il oblige l'Allemagne à payer les réparations de guerre décidées par le traité de Versailles et entreprend une politique de rapprochement avec le vaincu de 1918. Cette politique de réconciliation commencée à la fin de 1921 ne pourra être menée à son terme que quatre ans plus tard avec la signature, le 16 octobre 1925, du traité de Locarno, qui garantit les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes, et établit un pacte d'assistance mutuelle. Il déclare alors à Gustav Stresemann, son homologue allemand qui le remercie pour les paroles aimables et conciliantes qu'il a prononcées à l'intérieur de l'hôtel de ville sitôt l'accord signé : « Non, ne parlez pas de mots. Je vous donnerai la preuve qu'il ne s'agit pas de mots, mais d'actes. » Avec Stresemann, il obtient le prix Nobel de la paix en décembre 1926.

Son œuvre ne se limite pas à cette seule démarche « pacifique ». Briand est à l'origine, avec le secrétaire d'État américain Kellogg, du « pacte » éponyme, le 27 août 1928. Celui-ci met la guerre « hors la loi ». Y souscrivent une soixantaine de pays ; mais sa valeur n'est que morale.

Il est bon, de nos jours, de rappeler qu'Aristide Briand a passionnément et intensément œuvré pour l'Europe ; notamment lorsqu'il fut ministre des Affaires étrangères, de 1925 à 1932. En 1927, il est nommé président d'honneur du Mouvement paneuropéen fondé par Richard de Coudenhove-Kalergi. Lors d'une rencontre avec Coudenhove-Kalergi, où celui-ci lui demande qui pourrait prendre la présidence du mouvement français, Briand, conseille de « s'adresser à Louis Loucheur ». Il montre ici, une fois encore, la finesse de son analyse politique.

À la suite de la crise de 1929, toujours dans l'esprit européen, il se rallie au projet d'une union douanière régionale entre la France,

l'Allemagne et les pays voisins, proposée par l'Union douanière européenne (UDE, créée en 1925). Il va plus loin encore et, le 5 septembre 1929, à la tribune de l'Assemblée générale de la Société des nations (SDN), il propose la création d'une union régionale, aux fortes compétences économiques, mais respectueuse des souverainetés nationales. Cette union s'étendrait jusqu'aux frontières de l'URSS et inclurait les États baltes. Il explicite son projet dans un mémorandum, le 17 mai 1930, où il précise vouloir l'« établissement d'un Marché commun ». Objectif prémonitoire !

Et puis arrive 1931, année d'une défaite terrible pour le combattant politique. Il est battu à l'élection présidentielle après avoir fait une mauvaise campagne, ne se déclarant officiellement qu'*in extremis* et laissant ses amis faire campagne pour lui. Quel est le rôle de Laval dans cette campagne ? Briand meurt en 1932 et les hommages le rattrapent *post-mortem*.

1863-1937

GASTON DOUMERGUE

OU LA RÉPUBLIQUE JOVIALE

Gaston Doumergue est né le 1^{er} août 1863 à Aigues-Vives (Gard) et mort le 18 juin 1937. Élu en juin 1924 président de la République (1924-1931), il est le premier célibataire à être nommé à cette fonction. Très populaire, on le surnommait « Gastounet ». Son septennat est très intéressant pour la France.

Son septennat est marqué par une instabilité ministérielle à peine croyable avec quinze présidents du Conseil successifs. Le premier, le radical Édouard Herriot, ne parvient pas à faire face à la crise financière. Le deuxième, Aristide Briand, tente, avec succès, de mettre en place, pour conforter la SDN, un système de sécurité collectif en Europe : pacte de Locarno en 1925, entrée de l'Allemagne à la SDN

en 1926, pacte Briand-Kellogg en 1928. Puis c'est le retour de Poincaré, appelé au chevet du franc qui s'est effondré sur les marchés. Le 24 juin 1928, le franc de Germinal, dévalué des quatre cinquièmes, est de nouveau convertible et se redresse brillamment. Épuisé, Poincaré démissionne le 27 juillet 1929 pour raisons de santé.

C'est alors qu'André Tardieu, ancien collaborateur de Clemenceau, tente de réformer la République. Il veut renforcer l'exécutif (le projet de Millerand) pour limiter l'instabilité ministérielle, lancer des grands travaux d'équipement (ligne Maginot, barrage de Kembs, transport de l'eau, lignes électriques), enfin provoquer des avancées sociales (assurances sociales, loi Loucheur des HBM, les ancêtres des HLM). Hélas, il est emporté dans le scandale de la banque Oustric.

Son retour, trop bref, en 1932, lui permet cependant de faire voter la loi instaurant les allocations familiales.

Deux épisodes sont déterminants pour la France :

- Le 16 octobre 1925, Aristide Briand parvient à faire signer un accord garantissant les frontières de la France et de la Belgique avec l'Allemagne, sous la surveillance de l'Italie et de l'Angleterre. Mussolini, Stresemann, Vandervelde, Chamberlain et naturellement Briand en sont les signataires. Des garanties d'arbitrage sont prévues. Cette reconnaissance par l'Allemagne des frontières du traité de Versailles permet le retrait des troupes d'occupation de Rhénanie et l'entrée de l'Allemagne à la SDN. Mais cet esprit de Locarno s'effacera au fur et à mesure de la montée du nazisme en Allemagne.
- En 1929, Doumergue appelle André Tardieu (né à Paris en 1876) à la présidence du Conseil et lui demande des réformes en profondeur. Tardieu est une intelligence de haut vol. Reçu premier à Normale, il est d'abord journaliste puis, dès 1914, député. En 1919, ce protégé de Clemenceau devient ministre des Pays libérés. Élu à nouveau député en 1926, il devient ministre des Travaux publics du gouvernement Poincaré, puis se voit confier la lourde responsabilité de l'Intérieur. De novembre 1929 à décembre 1930, donc (presque sans interruption), il assume la fonction de président du Conseil. Alors que se

profile la grande crise, il entend réformer la France en profondeur et relancer la machine économique. D'abord une réforme politique renforçant le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les pouvoirs du chef de l'État (rejoignant ainsi les vues de Millerand). Et un programme de développement, un New Deal à la française : grands travaux, dégrèvements fiscaux, développement du pouvoir d'achat des défavorisés (extension des assurances sociales, retraite du combattant...). Le temps lui manque à cause du scandale Oustric, qui touche certains de ses ministres.

Enfin, un épisode plus futile marquera les Français. En 1931, il choisit de se marier ; il a 68 ans. Le 1^{er} juin, douze jours avant la fin de son mandat, il épouse la veuve Jeanne Marie Joséphine Gaussal dans le palais présidentiel. Il est le premier Président à s'être marié pendant son mandat.

1866-1944

ROMAIN ROLLAND

LA QUÊTE D'HARMONIE

Après l'École normale supérieure, une agrégation d'histoire, il enseigne l'histoire de l'art à la Sorbonne... Dramaturge et écrivain, on connaît de lui Jean-Christophe, mais se souvient-on de lui comme défenseur de la cause des peuples et comme pacifiste ?

Que voilà un brillant intellectuel bourguignon, diplômé de Normale supérieure, membre de l'École française de Rome, dont l'œuvre majeure, *Jean-Christophe*, commence à être publiée en 1904. Ce pacifiste, pas toujours bien compris par l'opinion publique, est également l'auteur du charmant *Colas Breugnot*, de *Clérambault* et de *Liluli*. Ce non-violent recherche toute sa vie l'harmonie entre les hommes : « Pour que les peuples s'entendent, il faut d'abord qu'ils entendent... »

1867-1936

JEAN-BAPTISTE CHARCOT

EN ROUTE VERS LE GRAND SUD

Explorateur exceptionnel, Charcot a traversé l'Antarctique lors de deux expéditions polaires, en 1905 et en 1908-1910. Ses missions scientifiques ont permis de cartographier 3 000 km de côtes et de découvrir une île baptisée « terre de Charcot ».

Fils du fondateur de la neurologie moderne Jean-Martin Charcot, le futur explorateur suivra, sans doute par piété filiale, mais sans grand enthousiasme, des études de médecine. Son diplôme acquis, Charcot pourra donner libre cours à sa véritable passion, la mer. Dès sa plus tendre enfance, il est en effet fasciné par les bateaux, dont il couvre ses cahiers d'écolier.

À 25 ans, l'acquisition de sa première embarcation décide de l'orientation définitive de sa vie : les voyages d'exploration dans les mers froides et l'océanographie. En 1902, sa première expédition le conduit dans l'océan Arctique, à la découverte de l'île Jan Mayen. Trois ans plus tard, il récidive, cette fois-ci dans l'Antarctique, à bord du *Français*. Cette nouvelle mission prendra un tour plus scientifique par l'établissement de cartes côtières de la terre de Graham, l'une des plus proches de la pointe sud de l'Amérique. La croisière suivante, organisée de 1908 à 1910 sur le *Pourquoi Pas ?*, apportera à Charcot une célébrité qui lui permettra désormais de suivre sans entraves sa vocation.

Il complète, en effet, les données cartographiques du voyage précédent, gagne l'île d'Alexander avant de donner son nom à une île située à proximité. À son retour, ses publications lui assurent une place éminente parmi les spécialistes de la discipline. La Première Guerre mondiale, au cours de laquelle il servira dans l'administration britannique, interrompt momentanément ses recherches. En 1920, le retour au calme lui permet de reprendre ses activités vers les îles Hébrides. De 1925 à 1936, il effectue avec des membres de la communauté scientifique internationale une très longue campagne sur les

côtes orientales du Groenland. Mais le 16 septembre, après une nuit de tempête, le *Pourquoi Pas ?* fait naufrage dans le fjord de Faxe, ne laissant derrière lui qu'un seul survivant.

1867-1934

MARIE SKLODOWSKA-CURIE

FEMME SCIENTIFIQUE PARMIS LES HOMMES

D'origine polonaise, mariée à un Français, Marie Curie a payé de sa vie ses recherches sur le radium, une découverte qui devait servir à soigner les cancéreux.

Elle est une des femmes les plus célèbres de son temps et pourtant, rien ne disposait Marya Sklodowska, à le devenir. Polonaise, née à Varsovie le 7 novembre 1867, immigrée à Paris pour échapper à la pauvreté, la jeune femme a dû faire preuve d'un caractère hors du commun et s'appuyer sur l'amour et le respect de Pierre Curie, son époux pour s'imposer au sein de la très misogyne communauté scientifique et devenir le chercheur que l'on connaît. Première à découvrir le radium, elle donna au monde entier l'espoir d'enfin guérir du cancer, obtint pour ses travaux deux prix Nobel et une célébrité dont elle ne sut que faire.

Malheureusement atteinte par les radiations des produits qu'elle a manipulés toute sa vie, elle s'éteint le 4 juillet 1934.

1871-1950

ALBERT LEBRUN

L'INCONSISTANT

Le soir du 6 mai 1932, le jour de l'assassinat du Président Paul Doumer par l'illuminé Gorguloff, les parlementaires s'interrogeaient : par qui le remplacer ? Aucun homme politique ne s'imposait. On s'orienta vite vers la solution utilisée pour Loubet, Fallières, Doumergue, Doumer : élire le président du Sénat. Et vint Albert Lebrun !

Albert Lebrun, peu connu après une carrière sans éclat où il avait été plusieurs fois ministre, avait été élu président du Sénat un an plus tôt, face à Paul Painlevé, génie des mathématiques, mais homme distrait et malhabile. Il fut élu avec une majorité de 633 voix et prit immédiatement ses fonctions. Ancien major de Polytechnique, ingénieur des Mines, lorrain comme Poincaré. Il rassurait, d'autant qu'il manifestait une bonne volonté évidente tout en manquant de caractère. Lebrun ne sut jamais établir la primauté morale que beaucoup de ses prédécesseurs avaient exercée.

Effacé, fade, insipide même, il s'interdisait d'exercer toute influence personnelle sur les affaires politiques. Alors, Président à huit mois de l'arrivée de Hitler au pouvoir, ce n'était un cadeau pour personne !

Lebrun ne sut pas dominer son époque, même moralement. « Comme chef d'État, écrira Charles de Gaulle, deux choses lui avaient manqué : qu'il fût un chef ; qu'il y eût un État. »

Les élections de 1932 avaient ramené les radicaux au pouvoir, et avec eux Herriot et son charisme. Lebrun se laissait souffler les noms des successeurs : Paul-Boncour, Daladier, Sarraut, Chautemps, Laval...

Et, en pleine crise ministérielle, les nouvelles dramatiques de l'extérieur : l'arrivée de Hitler au pouvoir ou, cinq ans plus tard, l'Anschluss, parasitaient sa réflexion.

Le 6 février 1934 la manifestation tourna à l'émeute. De son palais, le Président entendait le bruit des clameurs et des coups de feu. À

1 heure du matin, Daladier se présenta pour faire signer au Président l'institution de l'état de siège. Puis, à la Chambre, il obtint par trois fois la confiance.

La matinée du 7, Lebrun convoqua les présidents du Sénat et de la Chambre et, devant leurs avis, Daladier accepta de démissionner. Qui pour lui succéder ? Lyautey ? Poincaré ? Millerand ? Doumergue ? Doumergue accepta après s'être fait prier.

Arrivé à l'Élysée le 8, l'ancien Président constitua un ministère de coalition : ministres d'État, Herriot représentant la gauche et Tardieu la droite, puis Marquet, transfuge du Parti socialiste, Flandin, Barthou, Sarraut, Laval, le maréchal Pétain à la Guerre. La nouvelle équipe comprenait sept anciens présidents du Conseil ! Lebrun était totalement effacé. Tellement que la photo sur le perron de l'Élysée se fit sans sa présence.

Rien ne se passa comme prévu, et les événements se succédèrent : 17 février, accident mortel du roi Albert de Belgique ; 21 février, assassinat du conseiller-prince ; 14 juin, rencontre entre Hitler et Mussolini ; 29 juin, à Munich, Nuit des longs couteaux ; 23 juillet, assassinat du chancelier autrichien Dollfuss ; 27 juillet, mort du maréchal Lyautey ; 2 août, mort du maréchal Hindenburg et dictature de Hitler ; 9 octobre, assassinat à Marseille du roi de Yougoslavie et de Louis Barthou ; 14 octobre, l'Allemagne quitte la Société des nations ; 15 octobre, mort de Raymond Poincaré. Doumergue est mis en difficulté à la Chambre ; Lebrun lui demande de faire un appel au pays et d'imposer la réunion des chambres en congrès à Versailles. Lebrun se déroba. Trop tard, il aurait dû. S'il avait uni ses efforts à ceux de Doumergue, sans doute le destin du pays en eût-il été changé.

Le Président fit appel à Flandin, puis à Bernard Buisson, président de la Chambre, qui avait une réputation de dompteur. En juin 1935, Laval fut désigné. Les séances du Conseil des ministres furent alors consacrées à des décisions spectaculaires et brutales : décrets-lois réduisant les soldes et traitements, réformant l'administration, luttant contre le chômage ; politique de déflation qui échoua après sept mois. Sarraut succéda à Laval et se trouva bientôt face à une crise d'une ampleur sans précédent : le 7 mars 1936, Hitler réoccupait la Rhénanie.

Le Conseil des ministres se réunit aussitôt et manifesta, en présence d'un Lebrun sans réaction, son « lamentable désarroi ». Les ministres se déchirent, mais ne vont pas plus loin.

Et Lebrun vit survenir la victoire de la gauche du Front populaire. Il convoqua le 4 juin 1936 Léon Blum : « Je dois vous appeler. Je vous appellerai donc. Mais ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux renoncer à être chef du gouvernement ? Il n'y a jamais eu de socialiste au pouvoir... » Le 5 juin 1936, le premier cabinet du Front populaire se faisait photographier sur le perron de l'Élysée, Blum encadré par Vincent Auriol, futur président de la République et, pour la première fois, par une femme, Suzanne Lacore. Albert Lebrun était absent de la photo, encore une fois. Le 8, le nouveau gouvernement se réunissait en conseil pour ratifier les textes instituant les congés payés, la semaine de 40 heures, les conventions collectives.

Période passionnante et trompeuse où Blum s'efforça de créer un État plus juste et plus heureux. Le 18 juin, il obtint la dissolution des ligues ; le 4 août, c'est la décision de non-intervention dans la guerre d'Espagne (que les socialistes regretteront), après que Lebrun eut plaidé contre l'envoi d'armes (pourtant commandées et payées) au gouvernement légal espagnol ; le 25 septembre le franc est dévalué...

Lebrun assiste à la débâcle du régime et inaugure les chrysanthèmes. Il donne audience à des délégations diverses, distribue prébendes, subsides et récompenses. Même les réceptions traditionnelles du palais se déroulent dans la médiocrité.

La chute du gouvernement Chautemps correspond à l'Anschluss ; Blum constitue une nouvelle équipe, qui tombe au bout de vingt-huit jours. La situation est navrante. Des noms sont avancés. Le président de l'Union des anciens combattants rend visite à Lebrun pour lui suggérer d'appeler Pétain. Le temps n'est pas arrivé !

En avril 1938, Édouard Daladier est rappelé. La nouvelle équipe est celle qui déclarera et subira la guerre. Elle fut confrontée au drame tchécoslovaque, dut prendre des mesures de mobilisation partielle et dut rendre compte des accords de Munich, pour lesquels Lebrun félicitera Daladier. Le nom du maréchal Pétain, que Daladier avait envoyé comme ambassadeur auprès de Franco, revient de plus en

plus fréquemment. Le président du Sénat Jeanneney est sur les rangs, même s'il est réputé être trop âgé, ainsi que le président de la Chambre, Édouard Herriot. Le dernier congrès de la Troisième République fut des plus ternes : les parlementaires se résignèrent, en n'accordant au président réélu que 506 voix sur 910 votants. Cinq mois plus tard, le 1^{er} septembre : mobilisation générale. C'est la guerre. Daladier fut rattrapé par son incompetence. Paul Reynaud fut appelé en mars 1940 : le dix-septième ministère formé par Lebrun est constitué.

Le 25 mai, au Conseil des ministres, les premières divergences apparurent entre le général Weygand et Paul Reynaud. Lebrun fut le premier à parler d'armistice.

Dans la nuit du 5 au 6 juin, Reynaud remania son gouvernement, se débarrassant de Daladier. Au second plan de la photo officielle, on peut voir un nouveau sous-secrétaire d'État à la Guerre, le général de brigade – à titre temporaire – Charles de Gaulle. Ce dernier, envoyé à Londres, ne participa pas au Conseil du 10 juin, qui fut le dernier à l'Élysée, et décida le départ du gouvernement. Le lendemain, le général, de retour, rendait visite à Lebrun et, le soir, le gouvernement quittait Paris. Les portes se refermèrent derrière le dernier Président du régime, quittant le palais pour toujours.

À Bordeaux se tint, le 16 juin, le Conseil décisif, où Lebrun ne sut pas appuyer Reynaud et les partisans du départ en Algérie. Il appela au pouvoir le maréchal Pétain. Le 1^{er} juillet, il était à Vichy, installé au pavillon Sévigné. Le 10, il contresignait la loi votée par l'Assemblée nationale conférant tous pouvoirs à Pétain. Ce dernier vint le voir deux jours plus tard, lui demandant de s'effacer. Le Président déchu se retira à Vizille dans la propriété de son gendre, où les Allemands vinrent l'arrêter en août 1943 pour le conduire dans un château du Tyrol d'où, souffrant, il fut libéré le mois suivant pour retourner à Vizille attendre les événements. Il mourut en mars 1950 dans un grand oubli.

1872-1950

LÉON BLUM

FIDÉLITÉ À LA PENSÉE JAURÉSIEENNE ET EXERCICE DU POUVOIR

Adhérent du Parti socialiste jaurésien dès 1902, collaborateur du journal de Jaurès, écrivain, idéologue, homme politique, artisan du Cartel des gauches en 1924, il préside de juin 1936 à juin 1937 le premier gouvernement du Front populaire...

Comme Jean Jaurès, Léon Blum est un produit de l'Université et, tout comme lui, il est passé par l'École normale supérieure avant d'entrer au Conseil d'État. Ce fils de commerçants juifs aisés commence ainsi une carrière brillante après ses études au lycée Henri-IV et l'obtention de deux licences, en littérature et en droit. S'il se destine à une carrière littéraire, l'affaire Dreyfus (et l'antisémitisme qui l'entoure) va l'amener à la politique et lui faire rencontrer Jaurès. Dès lors, il inscrit son action dans le sillage du grand tribun pour un socialisme réformiste et pacifiste.

À la mort de Jaurès, les socialistes acceptent de participer au gouvernement de guerre et Léon Blum entre au cabinet de Marcel Sembat.

À la fin de la guerre, il est élu député de la Seine et publie *Pour être socialiste*. Cette brochure s'inscrit dans le droit fil de la pensée jaurésienne. Fermement engagé dans les débats internes de la SFIO, il collabore à *L'Humanité* et rédige un programme d'action pour son parti, qu'il expose au congrès extraordinaire de 1919. Cette activité en fait un des poids lourds du parti ; mais, au congrès de 1920, il est mis en minorité. Avec d'autres, il décide alors de « garder la vieille maison » et de laisser les majoritaires se lancer dans l'aventure du communisme. De son côté, il continue celle de la SFIO. Devenu secrétaire, puis président du groupe parlementaire socialiste, il soutient le Cartel des gauches mené par Édouard Herriot en 1924.

En 1929, il est élu député de Narbonne. Il le sera à nouveau en 1932 et en 1936. Dans la même période, il est devenu le chef de file de la SFIO et, quand la gauche refait son unité, seize ans seulement après le

schisme du congrès de Tours, il devient le leader naturel d'un Front populaire désormais au pouvoir. Léon Blum, s'appuyant sur sa majorité socialiste, est nommé président du Conseil en juin 1936. La tâche n'est pas simple et de vieux relents d'antisémitisme se font jour. Il est en effet le premier homme politique d'origine juive à parvenir au plus haut niveau de l'État. Les journaux de droite se déchaînent. À l'Assemblée, Xavier Vallat, proche de *L'Action française*, part dans une diatribe au cours de laquelle il lance, parmi d'autres invectives : « Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain va être gouverné par un juif. »

Mais, sous la présidence de Léon Blum, le Front populaire parvient en un an à réformer durablement la société. Les premiers congés payés sont mis en place, la semaine de 40 heures est instituée. Ces avancées surmonteront les hoquets de l'histoire à venir et resteront dix ans plus tard les références d'une république en rétablissement.

Mieux encore, alors que les femmes n'ont pas encore le droit de vote, il en fait entrer trois au sein du gouvernement.

En revanche, il ne prend pas officiellement position sur la guerre d'Espagne, et l'aide aux républicains reste officieuse, même si elle est réelle. Au terme d'un an de pouvoir, il est contraint à la démission.

L'Europe s'enflamme une fois de plus. « Avec Léon Blum, le Front populaire réforme durablement la société. »
Appelé en 1938 à former un nouveau gouvernement, il n'y parvient pas.

Quand, deux ans plus tard, la question des pleins pouvoirs attribués au maréchal Pétain est posée à l'Assemblée, il fait partie de ceux qui les refusent. La France est alors en guerre et défaite. Il faut bien trouver des responsables. Léon Blum, juif et de gauche, ayant eu l'audace de créer entre autres fonctions un département ministériel dévolu à la Jeunesse et aux Sports, qualifié de « ministère de la Paresse » par la droite, est tout désigné pour assumer le poids de la défaite. Il est arrêté le 15 septembre 1940 sous le chef d'accusation de responsable de la défaite.

Au procès de Riom, il assure seul sa défense et met à mal l'accusation. Il remet ainsi en cause la stature du maréchal. Le procès est suspendu par celui-ci, et Léon Blum est condamné à la prison à perpétuité.

Interné à la maison d'arrêt de Bourrasol, il est livré aux Allemands par le gouvernement de Vichy en mai 1943. Déporté à Buchenwald, il ne sera libéré qu'en 1945. Son frère, déporté à Auschwitz, a moins de chance que lui puisqu'il n'en revient pas.

Dès son retour en France, Léon Blum revient aux affaires. Il est nommé en 1946 président du Conseil du Gouvernement provisoire, mais cette nouvelle charge ne l'occupe qu'un mois. Il est alors septuagénaire et laisse la place à Vincent Auriol. Il se retire à Jouy-en-Josas, où il meurt en 1950. Avec la disparition de Léon Blum, on peut croire que la pensée jaurésienne est évacuée de la scène politique française. C'est compter sans un certain Pierre Mendès France, d'origine juive lui aussi, qui œuvra dans un cabinet du gouvernement Blum.

1875-1965

ALBERT SCHWEITZER

L'HOMME À LA CRINIÈRE D'ARGENT

Le fondateur de Lambaréné est un curieux homme. Pasteur, médecin, organiste, il semble avoir tous les talents. Quoi qu'il en soit il y a une qualité qu'on lui reconnaît : l'humanité.

Fils de pasteur alsacien, né en 1875 en territoire annexé, il vient étudier à Paris la musique et la philo. En 1899, son doctorat porte sur la philosophie religieuse de Kant. Devenu pasteur, il épouse une juive allemande, ce qui choque beaucoup une Alsace encore très traditionnelle.

À 29 ans, il entreprend des études de médecine pour aller servir en Afrique à l'appel de la Société des missions évangéliques. Parvenu au Gabon, il fonde l'hôpital de brousse de Lambaréné, à partir de 1913. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, ce citoyen « allemand » est arrêté, puis expulsé d'Afrique et interné en France.

Il n'est de retour en Afrique équatoriale qu'en 1924. Musicien émérite à l'orgue et au piano (il va donner des concerts dans le monde entier pour soutenir son action médicale), il finance l'agrandissement de son hôpital, qui va comporter 45 bâtiments en 1950, avec une équipe de trois médecins et 20 infirmières. Une véritable léproserie est édifiée.

Les Français ne le découvrent qu'en 1952, lorsqu'il reçoit son prix Nobel et, plus encore, lorsque Pierre Fresnay incarne son personnage dans le fameux long-métrage, *Il est minuit Docteur Schweitzer*. Le vieux sage à la crinière blanche, le bon docteur des hommes de couleur, meurt en 1965 à Lambaréné.

1879-1945

CHARLES DELESTRAINT

PÈRE DE L'ARMÉE SECRÈTE

Charles Delestraint est né le 12 mars 1879 à Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais), d'un père comptable dans les fonderies. Il fait ses études secondaires chez les Maristes à Haubourdin, obtient le baccalauréat en 1896. Il entre à l'école militaire de Saint-Cyr en 1897 et en sort parmi les premiers, trois ans plus tard. Ainsi débute une vie extraordinaire !

En octobre 1900, Delestraint est nommé sous-lieutenant au 16^e bataillon de chasseurs à pied, où il reste pendant treize ans. Capitaine en décembre 1913, il est reçu à l'École supérieure de guerre en mars 1914. Le 25 août 1914, il bouscule, à la tête de son unité, un important détachement ennemi, à Haybes, en Belgique. Il est alors fait chevalier de la Légion d'honneur, reçoit la croix de guerre avec palme et la croix de guerre belge. Le 30 août, il tombe dans une embuscade allemande lors de l'attaque de Chesnoy-Auboncourt. Fait prisonnier, il est détenu au camp de Plasseburg jusqu'en 1918.

Rapatrié en décembre 1918, il est affecté à l'état-major en juin 1919, puis à l'École supérieure de guerre. En octobre 1923, il est affecté au 517^e régiment de chars de combat (RCC) à Düren, en zone d'occupation. En avril 1927, il est nommé commandant en second à l'École d'application des chars de Versailles. Il est promu lieutenant-colonel en décembre 1927. En 1932, il prend le commandement du 505^e RCC à Vannes avec le grade de colonel.

En 1936, il commande la 3^e brigade de chars à Metz et, le 23 décembre, reçoit ses étoiles de général de brigade. Il a comme subordonné le général de Gaulle, qui commande le 505^e RCC.

Commandant des chars de la 7^e armée en septembre 1939, il est nommé adjoint à l'inspection des chars en avril 1940. En juin 1940, il parvient à couvrir le repli de deux armées, sauvant ainsi des centaines d'unités de la capture.

N'acceptant pas l'armistice, il fonde une cellule clandestine avec des anciens militaires dès l'été 1940. Durant l'été 1942, Jean Moulin et Henri Frenay proposent le nom de Delestraint au général de Gaulle pour organiser l'Armée secrète (AS) en zone sud. Le 11 novembre 1942, il est confirmé dans sa mission par une lettre manuscrite du général de Gaulle. Il collabore étroitement avec Jean Moulin. En février 1943, il est alors chargé d'étendre la structure de l'Armée secrète en zone nord, puis promu en mars au grade de général de corps d'armée. Il visite au début d'avril le plateau du Vercors et les premiers maquis, participe à Paris aux réunions importantes de la Résistance intérieure.

Le 9 juin 1943, il est arrêté à Paris par la Gestapo. Incarcéré à Fresnes en juillet, il est envoyé au camp de Natzwiller-Struthof, en Alsace. Il est transféré en septembre 1944 à Dachau, près de Munich. Le 19 avril 1945, dix jours seulement avant l'arrivée des Américains, il est abattu d'une balle dans la nuque par les nazis, avant d'être incinéré au crématoire du camp.

Le 10 novembre 1989, en hommage de la nation, le nom de Charles Delestraint est officiellement gravé en lettres de bronze au Panthéon, à Paris.

1879-1954

LÉON JOUHAUX

LE SYNDICALISME AVANT TOUT

Cet ouvrier allumettier et syndicaliste de tendance libertaire, devenu réformiste, créera le Conseil national économique et, après la guerre, le syndicat CGT-FO devenu Force ouvrière.

Né en 1879, dans une famille militante, Léon Jouhaux doit abandonner ses études pour subvenir aux besoins de sa famille. Il s'engage très tôt dans la lutte sociale, ce qui lui vaut bien des déboires professionnels. Avec une volonté féroce, il n'en suit pas moins des cours du soir à la Sorbonne et à l'université populaire d'Aubervilliers.

Devenu responsable syndical, il est élu, en 1906, représentant à la CGT, puis trésorier et secrétaire général en 1909. Un poste qu'il va occuper jusqu'en 1947...

En 1914, il annonce son adhésion à la guerre dans le cadre de l'Union sacrée, au nom de la haine contre l'impérialisme allemand. Devenu syndicaliste réformiste, il participe à la création de l'OIT, puis devient membre du BIT. Après la scission de 1920, au congrès de Tours, il demeure à la tête de la CGT majoritaire. Il obtient en 1925 la création d'un Conseil national économique, mais refuse de participer au gouvernement du Front populaire. C'est lui qui conclut les accords Matignon. Rallié aux gaullistes, il est arrêté par les Allemands et déporté à Buchenwald.

À son retour, les honneurs s'accroissent : vice-président de la Fédération syndicale mondiale, président du nouveau Conseil économique et social. Favorable au plan Marshall, il démissionne de son poste de secrétaire général de la CGT et fonde, en 1948, la CGT-FO. Pour l'ensemble des tâches accomplies, il reçoit, en 1951, le prix Nobel de la paix. Il meurt en 1954.

1881-1973

PICASSO

L'ESPAGNOL UN PEU FRANÇAIS

Il n'obtint jamais la nationalité française, malgré ses demandes, mais vécut si longtemps en France. Son génie est aujourd'hui reconnu dans le monde entier. Il a eu la force et l'audace de sans cesse se remettre en question, de sans cesse tourner les pages de sa vie et de son œuvre. Alors, Andalou, Barcelonais, Français ? Qu'importe, la France conserve deux de ses plus beaux joyaux dans les musées d'Antibes et de Paris, villes où il œuvra et fut heureux.

Le parcours de Picasso est l'un des plus riches de toute l'histoire de l'art du xx^e siècle. Peintre, sculpteur, graveur et céramiste, son œuvre est à l'image de sa vie, une succession d'étapes. Il inventa le cubisme, fut l'un des porte-drapeaux du « retour à l'ordre », avant de plonger dans le surréalisme puis de poser les bases de la « figuration libre ». Il aimait répéter qu'« en peinture on peut tout essayer. On a le droit même. À condition de ne jamais recommencer. » Et c'est ce qu'il fit. Sans jamais regarder en arrière, il a eu la force et l'audace de sans cesse se remettre en question, de sans cesse tourner les pages de sa vie et de son œuvre, de chaque jour commencer une nouvelle aventure pour rester, jusqu'au bout, un homme de son temps.

Quoique d'origine andalouse, Pablo Picasso est né à Málaga le 25 octobre 1881. C'est dans la très interlope Catalogne du début du siècle que le jeune Pablo fut élevé. Fils d'un professeur de l'Académie des beaux-arts de Barcelone, il fait preuve, dès son plus jeune âge, d'un talent exceptionnel. À 8 ans, il peint *Le Petit Picador*. À 14 ans, il entre à l'Académie des beaux-arts, puis, deux ans plus tard, à l'Académie royale de Madrid. Picasso est alors reconnu comme le jeune prodige de la peinture classique espagnole.

« En visitant Le Louvre, il est profondément marqué par la découverte des sculptures ibères antiques. »

De retour à Barcelone, Picasso découvre les joies de la vie catalane. Il vit d'illustrations qu'il vend aux publications locales, et fréquente les milieux artistiques. C'est à cette période qu'il entre pour la première

fois à l'Els Quatres Gats, le fameux cabaret dont il décorera les murs, ou encore au Carrer d'Avinyo, un bordel dont le souvenir lui inspirera quelques années plus tard *Les Demoiselles d'Avignon*. À cette époque, il se lie d'amitié avec Carlos Casagémas. Le suicide de cet ami très cher, en 1901, provoque chez Picasso un véritable bouleversement.

Comme beaucoup d'artistes de l'époque, il part pour Paris et s'installe dans cette capitale des arts.

Il vit dans le dénuement et l'angoisse, mais découvre en peignant un tableau en hommage à son ami défunt que les camaïeux de bleu donnent à son travail une émotion toute particulière. C'est le début de la période bleue. À l'époque, Picasso s'établit dans un atelier minable du quartier Montmartre. Il a pour seule particularité de n'être accessible que par un pont : le « Bateau-Lavoir ». Là, il rencontre Fernande Olivier, son premier amour. Grâce à elle, il sort de sa torpeur et commence à fréquenter les milieux parisiens. Il rencontre Guillaume Apollinaire, qui commente ses œuvres, et Chtchoukine, un collectionneur russe qui lui achète ses premières œuvres. À cette époque, il croise la route de Gertrude Stein, une esthète américaine qui tient salon à Paris. Son appui inconditionnel devient décisif dans sa carrière. Picasso renoue avec le bonheur ; il ne peint plus que des cirques, des saltimbanques et des danseuses. Nous sommes en 1904, et c'est le début de la période rose.

« Il s'installe dans le sud de la France, en Provence. Il y retrouve une certaine joie de vivre. »

Trois ans plus tard, Picasso a un nouveau choc artistique. En visitant le Louvre, il est profondément marqué par la découverte des sculptures ibères antiques. Il commence à donner un certain relief à ses toiles. La même année, il se rend à la grande rétrospective consacrée à Cézanne et s'en trouve profondément bouleversé. Il se lance dans la composition des *Demoiselles d'Avignon*. Il y transgresse les codes de la figuration et annonce le cubisme par cette œuvre, qu'il envisage comme un manifeste.

À la suite de cela, il rencontre Georges Braque, l'autre inventeur du cubisme, avec lequel il parviendra jusqu'aux limites de l'abstraction. Les deux artistes brisent tous les codes ; ils reprennent à leur compte

des techniques généralement employées par les peintres en bâtiment et se permettent même d'insérer dans leurs toiles des éléments réels. C'est une véritable révolution !

En 1914, la guerre ainsi que l'envie de Picasso de revenir à des formes plus harmonieuses mettent un terme à leur collaboration. En 1917, la rencontre avec Jean Cocteau influence intellectuellement le peintre.

La proposition de créer pour les Ballets russes des décors et des costumes de leur prochain spectacle a raison de sa période cubiste. Picasso entame alors, comme bien des artistes de l'époque, un « retour à l'ordre » : un retour à des formes plus classiques, plus harmonieuses, et à des couleurs plus douces. Sa peinture devient celle d'un homme que l'on sent alors résolument heureux auprès d'Olga, sa dernière conquête, et de leur fils Paul (1921).

Mais, chez Picasso, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Associé contre son gré au mouvement des surréalistes, il se voit bientôt contraint d'admettre l'évidence. Des formes inédites recommencent à apparaître dans sa peinture. Les produits de sa sculpture, à laquelle il se consacre de plus en plus à partir du milieu des années 1920, ne viendront pas contredire cela. C'est à cette époque que le thème du « Minotaure » commence à revenir sans cesse dans son travail.

Son introduction dans le mouvement surréaliste passe par un adoubement, celui d'André Breton. Le poète se raccroche aux *Demoiselles d'Avignon* et explique : « *Les Demoiselles d'Avignon* défient l'analyse et les lois de leur vaste composition ne sont aucunement formulables. Pour moi, c'est un symbole pur [...]. Une projection intense de cet idéal moderne que nous n'arrivons à saisir que par bribes. [...] Je sais que la pensée de ce tableau est de celles qui m'ont le plus soutenu dans mon attitude, dans mes croyances, dans mon espoir. »

Picasso est depuis longtemps un artiste reconnu. Il vit de son art et en vit même très bien. Il passe l'essentiel de son temps retiré dans sa propriété du Boisgeloup, dans l'Eure. Une retraite de laquelle seule une tragédie pourrait le faire sortir. Celle-ci survient ! Le bombardement de la commune basque de Guernica, en 1937, sera un détonateur remarquable ! Bouleversé, Picasso accepte, à la demande des républicains espagnols, de créer pour l'Exposition internationale de

Paris une toile immense qu'il veut être « un instrument de guerre offensive et défensive contre l'ennemi ». Pour la première fois de sa vie, ou presque, Picasso affiche ses convictions politiques. Il s'oppose aux régimes fascistes qui enflamment l'Europe.

Par haine pour Franco, il refuse de rentrer en Espagne, malgré le non-engagement de son pays natal dans la Seconde Guerre mondiale, et reste à Paris durant l'Occupation.

« Picasso se voit consacré avec, à lui seul, trois musées dans le monde : à Antibes, à Barcelone et à Paris. »

Après la guerre, il rejoint tout naturellement les rangs du Parti communiste français, parti qui est à son sens le plus éloigné des thèses qui ont tant fait souffrir l'Europe durant les dix dernières années. Dans le même temps, il s'installe dans le sud de la France, en Provence. Il y retrouve une certaine joie de vivre. Il embrasse alors une nouvelle carrière : celle de céramiste. Il produit en parallèle un certain nombre d'œuvres généralement empreintes de sensualité. Il s'inspire également des grands maîtres pour réaliser des séries de tableaux dont *Picasso et les maîtres*. Il se lance également dans la création de ses fameux auto-portraits et dans la production d'objets en tous genres (poteries...).

Picasso fut très influencé par les grands peintres. Par exemple : le Gréco, Goya, Vélasquez, Ingres, Poussin, Cranach, Delacroix et Manet... De ce dernier, il était très admiratif du *Déjeuner sur l'herbe*. Il s'en inspira pour *Les Demoiselles d'Avignon*, en 1907. Dans les années 1960, il revint à cette œuvre majeure. Il réalisa 27 toiles et 140 dessins. L'exposition qui s'est tenue en 2008-2009 au musée d'Orsay a montré comment le tableau « scandaleux » d'Édouard Manet trouve écho dans le regard esthétique de Picasso. Il décalque les traits et les couleurs.

Ceux-ci s'opposent, se parlent, se répondent. Par ailleurs, il y a dans cette toile un thème passionnant pour Picasso : « le peintre et son modèle ». Philippe Solers, dans *Picasso, le héros* (éditions Cercle d'Art, 1996), définit parfaitement le questionnement : « Qui est la cause, qui est l'effet ? Est-ce lui ? Est-ce elle ? Les paris sont ouverts. De quel côté la fascination va-t-elle jouer ? La contorsion se nouer ? Déjeuners, étreintes, affrontements directs ou distanciés, la question reste la même, perpétuel retour différent dans l'écoulement du temps.

Nous ne sommes pas dans l'éternité et le peintre suscite, avec un glaive nu, son siècle épouvanté de n'avoir pas connu qu'Éros triomphait dans cette main étrange. Les coups de pinceaux abolissent le hasard : la vie des dieux brille. »

Dans cette œuvre, Picasso reconstruit, transforme, reste fidèle et interprète pour donner une nouvelle âme à l'œuvre.

Déjà reconnu comme mythe de son vivant, Picasso se voit consacré avec, à lui seul, trois musées dans le monde : à Antibes, à Barcelone et à Paris. Ses musées montrent un art, celui d'un dessinateur d'exception – on se doit de le répéter – qui refuse non pas la tradition, mais l'académisme, qui abolit la servile reproduction de la forme naturelle, qui crée un monde de formes inconnues initialement, puis répétées. Depuis l'autoportrait *Yo, Picasso* en 1901 jusqu'à *L'Autoportrait de 1965 peint à Mougins*, on comprend cette insoumission, cette hantise intérieure, cette quête de formes nouvelles, de déconstruction, cette liberté totale, malgré les engagements. Une liberté démontrée par le portrait de Staline donné par Picasso aux *Lettres françaises*, à l'occasion de la mort du dictateur soviétique et héros de la révolution.

En 1973, la mort vient cueillir Pablo, dans sa maison de Mougins. Heureusement, comme il aimait le dire, « nos morts continuent à vieillir avec nous ».

Pierre Daix, dans une conférence au Singapore Tyler Print Institute, le 17 avril 2007, pose une question majeure sur la modernité de Pablo Picasso : « Les générations de l'informatique, d'Internet, de la vidéo, des consoles de jeux, des photos prises par téléphone mobile peuvent-elles trouver matière à réflexion dans les façons qu'a eues Picasso de construire son œuvre ? D'absorber le neuf visuel où qu'il soit (l'éclairage électrique, une tête ibérique, un masque Wobé, un dessin d'Ingres, le cinéma, les photos du bombardement de Guernica, une désarticulation de catch à la télé) ? » La question posée donne vraiment à réfléchir et la réponse apparaît, lumineuse : Picasso est fondamentalement « Le » moderne !

1884-1966

VINCENT AURIOL

LE MEILLEUR PRÉSIDENT DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

Fils de boulanger, ce socialiste invétéré devient le premier Président de la Quatrième République, à la suite du départ inattendu du général de Gaulle. Sa simplicité et son honnêteté ont tôt fait de conquérir le cœur des Français. Homme de consensus et travailleur acharné, il traverse sans encombre la période tumultueuse des premières années d'après-guerre, apparaissant ainsi comme le seul pilier de la République naissante.

Sitôt l'armistice signé, Vincent Auriol affiche sa détermination et son courage politique en refusant les pleins pouvoirs à Pétain. Arrêté et mis en résidence surveillée, il réussit néanmoins à gagner l'Angleterre, puis l'Algérie, avant de revenir en France à la faveur de la Libération. Ministre d'État dans le gouvernement de Gaulle, de septembre 1945 à janvier 1946, Vincent Auriol manifeste très souvent son savoir-faire politique en se posant en arbitre respecté entre les parlementaires et le général.

« Un véritable homme d'État, la trempe d'un Président de la Cinquième République. »

Pendant tout son septennat, Vincent Auriol se conduit en chef de l'État tout en se refusant à tout accaparement du pouvoir.

Appelé familièrement par les Français « Vincentauriol », le premier Président de la Quatrième République traverse avec aisance les crises qui émaillent l'immédiat après-guerre. Il résiste ainsi aux retombées sociales de la guerre froide, à la rupture du tripartisme, aux difficultés de la guerre d'Indochine, à la double fronde gaulliste et communiste et à la crise scolaire.

Dans cette république où le pouvoir législatif prime sur l'exécutif, Vincent Auriol n'hésite pas à diriger le Conseil des ministres et à intervenir dans les débats. Au fil des ans, il apparaît comme la seule institution stable dans une république minée par les crises. Il se retire finalement en janvier 1954. Cinq ans plus tard, les événements

d'Algérie ont raison des institutions de la Quatrième République. Vincent Auriol ne devient pas pour autant un adepte de la Constitution de 1958. Protestant contre l'instauration d'un pouvoir personnel, il se pose en opposant du nouveau régime en refusant de siéger au Conseil constitutionnel...

1885-1946

LE COLONEL DE LA ROCQUE

EST RESTÉ LÉGALISTE

En 1927, les manifestations parisiennes contre l'exécution aux USA des anarchistes Sacco et Vanzetti donnent lieu à la profanation de la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Les anciens combattants sont outrés. Ils s'organisent alors, sous l'impulsion de l'écrivain Maurice d'Hartoy, en Croix-de-Feu.

Cette « Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour actions d'éclat » entreprend des actions politiques, et pas uniquement mémorielles, défend l'armée en toute occasion et s'affiche ouvertement antidreyfusarde.

Le mouvement demeure un groupuscule, jusqu'à ce que le colonel de La Rocque, un ancien de l'état-major du maréchal Foch, entre dans le mouvement. Il décide de l'élargir, notamment aux « brisards », c'est-à-dire les anciens du front non décorés, aux fils et aux filles des Croix-de-Feu et, en 1933, aux volontaires nationaux. Il crée le « regroupement national », qui n'est autre que des sections féminines.

« Il adhère à l'Association nationale des Croix-de-Feu, séduit par leur détermination de "poursuivre avec énergie les buts de rénovation morale et matérielle du pays". »

L'action des Croix-de-Feu est sociale, avec une activité au sein des foyers de jeunesse, l'organisation de soupes populaires, et la mise en place de bibliothèques et de dispensaires.

Elle est aussi politique, avec un programme articulé sur la restauration de l'autorité de l'État. Dans cette idéologie fortement imprégnée de catholicisme social dominant les thèmes de famille, de travail et de partage du capital.

À partir de 1933, l'antiparlementarisme se développe. C'est le signe de l'inquiétude qui a saisi les Français. En effet, le 30 janvier 1933, Hitler est devenu chancelier. Le 19 octobre, l'Allemagne a quitté la SDN. Les ligues de droite, qui ne peuvent être qualifiées de fascistes, ont des programmes qui, peu ou prou, rejoignent celui des Croix-de-Feu. Toutes n'ont pas le même objectif. Certaines sont factieuses ou proches de la sédition (la Solidarité française, Le Faisceau, les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger, l'Action française de Maurras...), d'autres, comme le mouvement du lieutenant-colonel de La Rocque, qui rassemble 600 000 adhérents, sont légitimistes. Les Croix-de-Feu démontreront leur parfait légalisme à l'égard de la République au soir du 6 février 1934 et constitueront, après leur dissolution en 1936, le Parti social français (PSF).

Les Croix-de-Feu n'ont pas de liens particuliers, ni même de bons rapports, avec les autres ligues. En effet, La Rocque proclame trop facilement un double attachement : celui à la République et celui à la non-violence. Il positionnera son mouvement ainsi : « Nos frontières sont à droite la monarchie, à gauche le drapeau rouge. »

Né le 6 octobre 1885 à Lorient, l'enfant est élevé dans une famille chrétienne, ce qui prendra une place importante dans sa vie.

À 20 ans, il choisit la carrière militaire. Il est reçu à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Puis il prend ses premiers postes dans les colonies d'Afrique. Il y montre des qualités « d'entraîneur d'hommes, d'endurance à la soif et aux très longues courses ». Puis il est affecté au 18^e Chasseurs, à Lunéville. Il retourne en Afrique, au Maroc, près du général Lyautey. En 1914, malgré son désir d'aller au combat, Lyautey le garde à ses côtés. Le 4 avril 1916, La Rocque est promu capitaine et prend le commandement du 4^e Goum au Tadla.

En août de la même année, au cours d'un combat au lieu-dit La Roche Percée, près de Khénifra, il est blessé à la cuisse droite. À la suite de cet accident de combat, il est déclaré « inapte à faire campagne ». Toutefois, rentré en France, il réussit à rejoindre, au début de 1917, une unité combattante en France, le 135^e RI. En juin 1918, il participe à la contre-attaque décidée par Mangin sur le flanc de l'offensive Allemande. Le 1^{er} septembre, à la tête du 2^e bataillon, il est nommé chef de bataillon à titre provisoire et il reçoit la rosette d'officier de la Légion d'honneur.

En 1920, la guerre terminée, La Rocque est affecté à l'état-major de Foch, puis à nouveau de 1923 à 1925, après un intermède en Pologne. Ayant échoué au brevet d'état-major, il repart pour l'Afrique, puis revient à l'état-major de Foch. En 1928, comme l'explique le professeur René Rémond, « gagné par la vague de découragement qui atteint une armée réduite à l'inaction et dont les soldes sont médiocres », il prend sa retraite et commence sa carrière civile et politique. Il entre aux Câbles de Lyon, filiale de la Compagnie générale électrique, et publie des articles de réflexion sur l'armée, sur le traité de Versailles, sur la vie sociale. Il conteste le régime, mais pas la République.

Il adhère à l'Association nationale des Croix-de-Feu, séduit par leur détermination de « poursuivre avec énergie les buts de rénovation morale et matérielle du pays ». Il prend la direction du mouvement en 1931 et appelle à voter « National » pour « barrer la route à l'union des gauches et au bolchevisme ».

Son langage est toujours modéré et il n'est pas proche de l'Action française. Les autres ligues le conchient le plus souvent. C'est un modéré. Le 6 février 1934, 40 000 ligueurs, dont une partie de ses « troupes », descendent sur le pavé parisien et crient « à bas les voleurs ».

Se côtoient dans la manifestation : les Croix-de-Feu, la Solidarité française, Le Faisceau, les Jeunesses patriotes, l'Action française, la Cagoule, les anciens combattants de l'UNC (on en compte 20 000) et les communistes de l'Arac. L'échec politique de cette journée ne réside pas dans le refus de La Rocque de prendre l'Assemblée nationale, mais dans l'absence de coordination entre les ligues. Aucun programme politique commun n'est affiché.

La Rocque ne rencontre aucun représentant des autres mouvements descendus dans la rue. Aucun plan concerté n'est mis en place et les stratégies ou tactiques divergent selon les organisations.

Bien que proches du Palais-Bourbon, siège de la Chambre des députés, les manifestants ne tentent pas de l'occuper. La dispersion ordonnée par François de La Rocque rend impossible toute occasion de renverser le régime par la force. Aux alentours (bas des Champs-Élysées, place de la Concorde, sur les quais), la violence fait rage. La garde mobile tire. Les heurts durent toute la nuit. Seize manifestants et un policier sont tués. On dénombre un millier de blessés. Une contre-manifestation organisée par la gauche, deux jours plus tard, à laquelle participent socialistes et communistes, dégénère et fait neuf morts. Un nouveau gouvernement est mis en place. Il est dirigé par le modéré Gaston Doumergue dit « le sage de Tournefeuille ». Tardieu et Édouard Herriot entrent dans le gouvernement. L'agitation ligueuse comme sa réponse de gauche n'auront pas été révolutionnaires.

« Pour la gauche, il incarne le danger fasciste. Elle refuse de prendre en compte le fait que le militaire à la retraite a eu le respect de la légalité de ses actions. »

Un homme a permis de sauver la République. En refusant de sauter le pas et de prendre l'Assemblée nationale, alors que tout était possible et qu'il pouvait le faire, La Rocque s'est conduit en légaliste. Les ligues le lui reprocheront à tout jamais. Mais, pour la gauche, il incarne le danger fasciste. Elle refuse de prendre en compte le fait que le militaire à la retraite a eu le respect de la légalité de ses actions.

François de La Rocque décide alors de faire des Croix-de-Feu un parti politique et de se soumettre au verdict des urnes. À cette fin, il crée, en 1936, le Parti social français (PSF), dont la devise : « Travail, Famille, Patrie » est déjà un programme, mais ne passera à la postérité, l'histoire le marquant du fer rouge en raison de sa reprise par le maréchal Pétain.

Pour La Rocque, on n'arrive au pouvoir que par une élection gagnée. Mais, plus encore, légaliste comme jamais, il refuse de rallier le « front de la liberté » comme le souhaite Doriot. On le hue, on le conspue. Il trouve des ralliements. Ainsi Mermoz qui devient vice-président du PSF.

En 1940, son parti est devenu le premier parti de France avec 2 000 000 d'adhérents. Tout est prêt pour un succès.

Mais la guerre éclate. La Rocque est dans un premier temps équivoque. Il appelle à la « Résistance » et à la « fidélité au vainqueur de Verdun », acceptant « sans restriction » l'armistice. Son parti devient le Progrès social français. En décembre 1940, s'il accepte « le principe d'une collaboration », il dénonce l'antisémitisme lorsqu'il est accusé par l'extrême droite « d'avoir fondé *Le Petit Journal* avec un consortium juif », et refuse toute participation à la révolution nationale de Vichy. Il se déclare très vite particulièrement méfiant à l'égard de la Légion française des combattants.

En 1942, La Rocque devient ce que l'on nomme un « vichysso-résistant », et déclare lors de meetings en zone sud que « la collaboration est incompatible avec l'occupation ». Il entre en contact avec le réseau Alibi, puis forme le réseau Klan avec des agents du PSF. Il rejette les lois sur le Service du travail obligatoire. Très clairement et sans ambiguïté, il refuse que des membres de la Milice et de la LVF entrent au PSF. Avec 152 dirigeants de son parti, il est arrêté en mars 1943. Interné en Allemagne à Eisenberg, puis à Itter en Autriche, il retrouve les généraux Gamelin et Weygand. Il y souffrira et sera même très malade. Après la libération du camp d'Itter par les troupes américaines en mars 1945, il est rapatrié en France et placé en résidence surveillée à Versailles, par le Gouvernement provisoire.

Le natif de Lorient, encore prisonnier, décède le 28 avril 1946. Il faudra attendre 1961 pour que l'action résistante indéniable du colonel de La Rocque soit confirmée, et par le général de Gaulle lui-même.

Il recevra, à titre posthume, la médaille des déportés-résistants. Sa veuve reçut « les excuses du gouvernement pour une injustice dont il mesure la profondeur ». Qui s'en souvient ?

1885-1957

SACHA GUITRY

DU THÉÂTRE À L'HISTOIRE

Alexandre Georges-Pierre Guitry est né le 21 février 1885 à Saint-Petersbourg. Ses parents, le célèbre acteur Lucien Guitry et la non moins illustre Renée de Pontry, vivent alors des heures difficiles. Accaparés par leurs rôles respectifs et l'éducation de leurs fils, ils n'arrivent plus à s'entendre, et leurs jeunes enfants sont plongés au cœur d'une séparation difficile.

L'année 1889 est particulièrement tragique. Renée de Pontry rentre en France et obtient la garde des deux enfants. Cependant, alors que le jeune Sacha – c'est le diminutif d'Alexandre – sort avec son père qui les a rejoints à Paris, pour acheter des gâteaux à la boulangerie, il est purement et simplement enlevé et emmené à Moscou par celui-ci. Malgré l'absence de sa mère, Sacha y vit des heures merveilleuses et décisives. Là-bas, il rencontre le tsar en personne et surtout, il monte pour la première fois sur les planches. Bien sûr, il n'est que figurant, mais dans une pantomime en un acte écrite en partie par son père. Cette découverte du monde du théâtre est pour lui un choc, il ne le quittera plus. Être acteur ou écrivain, son choix n'est pas encore fixé, mais une chose est sûre, le jeune Sacha a trouvé sa voie.

L'année suivante, il rentre à Paris pour y reprendre des études, qui ne l'enchantent guère... c'est le moins que l'on puisse dire.

Lui seul sait à quel point il se sent prédestiné. Il veut faire du théâtre et, comme son père : « jouer tous les soirs pour travailler ». Là est sa seule constance.

Pour le reste, Sacha mène une vie plus que dissolue. Il change onze fois d'école et redouble au moins cinq fois sa sixième, de la même manière qu'il enchaînera plus tard les conquêtes et les mariages. Lui-même riait de ce comportement en écrivant notamment : « Je suis contre les femmes, tout contre. »

Sur le plan professionnel, Guitry enchaîne plutôt les succès. Auteur avant tout, il est aussi l'acteur de ses propres pièces. Véritable roi

du boulevard, il devient même, sur le tard, un réalisateur à succès. L'humour est certes son fonds de commerce. Mais, si l'on y regarde de plus près, c'est bien l'histoire qui l'inspire. Il y choisit les événements et anecdotes qui lui permettront, une fois adaptés, d'amuser son public. Sont-ce les révolutions et les guerres de sa jeunesse qui lui ont donné ce goût pour les fresques historiques ? Peut-être !

Pourtant, dans ses œuvres, il n'en relate jamais aucun épisode. Jean Piat, un de ses acteurs fétiches, disait de lui : « Sacha est à l'évidence plus à l'aise dans le passé pour écrire une histoire bien à lui que dans l'actualité de son temps. » D'ailleurs, peut-être était-ce mieux.

En 1942, pour la première fois de sa déjà longue carrière, il s'intéresse à ses contemporains en publiant *De Jeanne d'Arc à Philippe Pétain*. Bien mal lui en prend, puisque cet ouvrage lui vaut pour son titre, que même le maréchal lui avait déconseillé, 60 jours de prison à la Libération. Mais encore une fois, Guitry utilise cette aventure, qu'il mélange à l'histoire comme le reste de ses gloires et de ses déboires, pour faire rire.

Il reprend aussitôt la plume et écrit de grandes fresques historico-fantaisistes parmi lesquelles on compte de nombreux chefs-d'œuvre tels que *Les Perles de la couronne*, *Si Paris m'était conté*, *Si Versailles m'était conté*, *Le Diable boiteux*, *Désiré Clary* ou encore *Le Bien-aimé*.

Guitry aime l'histoire ; mais pas comme un historien. Il n'a ni le respect des dates, ni celui des faits.

Lui ne cherche qu'à s'amuser, et tant pis si la vérité historique doit en pâtir. Quelques-uns s'en émeuvent, lui s'en amuse. Lorsque certains érudits tentent de le corriger, il répond de façon cinglante que seule l'efficacité de la réplique compte à ses yeux comme à ceux du public.

Parfois même, il se laisse aller à la provocation. Interviewé pour son film *Si Versailles m'était conté* il s'étonne que personne ne lui ait encore signalé une erreur qui se trouve dans la dernière image du film. On y voit Louis XIV en compagnie de Clemenceau ; « or », précise-t-il, « si ma mémoire est bonne, ils ne se sont jamais rencontrés ».

Lorsqu'on lui demande s'il se considère comme un historien, Guitry utilise l'analogie en se comparant à David peignant *Le Sacre de*

Napoléon et précise que, concernant la présence de M^{me} Bonaparte sur le tableau, il comprenait le peintre à qui l'on n'avait pas demandé d'illustrer la présence de la mère, mais bien le sacre du fils. Décidément, il ne s'embarrasse pas de la vérité historique. Il préfère changer le cours du passé pour un bon mot plutôt que de s'embarrasser d'un quelconque réalisme. Selon lui : « Toutes ces sottises que l'on appelle histoire ne peuvent valoir quelque chose qu'avec les ornements du goût. »

Alors oui, Sacha Guitry prend avec l'histoire d'importantes libertés, mais il l'assume. Et parfois même, il s'approche de la raison. Il raconte à qui veut l'entendre un épisode de sa vie qui donne à réfléchir. Il évoque ce jour où la fille de son jardinier lui prêta son livre d'histoire, qu'il lut de bout en bout, il confie dans ses mémoires qu'il ne s'en remettra pas « de sitôt » et que la chronologie qui y figure « a la vanité de se croire exacte parce qu'elle est précise ». Or, Guitry défend que présenter ainsi l'histoire, c'est la trahir. Selon lui, il n'existe aucun intérêt à énumérer ainsi tous ces crimes, ces guerres ou révolutions sans parler également des avantages qui en ont découlé et surtout en omettant de parler des riches heures de notre passé. Que peut-on lui répondre quand il affirme que « si l'on croit devoir apprendre à nos enfants que les Français furent défaits à Pavie en 1525, qu'on le fasse, mais qu'ils sachent aussi qu'en cette même année, Rabelais concevait son *Pantagruel* tandis que s'élevait le château de Chambord » ? Rien, tellement c'est juste et prémonitoire.

Anouilh disait que toute œuvre créatrice est un plagiat de la vie. Guitry, pour sa part, choisit, toute sa vie, de réinventer le passé. Ses œuvres historiques ne sont en fait que des fictions très réussies. De toute façon, force est de constater que l'histoire et le théâtre, *a fortiori* le boulevard, n'ont jamais fait bon ménage. Toutefois, il est indéniable qu'à force de réinterpréter l'histoire, Sacha Guitry y est entré !

Une idée de redécouverte, en livre ou en DVD.

1885-1970

FRANÇOIS MAURIAC

LE TUMULTE DE LA GARONNE

Alors que l'on redécouvre l'homme Mauriac et ses secrets, il est bon de se rappeler son œuvre.

Il est « L » écrivain bordelais ! Né en octobre 1885 à Bordeaux, François Mauriac est issu de la haute bourgeoisie catholique, qu'il a largement décrite dans ses œuvres. Il étudie les lettres à Bordeaux puis entre à l'École des chartes, qu'il ne termine pas. Après des œuvres saluées par le monde littéraire, il se fait connaître du grand public avec *Le Baiser au lépreux* en 1922, et *Thérèse Desqueyroux* en 1927. Son œuvre monumentale présente des personnages fiévreux, hantés par le péché, inquiets sur la vie. En 1933, il est élu à l'Académie française. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage en faveur de la Résistance et devient un fidèle partisan du général de Gaulle, même si son fils Jean a révélé dans un ouvrage récent qu'il fut rapidement prudent en matière de gaullisme, voire circonspect sur certains sujets.

En 1952, il reçoit le prix Nobel de littérature. Proche de JJSS et de François Giroux, il collabore à *L'Express*, puis au *Figaro littéraire* à partir de 1961. Il meurt en septembre 1970 à Paris.

1886-1956

ANDRÉ MARTY

L'HOMME DES REFUS

Maçon, communiste, anticolonialiste, André Marty est une figure de la résistance à une idéologie marxiste dévoyée

André Marty est un tempérament catalan. Il naît le 6 novembre 1886 à Perpignan. Sa famille était ancrée dans la région et dans les idées avancées d'alors, son père ayant participé à la commune de

Narbonne. Apprenti mécanicien à Perpignan, il s'initie en loge. Il est introduit à la loge maçonnique Saint-Jean des Arts et de la Régularité de Perpignan (GLF). Lui qui avait échoué à l'École navale s'engage dans la « Royale » en 1908 comme matelot mécanicien. Le jeune chaudronnier y fera carrière dix ans, devenant « ingénieur mécanicien » en 1917. Il parcourt le monde. Marty, dès les années 1910, participe à des mouvements clandestins. Il est influencé par les idées syndicalistes révolutionnaires et hervéistes de l'arsenal de Toulon. La maçonnerie reste un lieu d'expression pour lui. Il prononce une conférence en 1914 à Perpignan devant la loge Saint-Jean des Arts et de la Régularité sur la « guerre en mer ». En 1919, il est à bord du contre-torpilleur Protet lors de la mutinerie du port d'Odessa. Le mutin de la mer Noire, condamné à vingt ans de travaux forcés, devient un symbole.

Gracié en 1923, il adhère au PC, quitte la franc-maçonnerie et se présente aux élections. Élu député de Seine-et-Oise en 1924, il entreprend de défendre les opprimés et les anticolonialistes. En 1927, il est condamné à la Santé pour menées factieuses anticolonialistes.

En 1931, il est l'un des responsables du Komintern section française. En 1936, il est nommé inspecteur général des Brigades internationales. Il reste quatre ans en Espagne, où il se taille une réputation. Réfugié à Moscou en 1939, il gagne Alger en 1943 pour représenter le PCF au sein du Gouvernement provisoire et siéger à l'Assemblée consultative. Ses liens avec Thorez sont exécrationnels. En 1944, il est numéro 3 du PCF, mais est très vite marginalisé. En 1952, il est mis en accusation par le bureau politique pour avoir des liaisons poussées avec la police, pour avoir minimisé le rôle de l'Union soviétique pendant la guerre, pour avoir sous-estimé le danger américain et surestimé, par la suite, le danger gaulliste. Exclu de cet organisme le 7 décembre, il est écarté du parti par sa cellule le 24 décembre. Il siège dès lors parmi les non-inscrits jusqu'en 1955. Retiré près de Perpignan, il se rapproche des milieux libertaires et trotskistes qu'il avait pourtant si vivement combattus. En 1955, il publie *L'Affaire Marty*, plaidoyer *pro dromo*. Le parti déclenche une violente contre-attaque. Il meurt à Toulouse le 22 décembre 1956 d'un cancer du poumon.

1888-1967

ALPHONSE JUIN

L'HOMME DE LA CONQUÊTE ITALIENNE

Né le 16 décembre 1888 à Bône en Algérie, mort le 27 janvier 1967 à Paris, Alphonse Juin est l'archétype du militaire, d'extraction modeste, qui doit tout à son travail et à la France.

Il est le dernier officier français à avoir été élevé à la dignité de maréchal de France de son vivant.

Saint-cyrien en 1912, Alphonse Juin est gravement blessé en 1915. Il est nommé, après la guerre, aide de camp de Lyautey au Maroc. Diplômé de l'École de guerre, participant actif à la guerre du Rif contre Abd el-Krim, il est chef de cabinet de Lyautey à Rabat à partir de 1931. général de brigade en 1938, il est fait prisonnier à Lille à la tête de la 5^e division d'infanterie motorisée en 1940. Il avait combattu jusqu'au bout, après avoir épuisé ses munitions. Interné par les Allemands, il est libéré en 1941 sur requête du maréchal Pétain. Il est nommé chef des forces d'Afrique du Nord. À la fin de 1942, il se rallie à Giraud et participe aux combats contre Rommel en Tunisie.

À la demande de de Gaulle, son camarade de promotion, il prend la tête du corps expéditionnaire français en Italie. Il joue un rôle essentiel avec ses « tabors marocains », lors de la victoire de Monte Cassino. En juin 1944, sa victoire du Garigliano ouvre la route de Rome aux Alliés.

Après la guerre, il est nommé résident général au Maroc. Il s'appuie sur le Glaoui contre le sultan Mohammed V. En 1951, Juin est nommé responsable du commandement interallié des Forces terrestres atlantiques du secteur Centre-Europe. En 1953, ses prérogatives sont étendues aux forces aériennes et maritimes. Il est nommé maréchal en 1952, et devient académicien français. Il est, politiquement, opposé à la CED, comme à la politique algérienne du général de Gaulle ; toutefois, il ne participe pas à la rébellion de 1961. Il est écarté de toutes fonctions militaires en 1962. Il s'éteint cinq années plus tard.

1889-1952

DE LATTRE DE TASSIGNY

LE ROI JEAN

Jean-Marie de Lattre de Tassigny naît le 2 février 1889 à Mouilleron-en-Pareds en Vendée, où il sera inhumé après une brillante carrière militaire en 1952. C'est lui qui signera pour la France, dans Berlin détruit, durant la nuit du 8 mai 1945, l'acte de capitulation de l'Allemagne.

Sorti de Saint-Cyr et de Saumur, il est capitaine pendant la guerre de 1914-1918, où il est blessé à quatre reprises. Il sert au Maroc et sort major de l'École de guerre. Il combat à Rethel en 1940, puis dirige l'armée française en Tunisie en 1941, et la région militaire de Montpellier en 1942. S'étant opposé à l'entrée des Allemands en zone sud, il est condamné à dix ans de détention. Il s'évade, rejoint Londres, puis Alger. Il débarque en Provence en août 1944, puis conduit à la tête de la 1^{re} armée, renforcée des divisions d'Italie, les campagnes d'Alsace et d'Allemagne. Le 30 mars 1945, il franchit le Rhin et atteint le Tyrol à la fin d'avril. Le 8 mai 1945, il signe la capitulation allemande pour la France. Commandant en chef des forces terrestres de l'Otan en 1949, il est nommé en Indochine en 1950. Le roi Jean parvient à redresser la situation, insufflant un moral d'acier aux officiers et à la troupe. La mort de son fils Bernard puis la maladie ont raison de son indomptable énergie. Il reçoit le bâton de maréchal le jour de son enterrement.

1890-1970

CHARLES DE GAULLE

ET TOUJOURS SERVIR LA FRANCE

La vérité historique sur de Gaulle est tributaire du souvenir que chacun porte en lui, ou de la voix portée « sur le général » au sein de sa famille, de son groupe social ou de son parti politique. Il est toutefois intéressant de réviser quatre-vingts ans d'une vie romanesque au possible.

Charles de Gaulle est né à Lille dans une famille originaire de Bourgogne le 20 novembre 1890. Il recevra, jusqu'en 1914, une éducation traditionnelle. Après avoir participé à la Grande Guerre, il est, entre 1925 et 1940, un brillant officier, attaché au maréchal Pétain, qu'il admire comme « le vainqueur de la Grande Guerre ».

Il rédige en 1924 *La Discorde chez l'ennemi* (Berger-Levrault), un ouvrage peu lu par le grand public et essentiellement étudié par les services allemands. En cinq études de psychologie politique et militaire, le capitaine de Gaulle analyse les forces ennemies pendant la Première Guerre mondiale. Dès lors, il ne cesse de combattre les germes de désagrégation interne au sein de l'armée, et comme l'explique Gaetano Quagliariello (*La Religion gaulliste*, Perrin) : « Au cours de cette période, de Gaulle craignit que la réaction pacifiste et le désir inconscient d'éviter à tout prix une nouvelle épreuve ne sapent l'armée. »

Tout en continuant son activité militaire, il analyse, puis théorise, et publie *La France et son armée* (1938). De manière alerte, il raisonne sur les liens étroits existant entre l'histoire de France et son armée à travers les héros, les victoires et les défaites. Le livre laissera une trace dans la réflexion du temps. Quatre ans plus tôt, il avait rédigé un autre essai qui avait fait grand bruit : *Vers l'armée de métier* (Berger-Levrault).

« Je suis un Français libre. Je crois en Dieu et en l'avenir de ma patrie. Je ne suis l'homme de personne. »
Charles de Gaulle,
24 juillet 1940

Réélu le 5 avril 1939, le Président Lebrun confie le cabinet à Paul Reynaud le 22 mars 1940. Le colonel de Gaulle est commandant des chars de la 5^e armée, alors que Gamelin est commandant en chef des troupes françaises. L'offensive allemande de mai 1940 sur la Belgique et la Hollande est lancée. Le 13 mai, les panzers sont à Sedan. Le 17 mai, de Gaulle combat à Montcornet. Le 19, il est à Crécy-sur-Serre, le 20 à Laon et le 27 à Abbeville. La bataille est rude. Le théoricien est aussi un praticien. Le maréchal Pétain nommé vice-président du Conseil, Gamelin est limogé pour incompétence. Weygand le remplace. Il rencontre une situation désespérée. Le 5 juin, de Gaulle est nommé sous-secrétaire à la Défense nationale et à la Guerre. L'attaque allemande, lancée le long de la Somme, se produit le 6 juin. La résistance est totale, la bataille terrible. Le front est enfoncé le 7 juin. Le 14, les Allemands sont à Paris. Reynaud, approuvé par de Gaulle et Mandel, souhaite la poursuite des combats en repartant des bases coloniales. Il est désavoué et doit démissionner. De Gaulle quitte Bordeaux le 17 pour Londres. Dès le lendemain, il lance son fameux appel à la résistance sur les ondes de la BBC. L'appel a été peu entendu et ce seront des relais – dont le bouche à oreille –, dans les semaines qui suivirent, qui feront sa fortune critique. Le 22 juin, c'est l'armistice de Rethondes avec les Allemands, puis le 24 juin celui de Rome avec les Italiens. Ces derniers ont attaqué la France le 11 juin... indignement.

« De nouveau
au pouvoir en
1958 : le Verbe
est de retour. »

Le 29 juin, le gouvernement français s'installe à Vichy. Le 3 juillet, les Anglais mettent en œuvre la décision prise le 27 juin par le cabinet de Winston Churchill et coulent la flotte française réfugiée à Mers el-Kebir. Le 10 juillet 1940, le maréchal Pétain, âgé de 84 ans, obtient les pleins pouvoirs. Le combat entre le vieillard et le général de Gaulle ne cessera plus.

Les 133 marins de l'île de Sein qui ont entendu l'appel du 18 juin le rejoignent aussitôt. L'embryon de la France libre est né. Le mythe de Gaulle aussi. Le 22 juillet 1940, les Nouvelles-Hébrides se rallient. Le 28, Churchill reconnaît de Gaulle chef de la France libre. En août, l'Afrique équatoriale le rallie ; le 2 septembre, c'est au tour de Tahiti.

Le 27 octobre, de Gaulle institue le Conseil de défense de l'empire à Brazzaville. Le 9 novembre, le Gabon s'intègre dans la France Libre.

Le 2 mars 1941, Leclerc, parti de Fort-Lamy avec de faibles effectifs, s'empare du fort italien de Koufra, en Libye. Il prononce le serment d'aller jusqu'à Metz et Strasbourg.

« Mon seul rival international, c'est Tintin ! » Charles de Gaulle

La Seconde Guerre mondiale dure quatre ans. De Gaulle doit lutter contre ses ennemis à l'intérieur, notamment les nostalgiques de la Troisième République, la République des partis, et à l'extérieur les Américains, qui lui préféreraient un homme plus malléable. Darlan, Giraud, Weygand se succéderont dans cette option. La Résistance s'organise en France, de Gaulle devient une référence. Au lendemain du *D-day*, de Gaulle, qui a été tenu à l'écart, arrive à Bayeux. Il est accueilli en héros national. Il retrouvera une telle effervescence et de telles clameurs sur les Champs-Élysées, le 26 août 1944. Le 12 juillet 1944, Pétain tient son dernier Conseil des ministres. Roosevelt reconnaît au Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) la qualité d'administrer la France. Le 9 août, les Actes constitutionnels du 11 juillet 1940 sont abrogés. La République est rétablie. Le 2 septembre, de Gaulle tient à Paris le premier conseil du GPRF. Il a succédé au CFLN (Comité français de libération nationale) depuis le 15 mai 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), reconnu par les Alliés le 23 octobre 1944, regroupe des hommes venus de tous les horizons : Pierre Mendès France et René Mayer, des communistes tels Fernand Grenier et François Billoux, des résistants de différentes « obédiences » – Henri Frenay, Emmanuel D'Astier de La Vigerie... Parallèlement se développe un mouvement pour le rétablissement d'un régime parlementaire où le rôle principal est dévolu aux partis. Le général de Gaulle est contre. Il souhaite l'établissement d'un pouvoir exécutif fort.

Le Gouvernement provisoire se fixe cinq objectifs dans un contexte intérieur bouleversant : épurer le passé, gagner la guerre, assurer l'autorité de l'État, reconstruire l'économie et rétablir le rang international du pays.

Le général de Gaulle lutte sur le plan international pour que la France retrouve au plus vite son statut de grande puissance. Écartée de Yalta, la France est présente à la conférence de San Francisco créatrice de

l'ONU, le 26 juin 1945, et surtout obtient un siège permanent avec droit de veto au Conseil de sécurité. De Lattre (mandaté par le général de Gaulle) contresigne l'acte de capitulation de l'Allemagne le 8 mai. La France se voit même accorder une zone d'occupation en Allemagne et un secteur à Berlin dans le cadre du découpage en quatre de la ville.

Sur le plan intérieur, le général fait voter des réformes structurelles de première importance : droit de vote des femmes (le 5 octobre 1944), création des comités d'entreprises (le 22 février 1945), nationalisation du transport aérien, ordonnances créant la Sécurité sociale (le 4 octobre 1945), nationalisation de la Banque de France... Les fondations de la France des Trente Glorieuses sont posées.

Sur le plan politique, le parti communiste de Thorez, fort de 900 000 adhérents et soutenu par la CGT et le journal *L'Humanité*, s'oppose aux démocrates-chrétiens du MRP (Mouvement républicain populaire), qui soutiennent la grande figure solitaire du général de Gaulle. Malheureusement, il apparaît que le MRP, favorable à une démocratie parlementaire, n'est plus en phase avec le général de Gaulle.

Le général se replie à Colombey-les-Deux-Églises. Son ombre tutélaire planera plus souvent qu'à son tour sur des décisions prises pendant la Quatrième République. Il travaille à ses *Mémoires de guerre*, avec à ses côtés un fidèle : Olivier Guichard. Se crée le RPF (Rassemblement du peuple français) qui, s'il coupe le lien direct entre gaullisme et Résistance, donne au gaullisme son enracinement électoral.

Sa conception de la France et de la politique est parfaitement définie dans ses *Mémoires de guerres*, parues en trois tomes entre 1954 et 1959 : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a en moi d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée imminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant, ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement

elle-même qu'au premier rang ; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même ; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur. » (T. 1, p. 1.)

La France est de nouveau en crise... Après l'Indochine, ce sont le Maroc, la Tunisie et l'Algérie qui posent problème. Le 13 mai 1958, la manifestation d'Alger se transforme en un mouvement quasi insurrectionnel, avec la création d'un Comité de salut public et militaire présidé par le général Massu. Le 14 mai, Pierre Pflimlin est investi par l'Assemblée. Mais le 15, le général Salan lance, d'Alger, son célèbre et incompris « Vive de Gaulle ». Le pouvoir civil de Paris est face à un pouvoir militaire à Alger qui bénéficie de l'appui – pour le moment – du général de Gaulle. Le 1^{er} juin, de Gaulle est investi par l'Assemblée par 329 voix contre 224 et obtient, dans la foulée, les pleins pouvoirs législatifs et l'accord pour préparer une nouvelle Constitution dans un délai de quatre mois.

De Gaulle entreprend cinq voyages en Algérie. Le 4 juin 1958, il s'écrie à Alger : « Vive l'Algérie française ! » Il parcourt l'Afrique noire, présentant à chaque pays des mécanismes institutionnels et politiques menant à l'indépendance. Le 28 septembre 1958, la nouvelle Constitution est approuvée par référendum, et le 30 novembre l'UNR (Union pour la nouvelle République) – parti du général de Gaulle – remporte les législatives. Le 21 décembre 1958, de Gaulle est élu Président par un collège de grands électeurs.

Homme providentiel ? Là n'est pas la question. Le général de Gaulle entreprend de régler la question coloniale pour permettre à la France de reprendre une politique de développement. Réaliste et pragmatique, il sacrifie la population européenne dans les territoires coloniaux. Homme d'État, il met la France avant tout. Pour elle, il doit éliminer tous les obstacles.

En 1960, il instaure le nouveau franc (il vaut cent fois la valeur du précédent). En limogeant le fidèle général Massu, qui a osé critiquer sa politique algérienne, il provoque le 24 janvier une manifestation sanglante favorable à l'Algérie française : la Semaine des barricades. Peu de

temps après, de Gaulle parle pour la première fois d'une « République algérienne ». Nous sommes en novembre 1960. Le 8 janvier 1961, il soumet à référendum le principe d'autodétermination du peuple algérien. La métropole le suit à 75 %. En Algérie, le « non » atteint 30 %. Il doit faire face au désespoir des populations européennes d'Algérie qui se réfugient dans le terrorisme et l'OAS (Organisation armée secrète). De Gaulle, lui-même, échappe de justesse à un attentat au Petit-Clamart. Le 7 avril, les pourparlers d'Évian sont lancés. Le 22 avril, un ultime sursaut de généraux « félons » tente de sauver l'Algérie française : c'est le putsch des Généraux (Challe, Zeller, Jouhaud et Salan). L'échec marquera profondément la politique française des vingt années à venir. Le contingent n'a pas suivi ses généraux ! Après un premier échec à Évian, les pourparlers reprennent aux Roussettes, puis à Évian. La délégation française est menée par Louis Joxe. On parvient à un accord le 18 mars 1962. L'Algérie sera indépendante. Depuis 1959, qui aurait pu en douter ?

Un référendum entérine cette coûteuse (humainement, psychologiquement, politiquement et économiquement) indépendance, le 8 avril, avec une écrasante majorité : 90,7 %. Michel Debré, Premier ministre, est en désaccord avec le général. Il s'en va. Il est remplacé par Georges Pompidou, le 14 avril 1962.

En novembre 1962, de Gaulle essaya de lier le résultat du référendum qui le décevait (le « oui » obtint 62,25 % des votants soit 46,66 % des inscrits ; c'est une victoire, mais pas un plébiscite) avec les élections législatives. Toutefois, il se livre le 7 novembre à un violent discours contre les partis politiques... du passé, et il établit un lien entre sa personne et les candidats qui le représentaient. De Gaulle divisa ainsi les partis, permettant au PCF de revenir dans le jeu (il gagne 31 sièges), et fit barrage au cartel des « non » (MRP, indépendants), qui perdit 98 sièges, et à l'extrême droite, qui disparut pour vingt-cinq ans des bancs du Parlement.

La France peut passer à un nouveau domaine de développement : le développement économique, sous la houlette d'un homme de culture, formé au sein du monde de la banque.

Les grands projets sont lancés : recherche spatiale avec la création du CNES (Centre national d'études spatiales) ; construction du

supersonique civil Concorde conjointement avec la Grande-Bretagne (le premier vol a lieu le 11 décembre 1967) ; énergie nucléaire avec les centrales graphite-gaz ; la première bombe A française explose à Reggane, en 1968 ; la première bombe H explose à Fangataufa en Polynésie ; lancement de la construction du somptueux paquebot de croisière *Le France*... Comme l'indique Philippe Valode dans son *Histoire de France de Clovis au XXI^e siècle* : « Ce qui est remarquable avec le général de Gaulle, c'est cette exceptionnelle capacité à lancer des projets structurants et à les tenir. Début 1968, la France s'est dotée de tous les attributs d'une puissance mondiale. »

Dans le domaine économique, de Gaulle travaille avec le très conservateur, mais gestionnaire, Antoine Pinay. Celui-ci réédite en 1958 son opération de 1952 : l'émission d'une rente indexée sur l'or. Elle rapporte 320 milliards de francs dans les caisses de l'État et une amnistie fiscale.

Dès la fin de 1958, le plan Pinay-Rueff rétablit les grands équilibres budgétaires, et surtout impose le vote du budget avant l'année de son exécution... L'économie est remise en ordre de marche à partir de grandes actions : le franc est dévalué de 17,55 % ; les barrières douanières sont abaissées ; des objectifs sont fixés à long terme sous forme de « plans » ; l'aménagement du territoire est confié à la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale)... En 1962, le nouveau et jeune ministre des finances (36 ans), Valéry Giscard d'Estaing, apporte un nouveau style, plus décontracté, intellectuellement brillant.

Par ailleurs, le général refuse la lutte des classes en France. Il prône la participation par une association du capital et du travail. Il fait adopter une ordonnance facultative d'intéressement des travailleurs. Elle sera amplifiée et généralisée, en 1965, par l'amendement Wallon et, en 1967, par les ordonnances d'août. En 1967 toujours est créée l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Au plan scolaire, c'est le début de sa présidence qui est remarquable. Il fait, avec Michel Debré, adopter la loi sur le financement public de l'école libre à travers le contrat d'association en décembre 1959.

De Gaulle est partisan de la réconciliation franco-allemande.

Il accueille en France Konrad Adenauer, le 2 juillet 1962, et se rend en Allemagne le 4 septembre. Un signe fort est ainsi marqué. Une politique agricole commune est instituée en janvier 1962. Mais de Gaulle oppose son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun dès le 14 janvier 1963. Propriétaire d'une force nucléaire militaire, la France quitte l'organisation militaire de l'Otan en 1966.

De Gaulle inaugure une politique d'ouverture avec l'URSS et parle de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

En 1965, le général se représente à l'élection présidentielle. Il est mis en ballottage par François Mitterrand, représentant la gauche, et Jean Lecanuet, qui fait un score surprise. Sa campagne a été faible, légèrement arrogante, silencieuse, certainement suffisante.

Il sort de son silence le 4 novembre et apparaît alors à la télévision pour un discours rassembleur. Il était temps !

Il est élu au second tour sans sortir « grand vainqueur ». Mitterrand, candidat de la gauche unie, a obtenu un score remarquable au second tour, ayant réuni sous son nom tous les mécontentements. De Gaulle a-t-il compris le message des urnes ?

« Le général sort de son silence le 4 novembre 1965 pour une allocution télévisée. »

Les législatives de 1967 seront gagnées de justesse. Le général ne comprend pas les avertissements politiques et sociaux.

- Il maintient Maurice Couve de Murville et Pierre Mesmer comme ministres alors qu'ils viennent d'être battus aux élections et sont impopulaires.
- Au plan international, il condamne Israël pendant la guerre des Six Jours, et s'ingère brutalement dans les affaires canadiennes avec son « Vive le Québec libre ».
- La crise de mai 1968, née à Saint-Denis et à la Sorbonne, sous l'impulsion d'une jeunesse en révolte contre l'ordre bourgeois immobile, s'étend à l'ensemble du monde scolaire. Le monde du travail n'est pas en reste et, le 14 mai, Sud-Aviation est occupée.

Le général de Gaulle intervient sans succès le 24 mai. Les accords de Grenelle avec les ouvriers de Renault, le 27 mai, sont un second échec social. François Mitterrand croit son heure arrivée. Il se trompe aussi

lourdement que le Président. Perturbé, le général part pour l'Allemagne, où il obtient l'assurance d'une intervention des troupes françaises stationnées en Allemagne si nécessaire. Pourquoi ce voyage ? Le mystère demeure encore. Les interprétations sont multiples. De retour à Paris, il dissout l'Assemblée. Une immense manifestation de soutien a lieu le même jour. Au second tour des législatives, l'UNR obtient 293 sièges sur 487, auxquels il faut ajouter les 61 sièges des RI de Giscard d'Estaing et de Poniatowski. De son humour, le général ne s'en départira jamais ; Malraux rapporte cette phrase révélatrice de la finesse et du détachement de l'homme : « Au fond, vous savez, mon seul rival international, c'est Tintin ! Nous sommes les petits qui ne se laissent pas avoir par les grands. On ne s'en aperçoit pas, à cause de ma taille. » Toutefois, de Gaulle est blessé par cette crise qu'il n'a pas vu venir et n'aime pas cette chambre conservatrice. Il appelle Couve de Murville comme Premier ministre.

Si l'homme est fiable, consciencieux, travailleur et connaisseur de la chose publique, il est strict, rigide et ne communique pas. Seul le vibrant et génial Edgar Faure, nommé ministre de l'Éducation nationale, gagne une bataille pour le général en réformant l'Université.

De Gaulle, à la surprise générale, annonce un référendum pour la création de régions et une réforme du Sénat. Un coup de billard à trois bandes. Cela passe ou cela casse. Sa majorité se déchire ; les centristes et les giscardiens s'opposent avec le fameux « oui, mais ». Le « non » l'emporte avec 52,41 % des suffrages. De Gaulle démissionne et part se « ressourcer » en Irlande. L'image fera le tour du monde. Puis il se retire dans sa demeure de La Boisserie à Colombey-les-Deux-Églises. Il meurt, le 19 novembre 1970, en faisant une réussite. La France est en deuil.

« Je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde », avait-il dit lors de la conférence de presse du 19 mai 1958 (in *Discours et Messages*, t. 3, p. 5). C'est vrai... plus que jamais.

1897-1982

LOUIS ARAGON

LE « VICTOR HUGO » DU XX^E SIÈCLE ?

La biographie d'Aragon par Pierre Daix, en 1975 (Aragon, une vie à changer), a bouleversé la perception que l'on a de celui qui fut poète, amoureux d'Elsa, membre du Comité central du PC. De manière plus synthétique, retour sur le parcours d'un génie de son temps.

Auteur mythique du xx^e siècle pour plusieurs générations, Louis-Marie Aragon est né en 1897 à Neuilly-sur-Seine ; il a traversé le siècle en le marquant largement par ses créations littéraires, philosophiques et idéologiques.

Il est mort un 25 décembre, en 1982, après avoir publié des ouvrages, des articles et dirigé plusieurs revues, dont *Les Lettres françaises* de 1953 à 1972.

Contemporain de Philippe Soupault, Georges Bataille, Philippe Hériat, Jean Grenier, mais aussi de Pierre Drieu La Rochelle, Francis Ponge, André Chamson, Louis Guilloux, Henri Michaux ou encore Emmanuel Mounier, il vit les années 1930 comme un souffle de révolte.

Après une aventure folle et orageuse avec Nancy Cunard, il rencontre Elsa Triolet en 1928. Le début de leur relation est peu passionnel. Mais leur amour va grandir et ils se marieront pour partager, pendant quarante-deux ans, une vie commune sentimentale et littéraire.

« Un entre-deux-guerres créatif et vécu comme un souffle de révolte. »

Depuis son adolescence, la vie d'Aragon est fortement marquée par l'histoire. En effet, il a 16 ans lorsque la Première Guerre mondiale éclate. Il étudie alors la médecine. Mobilisé, il part pour le front en 1917 et assure des fonctions de médecin auxiliaire aux armées. Il se conduit justement, comme un authentique héros national, et obtient la croix de guerre.

Démobilisé, Aragon rejoint le mouvement dadaïste pendant trois ans, jusqu'en 1922. Puis il sera un des « surréalistes » les plus connus de 1924 à 1932. Après sa rupture avec ce mouvement artistique et

esthétique, il développe son activité révolutionnaire et devient un membre influent de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, et du Parti communiste français, auquel il a adhéré en 1927, année où il publie le flamboyant *Con d'Irène*.

Sa passion pour l'URSS vient d'une part de son goût pour la libération des peuples et du sentiment de révolte sociale qui l'a envahi depuis la guerre, et d'autre part de l'influence d'Elsa, qui a écrit plusieurs ouvrages en russe et n'a commencé à écrire en français qu'à partir de 1928. Associé avec Jean-Richard Bloch – Aragon étant déjà un écrivain reconnu –, il fonde le journal *Ce soir*.

« Un ego si puissant : briller et ne pas décevoir. »

En vingt ans d'écriture, il est devenu un auteur incontournable de la littérature française : *Feu de joie*, 1920 ; *Anicet ou le Panorama*, 1921 ; *Le Paysan de Paris*, 1926 – livre central dans son œuvre surréaliste, Drieu le qualifiant de « *Sturm und Drang* du xx^e siècle » – ; *Le Traité des styles*, 1928 ; *La Grande Gaieté*, 1929 ; *Les Cloches de Bâle*, 1934, dans lequel il analyse par le menu la France bourgeoise du début du siècle ; *Les Beaux Quartiers*, 1936, avec lequel il obtient le prix Renaudot... Entre-temps il a découvert, en 1930, l'URSS et ses « vertus »...

Arrive la Seconde Guerre mondiale. Louis Aragon est mobilisé le 2 septembre 1939. Il combat et obtient la croix de guerre. Démobilisé, il rentre très vite dans la clandestinité dans le sud de la France : Nice, Lyon, Saint-Donat... Avec son épouse, il continue une double activité : actions résistantes et écriture – *Les Yeux d'Elsa*, 1942 ; *Les Voyageurs de l'impériale*, 1942 ; *En français dans le texte*, 1943 ; *Aurélien*, 1944 : ce dernier livre est une rêverie sentimentale, onirique et intime, une œuvre incarnant l'originalité... Dans la clandestinité, il rencontre d'autres intellectuels : Emmanuel Mounier, François Soubeyran, Jean Chancel, Paul Éluard...

« Il est tout à la fois écrivain, idéologue, politique... et poète. »

Après la guerre, il se consacre à son œuvre d'écrivain révolutionnaire. Il publie, entre 1949 et 1951, un roman : *Les Communistes*. En 1952, il se consacre au « grand homme » et publie une anthologie poétique commentée : *Avez-vous lu Victor Hugo ?* Il enchaîne sur une œuvre importante : *L'Exemple de Courbet* (éditions Cercle d'Art).

La poésie est au cœur de son œuvre. En 1954, il publie coup sur coup : *Mes caravanes et autres poèmes* (Seghers) ; *Les Yeux et ma mémoire* (Gallimard)...

En 1958, avec *La Semaine sainte*, il amorce un bouleversement stylistique. Il a déjà beaucoup donné de lui-même. Sa passion de la littérature, son don insolent pour l'écriture, ses facilités intellectuelles impressionnantes lui permettent des évolutions brusques, sans perturber son lectorat. Mais il aime briller et ne pas décevoir. Alors, il travaille plus que d'autres.

Elsa demeure sa muse, et en 1959 vint *Elsa*, recueil de poèmes chez Gallimard ; puis, en 1963 : *Le Fou d'Elsa*, l'un des plus longs poèmes de la littérature française – amour rassurant.

Son écriture dérive vers une forme de « folie » du style et de la construction. Pirouette encore !

La peinture de Matisse l'aidant à éclairer son œuvre et le passionnant, il publie en 1971 *Henri Matisse, roman* (2 tomes).

À partir de 1974, il fait rééditer, en l'enrichissant, son œuvre poétique. Celle-ci sera chantée avec passion par Jean Ferrat, puisque « le poète a toujours raison, qui voit plus haut que l'horizon et le futur est son royaume ». Aragon devient définitivement un auteur populaire inscrit dans la conscience collective nationale.

Il travaille sur l'art et publie, en 1981, *Écrits sur l'art moderne* (Flammarion). L'ensemble de son œuvre est protéiforme. Celle-ci est faite de mélanges de styles : écriture automatique, romantisme, réalisme socialiste, raffinement poétique, musicalité de la phrase... tout autant que d'un sens poussé de la révolte et de ce que doit être l'humanité. Est-ce le « Victor Hugo du xx^e siècle » : écrivain, idéologue, politique, poète ? La question mérite d'être posée. Lorsqu'il s'éteint, le 25 décembre 1982, les avis sont unanimes : il est – avant tout – de la famille des grands écrivains.

1899-1943

JEAN MOULIN

ENTRE ICI...

Né à Béziers en 1899, après des études de droit, il entre dans la préfectorale en 1922. Chef de cabinet du préfet de Savoie à 23 ans, il est nommé sous-préfet d'Albertville à 26 ans, accomplissant un début de carrière fulgurant.

À 31 ans, Moulin est sous-préfet de Châteaulin (Finistère), puis proche, en entrant à son cabinet, du ministre Pierre Cot, un radical-socialiste que l'on dit presque communiste, ce qui vaudra à Moulin de se voir accusé d'être un agent du Parti.

Après cet intermède ministériel, il reprend sa carrière préfectorale à Thonon-les-Bains, Montargis, avant de retrouver de nouveau Pierre Cot au ministère de l'Air en 1936, dans le ministère Blum du Front populaire.

En 1937, il devient plus jeune préfet de France, dans l'Aveyron, puis en 1939 en Charente. La guerre le trouve préfet de Chartres en Eure-et-Loir.

Les Allemands l'arrêtent en sa préfecture en juin 1940, parce qu'il refuse d'approuver l'accusation portée par les nazis contre des tirailleurs sénégalais qui auraient commis des atrocités contre des civils (morts en réalité sous les bombardements des Stukas). On l'enferme, il est maltraité et tente de se suicider en se tranchant la gorge avec un morceau de verre. Désormais, il portera une écharpe pour cacher la cicatrice. Au début de novembre, Vichy le révoque. Il entre dans la Résistance.

En 1941, il se rend à Londres pour rencontrer de Gaulle et reçoit pour mission d'unifier les mouvements de résistance intérieurs. Mais l'homme saura toujours garder ses distances, préserver son indépendance et maintenir des contacts avec les Anglo-Américains.

Parachuté le 1^{er} janvier 1942 dans les Alpilles, il devient « Max ». Très proche de l'Armée secrète et de son chef, le général Delestraint (qui

périra comme lui), il s'efforce d'unifier les mouvements de résistance, du moins les trois principaux : Combat, d'Henri Frenay et Berthie Albrecht ; Libération-Sud, d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie ; et Franc-Tireur, de Jean-Pierre Lévy. Une première réunion du CNR se tient à Paris, à son domicile. En mars 1943, après un séjour à Londres, où il a été décoré de la croix de la Libération, il revient en France après avoir été désigné comme chef de la Résistance intérieure par le général de Gaulle. Il a du mal à se faire admettre dans ce rôle sur le terrain, rencontrant en particulier l'hostilité d'Henri Frenay. Finalement, le CNR finit par regrouper tous les mouvements de résistance, au sud comme au nord.

Le 21 juin 1943, Jean Moulin est arrêté à Caluire, dans la proche banlieue de Lyon, dans la maison du docteur Dugoujon, où doit se tenir une réunion de tous les chefs de la Résistance.

Longtemps, on a prétendu que René Hardy, du mouvement Combat, qui a pu s'enfuir sous les balles allemandes lors de l'arrestation (et a été blessé), est le traître qui l'a dénoncé après avoir été retourné par les nazis. Par deux fois jugé, en 1947 et en 1950, Hardy s'est vu blanchi. Il semble, aujourd'hui, que l'arrestation de Jean Moulin soit due, plutôt, à une invraisemblable série de négligences commises par la Résistance lyonnaise.

Identifié par la Gestapo, interrogé par Klaus Barbie, le chef de la Gestapo au fort Montluc, torturé, il meurt probablement d'épuisement, le 8 juillet, dans le train qui le conduit de Paris à Berlin.

« Une personnalité déterminée par la Résistance. »

D'abord inhumées en 1944 au Père-Lachaise, les cendres de ce Compagnon de la Libération sont transférées au Panthéon le 19 décembre 1964, au cours d'une cérémonie grandiose organisée par le Président Charles de Gaulle. C'est alors que le ministre de la Culture, André Malraux, prononce un discours célèbre qui fait entrer Jean Moulin parmi les grands héros de la République française. En voici quelques extraits : « [...] entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec

le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses [...]. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France. »

1900-1969

EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE

LE GÉNIE MÉCONNU

Comment un aristocrate dandy, futile et dilettante est-il devenu pendant la guerre un combattant de la liberté, un cérébral en action ? Cet écrivain, journaliste et homme politique engagé à gauche, responsable de la Résistance, a marqué toute une génération d'intellectuels de l'après-guerre. Redécouverte !

Né le 6 janvier 1900 à Paris, Emmanuel d'Astier de La Vigerie appartient à une grande famille française, qui donnera des héros au pays, dont ses deux frères, tous deux Compagnons de la Libération, comme lui. Flamboyant, lettré, *condottiere* avant la guerre, la Résistance entraîna chez lui une rupture personnelle et sociale entamée déjà par son parcours européen lors de la montée des fascismes.

Emmanuel passe son enfance près d'un père qui lui enseignera ses humanités. Puis, à l'âge de 13 ans, d'Astier entre au lycée Condorcet. En classe de première, il rejoint les Eudistes du collège Saint-Jean de Béthune de Versailles et prépare l'École navale. Il est reçu en janvier 1918. Affecté à Lorient, puis à Toulon, il se spécialise dans une arme toute récente : l'« aviation maritime ».

« Un esprit libre et brillant, un intellectuel dans l'action. »

Cet homme d'action est aussi un penseur, un amoureux des lettres. En 1931, il démissionne de la marine pour se lancer dans le journalisme et la littérature. Il rencontre les surréalistes.

Son existence devient celle d'un dilettante flambeur. Sentimentalement, sa vie est également un roman. Marié en premières noces à une Américaine, il divorce puis se remarie, en 1937, avec Lubov Krassin, la fille d'un révolutionnaire soviétique. Il entre alors à l'hebdomadaire *Marianne* et voyage, pour l'hebdomadaire *Vu*, dans l'Europe troublée d'alors : Allemagne nazie, guerre d'Espagne...

En 1939, d'Astier est mobilisé comme chef d'un centre de renseignements maritimes à Lorient. Il rejoint, en juin 1940, le 5^e Bureau replié à Port-Vendres, avant d'être démobilisé à Marseille ; il organise, très tôt, à Cannes (octobre 1940), un groupe de résistants nommé La Dernière Colonne, qui se destine au sabotage.

Édouard Corniglion-Molinier, le cofondateur du mouvement, est arrêté en décembre 1940. Emmanuel d'Astier gagne alors Clermont-Ferrand et se réfugie auprès de la rédaction de *La Montagne*. Il rencontre Lucie Aubrac, qu'il surnommera « M^{me} Conscience ». Avec son mari, Raymond Aubrac, elle consacre tous ses temps libres aux activités de La Dernière Colonne. Ils distribuent des tracts, recrutent, participent à des actions de sabotage... Ils aident Emmanuel d'Astier de La Vigerie, en janvier 1941, à fonder le mensuel *Libération*. D'Astier, *alias* « Bernard » dans la Résistance, entre dans la clandestinité.

Mais qui est vraiment cet homme de 40 ans à la réputation dilettante et aventureuse ? Julian Jackson, dans *La France sous l'Occupation* (Flammarion), le présente en un portrait ni noir, ni blanc : « Emmanuel d'Astier de La Vigerie, fondateur de Libération-Sud, affirma qu'«on ne pouvait être résistant que quand on était inadapté». Sans doute était-ce vrai du flamboyant d'Astier, le mouton noir d'une famille d'aristocrates qui, avant 1940, avait été un journaliste sans opinions bien arrêtées. Gros consommateur d'opium, il crut bon de se prêter à une cure de désintoxication avant de se lancer dans la Résistance. Ceux qui le connurent avant la guerre comme un dilettante désœuvré furent stupéfaits de voir la détermination et l'obstination dont il fut capable sous l'Occupation, au point qu'il ne put jamais se défaire tout à fait de sa réputation de *condottiere* et d'aventurier. »

En juin, avec Jean Cavaillès, il crée le mouvement Libération. Avec les mouvements Combat et Franc-Tireur, trois des plus importants mouvements de résistance de la zone sud sont alors constitués. Libération recrute essentiellement dans les milieux syndicaux et chez les socialistes.

Au printemps 1941, d'Astier obtient le soutien de Daniel Mayer, qui reconstruit de son côté le Parti socialiste clandestin. Il prend langue avec le leader syndical Léon Jouhaux et le convainc, à force d'éloquence et d'arguments patriotes, de le rejoindre. En décembre, ce dernier rédige dans le n° 4 de *Libération* un « appel anonyme aux travailleurs ». Au début de 1942, il gagne Londres et rencontre le général de Gaulle. Celui-ci le charge d'une mission aux États-Unis auprès du Président Roosevelt. Il est chargé de négocier auprès de ce dernier la reconnaissance de la France libre.

Au côté de Frenay, comme l'explique Julian Jackson, il s'attaque à la figure de la Résistance intérieure : « Pendant que Frenay attaquait Moulin en France, d'Astier partit le 15 avril pour Londres où il rédigea un rapport féroce exigeant le limogeage de Moulin [...]. Même Lévy, d'un tempérament plus conciliant et généralement prêt à jouer les médiateurs entre ses camarades et Moulin, signa avec d'Astier une lettre reprochant à Moulin de “bureaucratiser” et de “stériliser” la Résistance. » Mais tout cela n'empêchera pas la victoire de Moulin, qui persuade les mouvements d'accepter un Conseil national de la Résistance. Il fut le plus habile, jouant des rivalités et, quand il le fallut, soutenant Frenay contre d'Astier ici, d'Astier et Lévy contre Frenay là ! Octobre 1942, les trois mouvements de la zone sud reconnaissent l'autorité de Charles de Gaulle et la formation d'une Armée secrète unifiée, qui sera dirigée par le général Delestraint. Un Comité de coordination est créé. Il comporte les responsables des trois mouvements : Henri Frenay, Jean-Pierre Lévy et d'Astier. Son rôle est de diriger la propagande et l'action des mouvements.

En novembre 1942, à la suite de son deuxième voyage à Londres, il retourne en France avec Henri Frenay. « Le 27 janvier 1943, Frenay, d'Astier, Lévy signent l'acte officiel de naissance des “Mouvements unis de Résistance”, qui établit une direction unique. Tous les rouages des mouvements doivent désigner à tous les échelons un responsable. C'est un événement dans l'histoire de la Résistance intérieure française

puisque les mouvements acceptent de réunir leurs forces à un moment décisif de la lutte* . »

D'Astier siège au Comité de coordination des mouvements de résistance, puis au Directoire des mouvements unis de la Résistance (MUR). Il en devient le commissaire aux affaires politiques.

En 1943, Emmanuel d'Astier repart pour Londres. Mais l'arrestation de Jean Moulin bouleverse les équilibres. D'Astier retourne sur le territoire national en juillet 1943. En octobre de la même année, il revient à Londres. Le mois suivant, il est nommé au Comité français de la Libération nationale (CFLN) à Alger, comme Frenay et de Menthon – chefs historiques de la Résistance comme lui –, et des personnalités de la Troisième République, tels Pierre Mendès France, Henri Queuille, André Philippe... Membre du Comida (Comité d'action en France), il rencontre les plus grandes personnalités du monde politique européen pour préparer la Libération. À ce titre, il a une entrevue avec Churchill, à Marrakech, en janvier 1944, et requiert l'obtention d'armes pour la Résistance.

Il débarque en France en juillet 1944. Il est nommé ministre de l'Intérieur du GPRF (Gouvernement provisoire de la République française), du 26 août au 10 septembre 1944. Il démissionne rapidement (en septembre), après avoir refusé la proposition de servir comme ambassadeur à Washington. Il est opposé à la politique du titulaire du poste du Quai, Georges Bidault. De Gaulle, pour le convaincre, lui dira : « Vous ferez ma politique** . » François Broche raconte : « D'Astier refusera. Il aura plus tard ce commentaire d'une flagrante partialité : "il avait été trop habitué à trouver des hommes seuls, dociles, dont il déterminait la carrière et qui étaient vite apaisés à condition de passer d'un honneur à l'autre ou d'un échelon à l'autre". » D'Astier de La Vigerie est fait Compagnon de la Libération.

Il entame une carrière politique d'esprit libre et brillant. Homme de gauche, progressiste, proche du Parti communiste, il est élu député d'Ille-et-Vilaine pendant treize ans (1945-1958). Il ne suit pas toutes les consignes du PCF.

* www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/lunification-de-la-resistance.

** François Broche, *Les Hommes de De Gaulle, leur place, leur rôle*, Pygmalion, 2006.

Ainsi, il condamne l'intervention de l'URSS en Hongrie, tout autant que celle de l'armée française, envoyée par le gouvernement Guy Mollet, à Suez. Il est pacifiste. Il s'oppose à la ratification de la CED et appartient au Mouvement de la paix. Il reçoit le prix Lénine pour la paix en 1957. En 1961, il rédige : *Les Grands*, ouvrage qui brosse de vigoureux et brillants portraits des personnalités qu'il a connues, comme Churchill, Staline, de Gaulle, Eisenhower, Khrouchtchev...

Politiquement, s'il refuse la confiance à de Gaulle le 1^{er} juin 1958, il se rapproche peu à peu des positions gaullistes et devient un « compagnon de route des gaullistes de gauche ».

En août 1944, le journal *Libération* reparaisait hors de la clandestinité. Il était dirigé par d'Astier. Le 21 août, il devint quotidien. La direction du journal était tenue par Emmanuel d'Astier et Pierre Hervé, l'ancien responsable de l'Union des étudiants communistes. La presse française vivait alors des moments difficiles.

Libération ne fut pas en reste, d'autant que l'union entre le PCF et les progressistes français ne se faisait pas. La ligne éditoriale de *Libération* fut frappée de plein fouet. En 1948, Georges-Eugène Valois, autre résistant, homme de presse venu du *Franc-Tireur*, rejoint la direction du journal. Le quotidien s'éteindra en 1964. Entre février 1966 et juin 1969, Emmanuel d'Astier crée un journal atypique : *L'Événement*. C'est un mensuel politique, social, culturel où se côtoient Pierre Dumayet, Pierre Viansson-Ponté, Paul-Marie de la Gorce, Jean Lacouture, Bernard Kouchner, Jean Bertolino, etc. La ligne est gaulliste de gauche, pacifiste, tiers-mondiste. Il rédige et publie également des ouvrages, dont les plus connus sont *Sept fois sept jours* et *Les Dieux et les hommes*.

Pour reprendre le sous-titre de la seule biographie disponible pendant longtemps – livre aujourd'hui épuisé* – sur Emmanuel d'Astier de La Vigerie, et ce jusqu'au récent travail de son neveu Geoffroy**, l'homme était « la plume et l'épée ».

* Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie, la plume et l'épée*, Arléa, 1987.

** Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie : combattant de la Résistance et de la liberté (1940-1944)*, France-Empire, 2010.

1901-1936

JEAN MERMOZ

REPOUSSER LES FRONTIÈRES

Les passionnés d'aviation ne sont pas les seuls à s'enthousiasmer lorsque l'on évoque le nom de Jean Mermoz. Cet homme fait partie des grands aventuriers, des hommes épris de liberté, sachant braver tous les risques pour mener à bien leur mission et atteindre leur but.

Né à Aubenton en décembre 1901, Mermoz est un enfant doté d'un fort caractère et d'un courage exceptionnel. Fasciné par les exploits des pilotes de la Grande Guerre, il s'engage dès l'âge de 18 ans dans l'armée de l'air. C'est là qu'il apprend son métier de pilote et acquiert une certaine expérience pendant de très fréquentes missions au-dessus de la Syrie. Lassé par la routine de l'armée, il s'en va au bout de quatre ans pour rentrer chez Latécoère. Cette société, qui préfigure ce que sera la grande Aéropostale, lui propose alors d'effectuer les liaisons postales entre Toulouse et Alicante, puis entre Casablanca et Dakar. Jean Mermoz vit un véritable rêve. Tout est réuni pour son plus grand bonheur : il vole, vit une véritable aventure, et surtout il profite pleinement de sa liberté. Malheureusement, il est privé de cette dernière pendant cinq jours, en 1926, par des combattants arabes qui le séquestrent pour obtenir une rançon. Libéré, Mermoz choisit alors d'autres chemins. L'Aéropostale ouvre au même moment une ligne vers l'Amérique du Sud ; c'est Mermoz qui ouvre la voie. Il traverse l'Atlantique jusqu'à Rio de Janeiro. Ensuite, il multiplie les exploits en étant le premier à traverser la cordillère des Andes. Il est encore le premier à relier l'Afrique et l'Amérique du Sud dans un sens et dans l'autre. Malheureusement, cette liaison lui sera fatale.

Le 7 décembre 1936, l'hydravion *La Croix du Sud* disparaît entre le Brésil et le Sénégal, avec à son bord un des grands pionniers de l'Aéropostale, un homme qui, comme Saint-Exupéry et quelques autres, a bravé tous les dangers pour acheminer le courrier, et surtout repoussé toujours plus loin les frontières de la liberté.

1901-1993

RENÉ PLEVEN

INJUSTEMENT OUBLIÉ

René Pleven est une des grandes figures de la Résistance et de la Quatrième République.

Il naît le 15 avril 1901 à Rennes. Docteur en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il est mobilisé, au début de la Seconde Guerre mondiale, dans l'armée de l'air. Il est nommé chef adjoint de la Mission de l'air française pour les commandes d'armement aux États-Unis.

Il est en poste à Londres en 1940, et y rencontre pour la première fois le général de Gaulle, le 9 juin. Il rallie la France libre. D'abord secrétaire général de l'AEF, il est envoyé par le général de Gaulle en Afrique équatoriale française, avec la mission d'y rallier les colonies. Puis il devient commissaire à l'économie, aux finances et aux colonies, et préside ensuite la Caisse centrale de la France libre. En juillet 1942, il devient commissaire national à l'économie, aux colonies et à la marine marchande. En août, il est vice-président du Comité national français, et en octobre commissaire national aux affaires étrangères. En 1943, il retrouve le poste de commissaire national aux colonies. Il préside, en janvier-février 1944, la conférence africaine de Brazzaville sur la décolonisation et devient, en novembre, ministre des Finances. À partir d'avril 1945, René Pleven occupe la fonction de ministre des Finances et de l'Économie nationale. René Pleven quitte ses fonctions ministérielles en janvier 1946.

« Il sera député des Côtes-du-Nord (1945-1973) et directeur politique au journal *Le Petit Bleu des Côtes-du-Nord* jusqu'à sa mort, en 1993. »

Il sera député des Côtes-du-Nord (1945-1973) et directeur politique au journal *Le Petit Bleu des Côtes-du-Nord* jusqu'à sa mort. Il préside, de 1946 à 1953, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). La Quatrième République est sa « grande époque ».

En octobre 1949, il est nommé ministre de la Défense nationale du gouvernement Bidault, fonction qu'il occupera, encore, de mars 1952 à juin 1954, dans les gouvernements Pinay, Mayer et Laniel. Il sera, par deux fois, président du Conseil : de juillet 1950 à mars 1951, et d'août 1951 à janvier 1952. Dans le cabinet Pflimlin, en pleine crise algérienne, du 14 au 31 mai 1958, il est ministre des Affaires étrangères. Sous la Cinquième République, ce Rennais, grand résistant, est nommé garde des Sceaux, ministre de la Justice, fonction qu'il exercera de 1969 à 1973 sous les ministères Chaban-Delmas et Mesmer. La Bretagne demeure un des poumons de son action. Il préside le conseil régional de 1974 à 1976. Compagnon de la Libération, il disparaît le 13 janvier 1993. Il est inhumé au cimetière de Dinan, ville dont il fut l'élu.

1902-1947

LE MARÉCHAL LECLERC

AU NOM DE LA LIBERTÉ NATIONALE

De sa naissance à Belloy-Saint-Léonard, dans la Somme, en 1902, à sa mort dans un étrange accident d'avion en Afrique du Nord, le 28 novembre 1947, la vie tumultueuse et romanesque d'un véritable héros français.

D'origine picarde, fils d'une famille de la grande aristocratie, Philippe de Hauteclocque entame, en 1922, une carrière militaire. Comme ses futurs « camarades résistants » que sont de Gaulle ou Jean Moulin, le jeune Philippe se distingue par son caractère bien trempé et surtout très indépendant.

Sa fierté, il ne la place pas dans l'histoire de sa famille, mais dans les défis qu'il se fait fort de réaliser.

La meilleure preuve réside dans son choix d'entrer dans la cavalerie à sa sortie de Coëtquidan, alors que ses dispositions quant à l'art

équestre ont bien failli l'empêcher de devenir sous-lieutenant. Affecté en Moselle, il se fait rapidement muter au Maroc, où il participe à la création du 28^e Goum avant de rejoindre les glorieux chasseurs d'Afrique. De cette expérience marocaine, Philippe de Hauteclocque conservera l'affection des soldats indigènes, qui feront sa gloire quelques années plus tard.

De retour en métropole, Philippe de Hauteclocque s'inscrit à l'École de guerre, dont il sort major en 1939. Pressé d'en découdre, il participe aux débuts de la Seconde Guerre mondiale en tant que capitaine avec la 4^e division d'infanterie. Malheureusement, ses rêves de gloire s'évanouissent avec ceux de la France lors de la grande débâcle de 1940. Blessé dès les premiers jours de juin, il échappe aux Allemands en s'enfuyant des hospices d'Avallon. À partir de cet instant, Philippe de Hauteclocque n'est plus un soldat, mais un clandestin. Il est prêt à tout pour quitter ce pays dont il refuse la défaite. Il parvient à traverser la France. Le 24 juin, il passe par Paris, qu'il décrira plus tard comme « à plat ventre ». Il prévient sa famille de sa volonté de rejoindre à Londres le général de Gaulle et la France libre, et cela « au nom des principes d'honneur qui régissent [sa] vie depuis vingt ans. » Pour ce faire, il est contraint de passer par l'Espagne, où il est arrêté par les douaniers.

Heureusement, il s'échappe de nouveau, gagne Madrid, puis Lisbonne d'où il prend la mer et rejoint l'Angleterre, le 25 juillet 1940. Là, il devient « Leclerc », par souci de protéger sa femme et ses six enfants restés en France. Aussitôt enrôlé par l'équipe du général de Gaulle, Leclerc est envoyé en Afrique équatoriale affublé de la difficile mission de la rallier à la France combattante. Sur place, l'homme ne tarde pas à faire des miracles. Entouré d'une poignée d'hommes et de moyens dérisoires, il fait de la France combattante une force à part entière dans la guerre contre l'Axe.

Il gagne les batailles du Cameroun, et surtout du Tchad, puis reprend le fort de Koufra à une garnison italienne de plus de 1 200 hommes, alors que lui n'en a pas 400. Le courage et la volonté de Leclerc semblent sans limites, puisque c'est le soir de cette victoire qu'il prête le serment fou de Koufra, par lequel il jure de ne pas déposer les armes avant de faire flotter le drapeau français sur Strasbourg. De victoire en victoire, Leclerc s'impose en Afrique, et surtout auprès du

commandement allié. Il est promu « général » en 1943 et prend alors la tête de la 2^e DB, une véritable unité, forte de 15 000 hommes et de plus de 4 000 véhicules.

Mieux encore, le général Giraud, dont il dépend, reçoit en avril 1944 l'ordre de transférer la 2^e DB à Hull, en Angleterre, pour qu'elle participe au débarquement. Leclerc exulte, il est en marche pour réaliser son fameux serment. Après avoir participé à la bataille de Normandie, la 2^e DB reçoit l'ordre d'avancer sur Paris. Le 25 août 1944, Leclerc entre le premier dans la capitale, qu'il libère avant de reprendre la route de Strasbourg. Le 23 novembre 1944, il pénètre dans la cité alsacienne, réalisant donc ce vœu fou de libérer la France.

Une fois la guerre terminée, le général Philippe Leclerc de Hauteclocque, héros de la Libération, est chargé par le général de Gaulle du commandement du corps expéditionnaire d'Indochine. Là-bas, il emploie d'abord la force pour tenter de rétablir l'ordre, avant de prôner la négociation avec Ho Chi Minh, le nouvel homme fort de la région. Désavoué, il se retire avant le début de la guerre. De retour en France, il prend le commandement des troupes d'Afrique et disparaît tragiquement dans un accident d'avion, le 28 novembre 1947, alors qu'il s'apprêtait à inspecter ses troupes au Maghreb.

1902-2000

THÉODORE MONOD

LE DERNIER EXPLORATEUR ?

Écrivain des paysages mauritaniens, découvreur des dunes, de la faune et de la flore, il fonde l'Institut français d'Afrique noire, antenne du Muséum en terre africaine. Il est le dernier des grands explorateurs.

Comme le dit si bien Jean-Marie Pelt dans *La Cannelle et le Panda*, Théodore Monod est sans doute le dernier explorateur de l'époque moderne. Né dans une famille de pasteurs, la passion de l'histoire naturelle l'anima dès son plus jeune âge, et c'est très logiquement qu'il acquiert une solide formation de géologue, de botaniste et

surtout de zoologue. Nommé au Muséum en 1922, il part en mission en Mauritanie et découvre un désert qu'il ne quittera plus. Installé à Dakar en 1938, il fonde l'Institut français d'Afrique noire, antenne du Muséum en terre africaine. Lors de ses longs séjours dans le désert, Théodore Monod découvre de nouvelles espèces animales et végétales. Au total, il en inventorie 158 et établit un herbier constitué de plus de 20 000 échantillons. Ultime arpenteur de l'aventure humaine, Théodore Monod, en alliant l'humanisme à l'esprit d'entreprise, illustre la quintessence de la découverte.

1902-1985

FERNAND BRAUDEL

MAÎTRE DE L'ANTHROPOLOGIE HISTORIQUE

Ce natif de Lunéville-en-Ornois a révolutionné l'histoire en étudiant les civilisations et les mouvements de longue durée. Il a cofondé l'École des Annales.

Élève de Lucien Febvre, le fondateur, en 1929, avec Marc Bloch, des Annales, Fernand Braudel est considéré aujourd'hui comme l'un des maîtres de l'anthropologie historique. Il propose non plus l'étude simpliste des événements mais celle, plus globale, du milieu. Cette synthèse entre histoire économique et sociale, histoire des mentalités et recherches interdisciplinaires, apparaît notamment dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, où il aborde tour à tour l'histoire de l'habitat, du climat, de l'alimentation, du goût ou de la mode vestimentaire.

Son ouvrage majeur est bien sûr sa thèse *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, publiée en 1949, dans laquelle il développe la « triple temporalité braudélienne » en étudiant successivement la « part du milieu » et les « mouvements d'ensemble », avant de s'intéresser à ce qui faisait auparavant l'essentiel de l'histoire : les « événements ». Il y montre notamment que le milieu géographique

est moins contraignant qu'on pourrait le croire, et combien l'homme a le pouvoir de peser sur celui-ci.

Par sa démarche novatrice, Braudel a montré la voie aux grands maîtres de l'histoire moderne que sont Georges Duby, Emmanuel Leroy-Ladurie et beaucoup d'autres.

1903-1944

PIERRE BROSSOLETTE

HÉROS JUSQUE DANS LA MORT

Né à Paris en 1903 au sein d'une famille de tradition radicale, Pierre Brossolette poursuit de brillantes études qui le conduisent jusqu'à l'École normale supérieure, où il rentre major, et à l'agrégation d'histoire, où il n'obtient que la seconde place, devancé de peu par un certain Georges Bidault. Diplômé et dégagé de ses obligations militaires, il entame alors une carrière de journaliste et collabore notamment à L'Europe nouvelle, au Quotidien, au Progrès civique, à Notre temps, à L'Excelsior, à Marianne...

Très influencé politiquement par son éducation, Brossolette adhère dès 1929 à la SFIO. Il s'engage auprès d'Aristide Briand, dont il partage un temps les thèses pacifistes. Mais un temps seulement, puisque la montée du nazisme en Allemagne le pousse à évoluer. Il multiplie les engagements au sein de mouvements tels que la Ligue des droits de l'homme ou la Ligue internationale contre l'antisémitisme, et de confréries telles que la franc-maçonnerie. En 1936, il se présente à la députation dans le département de l'Aude. Battu sèchement, il parvient cependant à se faire remarquer par Léon Blum, qui lui confie, en 1936, la rubrique des affaires étrangères de la radio nationale. Une expérience de courte durée puisqu'il est mis à pied en 1939 par un Daladier ulcéré par ses positions antimunichoises.

On l'aura compris, Pierre Brossolette est un homme de combat. Mobilisé en 1939, il obtient, malgré l'ambiance générale, le grade de capitaine pour ses états de service exceptionnels peu de temps avant la grande débâcle. Démobilisé en 1940, il se voit refuser par Vichy sa réintégration au sein de l'éducation nationale en raison de son passé antifasciste. Il devient libraire dans le xvi^e arrondissement de Paris.

Très hostile à la politique de Pétain, il attend toutefois l'année 1941 avant d'entrer en résistance. D'abord membre du Réseau du musée de l'Homme, il devient très vite rédacteur en chef du journal clandestin *Résistance*. En novembre 1941, il prend le pseudonyme de « Pierro » et rejoint la Confrérie Notre-Dame du colonel Rémy, où il se voit confier la difficile responsabilité d'animer la section « presse et propagande », et la mission d'entretenir des relations avec l'OCM (Organisation civile et militaire) et le mouvement Libération-Nord.

Après un premier voyage à Londres en 1942, au cours duquel il a l'honneur de rencontrer le général de Gaulle, qui lui décerne personnellement la croix de la Libération, « Pierro » entre au BCRA du colonel Passy. Après quelques fonctions rédactionnelles pour le compte de son nouveau service et également pour celui de la BBC, il se voit confier un rôle de premier plan.

Il prend la tête de l'opération *Brumaire*, qui n'est rien de moins que la mission préparatoire à celle, répondant au nom de code *Arquebuse*, qu'effectuera en sa compagnie le colonel Passy lui-même quelques semaines plus tard. Une mission de confiance, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'unifier enfin l'ensemble des réseaux de résistance français.

De retour à Londres, il remplace un temps Maurice Schumann au micro de la BBC, période durant laquelle il prononce de vibrants hommages aux résistants français, aux « soutiers de la gloire ».

Mais, pour le très politisé Pierre Brossolette, tout n'est pas si rose. Ses régulières attaques contre la Troisième République, qu'il rend responsable de la défaite, lui valent l'inimitié de Jean Moulin. Ses appels à un profond changement institutionnel de la France en cas de victoire provoquent son exclusion du Parti socialiste, prononcée par un certain Gaston Defferre.

Pour les autorités de Londres, sa présence est parfois gênante, aussi. Brossolette est, le 19 septembre 1943, à nouveau parachuté en France, où il a ordre d'épauler Émile Bollaert, le nouveau délégué général du CFLN. La mission, malheureusement, tourne mal. Sur le terrain, les deux résistants remportent quelques francs succès qui leur valent d'être pourchassés par la Gestapo.

En novembre, ils reçoivent l'ordre de se présenter au Q.G. du général de Gaulle à Londres pour que ce dernier rencontre enfin le « dénommé Bollaert ». Mais rien ne se passe selon les plans. L'exfiltration aérienne échoue et rend périlleuse la suite des opérations.

Après quelques mois durant lesquels les deux hommes sont contraints de se cacher, une nouvelle opération de transport est organisée. Le 2 février 1944, Pierre Brossolette et Émile Bollaert embarquent sur le chalutier *Jouet des flots*. Le temps n'est pas de la partie. Le frêle esquif s'échoue rapidement à l'entrée de la baie d'Audierne. Sauvés de justesse par des « amis », les deux hommes parviennent à se réfugier à Plogoff chez un membre du réseau. Toute cette agitation n'a pas échappé aux Allemands. Ils arrêtent le lendemain le pauvre Brossolette et son acolyte. Transféré à Rennes sous le nom de Pierre Boutet, il ne tarde pas à se rendre compte que les Allemands connaissent pertinemment son identité.

Brossolette a été dénoncé. Son avenir s'assombrit de façon significative. Le 19 mars, il est transféré avenue Foch à Paris, au siège de la Gestapo, pour y être interrogé. Torturé pendant trois jours, il tient sa langue et profite d'un moment d'inattention de ses geôliers pour se défenestrer. Mortellement blessé, il succombe quelques heures plus tard à ses blessures.

1905-1975

GUY MOLLET

INJUSTEMENT BOUC ÉMISSAIRE

Dernier président du Conseil à avoir – officiellement – été maçon, il est né en 1905. Pupille de la nation, il adhère au socialisme en 1923. Répétiteur d'anglais à Arras en 1925, il est initié au GODF en 1934 à la loge Conscience. Fait prisonnier en 1940, il s'échappe, puis assume des responsabilités grandissantes dans la Résistance. Il devient secrétaire général du Parti socialiste en 1946. Son ambition est de stabiliser la Quatrième République face aux communistes et aux gaullistes du RPF.

Plusieurs fois ministre en 1950-1951, il est très favorable à la construction européenne. En 1956, il fait campagne sur le thème de la paix en Algérie et emporte les élections législatives. Il est appelé par le Président Coty à former le gouvernement, le 1^{er} février 1956. Il signe le 25 mars 1957 les traités instituant entre les six pays fondateurs la CEE et l'Euratom. Mais soudain éclate la crise de Suez, provoquée par la nationalisation du canal, décidée par le colonel Nasser, le 26 juillet 1956. L'Angleterre d'Antony Eden et la France de Guy Mollet décident alors d'intervenir pour rétablir l'état de leur droit. Après l'échec des négociations de Londres avec l'Égypte, les deux pays, forts d'un appui israélien, lancent une opération aéroportée le 5 novembre 1956. L'armée égyptienne est anéantie. Le 7 novembre, les Américains, soucieux d'éviter de jeter le monde arabe dans les bras des Soviétiques, obtiennent la fin des opérations. Le 15 novembre, les contingents de l'ONU arrivent en Égypte. Le 22 décembre, les troupes franco-britanniques et israéliennes se retirent d'Égypte.

Ce fiasco international écorne une fois encore l'image de l'Europe coloniale, et donne de Guy Mollet une image non conforme à sa personnalité.

En effet, c'est un « homme qui sait décider », comme le rappelle Philippe Valode dans son *Histoire de France des Carolingiens au XXI^e siècle*. Par ailleurs, cet échec encouragera partout les mouvements nationalistes et indépendantistes. Parallèlement, Guy Mollet doit gérer une guerre d'Algérie qui commence à s'enliser et grève

lourdement le budget national, dont le déficit atteint mille milliards de francs. Le terrible hiver de 1956 entraîne d'autre part une forte hausse des prix agricoles. Guy Mollet est renversé le 21 mai 1957. En 1969, il quitte le poste de « leader de la SFIO », porteur des péchés de la Quatrième République et de la guerre d'Algérie, dont la France n'est pas encore remise.

1905-1980

JEAN-PAUL SARTRE

UN SIÈCLE D'HISTOIRE DE LA PENSÉE FRANÇAISE

L'œuvre de Sartre est protéiforme, souvent incomprise parce que résumée à une vision : soit écrivain engagé, soit homme de théâtre, soit père de l'existentialisme, soit combattant de la libération des peuples, soit parangon de l'intellectuel français... Il est tout cela et rien de cela. Il est le xx^e siècle français.

« L'important, chez Sartre, n'est pas de vivre, mais de pouvoir reconnaître le caractère irréductible de la réalité humaine », nous dit Philippe Petit dans « Sartre : le pari anthropologique » (in *Sartre à l'épreuve*, Puf, 2005). Tout Sartre n'est-il pas dans cette sentence ? À la fois l'homme de *La Nausée* et de *Huis clos*, mais aussi celui de la saga *Les Chemins de la liberté*, l'auteur des *Séquestrés d'Altona*, le fondateur des *Temps Modernes*, l'écrivain des *Mots* – son ouvrage le plus fulgurant sans doute –, et bien évidemment le rédacteur, le contempteur de *L'Existentialisme est un humanisme*, qui déclare :

« La seule chose qui permette à l'homme de vivre, c'est l'acte... Un homme s'engage dans sa vie, dessine sa figure et, en dehors de sa figure, il n'y a rien. »

En 1905 naquit – la même année que Raymond Aron – Jean-Paul Sartre, fils de Jean-Baptiste Sartre, polytechnicien devenu officier de marine, et d'Anne-Marie Schweitzer. Son père meurt très tôt, alors que Jean-Paul n'a que 15 mois. Il aura une enfance fusionnelle avec sa mère. Son grand-père Charles Schweitzer, cousin du prix Nobel

de la paix 1952, introducteur en France de la méthode directe de langue étrangère en France – dont le manuel éponyme « Schweitzer et Simonot » marquera des générations d'écoliers –, jouera un rôle crucial auprès de l'enfant, l'emmenant, jusqu'à l'excès, sur les chemins de la culture.

Il le « jettera » vers la littérature, peut-être pour lui permettre de couper sa relation maternelle hypertrophiée, comme pour l'aider à échapper à la « facilité du monde ». Dès l'âge de 8 ans, Jean-Paul écrit des nouvelles, des petits romans, des histoires.

« Avec *L'Être et le Néant* se forme distinctement l'existentialisme, courant philosophique selon lequel l'existence de l'homme précède son essence. »

Toutes les belles histoires ont une fin. Sa mère se remarie avec le directeur des chantiers navals de La Rochelle. Jean-Paul souffre. Commencent alors « les trois ou quatre plus mauvaises années de [sa] vie », racontera-t-il. La famille s'installe à La Rochelle. Jean-Paul est profondément perturbé, mal accueilli par ses condisciples du lycée local. Accusé d'une vilaine histoire de vol, on le renvoie en 1920 faire – comme interne – sa première à Paris au lycée Henri-IV, où il retrouve son condisciple de cinquième : Paul Nizan. Déjà, les camaraderies de l'esprit ! Leur amitié extraordinairement forte – ne parlait-on pas alors de « Nitre et Sarzan » ? – durera jusqu'au mariage de Nizan en 1927. Sartre n'acceptera pas celui-ci, refusant tout simplement l'institution en elle-même... surtout pour des garçons de leur valeur.

Bachelier en 1922, Sartre fait deux années de préparation au lycée Louis-le-Grand, puis il entre à l'École normale supérieure en septembre 1924. Normalien, puis agrégé de philosophie, il eut pour condisciple Paul Nizan, donc, mais aussi Georges Canguilhem, Maurice Merleau-Ponty, Daniel Lagache et Raymond Aron.

Leurs vies, à elles seules, forment un roman en quête de Platon, Kant, Spinoza, Schopenhauer, des vies où se croisent et s'entremêlent des destins et des pensées hors du commun, des femmes belles et intelligentes, des amours rapides, des muses, des fâcheries et des débats intenses avec, aux ultimes minutes de la vie – peut-être –, des réconciliations. On se souvient de ce déjeuner organisé par le Président Giscard d'Estaing le 26 juin 1979 à propos des *boat people*. Après trente-deux ans de bouderie, Sartre retrouvera son

vieux camarade Aron avec qui il s'était brouillé en 1947 lorsque Sartre, dans leur revue commune *Les Temps modernes*, avait attaqué le général de Gaulle.

Le sourire de Raymond Aron ce jour-là, immortalisé par une photo demeurée célèbre, en dit long sur les liens qui unissaient ces deux-là.

Son agrégation de philosophie à l'École normale supérieure à peine obtenue, Jean-Paul Sartre – qui a rencontré Simone de Beauvoir et commencé à partager sa vie – se lance dans le débat d'idées. En 1936, il publie *La Transcendance de l'ego, L'Imagination* et, trois ans plus tard, *Esquisse d'une théorie des émotions* ; il introduit alors en France la phénoménologie et l'existentialisme allemands.

Sartre est mobilisé en 1939, fait prisonnier en 1940 et libéré en 1941. Il est impliqué dans la fondation du réseau résistant Socialisme et Liberté – dont la vie fut courte – et est membre du Comité national des écrivains. En 1943, il publie *L'Être et le Néant*, et fait jouer deux pièces, *Les Mouches* – la même année – et *Huis clos* en 1944. La presse collaborationniste se déchaîne contre l'immoralisme de l'œuvre théâtrale. À l'approche de la Libération, Camus recrute Sartre pour le journal *Combat*. L'écrivain sillonne Paris et décrit tout ce qu'il voit. Il développe sur le terrain sa théorie de l'engagement individuel. Par ses actes littéraires pendant la guerre, on fit de lui un représentant de la philosophie de la liberté et des idées de la Résistance.

Une autre fraction de l'intelligentsia lui reprochera longtemps son comportement, et surtout l'obligation qu'il faisait aux intellectuels de « prendre parti à voix haute dans les affaires de la cité » : « [...] quelques années plus tôt, entre 1940 et 1944, tandis que Jean-Paul Sartre vaquait aux obligations urgentes de publier ses écrits ou de faire jouer ses pièces avec l'approbation de la *Propagandastaffel*, certains écrivains s'étaient effectivement engagés dans un camp ou dans l'autre sans éprouver le besoin d'en tirer les théories. Dans leurs écrits ou leurs actes, ceux-là firent ce que la nature leur prescrivait de faire » (Dominique Venner, in *L'Engagement des écrivains, Enquête sur l'histoire*, n° 10, 1994). Il faut – c'est évident – s'éloigner des visions simplistes ou manichéennes. *Les Temps modernes* ne s'y trompent pas d'ailleurs, puisque, en 1946, Sartre charge le germaniste Michel de Gendillac de rencontrer Heidegger – compagnon

existentialiste – et publie le dialogue entre les deux hommes avec en note de la rédaction une défense du philosophe, ami des nationaux-socialistes, où l'on peut lire : « Il arrive que le philosophe soit infidèle à sa meilleure pensée quand il en vient aux décisions politiques [...]. Il sera nécessaire de rechercher ce qui dans l'existentialisme de Heidegger pouvait motiver l'acceptation du nazisme, comme on a pu rechercher ce qui dans le hégélianisme rendait possible le ralliement de Hegel à la monarchie prussienne et le Hegel réactionnaire de la dernière période. » Note impubliable de nos jours, mais révélatrice de l'état d'esprit d'une époque et permettant de remettre les choses dans leur contexte.

Camus, toujours lui, propose à Sartre, peu après la Libération, de se rendre aux États-Unis pour *Combat*. Sartre s'envole pour le pays qui vient de gagner la guerre. Il y rencontre Dolorès Vanetti – qu'il demande en mariage : « Viens, je t'épouse et puis c'est marre » (in Denis Bertholet, *Sartre*, Tempus/Perrin, 2005) –, le jazz, la conscience de la cause raciale : « En ce pays fier à juste titre de ses institutions démocratiques, un homme sur dix est privé de ses droits politiques », l'écrivain Richard Wright, la lutte anticoloniale au Nouveau-Mexique, New York... Il hésite même à rester sur place. Jean-Albert Bédé, camarade de Normale Sup, lui offre une chaire, pour deux ans, à la Columbia University. Il est adopté par les Américains, même s'il ne parle pas anglais.

En 1945, il fonde à Paris avec Raymond Aron *Les Temps modernes*, « La » revue de la gauche intellectuelle.

Un mauvais procès est alors fait à Sartre sur son attitude pendant la guerre. Vladimir Jankélévitch affirmera que l'insistance de Sartre à défendre l'idée de liberté est une sorte de compensation de son absence d'engagement politique dans la Résistance pendant l'Occupation. Qu'importe, le « philosophe écrivain essayiste » a posé les termes d'une réflexion qui s'élargit au grand public. Et là n'est pas son plus petit succès. Et avec son théâtre, il a proposé un vecteur de réflexion populaire et accessible.

Les querelles s'alourdissent autour de lui. Il devient l'ennemi du PCF, auquel il explique que « la philosophie révolutionnaire doit être une philosophie de la transcendance », ajoutant que le Parti devra tôt

ou tard le comprendre. Roger Garaudy le dénonce comme « un faux prophète ». Sartre réplique et parle du « scientisme buté de Roger Garaudy », allant même jusqu'à écrire plus tard (in *Situation III*) : « M. Garaudy ne m'a pas paru une lumière. » Le ton est donné. De 1946 à 1951, il est très prolifique : *Réflexions sur la question juive*, en novembre 1946 ; *La Putain respectueuse* le même mois ; *Situation I* en octobre 1947 ; *Les Mains sales* en mars 1948 – succès planétaire – ; *Situation II* au printemps 1948 ; *Saint Genet*, biographie de Jean Genet, personnage hégélien, sorte d'être équivoque qui est soi-même et un double. Le livre sert à Sartre pour désigner à la vindicte les salauds : les bourgeois qui ont jeté l'opprobre sur Genet avec leur vertu compassée. Il sanctifie l'homme, le voleur et met l'homosexuel de côté, allant même jusqu'à nier ce que Genet revendique lui-même : qu'il a été homosexuel avant d'être voleur. Non ! Pour Sartre, Genet est devenu homosexuel parce que la société l'a compromis et a fait de lui un homme « contre-nature ». Relisons *Les Mots*, et nous comprendrons que Sartre fait le vide sur la question du sexe ; elle ne doit pas venir interférer sa vie, son histoire, son œuvre, son travail. Ne pas ouvrir la boîte, surtout pas.

Les Temps modernes font écrire : Jean Genet, Violette Leduc, Raymond Queneau, Nathalie Sarraute, Merleau-Ponty, qui rédigeront un vibrant hommage à Gide à l'occasion du décès de celui-ci. Sartre est un chef d'orchestre.

Avec *L'Être et le Néant* se forme distinctement l'existentialisme, courant philosophique selon lequel l'existence de l'homme précède son essence, celui-ci conservant sa liberté et la responsabilité de ses choix. Il devient la figure principale de l'existentialisme athée. Pour autant, il entretient des relations difficiles avec d'autres courants philosophiques ou politiques matérialistes et/ou incroyants, comme le communisme. Et s'il fut « compagnon de route » des communistes de 1952 à 1956, l'insurrection hongroise le heurtera dans sa conscience, et il critiquera vertement le marxisme dogmatique.

Il tentera, vainement, en 1960, d'établir une version existentialiste du marxisme dans *Critique de la raison dialectique*. L'intellectuel continue de chercher ! Il utilise la négation comme méthode d'exploration philosophique de l'oppression sous tous ses aspects. Ainsi, lorsque nous nions la réalité sociale ou la réalité économique, nous

suspendons la norme de la preuve. La preuve étant en quelque sorte un bien collectif de la société qui, par sa suspension, ouvre le champ des possibles.

Mais Sartre devient plus grand encore avec ses pièces de théâtre, qui lui permettent de toucher un très large public – et d’aller jusqu’au cinéma –, avec notamment *Les Séquestrés d’Altona* et l’étonnante interprétation de Serge Reggiani.

En 1964, il obtient le prix Nobel de littérature, qu’il refuse, voulant faire face au monde sans le soutien de personne ni de Dieu, ni des institutions. Il rompt définitivement avec les communistes à l’occasion de l’écrasement du Printemps de Prague, se fâche avec Camus et continue son dialogue à distance avec Aron.

Son débat avec Camus – plus que jamais d’actualité d’ailleurs (Albert Camus, *Réflexions sur le terrorisme*) – montre une relation du grand philosophe avec les rapports de force complexe à résoudre. Si Camus dénonçait la violence révolutionnaire et sa barbarie aveugle – allant jusqu’à l’obsession de l’anticommunisme –, Sartre s’attaquait à la violence structurelle des systèmes sociaux, plus insidieuse parce que moins visible, mais tout autant barbare. L’incompréhension entre les deux prix Nobel était surtout fondée sur le fait que chacun justifiait sa position en obérant – pour le moins – l’horrible vérité dénoncée par l’autre.

Ils refusèrent toutefois de choisir un camp de manière définitive et aveugle, le malheur voulant que leur rêve commun d’après-guerre de créer un chemin vers le socialisme et la liberté se trouva rapidement coupé, le communisme devenant le seul sentier politique pour aller vers ce monde plus juste pour l’un, et la révolte individuelle libre et pacifiste la seule possibilité pour l’autre.

« Pour redécouvrir Sartre reste l’œuvre romanesque, et notamment *Les Chemins de la liberté*, chef-d’œuvre à l’égal des *Thibault* ou des *Rougon-Macquart*. »

Et puis, comme le rappelle Denis Bertholet dans *Sartre* (Tempus/Perrin), le désaccord entre les deux hommes vient également du fait que « Sartre ne saisit pas bien le personnage qui lui fait face. Ce n’est pas un homme de qualité comme lui : ni agrégé ni professeur.

Rien qu'un journaliste, un enfant de la rue qui a fait du chemin. Son aisance, sa causticité ne sont pas normales. Parisien de la veille, il devrait avancer à petits pas timides dans le monde qu'il découvre. Au contraire, il se comporte en roi... » Comme quoi, tout n'est pas que philosophique !

Il poursuit, plus fort encore, son combat contre le colonialisme : indépendance de l'Indochine, de l'Algérie. Sartre demande à être inculpé dans l'affaire du manifeste des 121. Dans un télégramme de soutien à Francis Jeanson, accusé d'avoir porté les valises du FLN, Sartre écrit : « Si Jeanson m'avait demandé de porter des valises ou d'héberger des militants et que j'aie pu le faire sans risques pour eux, je l'aurais fait sans hésitation... » Mais les mots vont plus loin encore. En 1961, dans la préface du livre de Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Jean-Paul Sartre dénonce la violence coloniale et affirme même que celle-ci trouve sa juste réparation dans la violence des autochtones se retournant contre les Européens. L'éloge de la contre violence comme thérapie ? Le tournant philosophique et politique est définitivement pris. Le Sartre révolutionnaire donne à la violence une dimension politique, éthique et morale. Il faut être activiste et radical !

Sartre multiplie les voyages et les combats contre le colonialisme, autre que Français : Vietnam, Amérique du Sud. Il se range aux côtés de la révolution cubaine, dont on connaît la sinistre fortune critique. Son activité est très productrice.

Sa vie est alors rythmée par des rencontres – Mao, le Che, Castro, Nasser... –, des femmes – Michelle Vian, Évelyne Rey, Arlette Elkaïm... –, le whisky, la corydrane, le café, les cigarettes...

Le 20 mai 1968, Sartre se range d'abord aux côtés des étudiants. Il rencontre Daniel Cohn-Bendit et déclare : « Quelque chose est sorti de vous, qui étonne, qui bouscule, qui renie tout ce qui a fait de notre société ce qu'elle est aujourd'hui. C'est ce que j'appellerai l'extension du champ des possibles. N'y renoncez pas. » Il rejoint les maoïstes ensuite et milite avec eux. Il cofonde *La Cause du peuple* et accepte d'en devenir le directeur. Le Dantec et Le Bris, anciens directeurs de la revue, sont condamnés. Sartre prend la tête de l'Association des amis de *La Cause du peuple*. Il est lui-même arrêté lors d'une distribution sauvage du journal... On le relâche sur-le-champ. Lors du procès

d'Alain Geismar, Sartre témoigne ; non pas à la barre du tribunal, mais dans la rue, debout sur un tonneau. On est dans la radicalité active. Il continue ses combats : il s'engage aux côtés des ouvriers de Renault-Billancourt, soutient une action du Groupe d'intervention dans les prisons, de Michel Foucault, Jean-Marie Domenach et Pierre Vidal-Naquet. Pour lui, un détenu est quelqu'un que « l'on détient contre sa volonté. Pourquoi le détient-on ? Parce qu'il a osé se révolter individuellement contre notre sinistre société... on nous ment. Un gouvernement, issu de la peur, nous cache les informations. On nous opprime, on nous exploite, mais nous rentrons coucher chez nous. Eux, ils ne rentrent pas, puisqu'ils sont détenus ». En 1971, il participe à la création de l'Agence de presse révolutionnaire Libération, puis du quotidien *Libération*.

On a retenu, médiatiquement, cette période finale de sa vie, alors qu'il a laissé un étonnant récit autobiographique, *Les Mots*, en 1964, et qu'il a alimenté le débat intellectuel, jusqu'au néant diront certains, mais jusqu'au trop-plein aussi, monopolisant l'espace du débat et faisant avancer la quête philosophique. Et puis, sait-on que les dernières années de sa vie, au grand dam de certains de ses camarades, il continuait une œuvre de trente ans sur Flaubert, auteur bourgeois par excellence, celui dont il disait : « Il est l'exact contraire de moi-même. »

Sartre a utilisé des concepts/positions forts qu'il est important de remettre en perspective afin de montrer plus que jamais l'actualité de son œuvre :

- La praxis : dans la *Critique de la raison dialectique*, il emprunte le concept de *praxis* à Marx en montrant comment un individu (ou une collectivité) soumis à une pression menaçante entreprend une action transformatrice de son milieu. Sa nécessité première est celle de la survie. Elle est caractérisée par une structure dialectique : elle est à la fois négation et négation de la négation. Pour Sartre, la *praxis* doit demeurer libre, c'est-à-dire qu'elle n'est dépendante d'aucune contingence.
- L'existentialisme : l'homme précède son essence, celui-ci conservant sa liberté et la responsabilité de ses choix. Si Sartre admet comme Spinoza que « tout homme est – en – situation » et que donc il possède un corps, un passé et qu'il rencontre des

obstacles, dans le même temps, il insiste sur une notion capitale : c'est lui qui – librement – « confère à la situation son sens ». Sartre, pendant ses conférences, prend un exemple simple : la carafe d'eau posée sur sa table. Avant d'être, cette carafe a été pensée. Elle a été conçue pour contenir de l'eau. Puis elle a été dessinée et réalisée selon un archétype et pour un usage précis. Elle a donc d'abord été une idée, une essence, avant d'être une existence. Il en est autrement pour l'homme, qui existe d'abord avant d'être ce qu'il est, et qui décide d'être ce qu'il souhaite être. Pour l'homme, « l'existence précède l'essence ». En effet, la personnalité humaine n'est pas construite sur un modèle dessiné d'avance et dans un but utilitaire prédéfini. L'homme choisit ses engagements. Sartre ne refuse pas les conditions historiques ou sociales, en revanche, il refuse le déterminisme social ou dialectique. Pour Sartre, seul l'homme est responsable de sa condition ; il est donc le seul à pouvoir la modifier. Son angoisse trouve sa source dans l'angoisse du néant, qui est elle-même l'angoisse de la liberté, « c'est-à-dire révélation de l'essence de la subjectivité ». Elle est pour Sartre à la fois une expérience radicale de l'existence et donc une épreuve à surmonter, et une méthode pour réveiller la conscience ontologique de la liberté.

- La contingence : exprimée dans *La Nausée*, cette idée novatrice de Sartre exprime le fait, comme l'écrit Arnaud Tomés, « pour un existant de pouvoir ne pas être et donc de n'être pas nécessaire, d'être en trop : c'est la caractéristique majeure de tout existant, qu'il soit en-soi ou pour-soi ». Et Tomés d'expliquer : « C'est cette prise de conscience de la gratuité totale de l'existence qui fonde toute la philosophie sartrienne, assomption par le pour-soi de sa contingence fondamentale et choix de l'authenticité. »
- L'antipétainisme : Bernard-Henry Lévy a fort bien défini cette situation dans son livre *Le Siècle de Sartre* (Grasset). Pour lui, c'est doublement que Sartre s'est démarqué comme le penseur le plus antipétainiste du xx^e siècle : « [...] par l'intention et par la force conceptuelle. À la fois parce qu'il a détesté tout ça et parce qu'il est l'un des très rares à n'avoir philosophiquement

pas trempé dans ce mélange de paganisme, de communautarisme, de culte des racines ou de l'identité que la gauche française a souvent, hélas, partagé avec les maurrassiens » (in *Sartre à l'épreuve*, PUF, 2005) ; cette position s'enracinant dans un refus d'inscrire la liberté de pensée dans un contexte historique, dans une lignée déterminée. C'est la consécration d'une liberté voulue comme « interruption de l'histoire, comme antihistoricité ».

- La liberté : dans *L'Être et le Néant*, Sartre écrit : « Ôtez la défense de circuler dans les rues après le couvre-feu et que pourra bien signifier pour moi la liberté (qui m'est conférée, par exemple, par un sauf-conduit) de me promener la nuit ? » Nous ne sommes pas nés libres. Nous sommes condamnés à la liberté. La liberté est un engagement que nous ne comprenons réellement que dans les situations extrêmes, d'où la gravité des engagements que prend l'homme. Liberté et engagement sont indissociables.
- Le rôle de l'écrivain : « Il faut donc écrire pour son époque comme ont fait les grands écrivains. Mais cela ne signifie pas qu'il faille s'enfermer en elle. Écrire pour l'époque, ce n'est pas la refléter passivement, c'est vouloir la maintenir ou la changer, donc la dépasser vers l'avenir, et c'est cet effort pour la changer qui nous installe le plus profondément en elle, car elle ne se réduit jamais à l'ensemble mort des outils et des coutumes, elle est en mouvement, elle se dépasse elle-même, perpétuellement, en elle coïncident rigoureusement le présent concret et l'avenir vivant de tous les hommes qui la composent [...] », explique Sartre dans « Écrire pour son époque » (« Qu'est-ce que la littérature ? », in *Les Temps modernes*, n° 33, juin, 1948).

Pour redécouvrir Sartre reste l'œuvre romanesque et notamment *Les Chemins de la liberté*, chef-d'œuvre à l'égal des *Thibault* ou des *Rougon-Macquart*.

Il est plein, fort, charpenté, comme ces vins que le temps et les hommes ont su adapter à la terre, aux intempéries habituelles, à l'ensoleillement. Il développe moult hypothèses philosophiques. Une manière

originale de découvrir toute la pensée de Jean-Paul Sartre. Certes, il n'est pas de bon ton de le dire, mais la réhabilitation critique de Sartre passera peut-être par là.

Comme le rappelle Bernard-Henri Lévy dans le prologue de son livre *Le Siècle de Sartre* : « Souvent la mort apaise. Elle stabilise les sentiments. Sans figer, bien sûr, les textes, sans les enfermer dans on ne sait quel sens que la mort de leur auteur permettrait enfin d'investir, au moins contribue-t-elle à régler le jeu des mots, à arbitrer les querelles principales. Dans le cas de Sartre, il semblait que ce fût l'inverse et que, dans le moment même où il entamait sa saison de purgatoire, il devînt l'enjeu d'un conflit d'intérêts politiques et métaphysiques plus contradictoires que jamais. »

Sartre fut le complice actif de toutes les époques et de toutes les modes qu'il a traversées. Rien que pour cela, il se doit d'être connu et non méprisé.

1905-1983

RAYMOND ARON

LA PENSÉE À L'ÉTAT PUR

Raymond Claude Ferdinand Aron a tous les talents : historien, philosophe, sociologue, politologue... journaliste (Combat, L'Express, Le Figaro pendant 30 ans).

Théoricien du réalisme, influencé par Clausewitz, on lui prête d'avoir formé Henry Kissinger. Il est très profondément marqué par les autodafés organisés par le régime hitlérien en mai 1933 : il voue alors aux gémonies les régimes révolutionnaires.

Dès le 23 juin 1940, il rejoint Londres et refuse le pacifisme, même s'il est avant tout un intellectuel. Il continue à garder, en ce début des années 1940, une certaine fidélité au maréchal Pétain, tout en refusant une France occupée et en gardant ses distances avec de Gaulle, dont le populisme et l'autoritarisme l'inquiètent.

Quoi qu'il en soit, le temps est à l'action : il s'engage dans les FFL, conservant son sens critique à l'égard du monde politique, même si, à la Libération, il prendra un poste au ministère de l'Information dirigé par André Malraux.

En 1947, il commence sa longue collaboration avec *Le Figaro*. Le grand public apprend à le connaître, dans les années 1950, à travers son militantisme pour l'indépendance de l'Algérie (*La Tragédie algérienne*). Il devient le parangon du débatteur intellectuel de l'époque face à son condisciple Sartre, dont il refuse le gauchisme dans *Les Temps modernes*.

Il rédige, en 1955, *L'Opium des intellectuels* et, dix ans plus tard, *l'Essai sur les libertés*. Ces deux ouvrages feront date. Avec Sartre, ils se retrouvent dans la lutte contre la guerre du Vietnam. Aron restera une figure de la lutte absolue contre le totalitarisme. Sa pensée sur les relations internationales est forte. Pour lui, il y a « légitimité et légalité du recours à la force armée de la part des acteurs », ainsi ne peut-il y avoir de théorie générale des relations internationales. C'est pourquoi Aron conteste la conception causale pour distinguer la compréhension des faits à travers l'analyse sociologique des buts que peuvent et/ou veulent poursuivre les États. Pour lui, les motifs de guerre que peut invoquer un État sont au nombre de trois : « la puissance, la sécurité, la gloire ». En outre, ce qui caractérise un système international, ce sont les rapports de force et leur dessin géostratégique. D'où deux types de systèmes : les systèmes homogènes (les États sont de même nature et portent des valeurs semblables) et les systèmes hétérogènes (les États sont des valeurs contradictoires et des régimes totalement différents, voire opposés). Il est donc déterminant de connaître et maîtriser toutes ces valeurs pour créer la stabilité du système. Ce « spectateur engagé », grand connaisseur du passé et démineur des chaos du présent, meurt en 1983.

1907-1982

PIERRE MENDÈS FRANCE

UN SOCIALISME TRÈS FRANÇAIS

Docteur en droit, esprit brillant et intègre, Mendès fit une entrée tout aussi précoce en politique : son gouvernement de 1954, qui durera 245 jours, restera dans toutes les mémoires. Jusqu'à sa mort, il conservera la stature du recours possible.

Né en 1907 dans une famille judéo-portugaise séfarade, il obtient son baccalauréat à 15 ans. En 1928, après des études à la faculté de droit et à l'École libre des sciences politiques, il devient le plus jeune avocat de France. Parallèlement à cela, il est entré en politique par le biais du Parti radical.

Avec Jacques Kayser, Gaston Bergery, Pierre Cot, Jean Zay et Bertrand de Jouvenel, ils forment au sein du parti le groupe des « Jeunes Turcs », et réclament un ancrage plus à gauche, contestant ainsi les orientations de la direction du mouvement incarnée par Édouard Herriot.

« 1940-1945 : une guerre héroïque et déjà des responsabilités. »

Contre toute attente, en 1932 il est élu député de l'Eure, puis en 1935 maire de Louviers. Il va prendre la tête de la commission des douanes de la Chambre des députés, avant d'être nommé sous-secrétaire d'État au Trésor dans le deuxième et éphémère gouvernement Blum, du 13 mars au 8 avril 1938.

Député à la déclaration de guerre, il est mobilisé comme officier dans l'aviation. Il est de ceux qui veulent poursuivre la guerre en Afrique du Nord. Il s'y rend avec l'accord de ses supérieurs, en réalisant la traversée sur le bateau *Massalia*.

Arrêté lors de son débarquement à Casablanca sur l'ordre du résident général Noguès, il est jugé pour désertion et est condamné à six ans de prison. Mendès est incarcéré à Clermont-Ferrand.

Il s'évade en 1941 et rejoint les Forces aériennes françaises libres à Londres, avant de participer au combat en qualité de capitaine pilote observateur, au sein du groupe de bombardement *Lorraine*, puis en qualité de capitaine navigateur.

« La Quatrième République marquée de son empreinte... et un ministère de huit mois. »

Il est appelé par le général de Gaulle en 1943 pour devenir commissaire aux finances dans le Comité français de la libération nationale à Alger. Il va représenter la France à la conférence de Bretton Woods, avant de devenir ministre de l'Économie nationale du Gouvernement provisoire de la République française à partir du 4 septembre 1944. Auparavant, il avait publié à New York, en 1943, son premier livre, *Liberté, liberté chérie*.

Abandonné par de Gaulle, qui lui préfère Pleven, il démissionne le 6 avril 1945, trouvant la politique économique de ce dernier trop laxiste.

Commence alors pour lui une carrière dans la haute finance internationale, et une seconde plus politique. Il est nommé en 1947 au conseil d'administration de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Il représentera ensuite la France au Comité économique et social des Nations unies (Ecosoc). Réélu député et président du conseil général de l'Eure en 1951, il devient l'une des figures de la Chambre des députés et s'oppose au conflit en Indochine. À partir de 1953, les revers rencontrés par les forces françaises finissent par l'imposer comme l'un des recours possibles pour faire aboutir une solution négociée au conflit.

Il est investi président du Conseil le 18 juin 1954, quelques semaines après la défaite de Diên Biên Phu. Son gouvernement est particulièrement ouvert politiquement, ce qui d'ailleurs causera plus tard sa perte. On y trouve notamment Edgar Faure, Alain Savary, Gaston Defferre, Jacques Chaban-Delmas et François Mitterrand... Tous hommes qui feront la politique de la Cinquième République.

Dans son discours d'investiture, il se donne trente jours pour faire aboutir les négociations de paix en Indochine. Il aboutit aux accords de Genève qui partagent, le 20 juillet 1954, l'Indochine en deux pays,

le long du 17^e parallèle. Alors qu'il prépare l'émancipation de la Tunisie, son gouvernement est finalement renversé le 5 février 1955 sur la question... du statut algérien.

Ministre d'État dans le gouvernement Guy Mollet, il démissionne au bout de trois mois pour cause de désaccord sur la politique du Premier ministre en Algérie.

Opposé au projet de Constitution élaboré par le gouvernement de Gaulle, il mène campagne pour le « non » au référendum du 28 septembre 1958 ; ce dernier se soldera par l'adoption du projet et la rapide promulgation de la Constitution de la Cinquième République, le 4 octobre 1958.

Battu aux élections législatives qui vont suivre – comme tous les leaders de la gauche de la Quatrième République –, il abandonne alors tous ses mandats français et internationaux.

Il fonde le Centre d'action démocratique (CAD), qui fusionnera ensuite avec le Parti socialiste autonome (PSA), avant de devenir le PSU : Parti socialiste unifié.

Il soutient la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965, avant de redevenir député (de Grenoble) en 1967. Le 27 mai 1968, au fameux meeting du stade Charléty à Paris, il fait une apparition. Certains lui reprocheront plus tard d'avoir tenté de prendre le pouvoir grâce à la rue. Accusation politique erronée. Battu aux élections législatives de juin 1968, il va soutenir en 1969 la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle ; il ne se remettra jamais des 6 % obtenus par ce dernier, même si plusieurs fois les médias spéculeront sur le retour du vieux sage.

Malade, à partir de 1972 il se retire peu à peu de la vie politique française, mais soutient la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974 et à celle de 1981. À partir de 1976, il consacre sa vie à œuvrer pour la paix au Proche-Orient, et rencontre notamment Sadate et Bégin. Il s'éteint à sa table de travail le 18 octobre 1982. La France lui rend hommage par des funérailles nationales. Un peu tard ! Le pays n'est-il pas passé à côté d'un grand homme d'État ?

1907-1999

MAURICE COUVE DE MURVILLE

UN DIPLOMATE DÉVOUÉ

Après la crise de mai 1968, c'est ce Rémois qui est chargé de proposer un gouvernement « dévoué au général » (10 juillet 1968 - 21 juin 1969).

L'homme est un vieux serviteur du gaullisme. Sa naissance dans la capitale champenoise, le 24 février 1907, va donner lieu à une carrière longue et brillante jusqu'à sa mort, en 1999.

Docteur en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il devient inspecteur des Finances en 1932. Directeur des Finances extérieures et des Changes, de 1940 à sa révocation par le gouvernement de Vichy en 1943, il rejoint alors la France libre à Alger, où il devient secrétaire général, puis commissaire aux finances du Comité français de libération nationale. Il prend alors de nombreux postes. Les ambassades se succèdent : Rome, Le Caire, Washington, Bonn. Il est ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle, sous les ministères Debré puis Pompidou, de 1958 à 1968. Couve de Murville a été l'artisan de la réconciliation franco-allemande, appliquant strictement les consignes du général en politique étrangère. Il conduit en 1968, avec Edgar Faure, une importante réforme de l'Université et se doit de soutenir les projets référendaires du général de Gaulle sur la régionalisation et la réforme du Sénat. Après la démission de de Gaulle le 28 avril, il expédie les affaires courantes jusqu'à l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République. Il continuera une carrière d'élus du peuple. Député de Paris à plusieurs reprises, il préside la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Élu au conseil régional d'Île-de-France entre 1976 et 1992, il devient sénateur de Paris en 1986.

1907-2006

JEAN BERNARD

UN HUMANISTE EN MÉDECINE

Le professeur Jean Bernard fut une personnalité humaniste pragmatique remarquable, pionnier de la médecine moderne. Énergique, courageux, clair, didactique, tel le voyait le spectateur à la télévision.

Jean Bernard est né à Paris le 26 mai 1907. Il fait ses humanités à Louis-le-Grand, au sortir de la Grande Guerre. En 1924, il entre à la faculté des sciences et prépare le PCN. En 1928, il est externe à l'hôpital Necker. En 1929, il échoue une première fois à l'externat. En attendant de se représenter, il entre dans le service de Paul Chevallier. Rencontre décisive ! En 1930, il est reçu à l'internat, puis part faire son service militaire.

En 1933, après son intermède militaire, Jean Bernard est nommé interne à l'hôpital Claude Bernard. Il s'intéresse alors à une question : « Et si les leucémies étaient de nature cancéreuse ? »

Il est mobilisé en 1939. En octobre 1940, il entre dans la Résistance, enrôlé par René Parodi. Il écrit un traité d'hématologie qui sera publié chez Flammarion. En 1943, il est arrêté et emprisonné. En 1946, Jean Bernard est nommé médecin des hôpitaux de Paris et affecté à l'hôpital Hérold.

« Une personnalité humaniste pragmatique, remarquable, pionnière de la médecine moderne. »

Confronté au spectacle insupportable des enfants entrant à l'hôpital épuisés par l'anémie, souffrant d'hémorragies et de douleurs osseuses, puis décédant rapidement, il entreprend une lutte « au couteau » contre ce fléau. Pendant dix-huit mois, avec son camarade Maurice Bessis, il envisage de réaliser sur un enfant leucémique le grand échange du sang : l'exsanguino-transfusion.

Ils le font. On croit l'enfant guéri ! Hélas ! quelques mois plus tard, la maladie revient et l'enfant décède. La douleur est d'autant plus intense qu'un espoir était né... Toutefois, Jean Bernard a prouvé qu'il était possible d'envisager une rémission intégrale de la leucémie en changeant le milieu sanguin. En 1957, Jean Bernard est nommé à l'hôpital Saint-Louis.

Son action ne se limite alors pas à l'invention de méthodes thérapeutiques ; il se penche également sur les causes favorisant l'apparition de la maladie. Ses découvertes sont, ici aussi, remarquables. En 1972, à l'âge de 65 ans, Jean Bernard est élu à l'Académie des sciences. Trois ans plus tard, il le sera à l'Académie française. Parallèlement à sa carrière médicale, il a toujours écrit. Le plus souvent ses livres traitent de sujets médicaux. Mais il a aussi consacré un livre fort en émotion et plein de poésie sur le jardin du Luxembourg, le jardin de son enfance.

« [...] Ô pur présent, infinité féconde
Qui donne vie à notre apaisement,
Calme étendue où fond l'accablement
Brusque plongée au plus secret de l'onde
Le moissonneur exhausse encore sa gerbe... »

Jean Bernard développait une idée maîtresse : « La recherche médicale exige une approche pluridisciplinaire, ainsi qu'une vaste culture, et non une hyperspécialisation. »

1908-1986

SIMONE DE BEAUVOIR

L'ÉPRISE D'ABSOLU

Disparue en 1986, Simone de Beauvoir inspire encore aujourd'hui avec sa pensée et à travers ses écrits la formation de la théorie féministe. Elle est une figure intellectuelle majeure du XX^e siècle, dont la vérité a été trop souvent escamotée, ou en tout cas cantonnée à ce que l'on nomme aujourd'hui le féminisme. Mais l'œuvre est plus importante !

Née à Paris le 9 janvier 1908, dans une famille bourgeoise, traditionnelle et catholique, Simone-Lucie-Ernestine-Marie-Bertrand de Beauvoir est une élève brillante, d'abord du cours catholique Désir, puis des lycées. Elle est reçue au concours de l'École normale

supérieure. Brillante, elle passe son agrégation de philosophie en 1929. Elle a 21 ans ! Elle choisit l'enseignement. Elle rencontre Jean-Paul Sartre et sa vie en sera marquée à tout jamais. Elle devient une fervente avocate de l'existentialisme incarné et expliqué par son compagnon. Leur liaison durera cinquante ans, jusqu'à la mort de celui-ci, en 1980.

Ni Sartre ni Simone de Beauvoir ne se manifestent avec vigueur pendant la période de l'Occupation avant la fin de 1943, et ce silence étonnera certains. Simone de Beauvoir publie, en 1943, son premier roman, *L'Invitée*, un livre intimiste qui expose les « difficultés » de sa vie avec Sartre. Il est vrai que leur liaison, d'abord amoureuse, puis intellectuelle, n'ira pas sans heurts, sans ruptures, notamment lors de sa longue liaison avec l'écrivain américain Nelson Algren (1947-1964).

« Simone de Beauvoir consacre son activité, sa renommée et toutes ses forces à la conquête d'un nouveau statut de la femme. »

Le pacte conclu avec Sartre, marqué par la franchise des relations, va bien au-delà de la relation charnelle ou du lien strictement amoureux. Il s'agit d'un échange permanent où l'écriture et l'engagement politique et social tiennent la place primordiale.

Beauvoir n'a-t-elle pas lu avant Sartre – comme on le reconnaît maintenant – *La Phénoménologie de l'esprit* de Hegel, dont le philosophe s'est inspiré pour la construction de son système philosophique aboutissant à I ? N'a-t-elle pas défendu avec hardiesse cette philosophie ?

En 1945, Sartre, Simone de Beauvoir, Aron... fondent la revue *Les Temps modernes*. La même année, Simone de Beauvoir publie *Le Sang des autres* et, en 1946, *Tous les hommes sont mortels*, deux romans préparatoires au *Deuxième Sexe*. Simone de Beauvoir y montre son profond et total engagement en faveur de la libération des femmes, dénonçant leur aliénation. À partir de 1947, elle voyage en Afrique et en Europe. Elle séjourne aux États-Unis en 1950. En 1947, elle publie *Pour une morale de l'ambiguïté*. Elle y décrit le nihiliste, l'aventurier, l'esthète. Elle se prononce, de nouveau, en faveur de l'éthique existentialiste, victoire permanente de la liberté et détermination – ou plutôt résolution – de maintenir vivant le projet libre et de ne pas renier la liberté au profit de valeurs ou de fins jugées absolues. La morale existe pour celui qui veut se construire et se faire, au-delà d'un simple volontarisme.

En 1949, tout bascule. Simone de Beauvoir publie son célèbre ouvrage *Le Deuxième Sexe*, initiant un long combat en faveur de la femme et contre le conformisme. Elle conteste, avec force, l'infériorité « naturelle » de la femme.

- Le premier tome, *Les Faits et les Mythes*, constitue une réflexion sur l'histoire de la femme et sa condition. S'appuyant sur les thèses novatrices de Lacan et de Lévi-Strauss, elle constate l'état d'infériorité de la femme.
- Dans le second tome, *L'Expérience vécue*, qui décrit la situation de la femme à cette époque, elle recommande la libération sexuelle, prône l'égalité dans l'éducation, préconise la fin de l'asservissement à l'homme, allant même jusqu'à nier la réalité de l'instinct maternel. Toutefois, ses propos ne sont empreints d'aucune violence, même s'ils entraînent une vigoureuse réaction de l'Église. Sa popularité auprès du public féminin est évidente, comme en témoigne la vente massive de l'ouvrage. Il sera en tête des ventes dans de nombreux pays. Plus d'un an... au Japon !

Simone de Beauvoir est alors reconnue comme un écrivain engagé. Sur le plan politique, la méfiance toujours très grande envers l'URSS et le Parti communiste français, sa critique commune avec Sartre de la politique extérieure américaine, leur antigaullisme viscéral, les laissent de plus en plus isolés. Certes, son engagement au côté du philosophe existentialiste, dans le mouvement « semi-libertaire » de 1968, paraît, à nouveau, lui apporter un crédit politique. Mais son temps est passé sur ces questions. Qui plus est, elle demeure trop liée à Sartre.

La carrière littéraire de Simone de Beauvoir perdure. Après l'immense succès du *Deuxième Sexe*, elle obtient le prix Goncourt, en 1954, avec *Les Mandarins*. On y devine ses hésitations entre la dénonciation du stalinisme et la volonté de lutte anticapitaliste. Elle continue à voyager, se rend en Chine (1955), à Cuba et au Brésil (1960), en Union Soviétique (1962). Elle ouvre les yeux sur le monde et sur les totalitarismes.

Avec *Les Mémoires d'une jeune fille rangée*, en 1958, commence la partie autobiographique de son œuvre. Cette dernière se poursuit avec *La Force de l'âge* et *La Force des choses*, en 1960. Ses écrits deviennent de plus en plus personnels, intimes, avec notamment *Une mort très douce*, en 1964, et *La Cérémonie des adieux*, en 1981.

Pendant les quinze dernières années de sa vie, Simone de Beauvoir consacre son activité, sa renommée et toutes ses forces à la conquête d'un nouveau statut de la femme.

Elle soutient le MLF à partir de 1971. Elle signe le « Manifeste des 343 », ces femmes qui affirment avoir avorté clandestinement (bien que ce ne soit pas son cas). Elle préside, dès 1974, la Ligue française pour les droits des femmes. « On ne naît pas femme, affirme-t-elle, on le devient. »

Elle survit six années à Jean-Paul Sartre et meurt en avril 1986, demeurant la figure de proue du mouvement d'émancipation de la femme, non seulement en France, mais également aux États-Unis, où le « Women's Lib » fait un triomphe au *Deuxième Sexe*. Elle est enterrée dans la même tombe que Sartre.

Aujourd'hui, la réflexion menée par les spécialistes conduit vers une plus grande reconnaissance de l'œuvre de Simone de Beauvoir et de sa qualité de philosophe. « C'est seulement quand on lit Beauvoir avec et contre Sartre qu'on peut la considérer comme une des plus originales et influentes philosophes du vingtième siècle » (*Simone de Beauvoir cent ans après sa naissance*, sous la direction de Thomas Stauder, p. 221), écrivent Karen Green et Nicholas Roffey. La relation dialectique entre Beauvoir – réputée être la non philosophe – et Sartre – le romancier oublié – s'inscrit dans une « philosophie de reconnaissance » propre à Beauvoir. Pour elle, « chaque individu authentique accepte qu'il est, de façon irrésolue, soit séparé, soit dépendant de l'autre ».

En 1986, quand Simone de Beauvoir meurt, Élisabeth Badinter déclare : « Femmes, vous lui devez tout ! » Bel hommage à ne pas oublier, vingt-cinq ans plus tard !

1909-1996

ALAIN POHER

DEUX FOIS PRÉSIDENT EN CINQ ANS

Cet homme discret cumule deux records : celui de la longévité au « perchoir » du Sénat (24 ans), et celui d'être le seul à avoir été deux fois président de la République par intérim.

Né en 1909, diplômé de l'École des mines et de Sciences-Po, licencié en droit, Alain Poher est proche de Robert Schuman dès 1946. Il est alors élu sénateur. Il conduit une carrière très européenne : en 1948, commissaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes, en 1950 délégué de la France à l'Autorité internationale de la Ruhr, en 1966 président de l'assemblée des Communautés européennes. En 1968, il est élu président du Sénat. Le 29 avril 1969, à la suite de la démission du général de Gaulle, il assure un premier intérim, puis échoue dans sa tentative à la présidence de la République contre Pompidou, sévèrement battu. Le 3 avril 1974, le décès de Georges Pompidou lui assure une seconde fois l'intérim, jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Il quitte la présidence du Sénat, après quatre mandats, en 1992. Il disparaît le 9 décembre 1996.

1910-1986

GASTON DEFFERRE

PORTER LES COULEURS DE MARSEILLE

Grand résistant, inoubliable maire de Marseille, homme politique talentueux, ministre de la décentralisation, époux d'Edmonde Charles-Roux, sa vie est un roman.

Résistant de la première heure (dirigeant du réseau Brutus), Gaston Defferre fut à l'origine de l'insurrection marseillaise d'août 1944. Militant socialiste, il fut ministre sous la Quatrième République et, bien sûr, dans les gouvernements Mauroy, ministre de l'Intérieur et

de la Décentralisation. Mais il fut avant tout le maire et le député de Marseille pendant plus de trente-quatre ans. Il fut, pour la grande joie de la presse à scandale, l'un des deux protagonistes du dernier duel de la République. Celui-ci l'opposa, en avril 1967, au député gaulliste André Ribière, qu'il avait précédemment traité d'« abruti » lors d'une séance à l'Assemblée. Amoureux de sa ville, homme de presse, il fut l'architecte et le porteur de la loi de décentralisation de 1982. Sans doute était-ce un peu pour permettre à sa région et à sa ville de retrouver tout leur éclat.

1911-1974

GEORGES POMPIDOU

L'EFFICACITÉ ET LA CULTURE

Aujourd'hui un peu oublié, Georges Pompidou fut un Premier ministre fidèle et efficace du général de Gaulle et un président de la République entreprenant, jusqu'à ce que la maladie le frappe, et que les deux chocs pétroliers de 1973 stoppent la croissance du pays après les Trente Glorieuses. Mais qui était ce Président aimé des Français ?

Né en 1911 à Montboudif, normalien, agrégé de lettres, il est d'abord professeur à Marseille, puis gagne Paris (Henri-IV). Georges Pompidou est rapidement un homme puissant en devenant chef de cabinet du général de Gaulle de 1947 à 1954, c'est-à-dire pendant la période d'expansion du RPF. Puis il entre dans le groupe Rothschild, dont il devient directeur général. De Gaulle le rappelle en 1958. Un an plus tard, il retourne à la banque Rothschild.

Après avoir participé secrètement aux négociations avec le FLN, il est nommé Premier ministre le 14 avril 1962. Il est appelé par le chef de l'État à jouer les premiers rôles alors qu'il n'est pas un élu. Il soutient la réforme de l'élection au suffrage universel du président de la République et prend peu à peu une véritable assurance en étant de plus en plus apprécié des Français, lui qui n'a jamais reçu l'onction électorale.

Il entreprend la modernisation du pays, en s'appuyant notamment sur les actions d'Olivier Guichard et de Philippe Lamour dans le domaine de l'aménagement du territoire. Bien que moins convaincu que le général par la participation, il fait voter en juillet 1965 l'amendement Wallon.

Son action est limitée en matière de défense et de politique étrangère, ces domaines étant réservés au président de la République. Sous ses ministères, de grands projets structurants pour le pays sont organisés.

« L'homme qui entreprit la modernisation du pays. »

De grands desseins industriels sont lancés :

- la recherche spatiale avec, sous le ministère Debré, la création du CNES (Centre national d'études spatiales), qui aboutira à la mise sur orbite du premier satellite A1 en novembre 1965 ;
- le lancement de la construction du supersonique civil Concorde, en lien avec les Anglais, à la fin de 1962 (le premier vol a lieu le 11 décembre 1967) ;
- le développement de l'énergie nucléaire avec les centrales graphite-gaz (la première d'entre elles, Chinon, diverge en février 1965) ;
- et si, en février 1960, la première bombe A nucléaire française avait explosé à Reggane, le ministère Pompidou développe les programmes nucléaires militaires jusqu'à la mise au point d'une force de frappe aérienne et sous-marine (*Le Redoutable*, premier sous-marin nucléaire tireur d'engins, est lancé en mars 1967). Et l'usine d'uranium enrichi de Pierrelatte entre en service. En 1968, la première bombe H explose à Fangataufa, en Polynésie.

Au plan social, outre l'amendement Walon sur la participation, les actions sont nombreuses : en décembre 1962, acceptation par Renault d'une cinquième semaine de congés payés (signal pour toutes les entreprises françaises) ; en 1963, préavis de cinq jours réglementant le droit de grève dans les services publics ; en 1967, création de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Lors de la crise de 1968, sa présence contraste avec les hésitations du général, ce qui laisse des traces entre les deux hommes. Pompidou

« Pompidou est très affecté par les attaques odieuses contre son couple. »

sait sortir de la crise avec les accords de Grenelle. Puis il remporte les élections. Il se retire en juillet. Il est en vacances... du pouvoir. Pompidou ose depuis Rome annoncer, le 17 janvier 1969, sa candidature à la présidence si de Gaulle se retirait. De Gaulle invite à dîner M. et M^{me} Pompidou le 13 mars, souhaitant ainsi montrer qu'il tient pour négligeables les rumeurs de l'affaire Markovic qui souille l'honneur du couple Pompidou, et notamment de M^{me} Pompidou, victime d'une odieuse cabale dont l'objectif est d'atteindre son époux. Le 27 avril, la France vote sans état d'âme pour le référendum pour la création de régions et une réforme du Sénat (Pompidou n'est-il pas là pour la suite ?) : le « non » l'emporte avec 52,41 % des suffrages.

Onze minutes après minuit, de Gaulle annonce qu'il cesse d'exercer ses fonctions... preuve qu'il est un démocrate à l'écoute du peuple.

Le 29 avril, Alain Poher, le président du Sénat, exerce selon la Constitution l'intérim.

Georges Pompidou annonce sa candidature.

Le 12 mai, Alain Poher déclare à son tour la sienne. Elle est inattendue ! Le 1^{er} juin 1969,

au premier tour de la présidentielle, Pompidou arrive très largement en tête, avec 44,47 % des suffrages, devant Alain Poher, 23,31 %. La gauche est fortement distancée. Seul le communiste Jacques Duclos obtient un score flatteur : 21,27 %. Le socialiste Gaston Defferre n'obtient que 5,01 % des voix et Michel Rocard (leader du PSU) ne donne qu'un faible complément. Le 15 juin, Pompidou l'emporte largement avec 58,21 % des voix.

« L'aventure du projet gaulliste, social et rénovateur de la "nouvelle société". »

Pompidou se laisse tenter par le projet gaulliste, social et rénovateur de la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas. La crise de 1968 est passée par là ; l'homme est habile et pragmatique. Il appelle donc Jacques Chaban-Delmas à Matignon. Celui-ci s'entourera de personnalités fortes comme Jacques Delors ou Simon Nora. Il propose une politique de réformes profondes de la société, articulée autour de trois points clés : les contrats de progrès pour les entreprises publiques, le développement de la formation professionnelle, la réforme du temps de travail et des retraites. Le 8 août 1969, l'adoption du VI^e plan (1971-1975) vise à accélérer la croissance, et surtout à renforcer l'outil industriel du pays en concevant des groupes de taille mondiale (comme Pechiney Ugine Kuhlmann dans la chimie),

en se dotant d'une sidérurgie concurrentielle à Fos (le fer et le coke n'arrivent-ils pas par la mer ?), en poursuivant et en accroissant les programmes aéronautiques européens (Concorde, Mercure et surtout Airbus, qui deviendra le fer de lance européen vingt ans plus tard).

En janvier 1970, le ministère Chaban-Delmas décide que le salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) est indexé sur la croissance économique ; il devient Smic. Dans la foulée, on décide la mensualisation des salaires, diminuant la précarité des rémunérations.

Chaban libéralise la télévision, la confiant à un homme d'expérience intègre : Pierre Desgraupes. Malgré ces réformes et ce bilan remarquable, il est déstabilisé et doit faire face à des scandales qui touchent son image : garantie foncière, patrimoine foncier, et surtout la question de sa propre feuille d'impôt, qui le fait soupçonner de fraude fiscale (grâce à une fuite dont on a pu dire qu'elle était organisée par le ministère des Finances), ce qui n'était pas le cas. Il avait su bénéficier, pour son propre compte, des avantages de la loi. Mais la campagne est violente et la défense fébrile. Le mal est fait !

Par une action personnelle et déterminée, Georges Pompidou, qui a su créer un lien fort avec le conservateur britannique Edward Heath, patronne l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun le 22 janvier 1972. Les Six passent à neuf avec l'accueil de deux autres pays : l'Irlande et le Danemark. Le référendum de ratification d'avril 1972 est un échec : à l'appel de la gauche, les Français s'abstiennent fortement ou votent « non ». Le « oui » l'emporte avec seulement 38 % des inscrits. L'entourage très conservateur et nationaliste de Pompidou, notamment Pierre Juillet et Marie-France Garaud, depuis toujours hostiles à Chaban et à ses conseillers, et les jeunes loups élus à la fin des années 1960 dans son sillage – Chirac, Pons, Stirn... – saisirent cette opportunité pour pousser à un changement de Premier ministre. Le 5 juillet 1972, Chaban présente sa démission. Mitterrand, à gauche, a compris qu'une porte s'ouvrait.

Il y travaillait de son côté depuis trois ans. Le 27 juin 1972, un programme commun de gouvernement est signé entre les socialistes de François Mitterrand, les communistes de Georges Marchais et les radicaux de Robert Fabres. Pierre Messmer, un grand soldat gaulle, est nommé à Matignon. Pompidou lui demande de conduire une

politique plus conservatrice et de s'appuyer sur le parti présidentiel, l'UDR (Union des démocrates pour la République), tout en dialoguant avec les RI (Républicains indépendants) de Giscard d'Estaing, De Broglie et Poniatowski, et les centristes du CPD (mouvement Centre, Démocratie et Progrès) de Jacques Duhamel et Jean Lecanuet.

Pompidou prend en main toutes les affaires avec un cabinet fort : Édouard Balladur, Michel Jobert, Marie-France Garaud, Pierre Juillet... Messmer a pour tâche de préparer et gagner les législatives de mars 1973. Le 11 mars, la majorité l'emporte nettement avec 268 sièges, soit seulement une centaine de moins qu'en juin 1968. Inespéré !

La maladie du Président devient flagrante au premier semestre 1973, mais le silence de son entourage est total sur le sujet. Elle est, malheureusement pour la France, concomitante aux deux chocs pétroliers successifs d'octobre 1973 et de janvier 1974. Les prix du brut quadruplent. L'inflation dépasse les 10 %. La croissance diminue et passe sous la barre des 3 %. Le chômage progresse. Les Trente Glorieuses sont finies !

Le visage bouffi du président de la République révèle chaque jour un peu plus qu'il subit un traitement médical. Cortisone ?

Depuis le début de l'année 1973, il a fallu alléger son programme : il a reçu, assis, les vœux le 3 janvier. Il n'a pu assister au Conseil des ministres du 15 février. Enfin, le Président Nixon l'a trouvé décomposé au sommet de Reykjavik, et son voyage en Chine fut « compliqué ».

Georges Pompidou meurt le 2 avril 1974. Il était atteint de la maladie de Kahler. La France est orpheline d'un homme politique de grand talent, d'un homme de lettres qui a laissé une belle *Anthologie de la poésie française*, d'un amateur des arts, d'un Président conscient des enjeux industriels du pays. Un grand espoir a vécu !

1911-1998

LE COLONEL PASSY

CRÉATEUR D'UN SERVICE DE RENSEIGNEMENTS
REDOUTABLE

Parmi les grands résistants qui se sont distingués pendant la Seconde Guerre mondiale, il en est un dont la mission, à elle seule, a largement contribué à redorer le blason de la France : André Dewavrin, plus connu sous le pseudonyme de « colonel Passy », polytechnicien, résistant et gaulliste de la première heure.

Né à Paris en 1911 au sein d'une importante famille d'industriels, André Dewavrin a un avenir qui semble tout tracé : il rejoindra l'entreprise familiale au terme de ses études. Brillant élève, il poursuit son cursus scolaire dans les meilleurs établissements avant d'épouser logiquement la carrière d'ingénieur. Il entre à l'École polytechnique en 1932. Le rêve des parents du jeune André semble devoir se réaliser, mais ce n'est qu'une apparence. À l'X, le jeune homme se découvre une vocation militaire. Il choisit, au terme de ses trois années passées dans la prestigieuse école, de renoncer à rejoindre l'industrie pour se tourner vers l'armée.

Tout naturellement, le jeune polytechnicien choisit le génie. Il entre en première affectation dans le prestigieux 4^e régiment basé à Grenoble. N'étant pas homme d'une seule vie, il demande très vite sa mutation. En 1938, il devient professeur adjoint de fortification à Saint-Cyr. Assoiffé de connaissances, l'ambitieux lieutenant Dewavrin multiplie les affectations comme autant d'expériences pour atteindre l'excellence en son domaine. Mais, comme il avait autrefois contrarié les plans de ses parents, il voit les siens bouleversés par la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne nazie.

« Son objectif :
toujours atteindre
l'excellence en
son domaine. »

Au front, il multiplie les affectations. Ballotté de régiment en régiment au gré des cinglantes défaites que l'armée française se voit infliger par celle du Reich, il entre successivement à l'état-major général de Meaux en tant que commandant de la 12^e compagnie d'électromécaniciens

puis à l'état-major du génie de la 9^e armée à Verviers, avant de prendre enfin le commandement du génie du corps expéditionnaire français en Norvège.

La drôle de guerre connaît l'issue que l'on sait ; la *Blitzkrieg* menée par les Allemands a porté ses fruits. Déjà, le fameux wagon dans lequel Foch et les plénipotentiaires allemands s'étaient retrouvés le 11 novembre 1918 pour signer l'armistice prend à nouveau le chemin de la forêt de Compiègne pour que l'affront fait aux vaincus d'hier y soit lavé. Mais si Huntziger et Weygand s'apprêtent à accepter sans réserve les conditions d'un armistice dans lesquelles ils ne voient « rien qui soit, directement, contraire à l'honneur », le capitaine André Dewavrin, lui, ne l'entend pas de cette oreille. À peine débarqué à Brest, il reprend le jour même la mer avec ses hommes, direction l'Angleterre. Nous sommes le 17 juin 1940, la veille de « l'appel », et cinq jours à peine avant le triste rendez-vous de Rethondes.

« L'opération
Arquebuse aura
bien lieu. »

Bien décidé à continuer coûte que coûte le combat, le vaillant soldat n'a pas posé le pied sur le sol anglais qu'il se rend déjà à Saint Stephen's House, où se trouve l'état-major des Forces françaises libres, pour y proposer ses services au général de Gaulle. Immédiatement reconnu pour son engagement et ses qualités, il se voit chargé de diriger les 2^e et 3^e Bureaux. En d'autres termes, le général de Gaulle, immédiatement conquis par le jeune homme, lui confie la difficile tâche de mettre sur pied un service de renseignements digne de ce nom, capable de fournir aux Alliés de précieuses informations, et par là même de redonner aux Français un rôle actif dans cette guerre.

Promu colonel et désormais connu sous le pseudonyme de « Passy », André Dewavrin, flanqué de son adjoint, André Manuel, se lance alors à corps perdu dans sa mission.

En quelques mois, il met déjà sur pied le Service de renseignements (SR), qui n'est alors qu'un embryon de cette grande réalisation que fut le BCRA.

Sans un sou, sans réels moyens de communication avec l'Hexagone, le colonel Passy réussit alors le tour de force de mettre sur pied un organe de renseignements ultra-performant. Doté, comme tous les

autres services de renseignements de la planète, d'un service de documentation militaire, d'un service action et d'un service de contre-espionnage, le BCRA prouve très vite son efficacité.

Le service documentation, d'abord, permet aux Français de faire remonter à l'état-major allié des informations de toute première importance concernant l'état et les mouvements des troupes allemandes. Le service action, pour sa part, permet aux Alliés de confier à la France – et par conséquent à des hommes qui connaissent parfaitement le terrain – les échanges avec la Résistance française, ainsi que les infiltrations et les exfiltrations d'agents en mission sur le continent. Enfin, le service de contre-espionnage permet aux Français d'anticiper et de se défendre face aux différents pièges tendus par les très envieux services secrets britanniques du colonel Buckmaster. Ainsi, malgré ces petites guerres picrocholines, le BCRA du colonel Passy porte au crédit des Forces françaises libres un grand nombre d'actions et de renseignements ô combien stratégiques en matière de lutte contre l'Allemagne nazie.

En quelques mois, André Dewavrin devient l'une des figures de Saint Stephen's House, et bien sûr de la Résistance française. Mais son besoin d'action ne tarde pas à se faire sentir. Même s'il se trouve en contact permanent avec les combattants, comme le prouve cette prestigieuse réunion de février 1943, au cours de laquelle le général de Gaulle remet la croix de la Libération à Jean Moulin en présence du général Delestraint, le chef de l'armée secrète, Passy ne tient plus en place. Il veut coûte que coûte mener lui-même une action de terrain et, fait rarissime sinon unique en matière de renseignements militaires, il obtient satisfaction : l'opération *Arquebuse* aura bien lieu.

Le 26 février 1943, accompagné de Yéo Thomas, un haut responsable britannique, le colonel Passy est parachuté dans la région rouennaise.

Sa mission : réunir les différents réseaux de résistance et leur faire connaître les directives du général de Gaulle, le tout en collaboration avec Jean Moulin, *alias* Rex, et Pierre Brossolette, *alias* Brumaire. Longue de six semaines, cette opération *Arquebuse*, qui – on peut le dire – mit tout au long de sa durée la Gestapo sur les dents, se révèle être finalement un véritable succès.

De retour à Londres, Passy remet au général un long et prometteur rapport sur les réseaux de résistance français et leurs grands potentiels. Récompensé par la croix de la Libération, Dewavrin se voit également sommé de se rendre à Alger pour y prendre la direction technique de la DGSS (Direction générale des services spéciaux), qui n'est autre que la réunion du BCRA et des Services spéciaux du général Giraud.

En février 1944, Passy rejoint le général Koenig. Il devient son chef d'état-major avant d'être parachuté, le 5 août, sur la région de Guingamp d'où il prend – avec les 2 500 FFI qu'il commande désormais – une part active dans la libération de Paimpol. Après ce nouvel « intermède actif », Passy reprend du service auprès du général de Gaulle. De retour aux services secrets, il effectue diverses missions diplomatiques jusqu'à la fin de la guerre avant de prendre, en 1945, la direction du fameux SDECE (Service de documentation extérieur et de contre-espionnage) et de démissionner, en février 1946, après le départ de de Gaulle.

De retour à la vie civile, il travaille pour différentes entreprises avant de s'engager finalement en politique. En 1981, d'abord, il soutient activement François Mitterrand, dont il défend les titres de résistance, avant de rejoindre l'équipe municipale néopolitaine du Président Sarkozy, qu'il quitte peu avant sa mort, en 1998.

Résistant de la première heure, le colonel Passy a su mettre son ambition au service de la France. Incontestablement, il est, avec le général de Gaulle évidemment, l'un des grands artisans du retour au premier plan de la France dans la guerre.

1911-2010

MAURICE ALLAIS

QUE JUSTICE SOIT RENDUE

Premier Français prix Nobel d'économie, il passa sa vie à conjuguer pratique et théorie, enseignement fondamental et action.

C'est un scientifique (physicien) doublé d'un chercheur qui, après avoir obtenu l'X (il voulait faire l'École des Chartes par passion pour l'histoire) et les Mines, voyage aux États-Unis, puis développe une importante œuvre écrite. Il entend concilier la pure analyse économique théorique et son application sur le terrain, ainsi que l'intégrer à l'ensemble des sciences humaines. Longtemps enseignant et directeur de recherche au CNRS, il publie *La Crise mondiale aujourd'hui*, en 1999. Passionné d'histoire, il a travaillé depuis 1961 sur un ouvrage, *Essor et déclin des civilisations – Facteurs économiques*, dont la première version paraît en 1966, et qu'il retravaille sans cesse depuis. Profondément européen, il est aussi passé de la théorisation à l'action en présidant, en 1963 et 1964, à Bruxelles, un Comité d'Experts chargé de travailler sur la politique tarifaire des Transports. En 1998, il devient le premier français à se voir attribuer le prix Nobel d'économie pour l'ensemble de ses travaux. Il reste aujourd'hui le seul à avoir obtenu cette distinction. En 1999, dans *La Crise mondiale aujourd'hui*, il dénonce l'idéologie libre-échangiste mondialiste. Il meurt le 9 octobre 2010.

1912-1996

MICHEL DEBRÉ

LE PÈRE DE LA CONSTITUTION

Fils du célèbre professeur de médecine Robert Debré, Michel Debré est né le 15 janvier 1912 à Paris. Il y fait ses études de droit, puis entre au Conseil d'État en 1934. C'est là, raconte-t-il dans ses Mémoires, qu'il prit conscience de sa « conception de l'État à la fois nationale, tolérante et démocratique ».

Arrive la guerre. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier, s'évade et trouve un poste à Rabat. Il s'engage dans la Résistance intérieure, où on lui confie rapidement des responsabilités. L'homme est un organisateur hors pair, fidèle à ses supérieurs et loyal aux idées qui sont siennes. Il devient en 1943 l'adjoint du délégué en France du gouvernement de Londres, puis d'Alger. À la Libération, le général de Gaulle lui confie la mission d'entreprendre une réforme administrative. Il établit

notamment le statut de l'École nationale d'administration (ENA). On lui fait porter, aujourd'hui, tout le poids des excès « énarchiques » et technocratiques. Mais qu'on se remette dans le contexte de l'époque, et l'on comprend mieux la nécessité qu'avait la France de former des « cadres supérieurs » de qualité au sein de l'appareil étatique français, c'est-à-dire en le dotant de hauts fonctionnaires compétents et indépendants des intérêts particuliers ou de groupes de pression.

Fidèle au général, il le suit dans sa longue « traversée du désert » tout en lançant des assauts passionnés contre la Constitution de 1946. Cette fidélité à l'homme de Londres le poussera à refuser toute participation aux gouvernements de la Quatrième République. Mis en détachement du Conseil d'État en 1948, il entreprend une carrière politique.

Élu sénateur de 1948 à 1958, il s'oppose à la création de la CEE et soutient la cause de l'Algérie française.

Conscient de la déliquescence du régime de la IV^e, Michel Debré œuvre énergiquement pour le retour du général de Gaulle aux affaires en 1958. A-t-il joué un rôle dans les « complots » du 13 mai 1958 ? Quoiqu'il en soit, au nom d'une commune idée de la France, il décidera de servir le général jusqu'au bout, avec abnégation et respect.

Conscient de sa loyauté et de sa rigueur, le général de Gaulle le nomme garde des Sceaux en 1958-1959, lui confiant comme tâche l'élaboration de la Constitution de la Cinquième République, qui sera soumise par référendum au peuple français. Il est, par ailleurs, l'auteur de la loi qui régit – encore aujourd'hui – les rapports entre l'État et l'enseignement libre, en créant les contrats d'association.

En tant que « père » de la constitution de la Cinquième République, sa vision d'un régime équilibré est quelque peu orléaniste. À la tête de l'État, il place un couple de dirigeants tournés vers l'efficacité et la complémentarité : un « monarque » – le président de la République – et un Premier ministre ; c'est-à-dire un arbitre suprême et un acteur du quotidien. Michel Debré va concrètement mettre en application cette conception, comme Premier ministre, jusqu'en 1962.

Il entre en fonction le 9 janvier 1959, reprenant des hommes du gouvernement précédent certes, mais s'appuyant sur des hommes de

principes. Edmond Michelet quitte le poste des Anciens combattants pour prendre en charge la Chancellerie ; Roger Frey, le secrétaire général de l'UNR, est nommé au ministère de l'Information ; à Wilfrid Baumgartner reviennent les Finances, appuyé par un jeune député indépendant comme secrétaire d'État : Valéry Giscard d'Estaing. Il se sépare de Pierre Pflimlin et de Guy Mollet... On note l'entrée de non-parlementaires dans ce premier gouvernement, ce qui fera dire à Pierre Viansson-Ponté qu'il est marqué par une « perte de substance politique et la fonctionnarisation ». Mais ne s'agit-il pas de la volonté délibérée de Michel Debré, serviteur de l'État et adepte de la mise en œuvre effective des décisions politiques ? Il se veut le Premier ministre du « redressement » en cherchant à sortir en tout premier lieu de la guerre d'Algérie : il conduit la guerre et prépare les conditions pour l'établissement d'une paix durable.

Deux autres missions lui sont confiées : assurer le fonctionnement des nouvelles institutions et leur donner une pratique et donc une « jurisprudence » ; remettre en ordre l'économie française et donc les finances. L'année 1960 débute par la mise en place du « nouveau franc », qui vaut 100 fois le précédent. Le 19 janvier, Massu est limogé en Algérie ; les journées des barricades à Alger sont dispersées dans le sang ; le 29 janvier, de Gaulle obtient du Parlement des pouvoirs spéciaux ; le 13 février, la France fait exploser la première bombe atomique à Reggane, dans le Sahara ; en septembre, le rapport Rueff sur l'expansion économique oriente une décennie d'économie française...

Au bout de trois ans d'un dur labeur, il comprend qu'il a fait son temps et qu'il ne peut plus conduire la politique qu'on exige de lui, notamment pour mettre en œuvre les futurs accords sur l'indépendance de l'Algérie. Il demande au général de Gaulle de lui désigner un successeur, respectant par là même l'esprit des institutions qu'il a largement contribué à mettre en place. Il « démissionne dans le seul silence de sa conscience », explique Philippe Valode dans son *Histoire de France de la dynastie des Mérovingiens au début du ^{xx}e siècle*. Par la suite, il eut la charge de plusieurs ministères (Économie et Finances en 1966, Affaires étrangères en 1968, puis Défense nationale en 1969). En 1973, il essuie un revers de taille avec son projet de réforme des sursis d'incorporation des étudiants. Des centaines de milliers de

jeunes défilent dans les rues, on va même jusqu'à évoquer un nouveau mai 1968. À partir de 1974, l'époque gaulliste s'achevant avec l'élection du Président Giscard d'Estaing, il n'eut plus de fonctions gouvernementales et devint maître des requêtes honoraire au Conseil d'État.

Il demeure en politique, siège à l'Assemblée nationale jusqu'en 1988 comme député de La Réunion, où il avait été élu pour la première fois en 1963. Il est candidat à l'élection présidentielle de 1981. « Il le fait pour “convaincre et gagner”, c'est-à-dire qu'il y croit, mais quasiment seul, il le fait hors des partis, “par principe”, dit-il, par “nécessité” », écrivent Olivier Duhamel et Guy Carcassonne dans *La Cinquième République*.

Il se présente comme le candidat de la fidélité aux idées du général. Il obtient 1,66 % des voix au premier tour. Il attendra le 6 mai, soit quatre jours avant le second tour de scrutin, pour appeler à voter pour le Président sortant.

Il assumera également les fonctions de maire d'Amboise et de conseiller général d'Indre-et-Loire. Il est l'auteur de nombreux essais politiques, et de *Mémoires* qui lui valent d'être élu à l'Académie française en 1988.

Sa vision politique s'articule autour de quatre idées : le patriotisme ; le nationalisme comme méthode de défense de la puissance politique et économique française ; la révolte comme état d'esprit permanent ; et la gestion du quotidien comme exigence faite aux hommes politiques redevables devant les citoyens. Il meurt en août 1996. L'histoire lui rendra peu à peu la place qu'il mérite. Deux de ses fils lui succéderont en politique : Bernard – médecin de renom, qui soigna le Président Mitterrand – fut ministre dans les années 1990, et Jean-Louis, ancien magistrat, maire d'Évreux, fut ministre de l'Intérieur et président de l'Assemblée nationale avant d'accéder à la présidence du Conseil constitutionnel.

1912-2007

L'ABBÉ PIERRE

SAINT OU HÉROS ?

Défenseur des droits de l'homme, et notamment du droit au logement, prêtre, résistant, homme politique un temps, l'abbé Pierre est devenu l'une des personnalités les plus aimées du xx^e siècle.

Henri Grouès, né en 1912, est le cinquième enfant d'une famille de bourgeois lyonnais. Il découvre sa vocation à l'âge de 15 ans lors d'un voyage à Assise.

Il consacrera sa vie à aider les pauvres et les nécessiteux. À 18 ans, il renonce à son héritage, préférant le distribuer à des œuvres caritatives. Dans le même temps, il entre dans les ordres. Prêtre en 1938, il est nommé à Grenoble. Mais la guerre est déclarée et Henri Grouès est mobilisé. Blessé, il entre dans la Résistance : c'est de là qu'il tient son pseudonyme d'« abbé Pierre ». À la Libération, il n'a pas oublié son combat pour les défavorisés.

« Il consacrera sa vie à aider les pauvres et les nécessiteux. »

Désireux de porter son action sur la scène politique, il se fait élire député en 1945. Alors qu'il axe son travail sur les problèmes de logement, sa démarche entame un véritable tournant en 1949. Face à la détresse d'un certain Georges, il répond : « Je n'ai rien à t'offrir, viens m'aider à aider les autres. » Emmaüs est né. Les communautés ne tardent pas à fleurir, vivant de la charité de « l'abbé-curé ». Mais le désengagement politique de ce dernier en 1951 prive Emmaüs de sa principale ressource, son traitement de député. Face à la nécessité, les compagnons prennent conscience que la réunion de leurs compétences peut être une source de revenus. Recycler, restaurer, les chiffonniers d'Emmaüs ont trouvé leur salut.

L'appel de l'abbé Pierre durant le terrible hiver de 1954 marque une autre étape dans son action. Enfin, il est entendu. C'est une véritable prise de conscience pour l'ensemble des Français. La solidarité se met en place, les premiers HLM se construisent, mais surtout personne n'oubliera plus les mal-logés. Depuis, l'abbé Pierre n'a jamais cessé

de se porter au secours des nécessiteux, multipliant ses fondations et ses combats pour lutter contre la misère. Jusqu'à plus de 90 ans, l'abbé Pierre poursuivra inlassablement son combat contre un mal qui ne semble pas désarmer, et demeurera le héros préféré des Français. Comme quoi, il ne faut jamais désespérer ! Il meurt le 22 janvier 2007 à Paris.

1912-2007

LUCIE AUBRAC

INDISSOCIABLE DE RAYMOND

Lucie Aubrac était restée une militante inlassable de la Résistance et de la lutte pour la liberté. Vivant à Paris avec son mari, Raymond Aubrac, ils furent au cœur de vifs débats, mais aussi au centre d'un enseignement éclairé pour la lutte pour les libertés.

Lucie Bernard est née à la campagne dans l'Aubrac, en 1912. Elle est reçue en 1929 à l'École normale d'institutrices de la rue des Batignolles, à Paris. Mais elle se refuse à y entrer. La voilà vivant de petites tâches, avant d'adhérer au Parti communiste. Revenue à des attitudes plus positives, elle prépare ses deux bacs, puis s'inscrit en faculté d'histoire. Esprit brillant, elle décroche l'agrégation d'histoire et de géographie en 1938.

C'est lors de sa première affectation comme professeur, à Strasbourg, qu'elle rencontre celui qui va devenir son époux dès la fin de 1939, Raymond Samuel, *alias* Aubrac. Cet ingénieur des Ponts et Chaussées est également profondément marxiste. Officier du génie, il est capturé pendant la campagne de France, le 21 juin 1940. Dès la fin d'août, elle organise son évasion, alors qu'il est détenu à Sarrebourg. Tous deux courent alors se réfugier à Lyon, en zone libre. Elle y obtient un poste de professeur, il travaille comme ingénieur.

Ensemble, le jeune couple s'engage dans la Résistance, au sein du mouvement Libération

« Une conscience des luttes pour la liberté et de la mise en avant de l'audace dans l'engagement personnel. »

d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie. Ils participent à la création et à la diffusion de la feuille clandestine : en juillet 1941, le premier numéro de *Libération* voit le jour. En 1942, perçu par d'Astier comme un remarquable organisateur, Raymond se voit confier la structuration d'un groupement paramilitaire, puis son commandement. Lucie, mère d'un petit garçon depuis 1941, doit faire face à un terrible drame : son mari est arrêté en mars 1943 à Lyon. Libéré faute de preuves, il est de nouveau interpellé à Caluire, le fameux 21 juin, en compagnie de Jean Moulin. Détenu au fort Montluc, il y passe plusieurs mois. Cette fois, Lucie n'hésite pas : elle monte une opération de commando et, le 21 octobre, parvient à délivrer son époux lors de son transfert à l'École de santé militaire. C'est la fuite éperdue, puis l'errance, avant qu'un avion anglais ne parvienne à les conduire à Londres, le 8 février 1944.

Après avoir accouché, cette fois d'une fille, Lucie Aubrac rejoindra son mari, nommé commissaire régional de la République à Marseille. Il s'y installe sur les pas de l'armée de Lattre. Mais ses décisions de réquisition assez brutales, sa proximité des communistes et de la CGT lui valent l'inimitié des socialistes. Aussi est-il destitué en janvier 1945. Il poursuivra sa carrière au sein du ministère de la Reconstruction, se révélant un élément moteur dans la politique de déminage du territoire. Quant à Lucie, elle reprend son poste de professeur d'histoire... On sait qu'à deux reprises, Raymond Aubrac a été mis en cause : d'abord par le journaliste du *Progrès*, Gérard Chauvy, dans un ouvrage l'accusant de trahison des résistants lyonnais, puis par l'historien Bartosek, dénonçant ses liens financiers avec le Parti communiste russe. À aucun moment des preuves n'ont pu être apportées concernant ces deux accusations. Bien au contraire, les Aubrac ont clairement été blanchis.

1913-1960

ALBERT CAMUS

LE RÉVOLTÉ

L'auteur de Caligula, Carnets, L'Étranger, L'Homme révolté, La Chute... est né à Mondovi, en Algérie, ce qui le marquera profondément, tout comme d'avoir été élevé par sa mère, mais surtout par une grand-mère autoritaire.

Albert Camus est issu des milieux les plus simples, dans cette Algérie qu'il gardera toujours au fond du cœur, militant contre la colonisation française. Il se fait connaître avec *La Peste et l'Étranger*. Son style d'exception, un modèle, il l'utilise encore à dénoncer l'absurdité de la condition humaine, dans *L'État de siège et L'Homme révolté*, deux pièces de théâtre, puis *La Chute*. La sienne survient dans un terrible accident de voiture, en 1960... Dans *Le Mythe de Sisyphe*, Camus explique l'absurde et lui propose une réponse, un double antinomique : « Oui, il faut maintenir l'absurde, ne pas tenter de le résoudre, car l'absurde génère une puissance qui se réalise dans la révolte. La révolte, voici la manière de vivre l'absurde. La révolte c'est connaître notre destin fatal et néanmoins l'affronter, c'est l'intelligence aux prises avec le silence déraisonnable du monde, c'est le condamné à mort qui refuse le suicide. »

Alors, Camus peut écrire : « L'une des seules positions philosophiques cohérentes, c'est la révolte » et dans *L'Homme révolté*, il va plus loin : la limite de la révolte de l'homme, c'est l'homme lui-même. « La solidarité des hommes se fonde sur le mouvement de révolte et celui-ci, à son tour, ne trouve de justification que dans cette complicité. » Tout est dit... ou presque...

1913-2008

AIMÉ CÉSAIRE

UN « INSOLENT DU VERBE » AU SERVICE DES ANTILLES

En métropole, Aimé Césaire est surtout connu comme poète, écrivain et député de la Martinique. Il fut aussi le grand artisan du redressement économique de son île après la Seconde Guerre mondiale et le chantre reconnu de la négritude. Le maire emblématique de Fort-de-France, né en 1913, est décédé le 17 avril 2008 à l'âge de 94 ans.

Petit-fils du premier enseignant noir de Martinique, Aimé Césaire est né à Basse-Pointe au hasard d'une affectation de son père, contrôleur des contributions. Étudiant brillant, il entre, en 1931, à l'hypokhâgne de Louis-le-Grand, où il rencontre un certain Léopold Sédar Senghor (futur homme politique français, puis premier Président du Sénégal indépendant, académicien, écrivain de la négritude). Avec lui et quelques autres, dont Guy Tirolien (poète guadeloupéen, auteur de *Feuilles vivantes au matin*) et son ami de toujours Léon Gontran Damas (Amérindien guyanais, futur député de la Guyane, universitaire et auteur de *Pigments*), il crée le journal *L'Étudiant noir*, dans lequel apparaît pour la première fois un concept visant à rejeter d'une part le projet français d'assimilation culturelle et à promouvoir d'autre part l'Afrique et sa culture : la négritude. Césaire développe ce concept dans un article intitulé : « Nègrerie : jeunesse noire et assimilation ». Une idée bien plus culturelle que politique. Elle va bien au-delà de la question raciale et s'adresse à tous les opprimés de la planète, à tous les esclaves : « Ma négritude n'est pas une pierre, sa surdité ruée contre la clameur du jour / Ma négritude n'est pas une taie d'eau morte sur l'œil mort de la terre / Ma négritude n'est ni une tour ni une cathédrale / Elle plonge dans la chair rouge du sol / Elle plonge dans la chaleur ardente du ciel / Elle trouve l'accablement opaque de sa droite patience. »

En 1939, Aimé Césaire, fraîchement diplômé de l'École normale supérieure et titulaire d'une agrégation de lettres, rentre en Martinique pour y enseigner. Il fonde avec René Ménil (philosophe martiniquais,

anticolonialiste) et Aristide Maugée (professeur de lettres) la revue *Tropiques*, au nom de la lutte pour la liberté totale des peuples. C'est une longue et belle aventure (1941-1945) où Césaire se veut :

« “Empoisonneurs d'âmes” comme Racine au dire des Messieurs de Port-Royal. “Ingrats et traîtres à notre si bonne patrie” comme Zola, au dire de la presse réactionnaire. “Révolutionnaires” comme l'Hugo des “Châtiments”. »

En 1941, il rencontre à Fort-de-France l'architecte du surréalisme français, André Breton, qui l'influence. Césaire adhère à ce mouvement et il écrit, en 1944, dans cette veine, *Les Armes miraculeuses*, préfacé par Breton lui-même.

La Seconde Guerre mondiale et le blocus imposé par les États-Unis – méfiants à l'égard du régime de Vichy qui a dépêché sur l'île le très raciste et répressif amiral Robert – le font évoluer dans ses engagements.

Face à la situation martiniquaise, Aimé Césaire, qui s'est entre-temps inscrit au Parti communiste, se lance, dès 1945, en politique. Quelque temps auparavant, en 1944, il avait passé six mois en Haïti, où il avait donné moult conférences. Cette visite fut capitale politiquement, sociologiquement, mais aussi pour son écriture. On l'a ressenti, plus tard, dans la création de sa pièce de théâtre *La Tragédie du roi Christophe*.

Élu maire de Fort-de-France puis député de la Martinique, il engage avec Paris un véritable bras de fer. Il veut, par tous les moyens, obtenir la fin de l'hégémonie béké (les colons blancs) sur la Martinique. Il souhaite non pas l'indépendance, mais la départementalisation de l'île. Une idée qu'il va défendre – tout en prenant conscience de la vanité des mots et de l'impuissance des discours – avec l'appui du PC jusqu'en 1956, date à laquelle il s'oppose à eux sur la question de la déstalinisation. Il crée alors son propre parti, le PPM (Parti progressiste martiniquais). Parallèlement à son activité politique, il poursuit son œuvre d'écrivain. Il publie de nombreux livres de poèmes, comme *Soleil Cou Coupé*, *Corps perdu*, *Ferrements...* sans oublier le théâtre. Il publie chez Présence Africaine, maison créée par Alioune

Diop. Il s'y sent chez lui, celle-ci lui proposant un espace d'expression authentique, celui de l'expression d'un entendement, d'une opinion, d'une raison noire autonome.

« Je regarde
la fumée se précipite en cheval sauvage sur le devant
de la scène ourle un instant la lave
de sa fragile queue de paon puis se déchirant
la chemise s'ouvre d'un coup la poitrine et
je la regarde en îles britanniques en îlots
en rochers déchiquetés se fondre
peu à peu dans la mer lucide de l'air
où baignent prophétiques
ma gueule
ma révolte
mon nom. »

Devenu finalement indépendantiste, Aimé Césaire n'aura jamais obtenu gain de cause sur ce dernier point. En revanche, il a indubitablement été celui qui a remis la Martinique sur les bons rails. Il aura abordé la question de l'indépendance dans son œuvre, notamment dans *Toussaint Louverture. La Révolution française et le problème colonial* en 1962. Ce sérieux essai – trop peu connu – propose une double image antillaise de la révolution : « les Antilles sont au cœur de la révolution. Ce sont elles qui la justifient et lui donnent sens » ; par ailleurs, avec Toussaint, l'universalisme révolutionnaire très précisément justifié se montre dans tout son éclat.

Député jusqu'en 1998 et maire de Fort-de-France jusqu'en 2001, il fut, jusqu'à sa mort, « Le » personnage incontournable des Antilles françaises. Il mit sa plume au service d'un combat de toute une vie pour l'émancipation des Noirs et d'une vigilance politique de tous les instants contre l'esclavagisme. Lucide face au pouvoir, il s'est toujours gardé de participer à ses jeux.

En accordant à Aimé Césaire, le dimanche 20 avril 2008, des funérailles nationales, la République française décida de rendre hommage à la dernière grande figure de la négritude de langue française. Aujourd'hui, l'aurait-elle déjà oubliée ?

1915-1963

ÉDITH PIAF

TOUJOURS « EMPORTÉE PAR LA FOULE »

Coqueluche des Français, égérie des intellectuels, Édith Piaf fut une icône dont les refrains demeurent.

D'origine kabyle, Édith va passer les premières années de sa vie auprès de sa grand-mère Aïcha alors que son père est parti se battre et que sa mère court le cachet. Très vite, son père, revenu de guerre, saura la faire travailler. Ils sillonnent la France, lui chante tandis qu'elle ramasse des pièces dans un chapeau. Dès l'âge de 15 ans, elle quitte la tutelle familiale, car elle vient de rencontrer son premier amour, Louis Dupont.

Une autre rencontre la fait démarrer dans une vraie vie d'artiste, celle de Louis Leplée, directeur d'un des cabarets les plus en vogue de Paris. Il lui donnera son surnom de « Piaf », « petit oiseau » en argot et référence directe au physique chétif de la jeune artiste. C'est vrai que, avec son mètre quarante-sept, elle est loin de dominer physiquement, mais sa voix formidable fait oublier son côté fragile. Vedette de l'entre-deux-guerres, la « Môme » enregistre son premier disque en 1936. Cette gloire nouvelle est altérée par l'assassinat de son protecteur. Les journaux à sensation parlent de Piaf et de Leplée comme ayant beaucoup fréquenté le milieu parisien. Cela ne dure guère et, avec son nouveau protecteur, Raymond Asso, ancien légionnaire, elle renoue vite avec le succès.

La chanson *Mon Légionnaire*, inspirée par son nouvel amant, est un succès. Elle chante à Bobino et dans de grandes salles parisiennes. Paul Meurisse, une autre de ses aventures, éduque un petit peu la fille des rues qu'elle était restée. Dans le beau monde où elle est introduite, elle fait la connaissance de Jean Cocteau, qui sera son ami jusqu'au dernier jour. La période de guerre n'empêche pas Édith de chanter, et elle n'hésite jamais à engager des musiciens juifs.

La fin du conflit voit la rencontre entre Piaf et Montand, couple mythique à la scène comme à l'écran (*Étoile sans lumière*, de Blistène).

Cet amour donnera naissance à une des plus belles chansons de la Môme : *La vie en rose*, qu'elle a elle-même composée. Elle découvre les Compagnons de la chanson en 1946 et s'occupe de gérer leur carrière. Un succès phénoménal avec le disque *Les Trois Cloches*, qui dépasse le million d'exemplaires. Cette apothéose décide Piaf et ses compagnons à tenter l'aventure américaine.

Malgré des débuts difficiles, l'artiste trouve enfin son public. Elle retournera régulièrement outre-Atlantique, jusqu'à la fin de sa vie.

Ce pays lui plaît d'autant plus qu'elle y fit sa plus belle rencontre amoureuse, celle de Marcel Cerdan.

Hélas, cette relation, qui a inspiré un autre de ses chefs-d'œuvre, *L'Hymne à l'amour*, ne dura qu'un peu moins de deux ans. En 1949, le boxeur, champion du monde, disparaît dans un accident d'avion. Une perte irréparable pour la chanteuse.

Pour survivre à la tristesse, elle se jette dans le travail et multiplie les représentations. En même temps, elle se met à boire, ce qui ne peut que la fragiliser. Son nouveau secrétaire, Charles Aznavour, tente de l'aider comme il peut. Elle continue ses rencontres plus ou moins longues, mais finit tout de même par se marier en 1952 avec un chanteur américain, Jacques Pills. Malgré une santé déclinante, la chanteuse monte sur la scène de l'Olympia en 1955. Jusqu'en 1963, elle fera le tour de toutes les plus grandes salles, allant même jusqu'à chanter dans le temple de la musique classique : le Carnegie Hall. Plus d'une fois, elle s'effondre sur scène lors de ses spectacles, épuisée. Cela n'empêche pas la voix de l'artiste d'être au summum de sa force et de sa beauté. Au cours de ces dernières années marquées par la maladie, elle rencontre Georges Moustaki, Charles Dumont et son dernier mari, Théo Sarapo.

Elle meurt auréolée de gloire le même jour que son grand ami, Jean Cocteau, le 11 octobre 1963. Ses funérailles, qui eurent lieu à Paris, furent suivies par des dizaines de milliers d'admirateurs venus rendre hommage à la « Môme ».

1915-2000

JACQUES CHABAN-DELMAS

GÉNÉRAL À 29 ANS, POLITIQUE « EN MOUVEMENT »

Il est jeune, beau, sportif (rugby, tennis, athlétisme), intellectuellement brillant. Homme courageux, éduqué à l'école du rugby (il est international de rugby : une sélection en 1945), Jacques Delmas est né le 7 mars 1915, à Paris, dans une famille bourgeoise. Son père est administrateur de sociétés. Sa carrière est fulgurante, héroïque, ministérielle, proche du pouvoir. Il échoua à la magistrature suprême.

Le jeune Delmas fait des études brillantes : humanités au lycée Lakanal de Sceaux, faculté de droit de Paris, diplômé de l'École libre des sciences politiques, licencié en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de droit public. Journaliste financier de l'avant-guerre à *L'Information économique et financière*, il est très vite fortement conscient de l'importance de la communication. En juin 1938, il sert au 37^e RI à Bitche et fait les EOR. Il est reçu premier à Saint-Cyr en mars 1939 et en sort major. Il est sous-lieutenant au 75^e bataillon alpin de forteresse dans le comté niçois pendant la drôle de guerre.

Démobilisé, il tente, dès juin 1940, de gagner Londres, mais ne peut rejoindre la capitale britannique. À la fin de décembre 1940, il est à Paris. Par l'intermédiaire du colonel Groussard, il entre dans le réseau de renseignements Hector, organisation de résistance du nord de la France commandée par le colonel Heurtaux. Il prend le pseudonyme de « Lakanal ».

Il devient, au sein de la Résistance, un spécialiste du renseignement industriel (sa formation y est pour beaucoup) et prépare en parallèle le concours de l'Inspection des finances. De 1941 à 1942, il travaille au ministère de la Production industrielle, dirigé par François Lehideux sous Darlan, puis par Jean Bichelonne dans le deuxième gouvernement Laval. Il

« En 1944, Chaban devient le plus jeune général que la France ait connu depuis le Premier Empire. »

débusque et fait parvenir des renseignements économiques à la France libre. Il est reçu au concours de l'Inspection des finances en mars 1943. Il poursuit son action de renseignement auprès de l'Organisation civile et militaire (OCM), qui a succédé au réseau Hector en fusionnant avec d'autres organismes résistants. Il prend le pseudonyme de « Chaban ».

En octobre 1943, Jacques Chaban-Delmas entre dans la délégation militaire du GPRF et devient adjoint au délégué militaire national Louis Mangin. On pense alors à pourvoir les forces militaires réunies d'un état-major central.

Le 10 mars 1943, il est créé un poste de délégué militaire national (DMN) au sommet de la hiérarchie militaire des délégués des zones et des DMR. Le poste est confié à Chaban. Il devient, comme l'explique Julian Jackson, « l'équivalent militaire de Parodi, même s'il lui était en dernière instance subordonné, puisque ce dernier représentait l'autorité civile du CFLN ». Il devait transmettre les ordres du haut commandement militaire interallié à la Résistance intérieure, puis vérifier que les ordres étaient correctement mis en œuvre. La mission était politique, logistique et militaire.

Au début de 1944, il fonde, avec Debray, Courtin et Michel Debré, le Comité de financement intérieur de la Résistance (COFI). L'homme fit preuve de tact et de sang-froid. Il est promu général de brigade, le 15 juin 1944, sous le nom de Chaban. Il devient le plus jeune général que la France ait connu depuis le Premier Empire.

« Avec le soutien d'Alexandre Parodi, délégué général, il s'oppose à la stratégie insurrectionnelle du COMAC » pour délivrer Paris. Il retourne à Londres, le 13 août 1944, avec les ordres du général Koenig. Il est amené jusqu'au Mans par les Américains, le 14 août. Il atteint Paris, à bicyclette, le 16.

Pendant l'insurrection parisienne, il intervient pour permettre de donner un retentissement aux actes des résistants.

Il lutte contre tous les débordements de violence. Le 24 août, il va accueillir la division Leclerc à Arpajon et entre avec Leclerc dans la capitale. Le jour même, il rencontre pour la première fois (!) le général de Gaulle, à la gare Montparnasse. Pour lui, c'est un moment exceptionnel. Dans *L'Ardeur*, il s'écrie : « Enfin je le voyais ».

De Gaulle est surpris de la jeunesse de celui qui fut son DMN et qui était général de brigade. La stupéfaction passée, il prononça trois mots qui scellèrent le destin politique de ce radical-gaulliste : « C'est bien Chaban ! » Croix de guerre 39-45, il est Compagnon de la Libération. Après la libération de la capitale, Chaban sert au cabinet du ministre de la Guerre comme chef de la Mission de liaison et d'inspection mobile d'organisation de l'armée. En 1945, il est secrétaire général à l'Information auprès du socialiste Gaston Defferre. Plus tard, en 1946, de Gaulle conseilla à Chaban d'entrer au Parti radical : « C'est là, lui assure-t-il, que vous trouverez les derniers vestiges du sens de l'État. »

La suite est connue, la carrière est brillante. Il souhaite changer la société, marque de fabrique de ses trois années comme Premier ministre à partir de 1969. Avec ses conseillers Jacques Delors et Simon Nora, il propose alors une politique réformatrice : contrats de progrès pour les entreprises publiques, développement de la formation professionnelle si longtemps négligée, réforme du temps de travail et des retraites. En janvier 1970, le salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) est indexé sur la croissance économique et devient Smic, puis est décidée la mensualisation des salaires, diminuant la précarité des rémunérations. Le bilan économique des trois années Chaban est excellent : après avoir effacé les conséquences des accords de Grenelle du 27 mai 1968 (hausse du Smig de 35 % et des salaires de près de 10 %) par une dévaluation de 12,5 % dès le 8 août 1969, l'adoption du VI^e plan (1971-1975) vise à activer la croissance, et surtout à consolider l'outil industriel du pays en créant des groupes de taille mondiale, en se dotant d'une sidérurgie performante à Fos, en poursuivant et en augmentant les programmes aéronautiques européens (Concorde, Mercure et surtout Airbus). Le plein-emploi est assuré, le taux de chômage ne dépassant pas 2 %.

En lien avec Georges Pompidou, qui a su créer un lien fort avec le conservateur Edward Heath, il favorise, le 22 janvier 1972, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ainsi que celle de l'Irlande et du Danemark. Mais le référendum de ratification d'avril 1972 est un échec : les Français s'abstiennent en masse ou votent « non ». Le « oui » l'emporte avec seulement 38 % des inscrits. L'entourage très conservateur du président de la République – Jacques Chirac, Pierre Juillet, Marie-France Garaud, hostiles tant à Chaban

qu'à ses conseillers sociaux-démocrates – fait tout pour obtenir un changement de Premier ministre, et est aidé en cela par une alliance objective avec Valéry Giscard d'Estaing, qui chasse sur les mêmes plates-bandes réformistes que le Premier ministre. L'étau se referme. La France est-elle prête ? Le 5 juillet 1972, Chaban, poursuivi par des affaires et de faux scandales, présente sa démission.

Sa trajectoire est souillée – et son ambition freinée – par la trahison de 1974 (celle de 43 députés suivant Jacques Chirac, ralliant les Républicains indépendants et Giscard d'Estaing) – et par l'affaire de sa feuille d'impôts curieusement jetée en pâture à la presse, alors qu'elle n'a rien d'illégal –, qui l'empêche de gagner la présidence de la République au nom du parti gaulliste. Mais l'homme sut se relever par la suite et revenir à l'Assemblée au perchoir, devenir un vieux sage que l'on écoute et emmener Bordeaux, « sa ville » au firmament. Mais qu'on se souvienne d'une carrière exceptionnelle au service de l'État. Il occupa de nombreuses fonctions, sous la Quatrième comme sous la Cinquième République, notamment : député-maire de Bordeaux de 1947 à 1995, ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme du gouvernement Mendès France (du 19 juin au 14 août 1954), ministre du Logement et de la Reconstruction du gouvernement Mendès France (du 3 septembre au 12 novembre 1954), ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme du gouvernement Mendès France (du 3 septembre au 23 février 1955), ministre d'État du gouvernement Mollet (du 21 février 1956 au 13 juin 1957), ministre de la Défense nationale et des Forces armées du gouvernement Gaillard (du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958).

Il est Premier ministre du 20 juin 1969 au 5 juillet 1972. Il présida plus de quinze ans l'Assemblée nationale, et ce à trois reprises (du 9 décembre 1958 au 20 juin 1969 ; du 3 avril 1978 au 21 mai 1981 ; du 2 avril 1986 au 12 juin 1988). Il meurt le 10 novembre 2000, et la France lui témoigne alors un sentiment fort de respect et peut-être une once de regret... Et si...

1916-1996

FRANÇOIS MITTERRAND

LE DÉFI PERMANENT

Sa vie fut un défi permanent. Sa relation aux Français fut complexe, faite de hauts et de bas, de très bas même. Deux fois battu aux élections présidentielles, François Mitterrand sera élu la troisième fois sur la base d'un programme profondément ancré à gauche. Figure familière de notre jeunesse, figure nationale de nos errements et de nos doutes, figure d'une certaine idée de notre grandeur, il est aujourd'hui le héros socialiste... même s'il est venu de la droite.

Né à Jarnac en 1916, François Mitterrand est licencié en droit et diplômé de l'Institut national des sciences politiques. Homme politique, il est aussi écrivain (*L'Abeille et l'Architecte*), théoricien de la politique, tacticien hors pair, fin stratège et connaisseur des hommes : de leurs forces comme de leurs faiblesses. Passionné de littérature : Lamartine, Chardonne, Albert Cohen, Henri Thomas, Duras, Drieu, Loti, Paul Guimard, Louis Guilloux...

« Le fantôme encombrant de la guerre le poursuivra longtemps ; il l'assumera toujours. »

Aimé passionnément, parfois idolâtré – jusqu'à la « tontonmania » – par les uns, détesté, haï parfois par les autres, il n'a jamais laissé indifférent.

Il fascinait même ses ennemis ou ses opposants jusqu'à la paralysie. Ne ressemblerait-il pas à Louis XI sous certains aspects ? Mobilisé comme sergent en 1940, il est fait prisonnier et s'évade. Sa carrière commence.

En 1940, il est nommé au commissariat aux prisonniers de guerre par Vichy. En 1941, il est décoré de l'ordre de la Francisque. Début d'une polémique que ses ennemis utiliseront jusqu'à la fin de sa vie.

En 1943, il rencontre de Gaulle à Alger et participe au GPRF (Gouvernement Provisoire de la République française) l'année suivante en tant que secrétaire général aux Prisonniers de Guerre.

C'est également en cette année 1944 qu'il épouse une résistante, Danielle Gouze. Il est élu député le 10 novembre 1946. Sa riche carrière d'élu du peuple débute. Cet épisode de la guerre de François Mitterrand vient d'être réhabilité par Gérard Guicheteau dans *François Mitterrand : la résistance et Vichy* (J.-C. Gawsewitch Éditeur, 2008) en s'appuyant sur des sources historiques reconstituées. Il a étudié l'itinéraire de François Mitterrand entre le 14 juin 1940 et le 15 novembre 1943, démontrant que la collaboration de l'ancien président de la République au régime de Vichy n'est pas avérée et proposant un tout autre exposé des faits : « François Mitterrand a résisté au nazisme dès juin 1940. » Toutefois, le fantôme encombrant de la guerre le poursuivra longtemps, il l'assumera toujours : les prisonniers évadés à Vichy, Bousquet, la francisque et la fameuse photo, son article publié en 1942 dans *France – revue de l'État nouveau* dirigée par l'ancien cagouillard Gabriel Jeantet –, intitulé « Pèlerinage en Thuringe »...

« Mitterrand a été cet enfant barrésien "souffrant jusqu'à serrer les poings du désir de dominer la vie". Il a choisi de tout sacrifier à cette domination. »
François Mauriac

Sous la Quatrième République, il est ministre des Anciens Combattants en 1947, de l'Information en 1948, de la France d'outre-mer en 1950, de l'Intérieur en 1954 – où il s'oppose à Pierre Mendès France, alors président du Conseil –, de la Justice en 1956. Il préconise le « non » lors du référendum sur la Constitution en 1958. Battu aux législatives de 1958, il est élu sénateur l'année suivante. En 1959, le troublant attentat de l'Observatoire marque sa carrière du sceau du doute. Sa plaidoirie devant le Parlement restera dans les annales.

Quelle que soit la vérité, il portera dès lors cette rocambolesque histoire comme, au mieux, un péché d'ambition, au pire un mensonge politique honteux.

En 1964, il est élu président du conseil général de la Nièvre. En 1965, il prend la présidence de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste). Puis il se présente contre le général et Jean Lecanuet, brillant philosophe et représentant passionné du centre et des Européens convaincus.

Le 19 décembre 1965, Mitterrand réalise ce que l'on nomme « un score » contre le général de Gaulle, l'obligeant à un second tour où ce

dernier sortira gagnant, mais pas vainqueur. Il avait défini une ligne de gauche et l'avait conservée au soir du premier tour : « Ne rêvons pas, je n'ai aucune chance de battre de Gaulle ; plutôt que de faire appel aux vœux du centre, j'aime mieux rester un homme de gauche intransigeant. » Le 28 mai 1968, il tente de profiter de la vacance du pouvoir pour tenter un coup de force, qui se retourne contre lui. Le 27 mai, il se porte candidat au pouvoir. Ce sera une erreur, un autre péché d'ambition.

Après avoir pris le contrôle du Parti socialiste au congrès d'Épinay en 1971, aux dépens d'Alain Savary, il signe, le 27 juin 1972, le programme commun de la gauche avec Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, et le pharmacien Robert Fabre, président des radicaux-socialistes...

« J'aime mieux rester un homme de gauche intransigeant. »
F. Mitterrand,
6 décembre 1965

de gauche (par opposition aux radicaux valloisiers... de droite). Il échoue d'un cheveu à l'élection présidentielle de 1974 face à Giscard. Il s'entoure de jeunes et brillants politiques : Pierre Joxe, Laurent Fabius, Louis Mermaz, Lionel Jospin, Yvette Roudy – porte-parole des mouvements féministes –, Jack Lang, Jean-Pierre Chevènement et son CERES, Claude Estier – un fidèle grognard – ; il s'allie avec des anciens de la FGDS et de la SFIO : Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Charles Hernu (il sera un bon ministre des Armées, mais sera sacrifié lors de l'affaire du Rainbow Warrior)... Il s'opposera à Michel Rocard pour la candidature à la présidentielle de 1981.

Après les élections législatives de 1978, miraculeusement gagnées par la droite française à la suite de la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977, François Mitterrand durcit son positionnement à gauche et établit un programme : « les 101 propositions du candidat Mitterrand ». Elles comportent : nationalisation, abolition de la peine de mort, création d'un grand service public unique et laïc d'éducation, relance par la consommation, retraite à 60 ans, semaine de 39 heures, développement de la fonction publique par l'embauche de fonctionnaires...

Le 10 mai 1981, il est élu président de la République contre le même adversaire, à sa troisième tentative, avec 51,76 % des suffrages. Tenace, l'homme a 65 ans ; il savait que c'était son dernier tour. Il a mis

toutes ses forces dans la bataille. Il demeurera en fonction quatorze années. Record absolu et imbattable depuis la réforme du quinquennat. Son double septennat sera marqué par des événements forts : les lois Auroux ; le retour du PC au gouvernement (Charles Fiterman, Jack Ralite, Anicet Le Pors, Marcel Rigout, héritent de portefeuilles déterminants : les Transports, la Santé, la Fonction publique, la Formation) ; les lois Defferre de décentralisation ; les lois Quillot sur les rapports propriétaires/locataires ; le tournant de la rigueur après trois dévaluations et l'explosion du chômage ; le projet de loi Savary – saboté par une frange des élus socialistes alors qu'un accord paraissait proche avec l'Enseignement catholique –, qui conduira à la chute du gouvernement Mauroy après les manifestations des troupes du père Guiberteau (homme intelligent, solitaire et négociateur habile ; Rocard l'appellera d'ailleurs dans la mission chargée de résoudre le problème calédonien...) en province, à Versailles puis à Paris ; la nomination du plus jeune Premier ministre de la Cinquième République : Laurent Fabius – celui-là même qui, lors de la visite du général Jaruzelski, lui fera défaut devant la représentation nationale – ; le subtil débat sur le référendum ; la modification de la loi électorale pour les législatives de 1986 qui permettra l'entrée de 35 parlementaires du Front national à l'Assemblée ; la première cohabitation avec un gouvernement conservateur dirigé par Jacques Chirac et une guerre de tranchées entre les deux hommes ; la réélection triomphale après avoir été opposé au second tour au même Jacques Chirac.

Ses Premiers ministres sont choisis avec soin, symbolisme, et toujours dans le cadre d'une « real politique » : Michel Rocard, l'opposant du propre camp, apprécié des Français, mais qui sera usé autant que faire se peut ; Édith Cresson, la première femme Premier ministre, mal aimée et sacrifiée par son propre camp ; Pierre Bérégovoy, un fidèle, rigoureux, humble, partisan du franc fort... et abandonné de tous après une cruelle défaite aux législatives du 28 mars 1993.

Il appellera des membres de la société civile dans les gouvernements successifs de ses deux septennats : André Henri, éphémère ministre du « Temps libre », Alain Bombard, Bernard Tapie, ministre de « la Ville », Michel Gilibert, Bernard Kouchner, le professeur Léon Swartzenberg, Alain Decaux, efficace ministre de « la Francophonie »... Mais ses septennats seront marqués par les affaires : le Carrefour du

développement ; les écoutes téléphoniques de l'Élysée ; l'affaire du Rainbow Warrior, durant laquelle il sacrifiera le fidèle Hernu après l'avoir protégé autant qu'il le put. Mais son Premier ministre, Laurent Fabius, agacé d'apprendre les révélations, jour après jour, dans la presse, s'écriera : « La vérité est cruelle, mais c'est la vérité. » Sans oublier l'affaire Mazarine, l'affaire Grossouvre et son suicide, l'affaire des policiers de Vincennes, le silence sur sa maladie...

En 1993 donc, la victoire change de camp. Mitterrand est obligé de composer une nouvelle fois. La seconde cohabitation s'ouvre. L'homme fort en sera Édouard Balladur, appelé au poste de Premier ministre. Sa popularité montante, et fort bien relayée dans les médias, servira à François Mitterrand pour attiser les divisions au sein de son opposition. On ne pourra pas reprocher à François Mitterrand de ne pas avoir eu une haute idée de la France et de sa place dans le monde, du rôle de la francophonie, du développement de l'Europe. Certes, atlantiste convaincu, il lutta sans désarmer et jusqu'à la souffrance – on se souvient de son débat intelligent et respectueux avec Philippe Seguin lors du référendum sur Maastricht – pour une Europe pleine et entière. On se souvient de l'efficacité du couple franco-allemand qu'il formait avec Helmut Kohl.

La part d'ombre de sa vie qui régulièrement ressurgit au gré des publications et des couvertures de presse, sa double vie, ses amitiés demeurées longtemps cachées et ses secrets dévoilés au compte-gouttes ne doivent pas faire oublier combien cet « aventurier de la politique » – au sens où l'était Malraux lui-même –, avait de respect pour la chose publique, et une sensibilité toute particulière pour être en phase avec son temps. Il meurt en 1996 après avoir lutté près de quinze ans contre une pénible maladie.

1918-2007

RENÉ RÉMOND

CLARTÉ DU LANGAGE, RIGUEUR DE L'HISTORIEN,
QUÊTE DU SENS

Politologue, écrivain, penseur de la société contemporaine, fin connaisseur de la vie religieuse, il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages d'histoire politique, intellectuelle et spirituelle de la France aux XIX^e et XX^e siècles.

Né le 30 septembre 1918 à Lons-le-Saunier, René Rémond est ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé d'histoire. Il est mobilisé en 1939, jusqu'en 1941. Il entre à l'École normale supérieure en 1942, participe à la Résistance. Il enseigne à l'Institut des sciences politiques dès 1947, puis à la Sorbonne en 1949, ainsi qu'à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Durant la rédaction de sa thèse, il a préparé ce qui deviendra son ouvrage le plus connu, *La Droite en France de 1815 à nos jours*. Il le publie en 1954. Il le réactualisera régulièrement. Celui-ci est renommé *Les Droites en France* pour sa quatrième et dernière édition, en 1982. René Rémond y dresse une typologie des trois familles de la droite française : la droite orléaniste, la droite légitimiste et la droite bonapartiste.

Il devient directeur d'études et de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques en 1956. Il préside de 1971 à 1976 l'université Paris X-Nanterre, où il enseigne jusqu'à la fin de sa carrière professorale en 1986. Il est le premier vice-président de la conférence des présidents d'Université en 1974-1975. Pendant les vingt-six dernières années, de 1981 à la fin de janvier 2007, il préside la Fondation nationale des sciences politiques. Il a été élu à l'Académie française le 18 juin 1998.

« René Rémond y dresse une typologie des trois familles de la droite française : la droite orléaniste, la droite légitimiste et la droite bonapartiste. »

Très engagé dans la vie publique et intellectuelle, il préside le Centre catholique des intellectuels français de 1965 à 1975. En 1988, il prend la présidence du Conseil supérieur des archives. Il avait présidé en divers temps bien d'autres organismes.

Il est en opposition avec l'École des Annales et appartient à un mouvement universitaire où l'on retrouve : Jean Touchard, Maurice Duverger, Alfred Grosser, Jean-François Sirinelli (un de ses élèves), Jean-Claude Casanova qui lui succède à la présidence de la Fondation nationale des sciences politiques et François Bédarida avec qui il crée, en 1978, l'Institut du temps présent.

Sa rigueur a conduit les pouvoirs publics à lui confier des missions de consultation délicates. C'est ainsi qu'il préside avec fermeté, constance et honnêteté la commission d'historiens sur les relations entre Touvier et l'Église en 1992, et qu'il est chargé d'un rapport, en 1996, sur l'origine du fichier des juifs découvert en 1991.

Son œuvre est d'importance. On retiendra : *La Vie politique en France*, publié en 1964, 1966, 1969 ; *Introduction à l'histoire de notre temps*, édité en 1974 ; *L'Anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, paru en 1976. *Notre siècle* paraît en 1988, mis à jour en 1992, 1995, 2003. *Âge et politique*, publié en 1991, *Valeurs et politique*, sorti un an plus tard, et *La politique n'est plus ce qu'elle était*, ouvrage rédigé en 1993, sont importants pour comprendre les fondements de sa pensée.

En 2005, il publie *Le Nouvel antichristianisme*, qui est en quelque sorte une suite de son ouvrage paru en 2000, *Le Christianisme en accusation*.

Excellent pédagogue, son ouvrage *Introduction à l'histoire de notre temps*, paru en 1974, est un livre de référence pour les étudiants en histoire, en sciences politiques et en sociologie.

Il s'était, à la fin de sa vie, engagé dans le débat relatif à l'ensemble des lois mémorielles, rappelant qu'il n'appartenait ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. Questionné dans la presse, il s'interrogeait : faut-il s'attendre à ce que les congrégations reprochent d'avoir relativisé le sort qu'on leur a réservé au début du siècle ?

Et que dire des Vendéens persécutés et violemment combattus à mort par les armées de Hoche ? Il insistait sur le fait que nul ne doit traiter d'une époque du passé en se référant à la sienne, et il refusait l'instrumentalisation et la communautarisation de l'histoire, telle était sa rigueur !

Il avait analysé, depuis de nombreuses années, avec pertinence, les évolutions de la laïcité en France. Il s'en était expliqué avec les autorités ecclésiastiques, les aidant dans leurs réflexions. Par exemple, en 1989, il avait participé à la mise en place d'un colloque ouvert et dynamique, au sein de l'Enseignement catholique français, sur la Révolution française. Lors de l'assemblée plénière des évêques de France, en 2003, il avait exposé son espoir et sa crainte sur ce thème et achevait son intervention par cette réflexion : « La notion de laïcité s'est enrichie en même temps que l'application s'en est assouplie. Il ne faudrait pas que les faits nouveaux qui relancent aujourd'hui le débat et le ramènent au premier rang de l'actualité – des croyances nouvelles, l'irruption de l'islam, l'élargissement du débat à l'échelle du continent européen – suscitent un retour à la conception première de la laïcité et fassent perdre à la société française le bénéfice d'une évolution positive. Ce n'est pas dans la régression à un état aujourd'hui archaïque que peut se trouver la réponse aux nouveaux défis, mais dans l'innovation de solutions originales et généreuses autant qu'intelligentes. »

1910-2009

WILLY RONIS

FLASH SUR LE QUOTIDIEN

Willy Ronis, le doyen des photographes français, chef de file de l'école humaniste, a conduit jusqu'à sa centième année l'école photographique européenne.

Né en 1910 d'un père juif ukrainien réfugié à Paris, et d'une mère lituanienne et pianiste, Willy Ronis se consacre d'abord à la musique, qu'il apprend auprès de cette dernière. « Willy Ronis ne prendra que des clichés sur le vif. »

Durant son enfance dans le IX^e arrondissement de Paris, Ronis aide toutefois son père, devenu photographe de quartier. Celui-ci lui donne les bases de son futur métier. En 1932, il reprend la boutique de son père malade, mais supporte mal la vie de commerçant. Il ne rêve

que de voyages, et découvre à l'occasion d'un séjour à la montagne sa vocation de reporter. Il réalise un certain nombre de sujets sur les sports d'hiver, alors en plein développement.

À la mort de son père en 1935, il revend la boutique familiale et se lance dans la photographie de presse. En 1936, il se fait remarquer en immortalisant l'arrivée au pouvoir du Front populaire. Reconnu par ses pairs, il côtoie alors les Capa, Seymour ou encore Cartier-Bresson et pose avec eux les bases de ce qui deviendra après la guerre « l'école humaniste ». Quelques mois avant la Seconde Guerre mondiale, il couvre les grèves des usines Citroën, la plupart des grands mouvements sociaux, et se rapproche alors du Parti communiste. Après la guerre, il rejoint la prestigieuse agence Rapho, où il rencontre Doisneau. Comme lui, il choisit de décrire par son travail la beauté de la vie quotidienne mais refuse, contrairement à l'auteur du fameux *Baiser de l'Hôtel de Ville*, de céder à la facilité de la photo posée. Lui ne prendra que des clichés sur le vif. Son succès est immédiat. Il collabore avec les plus grands magazines français et même internationaux. Il est le premier Français à travailler pour le magazine américain *Life*.

En 1949, il réalise dans sa maison de Provence le *Nu provençal*, l'un de ses plus célèbres clichés. Il représente son épouse, la peintre Marie-Anne Lansiaux (1910-1991), nue, devant un lavabo que jouxte une fenêtre ouverte. Dans les années 1950, il rejoint le groupe des XV, un collectif de photographes bien décidés à faire reconnaître la photographie comme une discipline artistique. En 1957, il reçoit la médaille d'or à la Biennale de Venise. La première des nombreuses récompenses qui viendront, tout au long de sa carrière, saluer la qualité de son travail (Grand Prix des arts et lettres pour la photographie en 1979, prix Nadar en 1981...).

Amoureux de Paris, il ne cesse, tout au long de sa carrière, de photographier la Ville lumière que lui, mieux que quiconque, sait magnifier.

Un sujet inépuisable qui lui permet de publier toute une série de livres, parmi lesquels on se souvient de *Belleville-Ménilmontant*, *Sur le fil du hasard*, *Mon Paris*, ou encore l'ouvrage publié en 2001 qui sert de point final à sa carrière. Humaniste jusqu'au bout, Willy Ronis, génial photographe doté de ce que les professionnels appellent « l'œil

absolu », avait pris soin quelques années avant sa mort de léguer son œuvre à l'État français. Une chance pour nous de pouvoir continuer à admirer sa photo profondément humaniste et vraie.

1924-2007

RAYMOND BARRE

UN HOMME DE FER

Il était le professeur, le sage, celui arrivé un peu par hasard en politique. Plus respecté qu'aimé, il sut prendre des positions précises et drastiques tant en matière d'économie que politique.

Né en 1924 à La Réunion, agrégé d'économie, il professe avec succès à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est nommé à la Commission de Bruxelles en 1967 et publie un rapport qui sera utilisé pour la préparation de la future Union économique et monétaire. Il est appelé au ministère du Commerce extérieur au début de 1976, puis nommé Premier ministre lors du départ de Jacques Chirac, qui lui laisse un héritage difficile. Il sera d'une grande fidélité au président de la République et essuiera de viles attaques. Il s'efface en 1981.

En 1988, le contexte est tout autre. Le 22 mars de cette année, Mitterrand annonce son intention de se représenter à la présidentielle. Il affronte Jacques Chirac, qui doit faire face à la division de la droite, et principalement à la candidature rivale du représentant de l'UDF, c'est-à-dire Raymond Barre. Ce dernier n'a pas la moindre considération pour les capacités de son prédécesseur à Matignon, susdit. Mais il fait une campagne assez molle, Rejeté à droite, Jacques Chirac devance Barre au premier tour, le 24 avril. Ce dernier sera battu ensuite par le Président sortant. Il s'était replié alors sur Lyon où il s'était fait élire à l'Assemblée nationale lors des législatives de juin 1981. Député du Rhône, il sera « apparenté » au groupe centriste et sera toujours réélu jusqu'en 2002. Il sera maire de Lyon de 1995 à 2001. Il meurt le 25 août 2007 à l'âge de 83 ans.

1924-2010

GEORGES CHARPAK

LE BRILLANT ÉLÈVE DE FRÉDÉRIC JOLIOT-CURIE

Écrivain à succès avec Devenez sorciers, devenez savants, puis Soyez savants, devenez prophètes, il est une haute figure de la recherche nucléaire.

Né à Dabrowica en Pologne (aujourd'hui Doubrovytsia en Ukraine), Georges Charpak est un physicien français, lauréat du prix Nobel. Sa famille émigre en France alors qu'il a 7 ans. Durant la Seconde Guerre mondiale, dès 1941, il entre dans la Résistance. En 1943, il est arrêté et interné au centre de détention d'Eysses avant d'être déporté au camp de concentration de Dachau, en Allemagne. Il devient citoyen français en 1946. En 1968, il invente la chambre proportionnelle multi-fils qui lui vaut le Nobel de physique de 1992. En d'autres termes, il s'agit d'analyser les particules, ces subdivisions du monde atomique.

Chambres à bulles et cylindres sont alors utilisés, avec l'emploi de plusieurs fils métalliques, ce qui améliore la précision du suivi. Il meurt le 29 septembre 2010 à Paris.

1926-/

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

DÉFAIT PAR SA MODERNITÉ

Le Président jamais redevenu populaire, mais devenu académicien, a été en 1974 un jeune élu, après avoir été un brillant ministre des Finances du général de Gaulle. La force de son destin, brisé après 1981, ne lui permit pas de rebondir comme il l'avait sans doute rêvé et comme son talent aurait dû le lui permettre. Qui est cet homme très secret ?

Polytechnicien, énarque, député du Puy-de-Dôme, Valéry Giscard d'Estaing incarne dans un premier temps l'intellectuel brillant à qui tout réussit. Au soir du 19 mai 1974, il devient le locataire de l'Élysée, le troisième du nom depuis la fondation de la Cinquième République. Sept ans plus tard, le destin lui tourne le dos. La cruelle et imprévue défaite à l'élection présidentielle ternit durablement son image d'homme d'État moderne. À compter de 1981, Valéry Giscard d'Estaing cumule les défaites politiques, échouant même dans la conquête de la mairie de Clermont-Ferrand. En mai 2005, il est de nouveau désavoué par le suffrage universel au travers de son projet de Constitution pour l'Europe. Seul lot de compensation : son entrée à l'Académie française en décembre 2003...

« Une réelle volonté de réformer la société française. »

À 48 ans, l'ancien ministre de l'Économie et des Finances de Georges Pompidou* – entré en politique au cabinet d'Edgar Faure, et nommé plus jeune ministre des Finances en 1962 (à 36 ans) – est élu président de la République, battant François Mitterrand avec 50,80 % des suffrages alors qu'il était en retard au premier tour (32,6 % pour lui, et 15,11 % seulement pour le candidat Chaban-Delmas, ce dernier ayant été trahi par son parti et notamment par le jeune Jacques Chirac, ainsi que par 43 députés infidèles).

La majorité abaissée à 18 ans, la légalisation de l'avortement ou encore le lancement des Sommets européens sont autant d'événements et de réformes qui ont marqué son septennat. Giscard d'Estaing soigne par ailleurs son image d'homme politique en se tournant résolument vers l'avenir, comme en témoigne sa volonté d'avancer dans la construction européenne**. Il multiplie les gestes symboliques en réformant *La Marseillaise*, en modifiant quelque peu les couleurs du drapeau national et en intervenant auprès de son épouse à la télévision. Moderne, il tient aussi à se montrer proche des Français, comme l'atteste la multiplication de ses fameux

« Un jeune et brillant politique élu après une brillante campagne. »

* VGE a déjà occupé le poste de ministre des Finances et des Affaires économiques sous de Gaulle.

** Il parle des États-Unis d'Europe sans abandonner l'idée de l'indépendance nationale.

dîners chez l'habitant. Il forme un tandem jeune et brillant avec son Premier ministre d'alors : Jacques Chirac.

Quoi qu'il en soit, le septennat de Giscard d'Estaing se confond avec la fin des Trente Glorieuses. En d'autres termes, il subit de plein fouet les deux chocs pétroliers consécutifs aux événements du Proche-Orient. L'économie est déstabilisée dès 1975, et une profonde crise plombe le reste du septennat. Aussi sa présidence est-elle marquée par l'austérité, les économies d'énergie et le chômage de masse. Malgré la nomination du « meilleur économiste de France* », son gouvernement ne parvient pas à enrayer la lente crise morale et sociale qui mine les Français. L'image de Giscard d'Estaing est par ailleurs ternie par la multiplication des scandales, comme en témoignent les affaires Jean de Broglie, Robert Boulin ou encore celle des diamants de Bokassa.

La sanction des Français ne se fait pas attendre. Au mois de mai 1981, à la surprise générale, Valéry Giscard d'Estaing est écarté de l'Élysée au profit du candidat socialiste François Mitterrand. Il en sort profondément meurtri...

Son septennat est marqué par deux décisions remarquables pour l'indépendance énergétique du pays : le lancement du programme d'électricité nucléaire des centrales à eau pressurisée (notre indépendance énergétique d'aujourd'hui lui doit beaucoup) ; et le lancement du programme TGV, qui fait de la France l'un des pays aux lignes et équipements roulants les plus modernes et les plus fiables du monde.

Valéry Giscard d'Estaing ne devait jamais complètement se remettre de sa défaite électorale de 1981. Il est encore jeune, ambitieux et porteur d'une certaine idée de la France. Loin d'abandonner toute ambition politique, il prend la tête de l'UDF** (l'Union pour la démocratie française) avant de se présenter à la mairie de Clermont-Ferrand. Mais en vain. Le cœur des Français ne bat plus pour l'ancien polytechnicien. Aussi Giscard décide-t-il d'adopter un autre cheval de bataille : l'Europe. Un chemin semé d'embûches. Après avoir échoué

« L'électrochoc de mai 1981 est le prélude à deux décennies de défaites politiques. »

* Celle de Raymond Barre en 1976.

** Entre 1988 et 1996. Il a refusé auparavant de devenir membre du Conseil constitutionnel pour conserver une certaine liberté de parole.

dans sa volonté d'imposer « Écu » comme futur nom de la monnaie européenne, Valéry Giscard d'Estaing ne parvient pas à convaincre ses compatriotes d'adopter ses idées. Au printemps 2005, son projet de Constitution européenne* est désavoué par le suffrage populaire, sans avoir démerité et en ayant conduit le travail des conventionnels avec rigueur et ardeur. En 2006 il reçoit, avec Helmut Schmidt, le prix De Gaulle-Adenauer, à Berlin.

La lutte qui l'oppose à Jacques Chirac, depuis la démission de celui-ci de Matignon le 25 août 1976, l'appel de Cochin de 1978, la bataille électorale fratricide et sans merci de 1981 – où le même Jacques Chirac n'appellera pas à voter explicitement pour Giscard au second tour –, auront marqué indubitablement l'histoire de la droite des trente dernières années.

Face à ce triple échec politique, à la fois municipal, national et européen, Valéry Giscard d'Estaing caresse une autre ambition : celle d'embrasser une carrière d'écrivain. En 2003, la Coupole lui ouvre ses portes** et il publie, avec plus ou moins de bonheur, des romans. Une autre façon de décrocher l'immortalité... pour celui qui a tenté de jeter, pendant son septennat, les bases d'un État moderne.

« Giscard et Chirac seront pendant plus de trente ans les meilleurs ennemis du monde. »

1927- /

GEORGES SÉGUY

LE SYNDICALISTE TOLÉRANT

Pendant quinze ans, il a dirigé la CGT, à l'époque le plus puissant syndicat français. Il demeure un militant de la paix, de la biodiversité, de l'égalité...

* Dont il est l'inspirateur et l'auteur.

** Il est élu à la Coupole le 11 décembre 2003 et admis, le 16 décembre 2004, au fauteuil 16 ; son prédécesseur était un ancien Président de son état : Léopold Sédar Senghor.

Pilier du syndicalisme, homme fort de la révolte (non étudiante) de 1968, Georges Séguy naît à Toulouse d'un père cheminot membre du Parti communiste. Après son certificat d'études, il devient conducteur typographe. En 1942, il adhère au Parti communiste. Responsable des *Francs-Tireurs et Partisans français*, il est arrêté deux ans plus tard par la Gestapo.

À dix-sept ans, il est déporté au camp de Mauthausen. Après la guerre, il intègre la S.N.C.F. comme ouvrier électricien. Membre du syndicat des cheminots de Toulouse en 1946, il devient secrétaire (1949) puis secrétaire général (1961-1965) de la fédération des cheminots CGT. Parallèlement, il mène une action forte au sein du PCF : en 1954, il entre au comité central, puis en 1956, au bureau politique. En 1967 il succède à Benoît Frachon – alors leader charismatique – comme secrétaire général de la CGT. Il le restera jusqu'en 1982.

Il recherchera une unité d'action avec la CFDT. Il est l'un des principaux acteurs des événements de mai 1968. Il négociait aussi bien avec Georges Pompidou, et son secrétaire d'État Jacques Chirac, qu'avec les ouvriers de Renault-Billancourt. De 1982 à 1992, il est membre de la commission exécutive de la CGT. De 1982 à 2002, il est président de L'Institut CGD d'histoire Sociale. À partir de 2002, il est président d'honneur de l'Institut d'histoire sociale. On lui doit de nombreux ouvrages dont : *1^{er} mai, Les 100 printemps* (Messidor, 1989), *La Grève* (L'Archipel, 1993), *Résister : de Mauthausen à mai 1968* (L'Archipel, 2008).

1927-/

SIMONE VEIL

UNE HÉROÏNE NATIONALE

Elles sont six à être entrées sous la Coupole. Mais la dernière à y accéder, Simone Veil, en 2010, en plus d'être la personnalité préférée des Français, a vécu l'histoire dans sa sauvagerie la plus abjecte et dans ses luttes les plus contemporaines.

La première femme sous la Coupole avait été Marguerite Yourcenar ; la sixième est Simone Veil. Entre les deux, un trait d'union : Jean d'Ormesson. Le dernier des grands écrivains français avait soutenu l'auteur des *Mémoires d'Hadrien* contre vents et marées ; il prononça le discours de réception de la nouvelle « immortelle » qui rejoignit alors, le 18 mars 2010, l'helléniste Jacqueline de Romilly (disparue depuis), la politologue et historienne Hélène Carrère d'Encausse, et les écrivains Florence Delay et Assia Djébar.

Avec Simone Veil, c'est un caractère qui intégra le Quai Conty, une rescapée de la Shoah, dont elle parle toujours avec pudeur, et une grande humaniste, militante de la liberté, du droit des femmes et du développement de l'Europe.

Née de Nice, en 1927, Simone Veil est déportée à Auschwitz-Birkenau en 1944. Elle a 17 ans. Elle réchappe aux camps de la mort.

Devenue magistrat, elle entre en politique en 1974 comme ministre de la Santé du gouvernement Chirac. L'époque est aux changements sociétaux : le 5 juillet 1974, l'âge de la majorité électorale est abaissé à 18 ans ; un secrétariat d'État à la Condition féminine est confié à Françoise Giroud le 16 juillet. Le 4 décembre, le remboursement de la pilule anticonceptionnelle est adopté (sa vente en pharmacie était autorisée depuis la loi Neuwirth de 1967).

En 1975, la loi qui porte son nom, votée le 17 janvier, autorise l'interruption volontaire de grossesse. Mais que ce fut difficile, dans la société d'abord, puis au terme d'un combat parlementaire âpre, violent, machiste parfois, qui lui fera monter les larmes aux yeux. Le Premier ministre la soutiendra sans relâche dans ce combat. Pendant longtemps, une frange conservatrice non négligeable de la population lui fera porter cette loi comme une indignité personnelle, alors qu'elle la considère comme le respect élémentaire de la dignité des femmes.

« Elle parle toujours avec pudeur et un grand humanisme, comme une militante de la liberté, du droit des femmes et du développement de l'Europe. »

Aux élections européennes de 1979, Simone Veil, l'Européenne, conduit la liste centriste. Le 10 juin, le RPR, mal aiguillé par les conseillers de Jacques Chirac, est balayé. L'UDF, qu'elle conduit avec dignité, et en

portant un vrai contenu politique, une offre électorale solide, obtient 27,55 % des suffrages, devançant la liste socialiste (23,57 %). Elle sera élue à la présidence du Parlement, qu'elle dirigera de 1979 à 1982. Elle redevient ministre, avec le rang de ministre d'État, en 1995. Puis elle entre au Conseil constitutionnel de 1998 à 2007. Son livre, *Une vie*, paru chez Stock, s'est vendu à plus de 550 000 exemplaires, tant son témoignage passionne les Français. Elle entrera sous la Coupole en mars 2010.

1929-2004

CLAUDE NOUGARO

AU NOM DE LA VILLE ROSE

Le « Petit Taureau », né dans la capitale de Midi-Pyrénées le 9 septembre 1929, avait deux passions : le jazz et Toulouse. Son œuvre en est imprégnée.

Il grandit dans une famille de musiciens. Très vite, il rencontre Brassens, Auduberti – son père spirituel – et Dalida, dont il assure, en 1959, la première partie d'une grande tournée. Il rencontre le succès en 1962 avec sa chanson *Une petite fille*, suivie de *Cécile ma fille*. Du jazz à la java, il a tout essayé : le rock, le blues, la variété, la world music, la java... L'auteur de *Bidonville* était un artiste complet à la voix herculéenne et chaude héritée de son baryton de père. Elle devint plus pétrie avec le temps, ne perdant jamais son accent toulousain. Un torrent de cailloux roule dans son accent ! Il fut toujours un passionné de rythmes. Il est, en France, le pionnier de la world music, en introduisant très tôt des influences brésiliennes ou de funk. Amateur des mots, de leurs assonances, de leurs allitérations, et de leur sens, jusqu'au détournement, il les met en scène dans ses chansons. Toulouse lui doit une ode :

« L'église Saint-Sernin illumine le soir,
D'une fleur de corail que le soleil arrose. »

« Armstrong, un jour, tôt ou tard, on n'est que des os », disait-il. Claude Nougaro décède le 4 mars 2004.

1931-1998

ÉRIC TABARLY

SYMBOLE DU GÉNIE MARITIME FRANÇAIS

Samedi 13 juin 1998, vers 00 h 15 GMT, au large du pays de Galles, un empannage impromptu emporte le plus grand marin français. Le monde entier est ce jour-là sous le coup de l'émotion. La mer a repris son champion.

Éric Tabarly était, depuis sa victoire en 1964 dans la transat anglaise, une véritable idole pour tous les marins du monde. En allant battre les Anglais sur leur terrain, il était devenu le symbole d'une marine française conquérante. Créateur de la voile moderne, Tabarly a transmis sa passion pour la houle à toute une génération de jeunes navigateurs. Cet homme mystérieux, rigide, dont les yeux seuls trahissaient la gentillesse, a réussi à redonner aux gens le goût des océans.

Né le 24 juillet 1931 à Nantes d'une famille de bourgeois aisés, Éric Tabarly est éduqué de façon très stricte ; il garde cette rigueur tout au long de sa vie. Contrairement à ce que l'on pense, Éric n'est pas né sur un bateau. Il a déjà 6 ans lorsque son père fait l'acquisition d'un magnifique cotre noir de 13,60 mètres doté de 163 m² de voilure. Ce voilier, construit à la fin du XIX^e siècle en Écosse par le célèbre architecte Fife, donne au jeune Tabarly ses premières émotions maritimes. Baptisé Pen Duick (« mésange à tête noire »), le bateau devient le terrain de jeu préféré du jeune Éric. Il y passe tous ses étés, multipliant les croisières le long des côtes bretonnes avec ses parents et ses sœurs. Malheureusement, la guerre met un terme à ce bonheur. Pen Duick est abandonné dans une vasière de Pen Foul, près de Bénodet.

Cette situation est intolérable pour le jeune garçon ; il fera tout ce qui est en son pouvoir pour redonner vie à ce bateau. Il doit attendre son entrée à l'École navale pour se voir confier par son père le destin du vieux cotre. Pendant trois ans, Tabarly investit son temps et son argent à faire de ce cotre ce qu'il était avant la guerre. Ponçage, peinture, réparations en tout genre, le bateau reprend vie. Éric et son voilier peuvent enfin naviguer à nouveau.

Bien sûr, Pen Duick est un voilier performant, mais son âge et les innovations techniques de ces dernières années en font un bel objet qui ne peut malheureusement plus prétendre remporter une seule régates. Éric le sait, il doit abandonner son bateau pour un autre plus performant. Son désir d'en découdre avec les meilleurs nécessite l'acquisition d'un véritable coursier des mers. Il fait alors construire le Pen Duick II, superbe voilier à bouchain vif taillé pour traverser les océans.

Évidemment, le Pen Duick est doté d'innovations imaginées par son propriétaire. Ainsi, le bateau est fait de contreplaqué, inaugurant l'ère des navires à faible tirant d'eau. Avec lui, Tabarly se présente au départ de l'Ostar. Quasi invisible entre les grands voiliers anglais armés pour l'occasion, il est bien loin de figurer parmi les favoris. Pourtant, son arrivée à Newport contribue à créer la légende. Surgissant de la brume après plus de vingt-sept jours de mer, le skipper français demande quel est son classement. Il met alors quelques secondes à comprendre ce qui lui arrive : il est premier. Son retour en France est triomphal, il descend les Champs-Élysées en héros.

Sa carrière d'officier de marine prend alors un autre visage. Bien que promu lieutenant de vaisseau, Tabarly préfère la course au large. Nommé hors cadre auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports, son nouveau statut lui permet non seulement de s'adonner à sa passion, mais également d'en vivre. Fière de son illustre représentant, la navale lui apporte son soutien indéfectible.

« Un champion toutes catégories, créateur et formateur. »

Pourtant, Éric n'a pas le premier sou de son prochain bateau. L'État lui donne de quoi vivre, mais pas de quoi financer ce sport très onéreux. Privé de tout, le génial marin dessine lui-même le très audacieux plan du Pen Duick III. Encore une fois, il innove. Il emploie tout d'abord l'aluminium. Ensuite, il laisse une grande part aux exigences hydrodynamiques : l'étrave et surtout la quille sont testées en bassin. Créé pour la course en équipage, Pen Duick III dispose, malgré le manque de moyens, de toutes les armes pour se battre. La preuve est faite dès l'année 1967. À son bord, Tabarly remporte successivement le Fastnet, le championnat RORC et la Sidney-Hobart. Pourtant, malgré ses victoires, le skipper ne s'aligne pas pour défendre son titre lors de l'Ostar 1968.

Non, Éric a d'autres projets. Il se lance cette année-là dans la construction d'un bateau hors normes. Ce Pen Duick IV, imaginé par le maître, est sans doute la plus grande innovation de la voile moderne. Ce bateau est le premier grand multicoque de course. Un trimaran de plus de 20 mètres propulsé par deux gigantesques mâts-ails. Tabarly n'a que peu de temps pour le mettre au point avant la transat anglaise.

D'ailleurs, il n'a que peu d'occasions de naviguer sur son Pen Duick IV, puisqu'il est éperonné par un cargo pendant la première nuit de course. Le trimaran devient « Manureva ». Barré par le malheureux Alain Colas, il connaît le succès dans la transat 1972. Colas disparaît à son bord en 1978.

En 1969, Éric eut le projet fou de construire un bateau pour une seule course, la « Transpacifique ». Pour cette traversée réservée aux 35 pieds, le skipper national se plie bien évidemment aux contraintes de la jauge, mais il apporte une de ces modifications dont lui seul a le secret. Des ballasts sont intégrés, permettant d'embarquer plus de 500 litres d'eau au vent. Encore une fois, c'est un coup de génie, il laisse ses concurrents directs à plus de dix jours derrière lui. Il remporte aussi la Los Angeles - Tahiti en 1972. C'est cette même année qu'il rencontre Jacqueline, sa future épouse.

Tabarly a tout gagné. Seule la création de nouvelles compétitions donne à Tabarly l'envie de continuer. La Whitbread, course autour du monde en équipage et sans escale, représente un superbe challenge. Il faut pour le relever construire un bateau à sa mesure. Le chantier de Pen Duick VI démarre en 1973. Conçu pour les courses en équipage, le bateau est équipé d'une quille en uranium permettant de réduire la taille de la quille et donc les frottements. Il s'agit d'un superbe ketch de plus de 22 mètres ; mais sa carrière en équipage se révèle être une longue série d'avaries. Démâtage dans la première Whitbread, puis disqualification pendant l'édition suivante. Ce n'est qu'en 1976 que Tabarly le mène enfin à la victoire. Pen Duick VI ne gagne pas en équipage, alors Éric se lance seul dans l'Ostar. Son bateau n'est absolument pas fait pour ce genre de course en solitaire ; et pourtant, c'est en vainqueur que le « VI » passe la ligne d'arrivée, dans la stupeur générale, sortant de la brume par un petit matin gris. Encore une fois, le héros national s'attire l'admiration des marins du monde entier.

L'arrivée des années 1980 annonce beaucoup de mutations. Les sponsors sont désormais maîtres du circuit. Les Pen Duick ne peuvent plus rivaliser. « Pépé », comme on le nomme, s'adapte alors et trouve un sponsor : Paul Ricard. Le temps des vaches maigres est bel et bien fini ; il va pouvoir enfin laisser libre cours à son imagination.

Paul Ricard est un trimaran hors du commun. Pas par ses mensurations, non ; ce sont les étranges appendices situés sous les flotteurs qui constituent la véritable innovation. Ceux-ci permettent d'élever le voilier au-dessus de l'eau à une certaine vitesse. Encore une fois, l'inventivité du marin fait merveille. À son bord, Tabarly pulvérise le record de l'Atlantique en un peu plus de dix jours.

Puis vint l'époque de la technologie, celle des bateaux toujours plus rapides, mais surtout plus fragiles. La météo, les routeurs, autant de facteurs incompatibles avec la philosophie de ce marin. Certains allaient même jusqu'à penser qu'il jetait l'électronique par-dessus bord, lui préférant son sextant et son expérience.

Sa collaboration avec « Côte d'Or » ne fut guère fructueuse : chavirage du mono dans la Route du Rhum 1986, avarie multiple du trimaran. Une traversée inachevée (chavirage) sur « Bottin Entreprise » et une ultime tentative dans la Whitbread sur « La Poste ». Mais le cœur n'y est plus, Tabarly pense encore et toujours au voilier de ses rêves, celui par lequel tout est arrivé : le *Pen Duick*.

Installé dans l'Odet, Tabarly imagine déjà son bateau ancré au large de sa maison. En 1983, il remorque Pen Duick VI jusqu'à Saint-Malo, à l'aide de son petit frère. C'est là que, pendant des années, au rythme de ses finances, le phénix renaît de ses cendres. En 1988, Éric peut enfin régater à la barre de son bateau, retrouvant ainsi les joies du passé. Il a donné à toute une génération de skippers l'envie de gagner et de découvrir, et à toute une génération de passionnés de la mer l'envie de naviguer... tout simplement. Merci à lui, merci au Pen Duick.

1932-2007

PIERRE-GILLES DE GENNES

OUI... ÇA COLLE

« Le vrai point d'honneur n'est pas d'être toujours dans le vrai. Il est d'oser de proposer des idées neuves et ensuite de les vérifier », disait Pierre Gilles de Gennes : une leçon de vie !

Normalien, physicien de la matière condensée, théoricien de l'imbrication de toutes les sciences, chaud partisan de l'enseignement scientifique à l'école, il travaille d'abord à Saclay, puis en Amérique auprès d'Exxon. Il est récompensé par un prix Nobel pour avoir découvert que les méthodes développées pour étudier les phénomènes d'ordre dans les systèmes simples peuvent être généralisées à des formes plus complexes de la matière, en particulier aux cristaux liquides et aux polymères. Cette ouverture provoque des retombées manifestes et multiples dans la vie quotidienne (colles, lessives, affichages...). Un grand génie et un superbe pédagogue !

1932-/

JACQUES CHIRAC

QUELLE CARRIÈRE !

Ce passionné des « arts premiers » a tout mis tout en œuvre pour la construction du musée qui y est consacré. Il a été deux fois président de la République, deux fois Premier ministre, plusieurs fois ministre, secrétaire d'État en 1968, député de la Corrèze, maire de Paris pendant dix-huit ans, et est membre à vie du Conseil constitutionnel... Il est l'un des derniers « monstres sacrés » qui ont connu toute la Cinquième République dans les arcanes du pouvoir, jusqu'au plus haut sommet de l'État. Sa vie se confond avec celle de la Cinquième République.

Ce jeune homme ambitieux, né le 29 novembre 1932 dans le V^e arrondissement de Paris, est un pompidolien de la première heure (de 1962 à 1967, il est chargé de mission au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou.), comme le furent avec lui Bernard Pons, Pierre Mazeaud ou Jean Charbonnel... Il y a un peu de Rastignac, un peu de Rubempré et un peu de Queuille chez lui. Il n'est pas un gaulliste de souche, comme ses variations d'opinion le démontreront, mais plutôt un radical à la fibre sociale, un pragmatique-réaliste. Il recherche le pouvoir avec un talent certain.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Summer School de l'université de Harvard (USA), énarque (promotion Vauban), énergique, courageux, lieutenant engagé volontaire en Algérie, député de Corrèze à 35 ans, il est secrétaire d'État aux Affaires sociales pendant la crise de 1968 et s'y montre à son avantage.

« Le 15 avril 1974, Jacques Chirac lance l'appel des 43 députés, demandant un vote en faveur de Giscard. »

Il devient ministre en 1971, avant d'occuper l'emblématique ministère de l'Agriculture où il laisse, de 1972 à 1974, un souvenir impérissable. Il est devenu ministre de l'Intérieur lorsque le président Pompidou décède. Il est élu député de la 3^e circonscription de la Corrèze en 1967 ; il sera réélu en 1968, en 1973, de 1976 à 1986 et de 1988 à 1995.

Jacques Chaban-Delmas, le candidat naturel du parti gaulliste, est trahi par certains des siens. Le 15 avril 1974, Jacques Chirac lance en effet l'appel des 43 députés, demandant un vote en faveur de Giscard. Chaban ne se remettra jamais de cette

« Chirac claque la porte et démissionne avec fracas le 25 août 1976. »

trahison à la famille gaulliste, dont Chirac sera récompensé au soir de la victoire de Giscard par un poste de Premier ministre. Le combat, d'excellente qualité, se déroule alors entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, Chaban étant distancé *de facto*, et les gaullistes divisés. Le 5 mai, c'est le candidat de la gauche qui parvient en tête, avec 43,25 % contre 32,60 % pour Giscard et 15,11 % seulement pour Chaban. Lors du grand débat télévisé qui oppose les deux candidats restant en lice entre les deux tours, Giscard brille de tous les feux de son intelligence et laisse percevoir qu'il a aussi du cœur. Malgré son retard du premier tour, il parvient à l'emporter le 19 mai avec 50,80 % des suffrages.

Président à 48 ans, Giscard forme un tandem particulièrement jeune et dynamique avec Chirac, son Premier ministre de 42 ans. Il est décidé à réformer la société française et à l'ouvrir à la modernité par des successions de mesures symboliques, auxquelles il associe son Premier ministre, mais de loin en loin. Le 5 juillet 1974, l'âge de la majorité électorale est abaissé à 18 ans ; un secrétariat d'État à la Condition féminine est confié à Françoise Giroud le 16 juillet ; enfin, le 4 décembre, le remboursement de la pilule anticonceptionnelle est adopté (sa vente en pharmacie est autorisée depuis la loi Neuwirth de 1967). En 1975, la loi Veil du 17 janvier autorise l'interruption volontaire de grossesse (Jacques Chirac soutiendra de manière remarquable Simone Veil lors de la présentation de la loi au Parlement) ; le 4 juin, le divorce par consentement mutuel devient possible.

On le constate : en huit mois, le président de la République et son Premier ministre ont considérablement réformé les conditions de vie des femmes et des jeunes. La France vient de rattraper une décennie de retard sur ses voisins européens.

Giscard ne s'en tient pas là ; il est porté par un désir de transformer la pesante démocratie française en un système plus anglo-saxon quant aux libertés individuelles des citoyens. Pour ce motif, la réforme de l'ORTF du 7 août 1974 instaure trois chaînes (TF1, Antenne 2 et FR3) pour garantir une meilleure indépendance de l'information. De même, le droit de saisine du Conseil constitutionnel est facilité, et le maire de Paris est désormais élu au suffrage universel. Jacques Chirac saura s'en souvenir dans un combat fratricide qui l'opposera à Michel d'Ornano, le candidat de Giscard lors des premières élections.

Dans le domaine social, le gouvernement prend trois mesures importantes : la généralisation de la Sécurité sociale à tous les Français ; la réglementation des licenciements collectifs ; l'indemnisation du chômage portée à 90 %. Enfin, en juin 1975, la loi Haby – du nom du recteur devenu ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Chirac – démocratise l'enseignement secondaire en rendant obligatoire la mixité dans les écoles, collèges et lycées publics.

De tout cela, on peut déduire que le caractère réformateur et libéral de toutes ces mesures n'enchantent pas la majorité UNR, ni toute une frange de l'électorat qui a porté Giscard au pouvoir. Le débat

qui se tient en 1976 avant l'adoption d'un texte de loi sur l'imposition des plus-values révèle l'importance des divergences au sein de la majorité présidentielle. En mars 1976, l'opinion manifeste son mécontentement aux cantonales. Au sommet de l'État, les relations entre les deux têtes de l'exécutif se dégradent chaque jour un peu plus. Chirac claque la porte. Il démissionne avec fracas le 25 août 1976. Raymond Barre est alors appelé à lui succéder comme Premier ministre. C'est un autre profil. Jacques Chirac, animé d'un désir personnel de revanche, crée, le 5 décembre 1976, le RPR (Rassemblement pour la République, qui remplace l'UDR).

« Chirac claque la porte et démissionne avec fracas le 25 août 1976. »

Il la formate à la mesure de ses ambitions et l'utilise comme machine de guerre contre Barre et, au-delà, contre le Président lui-même.

La lourde défaite de la droite aux municipales de mars 1977 – Jacques Chirac triomphe à Paris de son adversaire giscardien Michel d'Ornano, et de nombreuses villes tombent à gauche et le demeurent encore. Chirac sera maire de Paris de 1977 à 1995, soit pendant dix-huit ans – cette victoire est miraculeusement suivie d'une autre aux législatives du 19 mars 1978 (en raison de la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977) : 291 députés RPR et UDF (Union pour la démocratie française) sur 491. Il demeure que cette victoire est en trompe-l'œil ; en effet, la gauche a obtenu plus de 50 % des voix au premier tour...

« Jacques Chirac se replie dans son bastion de la mairie de Paris. Une véritable place forte. »

Alors que Giscard réussit l'opération de sauvetage des Européens à Kolwezi en mai 1978, et engage le pays à franchir un pas décisif dans la construction européenne par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, Jacques Chirac, conseillé par Marie-France Garaud et Pierre Juillet, lance l'épouvantable appel de Cochin. Il manquera de briser sa carrière politique. Cette critique, ridicule dans la forme et outrancière sur le fond, contre la politique européenne « supranationale » de Giscard, a probablement été extorquée à un homme diminué par un grave accident de voiture. Mais les Français n'apprécient pas les petits napoléons. Aux élections européennes qui suivent, le 10 juin 1979, le RPR est balayé. C'est l'UDF, conduite par Simone Veil, qui obtient le meilleur score : 27,55 % des suffrages. Elle devance la liste socialiste (23,57 %).

La présidentielle se dessine. Au PS, Michel Rocard se retire au profit de François Mitterrand. Un écologiste se présente : Brice Lalonde. Les candidatures se multiplient à droite : Michel Debré le revenant, Marie-France Garaud la « destructrice » et, bien sûr, Jacques Chirac, le maire de Paris. Au premier tour, Giscard devance légèrement Mitterrand (28,32 % contre 25,85 %), et ce, en raison de l'éparpillement des voix à droite (Chirac obtient 18 % des suffrages). Il peut encore y croire.

Mais le mauvais report des voix à droite (Chirac annonce que « personnellement », il votera Giscard au second tour... le soutien est du bout des lèvres) donne la victoire du candidat de la gauche unie. Mitterrand a réalisé une excellente prestation lors du débat d'entre les deux tours, et Giscard y a été battu.

Il est élu avec 51,76 % des suffrages. Giscard doit partir et laisse une image calamiteuse dans une scène d'adieux télévisée pathétique.

Jacques Chirac se replie dans son bastion de la mairie de Paris. Une véritable place forte. De jeunes pousses politiques de la droite gaulliste le rejoignent et se battent à ses côtés, au Parlement notamment : Alain Juppé, Philippe Seguin, Jacques Toubon, le jeune Nicolas

« 1988 : Chirac, largement distancé par le Président sortant qui, à 72 ans, recueille 54,01 % des suffrages. »

Sarkozy... Édouard Balladur devient l'un de ses proches conseillers. Il a rompu depuis longtemps avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud. La gauche, après le tournant de la rigueur, n'arrive pas à redresser la barre économique. L'échec de la bataille de l'école, où la droite a beaucoup donné avec quelques députés liges (Hervé Guermeur, Jacques Barrot...), a donné de sérieux coups de butoir que l'arrivée du « plus jeune Premier ministre donné à la France » n'a pas pu contrecarrer.

La campagne des législatives de 1986 tourne autour des problèmes de l'emploi et de la sécurité (otages du Liban, Action directe, attentat antisémite de la rue des Rosiers). La droite l'emporte largement en termes de voix, mais de justesse en termes de sièges (288 pour une majorité de 286), en raison de la dose de proportionnalité « instillée » dans le scrutin – à la demande du président de la République –, qui permet au Front national d'obtenir 35 sièges. En voulant par une loi électoraliste barrer la voie du pouvoir à la droite parlementaire,

Mitterrand a pris une grande responsabilité, ainsi que le montre l'évolution récente, l'élection présidentielle de 2002, la campagne « droitisée » et sécuritaire de 2007 ou les récentes cantonales de 2011 par exemple...

Le 18 mars 1986, François Mitterrand appelle Jacques Chirac au poste de Premier ministre. La première cohabitation débute. Chirac s'entoure de quatre ministres d'importance : Balladur, Pasqua, Pandraud et Léotard. C'est une période où chacun s'adapte et se paralyse.

« 1995 :
revenu de
l'enfer, Chirac
est élu sur un
programme de
rupture. »

Jacques Chirac s'épuise à la gestion du quotidien et à l'abrogation des mesures adoptées par les gouvernements socialo-communistes précédents : lois Auroux, loi Savary, dénationalisations (conduites par Édouard Balladur, le ministre de l'Économie et des Finances)...

Le 26 avril 1986, à la suite de l'explosion d'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, l'Europe échappe de peu à une catastrophe absolue ; la communication française sur la contamination est calamiteuse.

Le chômage poursuit son ascension – jusqu'à 2 654 000 chômeurs en février 1987 – et la crise boursière interrompt les privatisations. Philippe Séguin parvient à l'endiguer par son plan d'urgence. À la fin de 1986, de graves événements (attentats, manifestations violentes faisant un mort contre les lois Devaquet de sélection universitaire, grèves dans le secteur public) jettent un doute dans l'opinion sur la capacité du Premier ministre à faire face à l'adversité. Le 22 mars 1988, Mitterrand annonce son intention de se représenter à la présidentielle. Il affronte Jacques Chirac, qui doit faire face à la division de la droite et principalement à la candidature du représentant de l'UDF : Raymond Barre. Ce dernier n'a pas la moindre considération pour la capacité du Premier ministre en exercice et le dit. Rejeté à droite, Jacques Chirac devance Barre au premier tour, le 24 avril. Au second tour, le 8 mai 1988, il est, malgré l'épisode sanglant de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, largement distancé par le Président sortant qui, à 72 ans, recueille 54,01 % des suffrages. Partisan d'une société mutualisant les risques, François Mitterrand est en phase avec l'opinion qui entend profiter du *Welfare State* (État providence). Comme en 1981,

il dissout immédiatement l'Assemblée nationale et obtient le 12 juin une faible majorité de 305 sièges, qui lui permet de gouverner. Jacques Chirac est assommé. On dit qu'il traversera une profonde langueur. À droite, de nouveaux visages, de jeunes élus tentent de prendre le leadership : Michel Noir, Alain Carignon, Michel Barnier, Étienne Pinte, François Fillon, Michèle Barzach, Jean-Jacques Deschamps, François Léotard, Philippe Seguin, François Bayrou, Bernard Bosson, Dominique Baudis, Philippe de Villiers, Charles Million...

Ces « rénovateurs » tentent de les éliminer, lui et Giscard d'Estaing. Parallèlement, Charles Pasqua commence à s'éloigner de Jacques Chirac. L'opération échoue. Chirac comme Giscard surent résister.

Le 16 septembre 1992, le président Mitterrand a révélé la nature de sa maladie, qu'il ne peut plus cacher. Chirac rappelle qu'il ne veut pas être Premier ministre dans une nouvelle cohabitation. Édouard Balladur indique qu'il sera Premier ministre, mais s'effacera à la présidentielle face au maire de Paris. C'est dans cette atmosphère de fin de règne que, le 29 mars 1993, Mitterrand appelle Édouard Balladur au poste de Premier ministre. Une deuxième cohabitation débute, cette fois sans concessions. La popularité croissante du Premier ministre le conduit à envisager un destin national, contrairement, semble-t-il, aux engagements pris avec Jacques Chirac. C'est la guerre entre les vieux amis « de trente ans ». Mais plusieurs de ses ministres éprouvent de graves difficultés avec la justice (Carignon, Longuet, Roussin), alors que la mise en place du contrat d'insertion professionnelle (CIP, qui permet de rémunérer les jeunes en dessous du Smic) pour contrer le chômage des jeunes soulève de violentes oppositions. L'image se fissure. Toutefois, aidé par les médias conquis, le Premier ministre demeure le favori de la présidentielle de mai 1995. Jacques Chirac se présente, en dépit de mauvais sondages.

Chirac persiste et propose une politique de rupture. Il est entouré de : Alain Juppé, Philippe Seguin, Henri Guiano, François Baroin, Alain Madelin... et l'emporte sur Balladur au premier tour, le 23 avril 1995, par 20,84 % des suffrages contre 18,58 %, à l'issue d'une campagne hallucinante d'énergie. Jean-Marie Le Pen, on l'oublie, obtient 15 % des votes. Lionel Jospin, le candidat socialiste, est battu à son tour, le 7 mai 1995 : Jacques Chirac obtient 52,63 % des suffrages.

Après avoir nommé Alain Juppé au poste de Premier ministre le 17 mai 1995, il approuve le 18 mai la formation d'un gouvernement qui comporte – une première – douze femmes. Pas pour longtemps. En effet, au remaniement de novembre 1995, seules quatre demeurent.

Un pas de clerc qui en annonce d'autres. Le Président se refuse à dissoudre l'Assemblée, où pourtant siègent, nombreux, « balladuriers » et UDF qui l'ont presque tous combattu. Il le regrettera.

Il va développer une activité débordante pendant deux ans dans les domaines qui relèvent de sa compétence exclusive : reprise des essais nucléaires pour tester les plus récentes armes durcies contre les impulsions électroniques (on y renonce en janvier 1996), suppression du service militaire et professionnalisation des armées (1996), reconnaissance des fautes commises par l'État français de Pétain envers les juifs (1995).

Alain Juppé est quant à lui chargé de redresser les comptes sociaux, dont la dérive financière va grandissant. Cet homme compétent et fidèle à Chirac n'est pas un bon communicant. En bon énarque, il pense (souvent juste) et sait pour les autres. Annoncées sans dialogue ni explication préalables, les mesures sérieuses et utiles de réforme de la Sécurité sociale qu'il présente le 15 novembre 1995 provoquent un véritable soulèvement du secteur public, relativement soutenu par la population. La grève dure un mois et ne s'achève qu'à la veille de Noël. La réforme ne sera que très partiellement appliquée. Les Français ne sont guère prêts à envisager des sacrifices, même s'ils les jugent inévitables, sauf pour les autres... On le reverra pour les retraites en 2003.

Au début de 1997, alors que semble s'amorcer une reprise économique mondiale, Jacques Chirac décide de dissoudre l'Assemblée. Personne ne comprend pourquoi il prend un tel risque : ni ses amis, ni l'opinion, qui sent le coup fourré, la manipulation. Sans doute espère-t-il disposer d'une majorité plus fidèle pour pouvoir avancer sur la voie des difficiles réformes intérieures structurelles et de l'unité européenne.

L'année 1997 débute mal pour le pouvoir : mouvements contre la loi Debré sur l'immigration, mise en examen du maire de Paris Jean Tibéri, lié depuis longtemps à Jacques Chirac... Le processus électoral est lancé.

Le PS de Lionel Jospin signe un bon accord électoral avec les Verts de Dominique Voynet. La campagne se joue sur l'image de chacun des leaders. Impopulaire, Alain Juppé est de surcroît dépossédé de ses responsabilités en cours de campagne, alors que Jospin se présente en homme dynamique.

Et l'électeur sait qu'il ne prend pas un risque total, puisque le Président demeure en place pour cinq ans. Au soir du 1^{er} juin, la majorité est socialiste : 259 sièges, auxquels s'ajoutent 37 députés communistes, 8 écologistes et 7 partisans de Chevènement. Certes, le Front national, en se maintenant, a coûté nombre de sièges à la droite. Mais depuis 1981, en seize années, c'est la cinquième fois que les Français changent d'avis. Un véritable message envoyé aux politiques.

Jacques Chirac appelle immédiatement Lionel Jospin au pouvoir. La troisième cohabitation commence. La gauche plurielle multiplie les réformes. Elle s'appuie sur des ministres nouveaux : Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Claude Allègre, Dominique Strauss-Kahn, et rejette les ténors de la « Mitterrandie », tels Lang ou Fabius, jugés peu maîtrisables. C'est que Lionel Jospin se veut intègre et social. Il croit en sa mission. Chirac et Jospin n'éprouvent aucune sympathie l'un pour l'autre et leur relation ne cessera de se dégrader, pour devenir presque impossible à la fin de 2001. Le gouvernement profite pleinement de la reprise internationale, qui lui donne des marges financières, et adopte des mesures de fort retentissement concernant l'emploi :

- loi Aubry des 35 heures pour les entreprises de plus de 20 salariés ;
- création de 15 000 emplois-jeunes sur cinq ans.

Et, concernant la société :

- instauration du PACS ;
- mise en place de la parité hommes-femmes en politique ;
- puis, par la suite, vote de la couverture maladie universelle.

Dans le domaine de l'enseignement, le ministre Allègre, qui a pris la mesure de l'échec du système, veut « dégraisser le mammoth ». Mal lui en prend : il déclenche l'ire des enseignants hostiles à tout changement et disparaît, non soutenu par son ami Jospin. On fait appel pour calmer l'incendie à un « politique » créatif et sympathique qui connaît bien ce ministère, celui qu'on avait d'abord écarté : Jack Lang.

Un deuxième dossier agite le pays : la Corse, lorsque le préfet Érignac est lâchement assassiné le 6 février 1998.

Son successeur, le préfet Bonnet, veut rendre lui-même la justice et se fourvoie dans des opérations illégales. Lionel Jospin tente de trouver des solutions à ce dossier « gâté » (qu'il découvre avec effarement). Il n'obtient guère que la démission de son ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en fin d'année 2000.

Un autre ministre, Dominique Strauss-Kahn, se retrouve impliqué dans l'affaire de la MNEF. Fabius vient le remplacer, reconstituant ainsi le clan des fidèles de l'ancien Président. Sans compter le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, impliqué dans une vilaine affaire qui l'amène à suspendre de lui-même sa participation à cette institution. Pour ne pas être en reste, la droite voit révélées ses turpitudes : lamentable contenu de la cassette Méry, affaires financières et sociales de la mairie de Paris. Et dire que l'on se moque des scandales de la Troisième République ! Heureusement que les footballeurs deviennent champions du monde en juillet 1998. Jacques Chirac les supporte et les accueille comme il se doit.

Ce triste climat (que la terrible tempête de la fin de décembre 1999 n'améliore pas) n'encourage guère les Français au respect de leurs hommes politiques, ni donc à se déplacer pour aller voter. Le sommet de non-participation est atteint avec le référendum sur le quinquennat le 24 septembre 2000 : moins d'un Français sur trois s'est senti concerné. Le 11 décembre 2000, le Sommet européen de Nice à 15 s'est attaché à résoudre le problème du fonctionnement des institutions après l'élargissement à 25. Il se révèle être un semi-échec pour la France, l'Irlande bloquant, en juin 2001, sa ratification par son seul refus.

Le bilan économique du gouvernement se présente de façon positive : le chômage est revenu autour de 8,5 % en 2001. Au 1^{er} janvier 2002, le passage à l'euro se déroule plus aisément que prévu. La campagne électorale pour la présidentielle a déjà démarré. Les deux candidats principaux, Jacques Chirac et Lionel Jospin, ne se ménagent pas. Curieuse République où le Président et le Premier ministre peuvent s'affronter tout en demeurant à la direction des affaires ! La cohabitation mérite réflexion pour décider d'une réforme constitutionnelle.

Le 21 avril 2002, le résultat du premier tour laisse la France abasourdie : Lionel Jospin est éliminé avec 15,85 % des suffrages exprimés, derrière Jean-Marie Le Pen (17,19 %) et Jacques Chirac (19,41 %). La multiplication des candidatures à gauche ne l'a pas aidé. Le second tour n'est plus qu'une formalité pour le Président sortant, qui l'emporte avec 82,06 %.

« Le 21 avril 2002, le résultat du premier tour laisse la France abasourdie. »

Le 6 mai, Lionel Jospin démissionne ; Jean-Pierre Raffarin le remplace. Les législatives des 8 et 16 juin 2002 se révèlent très favorables à l'UMP (Union pour la majorité présidentielle), successeur du RPR, qui emporte 362 sièges, soit la majorité absolue des sièges. Le nouveau Premier ministre s'attaque à la question de la sécurité dans la cité et sur la route avec un certain succès, puis finalise en juillet 2003 une grande réforme sur les retraites, rendue indispensable par leur déséquilibre financier actuel, et plus encore prévisionnel.

Lourdemment touchée par la canicule durant l'été, la France prend enfin conscience de son individualisme et de son égoïsme. Nombre de personnes âgées, abandonnées, meurent dans la solitude. Partisan d'un libéralisme tempéré, Jean-Pierre Raffarin doit faire face à la crise européenne et à la croissance nulle. Il n'en décide pas moins de baisser l'impôt sur le revenu et d'encourager les petites et moyennes entreprises, seules créatrices d'emplois, mesures qui ne peuvent avoir des effets positifs que sur le long terme.

L'année 2004 s'ouvre sur des perspectives plus favorables, alors que trois nouveaux chantiers importants doivent être menés à bien : la réforme de la Sécurité sociale et, plus généralement, des comptes sociaux, dans le rouge depuis plusieurs années ; la maîtrise des dépenses de l'État, exigée par Bruxelles, qui ne peut qu'aboutir à une réduction du nombre de ses agents ; enfin, la mise en place d'un service minimal en cas de grève dans les services publics.

Le pays aborde les vrais débats, pour la première fois depuis si longtemps. Vivant au-dessus de ses moyens, il lui est interdit de persévérer, au sein d'une Europe des 25 (dont la construction est sans doute plus délicate que prévu) qui n'accepte plus le non-respect des règles communes. Chaque Français sait bien aujourd'hui, en son for intérieur, que l'heure de vérité a sonné et que donc bien des choses doivent être remises en cause.

Enfin, autre évolution notable, le raccourcissement de la durée du mandat présidentiel à cinq ans, venu s'ajouter au couplage des élections législatives et présidentielles, a tendance à transformer le Président en un véritable patron de l'exécutif, c'est-à-dire en super Premier ministre, ce dernier apparaissant de plus en plus comme son « superchef » de cabinet. Ce cumul de fonctions sur la tête du Président sera mis en exergue au début du quinquennat du président Sarkozy. Il s'agit alors d'une véritable transformation de pratique constitutionnelle, à l'opposé du gaullisme. Elle a été voulue par un Président venu des rangs gaullistes et qui a été pendant plus de trente ans le porte-parole des électeurs et des candidats se réclamant du général. La fin de son mandat sera une lutte entre deux jeunes « poulains » de son écurie : Dominique de Villepin – dont il fait un Premier ministre, après en avoir fait un flamboyant ministre des Affaires étrangères – et Nicolas Sarkozy, qui réussira place Beauvau à maîtriser la carte électorale et la droite françaises, allant jusqu'à l'unir.

L'homme a souffert de toutes les caricatures. Et Jacques Chirac demeure une énigme. De nature assez dirigiste comme Premier ministre de Giscard, il fut, dix ans plus tard, le champion du libéralisme comme Premier ministre de Mitterrand. Gaulliste social, homme pragmatique et imaginatif, comme ministre de Pompidou, de Chaban et de Mesmer, il fut dogmatique quinze ans plus tard comme Premier ministre de Mitterrand en choisissant de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes. Anti-européen et « presque » nationaliste lors de la campagne des élections européennes de 1979, il est devenu un président de la République européen. Sous sa présidence furent signés un nombre important de traités. Il serait sans doute hasardeux de tirer des conclusions de toutes ses volte-face, l'homme ayant une grande capacité à sentir les tendances du moment et à écouter les citoyens, notamment lors des campagnes électorales, où il se révèle un champion toutes catégories.

Depuis la fin de son second mandat, Jacques Chirac siège au Conseil constitutionnel, dont il est membre de droit comme son prédécesseur, Valérie Giscard d'Estaing. Sa popularité, malgré les affaires qui le poursuivent, n'a jamais été aussi forte. Nostalgie nationale ?

1934-1987

JACQUES ANQUETIL

184 VICTOIRES DONT 5 TOURS

*Il est le grand champion français, froid, lucide, calculateur, vainqueur...
l'homme aux 184 victoires.*

Ajusteur-fraiseur, il espère pouvoir seconder son père, qui a bien réussi dans la culture de la fraise. Par goût, il a pris une licence d'amateur à l'AC Sotteville. Et le voilà qui remporte de nombreuses courses de vélo entre 1950 et 1952.

Il décide de passer professionnel dès 1953. Brûlant les étapes, sacrifiant tout à la petite reine, l'homme a du caractère, de la volonté, de l'intelligence tactique. Il est calculateur et sait ménager ses efforts pour les concentrer sur les phases essentielles de la course. Non seulement il se révèle remarquable dans les courses à étapes, mais il parvient également à en remporter de plus courtes, comme Paris-Bordeaux ou le Grand Prix des Nations (remporté neuf fois). Sans oublier ce fameux record par heure détenu par Roger Rivière qu'il bat, en 1967, en réalisant 47,493 kilomètres. Mais son exploit n'est pas homologué, car il a refusé de se soumettre au contrôle antidopage, un domaine dans lequel sa fragilité paraît grande. Il est probable qu'à l'époque, tous les coureurs, ou peu s'en faut, se dopent...

Le palmarès de Jacques Anquetil, coureur d'exception, est trop long à énumérer en totalité, puisqu'il comporte 184 victoires...

Retenons les plus glorieuses : cinq Tours de France, deux Tours d'Italie, un Tour d'Espagne, deux Dauphiné-Libéré, cinq Paris-Nice, un Liège-Bastogne-Liège, sans compter les victoires déjà signalées dans le Grand Prix des Nations et Paris-Bordeaux.

S'étant retiré de la compétition à l'âge de 35 ans, en 1969, il travaillera pour le journal *L'Équipe*, à la radio (Europe 1), sur Antenne 2, puis deviendra directeur de course, directeur sportif de l'équipe de France, entrera au comité directeur de la Fédération française de cyclisme, avant d'exploiter son domaine des Elfes à La Neuville-Chant-d'Oisel, près de Rouen. C'est là qu'il mourra d'un cancer en 1987.

1934-/

ÉDITH CRESSON

ELLE N'EUT PAS SA CHANCE

Premier ministre de 1991 à 1992, elle a été la première femme chef de gouvernement dans l'histoire. Mais lui a-t-on donné sa chance ?

Voulant faire un coup politique en désignant la première femme Premier ministre (du 15 mai 1991 au 2 avril 1992), le Président Mitterrand commet une erreur. Député depuis 1981, ministre de l'Agriculture en 1982, du Commerce extérieur en 1983, puis du Redéploiement industriel en 1984, enfin des Affaires européennes en 1990, Édith Cresson doit faire face à une situation économique très difficile et à l'hostilité de tous les caciques du Parti socialiste. Elle ne peut donc qu'échouer et manque de temps, devant affronter la terrible épreuve des élections régionales dès mars 1992.

La déroute subie entraîne son remplacement par Pierre Bérégovoy, un ancien de la SNCF qui s'est fait lui-même, adhérant au Parti socialiste en 1971, qui occupe le poste de secrétaire général de l'Élysée en 1981 et qui attend son tour depuis longtemps. Le PS ne lui fit pas la place que l'on doit par la suite à un ancien Premier ministre.

1944-1986

COLUCHE

L'HOMME QUI REND SA DIGNITÉ À LA FRANCE

Sa vie fut courte, mais dense. Son image est dans toutes les mémoires, son œuvre est toujours présente : Les restos du cœur, l'Association qu'il a fondée et qui a pour but d'aider les personnes démunies en leur donnant accès à des repas gratuits et en participant à leur insertion sociale et professionnelle. C'est l'histoire d'un mec né en 1944...

Fils d'un peintre en bâtiment d'origine italienne et d'une fleuriste parisienne, Michel Gérard Joseph Colucci naît à Paris le 28 octobre 1944. En 1947, après la mort de son père, Michel apprend les angoisses de la solitude. Pour rapporter un salaire de misère, sa mère doit cumuler les emplois : elle délaisse donc un peu ses deux enfants. Peu attiré par les études, le jeune homme quitte l'école après son certificat d'études primaires, qu'il rate sciemment. Il préfère les virées avec ses compères de la bande Solo de Montrouge. Heureusement, il se rend compte très vite que les larcins ne l'amèneront nulle part. Il commence alors à se chercher une autre voie. De petits boulots en expériences ratées, la vie le conduit vers les cabarets, où il commence à chanter en 1966.

Il y rencontre un certain Georges Moustaki, qui se prend d'amitié pour le jeune homme et va jusqu'à le soutenir financièrement. Puis il s'engage au café de la Gare, qu'il inaugure le 12 juin 1969 en compagnie d'autres jeunes artistes parmi lesquels se trouvent : Henry Guibet, Miou-Miou, Martin Lamotte et Patrick Dewaere. Plus tard viendront les rejoindre : Renaud, Gérard Lanvin, Gérard Depardieu et les futurs membres du Splendid.

« Avant moi, la France était coupée en deux. Maintenant, elle sera pliée en quatre. »

En 1971, Jacques Martin lui présente le producteur de *Midi Première*, qui l'engage pour donner la réplique à Danièle Gilbert. L'expérience tourne au fiasco. Mais qu'importe que la télévision et le cinéma lui tournent le dos ! Il sait désormais ce qu'il veut faire. Son premier sketch, *L'histoire d'un mec*, reçoit un accueil inespéré. Celui qui se fait désormais appeler Coluche prend très vite goût à la scène. Son personnage « toujours grossier, jamais vulgaire » fait mouche. Le succès ne se fait guère attendre.

En 1974, Paul Lederman le prend sous son aile et le propulse en haut de l'affiche. Le 15 février, il fait son premier Olympia, le 19 mai, son premier plateau télé avec Guy Lux.

La machine est en route. Rien ne semble être en mesure de l'arrêter. En 1975, il triomphe avec *Le Schmilblick*, avant de se voir ouvrir les portes du cinéma. On lui propose de donner la réplique à Louis de Funès dans *L'Aile ou la Cuisse*. Pas moins ! Le film caracole pendant un an au box-office. Après la télévision et le cinéma, c'est au tour de

la radio de tendre les bras au nouvel amuseur public. Europe 1 lui offre son émission : *On n'est pas là pour se faire engueuler*. Mais le concept est, dira-t-on, un peu trop en avance sur son temps. Le ton provocateur de Coluche provoque un tollé général. Les dirigeants de la station n'ont pas d'autre choix que de le mettre à la porte. Engagé sur-le-champ par Radio Monte Carlo, il est aussitôt remercié pour avoir osé commencer son émission par un peu gracieux : « Bonjour, nous sommes en direct du rocher aux putes. »

Mais, loin de l'offusquer, ces renvois l'amuse, le galvanisent même. Et puis, il sait avoir le soutien du public, qui se presse chaque soir au théâtre du Gymnase pour assister à son triomphe.

En 1980, Coluche s'assombrit et son avenir aussi. Il annonce à la stupeur générale son intention de se présenter à l'élection présidentielle. Une bonne blague qui prend une tout autre ampleur lorsque les sondages le créditent de 16 % d'intentions de vote. La classe politique ne rit plus. Pour Coluche, les ennuis débutent. L'assassinat de son régisseur, René Gorlin, le fait plier : il retire sa candidature le 16 mars 1981.

Coluche ressort profondément affecté de cette expérience. D'autant que sa vie sentimentale semble aussi lui échapper. La mère de ses deux enfants le quitte en décembre, et son ami Patrick Dewaere se suicide avec l'arme qu'il lui avait offerte.

Coluche sombre dans la dépression, l'alcool et la drogue.

Sur scène, Coluche est toujours aussi drôle, et les deux films qu'il tourne alors : *Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ* et *Banzai* remportent un franc succès. Mais en coulisses, le cœur n'y est plus. Son entourage s'inquiète. Nul ne voit comment l'humoriste va bien pouvoir se sortir de cette mauvaise passe.

Heureusement, Claude Berri lui donne alors la chance de sa vie en lui confiant le rôle du pompiste dans *Tchao Pantin*, en 1984. Coluche y fait une prestation si remarquable qu'il obtient le César du meilleur acteur l'année suivante. Ce rôle dramatique aura eu le mérite de rendre le sourire à Coluche. L'humoriste est bel et bien de retour. En 1985, il retourne chez Europe 1. Philippe Gildas lui confie l'émission *Y en aura pour tout le monde*, un programme décalé au cours duquel

il lance, le 26 septembre 1985, un appel qui fera date : « J'ai une idée comme ça, si des fois y a des marques qui m'entendent, je ferai un peu de pub tous les jours. Si y a des gens qui sont intéressés pour sponsoriser une cantine gratuite qu'on pourrait commencer par faire à Paris. » Les restos du cœur sont nés. Une belle idée qu'il aurait voulu voir s'éteindre faute de nécessiteux. Au lieu de cela, les pauvres sont de plus en plus nombreux, et c'est lui qui trouve la mort sur une route d'Opio le 19 juin 1986. Putain de camion !

1954- /

FRANÇOIS HOLLANDE

UN PRÉSIDENT VENU DE LOIN

Longtemps dans l'ombre de ses mentors, Jacques Delors et Lionel Jospin, François Hollande, connu pour son intelligence, son humour et son immense culture, a été élu en mai 2012 à la présidence de la République sans jamais avoir occupé de poste ministériel. Portrait d'un « Président normal » au parcours anormal.

Né à Rouen le 12 août 1954, François Hollande est le fils cadet du docteur Georges Gustave Hollande, un médecin ORL, candidat malchanceux sur une liste d'extrême droite aux élections municipales de Rouen en 1959 et de Bois-Guillaume en 1965. En 1968, il suit ses parents à Neuilly-sur-Seine. Il fait de brillantes études. Le bac en poche, il entre à HEC, puis à Sciences Po, après avoir obtenu une licence de droit. C'est à cette époque qu'il fait ses premiers pas en politique en militant pour l'UNEF renouveau (proche du parti communiste). Il entre au Parti Socialiste en 1979, alors qu'il termine l'ENA au sein de la promotion Voltaire, pleine de têtes qui deviendront connues. C'est aussi cette année-là qu'il rencontre Ségolène Royal, avec qui il aura quatre enfants.

Auditeur à la Cour des comptes, il rejoint l'Élysée en mai 1981, au lendemain de la victoire de Mitterrand. Il s'y fait très vite remarquer, au point d'être désigné candidat face à Jacques Chirac en Corrèze lors des élections de juin 1981. Battu au premier tour, il devient directeur de cabinet de Max Gallo, puis de Roland Dumas. À nouveau candidat malheureux en 1984 à la mairie d'Ussel, il finit par être élu député de Corrèze en 1988, dans un canton différent de celui de Jacques Chirac. Malheureusement pour lui, il se voit dépossédé de son siège de député en 1993 par le RPR Raymond-Max Aubert, qui deviendra également maire de Tulle deux ans plus tard. De cette défaite, Hollande tire les conclusions : il a délaissé ses administrés pour des préoccupations nationales. On ne l'y reprendra pas ! En 1995, il devient l'un des porte-parole de la campagne présidentielle de Lionel Jospin avant de devenir porte-parole du PS après la défaite du mois de mai.

En 1997, Jacques Chirac dissout l'Assemblée et provoque de nouvelles élections législatives aux termes desquelles, François Hollande récupère son siège de député de la première circonscription de Corrèze. Quelques jours plus tard, alors que Jospin rentre à Matignon, il se lance à l'assaut du Parti Socialiste, dont il devient le Premier secrétaire en novembre 1997, après avoir infligé une véritable correction à Jean-Luc Mélenchon (91,18 % des voix). En 1999, il devient député Européen, mais renonce à son mandat pour se lancer à la reconquête de Tulle, dont il devient Maire en 2001.

Le 21 avril 2002, la cuisante défaite de Jospin s'avère être pour François Hollande un choc, certes, mais aussi une véritable aubaine. Délesté de son mentor, il s'affirme au sein du parti, impose ses idées et engrange les succès. Aux régionales de 2004 d'abord où son tour de France des régions fait des merveilles. Aux Européennes ensuite. En 2005, dans le cadre du référendum pour la Constitution européenne, il prend position pour le « oui » et se trouve quelque peu affaibli au lendemain du scrutin du 29 mai 2005. Il obtient finalement la synthèse des différents courants et est réélu à la tête du parti et au siège de député de Corrèze.

L'année suivante, il renonce à ses ambitions présidentielles pour laisser la place à Ségolène Royal, sa compagne – toujours officiellement –, que les sondages voient gagnante. Elle sera finalement battue et le couple annoncera, au lendemain de cette défaite, leur séparation.

Après avoir remporté les législatives de 2007 dans sa circonscription, puis les municipales et les régionales, Hollande se retire temporairement du devant de la scène. Il commence par abandonner la tête du parti à Martine Aubry en 2008, après un congrès tumultueux où il doit avaler des couleuvres, ce qu'il fait avec courage et résignation. Il se prépare pour 2012, élabore un projet articulé autour de trois grands axes : la production, la fiscalité et l'éducation, et s'impose peu à peu comme le seul rival sérieux de Dominique Strauss-Kahn pour les primaires socialistes. Le 14 mai 2011, les nouvelles provenant du Sofitel de New York lui ouvrent la voie vers l'investiture socialiste, qu'il obtient haut la main (56,57 %) le 16 octobre 2011 après une campagne interne et des débats où Martine Aubry ne lui fera pas de cadeaux.

La suite, on la connaît : il devient le 24^e président de la République française le 6 mai 2012, en battant Nicolas Sarkozy au second tour. Il charge Jean-Marc Ayrault de former le gouvernement. Le début de son mandat est marqué par la crise européenne et le problème syrien.

1955- /

NICOLAS SARKOZY

L'HOMME PRESSÉ

Né le 28 janvier 1955, à Paris, Nicolas Paul Stéphane Sarkozy de Nagy-Bocsa, fils d'immigré hongrois, a su devenir en moins de 30 ans l'un des personnages politiques les plus en vue de l'Europe et le 6^e président de la Cinquième République. Son parcours est atypique.

Étudiant pressé, Nicolas Sarkozy décroche son certificat d'aptitude à la profession d'avocat et décide de ne pas aller plus loin. Cela n'a finalement que peu d'importance puisqu'il n'a qu'une idée en tête depuis son plus jeune âge : la politique. Fils d'un publicitaire d'origine hongroise et d'une mère avocate, le jeune homme ne semblait pas prédestiné pour faire une telle carrière, et pourtant !

Le bac en poche, il entre en 1973 à l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) puis à l'Union des démocrates pour la République (UDR). Il participe, en 1974, à sa première campagne présidentielle en tant que soutien de Jacques Chaban-Delmas, le candidat malheureux de la droite cette année-là. Malgré la défaite, Nicolas Sarkozy a réussi à se faire remarquer et devient délégué départemental des jeunes UDR. C'est à ce titre qu'il participe au congrès de Nice en 1975, où il prononce un discours fleuve qu'il conclut par un : « Être jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire. » La phrase restera dans les annales.

« Être jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire. »

En 1976, il rejoint Jacques Chirac, qui vient de créer le Rassemblement pour la République (RPR). Il y prend tout de suite une certaine importance. Au niveau local tout d'abord, il devient responsable de la section de Neuilly-sur-Seine avant d'être élu conseiller municipal sur la liste d'Achille Peretti en 1977.

En 1980, il prend les rênes du Comité de soutien des jeunes à la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle de 1981. Il participe alors à sa deuxième campagne. Celle-ci se solde à nouveau par un échec. Tant pis, le jeune homme n'a déjà qu'un objectif ; il sait que son heure viendra. En attendant, il épouse Marie Dominique Culioli en premières noces. Elle lui donnera deux fils, Pierre, aujourd'hui producteur de musique, et Jean, qui a récemment épousé la carrière politique en parallèle de ses études.

En 1983, Achille Peretti, le maire de Neuilly-sur-Seine, meurt brutalement. Charles Pasqua rêve de la mairie de Neuilly. Il charge alors Nicolas Sarkozy de préparer sa campagne sans se douter du coup que ce dernier lui prépare. Le jeune homme a d'autres plans ; il fête cette année-là ses dix ans de politique et entend s'offrir le siège de maire de Neuilly. En réalité, c'est sa propre candidature qu'il défend. Il argue que le parachutage de Charles Pasqua ne prend pas et il obtient le retrait de la candidature Pasqua. Il devient, à 28 ans, maire de Neuilly, le 29 avril 1983.

En 1984, il étrenne son écharpe de maire en mariant son ami Jacques Martin à une certaine Cécilia Ciganer-Albéniz. En 1987, Charles Pasqua, pas rancunier, le nomme « chargé de mission » pour la lutte

contre les risques chimiques et radiologiques au sein du ministère de l'Intérieur. En 1988, il prend à nouveau fait et cause pour le candidat Chirac, et s'occupe de l'organisation de tous les meetings. Encore une fois, cet engagement sera soldé par un échec, mais il en a pris l'habitude. Élu une première fois à l'Assemblée en 1988, il retrouvera son fauteuil sans même faire campagne cinq ans plus tard. Il a alors pris une autre dimension, il fait partie des poids lourds de la droite et commence à se faire de plus en plus présent sur les plateaux de télévision. En 1989, il officialise sa relation avec Cécilia Ciganer-Albéniz et s'installe avec celle qui devient aussitôt sa plus fidèle collaboratrice.

En 1993, Édouard Balladur entre à Matignon, et fait de lui son ministre du Budget et le porte-parole du gouvernement. Une consécration pour le jeune loup que rien ne semble pouvoir arrêter. Même pas le tristement célèbre « Human Bomb » qui, le 13 mai 1993 prend une vingtaine d'enfants en otage dans une école maternelle de Neuilly-sur-Seine. Les caméras du monde entier sont braquées sur l'école, et surtout sur ce jeune député-maire qui, au « mépris du danger », négocie directement avec le preneur d'otages et parvient même à obtenir la libération de l'un des enfants. Certains crient à la mise en scène, les autres saluent sa maîtrise de la chose médiatique.

En 1995, Nicolas Sarkozy se range derrière Balladur lors de la campagne présidentielle. Mal lui en prend puisque, à nouveau, il voit son candidat éliminé au premier tour. Est-il condamné à toujours choisir le mauvais cheval ? Est-il réellement fait pour la politique ? Autant de questions auxquelles il aura le temps de réfléchir pendant la traversée du désert qu'il entame alors. En 1997, il est nommé, contre toute attente, secrétaire général du RPR, puis président par intérim après la défection de Philippe Séguin. Il se voit contraint d'endosser de facto la responsabilité de la cinglante défaite du RPR aux élections européennes de 1999. Une fois de plus, il doit quitter ce qu'il aime le plus : la vie politique. Il reprend ses activités au sein de son cabinet d'avocat. Il attend la fin de sa période de probation.

« Un portefeuille ministériel sera son tremplin : le ministère de l'Intérieur. »

Réélu député avec plus de 68 % des voix dans sa circonscription, Nicolas Sarkozy revient en 2002 sur le devant de la scène. L'opposition le conspu ; son soutien à la campagne de Jacques Chirac prend alors une importance phénoménale. Il est un des grands artisans de la

nouvelle victoire de son ancien mentor et obtient, au lendemain du 21 avril 2002, le portefeuille ministériel qui sera son tremplin : le ministère de l'Intérieur. Il devient dès lors omniprésent. Son style semble faire mouche, et les sujets qu'il aborde aussi : la sécurité routière, le Conseil français du culte musulman, la loi de sécurité intérieure. Sarkozy va vite, trop vite même, quand il déclare avoir arrêté Yvan Colonna, « l'assassin du préfet Érignac ».

En 2004, il est nommé au ministère de l'Économie et des Finances. Il entreprend de mener la même stratégie à Bercy que celle qui lui a tant réussi place Beauvau. Son élection à la tête de l'UMP, le parti majoritaire, l'empêche d'aller plus avant dans son action. Chirac avait prévenu, il fallait choisir entre le mouvement et le ministère. Il le réaffirme haut et fort lors de son allocution télévisuelle du 14 juillet 2004 : « Je décide, il exécute. » Sarkozy choisit bien évidemment l'UMP et présente sa démission le 29 novembre 2004. Chirac n'est pas à une contradiction près. Le lendemain du « non » au référendum visant à ratifier la Constitution européenne, il nomme Dominique de Villepin à Matignon, et réinstalle Sarkozy à l'Intérieur.

Son retour n'est pas du goût de tout le monde. Son style agace et ses dérapages se multiplient : à La Courneuve, il parle « de nettoyer la cité au Karcher ». Quelques mois après, il parle à Argenteuil de « racailles » et promet de « s'en débarrasser ». Le ministre de l'Intérieur, au lieu de calmer les esprits, fait irrémédiablement monter la pression. Quand l'inéluctable finit par se produire, la mort de deux adolescents qui essayaient d'échapper à la police, les banlieues s'embrasent. Au lieu d'en pâtir, Sarkozy en sort « grandi » au plan électoral. L'insécurité est maintenant au centre des débats, et le candidat Sarkozy semble être le seul à s'en préoccuper. Alors, il continue et fait voter coup sur coup : la loi relative à l'immigration et à l'intégration qui annonce le durcissement des conditions de régularisation des sans-papiers et du regroupement familial ; et la loi sur la prévention de la délinquance qui instaurerait notamment la détection dès le plus jeune âge d'éventuels troubles du comportement.

Dans la foulée, il annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2007. Ses propositions : « l'ordre en mouvement », « travailler plus pour gagner plus », « la rupture tranquille ». Il n'en faut pas moins pour qu'un front « tout sauf Sarko » se lève et fasse entendre sa voix.

On le compare aux néoconservateurs américains. Bref, la machine de diabolisation est en marche. Sa vie privée n'est pas non plus épargnée et les rumeurs d'un éventuel départ de Cécilia vont bon train. Mais rien n'y fait. Sarkozy caracole en tête des sondages et à moins d'un an de la présidentielle, il semble qu'il n'y ait déjà plus de suspens. Il faut les candidatures inattendues de Bayrou et Royal pour redonner un véritable intérêt à cette élection au cours de laquelle on enregistrera finalement une hausse massive du nombre d'inscrits et, de facto, une participation record.

« Le 6 mai 2007, il est élu à la présidence de la République avec 53,06 % des suffrages exprimés. »

Le 26 mars 2007, le candidat Sarkozy quitte le ministère de l'Intérieur pour préparer le dernier sprint. Le 22 avril 2007, il vire en tête à l'issue du premier tour devant Royal et Bayrou. Et, même si ce dernier peine à s'avouer vaincu, c'est bien la candidate du Parti socialiste qui se présente au traditionnel débat d'entre-deux-tours. Le 6 mai 2007, il est élu à la présidence de la République avec 53,06 % des suffrages exprimés. Aussitôt, des émeutes éclatent dans une quinzaine de villes de France, mais le mouvement de contestation est sans lendemain. Les sondages qui paraissent les jours et les semaines suivantes montrent qu'une majeure partie des Français se révèlent satisfaits de ce résultat. Même les images de la célébration de sa victoire au *Fouquet's*, haut lieu du bling-bling parisien, et de ses vacances dorées sur le yacht du milliardaire Vincent Bolloré n'influent pas... encore... sur l'opinion publique. Le 16 mai 2007, il entre à l'Élysée, et nomme le lendemain François Fillon au poste de Premier ministre. Ensemble, ils forment un gouvernement largement tourné vers l'ouverture.

Élu pour ses volontés de réformes, Sarkozy se met au travail. Il impose : le service minimum, en cas de grève, dans les écoles et le transport, la franchise médicale sur les médicaments et les transports médicaux. Il impose les lois sur l'immigration, les peines plancher et la rétention de sûreté, et la réforme des régimes spéciaux de retraites, un argument phare de sa campagne. Il est à l'apogée de sa popularité. Pour ce qui est de la politique internationale, Sarkozy fait preuve d'un activisme à toute épreuve. Il s'empare des dossiers que ses prédécesseurs ou homologues étrangers n'ont pas su résoudre et obtient des résultats. Il fait libérer les infirmières bulgares prisonnières en

Lybie et Ingrid Betancourt, aux mains des FARCs depuis des années. Sur le plan européen, il n'est pas en reste non plus. Il propose pour remédier à l'échec de la Constitution européenne un traité simplifié qu'il parvient à imposer en un rien de temps. Bref, il est sur tous les fronts et obtient des résultats probants qui, selon l'hebdomadaire américain *Newsweek*, feront de lui le troisième homme le plus puissant du monde en 2009 derrière Barack Obama et Hu Jintao. Côté vie privée, les choses vont semble-t-il moins bien. Cécilia le quitte en octobre 2007. Un drame qu'il met en scène avant d'afficher le mois suivant son nouveau bonheur : Carla Bruni, un ancien mannequin italien devenue chanteuse et désormais apprentie première dame de France. Il l'épouse le 2 février 2008 dans la plus stricte intimité. Un mariage ultrarapide qui choque les Français. Sarkozy devient un mystère, et son hyperactivité commence à inquiéter. Son empressement ne constitue-t-il pas un danger ? Est-il vraiment le réformateur attendu ? Les certitudes s'envolent, la confiance s'émousse et la cote de popularité de Nicolas Sarkozy s'effondre. Lui qui, jusqu'alors, semblait se nourrir des oppositions semble désormais incapable de faire face à ses contradicteurs.

En mars 2008, les élections municipales et cantonales se soldent par un cuisant échec. Sarkozy remanie à nouveau. Toutefois, il persiste dans ses choix. Il reconduit Fillon et poursuit l'ouverture. En parallèle, il continue sur sa lancée et se lance dans le grand chantier de la réforme des retraites. Une mesure impopulaire, mais nécessaire de l'avis de tous. Celle-ci sera votée en septembre 2010 malgré la levée de bouclier menée par l'opposition. En 2011, un an avant l'élection présidentielle, après un dernier remaniement – François Fillon demeurant Premier ministre, mais la porte de l'ouverture se refermant –, Nicolas Sarkozy se présente en candidat potentiel affaibli. L'opinion publique, *via* les sondages, émet des avis qui inquiètent son entourage. Le candidat de la réforme se trouve transformé en Président du mécontentement. Une grande partie des français voient en lui le responsable de la crise, ou plutôt des différentes crises successives qui frappent la France, l'Europe et le Monde durant son quinquennat. Seules ses actions rapides et efficaces en Côte d'Ivoire et surtout en Lybie trouvent grâce aux yeux de l'opinion publique.

Le 19 octobre 2011, Carla Bruni-Sarkozy lui donne une fille, Giulia, le premier bébé de l'Élysée. Certains de ses adversaires verront en cette naissance un argument électoral. Heureusement, ils se sont tus. Le 15 février 2012, Nicolas Sarkozy, après des mois de suspens, officialise enfin sa candidature. Il lance devant les caméras de TF1 une campagne dont le slogan sera « La France forte ». Le Président redevenu candidat remonte dès lors dans les sondages, jusqu'à se rapprocher significativement de François Hollande, son rival désigné, lui-même en campagne depuis près de deux ans. Mais sa campagne ultra droitière menée par le très controversé Patrick Buisson s'avère être un échec. La droite plus conservatrice se tourne vers Marine Le Pen, tandis que les modérés reprochent à leur candidat cette droitisation qui leur déplaît. Le 22 avril 2012, il se qualifie tout de même pour le second tour avec 27,18 % des suffrages, derrière François Hollande (28,63 %). C'est la première fois de l'histoire de la Cinquième République qu'un candidat sortant ne vire pas en tête après le premier tour.

Le 6 mai 2012, François Hollande recueille quelques 16 860 685 voix, soit 51,64 % des suffrages exprimés, et remporte une victoire serrée. Nicolas Sarkozy reconnaît immédiatement sa défaite et, après avoir souhaité bonne chance au nouveau Président et à la France, annonce : « Après cinq ans à la tête de l'État, mon engagement dans la vie de mon pays sera désormais différent. » Un retrait de la vie politique qui n'en est pas un. Trois mois seulement après cette annonce, Nicolas Sarkozy, qui siège depuis juin 2012 au Conseil Constitutionnel, sort de son silence pour fustiger la politique du gouvernement Hollande concernant la Syrie. Une sortie remarquée qui fait dire à certain qu'un retour de l'ancien Président dans l'arène politique française ne serait pas impossible. Peut-être même une candidature en 2017 ?

1955-/

MICHEL PLATINI

LÉGENDE DU FOOTBALL FRANÇAIS

Michel Platini a rendu célèbre le numéro 10 de l'équipe de France bien avant qu'il soit porté par Zinédine Zidane, puis il a réussi sa reconversion. Il est aujourd'hui président de l'UEFA.

Fils d'émigrés italiens, Michel Platini naît à Jœuf (Meurthe-et-Moselle) en 1955. Après les centres de formation, il commence sa carrière professionnelle à l'AS Nancy Lorraine, club avec lequel il gagne son premier titre : la Coupe de France 1978. Ses qualités techniques, son sens du jeu et ses talents de meneur d'hommes le font remarquer par les grands clubs européens. Recruté par l'AS Saint-Étienne, Platini participe alors à la grande aventure des verts avec les Larqué, Revelli, Santini, Repp et Rocheteau. Le « chaudron » de Geoffroy Guichard n'a plus qu'un seul nom à la bouche : Platini.

Parallèlement à son club, il entame en 1978 une brillante carrière en équipe de France. Sous la houlette de Michel Hidalgo, comme sélectionneur, il devient le maître à jouer de cette équipe et hisse ses coéquipiers au plus haut niveau international. Platini et ses coéquipiers, Tigana, Giresse et Fernandez deviennent champions d'Europe en 1984. Malheureusement, ils échouent par deux fois contre l'Allemagne en demi-finale de Coupe du monde. En quelques années Michel Platini devient l'idole d'une génération. Son prestige est tel qu'il est recruté par la Juventus de Turin.

La « vieille dame » n'hésite pas alors à conclure un transfert record pour s'offrir les services de celui que beaucoup considèrent alors comme le meilleur joueur du monde. Platini y connaît la gloire : plusieurs fois meilleur buteur du Calcio (353 buts dans sa carrière), il obtient par trois fois le Ballon d'or, gagne la Coupe d'Italie 1983, la Coupe des Champions 1984 et deux titres de champion d'Italie.

Joueur emblématique, il a rendu célèbre le numéro 10, porté plus tard par Zidane. Malgré une retraite anticipée, il demeure une icône dans le football français. Tour à tour sélectionneur de l'équipe de France

puis président du Comité d'organisation de la Coupe du monde 1998, il occupe ensuite le poste de premier conseiller de Sepp Blatter, le président de la FIFA. Il est aujourd'hui président de l'UEFA et s'est attaché, avec son projet Fair-Play financier, à lutter contre le monde envahissant de l'argent dans le foot et contre les « histoires de corruption ».

1972-/

ZINÉDINE ZIDANE

LE MAGICIEN DU FOOT

Héros heureux, puis malheureux des deux seules finales de Coupe du monde que la France ait jamais jouées, Zinédine Zidane, considéré encore aujourd'hui comme l'un des meilleurs footballeurs de tous les temps, est devenu une véritable icône. Portrait d'un gamin de Marseille devenu l'une des personnalités préférées des Français.

Fils d'une famille d'origine algérienne, Zinédine Zidane est né le 23 juin 1972 à Marseille. Élevé dans le quartier de la Castellane, il signe sa première licence de footballeur dans un club de son quartier en 1982. Repéré lors d'un stage, il est recruté par l'AS Cannes en 1996 et intègre l'effectif professionnel deux ans plus tard. Il joue son premier match de Ligue 1 le 20 mai 1989 contre Nantes. En 1992, il rejoint Bordeaux qu'il emmènera jusqu'à la finale de la coupe de l'UEFA en 1996. Cette même année, il s'impose comme un titulaire indiscutable en équipe de France et va jusqu'en demi-finale de l'Euro. Sa carrière internationale est lancée.

Acheté à prix d'or par la Juventus, il y gagne : deux titres de champion, une « supercoupe » d'Europe, une autre d'Italie, mais doit s'incliner par deux fois en finale de la Ligue des champions, en 1997 et 1998.

Maître à jouer de l'équipe de France, il marque deux buts en finale de la Coupe du monde de 1998 et fait chavirer le cœur de la France entière. Zidane est alors le meilleur joueur du monde (Ballon d'or), et Zizou s'impose comme l'une des personnalités préférées des Français.

D'autant qu'il emmène à nouveau ses coéquipiers à la victoire lors de l'Euro 2000. En 2001, il rejoint le Real de Madrid pour 77 millions d'euros. C'est alors le transfert le plus cher de l'histoire. Il y gagne un titre de champion et son unique Ligue des Champions.

En équipe de France, il prend une retraite d'un an après les échecs de 2002 en Coupe du monde et de 2004 à l'Euro. Décidé à finir sur un succès, il joue sa plus belle Coupe du monde en 2006. Par son talent et sa rage de vaincre, il parvient à hisser ses camarades en finale et est élu meilleur joueur de la compétition. Malheureusement, la fin de la compétition – qui correspond aussi à la fin de la carrière de Zizou – est entachée par son expulsion suite à un coup de tête porté au thorax d'un joueur italien : le désormais fameux Materazzi. Qu'a-t-il voulu prouver ? Est-ce un acte manqué ? Est-ce un suicide médiatique ? Autant de questions qui défrayeront la chronique, et bien au-delà des pages sportives

Désormais retraité, Zinédine Zidane partage son temps entre le Real de Madrid, dont il est l'un des directeurs sportifs, le club d'Évian (dont il est l'un des actionnaires) qui est monté en Ligue 1 en 2011 et les différentes associations caritatives qu'il soutient. Celui qui en guise de bilan a dit « Quand je vois d'où je viens et où je suis arrivé, je trouve que c'est pas mal ! », est une star planétaire.

CONCLUSION

Nous voici arrivés à la fin du voyage. Les frustrations existent. En effet, ils sont nombreux les grands absents. Mais les surprises sont également belles. Que de découvertes ou de redécouvertes ! Ainsi va la France.

Dans un monde en évolution de plus en plus rapide, la quête de nos racines semble devenir (redevenir ?) de plus en plus importante. La vogue croissante de la recherche généalogique, facilitée par l'utilisation des nouvelles techniques de communication, en est sans conteste la meilleure illustration.

Mais il est chaque jour plus difficile de se positionner dans le continuum de l'histoire nationale et ce, faute de repères chronologiques et spatio-temporels, ou sans la connaissance de ces grands personnages qui ont façonné la Nation, produit la richesse du pays, élaboré ses frontières – qui aujourd'hui s'élargissent vers l'Europe –, construit, rationalisé, « poétisé » sa culture...

Les « traces » – protégées et transmises pour l'édification des « héritiers » (pour reprendre Bourdieu) – remontent le plus souvent jusqu'à la Révolution française, et rarement au-delà. En découvrant ces grands personnages, on se rend compte que si, et ô combien !

L'histoire nationale est fondamentalement implicite. Le Français forme un « groupe », grâce à son système éducatif, grâce à ses combats communs, à la faveur de ses soubresauts politiques, de ses révoltes, de ses luttes contre l'ennemi venu d'ailleurs, ou grâce à ses jacqueries devenues point de départ de réformes...

La culture française, issue de cette histoire convulsive, est taraudée par une schizophrénie qui l'opprime : d'un côté, le système qui répète « fais ce que je te dis » et, d'autre part, le même qui lui dit « ne fais pas ce que je fais, révolte-toi. » C'est de cette ambivalence apparente que naquit la créativité nationale. C'est là où des héros ont clamé le génie français.

Combien de faits – et d’hommes qui en furent les « porteurs » – ont disparu de la mémoire collective, combien d’épisodes mystérieux et de personnages remarquables sont oubliés, ou ont vu leurs traces déformées avec le temps, au travers d’une historiographie idéologisée, ou par le biais d’une narration nationale sans cesse revisitée ? Ce sont ces faits, ces lieux, ces hommes qui ont fait l’histoire de France que nous avons voulu vous faire retrouver dans ce livre.

Il y a des mémoires à faire revivre et une poésie dans ces histoires comme dans les monuments qui les ponctuent. Il n’est jamais trop tard pour les retrouver : depuis Vercingétorix fait prisonnier à Alésia en 52 av. J.-C. jusqu’à l’élection présidentielle de 2012. Ainsi la société française a-t-elle progressé, par spasmes successifs, et souvent par la volonté d’hommes opiniâtres et de caractère. Que gloire leur soit rendue !

Bertrand Galimard Flavigny

BIBLIOGRAPHIE

- Dictionnaire d'histoire de France*, Perrin, 2004.
- Le Petit Mousse : dictionnaire d'histoire universelle*, Bordas, 2004.
- Mille ans de littérature française*, Nathan, 2003.
- BANC Jean-Claude, *Dictionnaire des maréchaux de Napoléon*, Pygmalion, 2007.
- BERNSTEIN Serge et MILZA Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle*, 3 tomes, Tempus-Perrin, 2009.
- BERNSTEIN Serge et BERNSTEIN Gisèle, *La Troisième République : les noms, les thèmes, les lieux*, M.A., 1987.
- BOITEL Philippe, *Les Français qui ont fait la France*, Éditions Sud-Ouest, 2009.
- BRASME Pierre, *Histoire de la République française et de ses Présidents*, Éditions Ouest-France, 2007.
- DUBY Georges, *Histoire de la France des origines à nos jours*, Larousse, 2005.
- FEUER Didier et d'HENDECOURT Jean, *Dictionnaire des souverains de France et de leurs épouses*, Pygmalion, 2006.
- GALIMARD FLAVIGNY Bertrand, *Histoire de l'ordre de Malte*, Perrin, 2006.
- GARNIER Jacques, *Dictionnaire Perrin des guerres et des batailles de l'Histoire de France*, Perrin, 2004.
- GERSAL Frédérick (préface de), *Les 1 001 jours qui ont changé le monde*, Flammarion, 2009.
- FAVIER Jean, *Histoire de France*, 6 tomes, Fayard, 2003.
- MARTIN-FUGIER Anne, *Les Salons de la III^e République*, Tempus-Perrin, 2009.
- MERLE Claude, *Dictionnaire des grandes batailles du monde européen*, Pygmalion, 2009.
- MIQUEL Pierre, *Histoire de France*, Fayard, 2003.
- MONTAGNON Pierre, *Dictionnaire de la colonisation française*, Pygmalion, 2011.
- PIGAILLEM Henri, *Dictionnaire des favorites*, Pygmalion, 2010.
- RÉMOND René, *Le Siècle dernier : 1918-2002*, Fayard, 2003.

TULARD Jean, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française*, Bouquin/Robert Laffont, 1987.

VALODE Philippe, *Rois, reines et favorites de l'histoire de France*, L'Archipel, 2006.

WINOCK Michel, *Le Siècle des intellectuels*, Seuil, 2006.

CHRONOLOGIE DES DYNASTIES FRANÇAISES

Les Mérovingiens

Mérovée :	448-457 (fondateur de la dynastie ?)
Childéric I ^{er} :	457-481 (roi des Francs-Saliens)
Clovis I ^{er} :	481-511
Childebert I ^{er} :	511-558
Clotaire I ^{er} :	558-561
Chilpéric I ^{er} :	561-584
Clotaire II :	613-629
Dagobert I ^{er} :	629-639
Clovis II :	639-657
Clotaire III :	657-673
Childéric II :	673-675
Thierry III :	675-691
Clovis IV :	691-695
Childebert IV :	695-711
Dagobert III :	711-715
Chilpéric II :	715-721
Thierry IV :	721-737
Childéric III :	743-751

Les Carolingiens

Pépin le Bref :	751-768 (maire du palais)
Charlemagne :	768-814
Louis le Pieux :	814-840
Charles II le Chauve :	843-877
Louis II le Bègue :	877-879
Louis III :	879-882
Carloman II :	879-884
Charles III le Gros :	884-887
Eudes :	888-898
Charles III le Simple :	898-922
Robert I ^{er} :	922-923
Raoul :	923-936
Louis IV d'Outremer :	936-954
Lothaire IV :	954-986
Louis V :	986-987

Les Capétiens

Hugues I ^{er} :	987-996
Robert II le Pieux :	996-1031
Henri I ^{er} :	1031-1060
Philippe I ^{er} :	1060-1108
Louis VI le Gros :	1108-1137
Louis VII le Jeune :	1137-1180
Philippe II Auguste :	1180-1223
Louis VIII :	1223-1226
Louis IX ou Saint Louis :	1226-1270
Philippe III le Hardi :	1270-1285
Philippe IV le Bel :	1285-1314
Louis X le Hutin :	1314-1316
Philippe V le Long :	1316-1322
Charles IV le Bel :	1322-1328

Les Valois

Philippe VI de Valois :	1328-1350
Jean II le Bon :	1350-1364
Charles V le Sage :	1364-1380
Charles VI le Fol :	1380-1422
Charles VII :	1422-1461
Louis XI :	1461-1483
Charles VIII :	1483-1498
Louis XII :	1498-1515
François I ^{er} :	1515-1547
Henri II :	1547-1559
François II :	1559-1560
Charles IX :	1560-1574
Henri III :	1574-1589

Les Bourbons

Henri IV :	1589-1610
Louis XIII :	1610-1643
Louis XIV :	1643-1715
Louis XV :	1715-1774
Louis XVI :	1774-1792 (guillotiné)
Louis XVIII :	1814-1815, puis 1815-1824
Charles X :	1824-1830
Louis-Philippe :	1830-1848

CHRONOLOGIE DES RÉGIMES NON MONARCHIQUES

I^{re} République

Convention :	1792-1795
Directoire :	1795-1799
Consulat :	1799-1804

Premier Empire

Napoléon I ^{er} :	1804-1814, puis 1815
Les Cent-Jours :	1815

II^e République

Louis Napoléon Bonaparte :	1848-1852
----------------------------	-----------

Second Empire

Napoléon III :	1852-1870
----------------	-----------

III^e République (les présidents de la République)

Adolphe Thiers :	1871-1873
Patrice de Mac Mahon :	1873-1879
Jules Grévy :	1879-1887
Sadi Carnot :	1887-1894
Jean Casimir-Perier :	1894-1895

Félix Faure :	1895-1899
Émile Loubet :	1899-1906
Armand Fallières :	1906-1913
Raymond Poincaré :	1913-1920
Paul Deschanel :	de février à septembre 1920
Alexandre Millerand :	1920-1924
Gaston Doumergue :	1924-1931
Paul Doumer :	1931-1932
Albert Lebrun :	1932-1940

État Français

Philippe Pétain :	juillet 1940-août 1944
-------------------	------------------------

Gouvernement provisoire de la République française

Charles de Gaulle	1944-1946
Félix Gouin, puis Georges Bidault et Léon Blum	1946-1947

IV^e République (les présidents de la République)

Vincent Auriol :	1947-1954
René Coty :	1954-1959

V^e République (les présidents de la République)

Charles de Gaulle :	1959-1969
Alain Poher :	d'avril à juin 1969 (intérim)
Georges Pompidou :	1969-1974
Alain Poher :	avril et mai 1974 (intérim)
Valéry Giscard d'Estaing :	1974-1981
François Mitterrand :	1981-1995
Jacques Chirac :	1995-2007
Nicolas Sarkozy :	2007-2012
François Hollande :	depuis 2012

LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS DE 1873 À NOS JOURS

Les présidents du Conseil de la III^e République

Les cabinets du Président Mac-Mahon

25 mai 1873 :	Albert de Broglie
9 mars 1876 :	Jules Armand Dufaure
12 décembre 1876 :	Jules Simon
17 mai 1877 :	Albert de Broglie
13 décembre 1877 :	Jules Armand Dufaure

Les cabinets du Président Grévy

4 février 1879 :	William Henry Waddington
28 décembre 1879 :	Charles Louis de Saulces de Freycinet
23 septembre 1880 :	Jules Ferry
14 novembre 1881 :	Léon Gambetta
30 janvier 1882 :	Charles Louis de Saulces de Freycinet
7 août 1882 :	Charles Duclerc
29 janvier 1883 :	Armand Fallières
21 février 1883 :	Jules Ferry
6 avril 1884 :	Henri Brisson
7 janvier 1886 :	Charles Louis de Saulces de Freycinet
11 décembre 1886 :	René Goblet
30 mai 1887 :	Maurice Rouvier

Les cabinets du Président Sadi Carnot

12 décembre 1887 :	Pierre Tirard
3 avril 1888 :	Charles Floquet
22 février 1889 :	Pierre Tirard
17 mars 1890 :	Charles Louis de Saulces de Freycinet
27 février 1892 :	Émile Loubet
6 décembre 1892 :	Alexandre Ribot
11 janvier 1893 :	Alexandre Ribot
4 mars 1893 :	Charles Dupuy
3 décembre 1893 :	Jean Casimir-Perier
30 mai 1894 :	Charles Dupuy

Les cabinets du Président Casimir-Perier

1894 :	Charles Dupuy
--------	---------------

Les cabinets du Président Félix Faure

26 janvier 1895 :	Alexandre Ribot
1 ^{er} novembre 1895 :	Léon Bourgeois
29 avril 1896 :	Jules Méline
28 juin 1898 :	Henri Brisson
1 ^{er} novembre 1898 :	Charles Dupuy

Les cabinets du Président Loubet

18 février 1899 :	Charles Dupuy (maintenu)
22 juin 1899 :	Pierre Waldeck-Rousseau
7 juin 1902 :	Émile Combes
24 janvier 1905 :	Maurice Rouvier

Les cabinets du Président Fallières

18 février 1906 :	Maurice Rouvier
14 mars 1906 :	Jean Sarrien

25 octobre 1906 :	Georges Clemenceau
24 juillet 1909 :	Aristide Briand
5 novembre 1910 :	Aristide Briand
2 mars 1911 :	Ernest Monis
27 juin 1911 :	Joseph Caillaux
14 janvier 1912 :	Raymond Poincaré

Les cabinets du Président Poincaré

21 janvier 1913 :	Aristide Briand
21 mars 1913 :	Louis Barthou
9 décembre 1913 :	Gaston Doumergue
9 juin 1914 :	Alexandre Ribot
13 juin 1914 :	René Viviani
3 novembre 1915 :	Aristide Briand
20 mars 1917 :	Alexandre Ribot
13 septembre 1917 :	Paul Painlevé
20 novembre 1917 :	Georges Clemenceau

Les cabinets du président Deschanel

20 janvier 1920 :	Alexandre Millerand
-------------------	---------------------

Les cabinets du Président Millerand

25 septembre 1920 :	Georges Leygues
16 janvier 1921 :	Aristide Briand
15 janvier 1922 :	Raymond Poincaré

Les cabinets du Président Doumergue

14 juin 1924 :	Édouard Herriot
17 avril 1925 :	Paul Painlevé
29 octobre 1925 :	Paul Painlevé
28 novembre 1925 :	Aristide Briand
9 mars 1926 :	Aristide Briand
23 juin 1926 :	Aristide Briand

20 juillet 1926 :	Édouard Herriot
23 juillet 1926 :	Raymond Poincaré
7 juin 1928 :	Raymond Poincaré
11 novembre 1928 :	Raymond Poincaré
29 juillet 1929 :	Aristide Briand
7 novembre 1929 :	André Tardieu
21 février 1930 :	Camille Chautemps
1 ^{er} mars 1930 :	André Tardieu
12 décembre 1930 :	Théodore Steeg
27 janvier 1931 :	Pierre Laval

Les cabinets du Président Paul Doumer

14 juin 1931 :	Pierre Laval (reconduit)
20 février 1932 :	André Tardieu

Les cabinets du Président Lebrun

3 juin 1932 :	Édouard Herriot
18 décembre 1932 :	Joseph Paul-Boncour
31 janvier 1933 :	Édouard Daladier
29 octobre 1933 :	Albert Sarraut
26 novembre 1933 :	Camille Chautemps
30 janvier 1934 :	Édouard Daladier
9 février 1934 :	Gaston Doumergue
8 novembre 1934 :	Pierre-Étienne Flandin
1 ^{er} juin 1935 :	Fernand Bouisson
7 juin 1935 :	Pierre Laval
24 janvier 1936 :	Albert Sarraut
6 juin 1936 :	Léon Blum
22 juin 1937 :	Camille Chautemps
18 janvier 1938 :	Camille Chautemps
13 mars 1938 :	Léon Blum
10 avril 1938 :	Édouard Daladier
22 mars 1940 :	Paul Reynaud
16 juin 1940 :	Philippe Pétain

Les Présidents du conseil de la IV^e République

Sous la Présidence Auriol

22 janvier 1947 :	Paul Ramadier
24 novembre 1947 :	Robert Schuman
26 juillet 1948 :	André Marie
5 septembre 1948 :	Robert Schuman
11 septembre 1948 :	Henri Queuille
20 octobre 1949 :	Georges Bidault
2 juillet 1950 :	Henri Queuille
12 juillet 1950 :	René Pleven
10 mars 1951 :	Henri Queuille
8 août 1951 :	René Pleven
20 janvier 1952 :	Edgar Faure
8 mars 1952 :	Antoine Pinay
7 janvier 1953 :	René Mayer
28 juin 1953 :	Joseph Laniel

Sous la Présidence Coty

23 décembre 1953 :	Joseph Laniel (reconduit)
18 juin 1954 :	Pierre Mendès France
23 février 1955 :	Edgar Faure
1 ^{er} février 1956 :	Guy Mollet
12 juin 1957 :	Maurice Bourgès-Maunoury
5 novembre 1957 :	Félix Gaillard
14 mai 1958 :	Pierre Pflimlin
1 ^{er} juin 1958 :	Charles de Gaulle

Les Premiers ministres de la V^e République

Présidence de Charles de Gaulle

8 janvier 1959 :	Michel Debré
14 avril 1962 :	Georges Pompidou
11 juillet 1968 :	Maurice Couve de Murville

Présidence de Georges Pompidou

21 juin 1969 :	Jacques Chaban-Delmas
7 juillet 1972 :	Pierre Messmer

Présidence de Valéry Giscard d'Estaing

27 mai 1974 :	Jacques Chirac
25 août 1976 :	Raymond Barre

Présidence de François Mitterrand

21 mai 1981 :	Pierre Mauroy
17 juillet 1984 :	Laurent Fabius
24 mars 1986 :	Jacques Chirac
10 mai 1988 :	Michel Rocard
15 mai 1991 :	Édith Cresson
2 avril 1992 :	Pierre Bérégovoy
29 mars 1993 :	Édouard Balladur

Présidence de Jacques Chirac

17 mai 1995 :	Alain Juppé
2 juin 1997 :	Lionel Jospin
17 juin 2002 :	Jean-Pierre Raffarin
30 mai 2005 :	Dominique de Villepin

Présidence de Nicolas Sarkozy

18 mai 2007 :	François Fillon
---------------	-----------------

Présidence de François Hollande

15 mai 2012 :	Jean-Marc Ayrault
---------------	-------------------

INDEX

ALPHABÉTIQUE

- Abbé Pierre 408
Allais, Maurice 403
Anquetil, Jacques 454
Aragon, Louis 353
Aron, Raymond 383
Astier de La Vigerie, Emmanuel
d' 358
Aubrac, Lucie 409
Auriol, Vincent 331
Bailly, Jean Sylvain 178
Balzac, Honoré de 252
Bara, Joseph 243
Barnave, Antoine 224
Barre, Raymond 430
Bart, Jean 153
Bayard 85
Bazaine, François Achille 263
Beauharnais, Joséphine de 229
Beauvoir, Simone de 390
Bellevèze 19
Bergson, Henri 301
Bernard, Jean 389
Berthe au grand pied 33
Bituit 21
Blum, Léon 320
Bossuet, Jacques-Bénigne 144
Bouillon, Godefroi de 41
Boulanger, Georges 283
Bourbon-Conti, Stéphanie-
Louise de 225
Bourgeois, Léon 294
Braudel, Fernand 368
Bretagne, Anne de 87
Briand, Aristide 309
Brissot, Jacques Pierre 202
Brossolette, Pierre 369
Buffon, comte de 158
Cambacérès, Jean-Jacques
Régis 198
Cambronne, Pierre 238
Camus, Albert 411
Cartier, Jacques 97
Cazotte, Jacques 168
Césaire, Aimé 412
Chaban-Delmas, Jacques 417
Chalgrin, Jean-François-
Thérèse 179
Champlain, Samuel de 113
Charcot, Jean-Baptiste 314
Charlemagne 34
Charles le Mauvais 64
Charles Martel 32
Charles V le Sage 66
Charles VI 68
Charles VII 73
Charpak, Georges 431
Chirac, Jacques 442
Clemenceau, Georges 291
Clotilde de France 213
Clovis 28

- Cœur, Jacques 71
 Colbert, Jean-Baptiste 130
 Coluche 455
 Corneille, Pierre 125
 Couve de Murville, Maurice 388
 Cresson, Édith 455
 Curie, Marie 315
 (d')Artagnan, Charles de Batz-Castelmore 126
 Dagobert 29
 Danton, Georges Jacques 211
 Debré, Michel 404
 Defferre, Gaston 394
 Delestraint, Charles 323
 Desmoulins, Camille 218
 Diderot, Denis 162
 Doumergue, Gaston 311
 Du Guesclin, Bertrand 60
 Éon de Beaumont, Charles d' 173
 Fabre d'Églantine 195
 Faure, Félix 289
 Ferry, Jules 277
 Fouché, Joseph 217
 Fouquet, Nicolas 129
 François Ier 98
 Galaup, Jean-François de 180
 Gaulle, Charles de 344
 Gay-Lussac, Louis Joseph 242
 Gennes, Pierre-Gilles de 442
 Gérard, François 237
 Gerbert 35
 Giscard d'Estaing, Valéry 431
 Gratien 25
 Guitry, Sacha 337
 Hachette, Jeanne 83
 Hardouin-Mansart, Jules 152
 Henri III 104
 Henri IV 107
 Hoche, Lazare 231
 Hollande, François 458
 Hugo, Victor 255
 Jaurès, Jean 302
 Jeanne d'Arc 76
 Jouhaux, Léon 325
 Juin, Alphonse 342
 La Fayette 206
 La Fontaine, Jean de 135
 La Rocque, François de 332
 La Valette, Jean Parisot de 95
 Laennec, René 244
 Lattre de Tassigny, Jean de 343
 Le Nôtre, André 128
 Lebrun, Albert 316
 Leclerc, maréchal 365
 Léon IX 38
 Louis IX 51
 Louis XI 79
 Louis XIV 147
 Louis XV 160
 Louis XVI 199
 Louis XVII 246
 Luckner, Nicolas 171
 Luern 21
 Manet, Édouard 281
 Mansart voir
 Hardouin-Mansart
 Marat, Jean-Paul 181
 Marty, André 340
 Maupeou, René Nicolas de 163
 Mauriac, François 340
 Mazarin, Jules 121
 Médicis, Catherine de 102
 Mendès France, Pierre 385
 Mermoz, Jean 363
 Mérovée 26
 Michel, Louise 276

- Millerand, Alexandre 305
 Mirabeau 192
 Mitterrand, François 421
 Mme de Maintenon 146
 Molay, Jacques de 53
 Molière 137
 Mollet, Guy 372
 Monod, Théodore 367
 Montesquieu voir Secondat de
 Montesquieu, Charles de
 Montfort, Simon de 48
 Montmorency, Henri de 120
 Moulin, Jean 356
 Müller, Charles-Louis 265
 Napoléon Ier 234
 Napoléon III 260
 Necker, Jacques 176
 Ney, Michel 233
 Nivelle, Robert Georges 295
 Nougaro, Claude 437
 Passy, colonel 400
 Pasteur, Louis 266
 Père Joseph 114
 Pétain, Philippe 297
 Philippe Auguste 49
 Philippe Égalité 184
 Philippe IV le Bel 56
 Piaf, Édith 415
 Picasso, Pablo 326
 Platini, Michel 467
 Pleven, René 364
 Poher, Alain 394
 Poincaré, Raymond 307
 Pompadour, Mme de 170
 Pompidou, Georges 395
 Rabelais, François 91
 Rais, Gilles de 74
 Rameau, Jean-Philippe 155
 Rémond, René 426
 Renault, Louis 293
 Renée de France 100
 Richelieu 115
 Robespierre, Maximilien de 208
 Rolland, Romain 313
 Ronis, Willy 428
 Rouget de Lisle 220
 Sadi Carnot, Marie François
 288
 Saint Bernard 44
 Sales, François de 112
 Sarkozy, Nicolas 460
 Sartre, Jean-Paul 373
 Savoie, Louise de 87
 Schweitzer, Albert 322
 Secondat de Montesquieu,
 Charles de 156
 Séguy, Georges 434
 Sévigné, Mme de 140
 Sieyès 189
 Sigovèse 19
 Steuben, Charles 250
 Sue, Eugène 259
 Suffren, Pierre André de 175
 Suger 43
 Sully, duc de 110
 Surcouf, Robert 241
 Tabarly, Éric 438
 Talleyrand, Charles Maurice
 de 203
 Thiers, Adolphe 251
 Tourville, comte de 150
 Toussaint Louverture 183
 Veil, Simone 435
 Vercingétorix 22
 Verne, Jules 267
 Villon, François 82
 Voltaire 157
 Zidane, Zinédine 468